

**Pierre Frath
Koffi Ganyo Agbefe**

**Langues et Sciences sociales:
Réalités africaines**



**Sapientia
Hominis**

**Collection
ESSAIS**

Qui sommes-nous ?

Sapientia Hominis est un **collectif associatif d'aide à l'autoédition spécialisé dans les Sciences Humaines**. Son statut juridique est celui d'une association loi 1901 sans buts lucratifs. Les textes soumis sont évalués par des spécialistes bénévoles du collectif, et s'ils sont acceptés, ils entrent dans le catalogue de *Sapientia Hominis*. Ils sont alors imprimés par un imprimeur en ligne, qui s'occupe aussi de la distribution à la demande. *Sapientia Hominis* fournit un numéro ISBN et une couverture standard.

Les obligations des auteurs sont les suivantes :

- ne proposer que des **manuscripts originaux de grande qualité, bien écrits**, qui s'adressent à des lecteurs qui s'intéressent à une question, même s'ils ne sont pas des spécialistes du domaine. Il peut s'agir de nouvelles théories, de travaux innovants, ou d'ouvrages qui font le point sur une question. *A priori*, les recueils d'actes ne sont pas acceptés.
- après acceptation, fournir un manuscrit qui respecte scrupuleusement **la charte graphique** de *Sapientia Hominis*.
- contribuer au coût de la **couverture** effectuée par un prestataire extérieur.
- respecter les délais de soumission des textes

Sapientia Hominis

ISBN : 9782950018212

Décembre 2019

**Langues et Sciences sociales :
Réalités africaines**

Sous la direction de Pierre FRATH

**Copyright : Sapientia Hominis (Licence de droit
d'auteur standard)**

Éditeur : Sapientia Hominis

Reliure : Couverture souple, reliure dos carré-collé

Encre intérieure : Noir & Blanc

Comité d'évaluation et de sélection des articles

- AGRESTI Giovanni, Université Bordeaux Montaigne, France
- BADASU Cosmas. K., Université de Legon, Ghana,
- DAO Yao, Université de Lyon 2, France
- DEVRIESERE Viviane, Isfec Aquitaine, Bordeaux France
- ELHADJI YAWALE MAMAN, Université de Zinder, Niger)
- HIEN Amélie, Université Laurentienne, Canada
- LEMAIRE Eva, Université d'Alberta, Canada
- LEZOU KOFFI Aimée-Danielle, UFHB, Abidjan, Côte d'Ivoire
- MAURER Bruno, Université de Montpellier 3, France
- NUTAKOR Mawushi, Université de Legon, Ghana
- SANDS Sarah, Université de Strasbourg, France
- TCHEHOUALI Destiny, Montréal, Canada
- TUBLU Yves, CELHTO UA Niamey, Niger
- YEBOUA Kouadio D., ENS UFH Côte d'Ivoire
- YENNAH Robert, Legon University, Ghana
- ZOUOGBO Jean-Philippe, Université Paris-Diderot, France

SOMMAIRE

1.	Souiller la vie en soignant la mort au Bénin. la mystérieuse image des thanatopracteurs hospitaliers de Parakou, Estelle GBEDIGASSI, Jacob GNAMMOU et N'koué Emmanuel SAMBIENI, <i>Université de Parakou(Bénin)</i>	8
2.	La problématique de la lutte contre la drogue au Togo, Koshi AKOUBIA, <i>Université de Lomé (Togo)</i>	26
3.	Statut de la parole médiatisée par les tambours parleurs des akan-bron de côte d'ivoire : morphologie, structure apparente et idéologie, Koudou Jean-Jacques AGBE, <i>Université Félix Houphouët-Boigny(Côte d'Ivoire)</i>	37
4.	Les amas coquilliers de Songon : vivier de conservation par excellence des vestiges archéologiques dans le sud de la Côte d'Ivoire, N'Doua Etienne ETTIEN, <i>Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)</i>	52
5.	Déterminants socioéconomiques et politiques de la migration vers l'Europe des jeunes artisans de la ferraille d'abobo (Côte d'Ivoire), N'DRI Kouamé Abou et ADAMAN Sinan, Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire).....	64
6.	Mangeable versus proscriit a la mère allaitante entre emique <i>xwla</i> (grand-popo) et étique sante publique – anthropologie, Pierre Codjo MELIHO, Brigitte SENOVO et Codjo Adolphe KPATCHAVI, <i>Université d'Abomey-Calavi (Bénin)</i>	77
7.	Les facteurs d'adaptation et de réussite des étudiants adultes en situation de retour aux études universitaires : entre nécessité, contrainte et entrelacs bi- factoriel, Raymond Bernard AHOUANDJINO, Basile AGBODJOGBE & Clarisse TAMAMOROU(Bénin).....	90
8.	Culture senoufo, histoire et développement de l'école a komborodougou (nord-cote d'ivoire), SILUE Abou et KOFFI Justin Yves, <i>Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)</i>	105
9.	De l'incivisme a l'insalubrité dans la ville de Cotonou (Benin) : vers une approche communicationnelle pour un changement de comportement, Sènakpon Socrate Sosthène TOBADA, <i>Université d'Abomey Calavi (Bénin)</i>	129
10.	La dimension historique des Montagnes au Cameroun septentrional : de la rencontre des peuples et de la construction de leur historicité, Jeremie DIYE, <i>Université de Yaoundé (Cameroun)</i>	145

11. **La rotation du pouvoir : moyen de stabilité et de prospérité durables pour les pays africains ?** Akimou TCHAGNAOU, *Université de Lomé (Togo)*.....164
12. **Gestion des inondations dans les villes de : Niamey, Cotonou, Abidjan en Afrique de l'Ouest**, Théodore Tchékpo ADJAKPA (Bénin), Chékou Koré El Hadj MOHAMOUD (Niger), Amadou Abdou BAGNA (Niger) et Léon Bani BIO BIGOU (Bénin).....182
13. **L'accès à l'eau potable, une corvée pour les femmes de Digo (Divo)**, Thérèse Alida Ngangoran ADOU, Florence Djaliah AKE-AWOMON et Marthe Adjoba KOFFI-DIDIA, *Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire)*.....191
14. **Les traditions d'origine des peuples du Togo : cas des Lama**, Aboubakar T'ANAI, *Université de Lomé (Togo)*.....210
15. **Gestion des excréments et des urines humains dans la commune de glazoue (Benin)**, BAMAHOSSOVI, Akibou A. AKINDELE, Mathieu C. LANOKOU et Euloge OGOUWALE, *Université d'Abomey-Calavi (Bénin)*.....228
16. **visibilité des femmes dans les productions médiatiques ivoiriennes : enjeux et perspectives**, THOAT AKOISSY CLARISSE LEOCADIE, Institut National Supérieur des Arts et Action culturelle (Cote d'Ivoire).....243
17. **Transport fluvio-lagunaire sur le lac nokoué et échanges commerciaux avec les villes environnantes**, Marc Sènoudé AGBANDJEDJE, Evariste Arsène Abiodoun SONGBE et Auguste T. HOUINSOU, , *Université d'Abomey-Calavi (Bénin)*.....255
18. **La filière de l'oignon commercialise sur le marché du gros de Dapaong : acteurs, pratiques et performance**, Mandahèwa KAMINA, NANOIN Damitonou et SIMYELI Abozi-Esso, *Laboratoire de Recherches Biogéographiques et d'Etudes Environnementales (Togo)*.....271
19. **engagement en formation et développement de carrière des adultes en reprise d'études**, Efua Irene AMENYAH, Saint-Louis (Sénégal).....288
20. **Les dispositifs favorables à la création d'un environnement lettré en langues nationales », Danmigou MALEME**, Université de Lomé (Togo).....302
21. **Utilite de l'accomplissement des travaux pratiques a l'universite comme outils du developpement des competences en republique du benin**, Florentine Adjouavi HOUEDENOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....314

22. **Alphabétisation et développement socioéconomique : cas des femmes de l'ONG ACATBLI au Togo**, Akouvi Ométima AGBEKOH et Sena Yawo AKAKPO-NUMADO, Université de Lomé (Togo).....327
23. **Les inégalités sociales et l'accès à une éducation de qualité en Afrique**, André KONE, *Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (Mali)*.....347
24. **Alphabétisation de capacitation et développement socioéconomique de proximité**, Moussa DOUMBIA, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire).....362
25. **Perception du niveau de rémunération et engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées**, Pazambadi KAZIMNA, *Université de Lomé (Togo)*.....372
26. **Forms of violence in Richard wright's *uncle tom's children* and Chinua Achebe's *things fall apart***, Manzama-Eso THON ACOHIN, *Université de Kara, Togo*385

SOUILLER LA VIE EN SOIGNANT LA MORT AU BENIN. LA MYSTERIEUSE IMAGE DES
THANATOPRACTEURS HOSPITALIERS DE PARAKOU

Estelle GBEDIGASSI, Université de Parakou,

Benin, estellegbedigassi@gmail.com

Jacob GNAMMOU, Université de Parakou, *Benin*, jacobgnammou@gmail.com

N'koué Emmanuel SAMBIENI, Université de Parakou,

Benin, samnkoue@gmail.com

Résumé

Il n'est pas facile d'être agent de la morgue, au regard de la perception sur ce métier et des contraintes administratives liées aux agents des services de santé en général. Notre objectif a été d'analyser cette fonction au sein du centre hospitalier universitaire départemental du Borgou/Alibori au Bénin. Les méthodes de collecte ont été la revue de littérature, l'entretien individuel semi-directif et l'observation directe. Les entretiens ont été enregistrés, transcrits et analysés par la technique du contenu. Les résultats révèlent que les thanatopracteurs sont conviés par l'hôpital et les parents à soigner rigoureusement les morts envoyés à la morgue. Mais leurs pratiques de soins rencontrent des interprétations populaires qui font d'eux sinon des sorciers du moins des hommes occultes et fournisseurs d'éléments corporels de leurs clients. Cela accroît les contraintes sociales de leur métier qui est déjà des plus indigents dans la nomenclature professionnelle hospitalière au Bénin.

Mots clés : Morgue, thanatopraxie, hôpital, Parakou, Bénin.

Abstract

It is not easy to be an officer of the morgue, considering the perception of this profession and the administrative constraints related to the agents of the health services in general. Our objective was to analyze this function within the departmental

university hospital of Borgou / Alibori in Benin. The collection methods were the literature review, the semi-directive individual interview and the direct observation. The interviews were recorded, transcribed and analyzed by the content technique. The results reveal that the thanatopracteurs are invited by the hospital and parents to treat rigorously the deaths sent to the morgue. But their practices of care meet popular interpretations that make them if not witches at least hidden men and suppliers of corporal elements of their customers. This increases the social constraints of their profession which is already most indigent in the professional nomenclature hospital in Benin.

Keywords: Morgue, thanatopraxie, Hospital, Parakou, Benin

Introduction

La morgue, institution peu étudiée par la sociologie a fait pour ainsi dire l'objet de peu

d'investigation en contexte africain(Ndiaye, 2007). Seuls quelques textes à notre Connaissance y renvoient rapidement, dans la plupart des zones urbanisées (au moins) d'Afrique subsaharienne et hors des zones islamisées (ou elle reste marginalisée pour des raisons religieuses), les morgues sont aujourd'hui de plus en plus présentes dans la prise en charge des morts et la gestion des dépouilles(Bacqué, 2013; Beauthéac, 2015; Biotti-Mache, 2013; Johannot, 2015; Pillot, 2015; Thomas, 2015). Resté longtemps marginalisé et banalisé, le métier du thanatopracteur ne fait l'objet d'aucune considération dans les sociétés africaines en générale et au Bénin en particulier surtout dans les zones islamisées quand bien même la prise en charge des morts et la gestion des dépouilles nécessitent des interventions spécifiques (Noret, 2004).

L'ONG « BENIN DIASPORA ASSISTANCE », à travers une conférence de presse tenue le jeudi 06 Octobre 2016 à Cotonou, fait un décryptage de la situation sanitaire des morgues au Bénin en relevant certaines insuffisances : absence de laboratoire poste mortuaire dans les 80 % des morgues du Bénin, ignorance totale du nombre de morgues en activité au Bénin, usage des conteneurs frigorifiques destinés à la conservation des poissons, des corps jetés les uns sur les autres jusqu'à une hauteur de 1 m 50, des dépouilles en putréfaction ... Méprisés, négligés et banalisés, les agents de la morgue des centres hospitaliers sont pendant longtemps à tort ou à raison ignorés du pouvoir central et critiqués par certains groupes sociaux pour des actes professionnels. Depuis quelques années, plusieurs interrogations ont commencé à s'accumuler.

L'opinion générale au Bénin pense que les « morguiers », tout puissants, parlent aux morts, les disciplinent et vendent leurs organes aux demandeurs pour des sacrifices divers. « La profession des thanatopracteurs ou de thanatopracteurs représente une *«rubrique qui ne comporte pas d'inscrit»*, une composante juridique partielle et une identité fragilisée dans les services de santé. Elle subsiste grâce aux opérateurs qui élaborent leurs propres règles, leurs styles personnels » (Biotteau & Mayeur, 2010)¹. Les perceptions vis-à-vis des agents des services de la morgue débilitent inéluctablement le genre professionnel et pourraient fatalement conduire à la disparition du corps de ce métier en dépit de l'évolution qu'a connu le monde durant ces dernières années sur les questions relatives à la prise en charge des corps(Bacqué, 2013; Thomas, 2015). Le Bénin en général et le Nord-Bénin en particulier développe des comportements tendant vers le mépris du métier de thanatopracteur.

¹ Page 21

On observe une négligence de ce métier au niveau du pouvoir central puisqu'aucune règle juridique (arrêté, décret, loi, etc.) ne dispose des modalités de fonctionnement du service de la morgue dans les centres hospitaliers ni des attributions et compétences des agents de ce service. La particularité du service de la morgue du Centre Hospitalier Universitaire Départemental du Borgou et de l'Alibori (CHUD/B-A) laisse à désirer. En effet, les équipements de travail du service sont vétustes, il n'existe quasiment pas d'instrument de travail, des pannes répétées de certaines machines qui freinent donc les activités de celle-ci et le manque du personnel sont le quotidien de ce service.

Ces constats amers sur le fonctionnement du service de la morgue et principalement sur la compétence et la formation de ses agents au Bénin en général et au CHUD/B-A en particulier suscitent les questions suivantes : Quelles sont les perceptions religieuses à l'égard du métier de thanatopracteur au Nord Bénin ? Comment les corps sont-ils pris en charge et traités au CHUD/B-A ? Quels sont les différentes pratiques des thanatopracteurs dans l'exercice de leurs métiers ? La recherche a voulu principalement analyser les perceptions du métier de thanatopracteur dans l'espace sociale au Bénin à partir de l'exemple du centre hospitalier CHUD/B-A. Quatre objectifs spécifiques sont liés à la recherche : décrire la procédure de prise en charge et de traitement des dépouilles au CHUD/B-A ainsi que les différentes pratiques de protection à l'usage des thanatopracteurs du CHUD/B-A et analyser les perceptions collectives à l'égard du métier de thanatopracteur.

1. Méthodes et matériels de l'étude

La collecte des données a été faite à partir d'une immersion à la fois professionnelle et ethnographique ayant permis d'identifier 40 individus repartis ainsi que l'indique le tableau n°1. Les techniques d'échantillonnage utilisées à cet effet sont non probabilistes à savoir celle par choix raisonné et celle par « boule de neige » qui ont consisté à créer un réseau d'informateurs faisant partie soit des agents du Service de la morgue du CHUD-B/A soit des personnes ayant bénéficiées des services de la morgue. Cette technique a été adoptée en raison de la difficulté d'accès à la population cible et du contexte hostile² dans lequel se fait l'étude. Au total, 40 personnes, dont 7 agents de la morgue et 33 parents de défunts ont été interrogées.

Les outils de collecte des données reposent essentiellement sur la grille d'observation et les entretiens semi directifs individuels. Les entretiens ont donc été complétés par des observations directes réalisées en milieu hospitalier et soutenues par des prises de vues pour documenter les pratiques. Quant à la

²A l'hôpital comme partout ailleurs, la mort reste un tabou et son évocation met mal à l'aise.

technique de recherche, elle repose essentiellement sur l'observation directe, l'entretien direct et sur la recherche documentaire.

La recherche documentaire a consisté à consulter certains ouvrages qui ont abordé la thématique de gestion des morgues. Les documents consultés sont à la fois ceux des archives de la morgue et des articles ayant abordés le sujet de la morgue. L'observation directe a permis de recenser les insuffisances de cette unité mortuaire et les risques liés à la gestion approximative des corps des défunts. L'entretien individuel s'est déroulé auprès du personnel administratif pour avoir une idée des problèmes de fonctionnement du service de la morgue du CHUD-Borgou.

Une fois les données collectées, un dépouillement manuel s'en est suivi afin de procéder au traitement et à l'analyse desdites données par la technique dite de *l'analyse du contenu*. La suite du travail fait état des résultats obtenus et leurs discussions.

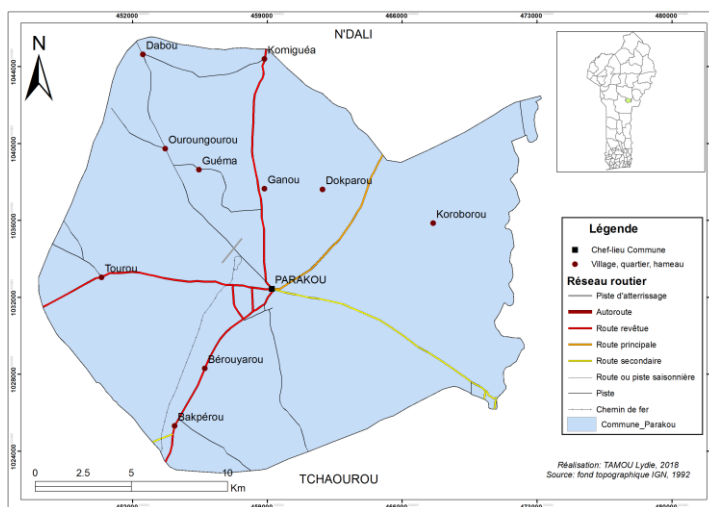
2. Résultats de l'étude

Les résultats seront présentés en quelques points saillants comme : la morgue dans les services hospitaliers, le profil type des thanatopracteurs, les soins mortuaires, les représentations sociales des thanatopracteurs et les contraintes institutionnelles, administratives et techniques de leurs métiers.

2.1. Etat des lieux matériel et humain et fréquentation de la morgue de l'hôpital de Parakou

Le CHUD-B/A comme cadre de *référence empirique* de cette étude est un centre hospitalier créé dans le cadre du programme de lutte pour le bien-être de la population du Bénin en général et particulièrement celle du Borgou et de l'Alibori le CHUD-B/A. Il est situé à l'extrême Est de la ville de Parakou et de façon plus spécifique sur le tronçon du marché international Arzèkè-Université de Parakou. Il est limité au Nord par la place publique Bio Guerra, à l'Est par la Direction Départementale de la Santé (DDS) du Borgou et de l'Alibori, au Sud par les habitations du quartier Banikanni I et à l'Ouest par le marché international Arzèkè de Parakou. Quant à la ville de Parakou, elle est limitée au Nord par la Commune de N'Dali, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par la Commune de Tchaourou, la Commune de Parakou s'étend sur une superficie de 441 km² dont 66 % urbanisée (Guidibi, 2006). Elle est située à 407 Km de la capitale économique (Cotonou) et représente la principale ville du Nord-Bénin. Avec une altitude moyenne de 350 m, elle est localisée à 9°15' et 9°30' de latitude Nord et à 2°20' et 2°45' de longitude Est.

Figure 1: Carte administrative de la commune de Parakou Mairie de Parakou, 2018



Le milieu est dominé par les groupes socioculturels *Baatombou*, *Dendi* et *Adjafon*. L'Islam est la religion dominante avec 58,6 % de la population de Parakou suivie du catholicisme 25,2 %. On rencontre aussi les autres religions chrétiennes (protestantes, évangéliques, célestes, etc.), les religions traditionnelles et les athées ou sans religion (Mairie de Parakou, 2018).

2.2. Le profil type des thanatopracteurs hospitaliers de Parakou

Si dans les pays développés comme la France il existe une exigence qualificative pour devenir thanatopracteur, il n'en est pas de même au Bénin d'une façon générale et au CHUD-B/A en particulier. L'entrée dans le corps des thanatopracteurs n'est subordonnée à aucune exigence de diplôme ou de compétence. Au CHUD-B/A, les critères d'adhésion à ce corps de métier sortent de l'ordinaire. La qualification n'est pas une condition sine qua none pour être thanatopracteur au CHUD-B/A. Il n'existe d'ailleurs aucune formation connue organisée à leur endroit. Ce sont les pratiques transmises d'ancien à nouveau. Le seul

critère implicite (*non exclusif*³) pour intégrer ce corps de métier est d'être agent de l'hôpital de la catégorie des agents d'entretien. Par ailleurs savoir parler ou non le français n'est pas important. Il suffit d'être courageux, désiré devenir thanatopracteur et notifié son souhait à l'administration de l'hôpital qui procède à la préparation des formalités administratives.

A la création de la morgue en 2003, l'hôpital a demandé aux agents d'entretien intéressés par la thanatopraxie de demander à être affecté à la morgue. Cette affectation n'est synonyme ni de punition ni de récompense. Elle n'a d'ailleurs aucune incidence financière dans nos fiches de paie. C'est à l'occasion que six autres collègues et moi alors agents d'entretien, nous sommes portés garants pour assurer le fonctionnement du service de la Morgue. Au début cela semblait être un groupe de gestion *ad hoc* ce n'est que, mois après années que nous nous sommes rendus à l'évidence compte que nous y sommes pour longtemps. De mes souvenirs les plus anciens, il n'y a jamais eu d'agents de morgue qui soit de la catégorie des agents permanents d'Etat ou d'agents contractuels de l'Etat. Nous sommes tous des agents contractuels de l'hôpital mais reversés en permanent de l'hôpital. (D.K.P., Thanatopracteur au CHUD-B/A)

Une fois confirmé comme thanatopracteur, la seule évolution possible est d'être nommée Chef de Service de la Morgue. Très peu y arrive d'ailleurs. En effet, à l'ouverture, la Morgue du CHUD-B/A comptait sept thanatopracteurs d'âge moyen de 50 ans. A ce jour quatre nouveaux thanatopracteurs ont rejoint les locaux de la morgue. Ces quatre sont venus combler quatre absences dues au décès des précédents thanatopracteurs. Ces décès plutôt brusques, installent des barrières pour l'entrée à ce corps de métier au CHUD-B/A.

Le thanatopracteur se trouve réduit à un simple agent d'entretien qui sans compétence, se débrouille comme il peut dans la gestion des dépouilles. Ignoré par le pouvoir central, il se trouve aussi à être marginalisé par son employeur immédiat qu'est l'hôpital alors même que le bon fonctionnement de son service fait partie intégrante des indicateurs de performance d'un centre hospitalier, (Caroly et al., 2008). Car la mort ne doit pas être exclue du champ de

³ Le critère "être agent de l'hôpital" n'est pas obligatoire car l'hôpital par le biais du Chef service de la Morgue a une fois nommé un tapissier proche connaissance d'un agent de l'hôpital (sur la base de son courage et de ses connaissances en matière de conservation de corps) thanatopracteur.

la santé et par ricochet de l'hôpital⁴. Il y a cinquante ans, la majorité des décès intervenait à domicile ; aujourd'hui, probablement plus de 70 % interviennent soit à l'hôpital, soit en maison de retraite, ce qui change complètement la nature des choses. Il y a cinquante ans, c'était avec la concierge de l'immeuble que l'employé de pompes funèbres était en relation, aujourd'hui c'est avec le gardien de la morgue. « Nous nous efforçons d'être reconnus comme des acteurs dignes et corrects, non plus seulement par les familles mais par tout le milieu médical, notamment infirmier, ainsi que par le milieu des soins palliatifs qui se développe considérablement. Après des décennies d'exclusion, de tentatives d'oubli, la société est peut-être en train de reprendre conscience et d'assumer ce problème des morts et des mourants. » (MARGERIE, 2001)⁵.

2.3. Les soins mortuaires à la morgue de Parakou

La Morgue du CHUD-B/A est une chambre mortuaire mais qui dans certaines circonstances peut se muer en chambre funéraire. En qualité de chambre mortuaire, la morgue du CHUD-B/A reçoit, prend en charge et traite avant inhumation ou crémation les corps de personnes décédées dans le centre. Un prix spécial⁶ est fixé dans ces conditions durant les trois jours suivant l'admission. En tant de chambre funéraire, la Morgue du CHUD-B/A offre des soins des qualités comme prestataire privé aux clients désirants déposés leurs corps dans la Morgue. Ce deuxième rôle est encore à parfaire au CHUD-B/A.

Que ce soit dans les chambres funéraires du Nord du Bénin (CHUD/B-A) ou dans toutes autres morgues du Bénin, les dépouilles une fois prises en charges font objet de deux types de traitements spécifiques.

Le premier traitement a lieu à l'arrivée de la dépouille à la morgue. Lorsqu'un corps arrive à la morgue, il est d'abord accueilli dans la salle d'attente ou il doit être formolisé et ceci selon l'avis des parents du défunt. La formolisation est une opération qui consiste à injecter le formol⁷ dans le corps par le ventre à l'aide d'une aiguille appelé aiguille tropicale. On injecte donc un litre de formol au corps et ceci en fonction de sa forme ou corpulence.

Après la formolisation le thanatopracteur attache les poignets de la dépouille l'un à l'autre à l'aide d'une corde blanche (popeline) pour permettre au bras de prendre une position afin d'obtenir les mains de la dépouille sur sa poitrine

⁴ Environ 70 % des décès ont lieu dans un hôpital contre seulement 30 % à la maison (Barrau, 1987). Ce ratio est beaucoup plus accentué aujourd'hui.

⁵ Page 4

⁶ La prise en charge des corps durant les trois jours suivant l'admission est facturée à zéro franc.

⁷Solution aqueuse d'aldéhyde formique, employée comme désinfectant et comme conservateur des tissus en laboratoire.

pour qu'il soit bien dresser le jour de son enlèvement. Cette étape de la prise en charge s'achève par l'identification du corps. Ici, le thanatopracteur écrit sur un papier à l'aide d'un bijou d'un marqueur attaché au pied de la dépouille son nom. Le corps identifié et traité est déposé dans la chambre froide selon la place disponible.

Le deuxième traitement a lieu le jour de l'enlèvement du cadavre. Le jour du retrait du corps à la morgue quelques heures avant, les parents du défunt doivent venir informer les agents de la morgue pour remplir certaines formalités tout en présentant le papier qui leur donne accès à la dépouille. Les parents doivent venir aussi avec les vêtements de la dépouille. Ce n'est qu'après avoir rempli les formalités administratives d'usage à savoir la vérification des pièces et justificatifs qui prouvent que le corps leur appartient que les agents de la morgue sortent le corps de la chambre froide pour lui permettre d'être décongelé. Une fois décongelé, les agents de la morgue ou thanatopracteurs amènent le corps dans la salle de bain pour le laver puis ils le revêtent de nouveaux vêtements. Le corps est allongé sur une natte pour permettre aux thanatopracteurs de mettre du coton dans les orifices anal, nasal, buccal, etc. Ce type de coton est appelé coton cardé. En plus du coton cardé, les thanatopracteurs du CHUD-B/A se servent aussi des popelines et du sparadrap pour essayer de maintenir le corps uniforme. Dans le cas où la bouche de la dépouille serait ouverte, on se sert de la *super glue* (colle forte) pour la refermer. Après qu'on ait fini d'emballer le corps, on lui porte les vêtements apportés par les parents. Le corps est ainsi mis dans son cercueil qui restera ouvert jusqu'à l'arrivée des parents.

Une fois mis dans le cercueil, on verse un peu d'essence citronnelle sur tout le corps afin d'éviter l'exposition des mouches et insectes sur ce dernier ; puis on couvre tout le corps d'une voile de la tête aux pieds. Ce n'est qu'après ce traitement que le corps remis à ces ayants droits peut quitter la Morgue.

2.4. Les représentations sociales des thanatopracteurs de Parakou

D'un point de vue de l'organisation, des attributions et du fonctionnement, la mort ne figure pas explicitement dans les missions de l'hôpital. Le code de santé français duquel sont puisées les règles juridiques en matière de santé publique au Bénin n'aborde la mort qu'à partir de questions juridiques particulières, au chapitre des prélèvements d'organes mais jamais en tant que futur inéluctable de l'espèce humaine. Mieux le positionnement⁸ du service de la Morgue dans les centres hospitaliers en dit long sur la perception du métier

⁸ Le Service de la Morgue du CHUD-B/A est situé en marge des autres services de l'hôpital et dans l'angle du centre.

de thanatopracteur dans nos centres hospitaliers. Il est bien rare d'entendre parler d'un recrutement d'agents destinés à travailler dans le service de la Morgue. Les agents hospitaliers affectés à ce service sont généralement des agents d'entretiens sans qualifications. Ils correspondent aux agents de la plus basse catégorie dans la fonction publique.

Sur les sept (07) thanatopracteurs questionnés, aucun n'est rentré dans le métier par suite d'une formation dont l'issue serait l'exercice dans ce cadre. Tous ont des motifs d'entrée différents. Même s'ils finissent par apprécier le cadre de travail au fil des années de travail, ces agents reconnaissent que travailler dans la chambre mortuaire n'est pas une option pour un jeune. C'est bien souvent une contrainte car ces agents ne bénéficient d'aucune mobilité professionnelle.

Les agents du service de la morgue sont considérés comme des agents de la plus basse catégorie. Les autres agents de l'hôpital ont souvent très peu de considération pour eux. (Cadre du CHUD-B/A).

D'un point de vue religieux, la perception du métier de thanatopracteur diffère selon les confessions religieuses. En effet, l'Eglise Catholique, considère que le métier de thanatopracteur n'est pas en soi une mauvaise chose. Donc l'existence de la morgue ne gêne en rien la croyance des chrétiens catholiques.

Le métier existait depuis nos aïeux. Si nous prenons le cas de Tobie dans la Bible, il prenait soin des cadavres et les enterrait normalement, donc il faisait le travail que font les agents de la morgue de nos jours. (Prêtre G. S.).

L'hostilité de l'Eglise Catholique sur les services des agents de la Morgue n'est que récente. Plusieurs pratiques incriminées par la loi mais toujours monnaie courante dans les chambres mortuaires publiques sont le fondement du mépris qu'ont les chrétiens vis-à-vis des agents de la Morgue. G.S soutient à cet effet que :

Certains thanatopracteurs de nos jours n'ont plus aucun respect à l'égard de nos défunts. Ces agents font des pratiques horribles tout en se servant des organes humains des personnes décédées qui ont été mise à la morgue d'où l'origine de notre mépris vis-à-vis des services des agents de la Morgue. Ils s'adonnent aussi à la vente des organes humains. Cette pratique existe depuis toujours et nous constatons qu'elle persiste encore. Il s'agit particulièrement de la dent, la langue, les cheveux, les yeux, les ongles que les agents de la morgue extraits des cadavres. C'est une pratique illicite et le fait qu'elle perdure témoigne du peu d'importance que les pouvoirs centraux accordent à la gestion des corps au Bénin.

Pour les religions endogènes, le métier de la thanatopraxie est un métier qui existait depuis nos aïeux. Ce métier est accepté dans les différentes cultures béninoises comme un métier spécifique dont l'exercice dans les temps anciens n'était réservé qu'aux personnes ayant des particularités bien précises. En effet, le métier était réservé uniquement aux personnes ayant déjà un âge avancé, et capables de prendre soin des personnes qui ont atteints la fin de vie sur terre. La religion endogène considère par ailleurs que tout corps n'est pas d'office admis à la morgue. Les *Vodouns*⁹ bien initiés dans les pratiques du Vodou à un niveau élevé ne sont jamais admis à la morgue après leur mort.

Toute personne qui prend le risque d'amener le corps d'un vodounsi à la morgue avant son enterrement récoltera des conséquences très néfastes. Celles-ci sont de plusieurs formes. Il peut s'agir de la paralysie, des maladies incurables, de la folie voire la mort (D-H. A., prêtre du Fâ.)

Les préceptes de l'Islam vont catégoriquement à l'encontre de toutes pratiques visant la conservation des corps. Comme l'indique l'Imam (E-H. I., d'une mosquée de Parakou) :

L'Islam interdit à ses adeptes non seulement l'exercice du métier mais aussi le recours au service de la Morgue sauf pour des cas où le corps en cause est objet d'une décision de justice. Pour le musulman lorsque quelqu'un meurt quel que soit son âge, il doit être inhumé immédiatement dans les heures qui suivent le décès.

Cette interdiction trouve son fondement dans le Saint Coran à travers les propos du prophète Mohamed (Paix et Bénédiction de Dieu soient sur Lui) qui interdit de mettre un cadavre à la morgue sauf en cas de force majeure.

Au Bénin, d'un point de vue juridique, le corps sans vie ou dépouille reste un élément dont la gestion contient des principes bien définis surtout dans les cas suivants :

- ✓ les corps non identifiés (retrouver ses parents ou donner la décision à la voirie de les inhumer) ;
- ✓ les cas de corps assignés en justice et
- ✓ d'une déclaration de perte du corps du défunt à la morgue par la famille éplorée.

Il faut aussi noter que le corps des morts a fréquemment constitué un enjeu juridique et politique, notamment à travers les procès à cadavres ou les

⁹ Les vodounsi sont les adeptes d'une religion endogène du Bénin appelée Vodou.

supplices parfois pratiqués sur ces derniers. Par la suite, leur utilisation pour faciliter les progrès de la médecine a suscité à son tour quelques questionnements juridiques. Aujourd'hui, ces débats juridiques sont réactualisés par le développement important des progrès scientifiques, lesquels obligent à s'interroger sur les usages possibles des dépouilles, que ces derniers soient ceux d'embryons humains qui n'ont pu naître ou de personnes décédées. La question de la nature juridique du droit de l'individu sur son propre corps, longtemps éludée dans la mesure où le *corps mort* n'avait pas de réelle fonction sociale, doit désormais être posée. De fait, même si les questions sont circonscrites aux usages *post-mortem* du corps, elles doivent être complètement reconsidérées pour tenir compte des progrès exponentiels de la médecine qui rendent la frontière entre la vie et la mort encore plus floue, mais aussi de certaines évolutions sociales, comme la moindre homogénéité des sociétés contemporaines, notamment au plan religieux. Ces facteurs, et vraisemblablement bien d'autres qu'il faudrait identifier plus précisément, expliquent en tout cas le développement de revendications. Dans cette perspective, le prisme juridique du consentement de l'individu permet d'évoquer la question du titulaire de la souveraineté sur le corps, laquelle illustre parfaitement la répartition des rôles qui s'opère entre l'État et les individus, confirmant que le corps est désormais un des lieux de la négociation politique. Une fois les intervenants identifiés, il reste à déterminer le contenu possible et les limites de leurs décisions, ce qui induit une prise de position difficile sur le statut juridique du corps.

2.5. Les convocations mystiques dans les postures professionnelles des thanatopracteurs

Toutes les croyances s'accordent à dire que le contact avec une dépouille nécessite une certaine maturité d'esprit et surtout une certaine force au-delà de l'ordinaire. C'est pourquoi l'exercice du métier de thanatopracteur ne saurait être banalisé. Toute personne impliquée dans la gestion des corps se doit d'être protégée. Pour A.L., adepte du Vodoun :

N'est pas thanatopracteurs qui veut, mais qui peut et surtout qui se donne les moyens spirituels d'être à l'abri des forces maléfiques et des esprits des corps. Les agents de la morgue se donnent à plusieurs pratiques occultes afin de pouvoir se protéger dans l'exercice de leurs métiers contre les esprits des morts. Ils se confient aussi à certaines divinités telles que : la divinité Mamiwata, Dagbégan, Kénéssi, Tron, etc...

Les fidèles à la divinité Mamiwata maîtresse des eaux reçoivent de leurs maîtres des poudres, des bougies de différentes couleurs, des parfums qu'ils se doivent d'utiliser à des moments bien précis et dans des rituels spécifiques pour se protéger contre le mal dû à la manipulation des corps. Il en est de même pour

la divinité Dagbégan qui protège ses fidèles (impliqués dans la gestion des corps) contre les attaques que les esprits des morts assoiffés de vengeance pourraient dresser contre eux. Bien que la religion musulmane reprouve le métier de thanatopracteur, ses fidèles ne s'empêchent pas souvent de voler au secours des thanatopracteurs dans leur quête de protection spirituelle. L'Imam I.S.D révèle que dans sa position de leader spirituel il a été tenu dans bien de cas de voler au secours d'agents de la morgue qui lui demandent des protections contre les esprits maléfiques.

Des pratiques spécifiques existent pour se protéger les esprits de la mort. Il y'a des versets coraniques à écrire sur du papier et garder sur soi. Il faut ensuite réciter ces versets toutes les fois qu'on est en présence d'un corps. J'ai déjà rendu ce service à plusieurs thanatopracteurs. Ils m'ont toujours en retour témoigné de l'efficacité de cette pratique. Le processus est plus long que ça en a l'air. Je ne peux pas tout dire ici et maintenant (Imam I.S.D).

Plusieurs autres outils sont utilisés par les thanatopracteurs dans le seul but de se protéger. Il s'agit entre autres des talismans, de poudres magiques et des bagues préparées.

Pour ce qui est des thanatopracteurs qui font recours au Christianisme pour se protéger dans l'exercice de leur métier, la prière est l'ultime arme. Cependant, elle peut être guidée. On recommande souvent aux thanatopracteurs les éléments tels que l'encens, les psaumes (90, 91) et l'Evangile selon st Marc (Pasteur B. S. de l'église CMCI).

Tout ceci montre bien que les thanatopracteurs du CHUD-B/A ne prennent pas leur métier à la légère. Ils y mettent du leur pour se sentir bien. Le pouvoir central, les autorités au niveau local et les gestionnaires des centres hospitaliers à divers niveaux doivent dès lors accompagner cette catégorie de travailleurs dans l'exercice de leur métier.

2.6. Les pauvretés matérielles, humaines et techniques du métier

Le service de la morgue du CHUD-B/A comme énoncé plus haut est créé en 2003. A la différence des autres services de l'hôpital comme la maternité, la kinésithérapie, etc., la morgue ne dispose d'aucun dispositif organisationnel établi de façon formelle. Les règles de son fonctionnement sont éditées par les premiers travailleurs du service. Les matériels de travaux sont quasi-inexistants. Il faut reconnaître que l'implication de l'hôpital dans le renouvellement des équipements de ce service est plutôt poussive. Certes il assure les grosses réparations qui ne s'observent que sur le groupe électrogène. Mais dans bien

d'autres situations, les agents sont tenus de se débrouiller comme ils peuvent pour éviter la putréfaction des corps qui leurs sont confiés.

Les matériels de travail dont a été doté la morgue à la création sont toujours les mêmes à ce jour. Tout ce que nous utilisons dans la toilette mortuaire, nous le demandons aux parents des défunts. Nous organisons nous même la succession aux postes en cas d'abandon de poste ou de décès. Parce que tous les demandeurs d'emplois ne frappent pas à nos portes, c'est toujours comme chercher l'aiguille dans une botte de foin que de trouver une personne qui accepte de travailler ici. En dehors du fait que nous sommes payés par l'hôpital, tout se passe comme si nous étions prestataires à l'intérieur de l'hôpital. C'est entre nous que nous désignons le Chef. Il n'y a pas de division dans le service, tout le monde est sous le même palier. (D-Y. A., thanatopracteur du CHUD/B-A).

Le manque de personnel est criard à la morgue du CHUD-B/A. La plupart d'agents d'entretiens rencontrés dans le centre hospitalier n'expriment aucun désir d'être affectés dans le service de la morgue. Ils pensent que « accepter de travailler dans la morgue de l'hôpital de Parakou, c'est risqué de mourir avant le jour ou de sombrer dans l'alcoolisme ». Ils estiment d'ailleurs qu'il n'y a aucune motivation à y aller, puisque les agents qui y vont n'obtiennent aucune revalorisation salariale.

Par ailleurs au niveau technique les thanatopracteurs du CHUD-B/A semblent être également laissés pour compte. En effet aucune formation en renforcement des capacités et aucun appui technique d'aucune institution n'ont jamais été porté en leur faveur. Les pratiques n'évoluent donc pas dans ce centre en matière de techniques de conservation de corps car les praticiens qui sont sensés appliquer les évolutions en la matière ont des connaissances statiques bien que les techniques soient dynamiques dans ce domaine. Il n'y a aucune stratégie de la part de l'Etat central dans le processus de recyclage et de formation du personnel qualifié pour le travail de la thanatopraxie en vue de limiter les écueils aux populations bénéficiaires des services de la Morgue au Bénin. Les propos de M.K, spécialiste d'hygiène funéraire peuvent nous édifier :

Le gouvernement béninois porte peu d'attention à la santé publique. Personne ne veut avancer réellement. Après chaque mission, je dépose un rapport au Chef de l'État. Chose bizarre, mes rapports qui souvent sont accompagnés de photos (reflètent le vrai crime des morgues au Bénin) de cette catastrophe parviennent au Chef de l'État sans les photos car ces dernières sont toujours soustraites des rapports.

3. Discussion

De toute évidence, le métier de morguier ou de thanatopracteur est un métier qui évoque beaucoup de stupéfactions. Même si la perception de l'humanité a évolué au point de devoir considérer désormais la dépouille non plus comme une chose mais comme une quasi-personne voire comme une personne (Trompette & Boissin, 2009), (Noret, 2012), il n'en demeure pas moins que les personnes qui exercent le métier dont le but est de gérer les corps sont toujours socialement isolées.

« Les motivations des gens sont aussi différentes pour aborder ce métier et cela peut effectivement poser des problèmes. Éthiquement, chacun porte ce métier très différemment, avec sa vision. Ceux de ma génération de diplômés, sont jeunes, sont motivés pour ce qu'ils font ou pour l'argent, [...] c'est un milieu très masculin, les anciens [...] ont parfois plus de mal à accepter qu'un jeune vienne là et soit motivé, cela les dépasse » (Biotteau & Mayeur, 2010).

Mais ce n'est pas parce que les gens méprisent le métier de thanatopracteur qu'ils ne font pas recours à leurs services. Les motifs de non recours aux services de la Morgue se trouvent parfois ailleurs.

« Les thanatopracteurs sont soupçonnés, par certains, d'effectuer des prélèvements sur les corps (cheveux, ongles, voire petits morceaux de chair), qui servent ensuite à la composition de puissants objets magiques reposant, notamment, sur le pouvoir des morts. Il arrive donc également que, pour ne pas risquer de servir à ce genre de commerce, certaines personnes (âgées, en particulier) refusent, avant leur décès, de voir leur corps envoyé dans une morgue » (Noret, 2012).

Rétablir la prise en charge du décès comme appartenant à la chaîne du soin, réaffilier les unités consacrées aux défunts au monde des soignants, renouer le fil coupé entre chambre mortuaire et monde médical, telle est l'ambition portée par un certain nombre de cadres hospitaliers (Fleutot, 2013; Larribe, 2013). À partir du moment où le décès est rétabli comme objet à part entière de la mission hospitalière, les identités professionnelles tendent à se recomposer, migrant d'une représentation proche de celle du « traitement des déchets » à celle d'une réelle fonction soignante (Caroly et al., 2008). Nous ne recommanderons jamais assez l'importance de l'intervention des pouvoirs publics dans la valorisation de ce corps de métier. Il est clair que si les maisons mortuaires (morgues hospitalières) sont bien équipées et le personnel y travaillant bien formé et bien rémunéré, la perception des hommes de ce métier serait nettement améliorée.

La missions conférée à la Morgue en tant qu'institution publique est très claire : conserver les corps (dans un délai n'excédant pas 45 jours) avant leur inhumation (République du Bénin, 2017)¹⁰. Cependant cette instruction semble être sans incidence sur le fonctionnement de certaines morgues. Dans les tiroirs de la morgue du CHUD-B/A, certains corps (inconnus ou abandonnés ou sous réserve de procédure judiciaire) reposent parfois durant des années sans être inhumés. La morgue du CHUD-B/A devient un fourre-tout. L'hôpital s'enfonce dans une procédure administrative à vouloir trouver un délai d'expiration au bout duquel il est autorisé à les inhumer systématiquement. Dans certains cas, il faut attendre la fin de l'enquête d'identification et surtout des mois voire des années. La morgue du CHUD-B/A ne peut se permettre de loger des cadavres en plein temps. C'est pour cette raison que le chef thanatopracteur demande aux autorités une autorisation pour l'inhumation des *abandonnés* dans une fausse commune. Il urge à présent que le législateur prenne des dispositions juridiques (assorties de mesures de coercition) pour réglementer les délais de séjour des corps dans les morgues. Quand il y a décès sur la voie publique, accident ou autres, la mairie convoie généralement la dépouille à la morgue pour une autopsie faute de disponibilité d'une morgue municipale. Autre scénario lorsque paraît suspect, peu importe où l'on a retrouvé le cadavre, il faut attendre qu'une enquête préliminaire soit terminée pour délivrer le permis d'inhumer la dépouille. Pendant cette procédure, le corps ne doit quitter la morgue sous aucun prétexte. Il arrive également que la personne décédée ne puisse pas être identifiée malgré tous les efforts du corps médical. On ne peut alors pas mettre de nom sur ce corps : ce sont les *inconnues* de la morgue. Il arrive aussi que les proches ne veuillent pas prendre en charge le corps et les frais d'obsèques. Dans ce cas la dépouille est alors partie pour un très long séjour à la morgue : ce sont les *abandonnées* de la morgue. Tout ceci constitue un véritable problème pour toutes les morgues en générale et en particulier celle du CHUD-B/A. L'implication de l'Etat central dans le fonctionnement des morgues des centres hospitaliers semble se limiter à son action lors de l'ouverture des morgues et au seul décret qui d'ailleurs régit plutôt le fonctionnement des établissements funéraires privés.

Concernant l'État décentralisé dans la gestion du corps du défunt à la Morgue du CHUD-B/A, voici ce que déclare l'un de nos enquêtés : « Depuis que moi je travaille ici, je n'ai jamais vu intervenir un chef d'arrondissement ou un chef quartier ou de village à l'hôpital, et pire ; venir à la Morgue ». Un des thanatopracteurs complète en disant : « La bonne gestion de la morgue ne fait pas leur soucis ». De ces deux propos, nous justifions le manque d'organisation et de stratégie de la gestion de la Morgue du CHUD-B/A. En ce qui concerne

¹⁰ Ce décret non encore applicable confirme la quasi-inexistence de contrôle étatique sur le fonctionnement des chambres funéraires (Noret, 2004)

la mairie, elle n'intervient que dans la délivrance des actes de décès et la gestion des tombeaux. Pour conclure, nous revenons sur les propos du chef du service de la Morgue du CHUD-B/A M. D-Y. A. : « à vrai dire, la morgue du CHUD-B/A est autonome. Nous-mêmes l'Etat ne nous considère pas et nous sommes les plus défavorisés des autres fonctions publiques ». En somme, le règlement des questions qui concernent la gestion des dépouilles, souvent complexes, peut être facilité par une concertation préalable entre l'ensemble des parties prenantes : représentants des familles, de la profession et des pouvoirs publics, dans toutes leurs composantes. Il implique également un renforcement des garanties sur la qualité des prestations (Cour des Comptes Française, 2019).

En matière de prise en charge et de traitement de la dépouille, il n'existe pas dans la littérature de techniques strictement applicables sur le terrain. D'une façon générale, le traitement des dépouilles vise habituellement à redonner une apparence agréable au corps du patient en réduisant la posture agonique et en repositionnant le corps (Buisson, 2008). Au Bénin le traitement que subie la dépouille est fonction du type de mort. A cet effet il existe deux types de mort : la « *bonne* » et la « *mauvaise* ». La mort est dite « *bonne* » pour le cas de la mort de personnes âgées. Elle est dite « *mauvaise* » lorsqu'il s'agit de la mort d'un jeune sans enfant, d'une mort des suites d'un accident, d'une noyade, d'une maladie inopinée (Noret, 2012). Selon les cas, la famille du défunt peut intervenir dans le processus du traitement de sa dépouille.

Autant les traitements diffèrent selon le type de mort, autant les risques encourus et les protections exigées sont différents. En cas de *bonne* mort le thanatopracteur n'encourt généralement que les risques infectieux¹¹, même si certains thanatopracteurs admettent qu'ils ont toujours besoin de protection spirituelle dans ces cas. En cas de *mauvaise* mort, les thanatopracteurs se doivent de prendre des précautions pour se protéger du besoin de vengeance du défunt. Il existe à cet effet plusieurs types de protection que préconisent ces religions pour protéger les agents de la morgue des esprits des morts. Comme outils et produits de protection nous avons : la poudre noire, l'encens, les prières des bagues et des plantes.

Conclusion

Le nord du Bénin fortement dominé par l'Islam perçoit mal le métier de thanatopracteur ou de thanatopracteur. Une part importante de la population a du mépris pour les agents de la morgue. Cependant les activités de prise en charge adéquate de la mort sont aussi indispensables que celles de soins. C'est

¹¹Risques biologiques, infectieux, toxicologiques et principalement de pathologies rachidiennes, qui découlent des conditions de travail (Biotteau & Mayeur, 2010).

pourquoi pour une prise en charge efficace des morts au Nord du Bénin, le métier de thanatopracteur doit être un métier reconnu et valorisé de tous et surtout par le gouvernement béninois. L'Etat pourrait légiférer spécifiquement dans ce domaine. Ainsi, la profession de morguier ou de thanatopracteur serait désormais régie par des textes précis à l'image de la France (Bureau des services publics locaux (France), 2017). Le service de la Morgue du CHUD-B/A doit être forcément renforcé aussi bien en personnel qu'en matériels. Ce service doit être amélioré non pas pour sa valorisation mais aussi et surtout pour la protection sanitaire de ses agents. Le droit à la santé est un droit fondamental reconnu universellement. Il est un droit constitutionnel. La santé étant une condition préalable à la jouissance des autres droits, il est du devoir des pouvoirs publics de prendre des mesures adéquates pour le bien-être des agents de la Morgue afin d'éviter les contaminations de maladies de dépouilles de personnes mortes de maladies contagieuses non décelées lors du traitement à agents hospitalier. Il faudra donc que le gouvernement pense à ce métier en leur donnant des équipements nécessaires afin de rendre le travail plus accessible.

Références bibliographiques

- Bacqué, M. F. (2013). Éditorial: Les soins du corps mort, cet invariant culturel de l'humanité. *Etudes Sur La Mort*, 143(1), 7–12.
<https://doi.org/10.3917/eslm.143.0007>
- Beauthéac, N. (2015). Les besoins et les attentes des personnes endeuillées. *JALMALV*, 2(121), 37–42.
- Biotteau, M., & Mayeur, A. (2010). La prise en charge du tabou de la mort par les thanatopracteurs Conséquences sur la santé et les conditions de travail, 2723.
- Biotti-Mache, F. (2013). *La thanatopraxie historique. Etudes sur la Mort* (Vol. 143).
<https://doi.org/10.3917/eslm.143.0013>
- Buisson, A. (2008). La toilette mortuaire. *Aide Soignante*, (96), 29–30.
- Bureau des services publics locaux (France). (2017). GUIDE JURIDIQUE relatif à la législation funéraire à l'attention des collectivités territoriales.
- Caroly, S., Rocchi, V., Trompette, P., Vinck, D., Caroly, S., Rocchi, V., ... Vinck, D. (2008). Les professionnels des services aux défunts : compétences , savoirs , qualifications...
- Cour des Comptes Française. (2019). La gestion des opérations funéraires : une réforme à poursuivre.
- Fleutot, A. (2013). Thanatopraxie: Conditions de travail et epuishment professionnel. *Etudes Sur La Mort*, 143(1), 125–132.
<https://doi.org/10.3917/eslm.143.0125>
- Guidibi, E. (2006). Monographie de la commune de Parakou, 11–12.
- Johannot, Y. (2015). “La vie est belle...”. Les attentes et la parole d'une personne. *JALMALV*, 121, 43–48.

- Larribe, P. (2013). Une présentation des soins de thanatopraxie. *Etudes Sur La Mort*, 143(1), 61–78. <https://doi.org/10.3917/eslm.143.0061>
- MARGERIE, P. de. (2001). Les pompes funèbres entre le rituel et la gestion (pp. 1–11).
- Ndiaye, L. (2007). Symboliques mortuaires: de l'Afrique à l'Occident, la "faucheuse" nous unit. *SUDLANGUES*, 8, 105–116.
- Noret, J. (2004). Joël Noret Morgues et prise en charge.
- Noret, J. (2012). Redistributions du travail funéraire et transformations de la chaîne opératoire du cadavre dans le Bénin méridional. *Rencontre Autour Du Cadavre*, 99–108.
- Pillot, J. (2015). Le deuil de ceux qui restent. Le vécu des familles et des soignants. *JALMALV*, 2(121), 53–64.
- Présidence de la République du Bénin. (2017). Décret portant réglementation du secteur funéraire en République du Bénin, 2019.
- Thomas, L. V. (2015). Les mécanismes sociaux et psychosociaux du travail de deuil. *JALMALV*, 2(121), 19–30.
- Trompette, P., & Boissin, O. (2009). Entre les vivants et les morts, les pompes funèbres aux portes du marché.

LA PROBLEMATIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE AU TOGO

Koshi AKOUBIA

Université de Lomé (Togo)

akoubiakos@gmail.com

Résumé

La présente étude vise à montrer l'ensemble des problèmes auxquels la lutte contre la drogue au Togo fait face. Dans cette perspective, elle fait le diagnostic de la situation. Parmi les problèmes recensés, on note la fragilité des mécanismes de lutte ainsi que le manque de moyens. La méthodologie se fonde sur l'exploitation des sources documentaires et l'analyse objective des problèmes en matière de lutte contre la drogue. Les résultats montrent que les mécanismes de lutte souffrent d'insuffisances remarquables. A la fin, la vocation de l'étude permet de contribuer à aider l'Etat dans ses efforts de lutte contre la drogue.

Mots clés : *Drogue, faiblesse, lutte, pauvreté, trafic de drogue.*

Abstract

The present study aims at showing all the problems relating to the struggle against drug use and trafficking in Togo. In that perspective, the study does the situation diagnosis. Among the registered problems, there are the feebleness of struggle mechanisms and the lack of means. The methodology is based on documentary sources exploitation and the objective analysis of drug problems. The results show the struggle mechanisms are suffering of remarkable insufficiencies. Finally, the study vocation is to contribute to help the state of Togo in its efforts about drug matter.

Keywords : *Drug, drug traffic, poverty, struggle, weakness.*

Introduction

L'abus et le trafic illicite des drogues au Togo constituent un phénomène légalement prohibé par des dispositions réglementaires. Pour sauvegarder cette prohibition, les autorités publiques, au travers des services et agents spécialisés, mènent une lutte. Malgré les efforts consentis à cet effet par ces dernières, il subsiste malheureusement des difficultés qui ne favorisent guère l'engagement. Ces difficultés semblent affaiblir la lutte. Alors, une question s'impose : quelles sont les problèmes qui contribuent à affaiblir la lutte contre la drogue au Togo ? L'hypothèse qui se dégage repose sur le fait que la lutte que les autorités

publiques togolaises mènent contre la drogue éprouvent des difficultés qui tendent à rendre insuffisants les efforts consentis. Ces insuffisances sont si significatives qu'elles tendent à rendre davantage faible la lutte engagée. L'objectif de l'étude est de montrer les difficultés auxquelles la lutte contre la drogue au Togo est confrontée après une analyse sommaire de la situation. La méthodologie repose essentiellement sur l'exploitation de sources documentaires appropriées, ainsi que sur une approche relative à l'adéquation de l'hypothèse avec la réalité sur le terrain au travers de la vérification objective des faits. La présente étude est scindée en trois grandes parties à savoir : l'insuffisance de la lutte contre la drogue (1), l'impossible disparition des sources de revenus des trafiquants (2), et la complaisance relative des autorités (3).

1. L'insuffisance de la lutte contre la drogue

Le phénomène de drogue au Togo est un fait indéniable qui ne saurait être négligé. Par son caractère préoccupant, il requiert l'adhésion des autorités publiques qui n'ont pas tardé à engager une lutte en opposition. Mais, les efforts mis en œuvre sont tellement empreints de difficultés que les actions entreprises souffrent d'une insuffisance manifeste. Cette insuffisance de la lutte contre la drogue provient à la fois de la fragilité des mécanismes de lutte et du manque de moyens.

1.1. La fragilité des mécanismes de lutte

La structure de fonctionnement du dispositif mis en place pour lutter contre les drogues souffre d'un ensemble de problèmes relatifs.

Au fait, l'analyse du cadre juridique montre qu'il est assez insuffisant pour permettre de juguler relativement le phénomène du fait qu'il doit être renforcé au travers d'instruments légaux appuyés par un programme de modernisation de la justice pénale.

Outre cela, le cadre institutionnel pose également un certain nombre de problèmes si bien qu'on a l'impression que la maîtrise de la situation des drogues semble échapper aux autorités publiques. Néanmoins, il est vrai que l'Etat fait des efforts pour endiguer le phénomène au travers d'instruments légaux. Parmi ceux-ci, il y a les mesures structurelles et législatives suivantes :

- la ratification de toutes les Conventions des Nations Unies contre la drogue et la criminalité transnationale ;
- la création du Comité National Anti Drogue (CNAD) par décret n° 96-040/PR du 10 avril 1996 ;
- la création de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB) par décret n° 2004-053/PR du 28 janvier 2004 ;

- la création de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) par décret n° 2008-037/PR du 28 mars 2008 ;
- l'adoption de la loi n° 98-008 du 18 mars 1998 portant contrôle des drogues au Togo ;
- l'adoption de la loi n° 2007-019 en 2007 contre le blanchiment des capitaux ;
- l'adoption d'une loi-cadre contre la publicité et la production du tabac en 2008 ;
- l'adoption d'une loi antidopage en 2009 ;
- l'adoption d'un Plan National d'Action Anti Drogue (PNAAD) par décret n° 2000-076/PR du 21 août 2000 ;
- l'adoption d'un Plan National Intégré de Lutte contre la Drogue et le Crime (PNILDC) par décret n° 2009-198/PR du 16 septembre 2009.

En plus de ces mesures structurelles et législatives, des projets de réduction de la demande de drogues ont été mis en œuvre avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC) tels que :

- la prévention de l'usage des drogues en milieu scolaire ;
- la prévention de l'usage des drogues et du VIH/Sida dans les prisons ;
- la création d'un centre d'assistance médico-psychologique des toxicomanes au CHU-Campus de Lomé.

Concernant par exemple la prévention de l'usage des drogues en milieu scolaire, il faut avouer que ce qui a été fait n'a duré qu'un temps relativement court si bien qu'il est, de nos jours, très insuffisant. Par exemple, les panneaux de sensibilisation mis en place devant certains établissements scolaires semblent ne plus exister et les messages qui y figurent n'existent pratiquement plus. C'est le cas du panneau de sensibilisation contre l'usage et le trafic illicite des drogues se trouvant devant le Lycée de Gbényédzi-kopé à Lomé où on ne peut plus lire ce qui y est écrit ni voir les dessins qui y figurent. Or cette sensibilisation mérite d'être menée de façon permanente en vue de permettre à chaque promotion d'élèves de bénéficier de la mesure de prévention. Malheureusement, les nouveaux élèves qui sont actuellement dans ces établissements scolaires et ceux qui y seront dans l'avenir sont sevrés d'avance de cette sensibilisation importante. Cette situation déplorable montre qu'il y a encore beaucoup de travail à faire.

Pour ce qui est de la prévention de l'usage des drogues et du VIH/Sida dans les prisons, l'activité a été très insuffisante et aucun suivi-évaluation proprement dit n'a été réalisé (Akoubia, 2012 : 29).

Au regard du centre d'assistance médico-psychologique situé dans l'enceinte du Centre Hospitalier Universitaire-Campus (CHU-Campus) de Lomé, il faut dire qu'il y a encore beaucoup de travail et d'investissements à faire également. Car cette structure ne répond pas encore à ce qui aurait dû être (Akoubia, 2012 :

32). En conséquence, l'allure que le phénomène de drogue prend ces derniers temps laisse penser que la situation devient de plus en plus préoccupante.

En matière de dispositions institutionnelles, on peut noter qu'il y a absence de structures de renforcement de capacités opérationnelles des dispositions de coordination et de répression, ainsi que de soutien d'organisation de lutte contre la corruption, de renforcement de lutte contre le blanchiment d'argent et les crimes financiers. Il y a également manque d'intensification d'actions de réduction de la demande de drogues et de prévention du crime, de renforcement des synergies de lutte dans la sous-région ouest-africaine avec les partenaires régionaux et internationaux.

Tous ces problèmes contribuent à anémier et à affaiblir davantage les mécanismes de lutte contre les drogues au Togo. Mais, ceux-ci deviennent davantage encore accentués par le manque de moyens.

1.2. Le manque de moyens

L'absence de moyens constitue la préoccupation majeure qui rend les efforts de lutte plus ou moins vains. Tant on sait bien que pour accomplir une œuvre donnée, il faut nécessairement des moyens, lesquels sont des ressources indispensables à la mise en application d'un ensemble de projets arrêtés.

Dans le cas d'espèce, il se fait que l'Etat manque de ressources nécessaires pour mener sa politique en matière de lutte contre les drogues d'une manière générale. C'est un constat inquiétant dans la mesure où dans ses prérogatives régaliennes, il lui incombe de garantir absolument la bonne santé aux citoyens. Pour cela, il se doit de disposer de ressources nécessaires afin d'accomplir sa mission. Cette situation déplorable rend sa capacité de moins en moins faible au regard de ses obligations. Mais, on a l'impression que la rengaine sous le couvert duquel il a tendance à se dérober est celle de pays sous-développé. Comme on le sait d'une manière générale, les pays sous-développés se réfugient toujours derrière ce manteau pour s'abstenir de s'occuper de l'essentiel.

De plus, l'économie nationale ruinée par la corruption est si faible que l'importance des problèmes demeure presque insoluble. La réalité est qu'avec une économie faible, il est difficile de prétendre disposer de moyens nécessaires pour s'engager dans une telle démarche. Au nombre des problèmes, il y a par exemple, l'absence de moyens adéquats relatifs aux structures de lutte, le manque de financement des programmes de prévention de l'abus des toxicomanes et de leur prise en charge, la faiblesse dans la collecte, le traitement et l'échange de renseignements sur les drogues et le crime, et puis l'insuffisance d'assistance internationale en matière de lutte contre les drogues.

Il importe de savoir qu'en matière de lutte contre les drogues, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) recommande que les Etats coopèrent entre eux et avec lui dans des relations de coopérations

bilatérales et multilatérales (RT, 1998 : 9). De plus, ces derniers peuvent bénéficier d'assistance financière et technique de sa part. Dans cette perspective, les Etats ont le droit de demander des appuis extérieurs surtout lorsqu'ils sont qualifiés de pays sous-développés au travers des politiques, plans, programmes et projets CNAD, 1996 : 12). C'est un avantage pour les pays pauvres dont le Togo de bénéficier d'appuis étrangers pour soutenir sa politique en matière de lutte contre les drogues. Malgré ces atouts favorables, il subsiste toujours des problèmes en ce qui concerne la gestion de la lutte.

Etant donné que le Togo a la possibilité d'avoir des appuis extérieurs en matière de lutte contre les drogues, il est alors évident qu'il n'y accorde pas à proprement parler une ligne budgétaire significative. Parfois, cette ligne budgétaire n'existe même pas. La raison est toute simple : la lutte contre les drogues semble ne pas constituer une priorité dans ses préoccupations fondamentales. C'est un phénomène qui est dû au fait que, d'une manière générale, les pays dits sous-développés ont l'habitude de quémander ou de se faire souvent aider par les pays dits riches. Puisqu'on doit toujours les aider, ils ne se gênent plus à vouloir dépenser leurs ressources pour remplir leurs propres obligations. Dans tous les cas, ils tendront la main au besoin. Cela semble la règle !

Mais, bien que des partenaires bilatéraux comme l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) par exemple veuillent bien aider le Togo dans sa lutte contre les drogues, des planifications élaborées dans le cadre de cette aide avec le concours d'experts internationaux venant singulièrement du Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues (PNUCID) n'ont pas pu être exécutées. C'est le cas du Plan National d'Action Anti Drogue (PNAAD) adopté par le gouvernement togolais depuis le 21 août 2000 pour une durée de deux ans et d'un coût total estimé à 2 182 049 210 FCFA soit 3 445 360 Euros dans lequel l'apport du Togo est de 251 032 210 FCFA soit 396 369 Euros. C'est également le cas du Plan National Intégré de Lutte contre la Drogue et le Crime (PNILDC) adopté par le gouvernement le 16 septembre 2009 et qui aurait dû couvrir la période 2009-2013 mais qui, en plein parcours, a été révisé en décembre 2012 pour une nouvelle période de quatre ans du fait de l'inexécution de ses projets arrêtés par manque de ressources financières. Ce dernier plan est estimé à 14,4 millions de dollars avec un gap de 13 millions de dollars comme apport devant venir des partenaires multilatéraux (PNILDC, 2009 : 13). Le Togo n'y interviendra que pour 1,4 millions de dollars.

Il faut noter que le PNAAD n'a pas pu être mis en œuvre dans le temps requis de sorte qu'il est devenu obsolète. Quant au nouveau PNILDC, il faut dire que lui non plus n'a pas pu être exécuté du fait qu'il n'a pas pu trouver pas les financements nécessaires pour sa mise en œuvre. Si ces deux derniers plans nationaux n'ont pas pu être exécutés, c'est parce que l'Etat manque surtout de moyens.

Mais, il y a le fait que les pays très pauvres dont le Togo ont du mal à dépenser une forte somme d'argent pour lutter contre les drogues du moment où ils sont souvent confrontés des problèmes socio-économiques. Devant cette situation, la lutte contre les drogues devient de plus en plus difficile et la disparition des sources de revenus des trafiquants devient également impossible.

2. L'impossible disparition des sources de revenus des trafiquants

L'impossible disparition des sources de revenus des trafiquants s'inscrit dans une dynamique significative que pour l'appréhender, il est nécessaire d'aborder d'une part l'agrandissement du marché de la drogue et d'autre part la dynamique de la drogue participe implicitement à l'économie du pays d'autre part.

2.1. L'agrandissement du marché de la drogue

La pauvreté relativement grandissante dans le pays a bien évidemment des répercussions significatives dans divers domaines dont celui de la drogue. Dans ce sens, il n'est guère étonnant de voir que certains préfèrent entrer dans le secteur de la drogue afin d'apporter vite des solutions à leurs préoccupations de survie. Pour cela, le trafic illicite des drogues leur semble le moyen le plus rapide. Malgré les risques relatifs qui les attendent, ils parviennent plus ou moins à tirer leurs épingles du jeu.

Cette activité c'est-à-dire le trafic des drogues, devient non seulement leur gagne-pain mais également la profession qui leur permet de survivre. Dès lors, il est difficile pour eux de s'en départir quels que soient les risques qu'ils encourent. Aussi, c'est le moyen le plus facile de s'enrichir selon eux. En fait, ceux-ci exercent cette activité qui devient leur profession en bravant les interdits officiels. Ainsi, le phénomène commence-t-il à prendre de l'ampleur en raison de la pauvreté qui sévit dans le pays. Aussi, les inégalités matérielles qui s'observent de part et d'autre dans le pays font-elles que les trafiquants de drogue deviennent de plus en plus ambitieux et désirent avoir, avec avidité, les mêmes aïances que ceux qui construisent des immeubles de luxe et roulent carrosse. Malheureusement, tout cela fait que le marché de la drogue s'agrandit davantage. En conséquence, le trafic des drogues aussi augmente de sorte que les points de vente également se multiplient. De ce fait, le trafic vers l'extérieur du pays reste surtout l'activité la plus rentable. Et les candidats dans ce dernier cas deviennent de plus en plus nombreux. Devant cette situation, la capacité des autorités publiques de les contenir devient de moins en moins faible. Pour qu'elles puissent arriver à résoudre le problème, il leur faut nécessairement disposer de moyens adéquats. Or il se fait que les moyens manquent

énormément. Néanmoins, elles font de leur mieux pour essayer d'inquiéter les trafiquants.

Du moment où l'Etat n'est pas encore en mesure de donner du travail convenable et décent à tous ces trafiquants, il lui est difficile de les priver de leurs activités de survie. Là, ce sera une sorte de libéralisation des déviations de tout genre ou simplement ce sera donner carte blanche aux crimes et délits dans le pays. Aussi faut-il noter que l'usage des drogues accompagne souvent les activités de trafic de sorte que l'un ne pourra fonctionner sans l'autre. C'est sûrement parce qu'il y a des consommateurs qu'il y a des trafiquants. En conséquence, les consommateurs augmentent en nombre relativement à l'agrandissement du marché. Cet agrandissement du marché alimente sans nul doute une dynamique qui participe implicitement à l'économie du pays.

2.2. La dynamique de la drogue participe implicitement à l'économie

Il faut reconnaître que les activités qui s'observent autour de la drogue semblent apporter une plus-value à l'économie du pays.

Au fait, il faut noter que presque tous les mouvements liés à la drogue sont pour la plupart des mouvements économiques. Dans ce contexte, il y a deux principes qui s'allient à savoir le principe de la demande et celui de l'offre (Faugeron, 2002 : 37). On sait bien que ces deux principes relèvent du domaine économique. Cela signifie que chaque acteur en matière de drogue participe d'une manière ou d'une autre à l'économie parfois sans que peut-être lui-même ne s'en rende compte. Soit l'acteur en matière de drogue paie directement des impôts et taxes sur ses activités déclarées avec en-dessous la drogue qu'il ne déclare pas, soit il paie indirectement au travers de biens matériels qu'il acquiert avec le revenu de la drogue. Sur les biens acquis, il y a par exemple une perception de la taxe sur la valeur ajoutée dénommée communément TVA (Bisiou, 2000 : 46). Dans ces conditions, l'acteur en matière de drogue joue un rôle indéniable sur le plan économique. C'est vrai qu'il se pourrait que lui-même ne s'en rende pas compte, mais dans tous les cas, il est un maillon non négligeable du système économique.

Aussi, au travers des investissements que les trafiquants font soit dans le secteur des immobiliers soit dans celui des mobiliers, y a-t-il toujours une part non négligeable qui concourt à l'économie du pays. Pour ces raisons, il y a lieu de dire que la dynamique de la drogue joue un rôle important dans l'économie nationale (Emmet, 2005 : 62). Mais, il faut mentionner que la manière dont ces activités se déroulent laisse penser à tort ou à raison qu'il y a parfois une sorte de complaisance relative de la part des autorités.

3. La complaisance relative des autorités

La relative facilité excessive que les autorités publiques semble manifester en matière d'abus et de trafic illicite des drogues repose sur un laisser-aller relatif et une stratégie tacite de dépeuplement des prisons.

3.1. Le laisser-aller relatif

S'il y a un phénomène qui tend à affaiblir davantage l'élan de la lutte contre les drogues sur le plan national, c'est bien évidemment le soupçon qui pèse souvent sur certains membres de la sphère des autorités.

Comme on peut le constater par exemple dans les autres pays y compris ceux qui se comportent en leadership dans le monde, la complicité au sein de l'organe censé mener la lutte contre les drogues est une réalité indéniable. En effet, il arrive parfois qu'on soupçonne certaines personnes haut placées de l'administration publique d'être parfois mêlées au trafic des drogues. Lorsque c'est le cas, le système mis en place pour réprimer les auteurs de cette activité criminelle, ne fonctionne plus comme cela aurait dû l'être. Alors, on assiste soit à des hésitations dans l'accomplissement des poursuites judiciaires, soit à des actions de répression qui commencent bien mais qui, en cours d'exécution, sont abandonnées.

En conséquence, cette situation crée une entorse à la lutte contre le phénomène de drogue. De ce fait, une sorte de complaisance relative fait son apparition à partir du corpus des autorités pour se répandre dans la population. Par exemple, lorsqu'une autorité est soupçonnée d'être mêlée aux problèmes de trafic des drogues et qu'elle n'est pas du tout inquiétée ni par les agents de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB), ni par les forces de l'ordre ni encore par les autres structures de répression, comment peut-on vouloir réprimer un citoyen ordinaire qui commettrait une telle infraction ? Ou bien, si un citoyen quelconque soudoie une autorité publique pour faire passer une quantité considérable de drogues, comment peut-on se vanter d'accomplir son travail de répression ? Toutes ces interrogations montrent que la complaisance relative qui intervient dans la lutte contre les drogues se nourrit de négligence et de ce fait, cette lutte renforce davantage sa propre faiblesse.

Au fait, cette négligence est comme une sorte de laisser-aller qui n'ose pas dire son nom. Ce laisser-aller s'observe également dans le cas où, par exemple, des trafiquants connus accomplissent librement leurs activités illicites sans aucune inquiétude. C'est malheureusement un constat déplorable dans la mesure où

l'autorité qui aurait dû agir dans le cadre de la répression se tait. Aussi, lorsqu'on connaît, par exemple, des points de vente des drogues et qu'on se refuse à entreprendre des poursuites visant à en interpellier les auteurs, contribue-t-on à alimenter des problèmes et par conséquent à affaiblir la lutte. Dans tous les cas, il faut dire que le laisser-aller dont il s'agit est si relatif que la complaisance se manifeste également au niveau d'une stratégie tacite de dépeuplement des prisons.

3.2. La stratégie tacite de dépeuplement des prisons

Point n'est besoin de souligner que les prisons nationales sont bondées de détenus. Ce qui est alarmant dans tout cela, c'est que chacune d'elles compte un effectif souvent égal à quatre ou cinq fois supérieur à celui qu'il faut.

Selon l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, à la date du 31 décembre 2011, la prison civile de Lomé qui est un lieu de détention construit pour abriter à l'origine 700 détenus compte, un effectif de 1964 détenus dont 1908 hommes et 56 femmes (Akoubia, 2012 : 33). Dans ces conditions, une stratégie consiste à réduire l'effectif compte tenu des exigences internationales en matière de respect des droits de l'homme. Pour cela, il importe de trouver une solution rapide aux délits et crimes relevant des cas de drogue et qui n'attirent pas trop l'attention. Ainsi, des arrangements peuvent-ils être possibles en vue de libérer des prévenus liés aux cas de drogue n'ayant pas de rapport avec le trafic international. C'est une manière de ne pas envoyer n'importe qui en prison afin de contribuer à la dépeupler.

Cette politique en soi n'est pas mauvaise. En revanche, elle pose un autre problème très sérieux qui est celui de donner carte blanche à des infractions relatives à la drogue. En conséquence, la force qui aurait dû être impulsée à la lutte contre la drogue s'affaiblit considérablement de sorte que le combat perd toute sa raison d'être. Dans ces conditions, il est question de résoudre à la fois le problème de la drogue et celui du surpeuplement des centres de détention. C'est une véritable difficulté dont les éléments caractéristiques sont liés à des difficultés immenses.

Conclusion

A la fin de cette étude, il faut noter que les résultats montrent, de façon sommaire, l'ensemble des difficultés relatives à la lutte contre la drogue au Togo en mettant davantage l'accent sur les problèmes particuliers qui déterminent la faiblesse de celle-ci comme par exemple la fragilité des mécanismes de lutte, le manque de moyens, l'agrandissement du marché de la drogue, la complaisance relative dans les actions de lutte, et enfin la velléité

relative de dépeuplement des prisons. Tout cela ayant pour corollaire fondamental, entre autres, la pauvreté, le chômage, la porosité des frontières. Les impacts de l'étude se focalisent sur le fait qu'elle constitue en soi une contribution substantielle à l'effort que l'Etat met en œuvre en vue de juguler les difficultés relatives à la question de la drogue.

Bibliographie

Akoubia K., (2012), « La problématique de la drogue à la prison civile de Lomé », *Etudes Togolaises, revue togolaise des sciences*, INRS, Vol. 6, N° 2, Juillet-Décembre 2012, ISSN 0531-2051, pp. 28-43.

Bergeron H., (2009), *Sociologie de la drogue*, Paris, La Découverte.

Bisiou Y., *et al.*, (2000), *Droit de la drogue*, Paris, Dalloz, 2^e édition.

Booth M., (2004), *Cannabis : a history*, New York, Bantam Books.

Emmet D., (2005), *Understanding street drugs : a handbook of substance misuse for parents, teachers and other professionals*, London, Jessica Kingsley Publishers, 2nd revised edition.

Faugeron C., *et al.*, (2002), *Société avec drogues*, Paris, Eres.

Jauffret-Roustide M. *et al.*, (2004), *Les drogues : approche sociologique, économique et politique*, Paris, La documentation française.

Morel A. *et al.*, (2003) *Soigner les toxicomanes*, Paris, Dunod, 2^e édition.

Pouilloux D., (2005), *Cannabis, mieux vaut être informé*, Paris, De la Martinière.

Quintin J., (2012), *Ethique et toxicomanie*, Paris, Liber.

République Togolaise, Décret n° 96-040/PR du 10 avril 1996, (1996), portant création du Comité National Anti Drogue (CNAD).

République Togolaise (RT), Loi n° 98-008 du 18 mars 1998, (1998), portant contrôle des drogues au Togo.

République Togolaise, Plan National d'Action Anti Drogue (PNAAD), (2000), décret n° 2000-076/PR, du 21 août 2000.

République Togolaise, Décret n° 2004-053/PR du 28 janvier 2004, (2004), portant création de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB).

République Togolaise, Décret n° 2008-037/PR du 28 mars 2008, (2008), portant création de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

République Togolaise, Plan National Intégré de Lutte contre la Drogue et le Crime (PNILDC), (2009), décret n° 2009-198/PR du 16 septembre 2009.

STATUT DE LA PAROLE MÉDIATISÉE PAR LES TAMBOURS PARLEURS DES AKAN-BRON DE CÔTE D'IVOIRE : MORPHOLOGIE, STRUCTURE APPARENTE ET IDEOLOGIE

Koudou Jean-Jacques AGBE

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

papaagbej@yahoo.fr

Résumé :

Contrairement aux tam-tams qui ne développent que des aspects folkloriques, les tambours parleurs pluriformes sont de puissants canaux de productions de messages esthético-littéraires. L'étude du statut de la parole médiatisée par les membranophones parleurs des Akan-Bron, a d'abord pour objectifs de présenter la typologie et la vision du monde des peuples producteurs. En l'espèce, lesdits messages s'intéressent à tous les aspects socio-politiques de la vie communautaire de ces peuples. Ensuite, elle vise à valoriser leurs messages surcodés, en les "désacralisant" de façon à mettre à la disposition des profanes, certaines clés de leur décodage.

Pour l'effectivité de ces objectifs, nous optons pour les approches structurale, morphologique, pragmatique et idéologique qui favorisent la compréhension des réalités de cet "univers tambourinesque" porteur de parole poétique surcodée et symbolique. Cette analyse impose les inductions suivantes : le tambour parleur est la "chose de l'Eternel". Cette réalité lui confère un pouvoir "ancestral-magique" qui l'établit comme une institution sociopolitique dynamique sacrée adorée promotrice de l'idéologie ancestrale dominante. Ainsi, devons-nous constater que les strates et les arcanes occultes ou ésotériques dans lesquels ils baignent suscitent respect et dévotion sempiternels.

Nous pouvons donc retenir que les tambours parleurs, loin d'être de vils instruments folkloriques, sont de véritables médiums de poétisation de la vie des Akan-bron. Ses messages salutaires doivent nécessairement être accessibles à tous. Comment ? En ruinant les préjugés qui écartent le public de cet univers de la poétisation du référent par excellence, en aplanissant les nombreuses difficultés nées du surcodage de cette poésie.

Mots clés : Poésie médiatisée, membranophones parleurs, attoungblan, rythme, symbolique.

Abstract :

Unlike tom-toms which only develop folk aspects, multi-shaped speaker drums are powerful channels for producing literary-aesthetic messages. The study of the status of the media covered speech by the Akan-bron membranophone speakers aims first at presenting the typological worldview of the producer communities. In this particular case, the messages in issue concern all the sociopolitical aspects of these peoples' community life. Then, it purposes to enhancing the value of their overcoded messages by deconsecrating them. So that some keys for their decoding would be accessible for laypersons.

For the effective ness of these objectives, we opt for structural, morphological, pragmatic and ideological approaches that favours the understanding of the realities of this "tambourine universe" carrier of the overcoded and symbolic poetry speech. This analysis imposes the following inductions : the speaker drum is "the lord's property". This reality endow it with a "ancestro-magical" power, which settles it down as a socio-political sacred institution, a worshiped and dominant ancestral ideology promoter. Thus, we must notice that layers and occult or esoteric mysteries in which they bathe arouse respect and everlasting devotion.

We can therefore bear in mind that talking drums, far from being vile folk instruments, are true mediums for poeticizing the Akan-bron's life. Their beneficial messages must necessarily be accessible to all. How ? By ruining the prejudices which keep the public a way from the poetry referer universe par excellence ; by smoothing out the many difficulties which stem from the over-encoding of this poetry.

Key-words : *Médiatic poetic, membranophone speakers, attounghlan, rhythm, symbolic.*

Introduction

La communication se réalise principalement par le message qui est une aptitude de l'être humain. Les êtres humains communiquent en utilisant des signes. Il existe plusieurs moyens pour transmettre un message à partir des signes que nous regroupons en deux grandes catégories : la communication verbale et la communication non verbale.

Cet article consacré au statut de la parole médiatisée des tambours parleurs akan-bron s'intéresse particulièrement à la première catégorie. Nous sommes de ce fait dans l'antre de la communication qui se déroule par des moyens autres que les signes verbaux. Il est question des signes proprement non verbaux et des signes para verbaux et plus nettement des indices, des signaux et des symboles. Cette étude tire son opulence du foisonnement des signes non verbaux dont la puissance communicative est souventes fois ignorée des non-initiés car à mille lieux de leur capacité de compréhension.

Pourquoi et comment la poésie médiatisée tambourinée des Akan-bron de Côte d'Ivoire participe activement à la transmission de ses messages socialisateurs ? Quel est le statut de cette "poésie membranophonique" civilisatrice ? Que retenir de sa morphologie, de sa structure apparente et de ses idéologies tambourinées ?

Nos hypothèses sont fondées sur les constatations suivantes: l'interprétation des symboles et des signes dépend de la culture d'origine. Ici, l'échange d'information qui ne se déroule plus par le moyen du message articulé, se complique encore une fois quand l'émetteur et les récepteurs évoluent dans une société close. Et pour cause, le contexte, le message, le canal

et le code sont des facteurs d'une communication initiatique surcodée à la portée d'un nombre très restreint d'initié. Et pourtant les messages véhiculés dans des conditions de sacralité extrême sont édicateurs et fondateurs de toutes les soupapes de sécurisation socio-anthropologique.

Les objectifs scientifiques poursuivis sont d'abord ethno-anthropologiques avant d'être littéraires. Tout tambour parleur akan est une institution sacrée adorée car il symbolise le royaume, la nation, la personne du roi, du chef, l'unité entre les ancêtres, les dieux, Dieu et les vivants. En tant qu'esprit, « son principe vital est la somme des principes vitaux de tous les éléments constitutifs » (Niangoran-Bouh, 1981:147).

Ainsi dans un cadre purement scientifique, le tambour est aussi la matière première de recherches pluridisciplinaires : musicologie, philosophie, linguistique, droit, politique, histoire, art dramatique, anthropologie, ethnologie, sociologie etc. Au niveau littéraire, les ethno-textes transcodés de ces membranophones constituent les fleurons de la poétisation du référent, de la pensée imageante, donc de l'approche symbolique du premier, deuxième et troisième degré. Ils sont aussi le lieu de fourmillement des rythmes instrumentaux profonds et immédiats.

Les approches méthodologiques anthropologiques et ethnolinguistiques relatives aux conditions de l'oralité (norme et omission ou mensonge), aideront à comprendre les tenants et les aboutissants de la transmission des idéologies tambourinées. Par rapport au statut de cette parole civilisatrice, les démarches structurales et morphologiques ou typologiques seront sollicitées pour en découvrir les structures apparentes et les classifications appropriées.

Notre support d'étude est le corpus d'ethno-textes de la poésie médiatisée tambourinée bron recueilli par G. Niangoran-Bouah et publié dans *Introduction à la drumologie* en 1981.

1. Comprendre l'univers des tambours parleurs et du langage tambouriné porteur de la parole poétique symbolique

Même si le tambour est porteur de parole sensée, le langage tambouriné ne fait pas partie de la littérature orale parce qu'elle n'est pas verbale. Il est un système de communication traditionnelle dont les paroles, une fois transcodées et transcrites sont profondément poétisées, littéraires.

Sa parole est une force centrifuge vivante que les sociétés traditionnelles cherchent à contrôler pour peaufiner leur vision du monde fondée sur une idéologie ancestrale. Elle est le seul moyen par lequel Dieu a créé le monde. En tant qu'instrument de socialisation et donc de mesure de la personnalité de tout être humain qui "parle", elle est biface car génératrice du Bien et du Mal. Il conviendrait, ici, de découvrir la nature, l'origine, la

morphologie et le statut de ces membranophones qui "parlent" pour suggérer un message codé à décoder. Mais avant, essayons de faire la distinction entre le tam-tam et le tambour pour éviter des confusions au niveau formel.

1.1. La notion de langage tambouriné : du tam-tam au tambour parleur et distinction entre tam-tam et tambour

Il ne s'agit pas dans cette étude de parler du tam-tam, mais plutôt de tambour parleur et donc de l'action poétique du tambourinaire. Nous sommes de ce fait dans l'univers de la drummologie de feu le professeur G. Niangoran-Bouah¹². Selon lui, cette science a pour objet l'étude des institutions de sociétés africaines d'expression orale de la période précoloniale, à travers les textes des tambours parleurs (Niangoran-Bouah, op. cit :38).

Le tam-tam est un instrument de production de sons musicaux profanes. Les Bron l'appellent *tchuni*. Les colonisateurs ont nommé tout membranophone tam-tam, instaurant ainsi, à dessein, une confusion totale dans cet "univers membranophonique ou tambourinesque". Cette volonté de ruiner toute fonction de communication à tous les membranophones est l'une des innombrables preuves de leur européocentrisme à tendance raciste. Si pour les blancs, les paroles nègres sont du caquetage, que dire alors de leurs sons tambourinés ? Pourquoi leur accorder la moindre trace de communication ?

C'est plus tard que le terme tambour apparaîtra pour mieux spécifier les discours verbaux émanant de ces instruments dont la valeur poétique nous intéresse. Les tambours d'appel, connus dans toutes les sociétés akan, a, en plus de leur fonction musicale, un rôle de transmission des messages à l'intention des esprits, des divinités et des vivants. De quoi sont faits ces tambours parleurs et quelle est l'origine de ces instruments dont l'utilisation impose un rituel spécial, une libation ?

1.2. Nature et origine du tambour parleur akan

Confectionné loin des regards profanes par un artiste sculpteur au demeurant érudit et mystique, le tambour parleur akan est la synthèse de six éléments de la flore couplés à la membrane de l'un des deux animaux de la faune. Cet assemblage d'objet "parle" aux Akans parce qu'il constitue un esprit mythique qui provient d'une origine divine.

1.2.1. Nature synthétique du tambour parleur akan

¹²Feu le professeur G. Niangoran-Bouah a enseigné à l'Institut d'Ethno-sociologie de l'Université de Côte d'Ivoire. Il crée le concept la drummologie qui est « l'étude et l'utilisation des textes des tambours parleurs africains comme source de documentation pour approfondir les connaissances des sociétés de tradition orale de la période précoloniale » (1981 :24).

Le tambour parleur nommé *tchèman* en langue twi est pour les Akan un être animé. Il possède donc un esprit, une substance vitale, un principe de vie frappé par la loi de la contradiction. Les éléments constitutifs du tambour sont de la flore et de la faune africaines. Il a donc une nature synthétique, avec une prédominance de six éléments sur sept qui proviennent de la flore : la caisse, les deux crochets qui servent à frapper la membrane, les supports, les coins, l'ourlet (la liane qui ceinture la membrane et la caisse) et les tendeurs.

On retient que seul l'arbre *tchuniboa* (*aningueria robusta*) en Bron, ou *abouné* en Abouré, est utilisé pour fabriquer la caisse, le corps du tambour parleur. *Tchuniboa kodua* se trouve en forêt. Il est, selon les tambourinaires Kassi Brou et Essan Anno, un arbre déjà abattu, donc qui "ne parle plus" et qui "ne se casse plus". Dans la flore, on extrait donc le tronc d'un arbre précis, la liane et l'écorce pour "mettre au monde" le tambour parleur. Pour la confection de la surface en peau du tambour, on ne s'intéresse qu'à la membrane (*ossounon*) de la biche royale ou de la gazelle.

Au total, six éléments de la flore permettent à la membrane d'un animal de la faune de se mettre en exergue pour faire résonner des sons poétiques porteurs de sens sacrés. Tout cela, dans une perspective mystique dont le mythe relève de l'ancestralité et donc de la divinité.

1.2.2. Origine divine du tambour parleur akan

Le tambour parleur *Tchèman*, point de focalisation de cette étude est, selon les Akan, une création d'*Odoumankaman Boadiè*, Dieu lui-même. Il est parmi les trois éléments primordiaux que Dieu a peiné à créer :

« Il a créé Ossein (porte-parole)

Créé le tambourinaire et

Créé Otchrè Kwaou Aba (dit Brafoù Titré)

Principal bourreau » (T41, Dieu-le-créditeur, Niangoran-Boua, idem :56).

Tchèman n'est en réalité pas un vil instrument de percussion, car si *tchuni* le membranophone profane n'est pas associé à son instrumentiste, tel n'est pas le cas de *tchèman* qui désigne à la fois le tambour et le tambourinaire chez les Bron. « *Tchrè* » signifie montrer, enseigner et éduquer. Quant au suffixe « *man* », il renvoie au peuple, à la nation, au groupe, à l'assemblée. Si de nature il est une synthèse de la flore et de la faune réalisée par l'Homme, il supplante très tôt cette apparence d'objet, pour incarner par la suite un esprit, un individu qui instruit et qui, *in fine*, éduque son peuple.

Le tambourinaire¹³, c'est-à-dire celui qui, sachant "tambouriner" connaît aussi le langage poétique des tambours dont il est question dans le verset ci-dessus, est confondu au tambour parleur. Le tambour parleur est la "chose de l'Eternel". Cette réalité lui confère un pouvoir "ancestralo-magique". Dieu le créateur, pour mieux organiser la vie sur terre a créé en tout premier lieu la trilogie selon l'ordre croissant qui suit : la "parole poétique", le "tambourinaire" et le "tambour".

C'est grâce à cette fusion homme / objet d'intérêt publique que *tchèman* est un être animé qui parle, qui possède un esprit pour se constituer en une institution sociopolitique dynamique. Il est invoqué, appelé et invité lorsqu'il est investi dans des formes pluridimensionnelles symboliques.

1.3. Morphologies et symboliques des tambours parleurs akan-bron

La morphologie, du grec *morphê* (forme) et de *logos* (science), est l'étude de la forme, de la structure externe, de l'aspect général d'un corps. Appliquée aux tambours parleurs akan-bron, l'étude morphologique aide à en dégager l'ensemble des différentes faces et aspects. La classification ou la présentation synthétique idéale, à titre de commodité, s'appuie sur les variables formelles et les constances des mouvements de l'intrigue observés au niveau idéologique. Les tambours parleurs présentent deux grandes catégories de forme qui coïncident avec une multitude de fonctions politico-sociologiques suggérées par une diversité d'aspects.

1.3.1. Tambours jumelés ou singleton (*Attoungblan*)

Attoungblan, *ntimpan*, *ntupam* ou *tipkanon timghré* en *twi* est le tambour parleur jumelé (mâle et femelle) ou singleton. Ce plus important des tambours parleurs akan présente deux aspects relatifs à deux fonctions sociologiques précises : l'*Attoungblan* royal chante les louanges des nobles, des *Hobbio*, en *Akyé*, et l'*Attoungblan* de génération de nature initiatique qui intervient dans les rituels de la danse du *Ɔkye* akyé, du *n'sóssó* ébrié, du *lón* adjoukrou, de l'*efwe-atité* abouré, etc. A côté de l'*Attoungblan*, nous avons les tambours de devises ou de dictons.

1.3.2. Tambour de devises et de dictons

Chez les Bron, nous en avons de trois sortes qui sont *tchunissini*, *aboma* et *bindini*.

Les *tchunissini* accompagnent principalement les rois, chefs et dignitaires dans leurs fonctions. Ils sont présents lors des rituels et rites sociopolitiques tels que

¹³ Le tambourinaire n'est pas à confondre au tambourineur qui lui, est un simple instrumentiste ne sachant pas forcément décoder les phrases qui donnent les sons tambourinés.

les cultes religieux, l'intronisation d'un nouveau chef, la fête des ignames, la fête de génération, les rites sacrificiels, les cérémonies des jumeaux, des *komian*. Dans un rôle de thuriféraire de la monarchie akan, de galvanisation des dignitaires chefs et rois, ils ne font entendre que les devises du personnage qu'ils suivent.

Selon nos investigations jusqu'à ce jour, les *tchunissini* bron apparaissent sous sept devises, donc sous sept aspects qui sont :

-*Kantamanto* : il est une contraction de la périphrase verbale « *me kan nda a manto !* » qui signifie « Je suis seul à ne pas être jugé et sanctionné pour un jurement »¹⁴;

-*Kassaplékoun* est un tambour de devise de Tano Kwabenan (dieu de la guerre). Une divinité de la rivière tano qui sert au culte religieux dont la devise est « *kassaplékoun, kassaplékoun, kassaplékoun* » : « Parler une fois ou avoir une seule parole » ;

-*Wouroutra* : « Sauter et passer par-dessus les lignes pour aller combattre l'ennemi », a pour devise « *Titifoué, doué doué* » qui signifie « ancêtres, acceptez (...) notre infini gratitude » ;

-*Koda soussou* est un condensé de deux devises : le désistement qui est à l'origine de la fusion des Foumassa et des Ahinfié et le serment d'allégeance, de fidélité ;

-*Punido* qui a pour devise :

« *Punido Punido Punido* « Ecartez-vous, laissez-moi passer,
Me nsran wó katakyè Je suis le plus brave ! » ;

-*Beka mantchi* a pour son, le cri du crocodile « *Cro, co, co, co, co* » et pour devise « personne ne peut me toucher » ;

-*Gamanganfri titi* est un son tambouriné qui signifie « le créateur était à l'aube des temps ». Par cette devise, les Nafana précisent leur antériorité par rapport aux Bron et donc leur titre de propriétaire terrien.

. Les *Aboma*, deuxième groupe de tambour parleur, constituent un ensemble d'au moins cinq tambours formant l'orchestre pour la danse des sages et des anciens, à l'occasion de grandes réjouissances (intronisation, fête des ignames, de génération, funérailles). Ses sons tambourinés aident chacun des dignitaires à danser en suivant les gestes et les pas de sa condition sociale.

L'ensemble de ces tambours participe à un dialogue rythmé autour d'un thème développé par un dicton en rapport avec l'histoire du peuple. Chacun de ces tambours dit un passage symbolique du texte en suivant la trame introduite d'abord par les *attounghlan* mâle et femelle.

. Les *Bindini* sont koulango. C'est un ensemble de cinq tambours qui appartiennent au roi. Ils servent à battre le ton et la mesure lors des défilés ou

¹⁴Le jurement : « *Me kan Kpong*, (je jure Kong) *Me kan Tain* (je jure Tain) » fait allusion d'abord au roi bron Abo Miri réfugié à Kong chez le roi Ouattara qui le livra à Opokou Waré afin d'être exécuté et à la guerre de la rivière Tain au cours de laquelle le roi Kouadio Adingra fut tué par l'armée d'Ossei Bonson.

processions martiales qui suivent le roi porté en hamac jusqu'à son point de chute.

A ce jour aucune étude, à notre connaissance n'a pu répertorier, de façon exhaustive, tous les tambours parleurs des Akan de Côte d'Ivoire. Le drummologue G. Niangoran-Bouah en a présenté une documentation qu'il qualifie lui-même de très sommaire et invite les chercheurs à continuer son travail. Même si tous les tambours parleurs du groupe ethnique akan ne sont pas encore totalement identifiés, on est au moins sûr que leur statut général est totalement connu et donc déterminé.

2. Le statut du langage tambouriné : structure apparente, sens et fonctions idéologiques des messages transcodés

Quels sont le statut et les encodages symboliques de la parole médiatisée tambourinée dont l'utilisation impose un rituel spécial ? Pour répondre à cette interrogation, nous ferons une incursion dans les principes, les rôles et fonctions des tambours parleurs akan pour mieux en découvrir les tenants et les aboutissants au niveau socio-politique.

2.1. Principes des tambours parleurs akan-bron

C'est par la volonté des humains que le membranophone parle. Les principes du tambour s'articulent autour de quatre facteurs cumulatifs : la personification du tambour ou sa fusion avec celui qui le joue, le préalable discursif, le statut de la parole proférée et les totems, tabous et interdits à observer pour préserver le statut et la véracité des discours sociopolitiques véhiculés.

2.1.1. *Tchèman* : "instrument-être vivant sacré"

Comme l'homme, le tambourinaire auquel il est confondu, *Tchèman*, le tambour parleur de différente forme, taille, couleur, son est pour les traditionalistes bron un véritable être animé, un humain érudit créé par le suprême Dieu. Il est un humain dont la pensée est pure car il n'a qu'une seule parole qui est sacrée, et en sus, il est l'un des plus instruits de l'histoire du royaume.

Savant, l'éducateur par excellence, son image n'est-elle pas projetée et inscrite dans le disque lunaire à jamais ? Le tambour parleur est une institution sacrée, vénérée donc déifiée, symbole de l'Etat, de la personne du roi et de la nation.

On comprend alors pourquoi, il est la mémoire idéologique du peuple. Une telle responsabilité fait de lui un dieu car il ne doit en aucun cas se tromper. C'est pourquoi, depuis leur production, les ethno-textes des tambours parleurs sont censés n'avoir jamais subi de modification de nature à les rendre incompréhensibles au niveau du cercle fermé de sachant, du village et de la

région par les connaisseurs. Si tel est le cas "il a affaire", et selon la gravité de la falsification, il est soit amendé, soit conduit chez le bourreau Otchrè Kwaou Aba (dit Brafoù Titré), principal bourreau créé par Dieu en même temps que lui.

2.1.2. Le préalable discursif

Toute utilisation du tambour parleur impose un rituel spécial. Ainsi, chez les Bron par exemple, toute séance tambourinée débute par les invocations des puissances surnaturelles en ces termes :

« Des murmures
Des murmures
D'où viennent-ils ?
De moi, Je vais parler ». (Niangoran-Bouah, *ibid*, T2 :38).

Avant de dire les textes à l'ordre du jour en fonction de la réalité sociologique, le tambourinaire a l'obligation d'évoquer, d'invoquer longuement l'esprit de tous les éléments matériels constitutifs de la nature, de la vie. Tout texte proféré par lui est conçu et accepté par tous les membres du cercle fermé de hauts dignitaires et ne doit en aucun cas subir des modifications. En manipulant ces textes sacrés, l'instrumentiste n'est qu'un technicien qui applique de façon rigide, mécanique les consignes des *ancestors civilitas*, des dieux et de Dieu.

2.1.3. La parole proférée par Tchrêman : une vérité sacrale

Tout tambour parleur dont l'origine est sacrée, ne peut distiller que des paroles profondes, codées et même surcodées. Voici ce que dit l'*attoungblan* bron à ce sujet :

« <i>Kassa by a kassa</i>	« Pouce, si tu veux parler
<i>Kassa yè ya</i>	La parole est difficile
<i>Kassa kassa</i>	La parole est facile
<i>Kassa krongron</i> »	Si tu veux parler, parle clairement,

parle distinctement ».

Ibid :68).

La parole qui a un sens et que le membranophone *attoungblan* bron exprime par les termes "*kassa kongron*"¹⁵, n'apparaît dans des textes initiatiques oraux qu'après avoir été déployée, acceptée et reconnue par le corps social comme étant littéraire (respect des codes esthétiques et des valeurs éthiques) parce que contraire à la banalité du discours quotidien.

¹⁵ Ce verset 4 de la poésie médiatisée, intitulée « *kassa* » signifie « Qui veut parler / Doit parler clair / Et parler vrai ».

Dans l'exercice de ses fonctions, *kassaplékoun*, le tambour de devise bron de la divinité Tano impose à tout homme sérieux, de parler une fois et de n'avoir qu'une seule parole. Les tambours parleurs (*attounghlan* et de devises) qui ne disent que la bonne parole sont sacrés parce que sémantiquement et poétiquement pleine de sens. Une telle approche du statut de la parole, laisse découvrir le sens noble "cadenassé" de la littérature orale négro-africaine.

2.1.4. Totems, tabous et interdits à observer

Pour conserver ce statut et la splendeur poétique du message tambouriné, le tambourinaire est soumis à l'observation des interdits déclinés sous les formes de totem et de tabou. Les ethno-textes du tambour dont les sujets s'intéressent à tous les domaines de la vie sur la terre et à la mort, sont des dialogues entre des esprits mâle et femelle.

Les textes poétiques en question sont des sons dits de façon synchrone par le binôme représentant chacun un personnage dont la tonalité est particulière et distinctive. Les sons sont des codes qui ont des équivalents en langage tambouriné. Le tambourinaire, aussi longtemps qu'il demeure dans l'exercice de ses fonctions de poétisation des faits majeurs de sa société, a pour totem la viande du lézard, du crocodile et du toucan. Le tambour prononce les sept noms des sept jours de la semaine akan, mais ne dit pas les noms des jours de naissance des femmes.

Les tambours parleurs utilisent généralement des codes pour transmettre leurs messages que seuls les initiés peuvent déchiffrer. Ces messages sont symboliques dès l'instant où ils imposent une longue et profonde pensée à leurs récepteurs. C'est pourquoi aucun n'écart vis-à-vis de la norme n'est toléré afin de ne pas déformer leurs valeurs ancestrales et donc leurs rôles et fonctions.

2.2. Structure apparente des ethno-textes des tambours parleurs akan-bron

« Il faut entendre par structure apparente ou élémentaire, l'ensemble des composantes formelles (de la poésie tambourinée des Akan) manifesté hors analyse de contenu, d'histoire narrée » (M. Ano N'guessan, 1985 :159). Ce que l'étude structurale impose d'interroger, « ce sont les propriétés de ce discours particulier qu'est le discours littéraire. Toute œuvre n'est alors considérée que comme la manifestation d'une structure abstraite beaucoup plus générale, dont elle n'est qu'une des réalisations possibles » (Mihai Prop, 1970 :123).

Dans cette perspective, notre démarche structuraliste comporte deux étapes : identifier les éléments évanescents et permanents des textes puis déterminer la structure apparente à partir des éléments invariants autant que possible. Ainsi, en nous fondant sur le corpus constitué uniquement de

messages poétiques tambourinés des Bron, recueillis par Niangoran-Bouah et publiés dans *Introduction à la drumologie* (1981), on pourrait retenir ce qui suit :

-Tous les messages à transmettre ont une forme et un fond hiératiques reconnus et admis par la société des sages et des sachant.

-Toute séance tambourinée commence par une formule introductive identique : « *da da pin bó* » réitéré deux fois et suivie des versets suivants :

« <i>sè sè nansè</i>	« des murmures
<i>sè sè nansè</i>	des murmures
<i>me sè sè</i>	d'où viennent-ils?
<i>mèrè kassa</i> »	de moi, je vais parler » (Ibid, T1 et

T2 :38).

-Beaucoup de messages dits par le tambour parleur se terminent par une formule stéréotypée de clôture constituée par les versets finaux suivants :

« <i>Mou gnran, mou dié</i>	« De quelque pays que ce soit,
<i>Mou gnran, gnran, mou dié</i>	Ecoutez, écoutez et
<i>Mou dié nya, tchrèman bè kan</i> »	Méditez le message du tambour »

(T40 :55 et T44 :58).

-Dans la trame de l'histoire poétisée, on observe la récurrence de groupement de versets identiques au début (1), au milieu (2) ou à la fin (3) de la poésie médiatisée tambourinée. Ce sont :

- (1) *Da da pin bó* / Je vais parler
- (2) X où que tu sois (qui varie en / Quel que soit ton lieu de résidence) / Viens
Ou. X où que tu sois / Je t'invoque viens !
Ou encore. Le coq chante le matin / Le coq se lève / Et chante tôt le matin / J'apprends / Faites que je sache / tambouriner
- (3) De quelque pays que ce soit / Ecoutez, écoutez et / Méditez le message du tambour.

-A côté de ce que nous appelons (comparativement au conte) l'avant et l'après texte, nous observons, dans la trame proprement dite des ethno-textes tambourinés, un vivifiant rayonnement rythmique et une polarisation de la poétisation du référent.

2.3. Sens et fonctions idéologiques du tambour parleur akan-bron

Après avoir indiqué le sens des tambours parleurs akan-bron, nous en présenterons quelques fonctions idéologiques salutaires.

2.3.1. Du sens des tambours parleurs akan-bron

Nous sommes ici dans l'univers des messages transcodés médiatisés par les tambours parleurs, donc dans un système de représentation pour une

production dynamique du sens par programmation du message. Les sons émis représentent des idées et l'acceptabilité de leur signification découle d'un réglage ancestral du sémantisme, en fonction de l'idéologie sociale telle que manifestée et incarnée par une royauté soutenue par un noyau d'actant enfermé dans une société close.

De ce qui est susdit, le sens se développe et rayonne à partir d'un mimétisme humain, d'une saisie anthropologique fécondée par une ancestralité inébranlable car le tambour est la parole primordiale qui, selon l'Aboma de Pinango, est « *titisem, ti asem pa* ». Transcodés, ces sons signifient : « la parole primordiale est la parole de raison ».

Atchrèmansandia dit Eboua Kanzan ou Brafoù est tout membranophone qui parle, qui débite des messages fondamentaux immuables et sécurisés. Il est donc un puissant moyen de communication en vigueur dans la quasi-totalité des sociétés primitives ou modernes akan.

Le tambour parleur est un objet d'intérêt public. Il est la source d'une abondante et importante documentation authentique. En tant que le creuset d'un savoir colossal, il s'impose comme une institution présente en toutes les circonstances. Son rôle primordial est la défense et la promotion de l'idéologie des ancêtres fondateurs. Respecté et vénéré, il est partout, sans toutefois détenir le don d'ubiquité : ni en haut, ni en bas, ni au milieu.

Lesdites paroles tambourinées s'intéressent à tous les aspects de la vie. Mais avant tout, elles se préoccupent d'abord de la nature de ses propres dires qui sont des paroles divines incarnées et portées par Etchampon tin, tin¹⁶. Ce personnage mythique est le substitut d'*Odoumankaman Tchèrman*, le Dieu-tambour dont le nom varie selon les régions et les langues d'origine twi en *Edangan, Gamangaman, Odangaman, Anangaman ou Odoumunga*, c'est-à-dire l'Etre suprême, le créateur de tout. Evidemment, en tant que l'incarnation de la puissance numineuse divine, l'intercesseur entre l'omniscient, l'omnipotent et les vivants, sa présence est obligatoire dans toutes les activités vitales. C'est pourquoi, on l'interroge sur son absence et on implore sa présence en tout lieu et en tout temps afin qu'il impose son onction et son action salvifique à sa descendance. Voici les trilogies de versets placées soit au milieu, soit à la fin du poème et qui connaissent une très forte répétition traversant pratiquement tous les poèmes qui convoquent chacune d'elles :

« Où es-tu parti ? / Quel que soit ton lieu de résidence / Viens ! » (T3 : 39).

¹⁶ Selon la légende *asantié*, les descendants de l'honorable Opon Adjari Tchétchékou est un mystique serviteur de Dieu, un personnage dont l'image se trouve dans le disque lunaire. "Tin, tin" est une expression expansion de son nom qui lui est attribuée du fait de sa grande taille.

« Divin tambour / Où que tu sois / Je t'invoque, viens ! » (T11 : 41 ; T23 :46 et T47 :59).

« Nous allons te réveiller / Et faire en sorte / Que l'on t'entende » (T10 :40).

Le « tu » conatif est référentiel au "Dieu-pluriel" sollicité à travers ses démembrements pluridimensionnels et plurinominaux relatifs aux Etres, aux animaux, aux plantes et aux choses exceptionnels qui font et défont l'univers akan. Ainsi sont ciblés la biographie des rois, des chefs et leur contribution à l'histoire ; la connaissance du terroir ; la nature ; l'origine des peuples akan ; les éléments de leur flore et faune ; les armes de l'époque ; le commerce et les transactions. Tout cela laisse entrevoir leur philosophie existentielle, leur vision du monde, leur croyance religieuse et donc leur perspective de vie à travers les divisions du temps (les sept noms des sept jours de la semaine) et les hiérarchies sociales. Il s'agit donc des fonctions idéologiques des tambours parleurs.

2.3.2. Des fonctions idéologiques des tambours parleurs akan-bron

Au niveau des Etres humains, les différents tambours parleurs ont pour fonction de chanter leurs aspects mythiques et mystiques en évoquant, dans une perspective "anthropo-historique", les strates et les arcanes occultes ou ésotériques dans lesquels ils baignent afin de susciter respect et dévotion sempiternels. En nous référant à notre corpus d'étude, on a :

-*Odoumankaman*, le Dieu Tout-Puissant (T3 :39) dont les surnoms sont *Etchuin Diapon Gnamin*, (T27 :49) ou *Tchindiampon Gnamin* (T40 :55), la création; *Odoumankaman Boadiè* (T41 :56) ou *Edangaman Boadiè* (T43 :5), Dieu-le-créditeur.

-Ses substituts humains incarnant le Bien sont *Etchampon tin, tin* (T11 :41) ; *Boa Angaman*, l'ancêtre sacrifié pour la gloire de l'*attoungblan* (T14 :42) ; *Assa Kototré*, le pouce (T24 et 25 :48) ; *Assassi*, la déesse Terre (T36 :54) ; *Tchiamé*, le maître-de-parole (T45 :58) ; *Ossein*, le porte-parole (T46 et 47 :59) et *Kouranfouo*, le veuf (T64 :68).

Tous ces personnages mythiques sont au service des rois qui ont marqué l'histoire que relatent les tambours de devises et de dictons (T81 à 110) en évoquant leur illustre biographie. Et cela, sans passer sous silence celle des ennemis de Dieu que sont les représentants du Mal : génies, esprits et sorciers négatifs, *Bouswefwo* (T44 :58).

Ces actants humains, ci-dessus nommés, sont mis en rapport avec les forces salvatrices ou nuisibles, les éléments pertinents de la faune et de la flore (animaux, oiseaux, objets symboliques) ; de la cosmogonie et de l'atmosphère pour en montrer les dialectiques concordantes ou discordantes à travers des thèmes évocateurs : les interdits (T4 :39) ; le bienfait (T9 :40) ; le pouvoir (T17 :44) ; la mort (T42 :57) ; la guerre (T72 :72) etc.

Voici autant de matières sur lesquelles et autour desquelles se développe l'idéologie akan qui chasse l'impureté, le numineux impur pour chanter les vertus du Bien. On peut de ce fait affirmer que la drummologie est une discipline scientifique qui s'intéresse à des documents aussi vieux que le monde négro-akan et dont les contenus sont enseignés pour la gloire du peuple producteur.

Conclusion

Si un signe, au sens plus général, désigne un élément A qui représente un autre élément B, ou qui lui sert de substitut, alors les sons des tambours parleurs akan sont des médiums qui permettent de transcoder des messages poétiques civilisateurs. Et, c'est ce que ce travail s'est évertué à montrer. Ainsi, comprendre l'univers des tambours parleurs et des langages tambourinés porteurs de paroles poétiques symboliques est nécessaire, même si cette poésie particulière réservée à des "initiés profonds" est plus difficile à décoder.

Cette étude dégage d'abord les nombreuses difficultés nées du surcodage de cette poésie médiatisée et ruine les préjugés qui écartent le public de cet univers de la poétisation du référent par excellence. Elle explique l'origine divine du tambour parleur akan, présente ses totems, tabous et interdits à observer par le tambourinaire confondu au tambour. Celui-ci est, en réalité, un "instrument-être vivant sacré" qui présente différentes morphologies. Ensuite, ce travail s'est focalisé sur le statut du langage tambouriné, plus particulièrement sur le préalable discursif, sa structure apparente, ses sens et ses fonctions idéologiques.

A ce niveau, on peut affirmer que la parole proférée par Tchrêman est une vérité sacrée qui intéresse les chercheurs des arts des sciences humaines, des sciences politiques, du droit. Et pour cause, les tambours parleurs akan sont pluridisciplinaires car tout ce qui intéresse l'Homme le préoccupe et il en donne ses points de vue.

Explication des institutions, des attitudes et comportements vitaux normatifs ou déviationnistes par symbolisation, ancestratologie, déification, idéologisation, en somme tout ce qui participe à la saisie et à la découverte de la vision du monde des peuples cibles est mis en branle par la drummologie. L'échantillonnage des tambours parleurs akan-bron de notre corpus d'étude en est une exemplification qui permet d'affirmer que la drummologie est une discipline scientifique.

En effet, cet aspect de l'anthropologie pense à sauver l'Homme du gouffre dans lequel il est tombé sans le savoir. Connaître le statut de la parole médiatisée par les tambours parleurs, c'est découvrir l'essence de l'humain qui est humain, son présent et son avenir, à travers les hauts motifs de convenance,

ses caractères solennels et sacrés indispensables à la pérennité du *négro-africanicus* amant des membranophones civilisateurs.

Bibliographie

Corpus :

Niangoran-Bouah Georges (1981), *Introduction à la drumologie*, Abidjan, collection Sankofa, éditée par G.N.B.

Ouvrages :

Ano N'guessan Marius (1985), *Le conte traditionnel oral agni. Collecte, traduction, univers littéraire*, thèse d'Etat, Université de Limoge, Université de Limoge.

Carrington John F. (1974), *La voix des tambours*, Kinshasa, Edition CEDI.

Iwiyé Kala-Lobé (1975), *Dynamisme du langage tambouriné et de la palabre communautaire*, Dossier III. et IV., Civilisation noire et Education, Paris, Présence Africaine 95.

Fortes M. et Evans-Pritchard E. E. (1940), *African political system*, London, Oxford University Press, (traduction française, P.U.F., 1964)

Labouret H. et Schaeffner André. (1931), *Un grand tambour ébrié*, Bulletin du musée d'Ethnologie du Trocadéro, Paris.

Macquet Jacques (1966), *Les civilisations noires*, Paris, Marabout université.

Mihai Prop (1970), « La poétique du conte populaire », in *Semiotica II, Journal of the international Association for Semiotic studies*, II, 2, Paris, Edition Mouton, pp.115-123.

Nhetia J. H. (1963), *Drumming in Akan communities of Ghana*, London, Thomas Nelson and Sons Ltd.

Niangoran-Bouah Georges (1964), *La division du temps et le calendrier rituel des peuples lagunaires de Côte d'Ivoire*, Musée de l'Homme, Institut d'Ethnologie, Paris.

Paulme Denise (1966), « Première approche des Attié (Côte d'Ivoire) », Paris, Cahiers d'Etudes Africaines 21, vol. VI, 1^{er} Cahier, Mouton et Cie, pp. 86-120.

-(1971), *Classes et associations d'âge en Afrique de l'ouest*, Recherches en Sciences Humaines 35, Librairie Plon, Paris.

LES AMAS COQUILLIERS DE SONGON : VIVIER DE CONSERVATION PAR EXCELLENCE DES VESTIGES ARCHEOLOGIQUES DANS LE SUD DE LA CÔTE D'IVOIRE

N'Doua Etienne E'TTIEN

Unité Pédagogique d'Archéologie de l'Institut des Sciences Anthropologiques
de Développement (ISAD) Université Félix Houphouët-Boigny
Cocody-Abidjan- Côte d'Ivoire / ettienetienne@gmail.com

Résumé

Les amas coquilliers de Songon, à l'instar de ceux étudiés dans la sous-région ouest africaine (Sénégal, Mauritanie, Bénin, etc.) sont des dépôts meubles constitués en général de sables et de tests de mollusques. En Côte d'Ivoire, ces dépôts coquilliers sont considérés comme des décharges à ciel ouvert où a été entassée dans le temps la somme des rejets domestiques et éventuellement techniques d'une ou de plusieurs occupations humaines, et au sein desquels les vestiges testacés occupent une place prépondérante. La multiplication des travaux scientifiques sur ce phénomène archéologique de premier plan en Côte d'Ivoire côtière depuis des décennies, a permis de cerner leur origine, leurs différents ordres de constitution, leur organisation, et les espèces qui s'y trouvent ; en un mot, leur processus d'édification.

La présente étude réalisée sur trois (3) sites majeurs de Songon (les mieux conservés) que sont : Audoin Beugretto, Godoumé 2 et Songon Kassemblé 3, vient faire le bilan de l'ensemble du patrimoine archéologique mis au jour, aussi bien en surface, qu'en contexte stratigraphique.

L'étude montre une pluralité de vestiges archéologiques à savoir : céramique, lithique, scories de fer, porcelaine, ossements, etc. Elle donne de même, des pistes innovantes pour une meilleure conservation de ces sites coquilliers du pays qui jusque-là continu d'être pillés.

Mots-clés : *Amas coquilliers, Viviers de conservation, Vestiges archéologiques, Songon, Sud-Côte d'Ivoire.*

Abstract

The shell mounds of Songon, like those studied in the West African subregion (Senegambia, Mauritania, Benin, etc.) are loose deposits usually consisting of sands and shellfish tests. In Côte d'Ivoire, there shellfish deposits are considered as open dumps where the sum of the domestic and possibly technical discharges of one or more human occupations has been piled up over time, and in which the testaceous remains occupy preponderant place. The multiplication of scientific works on this leading archaeological phenomenon in Coastal Côte d'Ivoire for decades, made it possible to define their origin, their various orders of constitution, their organization, and the species which are there; in a word, their edification process.

The present study realized on three (3) major of Songon (the best preserved) that are: Audoin Beugretto, Godoumé 2 and Songon Kassemblé 3, comes to make the balance sheet of the whole archaeological inheritance brought out, as well on the surface, than in a stratigraphic context.

The study shows a plurality of archaeological remains namely: ceramic, lithic, iron slag, porcelain, bones, etc. In the same way, it gives innovative ways to improve the conservation of these shellfish sites in the country, which until then has continued to be looted.

Keywords: Shelly clusters, Preservation reservoir, Archaeological remains, Songon, South-Côte d'Ivoire.

Introduction

Les sites d'amas coquilliers, sont des décharges à ciel ouvert édifiés il y a plus de 1500 ans avant notre ère. Ils sont d'une importance capitale pour la connaissance de l'histoire des peuples côtiers. A Songon, ces amas coquilliers sont constitués d'une riche et importante culture matérielle archéologique aussi bien en surface qu'*in situ*. Ils représentent de ce fait, un véritable vivier de conservation de vestiges archéologiques de tout genre, qui nécessite d'être valorisé.

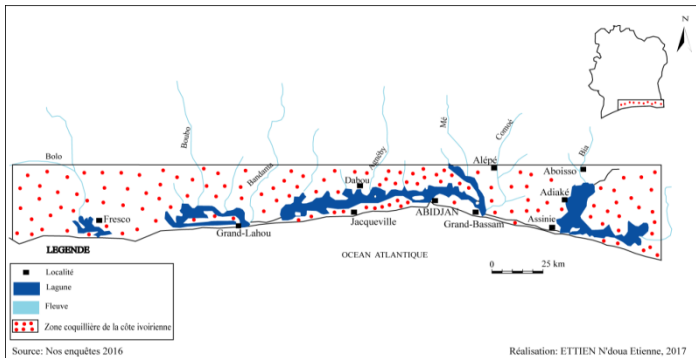
Les amas coquilliers qui étaient perçus par les populations locales comme des dépôts sauvages et donc sans intérêt scientifique, étaient utilisés dans l'entretien des pistes villageoises et dans l'aménagement des cours du fait de l'humidité du sol, surtout dans des zones lacustres comme Songon. Cependant, depuis quelques décennies, le pillage de ces sites va entraîner progressivement leur destruction avec leur riche patrimoine archéologique amenuisant ainsi, les ressources coquillières de la côte ivoirienne. Quels sont donc les types de vestiges conservés par les sites coquilliers à Songon ? Et quelle est leur importance pour l'archéologie ?

Pour cette étude, nous avons consulté une importante documentation aussi bien à la sous-préfecture de Songon, à la bibliothèque de la SODEMI, à l'ex-FLASH et à l'IHAAA. Aussi, les enquêtes de terrain ont-elles permises d'effectuer des ramassages de prospection (RP) et surtout de localiser les sites à fouiller. Ainsi, analyser la richesse archéologique des amas coquilliers de Songon dans le contexte sud côtier ivoirien revient à exposer la diversité des vestiges issus des coquillières de Songon tout en montrant l'importance de ces vestiges pour l'archéologie.

1. La côte à ivoirienne : une zone essentiellement coquillière

La côte ivoirienne concentre la quasi-totalité des amas coquilliers du pays (cf. Figure n° 1), soit 61/67 sites avec les superficies et les volumes des sites correspondant chacun à 1 326 635 m² et 1 163 050 m³ (KOUASSI, 2001 : 33-39). Les prospections confirment de ce fait la découverte de nouveaux sites coquilliers dans la zone de Songon¹⁷.

Figure n° 1 : La zone coquillière de la côte ivoirienne



Aussi, vue les informations recueillies, les cadres physique et humain de cette partie du pays contribuent-ils nécessairement à l'édification de ces amas coquilliers.

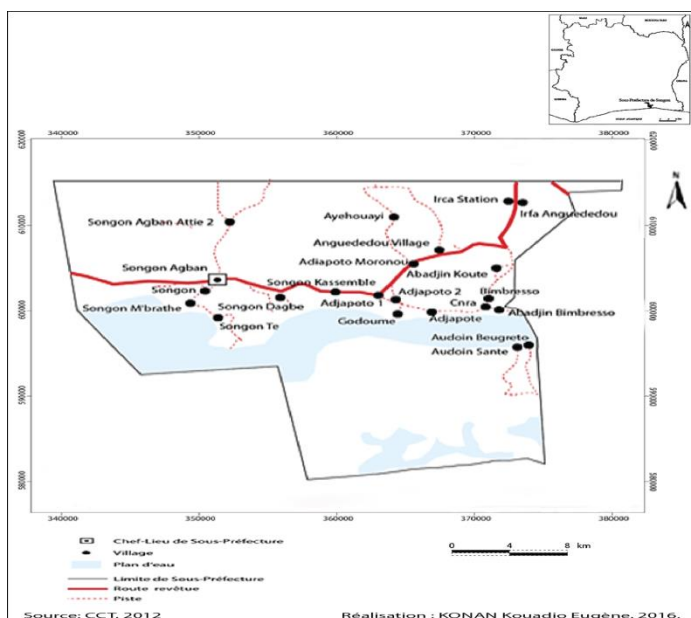
1.1. La particularité de la côte à Songon

La zone du pays située à l'ouest d'Abidjan, précisément entre (Abidjan et Dabou), recouvre une bonne part des sites d'amas coquilliers (cf. Figure n° 2) de Côte d'Ivoire (MAUNY, 1972 : 19). Un dépôt coquillier tel que considéré ici, est une décharge où a été entassée la somme des rejets domestiques et

¹⁷ Les différents Amas Coquilliers enregistrés peuvent être analysés dans l'espace en trois grands ensembles géographiques. Ceux-ci sont caractérisés par un regroupement aux alentours de la lagune Ebrié et de l'ensemble Aby et Tendo. Ce découpage permet de saisir leur ordre d'importance et les zones préférentielles de répartition des grands faluns. Ainsi, un ensemble de 61 localités avaient été évaluées avec plus ou moins de précisions avec des superficies et les volumes des sites d'amas coquilliers correspondants successivement à 1 326 635 m² et à 1 163 050 m³.

éventuellement techniques d'une ou de plusieurs occupations humaines, et au sein desquels les vestiges testacés occupent une place prépondérante qui le transforment en éléments encaissants, en sédiments (CHENORKIAN, 1983 : 2). La reconnaissance réside, d'une part, dans l'origine des sédiments et le rapport entre les éléments anthropiques et non-anthropiques qui les composent et, d'autre part, dans les caractéristiques de l'événement archéologique qui les a créés (CHENORKIAN, 2001 : 42-45).

Figure n°2 : La zone coquillière de Songon

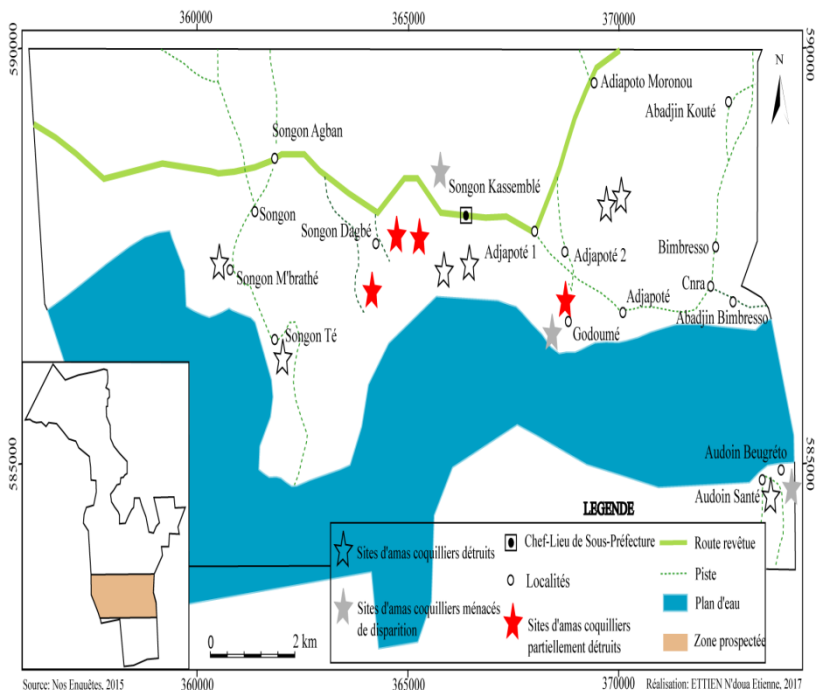


1.2. Les sites d'amas coquilliers de Songon

Le bilan sur le nombre de sites d'amas coquilliers à Songon prend en compte les résultats obtenus à la fin des prospections. Nous présentons les coquillères (cf. Figure n° 3), selon les sites anciennement connus et ceux qui n'avaient pas encore été répertoriés à l'issue des travaux des géologues de la

SODEMI, dans les années 1960. Notons tout de même, que les sites ayant complètement disparu ne figurent pas sur cette carte. Nous avons pris en compte seulement les 10 sites fonctionnels sur un peu plus d'une quinzaine de sites coquilliers à Songon.

Figure n°3 : Les sites d'amas coquilliers de Songon



2. Diversité des vestiges issus des coquillères de Songon

Les travaux réalisés sur trois (3) sites majeurs de Songon (les mieux conservés) que sont : Audoin Beugretto, Godoumé 2 et Songon Kassemblé 3, permettent de faire l'inventaire de l'ensemble du patrimoine archéologique mis au jour, aussi bien en surface, qu'en contexte stratigraphique. Ainsi, quatorze (14) types de vestiges archéologiques identifiés sont liés aux coquillères à Songon. Ils sont classés dans 3 grandes catégories que sont :

2.1. Les restes non manufacturés d'animaux

On retrouve les restes non manufacturés d'animaux en quantité considérable sur les sites de Godoumé et de Songon Kassemblé aussi bien en surface qu'en stratigraphie (ETTIEN, 2018 : 61). Ces vestiges sont composés en grande partie d'arrêts de poissons, de tests de mollusques, de restes de crustacés, etc (cf. Photos n° 1).

Photos 1: Restes non manufacturés d'animaux des amas coquilliers de Songon

a) Ossements



b) Arrêts de poissons



c) Tests de mollusques



Photos : ETTIEN N'doua Etienne, Juin 2015

2.2. Les restes de végétaux

Les restes de végétaux sont quantité faible sur l'ensemble des trois (3) sites sondés. Ils sont localisés à une profondeur n'excédant pas 60 cm et sont généralement bien conservés du fait des tests de mollusques (ETTIEN, 2018 : 61). Ce sont des restes de nourritures, de bois utilisés en construction ou en activités techniques, de graines, de tissus, de charbon de bois etc (cf. Photos n° 1).

Photos 2 : Restes de végétaux des sites coquilliers de Songon

a) Graines de palmes



b) Bout de tissu



c) Charbon de bois



Photos : ETTIEN N'doua Etienne, Juin 2015

2.3. Les produits de l'industrie humaine

On retrouve les produits industriels (céramiques, lithiques, ossements humains, ...) en surface comme en profondeur (ETTIEN, 2018 : 61-62). Ils sont composés de tessons de céramiques en abondance, de vestiges lithiques, de scories de fer, de porcelaines, de verres, en quantité plus réduite (cf. Photos n° 1).

Photos 3 : Vestiges de l'industrie humaine des sites coquilliers de Songon

a) Tessons de céramiques



b) Pierre polie



c) Scories de fer



Photos : ETTIEN N'doua Etienne, Juin 2015

3. Importance des vestiges des sites coquilliers pour l'archéologie

Bien que le phénomène coquillier ait été abondamment étudié en Côte d'Ivoire (1954-1986) tant par les Géologues de la SODEMI que par les Archéologues français, les investigations sur ladite thématique sont loin d'être achevées (KOUASSI, 2009 : 58). En outre, ces coquillères présentent un intérêt scientifique reconnu du fait qu'ils ont au cours des âges, servi d'emplacement de sépulture.

Aujourd'hui encore malgré leur état de conservation désastreuse, on y retrouve de nombreux témoins de productions humaines à travers des vestiges matériels intéressants à tout point de vue. Dans cet ensemble, l'archéologie peut s'exprimer valablement vu les différentes thématiques qu'elle développe autour de la question de la reconstitution du passé des populations côtières.

3.1. La pluralité des vestiges des amas coquilliers : une aubaine pour l'élucidation du passé de Songon

Les vestiges des amas coquilliers sont une aubaine pour Songon dans la mesure où ils peuvent autoriser aujourd'hui encore des études pluridisciplinaires impliquant diverses spécialisations (archéologie, géologie, paléontologie, environnement, etc). Les sables coquilliers de Côte d'Ivoire en général, ont fait l'objet de multiples analyses au terme desquelles, il est ressorti qu'ils renferment un calcaire de bonne qualité qui contribue fortement à l'excellente conservation des vestiges.

En somme, si les vestiges matériels archéologiques issus des sites de Songon, qui ont servi de base pour cette étude sont globalement dans un bon état de conservation, malgré leur enfouissement qui date de 2000 av. J.-C. à 1500 ap. J.-C. (MAUNY, 2001 : 33-39). Cet état est principalement dû au caractère calcifiant des sites coquilliers quand on sait, qu'il existe des cas de sites archéologiques notamment les sites côtiers, où le sol suffisamment acide, milite en faveur de la disparition totale des vestiges anthropiques. Les coquillères constituent de ce fait, des témoins par excellence de la période néolithique de la Côte d'Ivoire côtière en général et de la zone de Songon en particulier (ETTIEN, 2018 : 311).

3.2. Importance pour la reconstitution des savoir-faire techniques

La compréhension des aspects techniques de la production céramique dans la zone de Songon, repose en grande partie sur l'analyse des macro-traces en l'absence de preuves ethnologiques. Les techniques employées par les artisans de cette riche production ont fourni, sur la base d'une matière première sélectionnée de façon optimale, des récipients céramiques variés pour répondre aux différents besoins des populations (KOUASSI, 2011 : 75). L'étude des macro-traces observables sur les tessons de céramiques des sites permettent ainsi d'identifier les gestes qui ont été à la base des différentes opérations de façonnage à Songon.

Cette démarche a abouti à répertorier deux (2) techniques associées (le creusage de la motte et le colombine) lors de la fabrication des récipients. La mise en œuvre de ces techniques a joué un rôle déterminant dans la disponibilité en quantité et en qualité de poteries pour l'usage au quotidien des populations à la base de l'édification des coquillères de Songon.

3.3. Importance des vestiges pour l'histoire du peuplement

Fondamentale pour la compréhension des structures économiques de toute société, la céramique un des éléments majeurs des amas coquilliers à Songon, reste une source inépuisable pour l'archéologue et parfois constitue avec les tests de mollusques, la quasi-totalité des vestiges trouvés en fouille à Songon. Ces sites coquilliers sont importants, dans la mesure où, ils permettent en tant qu'élément-clé, d'élucider le contexte global du complexe archéologique de la zone côtière de Côte d'Ivoire. Ainsi, vu que la côte ivoirienne est une région coquillière, il est indéniable pour qui s'intéresse à cette région ivoirienne, d'avoir de prime abord une vision claire de ces amas coquilliers.

Les coquillères de Songon dans ce contexte, sont le témoignage des habitudes culinaires, des techniques des populations lagunaires et la preuve d'établissements humains plus ou moins complexes dans le temps dans cette région du pays. Le contenu de ces détritiques témoigne de la réalité au quotidien des populations qui les ont édifiés. Il semble donc essentiel d'analyser le contexte chrono-culturel en restituant l'importance des amas coquilliers qui se révèlent de fait, comme les sites "majeurs" de la Côte d'Ivoire côtière. Sans les amas coquilliers et en l'absence de tout témoignage oral pour l'étude de cette phase du passé des zones lacustres de Côte d'Ivoire, il n'existe pas de point d'ancrage (KOUASSI, 2007 : 395).

Dans une telle situation, la question de la chronologie de la zone côtière de Côte d'Ivoire en général et celle de Songon en particulier, ne peut être abordée que du point de vue des coquillères. Ainsi, les amas coquilliers de la Côte d'Ivoire côtière qui incluent ceux de Songon, remontent globalement au néolithique ou Late stone Age Phase II (3000 av. J.-C. à 500 ap. J.-C.). Cette Phase II débute peu après 3000 av. J.-C. On peut y distinguer quatre (4) faciès dont deux (2) très proches des sites coquilliers de Songon. Il s'agit, du faciès C côtier avec une économie adaptée à l'exploitation des ressources des lagunes et/ou des estuaires et du faciès D lié à l'environnement de la forêt qui lui connaît la poterie, la hache polie, mais ne possède pas de microlithes (SHAW, 1980 : 661).

Conclusion

Au terme de cette étude, nous avons pu établir un bilan des vestiges archéologiques trouvés sur les sites coquilliers de Songon, dont la portée pour la science et la connaissance du patrimoine archéologique des peuples côtiers, requière une attention particulière de la part de l'ensemble des populations locales, de la communauté scientifique et du gouvernement.

Ainsi en montrant la pluralité des vestiges des coquillères de Songon, l'intérêt principal est d'envisager un ensemble de stratégies en vue de la gestion durable des écosystèmes (amas coquilliers) qui constituent un véritable patrimoine et viviers incontournables, pour les recherches archéologiques en Côte d'Ivoire côtière.

C'est pourquoi, il serait important pour l'avenir, de multiplier les travaux dans la zone coquillière du sud de la Côte d'Ivoire afin de parvenir à une véritable sécurisation de ces sites qui tendent vers une disparition irréversible.

Bibliographie

CHENORKIAN Robert (1983) « Contribution d'une étude de malacofaune à la connaissance de l'économie des amas coquilliers et de la paléocéologie des lagunes de basse Côte d'Ivoire ». *S.e, Aix-en-Provence*, 19 p.

CHENORKIAN Robert (1988) « Identification des dépôts coquilliers anthropiques », *L'APMO*, Université de Provence, pp. 42-45

ETTIEN N'doua Etienne (2018) *La céramique des amas coquilliers de Songon (Sud-Côte d'Ivoire)*, *Edition Universitaire Européenne*, « thèse de doctorat unique », Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, 394 p.

KOUASSI Kouakou Siméon (2009) « Archéologie du site coquillier en danger de Songon Kassemblé (Sud côtier de Côte d'Ivoire) : premiers résultats des prospections et de l'étude des vestiges céramiques », in *Annales de l'Université de Lamé*, Série. Lettres, Tome XXIX-1, p.53-59

KOUASSI Kouakou Siméon (2001) *Inventaire, identification, typologie et évolution des amas coquilliers des origines à nos jours*, « mémoire de maîtrise », non publiée, Université de Cocody, Abidjan, 137 p.

KOUASSI Kouakou Siméon 2011) « Artisanat traditionnel en Côte d'Ivoire : tableau synoptique de la céramique de la zone lagunaire et coquillère (Grand-Bassam - Grand-Lahou) », in *Revue Ivoirienne d'Histoire*, N°18, p. 74-85

KOUASSI Kouakou Siméon (2007) *Archéologie de la Côte d'Ivoire côtière (Grand-Bassam - Grand-Lahou)*, « thèse nouveau régime », non publiée, Université de Cocody, Abidjan, 533 p.

MAUNY Raymond (1972) « Contribution à la connaissance de l'archéologie préhistorique et Protohistorique ivoirienne », in *Annales de l'Université d'Abidjan*, série I (Histoire), T I, pp.11-32

SHAW Thurstan, (1980) « Préhistoire de l'Afrique occidentale » in KI-ZERBO Joseph (dir.), *Histoire générale de l'Afrique, Vol. I. Méthodologie et préhistoire*, Chapitre 24, Paris, Jeune Afrique/Stock et Unesco, pp.641-668

DETERMINANTS SOCIOECONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA MIGRATION VERS L'EUROPE DES JEUNES ARTISANS DE LA FERRAILLE D'ABOBO (CÔTE D'IVOIRE)

N'DRI Kouamé Abou, ADAMAN Sinan, Université Peleforo Gon Coulibaly
de Korhogo (Côte d'Ivoire), [ndri22kouame@gmail.com/](mailto:ndri22kouame@gmail.com)
sinanadaman@yahoo.fr

Résumé

En Côte d'Ivoire, les jeunes se déplacent de plus en plus vers l'Europe en passant par la mer méditerranéenne. Chaque mois, ce sont plusieurs jeunes ivoiriens qui prennent le risque et bravent tous les obstacles de l'immigration clandestine pour arriver aux frontières italiennes. Parmi ces migrants, les plus nombreux sont les jeunes artisans, particulièrement les ferrailleurs de la commune d'Abobo. Le départ en masse de ces jeunes artisans de la ferraille vers l'Europe s'explique par plusieurs facteurs dont cette étude se porte d'en donner quelqu'un. Ainsi, à partir d'une approche qualitative, un guide d'entretien a été adressé à 32 artisans et 2 focus group composés de 8 personnes chacun. En plus, 10 acteurs institutionnels ont été interrogés. Au terme de cette étude, il ressort que la représentation positive de l'Europe (le continent où l'on peut réaliser facilement son rêve), l'attitude des migrants de retour au pays, l'incertitude liée au secteur informel ainsi que le contexte politique à l'aube des élections 2020 en Côte d'Ivoire sont entre autres les facteurs explicatifs du déplacement massif des jeunes artisans de la ferraille d'Abobo vers l'Europe.

Mots clés : Immigration clandestine, artisans, mer méditerranéenne, Abobo, ferrailleurs

Abstract

In Côte d'Ivoire, young people are increasingly moving to Europe via the Mediterranean Sea. Every month, several young Ivorians take the risk and brave all the obstacles of illegal immigration to reach the Italian borders. Among these migrants, the most numerous are young craftsmen, particularly scrap metal workers in the municipality of Abobo. The mass departure of these young scrap metal craftsmen to Europe is explained by several factors that this study is likely to give someone. Thus, using a qualitative approach, an interview guide was sent to 32 craftsmen and 2 focus groups of 8 people each. In addition, 10 institutional actors were interviewed. At the end of this study, it appears that the positive representation of Europe (the continent where one

can easily realize one's dream), the attitude of returning migrants, the uncertainty linked to the informal sector as well as the political context on the eve of the 2020 elections in Côte d'Ivoire are among other factors the factors explaining the massive displacement of young scrap metal artisans from Abobo to Europe.

Keywords: Illegal immigration, craftsmen, Mediterranean Sea, Abobo, scrap metal workers

Introduction

Les migrations constituent un facteur de développement majeur pour les pays d'origine des migrants (transferts des fonds) (Nanga, 2016). D'après l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le nombre total de migrants internationaux s'élèverait, en ce début de siècle, à 175 millions de personnes environ (réfugiés compris), soit 2,9 % de la population mondiale. Encore majoritairement alimentés par l'Europe dans les années 1950, les flux migratoires ont connu de profondes mutations et proviennent aujourd'hui massivement du monde en développement. En tête des principaux pays pourvoyeurs de migrants figurent la Chine, avec une émigration nette de 380.000 individus par an sur la période 1995- 2000, suivie du Mexique, des pays du sous-continent indien (Inde, Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka), des Philippines, de l'Indonésie, de l'Egypte, de la Turquie et des pays du Maghreb (Maroc, Algérie) (Nations Unies, 2002).

Bien qu'absents de la liste, les pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas en reste. En effet, les flux d'émigrants en provenance de l'Ouest ou de l'Est est d'autant importants que le continent africain est placé parmi les continents à fort taux de migration. A titre d'illustration, le taux d'émigration nette annuel moyen sur la période 1995-2000 est de 6,2 ‰ pour la Guinée ; 5,5 ‰ pour le Burkina Faso ; 4,7 ‰ pour le Mali et 3,4 ‰ pour le Lesotho (Nanga, 2016). En se plaçant dans une perspective de longue période, la pression migratoire devrait non seulement continuer de s'exercer, mais également fortement s'accroître, notamment en Afrique (Hatton et Williamson, 2002). Dans ces conditions, la lutte contre le phénomène migratoire et surtout la migration clandestine s'impose en fin de compte aux Etats car cette lutte constitue un enjeu sécuritaire d'ordre majeur (Nanga, 2011)

Cette migration clandestine s'observe également en Côte d'Ivoire où les jeunes se déplacent de plus en plus vers l'Europe en passant par la mer méditerranéenne. Chaque mois, ce ne sont pas moins de 1500 ivoiriens qui prennent le risque et bravent tous les obstacles de l'immigration clandestine

pour arriver aux frontières italiennes (MIES, 2016). Parmi ces migrants, les plus nombreux sont les jeunes artisans, particulièrement les ferrailleurs du district d'Abidjan, avec plus de 25 départs journaliers, soit plus de 750 départs par mois (enquête de terrain, 2019). Pour freiner ce phénomène, l'Etat mis en place des mesures qui consistent à sensibiliser la jeunesse avec l'implication du corps préfectoral et surtout la mise à la disposition de ces jeunes de fonds destinés au financement des projets par le canal de l'Agence Emploi Jeune. En plus, l'Etat offre des facilités pour la création des entreprises par la mise en œuvre de l'article 4 du Décret N° 2012-867 du 06 septembre 2012 portant création du **CEPICI**, en tant que Guichet Unique de l'investissement direct en Côte d'Ivoire. Cette structure fédère, coordonne et rationalise l'ensemble des initiatives et actions gouvernementales en matière de promotion des investissements (Journal officiel, 2012).

Malgré toutes ces actions de l'Etat, les jeunes artisans ivoiriens, notamment les ferrailleurs de certaines communes d'Abobo s'adonnent toujours à la migration clandestine vers l'Europe. Car comme, ils le disent” *mieux vaut mourir en mer que de vivre la misère dans son propre pays*”. Comment peut-on expliquer ce déplacement massif des jeunes ferrailleurs vers l'Europe en contexte de lutte contre l'immigration clandestine ? Autrement dit, quelles sont les déterminants socioéconomiques et politiques qui rendent compte de ce déplacement des jeunes ferrailleurs vers l'Europe? Et quelles en sont ses implications sur le pays d'origine ?

L'objectif de cette étude est d'analyser les facteurs socioéconomiques et politiques qui expliquent la persistance du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire et les implications qui en découlent.

1- Méthodologie

Cette étude est purement qualitative. Elle s'est effectuée dans la commune d'Abobo sur la période allant du 06 au 27 février 2019 auprès des artisans de la casse d'Abobo. Ainsi à l'aide de guide, nous avons eu des entretiens individuels et des focus groups. Au total, nous interrogé 32 artisans (un nombre obtenu sur la base de saturation) et organisé deux focus groups de 8 personnes notamment un avec les propriétaires de magasins et l'autre avec les démarcheurs. Le choix de ces deux catégories d'acteurs se justifie par le fait qu'il existe une interaction entre ces 2 acteurs autour de la commercialisation. Nous avons également interrogé 10 acteurs institutionnels tels des travailleurs de Office International de la Migration (OIM) et le ministère de l'intégration et

des ivoiriens de l'extérieur. Cette phase de collecte des données s'est faite avec des dictaphones et par des prises de notes complétée par une revue documentaire des ouvrages afférents à cette thématique. Compte tenu du fait que cette activité est exclusivement pratiquée par les hommes en Côte d'Ivoire, la problématique genre dans le choix des enquêtés ne s'est posée.

Après la collecte des données, nous avons par la suite procédé à la transcription tout en restant fidèle au contenu du discours des enquêtés. L'analyse des données s'est faite conformément aux objectifs de l'étude en s'appuyant sur la théorie du choix rationnel (TCR). Les individus sont vus comme des acteurs qui choisissent au mieux de leurs intérêts entre des alternatives, même si des contraintes et des structures restreignent les choix possibles (Haug, 2008). La recherche a néanmoins ultérieurement complexifié l'image d'un artisan rationnel qui chercherait uniquement à maximiser son utilité. (Wolpert, 1965) décrit ainsi un acteur qui chercherait à « satisfaire » un besoin et non pas à le « maximiser ». La recherche d'une destination migratoire prendrait ainsi fin une fois une destination acceptable trouvée, sans nécessairement que l'ensemble des destinations possibles soient examinées. Les fondements théoriques de cet élargissement conceptuel renvoient à la notion de « rationalité limitée » (*bounded rationality*) développée quelques années auparavant (Simon, 1955 ; 1957). Ils ouvrent la voie à la prise en compte de nombreux facteurs non directement liés au salaire dans la théorie des migrations et à l'idée d'un processus de prise de décision qui s'étale sur une certaine durée et implique un certain nombre d'étapes et d'acteurs.

2- Résultats

La migration des jeunes artisans de la ferraille vers les pays occidentaux par la mer méditerranéenne est au cœur des débats en Côte d'Ivoire. En effet, chaque jour de nombreux jeunes artisans bravent le risque et s'adonnent à la traversée de la mer pour espérer se retrouver sur les côtes italiennes en vue de s'établir en Europe. Cette traversée qui parfois émaillée de plusieurs pertes en vie humaine à cause de l'état non conventionnel des moyens de transport utilisés, suscitent des réflexions afin de comprendre les profondes motivations de ces artisans de la casse d'Abobo, des potentiels candidats à la migration. Ces motivations se perçoivent à travers plusieurs facteurs qui se résument comme suit :

- ✓ Les questions de représentations de l'Europe
- ✓ Attitude des migrants de retour au pays:
- ✓ Le ménage comme facteur de prise de décision de migrer des jeunes artisans
- ✓ Les contraintes du secteur l'informel

- ✓ Le contexte socio politique ivoirien à l'aube des élections de 2020

2-1-La représentation de l'Europe par les artisans de la ferraille

Les jeunes ferrailleurs de la casse d'Abobopensent que l'Europe est un lieu de *réussite certaine* mais surtout de la réalisation de ses rêves. Certains de ces jeunes perçoivent l'Europe comme le *paradis sur terre*. Cette manière de percevoir l'Europe s'est renforcée d'avantage avec l'émergence des réseaux sociaux par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Sur ces réseaux, des jeunes vivants dans les pays d'Europe font miroiter des images d'une Europe qui fait beau vivre où chacun à la possibilité d'avoir selon eux, un « *jossi* » qui signifie un boulot. Ces images diffusées qui en réalité sont loin de la réalité du vécu au quotidien par les populations contribuent à la construction d'un imaginaire auprès des jeunes. De sorte que ces jeunes ont tendance à penser que toutes les conditions pour une vie meilleure se trouvent à l'étranger notamment en Europe. Et que seul le recours à la migration permet d'y accéder comme le témoigne un agent d'OIM « *Il est difficile de canaliser nos jeunes car ils sont enivrés par les belles images de l'Europe via les réseaux sociaux. Les migrants que nous recevons après leur rapatriement veulent toujours repartir pour découvrir l'Europe* ». La migration clandestine est, de fait, alimentée par une forme d'idéalisation de l'Europe. C'est d'ailleurs ce qui ressort des propos d'un jeune artisan pendant nos enquêtes de terrain :

« Moi, je ne suis pas allé à l'école. Ce que je sais faire, c'est la mécanique. Et comme ça ne marche pas, je suis devenu ferrailleur pour espérer avoir de l'argent. Mais, jusque là c'est très dur car rien ne marche. Si je grouille pour arriver en Europe, je pourrai avoir un boulot et réaliser mes rêves. La plupart de nos amis qui sont partis ont réussi. Ils ont construit des maisons ici au pays. Ils ont aussi de belles voitures labà or moi je n'ai rien. En Europe, on peut s'en sortir. Donc j'irai par tous les moyens. L'essentiel, je dois y arriver. Ceux qui meurent en route, c'est leur jour qui est arrivé ».

Dans l'optique donc de vouloir se réaliser et de bénéficier la grâce de l'Europe, les jeunes artisans ne mesurent plus les risques probables de leur départ mais ils s'adonnent à une idéologie populaire selon laquelle « *on meurt lorsque son jour est arrivé* ». De ce fait, selon ces potentiels candidats à la migration, la mort est partout même dans son lit comme le soutient ce enquêté :

« On peut rester sur place sans partir et mourir tout comme on peut partir et mourir mais dans tous les cas c'est ton jour qui est arrivé. Mais je préfère mourir en Europe, un paradis sur terre que dans un pays où j'ai perdu espoir et l'envie de vivre à cause des difficultés quotidiennes ».

A l'analyse ces propos, rien ne peut freiner pour le moment cette détermination de ces jeunes artisans de la ferraille dans leur projet de départ quoi que l'Etat ivoirien ait mis en place des politiques de financement des projets jeunes comme le souligne ce travailleur de l'emploi jeune : *« L'Etat ivoirien fait des efforts pour pouvoir canaliser nos jeunes avec la mise des politiques qui doivent logiquement inciter les jeunes à entreprendre. Mais ce que nous constatons c'est la volonté des jeunes de migrer vers l'Europe au risque de leur vie. C'est dommage ! »*. Malgré la facilité de créer des entreprises grâce à la mise en place du guichet unique CEPICI par l'Etat ivoirien, ces jeunes sont restés fidèles à leur projet de départ en occident. Un projet de départ marqué par les questions de représentation qu'ils se font de l'Europe. Cette représentation est par la suite renforcée par l'attitude des migrants de retour au pays.

2-2-Attitude des migrants de retour au pays:

De retour au pays, la plupart des migrants ne retournent plus dans la cour familiale encore moins dans leur quartier d'origine. Ils logent dans les hôtels de luxe du fait des appréhensions qu'ils ont du cadre familial. Un cadre jugé parfois encombrant par ces jeunes de retour au bercail. Ce retour est marqué par un dispositif d'accueil impressionnant comme le dit ce enquêté :

« J'ai participé à l'accueil d'un ami qui revenait de la France. Je vous assure, tous ces parents étaient là. Et il a été accueilli comme un prince. Tellement son accueil était beau, ça m'a fait changer d'idée. Je veux maintenant aller en Europe quelque soit la manière. Là-bà, je peux gagner ma vie ».

Le rêve de certains jeunes artisans de vivre ces moments d'intenses de joies, participe à une prise de décision quant à leur maintien ou leur départ du pays. En fin compte, ces jeunes décident de migrer en Europe non seulement pour leur bien-être mais aussi pour avoir une considération dans le tissu social à leur retour au pays comme le dit ce enquêté :

« Actuellement, je ne suis pas considéré par mon entourage. Mais dès qu'ils apprendront que je suis allé à Bingue, ils voudront tous causer avec moi par les réseaux sociaux. Ils seront également prêts à me réserver un accueil chaleureux ».

Le regain de confiance et le repositionnement familial et social du migrant à son retour au pays constituent un motif de départ soit pour les autres membres de la famille et surtout pour l'environnement social immédiat d'une part.

D'autre part, les liens sociaux au sein des ménages connaissent des modifications vis-à-vis des différents acteurs. Ces liens se perçoivent par le

mépris du jeune resté sur place au profit de celui qui a bravé tous les risques pour se retrouver en Europe. De sorte que la prise de décision de migrer se dégage sous la pression du ménage.

2-3-Le ménage comme facteur de prise de décision de migrer des jeunes artisans

Si la prise de décision est parfois réduite à une échelle individuelle, il est tout de même important de replacer l'acteur dans le contexte décisionnel plus large du foyer, ou même de la communauté de référence. Les coûts et bénéfices, tout comme les probabilités de succès ou d'échec, sont en effet calculés par l'individu ainsi que l'ensemble du ménage. Et donc, la décision de migrer sort dès lors d'une concertation familiale. C'est pourquoi la prise en compte de la structure familiale devient très importante. La probabilité de migrer peut ainsi différer en fonction du rang dans la fratrie, l'aîné pouvant par exemple être appelé à rester au pays pour se marier et assumer le rôle de chef de famille tandis que son cadet entreprendra une migration.

Cette pression familiale devient plus forte lorsqu'il est question des familles polygames. Dans ce cas, chaque mère constitue l'actrice principale de la prise de décision de son fils au nom de concurrence familiale avec comme argument soutenu par une mère : *« Va en Europe, comme ça tu auras de l'argent pour me faire partir à la Mecque comme l'enfant de l'ami de ton papa »*.

Quand on sait que dans la plupart des communautés ivoiriennes plus particulièrement chez les malinkés, l'enfant est de plus attaché à sa mère. De ce fait, s'opposer à une décision de cette dernière suppose que l'enfant est entrain de renier la maternité. Une situation qui pourrait porter des préjudices à cet enfant au point qu'il peut se retrouver dans la rue pour avoir désobéi sa mère comme le dit ce jeune enquêté :

« Je suis d'une famille polygame. Mon père a deux femmes et 15 enfants. Le 5ème enfant de la rivale de ma mère qui est promotionnel à moi est parti en Europe. Quant à moi, je n'ai jamais nourris l'idée de partir. J'ai voulu rester pour m'occuper de la famille. Mais depuis l'année passée, mon frère a fait partir sa mère à la Mecque. Je vous assure que depuis ce moment, ma mère ne fait que me mettre la pression de partir en Europe sinon elle va me renier. Pour ne pas être en palabre avec ma mère que j'aime beaucoup, j'ai décidé de partir. Depuis que j'ai pris ma décision, elle ne fait que me faire des bénédictions. Je suis déterminé plus que jamais à partir par tous les moyens car comme le dit ISMAL Isaac dans sa chanson " je préfère mourir en mer que d'avoir honte devant ma mère". Ne pas partir, c'est accepter d'aller dans la rue et d'avoir honte. »

En réalité, la prise de décision de départ du jeune est fortement influencée par la mère à tel enseigne que ce dernier se trouve dans une situation où il n'a plus de décision. La seule décision, c'est celle de sa mère. Ce dernier décide enfin de partir en Europe pour son bien être et celui de sa mère. Cette décision devient définitive quand ce potentiel migrant se rend en fin de compte que le secteur informel dans lequel il exerce ne lui permet pas d'avoir des revenus substantiels pour le bien être familial.

2-4- Quand l'informel contraint les jeunes artisans à la migration

Le secteur informel est l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de législation pénale, sociale et fiscale ou qui échappent à la Comptabilité Nationale. Il est également l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale, et donc à toute régulation de l'Etat. Dans tous les cas, les deux définitions se rejoignent car elles soulignent l'idée de fraude. En générale, on peut dire que le «secteur informel» se réfère à l'activité économique en dehors de la réglementation étatique.

Dans presque tous les pays en développement, le secteur informel se compose d'un large segment du marché du travail caractérisé par des faibles niveaux de capital, des faibles compétences, de la difficulté à accéder aux marchés organisés et à la technologie, les revenus faibles et instables ainsi que des mauvaises et imprévisibles conditions de travail. En outre, le secteur informel doit être clairement démarqué des activités économiques illégales telles que le commerce des drogues, le crime organisé ou le marché noir. Dans son ensemble, le secteur informel constitue selon les jeunes artisans de la ferraille, un secteur où les incertitudes de réussite sont très élevées.

2-5- Les incertitudes de réussite dans le monde de l'informel

Dans l'imaginaire populaire des ferrailleurs de la casse d'Abobo, le secteur informel offre une réussite incertaine du fait des faibles revenus. Cette perception des jeunes artisans trouve tout son sens dans un adage malinké qui dit « *tous les métiers des doigts ne procurent pas la richesse* (Par exemple, la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique etc.) ». En conséquence, compte tenu de la difficulté d'accès au marché de l'emploi, ces jeunes artisans s'adonnent à cette activité dans l'optique d'avoir de l'argent pour espérer aller à l'aventure, seule voie de réussite, selon eux, pour des jeunes déscolarisés et parfois analphabètes. Dans leur entendement, l'école s'avère la voie certaine et idéale de réussite même s'il existe certains diplômés qui sont au chômage. Une situation de chômage que ces jeunes artisans qualifient de temporaire car d'un moment à l'autre, ce diplômé peut devenir un haut cadre dans le futur. Pour illustrer ces propos, un jeune artisan soutient que :

« Pour espérer avoir un bon travail en Côte d'Ivoire, il faut aller à l'école. Sinon, le métier que je fais est incertain. Aujourd'hui, j'ai des clients mais demain n'est pas sûr. Je vis du jour au jour. Il arrive des moments où je suis obligé de prendre mon capital pour payer mon magasin et même mon loyer. Dans ces conditions, combien je peux économiser surtout que j'ai des charges familiales. C'est vraiment difficile pour nous artisans. Il est mieux pour nous d'aller à l'aventure. Labà, tu laves assiette mais tu gagnes beaucoup d'argent. Avec cet argent, tu peux aider ta famille au pays. C'est pourquoi mes parents m'encouragent de partir me chercher en Europe ».

C'est l'une des raisons pour lesquelles certains parents mobilisent une bonne partie de leurs ressources afin de financer les projets migratoires de leur enfant, malgré les dangers considérables que présente la migration. Du fait de cette situation économique et sociale extrêmement précaire, notamment pour les jeunes artisans, la migration s'impose comme étant l'alternative la plus crédible vers la réussite, peu importent les risques car selon eux, le risque est plus grand à l'aube des élections de 2020 du fait des tensions politiques actuelles en Côte d'Ivoire.

2-6- Le contexte politique ivoirien à l'aube des élections 2020

Une des causes de la migration des jeunes artisans est bien sûr l'injustice sociale et la grande précarité. En effet, depuis la crise post-électorale de 2010, les jeunes ivoirien notamment les artisans de la ferraille d'Abobo ont subi de nombreuses pertes tant au niveau matériel que humain. Pour cela, ils sont marqués à jamais par les conséquences négatives des conflits dont l'origine est la politique. Aujourd'hui, le débat politique en Côte d'Ivoire laisse entrevoir un spectre de conflits en 2020 du fait des tensions de plus en plus visibles entre les acteurs de la politique ivoirienne. En plus des discordes entre les acteurs, il existe des conflits communautaires en à point finir dans le pays. Autant d'indicateurs qui créent des doutes sur la stabilité à l'aube de 2020. Ainsi, pour ne pas revivre les atrocités de la crise postélectorale de 2010, ces jeunes artisans ferrailleurs préfèrent dès maintenant quitter le pays pour s'établir en Europe car selon eux, toutes les élections sont à craindre en Côte d'Ivoire. C'est d'ailleurs ce qui ressort dans les propos d'un enquêteur :

« J'ai peur des élections de 2020. J'ai peur car tout peut arriver. Je remarque que ni la population ni les hommes politiques n'ont pas tiré de leçons de ce qui est arrivé en 2010. Dans ces conditions, ces élections risquent de créer des problèmes en Côte d'Ivoire. Moi, pour ne pas vivre cela, je préfère quitter le pays avant 2020. Je vais partir par tous les moyens car on est fatigué des politiciens. Ces genres-là veulent tous le pouvoir pour devenir riche. Quand je

pense à ça, je ne veux plus rester ici car mourir en mer est mieux que mourir par les armes ».

La lutte pour le pouvoir et l'accès aux richesses des hommes politiques a ouvert des conflits entre les ivoiriens au point que la plupart des ivoiriens est dans l'incertitude en ce qui concerne les élections de 2020 malgré les assurances du gouvernement en ces termes « *en 2020, il n'aura rien* ». Malgré cette assurance de l'Etat, la Côte d'Ivoire est marquée par une série de violences qui est en train de devenir le mode usuel des relations sociales dans le pays. Pour échapper à ces violences, ces jeunes artisans ont trouvé comme solution la migration vers l'Europe. Ce départ de jeunes artisans ivoirien vers l'Europe a sans doute des implications sur la société ivoirienne dans sa totalité.

2-7- Implication de la migration sur le pays d'origine

Les implications du départ des jeunes ivoiriens particulièrement des artisans de la ferraille vers l'Europe se perçoivent à deux niveaux.

D'une part, dans un pays qui aspire au développement durable, la question du capital humain s'avère important. De ce fait, quand un ivoirien part du pays, quel que soit les raisons ou les motivations, c'est une perte pour l'ensemble du corps social car l'aventure n'offre pas obligatoirement un avenir certain comme le soutiennent nos enquêtés. Le pays se vide de sa population active, censée de mettre sa force au service du développement. Dans ces conditions, les forces productives sont réduites, les politiques agricoles sont mises en mal à cause du manque de la main d'œuvre locale. En somme, c'est le développement de la Côte d'Ivoire qui peine à décoller car la jeunesse d'un pays constitue la force pour son développement. Il faut reconnaître toutefois qu'il existe des aspects positifs liés à la migration.

D'autre part, la migration revêt des aspects positifs pour le pays d'origine. En effet, les migrants contribuent non seulement au développement de leurs localités mais également mettent à la disposition de l'Etat les connaissances acquises à l'étranger. Ce transfert de connaissance est capital pour nos pays africains notamment la Côte d'Ivoire en proie de capital humain pour son développement.

3- Discussion

Les résultats de l'étude révèlent le poids des représentations sur l'attitude des jeunes artisans face à la migration. Dans l'imaginaire populaire de ces jeunes, l'Europe est idéalisée au point de penser que là-bà, il n'existe pas

pauvre. Cette idéalisation de l'Europe à travers les réseaux sociaux contribue fortement à la migration. C'est dans cette optique que Ngom dans une étude sur les dynamiques migratoires au Sénégal soutient que tant que les mirages télévisuels de vie riche et facile, qui font rêver les jeunes de Casamance, ne seront pas compensés par des actions en faveur du développement de cette région, les jeunes continueront à émigrer clandestinement, quelle que soit la dangerosité de ces voyages (Ngom, 2017).

En plus de ces questions de représentations, la taille de la famille, l'âge, le sexe et l'étape dans le cycle de vie des membres mais aussi les modèles de parenté (famille nucléaire ou élargie, etc.) influencent la disposition, les motifs et les attentes face à la migration (Harbinson, 1981). Dans un contexte où la décision de départ transcende la décision individuelle, la famille s'avère d'une importance capitale comme l'attestent les résultats de notre étude. En effet, loin d'être le pivot dans la prise de décision, c'est la mère qui incite le jeune à partir en Europe pour un lendemain meilleur pour toute la famille. La décision donc migrer devient de ce fait une affaire familiale plutôt qu'individuelle.

Au-delà de l'influence de la famille sur la prise de décision de migrer en Europe, les résultats de l'étude révèle également que le secteur informel offre une réussite incertaine du fait des faibles revenus. C'est dans ce sens que selon le rapport de l'organisation mondiale du travail, ce secteur bénéficiant d'un faible accès au financement, les entreprises informelles ont moins d'occasions d'investir et de ce fait, ont un niveau d'intensité capitalistique faible et donc de productivité réduite (OIT, 2017). Cette faible productivité du secteur informel occasionne une vulnérabilité des artisans de la ferraille d'Abobo qui pour la plupart constitue des potentiels candidats à la migration au risque de leur vie.

Quant au contexte politique, il faut noter que les conflits armés récurrents et les incertitudes des élections dans les pays africains incitent les jeunes à quitter leurs pays. C'est le cas des jeunes artisans de la ferraille déterminés à aller en Europe à cause du contexte politique actuelle qui jette des incertitudes sur les élections de 2020. Et comme le démontre Imani, la seconde cause de migration est bien sûr l'injustice sociale et la grande précarité. Pour lui, la lutte pour le pouvoir et l'accès aux richesses a ouvert des conflits intérieurs et extérieurs de plus en plus dévastateurs. Un Africain sur cinq vit une situation de guerre ; et la violence est en train de devenir le mode usuel des relations sociales entre cadets et aînés, riches et pauvres, ethnies et religions différentes (Imani, 2014).

La migration revêt des aspects positifs comme le démontre bien nos résultats. De retour au pays, certains constituent des valeurs sûres pour le

développement de leurs pays d'origine. Ces résultats vont dans le même sens que ceux trouvés par Domingues Dos Santos et Postel-Vinay en 2003. Ces deux montrent que lorsque les travailleurs d'un pays en développement ont la liberté d'émigrer où ils veulent et pendant la durée qu'ils veulent, certains font le choix rationnel de ne migrer que temporairement. Les deux auteurs montrent alors que la diffusion des connaissances qu'ils ont acquises à l'étranger et qu'occasionne leur retour favorise la croissance du produit par tête et, ainsi, réduit l'incitation à émigrer.

Quant aux aspects négatifs de la migration, le départ des jeunes vers l'Europe participe à la perte de la population active au service du développement et fait subir à l'Etat un retard dans son développement. Conformément aux résultats de cette étude, la littérature s'est attachée, en 1980, à étudier l'impact à court terme de la migration et des transferts sur les prix relatifs et le bien-être des pays de départ, en adoptant, comme cadre analytique, le modèle australien (ou modèle d'économie dépendante) développé par Salter et Swan. Rivera-Batiz (1982). Ces études montrent ainsi qu'en l'absence de transferts en retour, le départ en migration d'une partie de la force de travail fait subir une perte de bien-être aux résidents restants. Avec l'essor de la littérature sur la croissance endogène et la mise en exergue des externalités positives liées à l'accumulation de capital humain, les chercheurs se sont notamment intéressés aux conséquences du départ de travailleurs qualifiés (la « fuite des cerveaux » ou *brain drain*) sur les économies de départ. A la suite de Bhagwati et Hamada (1974), plusieurs travaux ont d'abord assez unanimement avancé l'idée d'une fuite des cerveaux défavorable au pays d'origine.

Conclusion

Le départ des jeunes artisans ferrailleurs de la casse d'Abobo vers l'Europe constitue un problème majeur en Côte d'Ivoire, de sorte qu'elle suscite des réflexions au sein de la communauté scientifique. C'est d'ailleurs dans cette optique que cette étude a été menée en vue de déterminer les facteurs explicatifs de la migration des jeunes artisans de la ferraille d'Abobo. Au terme de l'étude, il ressort que plusieurs facteurs sont à l'origine de ce déplacement massif des jeunes artisans vers l'Europe. Il s'agit entre autres de la représentation positive de l'Europe, l'attitude des migrants de retour au pays, l'incertitude liée au secteur informel ainsi que le contexte politique à l'aube des élections 2020 en Côte d'Ivoire. Il est donc temps que l'Etat tout comme les familles prennent leurs responsabilités afin de mettre un frein à cette migration qui endeuille chaque jour des familles. C'est à ce prix que la Côte d'Ivoire, pays aux potentiels énormes, pourra aspirer à l'émergence dans toutes ses dimensions.

BIBLIOGRAPHIE

Oumar B. and Brédeloup S. (1997), *Migrations interafricaines des femmes de la vallée du fleuve Sénégal* in *Face aux changements, les femmes du Sud*, Jeanne Bisilliat (dir), L'Harmattan, Paris, 1997, p. 61-86.

Wolpert, J. (1965), *Behavioral Aspect of the Decision to Migrate*. *Papers of the Regional Science Association*, 15, 159-169

Nanga E. (2016), *entre régions : le Maroc et le Mexique face aux migrations, dans les contextes d'intégration régionale*, Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, université de LUXEMBOURG

Bhagwati, J. and Hamada, K. (1974), *The Brain Drain, International Integration of Markets for Professionals and Unemployment*, A Theoretical Analysis. *Journal of*

Lebon André, 1999. *Migrations et nationalité en France 1998*, Paris, Direction de la Population et des Migrations (Ministère de la Solidarité et de l'emploi), décembre 1999.

Manon Domingues DosS. Postel-Vinay F. (2003) ... (en collaboration avec), *Journal of Population Economics*, vol. 16, no 1, pp. 161-175

OIT, (2017), *Development Policies and Institutional Environment for Employment Promotion in the Informal Sector in Ghana, Jobs and Skills Program for Africa*, Genève:

Timothy J. Hatton & Jeffrey G. Williamson, (2002). *What Fundamentals Drive World Migration?*, NBER Working Papers 9159, National Bureau of Economic

MANGEABLE VERSUS PROSCRIT A LA MERE ALLAITANTE ENTRE EMIQUE XWLA (GRAND-POPO) ET ETIQUE SANTE PUBLIQUE - ANTHROPOLOGIE

Pierre Codjo MELIHO (1),
*Laboratoire des Sciences Animales et Halieutiques (LaSAH), Ecole de Gestion et
d'Exploitation des Systèmes d'Elevage (EGESE), Université Nationale d'Agriculture
(UNA, Porto-Novo, Bénin),
e-mail : pmeliho@gmail.com*
Brigitte SENOUVO (2),
Université d'Abomey-Calavi (UAC-Bénin), brigittesenouvo@gmail.com
Codjo Adolphe KPATCHAVI (3),
Université d'Abomey-Calavi (UAC-Bénin), kpatchaviadolphe@yahoo.com

Résumé

Depuis longtemps l'alimentation a préoccupé les sciences sociales et humaines, notamment la sociologie et l'anthropologie. L'intérêt repose sur le fait que l'alimentation, mieux l'acte alimentaire constitue un fait social total. Pour contribuer au débat, cette recherche s'intéresse à l'alimentation/allaitement du couple mère-enfant en milieu xwla de Grand-Popo au sud du Bénin. La recherche a mobilisé trente acteurs dont vingt mères allaitantes en tant que cible primaire par la technique du choix raisonné parce que disposant l'information recherchée. Les données discutées sur la base de l'analyse qualitative du contenu des représentations sociales présentent le régime alimentaire de la mère allaitante en relation avec les totems et tabous associés. Les résultats montrent que les tabous alimentaires institués par la pensée populaire résultant des mythes et des littératures orales exercent une influence significative sur l'alimentation recommandée à la mère et l'allaitement de son enfant. Ces restrictions alimentaires sont construites pour le bien-être du couple mère-enfant et par ricochet pour toute la communauté xwla. Cependant, ces logiques, reposant sur la crainte d'enfreindre à une norme de l'éthique sociale par inadvertance de la part de la nourrice, limite presque systématiquement ses habitudes alimentaires. En conséquence, l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois recommandés comme une alimentation optimale pour le nourrisson, peine entre les discours émiques et l'éthique de santé publique, en occurrence les défis globaux analysés par l'anthropologie de la santé maternelle et infantile pour la réalisation des objectifs du développement durable.

Mots clés : *mères allaitantes, tabous alimentaires, pensée populaire, allaitement, Xwla*

Abstract

Food has been concerned with the social sciences and humanities, especially sociology and anthropology. The interest lies in the fact that the food, the better the food act constitutes a total social fact. To contribute to the debate, this research focuses on the feeding / breastfeeding of the mother-child pair in the Xwla environment of Grand-Popo in southern Benin. The research mobilized thirty actors, including twenty breastfeeding mothers, as a primary target

through the reasoned choice technique because they have the information they need. The data discussed on the basis of the qualitative analysis of the content of the social representations present the diet of the breastfeeding mother in relation to the associated totems and taboos. The results show that food taboos instituted by popular thought resulting from oral myths and literatures exert a significant influence on the recommended feeding of the mother and the breastfeeding of her child. These dietary restrictions are built for the well-being of the mother-child couple and indirectly for the entire xwla community. However, these logics, based on the fear of violating an inadvertently social norm of social ethics on the part of the nanny, almost systematically limit her eating habits. Consequently, exclusive breastfeeding during the first six months recommended as an optimal diet for the infant, hardly between the emic discourses and the ethics of public health, in this case the global challenges analyzed by the anthropology of maternal and maternal health. for the achievement of the goals of sustainable development.

Keywords: *lactating mothers, food taboos, popular thinking, breastfeeding, Xwla*

Introduction

Les pratiques alimentaires sont la rencontre d'un mangeur socialement identifiable par son âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, niveau d'étude, statut social et un aliment particulier sur lequel s'agrègent des représentations à l'intérieur d'un univers socioculturel (Fournier, 2009). Ainsi, l'alimentation de la mère et du nourrisson recouvre des significations analysées par les psychanalystes, psychologues, nutritionnistes, anthropologues, etc. Chez Freud (1976), la période d'allaitement est perçue comme une étape de dépendance complète mère-nourrisson. Cette dépendance s'établit même avant sa naissance. Au regard de cette relation, une malnutrition de la mère a des effets négatifs sur le développement du fœtus et plus tard du nourrisson. A la naissance, l'enfant associe dès les premiers mois le plaisir biologique, c'est-à-dire la satisfaction de son besoin de nourriture et le plaisir affectif. Pour certains auteurs, « tant que la mère, en donnant la nourriture, garantit cette satisfaction et offre ainsi une expérience agréable, l'enfant, ses besoins instinctifs et son entourage sont en parfaite harmonie » (Sachs, 1980 : 2). En fait, deux niveaux de dépendance caractérisent la relation mère-enfant. Le premier, c'est la « dépendance matérielle » qui a pour fondement l'allaitement. A ce niveau, la mère dispose d'un pouvoir absolu, de droit fantasmatique de vie et de mort sur son enfant notamment, à travers le simple choix de le nourrir ou pas. Le deuxième niveau renvoie à la « dépendance affective » qui se résume à l'amour recherché par l'enfant (Freud, 1976). Alors, l'alimentation/allaitement devient le support de l'attachement mère-enfant parce qu'il articule la satisfaction alimentaire et affective.

En effet, les comportements de l'enfant sont aussi importants dans la construction de la relation mère-enfant autour de la nourriture. Pour la psychanalyse, la première relation du nouveau-né avec le monde s'établit dans un rapport de l'enfant à la nourriture *via* sa mère et/ou sa nourrice. Cette

première expérience relationnelle née autour de l'allaitement est déterminante pour la constitution de son rapport au monde extérieur. C'est dire que les difficultés d'ordre affectif peuvent se cristalliser sur l'acte alimentaire/allaitement. Ainsi, « une grande part du comportement conflictuel envers la nourriture ne provient pas d'un manque ou d'une diminution d'appétit ou du désir de manger, mais d'un conflit affectif avec sa mère, transféré sur la nourriture, qui en est le symbole » (Freud, 1976 : 183). En conséquence, une nutrition adéquate au cours de l'enfance est fondamentale pour le développement du potentiel de chaque enfant (Organisation Paraméricaine de la Santé, 2003). Un régime alimentaire équilibré pendant cette période permet la croissance et le développement de l'enfant. L'Organisation Mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance et la Famille (2003) préconisent, à cet effet, et surtout pour la petite enfance, un allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de vie. Or, les enfants comme les adultes incorporent en mangeant des affects et des symboles sans omettre l'observation des interdits.

Dans ce contexte, l'objectif de cette recherche est d'analyser les fondements de l'alimentation chez les *Xwla* de façon générale en mettant l'accent sur les aspects culturels y afférents à travers le régime alimentaire de la mère allaitante et son influence sur l'allaitement du nourrisson de 0 à 6 mois. L'hypothèse de la recherche est fondée sur « les contraintes soutenues par les tabous alimentaires contribuent au déséquilibre de l'alimentation du couple mère-enfant ». La recherche a été conduite par une démarche empruntée aux sciences de l'homme et de la société.

1. Approche méthodologique

Cette recherche a été menée à Grand-Popo, une région côtière du Bénin, où la flore et la faune offrent à ses habitants, une gamme variée de produits nutritifs. Les populations de cette partie du Bénin, majoritairement *xwla*, opèrent une sélection dans ce milieu naturel sur la base de l'ethnobotanique (la flore) et de l'ethnozoologie (la faune) en admettant, au gré des us et coutumes, certains aliments comme mangeables et d'autres comme interdits (Poulain, 2002). Ici, le mangeable et le proscrit s'appliquent plus particulièrement aux femmes enceintes et allaitantes et aux jeunes enfants, catégories biologiquement vulnérables, car ayant des besoins nutritionnels accrus pour la gestation et l'allaitement pour la croissance de l'enfant (Pagezy et de Garine, 1990). Ces acteurs constituent la cible principale de cette recherche, effectuée essentiellement à base de guide d'entretien et de grille d'observation. Les données obtenues auprès de trente informateurs clés dont 20 mères allaitantes, 03 *tasinɔ* (femmes de la lignée de la femme ou de son époux), 03 chefs de famille, 02 femmes ménopausées, et 02 agents de santé ont fait l'objet d'une analyse à partir de l'espace social alimentaire (Poulain, 2002) puis de l'analyse qualitative du contenu des représentations sociales (Dany, 2016). Ainsi, a-t-on essayé de présenter les résultats autour des interdits alimentaires de la mère

allaitante en rapport avec l'allaitement de son enfant et d'en dégager les liens avec la santé nutritionnelle du couple mère-enfant chez le *xwla*.

2. Résultats

2.1. Construction du mangeable chez le *xwla*

Au cours de l'adoption de son registre alimentaire, la communauté *xwla* de *Grand-Popo* a dû opérer des choix et faire une sélection, dictés par ses représentations sociales, afin de se construire un espace du mangeable, première dimension de l'espace social alimentaire (Poulain, 2002). « L'espace du mangeable recouvre l'ensemble des règles qui concourent à la définition sociale d'un aliment » (Poulain, 2002 : 229). Ce registre alimentaire, à travers le social *xwla*, est composé des produits de pêche ou halieutiques, d'élevage et des végétaux. Du discours des informateurs il ressort une catégorisation par approche taxinomique des produits de pêche ou halieutiques ci-dessous :

- poissons de mer : *akpavi* [tilapia], *onvétin* [mulet], *fin* [silure blanc], *totogboè*, *djèdoufin*, *hwa* [requin], *kan*, *lizzi*, *djoké* ;
- poissons d'eau douce (lac et lagune) : *akpavi* [tilapia], *maoun*, *flété* ;
- crustacés : *olounwo* [crevettes], *aglan* [crabes terrestres], *ossron* [crabes d'eau douce], *langoustes*, *adapkin* [huîtres] (Kawonmon, pêcheur/cultivateur, 66 ans, Onkuihoué, 2016).

On observe à travers cette typologie une diversité des produits halieutiques (maritimes, lagunaires) dont la consommation est accompagnée des produits végétaux que sont :

- légumes : *gnioun* (gombo), *dèmè* (crinclin), *amanvivè* (vernonia), *gboma*, *koutinman* (moringa), *tchiayo* (buisson thé), *fotete* (amaranthe améliorée), *agbissan* (solanumgilo), *ayvi* (haricot), *azin* (arachide), *sabulè* (oignon), *timati* (tomate), *untakpin* (piment), carotte, chou ;
- fruits : *leke* (canne à sucre), *ogonin* (coco), *èdé* (noix de palme), *mankokoe* (banane), *mango* (mangue), *pa* (avocat), *ossro* (pomme sauvage), *agningloue* (corossol), *mèclé* (citron), *gbakpè* (papaye) ;
- céréales : *yovlu* (maïs), *monlu* (riz) ;
- tubercule : *kute* (manioc) (Kawonmon, pêcheur/cultivateur, 66 ans, Onkuihoué, 2016).

On observe ainsi une variété de produits vivriers dont le maïs et le manioc servent à obtenir plusieurs autres aliments principalement de la pâte à la suite d'un processus de transformation. Ainsi l'aliment de base des *Xwla* est la pâte que les hommes de ce milieu qualifie de consistant. Palomares (2000) y trouve d'ailleurs le symbole de l'unité, la nourriture commune de tous les Béninois, empreinte de sentiment d'appartenance nationale, renvoyant à la force, la résistance et à la masculinité. A ces produits végétaux s'ajoutent les produits d'élevage dont :

- volaille : *Kokolo* (poulet), *kpakpa* (canard), *saxe* (pintade), *trotro* (dindon),
- caprin : *gbo* (bouc et chèvre) ;

- porcins : *ban* (porc et truie).

En résumé, ces produits participent à la préparation des aliments de diverses catégories dont :

- ✓ la pâte (à base de maïs), *agbéli* (pâte à base de manioc fermenté), *aglantutu* ou *aglangali* (crabes terrestres à la pâte de gari assaisonnée (piron) ou à la pâte de maïs assaisonnée) ;
- ✓ la sauce : de tomate ou aux légumes (*man oundudu*, *dèmè*, *gninboun*, *ossrokoun*, *dékoun*, *okobu*), mètchi (poisson grillé éteint dans une purée de tomate d'oignons et de piments) ;
- ✓ *galiflufu* [du gari malaxer d'huile d'arachide, de coco ou du *zomi* (huile de palme aromatisée)] plus poisson frits ;
- ✓ *galidoto* (du gari délayé) plus noix de coco ou arachide grillé ;
- ✓ *ablo* aux poissons ou crevettes fris ;
- ✓ *fèchouada* (purée de haricot aux rognons et côtes d'agneau) ;
- ✓ riz : riz blanc, riz au gras aux poissons ou à la viande ;
- ✓ *dakouin* (pâte de gari faite à base de sauce tomate aux poissons frais).

Dans cette liste du mangeable, la femme allaitante n'a pas de proscription ou d'interdits alimentaires. Tout part d'abord de son espace du culinaire.

2.2. Construits sociaux autour de l'espace du culinaire en milieu *xwla*

Avant d'aborder l'alimentation de la mère puis l'allaitement de son enfant, il est proposé ici une description des sources d'approvisionnement et des lieux de cuisson, ayant nécessairement des liens avec les comportements alimentaires de la nourrice. Les aliments consommés par la mère allaitante lui viennent généralement de la pêche, de la récolte, de la cueillette et de l'élevage. Elle peut aussi en acheter ou en obtenir par don : « Les gens labourent, et consomment le fruit de leur récolte (...). Parfois, des parents proches y vont et nous en donnent » (Marinon, 32 ans, ménagère, Onkuihoué, 2016). Ces opinions retracent les origines ou sources des produits alimentaires de la nourrice. Le système alimentaire, deuxième dimension de l'espace social alimentaire (Poulain, 2002) est ainsi mis en évidence. Il prend en compte les différents acteurs intervenants dans la production, la transformation, les techniques et moyens utilisés, les idées véhiculées dans le parcours de l'aliment. Cela inclut le lieu même de la préparation, sinon de la cuisson de la nourriture : la cuisine.

En réalité, le repas du *xwla* est généralement préparé dans un endroit clos appelé *adokpatamè* (*ado*=foyer, *akpata*=salon donc littéralement, salon du foyer pour désigner la cuisine) et l'arrière-cour. Les aliments de la nourrice sont donc préparés à la cuisine (*adokpatamè*), car, cet espace du culinaire, troisième dimension de l'espace social alimentaire (Poulain, 2002 : 233) « participe à la construction de l'identité alimentaire d'un produit naturel et le rend consommable ». C'est à ce lieu que la nourrice rend consommable ce qu'elle

doit manger et ce qu'elle donne à son enfant. Chez le *Xwla*, la cuisine est un lieu hautement sécurisé, très intime, interdit d'accès à toute personne étrangère. Pour le *Xwla*, on n'expose pas son ventre, car ce qui entre doit être contrôlé. C'est à juste titre que la cuisine dans les concessions *xwla* se trouve un peu en retrait, dans un endroit discret et clos. On y va après avoir traversé le plus souvent les chambres principales. Au *continuum* de la spécificité de la cuisine, la mère allaitante a une manière particulière de préparer ce qu'elle mange.

2.3. Approche spécifique du culinaire chez la mère allaitante

En milieu *xwla* la nourrice a plusieurs manières de préparer son repas. Elle procède par cuisson, par bouillon, par grillade ou par friture comme en témoigne les propos d'une mère allaitante.

« Généralement ce que nous mangeons cru [*omoun omoun*] nous pouvons aussi les bouillir si nous le voulons. Par exemple, le manioc [*koute*] peut être mangé cru [*omoun omoun*] ou bouilli [*dida*] ; tout comme la patate douce, la banane plantain. Tout ça là peut être également mangé braisé [*mime*] ou frit [*sisso*]. En dehors de ça, les aliments comme le haricot et tout ce qui lui ressemble sont bouillis avant d'être mangés. L'igname est soit bouillie, soit frite, mais rarement braisée. Si vous voulez maintenant les poissons, on prépare la sauce de poisson frais [*hwemoun oundoudou*], ou bien on en fait frits [*hwessisso*], poissons fumés [*hwébibi*] ou poissons salés et séchés pour assaisonnement [*jaya*]. Voilà ce qu'on mange généralement » (Phina, 29 ans, coiffeuse, Onkuihoué, 2016).

Le discours de cette nourrice renseigne les formes sous lesquelles un aliment est mangé par une mère allaitante *xwla*. On en retient comme procédés de cuisson : la crudité, le bouillon, le braisage, la friture, le fumage, le séchage. Si la façon de préparer d'une nourrice est relative à ce qu'elle fait d'ordinaire en s'inspirant de l'art culinaire de son corps social, la manière de manger de la mère allaitante est nécessairement influencée par son statut. C'est dire qu'elle est confinée dans une relation mère-nourrisson qu'elle a l'obligation d'entretenir. De façon générale, la mère allaitante mange presque tout ce qui est mangeable en contexte culturel *Xwla*. Mais compte tenu de son statut de nourrice, elle est tenue de contrôler son alimentation pour son propre bien-être puis celui de son enfant. Chez le *Xwla*, l'alimentation du nourrisson repose en premier lieu sur le lait maternel. Ce lait doit être abondant et accessible à la tété du bébé surtout pendant les trois premiers mois où ce dernier apprend à utiliser le mamelon. Dans la pratique, certaines mères-allaitantes accompagnent le lait maternel d'eau bouillie (*sinlala*), d'infusion et de décoction de plantes. Lorsque les seins produisent moins de lait la nourrice se met au régime de bouillie de maïs salée (*agboko*) et de l'amande du coco, de la farine de maïs fermenté (*djamu*), du manioc cru, de feuille amère (*amavivè*), par exemple le *vernonia amygdalina* ou de la papaye mûre, pour déclencher le jet du lait comme exprimé ci-dessous.

« Quand j'avais accouché, je n'avais pas d'eau dans les seins (le lait). L'eau n'était pas sortie pour que je puisse allaiter mon enfant. Et je suis allée au village pour qu'on me traite afin que le lait sorte. Les gens sont venus avec plusieurs propositions : manioc bouilli + noix de coco – *Agboko* (grains de maïs bouillis salés) – *Djamu* – papaye. Il y a aussi des feuilles que l'on a passées sur les mamelons. Je ne connais pas ces plantes. J'ai mangé ces aliments-là pendant quelques jours et c'est après ça que le lait est sorti et jusqu'à présent, ça sort bien » (Maman Toto, 25 ans, revendeuse, Onkouihoué, 2016).

Ces propos laissent comprendre que le traitement de la mauvaise éjection du lait maternel après l'accouchement est assez délicat chez le *xwla*. Dans la pensée collective *xwla*, se rendre au village pour un traitement signifie que le mal dribble les savoirs médicaux, ou qu'il est d'une gravité où le défaut d'un traitement par les savoirs émiques serait fatal. Car la faible production lactée simultanément après l'accouchement n'est pas considérée comme un problème du *disease*. Contrairement à cette manière de penser, les remèdes proposés sont pourtant des aliments ordinaires. Le manioc, la papaye, le *djamu* et le *agboko* sont des nourritures que le *Xwla* mange régulièrement. Cependant, lorsqu'on observe de près, on comprend que si ces aliments sont choisis, c'est en référence à leur propriété laiteuse (Pagezy, 2006 : 123). Il y a néanmoins un caractère tabouisé dans ce traitement qui justifie le fait que la nourrice a dû se rendre au village. Dans le traitement, des plantes dont cette nourrice n'a pas connaissance ont été utilisées. Il a suffi de les faire passer sur les seins et « le traitement n'a duré que deux jours. Au bout du troisième jour, le lait sortait déjà » (Maman Toto, 25 ans, revendeuse, Onkouihoué, 2016). L'adverbe "déjà" approuve l'efficacité réelle et symbolique du traitement de courte durée.

2.4. Fonctions sociales des tabous alimentaires chez la mère allaitante *xwla*

Le regard de la sociologie sur l'alimentation s'intéresse aux fonctions de structuration du social puis participe à l'étude des interactions entre le biologique et le culturel (Poulain, 2012 : 1256) en rapport avec l'aliment, le repas, la nourriture, etc. Dans une perspective anthropologique, chaque culture a élaboré un véritable système d'agencement des aliments et régleme les aliments consommables ou non. Ainsi, tout ce qui est biologiquement ingérable ne serait pas culturellement comestible (Fischler, 2001). La culture étant la dimension sociale de l'humain, la vie en milieu *xwla* est régit par des interdits alimentaires permanents ou temporaires (Pagezy et de Garine 1990).

4.2.1. Du totem aux tabous permanents

Les interdits permanents font partie de ceux collectifs et sont communs à un même lignage. Ces types d'interdits font souvent référence au totem du clan représenté par le premier ancêtre (Pagezy, 2006), ou ancêtre éponyme. Chez les *Xwla* de Grand-Popo, le python est l'animal totem. C'est le protecteur de la famille, du clan et patron de toutes les autres divinités du clan, évoqué par « *xwédadagboé* » (python de *Xwéda*). Il prévient d'éventuels malheurs et on peut jurer au nom de cet animal totem. Tout animal lui ressemblant est prohibé dans l'alimentation du *Xwla*. C'est le cas du boa, de la vipère, du silure noir (*aboli*) et du béliet (*agbo*). Ainsi,

« tout *xwla* est interdit de manger ces reptiles et poissons, il ne doit avoir d'ailleurs aucun contact avec eux. Un *Xwla* ne doit pas élever le béliet, le tuer, ni même le manger. C'est la même chose pour le boa, la vipère. Quant au poisson silure noir, il est régulièrement pêché, et on sait tous qu'on ne doit pas le manger. C'est pourquoi il est difficile pour nous de vivre ensemble avec les musulmans qui mangent le béliet » (Nana Sossouvinon, 70 ans, revendeuse, Onkouihoué, 2016).

Ce discours témoigne de la prégnance de la divinité *xwédadagboé* dans la vie du *Xwla*. Ce dernier est entouré d'interdits qu'aucun *Xwla* ne peut briser. Ils sont valables pour toutes les générations du corps social et pour les deux sexes quelques soient les contextes et le milieu de vie. La femme enceinte, la mère allaitante et le nourrisson observent également ces interdits. Les photos ci-contre montrent *aboli* et *agbo* faisant partie des tabous alimentaires chez le *Xwla*.

Photo 1 : silure noir (*aboli*)



Photo 2 : béliet (*agbo*)



Source : prise de vue Senouvo, 2016

La photo 1 présente le silure noir, un poisson totem interdit au *Xwla*. Pour ce groupe socioculturel, la peau tachetée de ce poisson évoque celle du python, leur animal totem et cela renvoie à l'obligation du respect d'interdit (Méliho, 2016, a-b). Celui qui mange le silure noir développera des tâches identiques sur son corps. Il ne sera guéri qu'après un rite d'expiation. La photo 2 montre le béliar (agbo), un animal totem interdit de consommation au *Xwla*. Le *Xwla* ne doit avoir aucun commerce avec cet animal, son élevage est aussi proscrit. Par précautions, les *Xwla* évitent autant que possible une cohabitation directe avec ceux qui mangent ou qui ont un rapport étroit avec le silure noir, le béliar, etc. Chez eux il y a aussi des interdits temporaires.

4.2.2. Tabous instantanés sans totem

Les interdits instantanés sont dits temporaires. L'adjectif temporaire indique que les interdits de cette catégorie ne couvrent qu'une période donnée. Une fois la période écoulée des rituels permettent de les lever et d'acquérir un nouveau statut. Pour ce qui concerne la femme,

« l'aptitude qu'elle possède de donner le jour à des enfants indique qu'elle est dotée d'une puissance occulte, et que la grossesse et la parturition soient l'une et l'autre regardées comme des états extrêmement dangereux ; il faut prendre d'innombrables précautions pour sauvegarder la femme et l'enfant, le mari et le ménage, ainsi que, dans des cas qui ne sont pas rares, le groupe social tout entier » (Webster, 1952 : 76).

Cette conception de la grossesse comme étant un état angoissant s'observe aussi chez les *Xwla*. Il est donc nécessaire de protéger la mère et l'enfant contre d'éventuels envoutements ou mauvais sorts, car « la grossesse est regardée comme un état où la femme est exposée aux assauts des mauvais esprits, à la sorcellerie et, d'une manière générale, aux influences maléfiques » (Webster, 1952 : 77). La femme "porte un ventre" et à cette étape, elle ne peut plus manger ce qu'elle veut. En vertu de ce statut, et ce, au cours de cette période gestante, notamment, dans les rues, les places publiques, les marchés, la femme doit s'abstenir de manger certains fruits tels la papaye, la mangue, la banane et la goyave. La femme enceinte doit également se passer de certaines viandes comme rapporté ci-dessous :

« On dit qu'une femme enceinte ne doit pas manger le chat, ton enfant volera. Tu ne mangeras pas le poisson requin, si tu en manges, l'enfant te mordra douloureusement les seins, puisque que le requin est un poisson prédateur, ton enfant aura cette attitude quand il voudra téter. En dehors de ça, la femme enceinte ne doit pas manger la tortue, ton enfant aura les dispositions d'une tortue, les pieds et les bras courts et une tendance à vouloir se recroqueviller. Une gestante ne doit pas manger l'escargot, l'enfant baverait même grand, de même que les crabes d'eau douces et les crevettes. Ce ne sont pas des interdits, mais

quand on mange l'enfant fait avec sa salive de la mousse tout comme le fait le crabe. Ce n'est pas séant » (Papavi Jo, 63 ans, Onkuihoué, 2016). Ces tabous alimentaires restitués dans leur version éémique n'ont pas de lien avec le totem des *Xwla*. Ils rencontrent la temporalité alimentaire (Poulain, 2002) et c'est bien la cinquième dimension de l'espace social alimentaire qui considère la période de grossesse comme un cycle de vie de la femme qui exige « un style alimentaire, avec des aliments autorisés, d'autres interdits, des rythmes de repas » (Poulain, 2002 : 234).

Discussion

L'anthropologie de l'alimentation s'est constituée avec les premiers travaux de Douglas (1992). Crenn et Delavigne (2010 : 63) ont fait remarquer que « c'est l'aspect non nutritionnel qui constitue l'objet de recherche », tandis que, pour Douglas (1992), l'alimentation est un code. Sa contribution vise à "décoder" et à "déchiffrer" la spécificité et la variabilité des faits culturels et la vision des cultures. Pour Douglas (1979 : 148), « les tabous alimentaires s'enracinent dans l'ordre selon lequel nous structurons notre expérience globale de la vie ». Ainsi,

« quand on savait qu'une femme était enceinte, on prenait les plus grands soins pour cacher son état à tous les gens du dehors. On brûlait le plus promptement possible le reste de ses repas, les accessoires de sa toilette, tout ce qui avait été en rapport étroit avec sa personne, car c'est au moyen de pareilles choses que quelque sorcier étranger aurait le plus facilement pu déchaîner des maux sur elle » (Webster, 1952 : 77).

Au regard de cette réflexion, ce que la mère doit manger pour le bien-être de son enfant, elle le puise de son milieu et c'est sa culture qui le lui indique. Chez les *Xwla* de *Grand-Popo*, l'alimentation du "couple mère-enfant" est enracinée dans sa culture (Lacombe et al., 2008).

En réalité, la période d'allaitement est celle où la nourrice est appelée à observer une alimentation saine et équilibrée. Or au nom du bien-être social, ses croyances lui défendent de manger des aliments susceptibles d'apporter les ressources nécessaires à son organisme. Ceci entraîne un déséquilibre dans son alimentation qui peut se répercuter sur celle de son enfant. De même, certains de ces interdits vus par la médecine occidentale entrave le développement physique et mental du nourrisson. L'œuf de poule par exemple est un aliment complet mais prohibé dans l'alimentation de la gestante et de la mère allaitante dans la mesure où elle n'est pas sûre de savoir si c'est la première ponte. Si c'est le cas, sur la base des croyances, la communauté construit que l'enfant volera comme il peut avoir la morphologie d'une tortue après consommation de cet animal. Cette perception crée un déséquilibre alimentaire chez la mère et le nourrisson source de malnutrition. Du point de vue anthropologique, la malnutrition est intimement liée à la « négligence sociale » (Bonnet, 1996) ou à la « négligence infantile » (Pelletier, 2004). De fait, « la période de l'allaitement est le temps nécessaire au petit de l'homme pour acquérir un statut social »

(Bonnet, 1996 : 8). En conséquence, mal nourrir un enfant, c'est le maltraiter et « toute pratique de soins suppose la représentation d'une bonne ou d'une mauvaise parentalité, qui renvoient à des normes de conduite particulières à une société » (Pelletier, 2004 : 14). L'allaitement faisant partie des pratiques de soins infantiles, ce dernier prend sens autour des représentations sociales en contexte *xwla* de *Grand-Popo*. Or le lait maternel qui constitue l'alimentation du nourrisson, lui est assuré par l'alimentation de sa mère. Cette dernière construit donc l'allaitement de l'enfant en le faisant osciller entre la culture soutenue par l'émique *xwla* et l'étique médical porté par la santé publique en discussion sous l'angle anthropologique. C'est dire que l'allaitement maternel exclusif n'est pas nécessairement appliqué par les mères allaitantes. Cet aspect du problème a déjà été documenté par Mèliho et *al.* (2018), Maceido (2016). Si pour Pelletier (2004 : 14), « il n'y a pas de normes universelles permettant de définir ce qu'est une "bonne" façon de prendre soin d'un enfant », néanmoins, il y a des codes sociaux qui permettent de savoir quand un enfant est bien nourri ou mal nourri.

Conclusion

Cette recherche a prolongé les réflexions de l'émique à l'étique par une posture de l'anthropologie pour reconstruire le débat autour du fait alimentaire / allaitement. L'unité statistique primaire observée a été le couple mère-enfant. La recherche a porté sur trente informateurs clés dont vingt mères allaitantes *xwla*, et le reste constitué des professionnels de la santé et des mères expérimentées, tous identifiés par la technique du choix raisonné. Les données mobilisées par entretien semi-directif approfondi ont été discutées par l'analyse qualitative du contenu des représentations sociales. Les résultats montrent que le groupe social *xwla*, comme de nombreux corps sociaux au Bénin, est fortement ancré dans sa culture. Les habitudes alimentaires de ce groupe témoignent les faits observés. Bien que disposant d'un espace de choix assez diversifié, le régime alimentaire de la mère allaitante ne favorise pas la diversité des aliments consommés. Elle est limitée dans ces choix et demeure influencé par les contraintes liées aux interdits, qui se sont maintenus grâce à leur fonction symbolique et sociale, et non l'équilibre des protéines, glucides, lipides, sels minéraux, etc. recherché par la santé publique.

Références bibliographiques

Bonnet Doris, Présentation, 1996, « La notion de négligence sociale à propos de la malnutrition de l'enfant », *In: Sciences sociales et santé*. Volume 14, n°1, pp. 5-16, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/sosan_0294-0337_1996_num_14_1_1350, consulté le 22 avril 2014

Crenn Chantal, Delavigne Anne-Elène, du Boy de Labarre Matthieu, Montagne Karen, Precigout Frédéricet, Techoucyres Isabelle, (2007), *Impact des discours nutritionnels sur les comportements alimentaires : Une approche socio-anthropologique qualitative auprès de groupes cibles*, Université de Tours, 171 p.

Crenn Chantal, Delavigne Anne-Elène, (2010), « Les méthodes de l'anthropologie sociale dans les études sur l'alimentation », in *L'anthropologie du vivant : objets et méthodes*, pp. 63-67

Dany Lionel, (2016), « Analyse qualitative du contenu des représentations sociales ». *Les représentations sociales*, <hal-01648424>, 37 p.

Douglas Mary, (1992, 1967), *De la souillure Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris : Ed. La découverte. 193 p.

Douglas Mary, (1979), « Les structures du culinaire », *Communications*, 31, pp. 145-149

FAO/OMS, (1986), *Alimentation du nourrisson et du jeune enfant*, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs342/fr/>, consulté le 19 janvier 2016

Fischler Claude, (2001), *L'omnivore*, Paris, Odile Jacob, 448 p.

Fischler Claude, Masson Estelle, (2008), *Manger Français, Européens et Américains face à l'alimentation*, Paris, Odile Jacob, France, 336 p.

Fournier Tristan, (2014), « Face à l'injonction diététique, un « relativisme nutritionnel » en France », *SociologieS* [Online], First texts, Online since 07 March 2014, connection on 10 June 2019, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4628>

Fournier Tristan, (2009), *Approche socio-anthropologique de l'alimentation*, Paris, Université de Toulouse, 31 p.

Freud Anna, (1976), *L'enfant dans la psychanalyse*, Gallimard, p. 177

Lacombe Marie, Bell Linda, Hatem Marie, Tronick Edward et al., 2008, « L'établissement de la relation mère-enfant : une voie optimale pour la poursuite de l'allaitement maternel », in *L'infirmière clinicienne*, vol. 5, n°2, 14 p., <http://wer.uqar.qc.ca/revue-inf>, consulté le 19 janvier 2016

Maceido Laure, (2016), *Culture de l'allaitement maternel exclusif chez les mères d'enfants de 0 à 6 mois en milieu* Kotafon de Djanglanmey, Université d'Abomey-Calavi, 99 p.

Meliho Pierre Codjo, Maceido Laure, Kpatchavi Codjo Adolphe, (2018), « Médicalisation de l'allaitement sous contraintes des soins de plantes médicinales aux enfants de 0 A 6 mois par les mères allaitantes à Djanglanmey (Sud-Bénin) », *Revue Dezan*, pp. 63-81

Meliho Pierre Codjo, (2016a), « De l'eau totem aux tabous de l'eau : pour une anthropologie du droit d'usage au regard du système pénal local chez les Ayizo au sud-Bénin », *Revue Internationale d'Ethnographie*, En ligne, Mai 2016, N° 6, ISSN 2267-7909, pp. 178 – 192

Meliho Pierre Codjo, (2016b), « L'eau dans l'univers des représentations symboliques chez les Ayizo de Zè au sud Bénin », *Revue Echanges*, Volume 3, N° 007, pp. 923 - 940

Mohrbacher Nancy, (2009), « L'alimentation durant l'allaitement », in *La Ligue La Lèche*, 5 p., www.allaitement.ca, consulté le 09 mai 2016.

OMS et UNICEF, (2003), *Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant*, OMS, Genève

Organisation Paraméricaine de la Santé, (2003), *Principes directeurs pour l'alimentation complémentaire de l'enfant allaité au sein*, 36 p.

Pagezy Hélène, (2006), « Alimentation et croissance : Faut-il condamner les interdits alimentaires », in *Anthropo*11, pp. 119-127, www.didac.ehu.es/antropo consulté le 13 mai 2016

Pagezy Hélène et de Garine Igor, (1990), « Food and nutrition among "high-risk" groups », in *Food and nutrition in the African rain forest*, Paris, Unesco/MAB, pp. 73-77

Palomares Elise, (2000), *Les cadres sociaux de l'identification culturelle : une approche par l'alimentation à Cotonou*, Bastidiana, pp. 207-223 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01299171>, consulté le 15 novembre 2016.

Pelletier Céline, (2004), *Pratiques de soins parentales et négligence infantile : des signes au sens*, Paris, L'Harmattan

Poulain Jean-Pierre (dir.), (2012), *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Paris, PUF, 1465 p.

Poulain Jean-Pierre, (2008), « Eléments de sociologie de l'alimentation et de la nutrition », in Basdevant A., Laville M., Lerebours E., (2001), *Traité de nutrition clinique de l'adulte*, Paris, Médecines-Sciences, Flammarion, 723 p. (pp. 97-105)

Poulain Jean-Pierre, (2002), *Sociologie de l'alimentation Les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Ed. PUF, coll. Sciences sociales et sociétés, 286 p.

Sacks David, (1980), « Manger », in *Informations Sociales*, n° 8, 4^e trimestre, p. 2

Senouvo Brigitte, (2017), *Construction sociale de l'alimentation de la mère allaitante et de son enfant de 0 à 6 mois en milieu xwla de Grand-Popo*, Mémoire de Maîtrise, Département de sociologie-anthropologie, Université d'Abomey-Calavi, 90 p.

Webster Houtton, (1952), *Le tabou. Etude sociologique*, Paris, Les Editions Payot

LES FACTEURS D'ADAPTATION ET DE REUSSITE DES ETUDIANTS ADULTES EN SITUATION DE RETOUR AUX ETUDES UNIVERSITAIRES : ENTRE NECESSITE, CONTRAINTE ET ENTRELACS BI- FACTORIEL

Raymond Bernard AHOUCANDJINO¹⁸, Basile AGBODJOGBE¹⁹, Clarisse TAMA-IMOROU²⁰

Centre d'Etudes et de Recherches en Education et Interventions sociales pour le Développement (CEREID/INJEPS/UAC)
ahoucandjinou3@gmail.com

Résumé

L'andragogie est appréhendée comme une théorie de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. De nature qualitative et quantitative, la présente recherche vise à examiner les facteurs qui concourent à l'adaptation et la réussite des apprenants adultes en situation de retour aux études universitaires. A partir de trois groupes que sont les étudiants adultes en situation de retour aux études, les universitaires et le personnel administratif, quatre-vingt-onze (91) personnes ont été interrogées. L'entretien, le questionnaire et la recherche documentaire ont servi à la collecte des données, qui sont traitées au moyen du tableur Excel 2010, examinées à partir de l'analyse de contenu, en adjonction au modèle andragogique de (Knowles, 1989). Au titre des résultats, il apparaît que l'encouragement, le soutien de l'entourage direct de l'adulte sont des facteurs internes qui concourent à l'adaptation et la réussite des apprenants adultes en situation de retour aux études universitaires. Les facteurs externes ont rapport aux contraintes administratives, à l'inadéquation des méthodes et style d'enseignement.

Mots-clés : Adultes, adaptation, réussite, étude, andragogie.

¹⁸Enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC/BENIN), Centre d'Etudes et de Recherches en Education et Interventions sociales pour le Développement (CEREID/INJEPS/UAC).

¹⁹ Enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC/BENIN), Laboratoire de Didactique des Disciplines (LDD/INJEPS/UAC)

²⁰ Enseignante-chercheuse à l'Université de Parakou (UP/BENIN), Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement, (LASDEEL_ Bénin)

Abstract

Andragogy is a theory of adult learning and education. This qualitative and quantitative research aims to examine the factors that contribute to the adaptation and success of adult learners in a return to university. From three groups, adult students in return-to-school situations, academics and administrative staff, ninety-one (91) were interviewed. The interview, questionnaire and literature research were used to collect the data, which is processed and analyzed using the Excel 2010 spreadsheet, content analysis, in addition to the andragogic model of (Knowles, 1989). As for the results, it appears that encouragement, support from the adult's direct entourage are internal factors that contribute to the adaptation and success of adult learners in a return to university situations. External factors relate to administrative constraints, inadequate teaching methods and style.

Keywords: Adults, adaptation, success, study, andragogy

Introduction

Phénomène en pleine expansion, le retour aux études des adultes est reconnu dans la plupart des pays du monde et également par les organismes internationaux d'obédiences éducatives comme l'UNESCO. Le contexte actuel de mondialisation, de changements technologiques, de recherche de compétitivité permanente des entreprises et de besoin de remise à niveau ou de réalisation de soi, incite de plus en plus d'adultes à retourner aux études, (Carré, 1998). Certains adultes effectuent un retour aux études pour des raisons personnelles, de perfectionnement professionnel, d'autres pour des motifs économiques et/ou d'accomplissement de soi. D'autres adultes posséderaient des motivations différentes et des intérêts plus immédiats dans le temps, (Dufresne-Tassé, 1981).

Bien qu'elle date déjà de plusieurs décennies, la présence des adultes à l'université s'est considérablement amplifiée ces dernières années (1980). Des défis nouveaux se posent aux universités elles-mêmes en pleine mutation, en outre, parce que ces étudiants adultes s'inscrivent de plus en plus à des programmes réguliers, c'est-à-dire à des programmes à plein temps crédités conduisant à des diplômes, (Deci et Ryan, 2000). Bien plus, leur nombre dans certaines catégories de ces programmes est en voie d'égaler ou même de dépasser celui des étudiants plus jeunes et en processus continu de formation. Cette intégration massive des étudiants adultes ne pouvait manquer d'avoir un impact considérable sur le milieu universitaire. Elle a bouleversé bien

d'habitudes administratives ou pédagogiques solidement établies. Cette constatation justifierait dès lors qu'on s'interroge sur la situation des adultes qui fréquentent l'université, notamment celles publiques (les Universités Nationales du Bénin).

Les adultes sont en minorité par rapport aux étudiants plus jeunes, puisque les heures de cours sont fixées en fonction de la majorité. Il en résulte que les adultes ont difficilement accès à certains programmes comme, les sciences physiques, sportives, généralement offerts aux étudiants de jour.

Les adultes ont un bagage d'expériences et de vécu couplé à de multiples obligations dont celles familiales, professionnelles et sociales. Fréquenter l'université en soirée, étudier le matin et consacrer l'après-midi à d'autres activités n'est pas chose aisée. Autrement dit, concilier les obligations familiales, professionnelles aux études ne sont certes pas des modèles courants et favorables aux adultes en reprise aux études. Dans ce sens, l'interrogation qui survient en faisant office de questionnement central à la présente recherche est : quels sont alors les facteurs favorisant l'adaptation et la réussite des apprenants adultes qui reprennent les études universitaires, après une durée de suspension ?

Outre la note introductive, quatre sections structurent cette livraison scientifique. Après l'introduction, la première section aborde les éléments de méthode. La deuxième section s'attache à présenter les résultats majeurs. S'en suit, l'analyse des matériaux du terrain et la conclusion.

1. Eléments de méthode

Cette recherche vise à examiner les facteurs qui concourent à l'adaptation et la réussite des apprenants adultes en situation de retour aux études universitaires. Elle est de nature qualitative et quantitative. La population d'enquête est catégorisée en trois groupes que sont les étudiants adultes en situation de retour aux études, les universitaires et le personnel administratif. Quatre-vingt-onze (91) personnes ont été interrogées à partir de la technique du choix aléatoire et de la méthode non probabiliste à choix raisonné. Les techniques de collecte de données utilisées dans le cadre de cette investigation sont l'entretien, le questionnaire et la recherche documentaire. Une fois collectées, les données ont été traitées et analysées grâce au tableur Excel 2010 et à l'analyse de contenu, en adjonction au modèle andragogique de (Knowles, 1989).

2. Retour aux études universitaires : vers l'expression d'une nécessité ou une contrainte

Le tableau 1 révèle que les motifs du retour aux études ont rapport au désir d'obtenir un diplôme.

Tableau 1 : *Postes de responsabilité des ARE*

	Oui	Non
Féminin	18	8
Masculin	44	18
Total	62	26
Pourcentage	70,45%	29,55%

Source : Données de terrain 2018

Du tableau ci-dessus, il ressort que la majorité des enquêtés ont occupé un poste de responsabilité soit 70,45%, tandis que 29,55% affirment ne pas avoir occupé un poste de responsabilité.

Tableau 2 : *Motifs du retour aux études*

Possibilité de choix					
Option de réponse	Choix 1	Choix 2	Choix 3	Total des réponses	Pourcentage
Désir d'obtenir un diplôme	22	25	19	66	30
Amélioration de la carrière professionnelle	28	36	28	74	33,64
Plan de formation	7	7	14	28	12,73
Meilleure rémunération	20	7	25	52	23,64
Autres à préciser				8	3,63
Total				220	100

Source : Données de terrain, 2018

Il en ressort que le motif premier du retour aux études est l'amélioration de la carrière professionnelle 33,64%. Le deuxième motif identifié par les participants est le désir d'obtenir un diplôme selon une proportion de 30,00%. Viennent respectivement le motif d'ordre économique (23,64%) et l'exigence du plan de formation de l'institution dans laquelle se retrouvent les répondants (12,73%). Aussi faut-il le souligner que 3,63 % des répondants ont précisé d'autres motifs de retour aux études. Ils se résument essentiellement à l'aspiration d'acquisition de nouvelles connaissances, tant pratiques que théoriques indispensables à leur vie professionnelle.

Pour certains enquêtés, l'encouragement de la famille a constitué un élément important d'adaptation et de réussite aux études universitaires.

Tableau 3 : L'encouragement familial

Modalités	Beaucoup	Plus ou moins	Pas beaucoup	Total
Féminin	10	10	6	26
Masculin	17	34	11	62
Total	27	44	17	88
Pourcentage	30,68	50	19,32	100

Source : Données de terrain, 2018

Il ressort de ce tableau que les avis sont partagés en quatre catégories. Pour la majorité des personnes interrogées (50%), l'encouragement de la famille a été relatif, c'est-à-dire, qu'ils n'en n'ont pas manqué, mais auraient désiré que cet encouragement soit plus manifeste. Par contre pour une proportion de 30,68%, le soutien familial a été déterminant, tandis que 19,32% affirment insuffisant, ce soutien dans la situation de retour aux études.

Une fois le retour aux études effectué, le style pédagogique a été corrélé aux besoins des apprenants.

Tableau 4 : Le style pédagogique et les besoins des apprenants

Style pédagogique	Oui	Non
Femme	6	20
Masculin	19	43
Total	28,41%	71,59%

Source : Données de terrain, 2018

Suivant le tableau ci-dessus, la majorité des enquêtés, soit 71,59%, affirme que le style pédagogique n'est pas adapté aux personnes adultes qu'ils sont, tandis que 28,41% pensent le contraire. Ceux qui postulent de la non adaptation du style pédagogique à leurs besoins de formation le justifient de la façon suivante : la gêne d'étudier avec ceux qui ont pratiquement l'âge de leurs enfants ; la difficulté de compréhension de certaines matières ; les contraintes administratives ; les méthodes d'enseignement ; le manque de disponibilité pour les travaux pratiques et/ou dirigés.

Au sujet des difficultés éprouvées par les Adultes en situation de Retour aux Etudes (ARE), un enseignant affirme : « [...] il y a celles liées à la période de formation. Ce sont des formations modulaires où, on programme un certain nombre d'enseignement et ils sont obligés de laisser leur famille et de ne pas profiter des vacances. Ils ont des difficultés d'inscriptions. Parmi eux, il y a certains qui n'arrivent pas à mobiliser les fonds nécessaires pour s'inscrire et au lieu de faire cinq ou trois ans, ils doublent facilement fautes d'inscriptions. Il y a aussi des difficultés liées à leur âge. » C.A., enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi

On note ainsi que les ARE éprouvent d'énormes difficultés. Elles se manifestent autant sur les plans académique, professionnel, que financier.

Un membre de l'administration universitaire met l'accent sur les difficultés d'harmonisation entre vie professionnelle et académique des ARE. « Toute la journée ils sont au boulot, la nuit, ils sont en classe. Ils n'ont pas le temps. Il y a

aussi l'âge qui est un facteur très important, il est fatigué, il n'arrive même pas à lire le cours. Il y a d'autres, ils ne viennent même pas. Ils prennent les cours chez leurs camarades et photocopient [...] » J.-P. A., membre de l'administration universitaire.

Afin de pallier les difficultés et obstacles auxquelles ils sont confrontés, les adultes en situation de retour aux études jouissent de facteurs d'aides et de réussite à leur étude.

« Ils travaillent souvent en groupe et cela les aide beaucoup. Il y a aussi que lors des évaluations théoriques comme pratiques, les professeurs ne leur tiennent pas rigueur. » A. T., membre de l'administration universitaire.

En ayant des aides pour le travail en groupe et les travaux dirigés, les adultes arrivent à mieux s'adapter à leurs nouvelles vies académiques.

« Pour les salariés, le réaménagement de l'emploi de temps pourrait constituer un facteur d'aide, bon il y a un autre aspect. La coopération avec les professeurs est meilleure et on arrive plus aisément à reporter les cours ou à trouver un calendrier qui convienne aussi à leur emploi de temps. » M. A., enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi.

Il est à conclure que les facteurs d'aides et de réussite aux études, s'observent également au niveau de la flexibilité de l'emploi du temps. En sus, la collaboration avec les enseignants est plus aisée, les deux acteurs étant des adultes. Au titre des facteurs d'aides et de réussite des apprenants adultes, il est à relever la flexibilité de l'administration, le travail en groupe, la bonne collaboration avec les enseignants et les jeunes étudiants.

Qu'en est-il du taux d'échec des adultes en situation de retour aux études universitaires ?

Tableau 5: Taux d'échec des enquêtés

Echec	Oui	Non
Femme	4	22
Masculin	9	53
Total	14,77%	85,23%

Source : Données de terrain, 2018

Le présent tableau révèle qu'un nombre important d'enquêtés n'ont pas connu d'échec depuis le retour aux études (85,23%), contre 14,77% qui ont reconnu avoir eu d'échec. Au titre des causes de l'échec, il y a : le redoublement après plusieurs renvois des cours ; la cherté des frais de formations ; le faible rendement académique.

L'adaptation des apprenants adultes enquêtés a été également observée.

Tableau 6 : Evaluation de l'adaptation des enquêtés

Evaluation de l'adaptation	Mauvaise	Passable	Bien	Très-bien
Femme	2	5	15	4
Homme	5	11	38	8
Total	7,95%	18,18%	60,23%	13,64%

Source : Données de terrain, 2018

A la lecture de ce tableau, il ressort qu'une proportion de 60,23% d'adultes, jugent bonne leur adaptation face au retour d'études, pendant que 7,95% estiment que cette adaptation n'a pu réellement s'opérer. Seulement 13,64% d'adultes estiment que leur adaptation a pu être effective.

Afin de mieux expliquer les raisons pour lesquelles, certains adultes ont du mal à s'adapter, un enseignant affirme ceci : « à part les étudiants normaux il y a aussi des personnes qui s'inscrivent en formation continue, c'est-à-dire des

personnes qui après une période de suspension reviennent compléter leur formation initiale. Ils ont pour la plupart des personnes âgées, des adultes déjà en situation professionnelle. La difficulté est que la plupart de nos entités n'ont pas un programme spécial pour cette catégorie d'étudiants, ce qui fait que certains d'entre eux, bien qu'en étant volontaire, n'arrivent pas vraiment à s'adapter. L'une des options pour résoudre cela, c'est les cours du soir. Là encore, d'autres types de défis se posent.» B. A., enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi.

Les apprenants adultes font donc partie intégrante de la population étudiante. Toutefois, certains ont du mal à réellement s'adapter à leur nouvelle vie d'apprenant, à cause des horaires de cours.

En situation de classe, les enseignants essaient d'accompagner à leur manière cette brochette d'étudiants. « Ce n'est pas vraiment facile en tant qu'enseignant. Mais, on arrive à faire la part des choses pour ne pas trop pénaliser les apprenants en formation continue. J'apporte mon aide au besoin.» M. A enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi.

Pour d'autres enseignants, l'accompagnement des étudiants adultes à une meilleure adaptation, devrait passer par la nature du style d'enseignement. Ils proposent donc l'andragogie pour ce type d'étudiants, en lieu et place de la pédagogie. « Les autres, c'est de l'andragogie qu'on devrait carrément utiliser pour eux, parce que même si les contenus de formations sont les mêmes, ce sont peut-être des pères ou des mères de familles, avec des préoccupations particulières, différentes de celles des étudiants classiques, donc la démarche ne doit pas être la même. Il faut beaucoup plus d'andragogie qui préconise une certaine flexibilité dans les méthodes d'enseignements pour pouvoir leur transmettre les savoirs.» B. A., enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi.

Il en ressort donc que la gestion des apprenants non conventionnels nécessite de l'andragogie dans les méthodes d'enseignements. Enseigner les adultes nécessite du style, de l'art par définition de l'andragogie.

Après la présentation des matériaux empiriques, il convient de les analyser à travers la détermination des « rapports entre éléments simultanés,» Saussure (de)²¹.

²¹(Saussure (de), 2005 : 125).

3. Facteurs internes et externes d'adaptation et de réussite : entrelacs bi- factoriel

Pour des motifs précités, les adultes après une période de suspension entreprennent de revenir aux études universitaires. Néophytes dans un système qu'ils avaient abandonné, ils doivent à présent faire face à des facteurs internes et externes qui pourraient influencer leur adaptation de même que leur réussite.

3.1 Les facteurs liés à l'adaptation

D'après le tableau 5, l'échantillon d'adultes en reprise d'études universitaires juge en majorité leur adaptation satisfaisante (60,23%), pendant que 13,64% d'adultes estiment que leur adaptation a pu être très satisfaisante. De plus, une proportion de 7,95% estime que cette adaptation n'a pu réellement s'opérer, faute de soutien et d'encouragement de la part de leur entourage familial (tableau 2). En mettant l'accent sur l'importance de l'encouragement familial pour les adultes en formation, (Guindon, 1995) affirme que l'appui continu de la famille permet aux adultes d'être plus performants. En outre, cet appui s'avère encore plus déterminant au niveau des femmes. Car, il concourt à leur bien-être et « peut même diminuer l'incidence de dépression chez celle-ci », Guindon²².

Dans certains cas, le conjoint ou la conjointe peut apporter un soutien affectif en considérant la reprise d'études comme un événement heureux pour le couple ou un projet commun. Toutefois, (Charlier, Nizet et Van Dam, 2005) ont constaté que le conjoint peut aussi être un frein à la formation ou qu'il ne désire pas que l'autre voit sa position hiérarchique augmenter.

Dans bien de cas, le retour aux études universitaires chez les femmes peut s'avérer particulier.

L'évolution des modes de vie, les exigences découlant d'une économie et d'un marché du travail en profonde mutation structurelle et l'engagement de plus en plus croissant des femmes dans toutes les sphères d'activité sont autant de faits qui permettent de penser que les besoins de formation universitaire de la population active ne sont pas près de décroître. Il n'est donc pas possible de parler du retour aux études universitaires sans se pencher sur la situation spécifique des femmes. Les apprenantes adultes ont une faible représentation dans l'échantillon de la recherche, comme c'est le cas dans la plupart des entités universitaires. Il paraît donc judicieux de prendre en compte certains aspects spécifiques à la condition féminine ; notamment l'influence de la famille.

La famille est un maillon essentiel de la société dans lequel, la femme joue un rôle important. Elle est donc susceptible d'avoir un impact sur la décision de

²² (Guindon, 1995 ; p.34).

retourner aux études et la persévérance, voire la réussite de dans celles-ci. C'est dans ce sens que (Home, 1997) estime que, les différents rôles occupés par les étudiantes non-traditionnelles : professionnelles ; mères ; épouses ; peuvent être source de difficultés et doivent donc être prise en considération par les intervenants lors de leur contact avec cette population. Dans le même ordre d'idées, Guindon²³ ajoute que la femme en retour aux études se retrouve souvent devant une triple obligation : « assurer la garde des enfants, le ravitaillement familial en vivres et effectuer les démarches administratives indispensables à l'organisation familiale. »

Les données de terrain ont révélé que 67,05% ont affirmé avoir au moins un enfant, contre (32,95%) ayant affirmé le contraire. Cet indicateur n'est pas de nature à favoriser l'adaptation des femmes aux études. Par contre, lors d'une récente étude d'(Ely, Stone, et Ammerman, 2014) s'intéressant à la situation des femmes réussissant de grandescarières, fait état de ce que, ce ne sont pas tant les enfants qui sont des obstacles à la réalisation par une femme d'une grande carrière, mais plutôt la carrière du conjoint. Les chercheurs révèlent qu'une femme aura plus de mal à réaliser une « grande carrière » si son compagnon a lui-même cet objectif. Pour (Lemire, 1994), les femmes qui retournent aux études ont généralement tendance à avoir une hantise de l'échec, à douter de leur capacité intellectuelle, à être stressées et même angoissées avant un examen. Dans le même temps, elles « enregistrent en moyenne des notes supérieures à celle des élèves ayant poursuivi sans interruption leur cheminement scolaire », Guindon²⁴.

3.2 Les facteurs liés à la réussite

Une réussite du retour aux études passe principalement par une adaptation réussie. Par contre il y existe des facteurs tant internes qu'externes pouvant favoriser ou non cette réussite.

En effet les apprenants adultes sont des étudiants non traditionnels qui ont des caractéristiques spécifiques à eux comme le capital expérientiel, l'âge, etc. Ils sont des étudiants à part entière comme le confirme la plupart des enseignants interviewés et qui mérite un traitement différent des autres. La majorité des adultes en reprise d'étude soit 71,59%,trouvent que le style pédagogique n'est adapté à leur besoin en tant que personnes âgées. Cet état de chose ne devrait pas être le cas selon les propos d'un enseignant, puisque les apprenants adultes n'ont pas besoin de pédagogie qui par définition s'applique aux enfants, mais plutôt d'andragogie. Le style pédagogique constitue donc un frein à la réussite

²³ (*Ibid.*,1995 ; p.10).

²⁴ (Guindon, 1995 ; p.14).

des apprenants adultes. Pour Lindeman²⁵ « la pédagogie est la méthode par laquelle les enfants sont instruits alors que l'andragogie est la véritable méthode de l'apprentissage adulte ». (Hachicha, 2001) va plus loin et avance le concept andragogie pour marquer le caractère adulte de l'apprenant, spécifier le milieu de sa formation par rapport à l'éducation scolaire ou universitaire et pour signifier que la formation de l'adulte doit être centrée sur l'apprenant et sur les situations de pratique. L'andragogie est donc un processus d'apprentissage, un véritable moyen par lequel les adultes entretiennent un rapport d'intelligence avec le monde moderne, (Lindeman, 1927). Il en ressort que le style pédagogique est un facteur organisationnel (externe) qui constitue un obstacle à la réussite des apprenants adultes car, l'idéal pour eux serait l'andragogie. La tradition n'a jamais exigé des enseignants à l'université qu'ils attestent d'une formation à l'enseignement. Or, lesdits styles d'apprentissage existent et tiennent compte de deux paradigmes épistémologiques : l'hypothèse ontologique et constructiviste, (Jonnaert, 2000). Il faut noter ces deux paradigmes ne s'ariment guère. En conséquence, nombre d'entre les enseignants à l'université, reproduisent les modes de transmission traditionnels du savoir, alors que ceux-ci conviennent de moins en moins à des groupes mixtes. A propos des groupes mixtes, des recherches ont fait l'inventaire de quatre types de modèles utilisés aux fins d'enseignement : le modèle académique traditionnel, l'apprentissage par recherche, le modèle semi-professionnel et le modèle de la pratique professionnelle, (Chevalier et Giret, 2013). Travailler avec des jeunes qui arrivent du collège et enseigner aux adultes qui reviennent aux études, après une interruption comprise entre cinq et vingt ans, sont deux réalités fort différentes. Dans la pratique, la situation exige que le professeur développe des talents d'animateur et de conciliateur et veille à ce que les deux types d'étudiants puissent également s'exprimer lors des discussions, (Knowles, 1990). Le courant humaniste de l'apprentissage privilégie à cet égard l'approche individuelle axée sur le principe de l'autoapprentissage, (Elias et Merriam, 1980). Ce qui implique que le professeur considère chaque étudiant comme une ressource et qu'il permette à chacun de partir d'où il est, de façon à respecter et l'adulte et le jeune. La situation de mixité exige également, que le professeur prenne en considération le fait qu'il existe plusieurs façons d'apprendre et d'évaluer l'apprentissage. Il devrait enfin, le cas échéant, utiliser les expériences particulières des adultes pour illustrer les notions enseignées. La grande majorité des enseignants interrogés sur leur adaptation à un groupe mixte affirment qu'ils ont effectivement modifié leurs modes d'enseignement ou encore qu'ils n'ont pas eu à le faire parce qu'ils avaient déjà adopté une philosophie d'éducation qui tient compte des adultes. Certains déclarent toutefois qu'ils n'ont rien changé et qu'ils n'ont pas l'intention de le faire, soit parce que les adultes sont trop peu nombreux dans leur groupe, soit parce que

²⁵ (Lindeman, 1927 ; p.70).

tous doivent passer par les mêmes apprentissages et par les mêmes examens. Par ailleurs, pour ne pas nuire aux étudiants plus jeunes (ordinaires) avec le changement de la méthode d'enseignement, certains préfèrent garder le statut quo. Certes, cette pratique éducative n'est pas chose aisée. Dans ce sens, Bourgeault²⁶ affirme que « lier théorie, pratique et vécu personnel, tout en respectant les acquis et le rythme d'apprentissage de chaque type d'étudiant, est un défi de taille ».

L'administration des universités constituent également un obstacle pour la réussite selon les répondants. Cela peut se vérifier à travers les quotas horaires qui ne permettent pas aux adultes en formation de pouvoir combiner travail-étude, d'une part ; étude-famille, d'autre part. Elle constitue une difficulté par rapport aux inscriptions et aux frais de scolarités comme le soulignent certains. Dans ce sens, (Guindon, 1995) affirme que l'une des difficultés est l'accessibilité aux services administratifs. « Les divers services administratifs responsables de l'admission et de l'inscription, de l'information sur les prêts et les bourses, de l'aide à la recherche de l'emploi ou de l'attribution de locaux pour l'étude sont d'abord conçus en fonction de la population poursuivant des études du jour et à plein temps, d'où le manque d'adaptation de ces services aux besoins des adultes.²⁷ »

Néanmoins, comme l'estime un enseignant, l'administration pourrait constituer un facteur d'aide à la réussite des apprenants adultes à travers le paiement des frais de scolarité en tranche pour pouvoir faciliter la tâche à ceux-ci. Cet enseignant affirme en s'appuyant sur son propre cas que les enseignants sont parfois à la disposition des apprenants pour des explications en lien avec le contenu de formation. (Knowles, 1977) approuve cette idée en affirmant qu'en andragogie, le rôle du formateur est celui d'un guide qui fournit un grand nombre d'options d'apprentissage parmi lesquelles l'apprenant fait un choix. Il facilite le processus d'apprentissage par son rôle de support, d'aidant, de partenaire et il crée les conditions favorables qui entourent l'apprentissage. Selon un enseignant interviewé, le travail en équipe est un facteur d'aide et de réussite aux apprenants adultes. Le fait de travailler en groupe amène l'adulte à côtoyer de nouvelles personnes, à s'exercer avec d'autres camarades ceci pour développer son aptitude et éradiquer la gêne et le stress qui constituent des difficultés, pour certains adultes. Selon (Goguelin, 1970), l'andragogie désigne les méthodes de formation qui sont spécifiques aux adultes, telles que le travail en groupe.

Au vu de tout de ce qui précède, que retenir ?

²⁶Bourgeault (1985 ; p.21)

²⁷Guindon (1995 ; p.5).

Conclusion

Dans le dictionnaire encyclopédique de l'éducation, l'andragogie est perçue comme un domaine d'étude et de pratique avec ses composantes sociales, psychologiques et pédagogiques, Champy et Etevé (1994). Elle est aujourd'hui un phénomène en pleine expansion, portée par une évolution permanente des technologies et de l'information. Cette expansion pousse sans cesse des professionnels à améliorer leurs connaissances par le biais d'apprentissages qui peuvent être formels, informels ou non formels.

Le présent article a eu pour objectif d'examiner les facteurs qui concourent à l'adaptation et la réussite des apprenants adultes en situation de retour aux études universitaires.

Il ressort que l'encouragement, le soutien de l'entourage direct de l'adulte sont des facteurs internes qui concourent à l'adaptation et la réussite des apprenants adultes en situation de retour aux études universitaires. Les facteurs externes qui influencent l'adaptation et la réussite des adultes sont de deux ordres : les facteurs institutionnels (contrainte administrative) et les facteurs organisationnels (inadéquation des méthodes et style d'enseignement, difficulté de compréhension de certaines matières).

Références bibliographiques

(Charlier Bernadette, Nizet Jean et Van Dam Denise, 2005), *Voyage au pays de la formation des adultes. Dynamiques identitaires et trajectoires sociales*, Paris, l'harmattan.

(Bourgeault Guy, 2003), « L'université aujourd'hui, comme hier ? Le regard d'Emmanuel Kant sur l'université... 200 ans plus tard », [*Revue des sciences de l'éducation*](#), Volume29, Issue2, 2003, pp. 237–252.

(Carré Phillipe, 1998), « Motifs et dynamiques d'engagement en formation », *Education permanente*, 126(3), pp.119-131.

(Champy Philippe, Etevé Christiane (dir), 1994), *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, Paris, Nathan.

(Deci Edward et Ryan Richard, 2000), "The "What" and "Why" of Goal Pursuits: Human Needs and the Self-Determination of Behavior".11(4), 227268.

(Dufresne-Tasse Colette, 1981), Onze propositions et quelques considérations sur la motivation de l'étudiant adulte, Montréal, Université de Montréal, Faculté des Sciences de l'Education

(Elias John and Merriam Sharan, 1980). "Philosophical Foundations of Adult Education Huntington". New York. Robert E. Krieger Publishing.

(Guindon Roger, 1995), *Le retour aux études de l'adulte. Répercussions personnelles, familiales et professionnelles*, Paris, Éditions du renouveau pédagogique.

(Hachicha Sami, 2001), *Un modèle de formation continue à la pratique réflexive pour cadres intermédiaires soignants hospitaliers*, Thèse Ph. D. Université de Montréal (Québec), Faculté des sciences de l'éducation, Département de psychopédagogie-andragogie.

(Jonnaert Philippe, 2009), *Compétences et socioconstructivisme. Un cadre théorique*, Paris, De Boeck Supérieur.

(Chevallier Thierry et Giret Jean-François, 2013), « Dispositifs pédagogiques dans l'enseignement supérieur et insertion des diplômés », *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur*, 29(1) | 2013, pp. 1-20.

(Knowles Malcolm, 1970a). *The History of the Adult Education Movement in the United States*. New York. Krieger.

(Knowles Malcolm, 1970). *The Modern Practice of Adult Education* New York. Association Press.

(Knowles Malcolm, 1990), *L'apprenant adulte : vers un nouvel art de la formation*, Paris: Les Éditions d'Organisation.

(Lindeman Eduard, 1927). *The Meaning of Adult Education*. New York. New Republic, inc.

(Robyn Ely, Pamela Stone et Colleen Ammerman, 2014). "Rethink What You "Know" About High-Achieving Women". *Harvard business review*. <https://hbr.org/2014/12/rethink-what-you-know-about-high-achieving-women>, consulté le 09 septembre 2019.

CULTURE SENOULO, HISTOIRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECOLE A KOMBORODOUGOU (NORD-COTE D'IVOIRE)

SILUE Abou

*Socio-anthropologue de l'Education, Enseignant-Chercheur au département de Sociologie
Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), Abidjan, Côte d'Ivoire
, Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS)
abousilue15@gmail.com*

KOFFI Justin Yves

*Docteur en Sciences de l'Education, Spécialité : Psychologie de l'Education,
Enseignant-Chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
ykoffiyves74@yahoo.fr*

Résumé

L'action des savoirs traditionnels sénoulo dans le développement de l'école occidentale constitue l'axe central de notre réflexion. L'objectif de cette étude vise à rendre compte des effets des savoirs culturels et historiques sénoulo dans le développement de l'école dans le Nord ivoirien. Pour atteindre cet objectif, l'approche phénoménologique a été adoptée. Puis, 25 entretiens de groupe formé chacun de 6 personnes et 25 entretiens libres individuels conduits avec des guides, ont permis de recueillir les données de terrain. Au total, 175 personnes ont été enquêtées. Les répondants, au cours de ces entretiens, ont indiqué que le poro et ses dérivées influent sur le développement de l'école occidentale. Aussi, ont-ils relevé que certains rituels sacrificiels et la variation des représentations historiques de l'école chez les Sénoulo ont permis d'accroître la scolarisation et le taux de réussite à l'école occidentale ces dernières années. Ainsi, l'étude a retenu que les savoirs traditionnels sénoulo constituent le principal levier du développement de l'école occidentale dans le Sud de Korbogo au Nord de la Côte d'Ivoire.

Mots clés : *Savoir traditionnel, Culture sénoulo, Ecole, scolarisation, représentation.*

Abstract

The role of Senoulo traditional knowledge in the development of Western schools is the central focus of our reflection. The objective of this study is to report on the effects of Senoulo cultural and historical knowledge on the development of schools in northern Cote d'Ivoire. To achieve this objective, the phenomenological approach was adopted. Then, 25 group interviews, each consisting of 6 people, and 25 individual open-ended interviews with guides, were conducted to collect field data. A total of 175 people were surveyed. Respondents in these interviews indicated that the Poro and its derivatives influence the development of the Western school. They also noted that certain sacrificial rituals and the variation in the historical representations of the school among the Senoulo have made it possible to increase enrolment and success rates in Western schools in recent years. Thus, the study found that Senoulo

traditional knowledge is the main lever for the development of Western schools in southern Korbogo in northern Cote d'Ivoire.

Keywords: *Traditional knowledge, Senoufo culture, School, schooling, representation*

I.INTRODUCTION : CONTEXTE ET PROBLEME DE RECHERCHE

1.1. CONTEXTE DE L'ETUDE

L'abondante littérature sur la question des rapports entre la culture et l'école, et entre les pratiques du colon et le développement de l'école dans les pays africains, a permis d'asseoir le contexte de cette recherche menée dans le sud du département de Korbogo au Nord de la Côte d'Ivoire. Cette revue s'est permis de décrire la situation des relations entre la culture endogène des peuples africains au début de l'implantation des premières écoles occidentales dans les villages africains et particulièrement dans les villages sénoufo du Nord ivoirien. A ce niveau, les rapports existants étaient des rapports de domination. La culture africaine et l'école occidentale aux yeux des africaines avaient des statuts différents : la première est considérée comme un autochtone et la seconde comme un étranger. La culture africaine dominait toutes les actions et pratiques de l'être africain et influençait directement l'école occidentale. Cette domination de la culture sur l'école occidentale est résumée ici par Cissé (2005) « L'école ne plaisait pas au paysan *Shenna*. Comme pour le service militaire, les parents offraient toutes sortes de sacrifices aux divinités afin que leurs enfants ne puissent pas continuer à fréquenter l'école »²⁸, ou à accepter de fréquenter l'école occidentale. L'emprise de la culture endogène sur les actions humaines autrefois entraînait par moments, du fait de l'absence d'enfants à scolariser, la fermeture de certaines écoles occidentales. Aussi, les activités du travail forcé du colon ont eu un impact sur les manières d'agir, les représentations sociales de l'être sénoufo et qui lui ont permis de rester réfractaire à tout fait nouveau (l'école occidentale et ses dérivées) durant une trentaine d'année.

Vu les effets négatifs de cette relation de domination de la culture sur l'école occidentale, les Etats africains et en particulier celui de la Côte d'Ivoire a réalisé différentes activités pouvant permettre de renverser la tendance ci-dessus exprimée. Suite à ces activités étatiques, la société ivoirienne, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, dans le milieu urbain comme dans le milieu rural, a connu une forte modernisation. Ce qui a permis d'obtenir aujourd'hui des écrits sur le

²⁸Cissé N'Do, (2005). *Les rites initiatiques chez les Sénoufo (Sud-Mali)*, Paris : L'Harmattan, p.110.

poro sénoufo et d'observer les nouvelles relations entre la culture endogène sénoufo et l'école occidentale et, entre les pratiques historiques du colon et le développement de l'école.

Ainsi, l'on pourrait se demander comment les changements sociaux qui s'opèrent à travers les courants "sauvages" du modernisme vont-ils permettre à l'école d'avoir raison de la culture et de dominer l'histoire ? Comment se présente aujourd'hui les rapports entre la culture sénoufo et l'école occidentale, et entre l'histoire coloniale et la même école ? La réponse à ces questions pourrait permettre de connaître le niveau des différentes relations qu'entretient l'école occidentale aujourd'hui avec la culture et l'histoire sur le terroir sénoufo du Nord de la Côte d'Ivoire. Une meilleure explication de ces relations s'est appuyée sur la théorie des représentations sociales et la théorie de l'adaptation de l'acteur social.

1.2. PROBLEME, QUESTIONS ET OBJECTIFS DE RECHERCHE.

Les recherches de Dédy et *al* (1997); Koffi et alii (1998); de l'Institut National de la Statistique (2002); UNICEF (2000 ; 2006) réalisées dans le domaine de l'éducation scolaire en Côte d'Ivoire au cours des dernières années mettent en évidence les déterminants culturels, sociaux, familiaux et économiques de la scolarisation primaire. Elles ont montré que ces déterminants agissent négativement sur la décision des parents de scolariser les enfants et impactent le taux scolarisation dans le temps. En effet, l'action de ces déterminants a fait passer le taux scolarisation primaire de 38,2% en 1998 (INS, RGPH-1998)²⁹ à 27 % en 2006 (UNICEF-Côte d'Ivoire, 2006) en milieu rural sénoufo. Puis, les relevés issus du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998 présentés dans le tableau 1 ci-dessous montrent que la situation de la scolarisation primaire est encore alarmante dans certaines localités du nord ivoirien.

²⁹ INS : Institut National de la Statistique - RGPH : Recensement Général de la Population et l'Habitat

Tableau 1 : Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par localité en 1998

Localités en régions d'origine Sénoufo	Totaux des enfants scolarisés et non scolarisés par localités			Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par localités
	ES ³⁰	ENS ³¹	TE ³²	
Ouaraniéné (Village Fodonon)	11	124	135	8,14%
Sokoro I (Village Niarafolo)	30	146	176	17,04%
Kouroukouna (Village Tagbana)	5	54	59	8,47%

Source : INS³³, RGPH-1998

Ces relevés indiquent que dans le Nord, les taux de scolarisation en 1998 étaient faibles (Ouaraniéné à Korhogo : 8,14% ; Kouroukouna à Tafiré : 8,47% ; Sokoro I à Ferké : 17,04%).

Cependant, en 2013, l'enquête réalisée auprès des familles sénoufo a montré que la situation de l'école a beaucoup plus varié par rapport aux années antérieures (1998, 2000, 2006). Les résultats de cette enquête sont indiqués dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2: Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par localité en 2013 dans les régions d'origine sénoufo

Localités en régions d'origine sénoufo	Totaux des enfants scolarisés et non scolarisés par localités			Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par localités
	ES	ENS	TE	
Pangarikaha (Village Nafara)	509	11	620	82,09%

³⁰ ES : Enfants Scolarisés

³¹ ENS : Enfants Non Scolarisés

³² TE : Total des Enfants scolarisables

³³INS : Institut National de la Statistique

Sokoro I (Village Niarafole)	121	73	194	62,37%
Kouroukouna (Village Tagbana)	148	81	229	64,62%
Torgokaha (Village Tiembara)	204	95	299	68,22%
Fodio (Village Kassembélé)	142	83	225	63,11%

Source : Enquête, 2013

Ces taux de scolarisation primaire à Sokoro I (Ferké) :62,37% ; Kouroukouna (Tafiré) : 64,62% ; Torgokaha (Korhogo) : 68,22%; Pangarikaha (Korhogo) :82,09% indiquent que les populations rurales sénoufo ont peut-être changé de comportements et d'attitude vis-à-vis de l'école occidentale dans l'ensemble du nord ivoirien. Aussi, pour approfondir cette recherche, l'étude s'est intéressée aux réalités de l'école dans la zone spécifique de Komborodougou. Pour ce faire, une enquête a été conduite dans cette région pendant quatre années consécutives. Les résultats de cette enquête présentés dans le tableau 3, ont permis d'observer une amélioration de la situation de la scolarisation dans cette sous-préfecture du nord de la Côte d'Ivoire.

Tableau 3: Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par localité dans la région de Komborodougou de 2014 à 2017.

Années	Taux net de scolarisation primaire des enfants sénoufo par année selon les localités			
Localités	2014	2015	2016	2017
Dandoumankaha	90	91	95	97
Komborodougou	89	90	93	95
Kpokaha	87	93	95	96
Nakaha	86	90	92	94
Naziénékaha	89	93	95	97
Némélokaha	91	95	97	98
Siribikaha	xxxxxxxx	80	93	96

Source : Enquête, 2014, 2015, 2016, 2017

En plus de ces taux de scolarisation élevés, le Nord ivoirien et particulièrement la sous-préfecture de Komborodougou présente des taux de réussite élevés à l'examen de l'entrée en sixième ces dernières années. Les données de terrain relevées auprès des directeurs d'écoles primaires de cette zone sont présentées dans le tableau 4.

Tableau 4: Taux de réussite scolaire des enfants sénoufo dans les écoles primaires de Komborodougou de 2012 à 2017.

Années Localités	Taux de réussite scolaire des enfants sénoufo par année selon les localités à l'examen de l'entrée en sixième					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
EPC Komborodougou		70,68	62	97,78	93,33	100
EPP Komborodougou 1	48,81	73,68	65,30	100	90,32	94,74
EPP Komborodougou2	56	48,71	52,50	100	88,89	63,04
EPPKpokaha	42,85	69,23		100	84,12	87,5
EPP Nakaha	50	xxxxxx x	90,90	100	100	84,62
EPP Naziénékaha	76,92	88,88	80	100	100	93,75
EPP Némélokaha	xxxxxx x	xxxxxx x	100	100	100	100
EPP Siribikaha	xxxxxx x	xxxxxx x	xxxxxx x	100	100	88,89
Dandoumankaha	xxxxxx x	xxxxxx x	xxxxxx x	100	100	92,86

Source : Données des directions d'écoles, 2012 à 2017

Ces données quantitatives qui sont d'autant plus croissantes allant de 2012 à 2017, montrent l'existence d'actions pouvant catalyser le développement de l'école dans la sous-préfecture de Komborodougou. Nos propres observations de terrains ont relevé entre autres les connaissances traditionnelles et les changements positifs au sein de l'école du poro en faveur de l'école occidentale, les pratiques rituelles au service d'une forte scolarisation et, la variation des perceptions et conceptions socio-historiques de l'école chez les populations sénoufo de Komborodougou comme des actions et facteurs qui permettent aux parents et aux enfants d'être plus mobiliser pour le développement de l'école occidentale dans une sous-préfecture où le développement économique est

difficile à décoller. Partant de ces différents constats quantitatifs et qualitatifs, l'on pourrait se demander comment les savoirs culturels et socio-historiques sénoufo contribuent-ils au développement de l'école dans la sous-préfecture de Komborodougou ? Quel est l'apport de l'école du poro dans le développement de l'école occidentale ? Comment les rites culturels ont-ils influencé l'évolution de l'école occidentale ? Comment les représentations historiques de l'école chez les Sénoufo ont-elles impacté le développement de la scolarisation et le travail scolaire des enfants à Komborodougou ?

L'objectif général de cette étude est de rendre compte des effets des savoirs culturels et historiques sénoufo dans le développement de l'école à Komborodougou. Puis, trois objectifs spécifiques permettent d'atteindre l'objectif général. Ces objectifs se déclinent comme suit : présenter les changements positifs qui ont eu lieu au sein de l'école du poro en faveur de la scolarisation ; décrire les pratiques rituelles réalisées par les Sénoufo en vue d'améliorer la scolarisation et la réussite des enfants à l'école ; comparer les conceptions et perceptions de l'école occidentale chez les sénoufo d'hier à aujourd'hui et leurs effets dans le développement actuel de l'école occidentale. Elle s'est aussi intéressée à faire ressortir les effets des savoirs culturels et socio-historiques sénoufo dans le développement de l'école occidentale à Komborodougou.

La théorie des représentations sociales et la théorie de l'adaptation de l'acteur social sont celles utilisées pour comprendre les réactions et attitudes des Sénoufo face au développement de l'école occidentale dans ladite localité. Leur choix s'explique par leur complémentarité dans la compréhension des comportements exprimés par les Sénoufo. En effet, la première, selon Moscovici cité par Yapi, « a pour ambition de rendre compte des mécanismes psychosociaux sous-jacents aux comportements des individus et des groupes vis-à-vis d'un même objet social » (Yapi Yapo, 2016 :50) qu'est ici le développement de l'école occidentale. Cette théorie, sous l'angle de son approche structurale et transformation des représentations sociales, va permettre d'observer chez les Sénoufo un rejet des anciennes représentations de l'école occidentale qu'avaient les Sénoufo qui ont vécu la période coloniale ou les années proches de cette dernière. Les nouveaux sénoufo de l'ère 2019 qui ne sont ni de la période coloniale ni des années des indépendances, pourraient abandonner plus facilement leur façon ou manière de regarder ou représenter l'école occidentale. Aussi, cette théorie va permettre de remarquer chez les Sénoufo qu'ils sont inscrits dans un système de représentations irréversibles où tout retour en arrière est impossible (Yapi Yapo, op.cit., p.55). Ils sont dans cette posture sensée s'adapter aux influences des méta-systèmes (systèmes idéologique, social, culturel, religieux, etc) ou à adapter leurs manières de vivre et de représentations aux influences des institutions macrosociologiques. Cette façon de s'organiser permet ici de faire recours à la théorie de l'adaptation qui amène l'acteur social à adopter une attitude nouvelle

celle de sa séparation de ses anciennes habitudes et innovante. Cette dernière permet ici de remarquer que le rapport du Sénoufo à sa culture et ses représentations historiques de l'école, ont beaucoup variées et a permis d'atteindre le niveau de développement de l'école observé dans la localité de Komborodougou. A l'application de cette théorie, l'on se rend compte que les relations du Sénoufo avec les institutions traditionnelles et modernes qui l'entourent ont connu des changements positifs.

II.METHODOLOGIE ADOPTEE

2.1. Terrain d'étude

L'espace géographique de la localité de Komborodougou a constitué le champ d'expérimentation de la présente étude. Situé au Sud-Est du département de Korhogo, la localité de Komborodougou est délimitée au Sud par la sous-préfecture de Ferké, au Nord par la sous-préfecture de Karakoro, à l'Ouest par la sous-préfecture de Napié et à l'Est par la sous-préfecture de Sinématiali.

Le choix de cette localité se justifie par le fait qu'elle est bien fournie d'écoles primaires. Aussi, ce choix est lié au fait que les Sénoufo de Komborodougou ont tendance aujourd'hui à adopter des habitudes différentes de celles des Sénoufo des années 1960. Car, au niveau de cette localité, six villages sur huit où se trouve une école primaire réalisent des rituels sacrificiels en faveur de la scolarisation et de la réussite scolaire des enfants. Les Sénoufo du XXI^e siècle combinent tradition et modernité afin de permettre à leur progéniture de bénéficier du développement que leur apporte l'occident. Ainsi, le champ d'étude étant délimité, le champ social ci-dessous présenté, donne plus de précision sur la population et l'échantillon à l'étude.

2.2. Champ social : Population et échantillon à l'étude

La population à l'étude est constituée de Sénoufo et d'enseignants intervenant dans les écoles primaires de Komborodougou. Elle est de façon spécifique composée de : chefs de village, de notables de chefs de village, de chefs de bois sacré, de responsables de bois sacré, de présidents et autres responsables d'association d'élèves et d'étudiants, de chefs de famille et d'enseignants du primaire. Le choix des enquêtés est en liaison directe avec la détention des informations pertinentes capables d'explicitier les relations entre les pratiques culturelles et le développement de l'école dans la localité d'étude. Ces enquêtés, présentés dans le tableau ci-dessous, sont repartis sur six sites : les villages de Némelokaha, Nakaha, Nazinékaha, Pkokaha, Nakalakaha et la

commune de Komborogou. Le choix de ces différents sites est lié au fait que les populations sénoufo vivant dans ces villages sont en interaction avec l'école il y a une quarantaine d'années. Ce temps de cohabitation entre Sénoufo et école, entre culture sénoufo et école pourrait permettre aux enquêtés de mieux apprécier les rapports entre ces différentes entités ou institutions. Sur chacun de ces sites, il a été organisé cinq focus group composés chacun de six personnes. Puis, 25 personnes du troisième âge ont été entretenues individuellement et de façon libre avec un guide élaboré avec des questions axées sur le passé colonial du peuple sénoufo et des questions en lien avec le développement de l'école aujourd'hui. Au total, l'étude a été réalisée auprès de 175 acteurs sociaux considérés comme des informateurs clés. L'échantillon déterminé est composé de 175 enquêtés.

Tableau n°5 : Population enquêtée par focus group et par village

Catégories de population enquêtée par Village	Population enquêtée focus group par
01 Chef de village + 5 Notables de chefs de village	06
01 Chefs de bois sacré + 5 Responsables de bois sacré	06
01 Président + 5 Responsables d'association d'élèves et d'étudiants	06
06 Chefs de famille	06
01 Directeur + 5 Enseignants du primaire	06
Total Population enquêtée par village	30

Source : Enquête de terrain, 2018

Tableau n°6 : Population enquêtée par village

Villages	Population enquêtée (avec les focus groups)	Population enquêtée (en entretien libre)	Population enquêtée par village
Némelokaha	30	5	35
Nazinékaha	30	4	34
Pkokaha	30	3	33
Nakaha	30	3	33
Komborodougou	30	10	40
Total Population enquêtée			175

Source : Enquête de terrain, 2018

2.3. Méthodes et matériels de collecte des données

La méthode qualitative est celle adoptée pour conduire cette étude. Son choix se justifie par le fait que la méthode quantitative a des limites à donner une explication en profondeur de la réalité étudiée. L'approche phénoménologique qui est à la fois descriptive et compréhensive, a permis d'examiner les relations entre les expériences passées du temps colonial et les conduites actuelles des Sénoufo face aux différents changements enregistrés au niveau de l'école. Mieux, l'application de cette approche a été à l'origine de l'identification des vécus et pratiques socio-culturels quotidiens des Sénoufo durant les trente dernières années. Elle a aussi permis d'analyser les implications de ces vécus et pratiques dans le développement actuel de l'école dans la localité d'étude.

Les techniques de collecte des données utilisées sont l'entretien de groupe ou focus group et l'entretien individuel libre. Le choix de ces deux techniques est justifié par le fait qu'elles permettent d'obtenir plus d'informations pertinentes sur la question des rapports entre la culture et l'évolution de l'école d'une part et, entre l'histoire coloniale du peuple sénoufo et le développement de l'école d'autre part. Le guide d'entretien est l'outil retenu pour réaliser l'enquête de terrain. Le Sénoufo est la langue adoptée pour conduire les entretiens de groupes dont les responsables sont des chefs de village, des chefs de bois sacré, des présidents d'association de jeunes, des chefs de famille et la langue française a été utilisée lors des entretiens réalisés avec les directeurs d'école primaire. Ces guides ont été faits avec des questions ouvertes. Les données issues des entretiens des focus groupes ont été enrichies et complétées avec celles des entretiens libres et individuels réalisés avec les personnes du troisième âge aujourd'hui considérés comme des informateurs clés ayant vécu ou bien leurs parents ont vécu l'époque colonial. Le choix de cet outil et des techniques retenues est justifié par le fait cet outil et des techniques permettent aux enquêtés d'être dans un système de contradiction qui fait ressortir les relations entre les différentes réalités étudiées. La méthode de traitement des données utilisée est la manipulation manuelle afin de mieux saisir la structure relationnelle entre ces différentes données. Puis, l'analyse de contenu est la méthode d'analyse adoptée parce qu'elle favorise l'analyse des rapports entre les différents entretiens.

III. DES RESULTATS A LA DISCUSSION

3.1. CONTRIBUTION DES SAVOIRS CULTURELS SENOULO AU DEVELOPEMENT DE L'ECOLE.

Les savoirs culturels sénégalais constituent les connaissances liées à la culture sénégalaise qui ont un lien avec le développement de l'école occidentale. Le terme « culture » définit dans la lignée de Guy Rocher, a un sens sociologique. La culture, dans son aspect sociologique est « un ensemble lié de manières de penser, de sentir, et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte³⁴ » (Guy Rocher, 1992). Les manières dont parle Guy Rocher sont des comportements institutionnalisés, formalisés de sorte qu'elles soient inculquées aux futures générations. Ce deuxième point de la réflexion permet ici de découvrir les contributions de ces connaissances culturelles et sociales dans le développement de l'école des Blancs sur le terroir sénégalais de Côte d'Ivoire.

3.1.1. Poro et développement de l'école occidentale.

Le poro ou pɔri en sénégalais, est un terme polysémique qui peut désigner un masque dangereux soustrait de la vue du public à l'exemple du *korobila*, du *kagbani*, ou l'ensemble des composantes constituant l'institution poro, ou un homme qui a achevé son cycle d'initiation (Souleymane YEO, 2010). Ce terme pɔri est un système organisé par la société sénégalaise pour assurer l'éducation des enfants de sexe masculin en leur faisant suivre pendant sept ans un enseignement organisé et des épreuves physiques et intellectuelles (N'Do CISSE, 2005). Puis, selon un informateur clé du système d'initiation interrogé par Tiona Ouattara, le mot poro signifie : personne ne vaut mieux que l'autre (*wa boro wa na ye*), même si tu possèdes plus de biens que les autres, tu dépenseras le même montant que les autres pour le poro (Chantal RONDEAU, 1980, cité par N'do CISSE, 2005). A la lecture de ces quelques définitions, le terme poro ou pɔri est un système de relations sociales inventé et établi par les anciens pour se maintenir dans les hautes instances de décision de la société sénégalaise. L'étude s'accorde ici sur les relations entre le poro et l'école occidentale qui est un autre système inventé par les Blancs et importé dans les sociétés traditionnelles comme la société sénégalaise.

Les résultats de l'enquête de terrain ont indiqué que le poro est un outil de maintien de la solidarité communautaire dans la société. Les enquêtés ont

³⁴Guy Rocher, 1992, *ibid*, p.101 à 127

souligné qu'ils ne peuvent pas laisser disparaître l'élément essentiel de leur culture, la culture de leurs ancêtres. Mais, ils estiment que le monde est devenu beaucoup plus modernisé qu'un Sénoufo ne peut s'en passer de ce que les blancs lui apporte comme modernité, nouveauté. Aussi, les enquêtés ont exprimé que même si le poro inculque à l'initié ce qui peut lui permettre de s'intégrer à la société d'origine et de s'adapter à son milieu de vie, il importe de mentionner que le poro s'adapte lui aussi au changement, à la nouveauté, aux faits nouveaux comme l'école occidentale. Pour s'adapter au changement social, le poro, pour sa part accepte dans les bois sacrés l'initiation des élèves, des fonctionnaires ou modèles de l'école occidentale. De même, l'école du poro n'est pas renfermée sur elle-même, mais elle est ouverte parce qu'elle utilise par moments certains élèves déscolarisés de l'école occidentale pour former les autres initiés. Elle autorise l'initiateur d'accepter la bière, l'argent que les nouveaux initiés envoient dans le bois pendant la phase pratique de l'initiation. Aussi, le poro est une institution éducative qui dans le milieu d'origine sénoufo s'adapte au changement. Cette adaptation au changement a fait diminuer le nombre d'enfants à initier. Ce chiffre, aujourd'hui, est passé de douze (12) ou quatorze (14) en 1998 à zéro (0) ou trois (3) enfants à initier en 2018 par bois sacré. Les enseignants de l'école du poro enquêtés ont souligné que l'ouverture du poro à l'école occidentale est dû au fait qu'il n'existe pas de salaire matériel à la fin du cycle de formation. Selon ces enseignants, l'initié du poro ne peut pas intégrer avec ses diplômes du poro le système économique plus modernisé ou d'occuper une place dans le système administratif ivoirien. Pour cela, ils conseillent par moment aux parents la scolarisation des enfants à l'école des Blancs. Les entretiens avec certains chefs de bois sacré (*Sizangafolo*) ont révélé une baisse dramatique du temps et du nombre de campagnes de sensibilisation consacrées au poro. Ces enquêtés ont exprimé que c'est eux les chefs de bois sacré qui ont autorisé les élèves scolarisés à l'école occidentale à ne pas suivre toutes les étapes initiatiques dans le bois sacré. Selon ces anciens, les enfants scolarisés vont au bois sacré pour juste s'acquitter de leurs droits d'initiation et obtenir un nom d'initiation : d'où l'initiation simplifiée d'une seule journée. Suite à cette forme d'initiation, les neveux des chefs de bois sacré sont scolarisés et font la promotion de l'école occidentale par moments dans la région. De plus, ces chefs de bois sacrés ont résumé toutes leurs actions en faveur de la forte scolarisation à travers les expressions : « nous chefs, nous n'offrons plus d'animal, de chiens à nos ancêtres, à nos divinités, à nos fétiches afin d'attirer plus d'enfants et parents vers l'initiation au poro ». Ils ont aussi indiqué que le poro autorise aujourd'hui l'initiation d'une autre ethnie de Côte d'Ivoire et d'ailleurs.

Ainsi le poro sénoufo, bien qu'il s'est adapté à l'influence de l'école occidentale et entretient une relation mutualiste, n'a pas encore accepté que les initiateurs entrent dans les bois sacrés avec les appareils des nouvelles technologies (appareil photo, téléphone mobile). Son adaptation au changement, à la

nouveauté est progressive. Cette adaptation progressive du poro au changement a permis à nos enquêtés (initiés) de donner leurs points de vue sur la situation des rapports entre le poro et de l'école occidentale dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Ces rapports ont permis à l'école occidentale de connaître un rayonnement, un développement rapide dans la région de Komborodougou.

3.1.2. Des pratiques culturelles au service du développement de l'école.

Les pratiques culturelles dont la fréquence est élevée dans les discours des enquêtés sont : les pratiques rituelles (98%) et les pratiques liées à la consultation des cauris (99%).

Au niveau des pratiques rituelles, il y a les rituels réalisés par les chefs de village (*kahafolo*) auprès de l'autel des ancêtres, les rituels réalisés par les vieux les plus anciens dans le village et les rituels familiaux effectués par les chefs de familles. En s'exprimant sur la pratique de ces rituels, les chefs de village ont indiqué « donner un coq qu'il soit blanc ou rouge, ou donner un bouc aux ancêtres créateurs du village », a un effet positif sur l'attitude des parents à envoyer les enfants à l'école occidentale. Aussi, ils ont souligné que ces effets sont ressentis au niveau de l'engouement que chaque enfant a à aller à l'école. Pour ce groupe d'enquêtés, les ancêtres aujourd'hui entretiennent une bonne relation avec l'école des blancs. Le deuxième groupe a fait savoir que le rituel effectué permet aux enfants scolarisés d'être protégés de tout mal maléfique. Il protège spirituellement les enfants scolarisés jusqu'à la fin de l'année scolaire. Les chefs de familles ont relevé que ce rituel amène les enfants à se concentrer à l'activité scolaire et à avoir l'engouement à étudier à la maison. Au regard de toutes ces expressions, l'on retient que les pratiques rituelles en pays sénoufo jouent en faveur du peuplement de l'école et de la réduction des abandons scolaires. Ils permettent aux écoliers de consacrer plus de temps aux études.

Au niveau des pratiques liées à la consultation des cauris chez les *sandobelé*³⁵, les enquêtés ont relevé qu'ils adhèrent à cette pratique parce que les *sandobelé* sont en contact avec les génies. Ils ont souligné que ces génies dictent ce que chaque parent doit faire pour que les enfants scolarisés puissent passer en année supérieure. Aussi, les enquêtés ont mentionné que la consultation des cauris permet d'éliminer les obstacles auxquels les enfants scolarisés devraient être confronté pendant ses cycles primaire et secondaire. Pour se justifier, les parents sénoufo enquêtés ont indiqué qu'ils ont au moins une fois vu un premier de classe qui redouble ou qui n'est pas admis à son examen de fin de cycle. Ainsi l'esprit des cauris permet aux parents sénoufo d'adopter une

³⁵ Les *sandobelés* sont personnes qui sont interdits par les génies de cultiver avec la houe (la daba) et a pour fonction général de communiquer avec ces génies afin de déterminer les solutions aux problèmes sociaux des populations

nouvelle attitude, un comportement positif vis-à-vis de l'école occidentale. Selon les enquêtes, les recommandations retenues de la consultation des cauris améliorent les rapports des enfants scolarisés à l'école et aux savoirs. Elles ont des effets positifs sur les redoublements (zéro redoublement), les exclus (zéro exclus) et augmentent les admissions aux examens scolaires.

3.2. HISTOIRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECOLE EN PAYS SENOULO

Le terme « histoire », selon Robert (2003) et Bouabré (2009 :24), est un récit. A la différence de ce qu'ils ont de commun, Bouabré, de façon spécifique, définit l'histoire comme étant « la construction d'une image du passé par des hommes "les historiens" qui tentent de décrire, d'expliquer et de faire revivre des temps révolus » Bouabré (2009 :Op.cit). Pour ce dernier auteur, l'histoire est « une construction humaine » Bouabré (2009 :Op.cit). L'image du passé dont parle Bouabré est la représentation du vécu humain pendant les différents moments de t_0 à t_n . L'histoire est ce qui lie l'homme à ses moments passés, « elle est mémoire et témoignage du passé » Bouabré (2009 :Op.cit). Elle constitue « le lien avec le passé » et est un « attachement au passé » Bouabré (2009 :Op.cit). Aussi, l'histoire, c'est ce qui relie « le passé à un présent vivant et mouvant, à un présent dynamique » (Jean-Pierre N'Diaye, (1969 :128 ; 129). Les éléments de l'histoire coloniale des peuples africains comme les Sénoufo du nord de la Côte d'Ivoire permettront ici de lier le passé de leurs vécus coloniaux à l'explication de leurs attitudes face à l'éducation scolaire, à la scolarisation. A côté de ce sens psychologique, Bouabré (2009) indique qu'au niveau sociologique, « l'histoire est une pratique sociale » Bouabré (2009 :Ibid)., en ce qu'elle est fondamentalement inscrite dans son époque, y joue un rôle, et « elle est convoquée quelles que soient les époques pour soutenir, accompagner ou juger les actions de l'homme » Bouabré (2009 :Ibid). L'histoire, dans ce cas, permet de donner un sens précis aux actions de l'homme dans le temps présent. Ce qui montre la relation entre l'homme, ses actions et son histoire. L'histoire d'un groupe social, le peuple sénoufo en l'occurrence, permet de situer, d'expliquer son comportement, ses attitudes face à un fait : le développement de l'école à Komborodougou.

L'approche du terme « histoire » dans son sens sociologique, illustre l'emploi de ce concept dans le présent sujet de recherche et son usage dans l'explication des comportements des Sénoufo à l'égard de l'éducation scolaire en général et particulièrement la scolarisation primaire des enfants. Ainsi l'analyse des vécus historiques des Sénoufo pendant les périodes de la traite négrière et de la colonisation permet de comprendre l'attitude et les comportements des Sénoufo face au développement de l'école dans un passé proche, la période des indépendances d'une part, et de faire ressortir l'impact de l'évolution de ces vécus, du système de construction de l'école chez les Sénoufo

sur le développement de l'école dans la localité de Komborodougou en Côte d'Ivoire.

3.2.1. Pratiques coloniales et construction de l'école chez les Sénoufo

Les pratiques coloniales sont des inventions toutes faites ou montées de pièces par les colons ou Blancs avant et pendant la période coloniale. L'abondante littérature sur l'histoire coloniale confrontée aux résultats de l'enquête de terrain dans le pays sénoufo, a permis de dégager les pratiques coloniales qui ont le plus impacté la vie des colonisés : les peuples africains comme celui des Sénoufo de Côte d'Ivoire. Parmi ces pratiques, il est question de la traite négrière, de la stéréotypie de l'Africain et du travail forcé inventée au sein et pour le développement de la colonie.

La première pratique avait plusieurs appellations. Selon les historiens de cette époque, elle était nommée : traite négrière ; traite des noirs, traite atlantique, traite négrière atlantique, commerce triangulaire ou trafic des noirs. La pratique de la traite était un système d'exploitation et d'oppression de l'Europe sur l'Afrique. Elle consistait à l'achat des esclaves noirs sur le continent africain par les Européens qui les déversaient en Amérique où ils étaient vendus à des américains qui les employaient dans leurs plantations. Selon les parents sénoufo à qui cette pratique a été une fois raconté ou décrite, ont exprimé que la traite négrière n'était pas une chose acceptable, parce que les familles étaient de force dévalisées de leurs hommes valides. Ces enquêtés ont indiqué que le peuple sénoufo de Côte d'Ivoire qui avait vécu ces moments forts de la traite des noirs propageait l'information du comment le noir a été traité par les Blancs dans les années 1672. Les données de l'enquête font ressortir que le peuple sénoufo de Côte d'Ivoire, après cette époque de la traite négrière, est resté traumatiser. Cet état des populations africaines et particulièrement des Sénoufo est confirmé par l'historien Joseph Ki-Zerbo (1972 : 220) quand il souligne que la traite négrière a « entraîné un traumatisme moral et idéologique chez de nombreux africains ». Une des conséquences de ce traumatisme a été la réticence des Sénoufo face la scolarisation après les indépendances.

La deuxième pratique, celle de la stéréotypie de l'Africain, a été construite depuis l'époque coloniale et se résume à une forme de représentation de l'Africain en sauvage chez les Européens. Cette représentation s'était fondée sur « l'image déshumanisée des esclaves de la traite négrière, qui étaient assimilés à des bêtes de trait ou de somme ». Dans la conception des Blancs, le Nègre était considéré comme un demi-animal, une marchandise. Sur la base de cette image de l'Africain ou du Nègre, l'être noir était considéré inférieur à l'Arabe et à l'Européen et qu'il devait être « domestiqué » et « dressé ». Cette représentation de l'être noir en sauvage était enseignée dans la littérature pour enfants partout dans toute l'Europe. Au regard de cette pratique de la stéréotypie de l'Africain, les Sénoufo de Côte d'Ivoire, dans la présente étude,

considéraient que toutes espèces humaines sont égales, toutes les cultures sont égales. Pour cela, ils ne pouvaient pas soustraire leurs enfants noirs de la culture dite africaine pour les intégrer à la culture occidentale dite européenne promue par et à l'école occidentale implantée en Côte d'Ivoire. Le Sénoufo du Nord de la Côte d'Ivoire renvoie la scolarisation à une forme de promotion de la supériorité du Blanc sur le Noir, de l'Occident sur l'Afrique. Le Sénoufo réalise ici un renversement de la stéréotypie de l'Africain et crée la stéréotypie de l'Européen où il établit une supériorité de la culture ou de l'éducation africaine celle du poro sur la culture ou l'éducation occidentale ou l'école des Blancs. De cette façon de sentir l'école occidentale, les Sénoufo enquêtés admettent que leurs arrière-parents ne pouvaient scolariser les enfants ou bien laisser ces enfants s'intéresser à la culture occidentale.

La dernière pratique est liée au travail forcé inventée au sein et pour le développement de la colonie ivoirienne. Elle était imposée aux populations ivoiriennes avec une idéologie précise de faire participer les Africains au développement de l'Europe. Cette pratique va alors consister à imposer aux Ivoiriens la construction des voiries, le développement de plantations de café et cacao, la construction d'école d'alphabétisation. Les ivoiriens qui devaient participer à la réalisation des routes, des plantations ou à être envoyé à l'école étaient soustraits de force de leur famille. C'est pourquoi les historiens avaient considéré cette pratique comme étant la pratique du travail forcé. Les vécus de cette pratique a eu des effets négatifs sur les Sénoufo qui par conséquent assimilaient tous les faits nouveaux à des pratiques du Blancs pour dominer et contrôler les actions des Noirs. Cette pratique du travail forcé a été l'une des sources de motivation liées à la non scolarisation d'un nombre élevé d'enfants de 1960 à nos jours. pour soutenir cet effet du travail forcé sur les Sénoufo, l'historien Sinali Coulibaly (1978) écrit : « Le Sénoufo a été profondément marqué, sinon traumatisé par les nombreuses péripéties qui ont jalonné sa vie jusqu'au XX^{ème} siècle : migration, caractère provisoire des installations, menaces de l'environnement, crainte de la captivité, du recrutement pour les travaux forcés, des réquisitions de vivres ont contribué à développer en lui un sentiment profond de méfiance à l'égard de tout ce qui est extérieur au village. Anxieux de sauvegarder la paix, la sécurité des siens à tout prix, il s'abstient de proférer toute parole, d'exécuter tout acte qui n'ait déjà fait ses preuves d'innocuité, de contribution au renforcement de la sécurité. Dès lors, son champ d'initiative, de liberté d'action se trouve circonscrit dans une déontologie codifiée par les anciens»³⁶.

Suite à ce traumatisme historique, le Sénoufo a intériorisé une image négative de toutes les activités du colonisateur. Ce qui l'avait entraîné depuis les

³⁶Coulibaly Sinali. (1978), *Le paysan sénoufo*, Les Nouvelles Editions Africaines, Abidjan-Dakar, p.52

indépendances jusqu'en 2012 à entretenir un rapport négatif avec l'école des Blancs. Ainsi, selon l'histoire des rapports entre l'école et le peuple sénoufo, l'on note que l'école occidentale pour le Sénoufo, est encore un travail obligatoire lié à la capitation des impôts du colonisateur ; l'école est vue comme une forme de punition des familles récalcitrantes. Le rapport négatif du Sénoufo à l'école n'est pas seulement lié à l'influence du poro mais aussi à celle des relations historiques qui lient le Sénoufo au colonisateur. Mais comment le Sénoufo conçoit, perçoit, représente-t-il l'école occidentale aujourd'hui ? Comment cette construction sociale de l'école influence-t-elle les relations du Sénoufo à l'école ?

3.2.2. Evolution du système de construction sociale de l'école et ses effets sur la Scolarisation et le travail scolaire des enfants.

Les données de l'enquête indiquent que les manières de regarder les Blancs, de percevoir et de représenter particulièrement l'école occidentale, ont beaucoup plus varié positivement. Ces données présentent aussi les différentes activités réalisées dans les villages de la sous-préfecture de Komborodougou qui ont concourues à rehausser l'image des blancs et celle de l'école occidentale. Elles font ressortir les effets de toutes ces actions sur la scolarisation et le travail scolaire des enfants à Komborodougou.

A l'analyse de ces données, les parents sénoufo enquêtés ont indiqué qu'ils ont une meilleure appréciation du Blanc et de son éducation aujourd'hui. Ces enquêtés ont souligné que le Blanc est et demeure l'être humaine à qui, ils veulent ressembler afin de mieux gagner leur vie. Ils ont aussi mentionné que l'homme à la peau blanche a par moments les meilleures idées de développement et les bons projets qui peuvent sortir le Noir comme le Sénoufo de sa pauvreté. Selon ces enquêtés, le Noir fait la promotion des activités de ce qui l'enfoncé dans la misère et la pauvreté. Ils aspirent être comme le Blanc d'aujourd'hui et non comme le Blanc d'hier du travail forcé, du Blanc de la traite négrière. Pour ces enquêtés, le Blanc d'aujourd'hui est un être doux et compréhensif ; un être qui par moments ne fait de différences entre lui et le Noir. Cette façon d'être du Blanc a amené les parents sénoufo à s'intéresser aux nouvelles activités de développement que le Blanc présente aux populations du monde villageois. Ces enquêtés ont fait savoir qu'ils le considèrent comme un être égal à eux-mêmes ; ce qui leur permet d'accepter l'initiation des Blancs dans les bois sacrés du Nord de la Côte d'Ivoire. Au regard de ces différentes appréciations du Blanc, l'on peut retenir que le Sénoufo a une nouvelle image du Colonisateur. Mais, comment le Sénoufo apprécie-t-il l'école du Colonisateur, l'école occidentale ?

A ce niveau, l'appréciation de l'école occidentale est une conséquence découlant de l'image qu'ont les enquêtés du Blanc, du Colonisateur. Les parents

enquêtés trouvent “bonnes” les manières de l’école occidentale d’éduquer les enfants. Ils ont indiqué que la culture de l’éducation scolaire peut permettre à l’enfant scolarisé de pouvoir intégrer de nouveaux milieux de vie, de nouveaux milieux sociaux et faire sortir leurs géniteurs de la pauvreté qui reste un phénomène difficile à éradiquer de nos jours. Selon ces enquêtés, l’école des Blancs permet à chaque enfant scolarisé d’obtenir par la suite un travail équivalent à son niveau d’instruction. Ils ont aussi indiqué que l’école occidentale, comparativement à l’école initiatique du poro, est l’une des institutions éducatives où les enfants apprennent à se battre seul sans aucune intervention de leurs parents géniteurs et de la société. Ils ont mentionné que l’éducation de l’école occidentale permet à l’écopier de s’exprimer et de mener sa vie de façon libre sans aucune contrainte du milieu de vie communautaire. Les parents enquêtés ont aussi noté que l’école occidentale n’est plus considéré comme quelque chose d’étranger, mais une institution éducative, une institution de socialisation qui impacte positivement les enfants scolarisés et leur vie. Selon ces parents, l’école occidentale est un outil qui permet à l’enfant de se défaire du carcan de la culture endogène (la culture du poro) et de s’épanouir tout au long de sa vie. Cette façon d’apprécier l’école occidentale aujourd’hui, a amené les parents sénoufo enquêtés d’avoir ou d’intérioriser une image améliorée de cette école du Colonisateur. Mais, quelles sont les activités culturelles et sociales qui ont permis de rehausser l’image de l’école et d’amorcer son développement aujourd’hui ?

Les données de l’enquête font remarquer la contribution de différentes activités à l’amélioration de l’image de l’école occidentale. Ces activités sont regroupées en quatre types : les activités de la Direction Régionale Nationale (DREN), les activités socioculturelles organisées par les associations d’élèves et étudiants, les activités menées par les autorités de la tradition sénoufo (chefs de village, chefs de bois sacré, chefs de terre) et les activités individuelles animées par chaque chef de famille.

En effet, les données recueillies auprès des enseignants et du conseiller pédagogique ont indiqué que la DREN a une part active dans l’amélioration de la scolarisation à Komborodougou. Selon ces enquêtés, la DREN fait des efforts à réaliser des formations de renforcement de capacités et à lancer des messages de sensibilisation à la forte scolarisation aux enseignants du primaires. Les enseignants enquêtés ont souligné qu’ils font passer ces messages de la DREN pendant les trois temps forts de l’année scolaire. Ils ont exprimé qu’ils réalisent des campagnes de sensibilisation quelques semaines avant chaque rentrée scolaire. Puis, pendant l’année scolaire, ces enseignants et le conseiller pédagogique ont mentionné qu’au cours des réunions avec les parents d’élèves, ils font passer les messages relatifs à la mise à l’école des enfants. Selon ces enquêtés, les messages sont basés sur le devenir de l’enfant dans la société ivoirienne et les contributions de l’enfant scolarisé devenu employé à l’amélioration des conditions de vie des parents familiaux. A ces propos, le

conseiller pédagogique qui exerce dans cette sous-préfecture il ya une quinzaine d'année, a relevé que le peuple sénoufo est aujourd'hui plus flexible face la scolarisation de leur progéniture ; parce que les populations sénoufo sensibilisées au XXI^e siècle sont celles qui étaient les plus réfractaires il y a vingt ans dans le temps passé.

Au niveau des activités socioculturelles organisées par les associations d'élèves et étudiants, l'on peut noter qu'elles ont eu un impact positif sur les comportements et attitudes des parents sénoufo face à la scolarisation. Les parents enquêtés disent avoir vu ou entendu pendant les animations sociales et culturelles que l'école reste l'une des voies de réussite sociale et économique des enfants. Ils ont souligné que ce sont ces différentes activités réalisées dans les villages de la sous-préfecture de Komborodougou qui ont concourues à rehausser l'image des blancs et particulièrement celle de l'école occidentale.

3.3. DISCUSSION

La problématique du développement de l'école occidentale a été l'une des préoccupations majeures de la Côte d' Ivoire depuis qu'elle a accédé à son indépendance en 1960. Pour cela, dès les premières décennies de son indépendance, elle avait consacré 44% de son budget à l'éducation nationale afin d'amorcer son développement de façon efficace et efficiente. Mais, quarante après l'indépendance, les résultats des investigations de certaines recherches ont montré qu'ils existent encore des poches régionales de résistance à la scolarisation primaire. Pour certaines études, la problématique du développement de l'école est liée aux déterminants sociaux, économiques et géographiques d'une forte sous-scolarisation en Côte d'Ivoire. Par contre, d'autres recherches ont mis l'accent sur l'offre éducative et la question du genre. Les résultats de ces recherches ont amené les acteurs des institutions nationales et internationales à réorienter leurs actions dans le local afin de mieux comprendre la résistance des populations au développement de l'école occidentale. Cependant, la situation du développement de l'école demeure problématique dans certaines régions du pays Côte d'Ivoire si l'on se réfère à ses composantes comme la scolarisation, accès à l'école, la distance école-habitation, maintien des enfants à l'école, abandon scolaire, les redoublements, et l'échec scolaire.

La présente étude sur le développement de l'école à Komborodougou dans la région de Korhogo vient ici faire le procès des recherches antérieures. Son objectif étant de rendre compte des effets des savoirs culturels et historiques sénoufo dans le développement de l'école à Komborodougou, a été atteint. Elle montre que le développement de l'école est possible par le bas. Elle a indiqué que le développement de l'école est réalisable avec la participation inclusive de la population locale, de sa culture, de ses pratiques historiquement vécues et de ses représentations sociales de l'école occidentale. Ici, l'étude replace la culture

sénoufo au centre du développement d'école en s'intéressant aux pratiques rituelles des populations Sénoufo et à l'apport du poro au service d'une forte scolarisation dans la localité d'étude. Elle s'est aussi penchée sur la dimension historique de l'attitude positive du Sénoufo face au développement de l'école occidentale dans son milieu d'origine. En rapportant les résultats de cette étude à ceux des recherches de Silué, A., Dédy S. F., Dayoro, A. K.(2015), et de Silué, A., Dédy S. F. (2015), l'on retient que la culture endogène sénoufo (le poro) entretient une relation positive avec l'école occidentale. Le poro agit positivement ou négativement sur tout phénomène nouveau selon l'action et le sens que l'être sénoufo lui communique. Elle infirme les résultats de l'étude de Silué, A. (2016) mené sur l'attitude des Sénoufo face à l'école dans leur milieu d'origine. Ici, la présente étude montre que le Sénoufo n'est pas réfractaire à l'école dans son milieu d'origine. Ce résultat contradictoire indique que l'attitude et le comportement positif ou négatif du Sénoufo face à l'école est fonction du contexte situationnelle dans laquelle on oriente l'action du poro.

Aussi, du point des implications théoriques, l'étude a retenu que les représentations sociales face à l'école du Sénoufo vivant dans la localité de Komborodougou ont beaucoup varié positivement en référence aux recherches de Silué, A., Dédy S. F., Dayoro, A. K.(2015), et de Silué, A. (2016). Le Sénoufo de Komborodougou s'est démarqué de ses anciennes manières de percevoir, concevoir et de représenter l'école et s'inscrit dans une nouvelle logique de comprendre l'apport de l'école dans le développement socio-économique de la famille. Quant à la théorie de l'adaptation, elle a permis de remarquer que le Sénoufo tend à intérioriser et à adopter la culture occidentale l'amenant à s'éloigner ou à permettre au poro d'accepter de nouveaux faits ou objets dans la localité d'étude. Du point de vue de la théorie de l'adaptation, l'on retient qu'elle est appliquée dans le cadre d'une population sédentarisée différente d'une population migrante où l'être migrant est en face de deux cultures : sa propre culture et la culture dominante du milieu d'accueil. Au regard de ces deux théories, l'on note une relation positive entre les connaissances traditionnelles ou savoirs socio-culturels et le développement de l'école. Aussi, l'étude présente un rapport positif entre les représentations socio-historiques de l'école chez les Sénoufo et le développement de l'école. Puis, en référence à l'abondante littérature réalisée, aucune œuvre ou ouvrage ne met en relation la culture endogène ou locale comme celle du peuple sénoufo et le développement des institutions modernes éducatives.

Au niveau des implications pratiques, l'on retient que le développement de l'école est une expérience vécue par le Sénoufo de Komborodougou. Cette expérience des populations sénoufo peut permet à l'Etat ivoirien de motiver les autres sous-groupes sénoufo à s'investir dans le même sens que le Sénoufo Nafara de Komborodougou afin d'accroître les taux d'accès, de maintien, de scolarisation, de réussite scolaire, et de baisser les taux d'abandon, d'échec scolaire. L'orientation de l'Etat vers la participation des institutions culturelles

au développement de l'école va lui permettre dans un temps assez court d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) et de relever le défi de la scolarisation primaire universelle. Cette approche du développement de l'école par le bas est nouvelle dans le questionnement des rapports entre cultures africaines et cultures occidentales, des relations d'influence entre culture sénoufo et développement de l'école occidentale.

CONCLUSION

La présente étude constitue une réponse à la problématique du développement de l'école en Côte d'Ivoire. Les connaissances ou savoirs culturels tels que les pratiques liées au poro, les pratiques rituelles et les pratiques liées à la consultation des cauris ont contribué à faire accroître la scolarisation et les taux de réussite scolaire dans la localité de Komborodougou. D'un point de vue historique, l'étude a retenu que les pratiques coloniales telles que la pratique de la traite négrière (traite des Noires), la pratique liée à la stéréotypie de l'Africain et la pratique du travail forcé ont favorisé la sous-scolarisation avant les années 2012 à Komborodougou. Par contre, après cette date, différentes activités sociales et culturelles des populations réalisées dans ladite localité ont affecté positivement les représentations sociales et culturelles de l'école chez les Sénoufo. Cette variation positive des perceptions, conceptions de l'école ont permis d'atteindre les forts taux de scolarisation et de réussite scolaire ces dernières années à Komborodougou. Ces résultats doivent permettre à l'Etat de revoir ou de repenser le développement de la scolarisation par le bas en mobilisant les autres communautés ivoiriennes autour de leurs propres cultures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Beaud (S) et Weber (F). (2003). *Guide de l'enquête de terrain*, Edition La découverte.
- Bouabré, (2009). *Cours sur les théories sociologiques et anthropologiques* réalisé au département d'Anthropologie du développement à l'Université Félix Houphouët Boigny.
- Gissé N'Do, (2005). *Les rites initiatiques chez les Sénoufo (Sud-Mali)*, Paris : L'Harmattan
- Coulibaly Sinali. (1978), *Le paysan sénoufo*, Les Nouvelles Editions Africaines, Abidjan-Dakar.

Dédy Séri, Bih Emile, Koné Raoul, (1997). *Etude des déterminants familiaux de la scolarisation des filles et des enfants en zones de sous-scolarisation de Côte d'Ivoire*, Ministère de l'Education/ROCARE-CI, Abidjan –Côte d'Ivoire.

François Dufour, (2008). *Des rhétoriques coloniales à celles du développement : archéologie discursive d'une dominance*, Université Paul Valéry – Montpellier III

Guy Rocher, (1992). *La notion de culture* in Introduction à la Sociologie Générale, chapitre IV, Montréal, Editions Hurtubise HMH Itée, 3^e édition, pp.101-127.

Institut National de la Statistique., (2002). *Recensement Général de la population et de l'Habitat de 1998, Analyse des résultats : Alphabétisation, niveau d'instruction et fréquentation scolaire, Volume IV, Tome 6*, Abidjan –Côte d'Ivoire.

Jean-Pierre N'Diaye, (1969). *Elites africaines et culture occidentale Assimilation ou résistance ?*, Paris 5^e : Editions Présence Africaine. p.128 à 129

Ki Zerbo (J.), (1972). *Perspectives de l'éducation*, imprimerie Saint Paul.

Koffi Dadier, Koffi Kouakou Adjéï, Assandé N'Guessan Gilbert, Azoh François Joseph, Koné Raoul François Xavier., (1998). *Etude sur l'accès et le maintien des élèves au primaire en Côte d'Ivoire*, ROCARE-CI, Abidjan Côte d'Ivoire.

Quivy Raymond et Van Campenhoudt Luc. (2006). *Manuel de recherche en sciences sociales*, 3^{ème} Edition, Paris : Dunod.

Shabenderian Laura, (2009). *Approche anthropologique de l'adaptation de l'homme au climat*, Mémoire de Master, Belgique, Université Libre de Bruxelles.

Silué Abou et Dédy Seri Faustin (2015). *La culture du poro et ses effets sur le rapport des Sénoufo avec l'école*, dans Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique, Série Sciences Sociales et Humaines, Abidjan Côte d'Ivoire.

Silué Abou, (2016). *Culture, Histoire et Education : rapport des Sénoufo à l'école en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat unique en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan Côte d'Ivoire

Silué Abou, Dédy Seri Faustin, Dayoro Arnaud Kevin. (2015). *Les déterminants sociaux de la faible scolarisation en milieu rural sénoufo*, dans Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie Kasa Bya Kasa, Abidjan : EDUCI

Simard Gisèle. (1989). *La méthode du « FOCUS GROUP »*.

UNICEF-CI., (2000). *Enquête à indicateurs multiples MICS 2000*, Abidjan –Côte d'Ivoire.

UNICEF-Côte d'Ivoire., (2006), *Enquête à indicateurs multiples MICS 2006*, Abidjan Côte d'Ivoire

Yapi Yapo, (2016). *Etudier les représentations sociales*, Paris : L'Harmattan.

Yéo Souleymane, (2010). *Histoire et Culture du peuple sénoufo*, in Colloque Histoire et Cultures des peuples de Côte d'Ivoire, 17-21 octobre 2010.

Yeo Soungari et Kei Mathias, (2016). *Le défi de la scolarisation primaire universelle des filles dans la région du Worodougou en Côte d'Ivoire*, dans European Scientific Journal, Edition Vol.12, N°25.

Dossier Varia

**LES ACTES DU CONGRES MONDIAL DES
CHERCHEURS ET EXPERTS FRANCOPHONES,
ACCRA JUIN 2019**

DE L'INCIVISME A L'INSALUBRITÉ DANS LA VILLE DE COTONOU (BÉNIN) : VERS UNE APPROCHE COMMUNICATIONNELLE POUR UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

Sènakpon Socrate Sosthène TOBADA

Université d'Abomey Calavi (Bénin)

tobadasocrate30@gmail.com

Résumé :

Sachets et sacs d'ordures le long des voies, eaux usées et restes de repas dans les caniveaux, ces constats sont toujours récurrents dans la ville de Cotonou, la capitale économique du Bénin. Cette insalubrité est due à l'incivisme des citoyens qui n'éprouvent aucun respect pour les infrastructures publiques. La Mairie de Cotonou a effectué plusieurs actions de sensibilisation. L'un des premiers projets d'assainissement de la ville a démarré en 1996 et a mis un accent sur la communication participative. D'autres initiatives en ont suivi et semblent s'accélérer surtout en cette ère où la gestion du pouvoir à la base (la décentralisation) est plus qu'une réalité (depuis 2002) au Bénin. Cependant, les fruits ne semblent pas tenir la promesse des fleurs. La ville de Cotonou reste et demeure dans la malpropreté. L'on se demande si les différentes approches communicationnelles utilisées depuis sont adaptées au contexte. Quelle analyse peut-on faire de ces stratégies de communication visant à sensibiliser les populations de la ville ? Quels modèles de communication faut-il pour un changement de comportement à Cotonou afin de maintenir la ville propre ? L'objectif de cette étude est d'analyser les communications préventives pour la protection de l'environnement à Cotonou afin de proposer une approche adaptée au contexte en question. Pour ce faire, des approches qualitatives précédées d'une étude documentaire sont les méthodes mises à profit. Les théories de la communication pour le développement (C4D) constituent nos balises théoriques.

Mots-clés : Cotonou, Bénin, Insalubrité, incivisme, approche communicationnelle.

Abstract

Packets and bags of filth along the roads, liquid waste and rest of foods in the gutters, here are the remarks often noted in the first town of Bénin, Cotonou. The reason of that insalubrity is the behaviours of some citizens who doesn't respect the environment and the public infrastructures of Cotonou city. The communal administration made a lot of actions in order to sensitize the population. One of the cleansing projects began in 1996 and put accent on the participative communication approach. Others initiatives followed. But, it hasn't borne fruit. Cotonou city always stays in the insalubrity. It is the reason why we ask ourselves if the different communication approaches used are adapted to the context. How to analyze these approaches ? which model of communication is necessary for the behaviours of the Cotonou's citizens to keep the town clean ? The objective of this study is to analyze the preventive communications for the environment protection at Cotonou to suggest an approach adapted to

the context. So the qualitative approach is our method. We also use theories of the communication for development (C4D).

Key words: Cotonou, Benin, Insalubrity, no respect, communication approach.

Introduction

Cotonou est la première ville du Bénin. Elle est la plus dense (habitants 679 012) selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2013). En plus de cette saturation démographique, Cotonou abrite la plupart des structures administratives aussi bien publiques que privées du pays. Sa forte densité est due à son caractère de ville industrielle et commerciale. Plus de la moitié des usagers et travailleurs ne sont pas des habitants de la ville cosmopolite. Ils habitent les communes environnantes comme Abomey-Calavi et Sèmè-Kpodji et considèrent Cotonou comme leur lieu de travail. La capitale économique compte 413 ménages agricoles sur les 651 067 au niveau national soit 0,06% en 2013. L'ensemble de ces ménages agricoles se résume aux maraîchers et aux pêcheurs (RGPH, 2013).

Cet ensemble composé d'habitants, d'usagers et de travailleurs constituent un facteur favorisant l'insalubrité de la ville. En effet, selon la caractérisation effectuée en 1991, chaque citoyen de Cotonou génère chaque année, en moyenne, entre 250 et 300 kilogrammes de déchets. La densité moyenne de ces ordures est de 410 kilogrammes par mètre cube (Emmanuel AMOUZOUN, 2009). Mais paradoxalement, à peine la moitié des ménages de la ville sont abonnés aux structures de pré-collecte des déchets ménagers. De même, le système de collecte et de gestion de ces déchets ménagers présente des insuffisances notoires. Les ménages non-abonnés se laissent aller à des actes d'incivisme en jetant les déchets produits dans la nature (au bord des rues, sur les terres pleines, dans les cours d'eau, au bord des berges lagunaires, sur la plage etc.).

Des initiatives en vue de faire face à cette situation d'insalubrité n'ont pas manqué au rendez-vous. Aucune des campagnes de sensibilisation, aucune des approches communicationnelles susceptibles de faire changer le comportement des ménages mises en œuvre n'ont donné de résultats positifs.

Cette étude s'articule autour de trois grands axes. Le premier aborde le cadre théorique et méthodologique de ce travail. Puis, nous faisons l'état des lieux sur le phénomène d'insalubrité dû à l'incivisme de la population riveraine, la défaillance du système de gestion des déchets ménagers et les actions de sensibilisation entreprises en vue d'enrayer le phénomène. Le troisième axe tente de discuter les résultats afin de proposer des stratégies de communication adaptées au problème posé.

1- Approche théorique et méthodologique

1.1- Position théorique

1.1.1- Le problème

S'il y a un mal qui résiste aux collectivités locales et aux autorités en charge de l'environnement, c'est la prolifération des décharges. Cela dénote de la défaillance du système de gestion des ordures mis en place. Dans presque tous les quartiers de ville de Cotonou, les tas d'immondices s'offrent au regard de tous, à côté des concessions, dans les marchés... Chaque riverain vient y jeter les pourritures organiques ou minérales, enrobées dans de matières plastiques. Les vendeurs ambiants contribuent à cette insalubrité en déposant des emballages. «Le problème est d'autant plus grave que les effluents humains aussi sont déposés un peu partout, par exemple sur les tas d'ordures» (Antoinette M. L. GOHOO, 1995 : 02). Il est par conséquent fréquent de voir une commerçante ambulante d'ananas vider à même le sol, le contenu de son plateau sans être inquiétée. Sur le terre-plein qui sépare les deux voies, plusieurs paquets notamment des sacs et sachets pleins d'ordures ménagères attirent très vite les regards nouveaux. De part et d'autre de la chaussée, des restes de repas et des eaux usées dégagent une odeur nauséabonde. Sous les véhicules gros porteurs stationnés le long des artères d'un quartier comme Zongo, l'insalubrité est impressionnante.

Figure N°1 : *Immondices au bord et au milieu des voies*



(Source : www.béninwebtv.com).

Selon, le Directeur du Service Technique³⁷ de la mairie de Cotonou, il est évident que le manque de poubelle à chaque coin est le premier facteur de

³⁷ DST sur l'un des numéros de l'émission le portail de l'environnement de la télévision nationale du lundi 14 janvier 2019

pollution mais l'incivisme des populations n'est pas à ignorer. Il ajoute que l'ignorance des conséquences néfastes de l'insalubrité est également un autre facteur. Ainsi, il est souvent difficile de raisonner des "pollueurs". Toute personne qui tente de les conscientiser reçoit des injures.

Plusieurs programmes et projets d'assainissement de la ville ont été pilotés afin de trouver des solutions au problème d'insalubrité à Cotonou. On peut citer entre autres le projet d'assainissement des quartiers populeux de Cotonou (1996), le projet de Gestion des Déchets Solides Ménagers, le projet de Gestion Urbaine Décentralisée, le projet d'urgence de gestion environnementale en Milieu Urbain, le projet "environnement urbain du grand Cotonou" (2010), le programme d'assainissement pluvial de Cotonou (2019) etc.

Outre ces programmes et projets, les collectivités locales ont utilisé des techniques de communication pour sensibiliser les populations sur les menaces que constituent leurs actes d'incivisme pour l'environnement. En dépit de tout cet effort fournis par ces autorités à la base aucun changement n'a été noté dans le comportement des citoyens.

1.1.2- Questions de recherche

Jusqu'à ce jour, le phénomène d'insalubrité continue de dicter sa loi dans la ville de Cotonou. L'incivisme de la population va toujours crescendo. Qu'est-ce qui peut être à l'origine de ce statu quo ? Que peut-on retenir des différents efforts fournis par les collectivités locales et le pouvoir central dans le sens de lutter contre l'insalubrité à Cotonou ? Quelles sont les limites que présentent les différentes actions mises en œuvre ? Du point de vue communicationnel, quelles sont les approches adoptées ? Ces approches ont-elles effectivement respecté les principes de la communication participative ? Les populations ont-elles été associées à ces initiatives ? Quelles stratégies de communication faut-il désormais adopter pour la réussite de la lutte contre l'insalubrité à Cotonou ? La présente étude s'attèle à répondre à ces différentes questions.

1.1.3- Objectifs

L'objectif général de ce travail est de montrer les insuffisances de la communication en appui à la lutte contre l'insalubrité à Cotonou afin de proposer une meilleure stratégie de communication susceptible de faire changer le comportement des auteurs de ce phénomène. Les objectifs spécifiques sont, primo de faire l'état des lieux sur les indices liés à l'insalubrité, à la défaillance du système de gestion des déchets à Cotonou. Secundo, il sera question énumérer et d'analyser les actions de lutte contre l'insalubrité, notamment celles de communication. Tercio, il s'agira de faire des recommandations en vue de déboucher sur des stratégies de communication adéquates pour un changement

de comportement. La réussite de cette lutte permettra de hisser Cotonou au rang des villes les plus propres de l'Afrique et par ricochet du monde entier.

1.1.4- Hypothèses

Les hypothèses suivantes ont été émises :

- L'échec de la lutte contre l'insalubrité à Cotonou est en grande partie dû aux insuffisances des stratégies de communication adoptées ;
- Les populations continuent de jeter les ordures dans la nature parce que leurs réelles préoccupations n'ont pas été prises en compte ;
- Une communication basée sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) des populations auteures de l'insalubrité peut contribuer efficacement à leur changement de comportement.

1.1.5- Champ théorique

Ce travail s'inscrit dans le champ de la communication pour le développement (C4D). En effet, le Consensus de Rome du Congrès mondial sur la communication pour le développementa défini la communication pour le développement comme : « (...) un processus social basé sur le dialogue et faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise aussi à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables. Elle se distingue complètement des relations publiques et de la communication des entreprises ». (A G/ NU, 2006). Dans le domaine de la communication pour le développement, et plus spécifiquement la communication pour le changement social et de comportement (CCSC), plusieurs théories ou modèles sont utilisés. On dénombre la théorie de l'action raisonnée, la théorie du comportement planifié, le modèle transthéorique (stades du changement de comportement), le modèle en spirale des stades du changement de comportement. Pour comprendre et expliquer le mécanisme de changement de comportement, on utilise de manière fréquente les trois premières.

Mais pour rester collé à notre cadre d'étude, nous adoptons la troisième théorie dénommée modèle transthéorique. Les pionniers de ce modèle, à savoir PROCHASKA et DICLEMENTE (1982, cité par Gaston BOUDREAU, 2002) ont suggéré que le changement de comportement s'effectue au cours d'une démarche constituée de différents stades ordonnés de façon chronologique, soient : la *précontemplation*, la *contemplation*, la *préparation*, l'*action*, le

*maintien et la terminaison*³⁸. De plus, ils ont également identifié, à l'intérieur de ces stades, neuf *procédés de changement*, qui réfèrent aux différents mécanismes que les gens utilisent pour modifier leurs comportements. Ces procédés sont : *l'augmentation du niveau de conscience, l'éveil émotionnel, la libération sociale, la réévaluation personnelle, l'engagement, la gestion des renforçateurs, les relations aidantes, le contre-conditionnement et le contrôle environnemental (ou contrôle des stimuli)*.

Cette approche théorique est d'une nécessité dans le processus de changement de comportement : « recherches d'informations sur la santé ou sur le comportement d'un individu ou un groupe ; élaboration de campagnes de sensibilisation à l'adresse du public... » (Yeboué ALLANGBA, 2016 : 80). Cependant, une étape du processus non bien assimilée, non maîtrisée ou mal enclenchée peut faire vouer à l'échec tout l'ensemble. C'est pourquoi il est judicieux d'ajouter à ce modèle le Marketing social qui s'inspire du Marketing commercial et qui vise à amener les individus à adopter un comportement idéal pour le bien-être social et humain. Nous convenons Yeboué ALLANGBA (2016 : 79) qu'« en s'inspirant des réussites commerciales, il a pour but de donner un cadre d'action pour l'élaboration de programmes efficaces permettant de résoudre les problèmes sociaux ». C'est ce que les experts en communication de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) appellent le marketing de communication intégré (IMC), IMC traduit de l'anglais "integrated marketing communication (rapport OMS, 2003 : 19). Plus expérimenté dans le domaine de la santé l'IMC présente les quatre C plus conforme au développement social et aux résultats comportementaux. Le premier « C » pour Besoin/ Envie/Désir du Consommateur concerne le besoin du consommateur qui est satisfait. Le deuxième C pour Coût n'est pas le même que le P pour prix dans le sens où il aborde en même temps les coûts monétaires, les coûts d'opportunités et les coûts des efforts. C'est à ce niveau que le consommateur doit prendre une décision capitale. Si le rapport coût/valeur n'est pas équilibré, dans ce sens que le coût semble trop élevé par rapport à la valeur promise, alors le consommateur refuse l'offre. Le troisième « C » pour Convenance (= accessibilité) va au-delà d'une présence physique ou de la localisation du produit et amène à se demander dans quelle mesure il est possible au consommateur d'obtenir le service ou d'adopter le comportement souhaité, en termes de localisation du service, des heures d'ouverture, de la sensibilisation du fournisseur de service, des complications comportementales, entre autres. le quatrième C pour Communication devient la Communication intégrée en se référant à une combinaison rationnelle des interventions en terme de communication (relations publiques, publicité, médias populaires, médias traditionnels, mobilisation communautaire, conseils de vente

³⁸ Dépendamment des auteurs, la *terminaison* n'est pas toujours considérée comme une étape distincte, mais plutôt comme étant l'aboutissement final ou le prolongement du *maintien*.

personnalisés, point publicitaire etc.) au lieu de se concentrer simplement sur la Promotion du produit ou service.

La communication pour le changement de comportement n'est donc une approche saisissable à première vue. Il nécessite des étapes à franchir avant d'atteindre les objectifs fixés. Ne pas en tenir dans les programmes et projet d'assainissement peut être un facteur d'échec des actions de communication pour le maintien des comportements favorables à la sauvegarde de l'environnement tel la ville de Cotonou.

1.2- Cadre méthodologique

Dans la réalisation de cette étude, nous avons opté pour la méthode qualitative. Il s'est agi d'abord d'analyser les documents (les rapports administratifs, les écrits théoriques et empiriques). S'en sont suivi les étapes d'enregistrement et d'analyse d'un magazine³⁹(débat télévisé sur la gestion des déchets avec comme invités le DST de la Mairie de Cotonou et un consultant en gestion de l'environnement et des déchets urbains) et le focus groupe entretiens individuels et de groupe). L'émission nous permis d'appréhender les avis et les opinions des personnes ressources et spécialistes sur la question de l'insalubrité récurrente dans ladite ville. Les ouvrages généraux et spécialisés, les écrits et rapports internes des collectivités locales de la ville et du ministère du cadre de vie et du développement durable ont été consultés.

Par ailleurs la technique de focus groupe a été réalisée du mois de janvier au mois de mars 2019. Elle nous a permis de recueillir le point de vue d'une dizaine de citoyens (entre 18 et 45ans) composés de fonctionnaires, artisans, ouvriers et commerçants, vendeuses de mets etc. sur le problème que constitue l'insalubrité pour la première ville du Bénin.

2- Résultats

Dans le but de mieux cerner le problème d'insalubrité à Cotonou, il urge d'en faire l'état des lieux.

2.1- Insalubrité et problème de gestion des déchets

Les données recueillies sur la quantité des déchets produits par les ménages à Cotonou indiquent plus 708 tonnes par, autrement dit 185000 tonnes par an (DESSAU/SOPRIN, 1997 cité in Rapport CDES, 2019). Dans les grands centres commerciaux comme le marché *Dantopka*, 100 tonnes de déchets sont produits par jour. Une grande partie de ces déchets se retrouvent souvent sur la place publique, sur les artères de la ville parce que 50% des ménages ne se

³⁹L'émission "le portail de l'environnement" de la télévision nationale du lundi 14 janvier 2019

sont pas abonnés aux structures de pré-collecte des ordures. Les populations se livrent alors à des actes d'incivisme polluant l'environnement avec les ordures déposées nuitamment sur les lieux publics.

La situation n'aurait pas pris une proportion inquiétante si la gestion de ces déchets collectés auprès des ménages abonnés était satisfaisante. En effet, les agents de pré-collecte ne viennent pas régulièrement pré-collecter les déchets et ne les convoient pas toujours, vers les points de regroupement prévus à cet effet. A peine 30 % des déchets domestiques font l'objet d'un traitement. Le reste est jeté dans la nature (marécages, bordure de lac et lagune, rues, etc.),

Figure N°2: Immondices au bord du chenal (à gauche) et marécage remblayée avec les ordures



(Source : Boni G. (2018) et Mairie de Cotonou (2018) cité in Rapport CDES, 2019).

L'une des raisons de la défaillance du système de gestion des déchets est d'ordre technique. A en croire Adam Joseph AKPAKI et al (www.bethedsauces.org), sur 45 points de regroupement des déchets, 5 ont été seulement construits à cause du coût élevé des infrastructures. Ce qui constitue une difficulté majeure pour la maîtrise des points pouvant servir de dépôts transitoires des déchets. « Il faut compter avec l'opposition des riverains des rares sites identifiés, qui n'entendent pas cohabiter avec des points de regroupement, malgré toutes les garanties de maîtrise d'impacts environnementaux proposées » a-t-il ajouté. La difficulté de trouver des endroits pour le dépôt amène alors les ONG de pré-collecte à verser les déchets dans les marécages, les parcelles non occupées. En 2006, le nombre de dépotoirs sauvages est passé à soixante-cinq (65) (COGEDA, 2006 cité par Les par Adam Joseph AKPAKI et al). Ces dépotoirs sauvages sont principalement localisés dans six (06) quartiers de la ville de Cotonou (Aïdjèdo, Dantokpa, Dédokpo, Enagnon, Dandji et Suru-Léré).

2.2- Cadre juridique de la gestion des déchets

La gestion des déchets a été la préoccupation des autorités depuis la colonisation. Elle a été codifiée dans plusieurs documents à travers des décrets, arrêtés et lois. On peut citer entre autres :

- l'arrêté du 04 février 1905 portant création d'un service d'hygiène au Dahomey. Cet arrêté vise l'efficacité de tous les services de la voirie, des vidanges, de l'enlèvement des ordures, de la surveillance des puits et citernes privés ;
- l'arrêté du 05 juillet 1906 concernant la construction et la salubrité des maisons. Il présente les critères à satisfaire pour qu'une construction bénéficie d'un certificat d'habitabilité.
- les lois 87/015 du 21 septembre 1987 portant code de l'hygiène publique sur les voies publiques, sur les infractions aux règles d'hygiène, des conditions d'exercice des activités de collecte, d'évacuation, du traitement et de l'élimination des déchets solides et de son décret d'application n°97/616 du 18 décembre 1997 ;
- l'arrêté interministériel n°136/MISAT/MEHU/MSP/DC/DATC/DHAB du 26 juillet 1995 portant réglementation des activités de collecte, d'évacuation, de traitement et d'élimination des déchets solides ménagers en République du Bénin ;
- l'arrêté n°112/MISAT/DC/DPP du 21 août 1997 portant création, organisation et attributions de la direction des services techniques des circonscriptions urbaines de Cotonou et de Porto Novo ;
- le décret n°2001/096 du 20 février 2001 portant attributions, organisation et fonctionnement de la police environnementale ;
- du décret n°97/621 du 31 décembre 1997 portant structure, composition et fonctionnement de la police sanitaire en cette période coloniale.
- le décret n°2003/332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides en République du Bénin. L'objectif de l'article premier de ce décret vise la préservation de l'environnement et de la santé de l'homme de toute influence dommageable causée par les déchets (Provis Boladale ADJAGBA, 2014). Ces dispositions législatives montrent le maintien de la salubrité tant dans les milieux publics que privés préoccupent les autorités politico-administratives.

2.3- Des mesures coercitives

Dans l'histoire du Bénin jamais les auteurs d'actes d'incivisme consistant à rendre insalubre la ville de Cotonou n'ont été sanctionnés par les autorités compétentes. Pourtant des dispositions légales le prévoient. Il a fallu donc attendre le vendredi 9 novembre 2018 pour voir le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Cotonou briser ce mythe. Au cours d'une réunion avec les unités de police judiciaire, il a appelé des habitants de Cotonou au respect de la loi qui fait obligation aux ménages de s'abonner auprès des structures de pré-collecte. « Nous allons à partir de la semaine

prochaine et de façon coordonnée faire la veille. Tous ceux que vous allez surprendre en train de déverser des ordures sur la voie publique, vous les arrêtez systématiquement. On fera la procédure et on les poursuivra devant le tribunal » a-t-il déclaré (le quotidien Le Matin libre du 13 novembre 2018). Malgré cet appel, certains citoyens se sont entêtés à verser nuitamment les ordures sur les voies et en ont fait les frais. Les forces de l'ordre les ont arrêtés, jetés en prison et ils ont été jugés. Les jours suivants, on a noté une certaine discipline dans le rang des populations en ce qui concerne les actes d'incivisme. Le mercredi 23 janvier 2019 le procureur a effectué une deuxième rencontre avec le Maire de la commune, le Commissaire central de et le commandant de la brigade de protection du Littoral. Cette réunion a abouti à la mise en place d'une brigade tripartite pour lutter efficacement contre l'insalubrité. Cependant, cette accalmie n'aura été que de courte durée car les anciennes habitudes ont repris. Les actes d'incivisme ont gagné du terrain.

2.4- Les campagnes de sensibilisation

Les actions de communication, de sensibilisations utilisées par la Mairie de Cotonou pour lutter contre l'insalubrité sont souvent des rencontres avec les structures de gestion des ordures, et des campagnes de salubrité :

- Le lundi 25 Août 2014 par exemple, le premier adjoint au Maire de Cotonou a rencontré dans l'enceinte de la mairie les différentes structures productrices pour décider d'une nouvelle politique de lutte contre l'insalubrité à mettre en place ;
- Le premier adjoint au maire de Cotonou a effectué à la fin de la semaine du 4 mai 2015 une descente sur certaines artères de la ville. Un tour de ville qui entre dans le cadre de la campagne de salubrité initiée par la municipalité suite aux derniers soulèvements populaires ayant causé de nombreux dégâts matériels et sali la ville ;
- *Comme c'est désormais de coutume chaque premier samedi du mois, les autorités de la ville de Cotonou sont descendues dans les quartiers le samedi 3 septembre 2016. C'est dans le cadre de l'acte N°2 de la campagne de salubrité mensuelle instaurée pour compléter les efforts des autorités municipales pour rendre la ville propre. Accompagné du préfet du Littoral, de la Directrice de Cabinet du ministre du cadre de vie et du développement durable, des élus locaux et communaux et des cadres de l'administration municipale, le Maire a nettoyé plusieurs axes et endroits de la ville. Il en a profité pour annoncer la priorité de son administration pour l'année 2017.*
- Le jeudi 29 décembre 2016, au cours de la dernière réunion de la municipalité, le maire de la commune et l'ensemble des chefs d'arrondissement se sont penchés sur l'examen de la version améliorée du plan d'action de la lutte contre l'insalubrité en 2017.

Dans le contenu des différents projets et programmes d'assainissement de la ville énumérés plus haut, le volet communication reste et demeure inexistant ou n'a pas été pris en compte.

3- Discussion et recommandations stratégiques

3.1- Discussion

A la lumière des différents résultats issus de ce travail, il apparaît clair que les collectivités locales n'ont pas développé une stratégie de communication participative dans leur lutte contre l'insalubrité dans la ville de Cotonou. Les approches de communication adoptées (s'il y en a véritablement eu) s'apparentent à une technique basée sur l'information appuyée par des actes dissuasifs : conférence de presse ou point de presse pour s'adresser à la population, organisation de campagnes de salubrité à grand renfort médiatique, avertissements des riverains auteurs d'incivisme avec menace de répression ou d'emprisonnement, etc. Toutes ces techniques de communication n'ont pas conduit au changement des comportements des riverains.

Du côté des Organisations non Gouvernementales (ONG) et autres structures privées impliquées dans la lutte contre l'insalubrité, on note des initiatives de projets et programmes d'assainissements qui ne naissent pas avec le volet communication. Ces programmes définissent pour la plupart des cadres techniques qui occultent les principes et règles communicationnels nécessaires à l'atteinte de l'objectif général. Or comme l'a indiqué l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 2003 dans son guide sur la communication pour agir sur les comportements, la communication en appui aux programmes de développement « vise les attitudes et les pratiques en identifiant, en analysant et en répartissant l'auditoire et les participants dans des programmes et leur fournissant des informations pertinentes et encourageantes au travers de stratégies bien identifiées, utilisant la combinaison interpersonnelle, des groupes et des canaux médiatiques ainsi que des méthodes de participation ». Les programmes initiés par les structures étatiques souffrent des mêmes maux.

Au demeurant, les faiblesses notées laissent entrevoir que les besoins des différentes cibles n'ont pas été pris en compte. En effet, l'intérêt des individus n'est pas suscité. Ils considèrent les initiateurs ou acteurs des campagnes de sensibilisation comme les politicards qui viennent les bernier et les manipuler pendant les périodes électorales afin de bénéficier de leurs suffrages exprimés et ne revenir que pendant une autre période électorale. Il y en a qui pensent que les initiateurs veulent les utiliser pour se faire de l'argent.

Par ailleurs les mesures répressives ne semblent pas être celles adéquates pour la lutte contre l'insalubrité. Au contraire, ces mesures les transforment en populations hypocrites et récidivistes. Ils deviennent hypocrites parce qu'ils font semblant de se conformer aux règles et principes en vigueur ou établis. Ensuite ils reviennent à l'ancien comportement en profitant des éventuelles

faiblesses desdites mesures. Tout porte à croire qu'ils ne sont du tout bénéficiaires du nouveau comportement souhaité, qui est de respecter l'environnement en œuvrant pour le maintien de sa propreté. Les agents des structures de pré-collecte souffrent du même mal. Faute de sentir concernés, ils déversent les déchets collectés auprès des ménages abonnés sur les voies publiques. Il est à se demander à quel stade changement de comportement se trouvent-ils ? Ne sont-ils à conscient du problème environnemental dont ils sont auteurs (précontemplation) ? Ne se sentent-ils concernés par le changement de comportement (contemplation) ? Ne sont-ils pas prêts à changer de comportement (décision) ? Au regard des situations qui se profilent à l'horizon, on est tenté de dire qu'ils sont encore à l'étape de « contemplation ». En effet, ils bien conscients que « jeter des ordures sur la place publique » est une menace pour l'environnement, une menace pour la santé humaine, par conséquent à leur propre santé. Ils savent également qu'« œuvrer pour la protection de la nature » est un comportement profitable à eux et susceptible de leur garantir un environnement sain, donc une bonne santé. Mais ils peinent à atteindre l'étape de « décision ». Ils ont alors du mal à changer de comportement. Et cela ne saurait signifier que les campagnes de sensibilisation ont intégré le processus du changement de comportement. D'où la nécessité de la mise en œuvre et de la pérennisation des modèles du changement de comportement accompagnés du marketing de communication intégrée (marketing social) dans les programmes et projets de développement liés à la lutte contre l'insalubrité à Cotonou. Le marketing social accorde une attention accrue à la « Décision » et à « l'Action ». C'est à ce niveau que les gens prennent leur décision sur la base du calcul du **rapport coût/valeur** prévu pour l'action préconisée. Si le coût est beaucoup trop élevé par rapport à la valeur ou à la qualité, ils ne prendront pas la peine de poursuivre sur leur lancée pour cette action. Pour reprendre, « Coût » ne se réfère pas seulement à l'argent. Cela désigne aussi le temps et l'énergie déployés pour accomplir cette action (OMS, 2003 :20). Quelles approches ou stratégies de communication faut-il alors pour changer la donne ?

3.2- Recommandations stratégiques

D'abord, il est impérieux pour les collectivités locales de Cotonou de recourir aux méthodes de la communication pour le changement de comportement. A cet effet, celles-ci doivent prendre corps dès la conception de chaque projet ou programmes d'assainissement et / ou de lutte contre l'insalubrité. Cela permet de faire adhérer les citoyens aux idéaux dudit programme ou projet. Le citoyen n'a plus le sentiment qu'on lui impose quelque chose dont il n'a nécessairement pas besoin. Il devient partie prenante de l'initiative et pourra travailler volontairement pour sa pérennisation. Les ONG, les structures étatiques doivent s'approprier le projet. Il sera donc question de chercher à savoir les Connaissances, Attitudes et pratiques (CAP) des cibles du projet, autrement dit les CAP liées au phénomène de l'insalubrité à Cotonou. Elles doivent inciter et

encourager les changements de comportement chez les populations adeptes de l'incivisme impliquant l'insalubrité dans la ville.

Il s'avère ensuite nécessaire d'intégrer les stades de changement de comportement en fonction des CAP identifiées auprès des acteurs à divers niveaux. Un contexte comme celui de Cotonou doit amener à faire l'état des lieux des supports ou canaux de communication disponibles dans la zone. Une classification doit pouvoir se faire afin d'attribuer à chaque stade de changement son support de communication adéquat. Par exemple, au niveau de la **précontemplation**, il faut fournir les informations sur les risques liés à l'insalubrité dans la ville de Cotonou à travers les supports de communication comme la radio qui a une fonction d'annonce, de mémorisation et rappel des messages phares, la télévision avec l'avantage visuel et sonore du spot qui va optimiser les chances d'adhésion de la cible au message, les affiches qui auront pour fonction de mettre à la portée du grand public des messages visuels. Au niveau de la **contemplation**, il faut utiliser les microprogrammes à la radio, la télévision, le cinéma-débats (vidéo) ou le théâtre forum, les causeries éducatives avec pour support les boîtes à image. Pour la **décision**, il souhaite d'utiliser le cinéma-débats (vidéo) ou le théâtre forum, les causeries éducatives avec pour support les boîtes à image, sensibilisation sur les lieux de cultes, les marchés, les organisations de base (ONG, OP, Association...), les visites à domicile par les animateurs communautaires. A l'étape de l'**action**, les causeries éducatives, les sensibilisations dans les lieux de cultes, les marchés, l'école, les organisations de base et les visites à domicile. Il faut prioriser le counseling, les discussions de groupe. Enfin à la **terminaison**, les causeries éducatives, les ciné-débats et les visites à domicile sont nécessaires. Ces différentes étapes plus ces canaux spécifiques comportent déjà en leur sein l'approche Information, Education et Communication (IEC) qui est un maillon important de la chaîne.

Le projet de changement de comportement doit suivre les principes du marketing de communication intégrée. Celui-ci permet de faire ressortir les questions liées à la connaissance des croyances, attitudes, valeurs, freins, et comportements de la cible visée (Yeboué ALLANGBA (2016). La réussite du projet de changement de comportement intégré au marketing social réside dans sa régularité avec les populations cibles. Ainsi les objectifs de communication doivent clairement être fixés. Pour le cas des riverains de Cotonou, le spécialiste du marketing social peut aider son homologue de la communication à adopter un plan de communication avec un message de la campagne clair, précis et concis. Par l'exemple pour le cas d'espèce, le message peut être formulé ainsi qu'il suit : « **déposer un déchet dans la ville de Cotonou, c'est réduire sa durée de vie sur terre** ». La compréhension d'un tel message peut susciter l'adhésion de la population surtout que personne ne veut être l'ami de la mort.

Les quatre **C** sont enfin les éléments capitaux sur lesquels il faut mettre l'accent. Au niveau du premier **C**, le consommateur ou le comportement, il s'agit du comportement souhaité. Il est souhaité que les populations de Cotonou abandonnent le dépôt des ordures dans la nature. Pour cela, on lui fournira des informations sur le caractère polluant de ces ordures une fois déversées les lieux publics (dans les marchés, au bord des routes, sur les parcelles vides etc.), les effets de la pollution environnementale sur les humains. Le deuxième **C**, c'est le coût, c'est-à-dire ce que les populations doivent payer pour adopter le nouveau comportement. Il s'agit ici d'accepter de subir la rigueur de la loi en cas de non-respect des principes, d'accepter de céder des terres à l'état pour les utiliser comme des sites de traitement des déchets. Le troisième **C** qui est la convenance préconise que le comportement souhaité doit être facile à adopter. L'état peut par exemple subventionner l'abonnement aux structures de pré-collecte des déchets pour que les populations qui veulent renoncer à l'ancien comportement ou le comportement à risque n'en sentent pas trop la charge. Le quatrième et dernier **C** est communication. L'abandon du dépôt des déchets sur la place publique et l'abonnement systématique de tous doit être appuyé par la communication, de promotion afin d'encourager la cible à l'adopter. Les différents messages conçus doivent être diffusés dans les médias (radios et télévisions), les hors médias auxquels la cible a accès. «Les messages élaborés par le « manager » social devront subir des pré-tests sur un échantillon représentatif de la population- mère afin d'en mesurer les réactions qu'il suscite et ses éventuelles faiblesses » (Yeboué ALLANGBA (2016). Le plan de campagne de communication doit associer les collectivités locales, les populations, les structures privées, ONG, les structures étatiques. Un dispositif de suivi-évaluation doit être mis en place pour assurer le contrôle et l'amélioration des stratégies de communication.

Conclusion

L'incivisme des populations conduisant à l'insalubrité de la ville de Cotonou est problème permanent qui est au cœur des réflexions scientifiques toutes disciplines confondues. Cependant, le développement de l'approche de la communication participative pour conduire à un changement de comportement semble être passé sous silence. Ce qui dénote d'une banalisation du volet « communication » dans les projets et programmes de lutte contre le phénomène. Au regard du développement ci-dessus, il est désormais nécessaire pour les autorités, et autres acteurs de la question de privilégier les approches de la communication pour le changement de comportement accompagnées du marketing de communication intégrée.

Consulter les spécialistes en « Communication », en « Stratégies marketing » afin de garantir un plan de communication et / ou stratégies de communication idoine aux projet/programmes de lutte contre l'insalubrité à Cotonou devient alors une nécessité pour les autorités communales. Les temps de « spécialistes

de tout au sein des projet/programmes » est déjà révolu. Le volet « communication » doit désormais naître depuis la conception des projets/programmes de lutte contre l'insalubrité. Aussi, une cellule de communication dans une Mairie, n'est-elle pas un ramassis d'attaché de presse ou de journalistes. Une différence existe entre celui-ci et un spécialiste en « Communication ».

Références bibliographiques

- 1- ADJAGBA, Provis, B. (2014) : *Caractérisation des déchets biomédicaux à Cotonou : contribution pour une gestion rationnelle des déchets biomédicaux dans les deuxième et troisième arrondissements de Cotonou*, mémoire de licence, UAC, 57 p.
- 2- ALLANGBA, Yéboué (2016) : « *Communication, marketing social et lutte contre les mutilations génitales féminines en Côte d'Ivoire* », in *Communication en question* n°6, pp 72-102, [en ligne] www.comenquestion.com. Consulté le 17 août 2018.
- 3- BARIL, Gérald (2016) : *L'efficacité du marketing social en promotion des saines habitudes de vie : synthèse de connaissances*, Québec, 79 p, [en ligne] <http://www.inspq.qc.ca>. Consulté le 30 septembre 2018.
- 4- BOUDREAU, G. (2002) : *Le changement de comportement en général* [en ligne] www8.umoncton.ca/littoral-vie/ecosage :gaston2rtf. Consulté le 10 mai 2019.
- 5- Organisation mondiale de la Santé (OMS), (2003) : *La communication pour agir sur les*
- 6- *comportements et faire reculer le paludisme*, Guide de module, 33 p, [en ligne] <http://www.who/cds/cpe/smt/2002.17>, consulté le 10 avril 2017.
- 7- Programme d'assainissement pluvial de Cotonou, 2019 : *Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)*, Ministère du cadre de vie et du développement durable, 230 p.
- 8- PROGRAMME « Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain », (2002) : *Les entreprises de vidange mécanique des systèmes d'assainissement autonome dans les grandes villes africaines, Etude de cas : Cotonou*, Ministère des affaires étrangères, 45 p.
- 9- PROJET "Environnement urbain du grand Cotonou", (2010) : *Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)*, Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, 58 p.
- 10- Rapport sur le profil social national, (2013) : « *Hygiène et assainissement au Bénin : handicap ou opportunité pour l'amélioration des conditions de vie de la population ?* », Ministère du développement, de l'analyse économique et de la prospective, 131 p.
- 11- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, (2010) : *La communication pour le changement de*

- comportement à l'usage des volontaires de la communauté : Manuel du formateur*, 88 p, [en ligne] <http://www.ifrc.org> consulté le 25 mai 2019.
- 12- SANNI, Babio (2016) : *Perceptions Des Nuisances Environnementales Liées Aux Déchets Solides Ménagers Dans Les Centres Urbains Du Nord-Bénin : Cas Des Villes De Parakou, Djougou, Kandi Et Malanville*, in EuropeanScientific Journal August vol.12, No.23, pp 349-365, [en ligne] <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2016.v12n23p349>. Consulté le 09 mai 2019.
 - 13- UNICEF, (2011) : Etude sur les canaux de communication dans sept régions du Burkina Faso, rapport final, 106 p.
 - 14- L'émission "le portail de l'environnement" de la télévision nationale diffusée le lundi 14 janvier 2019.

LA DIMENSION HISTORIQUE DES MONTAGNES AU CAMEROUN SEPTENTRIONAL : DE LA RENCONTRE DES PEUPLES ET DE LA CONSTRUCTION DE LEUR HISTORICITE

Jeremie DIYE
Université de Yaoundé 1
diyejeremie@gmail.com

Résumé

L'Extrême-Nord du Cameroun et plus précisément la zone de montagne a été et continue d'être un espace de mouvements de populations. La principale caractéristique de cet espace géographique se situe non seulement au niveau de la présence des massifs, mais aussi de la diversité ethnique. Les peuples qui y vivent sont arrivés par vagues successives à partir de 3 000 ans av. J.C. et ce n'est qu'au XV^{ème} siècle que le peuplement devient continu. Il est difficile de donner le chiffre exact de leur nombre à cause de l'absence des statistiques fiables. Cependant, ils sont estimés à environ 80 ethnies. Les peuples de montagnes sont répartis dans les différents villages ou massifs. Avant leur mise en place, la mémoire collective retient le passage à Goudour, le centre de dispersion de certains clans et ethnies. Au cours de leur histoire, ils ont entretenu entre eux des relations. Ces relations ont toujours alterné bonne cohabitation, conflits et recherche de la paix. Dès le XVII^{ème} siècle, l'on observe une influence de l'Empire du Bornou et du royaume de Wandala au niveau des piedmonts. Ce qui reconfigure des nouveaux rapports entre les peuples de montagne et leurs voisins. Configuration marquée par un antagonisme dans les rapports. Il en est de même du XIX^{ème} siècle avec les incursions peuples. La présence allemande et française dans cette partie du Cameroun n'a fait que consolider les rapports antagoniques entre les peuples de montagne et leurs voisins. A partir de 1960, date de l'indépendance du Cameroun, les descentes en direction des plaines deviennent fréquentes. Ce qui inaugure une nouvelle recomposition sociologique de la région de l'Extrême-Nord.

Mots-clés : montagnes, histoire, conflits, résolution et relations.

Abstract

The Far North of Cameroon and specifically the mountain area has been and continues to be a space for population movements. The main characteristic of this geographical area is not only the presence of mountains, but also ethnic diversity. The peoples who live there arrived in successive waves from 3,000 years BC and it was only in the 15th century that the population became continuous. It is difficult to give an exact figure for their number because of the lack of reliable statistics. However, they are estimated at about 80 ethnic groups. Mountain peoples are spread over different villages or mountains. Before their implementation, the collective memory retains the passage to Goudour, the center of dispersion of ethnic groups. Throughout their history, they have maintained relationships with each other. These relationships have always alternated between good cohabitation, conflict and the search for peace. As early as the 17th century, the influence of the Bornou Empire and the Kingdom of Wandala on the

piedmonts can be observed. This reconfigures new relationships between mountain peoples and their neighbours. Configuration marked by an antagonism in the reports. The same is true of the 19th century with the Peuples incursions. The German and French presence in this part of Cameroon has only consolidated the antagonistic relations between mountain peoples and their neighbours. From 1960, the date of Cameroon's independence, descents towards the plains became frequent. This inaugurates a new sociological reconstruction of the Far North region.

Key words: Mountains, history, conflict resolution and relationships.

Introduction

La présence des groupes ethniques dans l'espace de montagne est relevée par plusieurs mythes d'origine qui convergent vers les mêmes considérations. Ils se sont retrouvés sur les massifs en suivant un criquet, un oiseau, les feuilles serpentées du melon, ou en recherchant un taureau égaré (cas des Mofou, Mafa, Mada, Podoko et Mouktélé) pour peupler les lieux où ils se trouvent actuellement. Les mêmes mythes ou légendes de création de villages se retrouvent chez presque toutes les ethnies de la région de montagnes : « un individu à qui l'on reconnaît souvent des pouvoirs exceptionnels dans le domaine religieux ou l'art de faire la guerre, quitte son pays d'origine et, poursuivant généralement un animal, atteint un lieu qui lui plaît et dans lequel il s'installe. Il fait venir ses épouses, ses enfants » (Boutrais et *al.*, 1984 : 210). Certains auteurs comme Christian Seignobos et Olivier Iyebi-Mandjek attestent que le peuplement des montagnes du Nord-Cameroun se situe aux alentours de 3 000 ans av. J.C. et ce n'est qu'au XV^{ème} que l'établissement devient incessant (Seignobos et Iyebi-Mandjek, 2000 : 46). Dès ce moment, l'on observe une certaine structuration des sociétés au niveau des montagnes. La montagne devient indissociable de l'histoire de ces sociétés. C'est dans cette perspective qu'ils donnent leurs noms aux massifs qui représentent désormais leur environnement culturel, politique, économique et social. Aujourd'hui encore, les montagnes de l'Extrême-Nord Cameroun abritent une multitude de groupe ethnique bien distinct composée des Mafa, Mofou, Podoko, Mouktélé, Kirdi-Mora, Vamé, Mbremé, Ouldemé, Mada, Zoulgo, Guemzek, Mbouko, Mbolko, Mokyo, Mouyeng, Kapsiki, Bana, Hidé, Minéo, Goudé, Hina, etc. Ces groupes hétérogènes au hasard de leurs déplacements se sont retrouvés au sein d'un même territoire. La cohabitation prolongée au sein de ce territoire, l'affrontement des problèmes quotidiens identiques et dans certains cas l'absorption d'un clan par un autre dominant venu chercher asile, leur a permis d'acquérir un minimum de caractère commun au niveau de la langue et dans les domaines religieux, économique et culturel (Boutrais et *al.*, 1984 : 208). Cet environnement de montagnes, depuis les années 1900 a été densément peuplé, ceci suite à une croissance démographique plus forte chez les peuples de montagnes. Le nombre élevé de la population s'observe par une densité qui reste parmi les plus fortes de la région de l'Extrême-Nord : 170hbt/km². Les

relations entre les montagnards ont été marquées par des procédés qui relèvent de leurs cultures pour renforcer les liens d'amitié et de fraternité qui les lient. Ce qui maintenait la stabilité au sein des massifs. Toutefois, il y avait des moments où cette cohésion intra et intercommunautaire ou entre les peuples de montagnes soit ébranlé par des différends. Pour rétablir la stabilité, ces peuples avaient une culture endogène de la résolution ou la gestion des conflits qui les opposaient. Le travail se penche sur l'étude de la dynamique des relations entre les peuples de montagne et les résistances des ces peuples aux influences externes comme l'empire du Bornou, le royaume du Wandala et les conquêtes peuples. Il est question dans cette réflexion d'abord d'analyser les rapports entre les peuples de montagne, ensuite d'examiner la résistance des peuples de montagne aux influences extérieures et enfin cerner l'état des relations. Pour arriver à un résultat, les sources écrites et orales ont été d'un apport pour la réalisation de ce travail ainsi que l'observation.

1. Milieu naturel et les rapports entre les peuples de montagne

Les monts Mandara est un espace dominé par les montagnes et le climat, la végétation et le sol sont plus ou moins favorable à la vie des espèces humaines et animales qui s'y trouvent. C'est aussi une région habitée par une mosaïque de groupes ethniques. Ce milieu naturel, particulier en son genre, influence la vie quotidienne des populations.

1.1. Cadre physique

La région des Monts Mandara est composée d'un ensemble de massifs granitiques, de plateaux et de plaines. Ces massifs relativement modestes culminent à 1500 mètres d'altitude, ce qui leur donne des allures de vraies montagnes qui s'allongent sur environ 200 km. L'ensemble des Monts Mandara est constitué des roches précambriennes vieilles de plusieurs centaines de millions d'années. Les autres massifs ont de basses altitudes de 1000 à 1200 mètres et entourent les plateaux, les bassins et les plaines internes. Du sud au nord des Monts Mandara, on distingue trois ensembles montagneux. La partie méridionale (au sud-ouest) présente un ensemble formé essentiellement d'inselbergs qui constituent des intrusions granitiques. Ces massifs îles atteignent leur point culminant à 1257 mètres d'altitude (le Hosséré Ouroum). Les autres inselbergs ont une altitude qui varie entre 750 et 1100 mètres : hosséré⁴⁰ Katiau, hosséré Faourou, hosséré Kourou, hosséré Mbali, hosséré Badessi, hosséré Péké-Bori, hosséré Matoungou, hosséré Bossoum. Les massifs dans le secteur méridional sont isolés, « plantés comme des forteresses sur le plateau » (Boulet, 1975 : 13).

Dans le secteur central au nord, se trouve une mince frange montagneuse de chaque côté du Nigéria et davantage du Cameroun. La

⁴⁰ Mot fulfuldé qui signifie montagne.

montagne se dresse en territoire nigérian à 1200 mètres et augmente à partir de Rhoumsiki, se poursuit vers Mogodé jusqu'à Mabass. Le second alignement de montagnes n'est pas rectiligne comme le précédent. Il commence au nord de Popologozom et prend fin à Mokolo. On retrouve aussi vers l'est une série de massifs îles, très proches des uns des autres culminant à 800 mètres.

Le secteur septentrional est la partie la plus élevée des Monts Mandara. A l'est entre Méri et Mora, on a une succession du sud vers le nord des massifs Guemzek, zoulgo, Mada, Ouldémé, Vamé et Mora abritant les ethnies dont ils portent le nom. Le massif de Mora termine cet alignement, ainsi que les Monts Mandara. A l'ouest, les massifs du pays Mafa ont les sommets les plus élevés des Monts Mandara : mont Oupay 1494 m, mont Ziver 1404 m, mont Houva 1328 m, mont Touropou 1349 m. Au nord-est le massif de Zouelva atteint 1121m. Ces massifs « chutent brutalement sur la plaine de Koza, graben à comblement lacustre qui ne dépasse pas 500 m d'altitudes » (Boulet, 1975 : 28).

Le milieu de massifs présente un avantage qu'il convient de préciser et les peuples qui y vivent l'ont très tôt compris : c'est le rôle défensif. Les reliefs accidentés se présentent globalement comme des espaces protectrices pour les individus, les peuples en proie à la domination étrangère. L'on peut citer entre autres les grottes de Tora Bora, en Afghanistan, les plateaux de l'Anatolie en Turquie qui abritent des « terroristes kurdes » et le Caucase central lieu de refuge des « rebelles tchéchènes ». Un peu partout au Cameroun, « les montagnes ont servi d'abri et de forteresses naturelles aux peuples qui fuyaient devant des guerriers mieux armés » (Froelich, 1968 : 38). Les peuples de montagnes de l'Extrême-Nord du Cameroun ont très tôt compris l'avantage que leur offrait leur environnement. Pour assurer leur protection et surtout celle des femmes, des enfants, des produits de récolte et du bétail, les chefs de massifs organisaient leur défense en utilisant les accidents du terrain que le relief et le couvert végétal procuraient. La maîtrise de l'environnement et la une parfaite connaissance des espaces stratégiques pour leur refuge ont rendu les montagnards « invulnérables » aux attaques lancées par les étrangers et renforcé l'attitude guerrière comme le relève cette affirmation de :

Ainsi, la protection du territoire figure au premier rang des préoccupations des montagnards et cette insécurité généralisée, qui n'a pris fin qu'au début du XX^{ème} siècle, a profondément marqué les populations : le paysan paléonigritique ne s'écarte jamais de sa maison sans se munir de son arc et de ses flèches, même pour aller aux champs. (Ibid, 48)

Thierno Bah dans un ouvrage sur la défense en Afrique Occidentale écrit : « les points dominants du relief ont été utilisés à des époques diverses, comme centre d'organisation de la défense ; ils donnent l'avantage de la vue d'ensemble et procurent à celui qui, de haut, aperçoit l'ennemi à ses pieds, un sentiment de supériorité et de sécurité » (Thierno Mouctar Bah, 1985 : 43). Ce

constat fait par Thierno Bah dans le Soudan Occidental par rapport au relief comme site défensif peut également être appliqué dans massifs de l'Extrême-Nord du Cameroun. En fait, la tectonique cassante joue un grand rôle en multipliant les obstacles à la pénétration. Dans toute la région, grâce à la tectonique, l'érosion a dégagé « d'énormes compayres, multipliant ici presque à l'infini les célèbres chaos bretons de Huelgoat » (Beauvilain, 1985 : 30). Ces chaos offrent des abris naturels souterrains impressionnants et se trouvent à côté des sommets. Les chaos de Ziver, Meri, peuvent abriter des centaines de personnes environ (Ibid). Il faut mentionner que les grottes ou les profondes cavernes sont présentées par les mythes de peuplement comme le premier habitat des autochtones chez les montagnards. En fait, certaines ethnies attestent que leurs ancêtres sont sortis des grottes et des cavernes. Site de refuge offrant souvent de facilités pour la défense, les massifs permirent aux populations, à plusieurs reprises, de résister aux expéditions esclavagistes menés par l'empire Bornou, et le royaume du Wandala, mais aussi à l'influence peule.

Site de refuge offrant souvent de facilités pour la défense, les Monts Mandara permirent aux populations, à plusieurs reprises, de résister à la pression d'envahisseurs tels que le Bornou, le royaume du Wandala, les Foulbé. Les Allemands, les Français et les Anglais eurent de même des difficultés à dominer les peuples de montagnes lors des tournées administratives de perception d'impôts et du projet de domination des massifs.

1.2. Les aspects des rapports cordiaux : valeurs à préserver

L'Extrême-Nord est le siège d'une diversité ethnique. Les mouvements de déplacement ou de migration des personnes en quête du savoir, d'une épouse, d'une situation meilleure, bref du bien-être ont permis un foisonnement et un cosmopolitisme. Cette nouvelle configuration sociologique au niveau des montagnes est à la base de la construction d'une cohabitation cordiale. Cette cohabitation se caractérise par des emprunts culturels d'où le brassage des cultures. Ceci se justifie par la maîtrise de plusieurs langues par certains individus. La langue est un élément culturel qui permet aux individus d'échanger sans être buttés à des difficultés d'incompréhension. La maîtrise de la langue d'un massif est une des conditions d'intégration dans ce massif. L'on se sent plus proche d'une personne qui parle la même langue que nous ; les échanges deviennent alors plus faciles. C'est pour cette raison que l'harmonie entre les ethnies de montagnes a toujours été basée sur les relations de bon voisinage. La cohabitation a ainsi permis des emprunts culturels au niveau architectural, des patronymes, des fêtes telles que la fête de récoltes et de taureau.

Les rapports de bon voisinage s'illustrent davantage par les célébrations des mariages exogamiques. En fait, dans les sociétés de montagnes, à l'exception des clans de forgerons et de potières chez les Mafa, l'exogamie est tolérée. Les couples mixtes issus de deux ethnies renforcent la cohabitation entre gens de montagnes. Dans ces communautés, les barrières ethniques,

culturelles ne constituent pas un obstacle dans les rapports intra-massifs. L'on peut noter comme exemple un couple où le mari ou la femme est soit Podoko ou Mouktélé, soit Mofou ou Mafa, soit Mada ou Uldémé ou encore Zoulgo ou Gemjek, Kapsiki ou Hidé. Lors de ces mariages, les montagnards, pour témoigner leur sympathie envers les nouveaux mariés, apportent des présents tels que les assiettes, des pièces de pagnes, des chèvres ou de l'argent selon que l'on soit du côté de l'époux ou de l'épouse.

La manifestation de la sympathie entre les peuples de montagnes s'observe également dans les moments de joie (mariage, naissance, bonne récolte, etc.), de difficultés et de tristesses (maladie, décès, etc.). Une assistance financière, matérielle et spirituelle apportée aux familles en difficultés est l'occasion de renforcer les liens d'amitié. Cette façon d'agir ne se limite pas seulement aux membres de son clan et de son ethnie, mais aux amis appartenant à d'autres groupes ethniques. Les relations de bon voisinage ne s'expriment pas seulement par les mariages exogamiques, les naissances et les décès, mais également par la réalisation de certaines tâches qui mobilisent parfois un nombre important de personnes appartenant à plusieurs massifs.

Les travaux communautaires sont l'un des aspects des relations cordiales. L'exécution des travaux communautaires est un élément de convergence des cultures des peuples de montagnes. C'est ce qui a favorisé l'entraide entre les populations. Cette entraide concernait la mise en commun des efforts pour assister une personne dans la construction ou la réfection d'une case, la récolte des produits des champs et l'organisation de certaines fêtes et cérémonies traditionnelles. La réalisation de ces activités était accompagnée par la présence sur les lieux de vin de mil ; liqueur appréciée par une grande partie des habitants de montagnes. Ceci parce qu'il donnerait de la vitalité et du courage dans l'exécution des travaux. C'est surtout au niveau des marchés que cette liqueur est la plus présente et consommée en quantité.

La cohésion entre les peuples de montagnes était aussi marquée par la fréquentation des milieux d'échange. Les marchés périodiques que ce soit à l'époque coloniale ou post-coloniale ont toujours été un milieu de foisonnement et d'attraction des personnes. Ils s'inscrivent ainsi dans une perspective des échanges économiques, sociaux et culturels entre les individus et les groupes en présence. Le marché apparaît donc comme un des facteurs d'intégrations sociale, économique et culturelle. Les marchés sont des lieux de rendez-vous d'une masse importante de personnes pour des buts bien divers. Commerçants, clients, aventuriers, visiteurs, etc. venus d'horizon disparate ont rendu les marchés cosmopolites. L'on note comme exemple les marchés de Mémé, Banki et Mora qui favorisent la rencontre des commerçants Mofou, Podoko, Zoulgo, Guemjek, Mada, Mouktélé, etc. Il en est de même des autres marchés se trouvant dans les localités de montagnes. Dans ces marchés, à son niveau évite de susciter ou d'être à l'origine d'un conflit. Chaque fois qu'il y a des disputes entre les buveurs dans ces milieux, c'est tout le monde qui s'active

à apaiser les tensions entre les protagonistes. Ceci parce qu'une simple rixe peut s'amplifier et devenir une affaire des massifs. Ce qui n'est pas une très bonne chose pour les commerçants et les clients.

En plus des échanges commerciaux, les marchés sont des lieux de retrouvailles entre les vieux amis autour des débits de boisson. Loin de susciter les conflits, les bagarres, le vin de mil jouait un rôle non négligeable dans la consolidation des rapports d'amitié qu'entretenaient les populations. Ceci parce que c'est autour des pots de vin qu'on s'informait des nouvelles des familles. Ces nouvelles concernaient les cas de mariages, de naissances, d'intronisation d'un chef, de décès, etc. En effet, c'est autour du vin que les buveurs se racontent les histoires. Bien que ces histoires suscitent l'humour, ils révèlent souvent certaines vérités. L'on comprend pourquoi, au niveau des villages, le vin a toujours occupé dans presque toutes les cérémonies traditionnelles une place de choix. Il est de même de la fête du taureau.

Appelée fête de taureau ou *via zla* ou encore *maray* selon les ethnies, la cérémonie d'immolation du taureau était une fête qui mobilisait un nombre important de personnes. C'est la fête la plus répandue chez les peuples de montagnes. Le cycle de programmation de cette fête varie en fonction des ethnies. Chez certaines ethnies, elle est célébrée tous les deux ans, chez d'autres les trois ans. Il y a même les ethnies qui le font les quatre ans bien qu'un petit nombre d'ethnie n'obéit à aucun cycle bien défini. Charlotte Von Graffenried se situe dans la même perspective lorsqu'elle affirme que le cycle de trois ans « commence chez les Zulgo ; il est repris par les Gemjek et il continue chez les Minéo, les Méri, les Mboku et les Mafa. Le cycle de quatre ans commence d'après mes observations, chez les Molokwo, continue chez les Mikiri, les Dugur, les Mofu-Douvangar, les Mofu-Durum, les Mofu-Wazang et également une partie des Mafa » (Von Graffenried, 1987 : 113-114). La célébration de la fête du taureau visait surtout le renforcement, le resserrement des relations entre les personnes, les membres d'un massif en renouvelant et renouant les liens dans les lignages, les clans. C'est encore ce que soutient Von Graffenried quand elle écrit que : « la célébration de la fête dans les différents villages ou montagnes démontre le contact des différents lignages qui se renouvelle régulièrement. Il est intéressant de savoir que le rituel est repris par les ethnies voisines, qui en partie sont liées » (1987 : 117). Lors de cette fête, l'on retrouvait tous les habitants du massif organisateur, mais également les membres d'autres massifs. L'importance n'était pas le fait de manger absolument les morceaux de viande, mais davantage la dimension spirituelle de la cérémonie. Le sacrifice du taureau donnait l'occasion aux montagnards le pardon, la guérison, l'accroissement de la fécondité, la multiplication des récoltes et du bétail, la protection contre les ennemis et les maladies. Bref, c'était un moment de réconciliation entre les hommes et les ancêtres d'un côté et de l'autre côté entre les clans, les ethnies.

La cohabitation au sein d'un même espace géographique a permis aux peuples de montagnes de développer un certain nombre de mécanismes pour préserver l'harmonie entre les personnes. Il s'agit de l'entraide, la célébration des fêtes traditionnelle, etc. Bien que, ces mécanismes constituaient un fondement de la prévention des conflits, l'on enregistrait des cas de différends soit entre les membres d'un massif, soit entre les massifs.

1.3. Panorama des causes des mésententes

Les massifs bien qu'ayant toujours entretenus des rapports cordiaux, ont été en proie aux violences. Il arrivait que parfois les relations soient caractérisées par des affrontements ou des batailles rangées. Ces conflits avaient plusieurs causes. Les plus courantes de ces sources de violences concernaient le rapt des femmes, la sorcellerie, l'ébriété, l'adultère, le vol, etc.

Concernant les rapt de femmes, il faut noter que la femme dans les sociétés de l'Extrême-Nord du Cameroun joue un rôle incontournable dans la pérennisation de l'espèce humaine, «génératrice de vie, elle était aussi l'éducatrice de la famille qui prenait en charge le processus de socialisation des enfants avant leur intégration dans la classe d'âge ou le groupe d'initiation» (Mathey et *al.*, 2003 : 42). Et tant qu'un homme n'a pas une femme, il n'a pas une place dans la société et ne participe pas à la prise des grandes décisions pour l'intérêt de la communauté et aux grandes cérémonies traditionnelles. Les femmes et les enfants jouent un rôle très important dans la mesure où ils donnent un coup de main au chef de famille au niveau des travaux champêtre et la garde du bétail. A travers ce rôle joué par la femme, l'on comprend pourquoi le rapt des femmes s'avère être l'une des causes les plus importantes des incidents. C'est surtout pour avoir une place de choix dans la société traditionnelle et ne plus être mis à l'écart lors de certaines cérémonies et palabres, que les hommes font les rapt de femmes et de jeunes filles en âge de se marier. Ces femmes deviennent par la suite leurs épouses. Le recours à cette alternative résulte aussi de la déception d'un homme après une longue période de courtisannerie. Les enlèvements se font dans les lieux appropriés à l'abri des regards, à toute saison et souvent, l'un des deux parents de la femme ou de la jeune fille est complice. Ces opérations se faisaient au bord d'une source d'eau (la fille allant chercher de l'eau), sur la route (la fille allant visiter une parente), au champ, lors des fêtes traditionnelles comme la fête des récoltes, du *Maray*. Les conséquences de ces actes d'enlèvement étaient la levée de boucliers. Même après la résolution d'un ce type de conflits, il arrivait que, étant ivre, les vieilles histoires mal oubliées telle que l'enlèvement d'une femme reviennent en surface d'où l'ébriété comme source de conflits sur les massifs.

L'ébriété a été la source de nombreux incidents dans les zones de montagnes. Appelé *bilbil*, *pehi*, le vin de mil occupe une place de choix dans les sociétés de l'Extrême-Nord du Cameroun en général et en particulier chez les peuples de montagnes. La consommation abusive du vin de mil provoque un

déséquilibre du système nerveux d'où l'ivresse. Dans les massifs, le vin de mil est produit ou fabriqué en grande quantité et présent dans presque toutes les fêtes et cérémonies traditionnelles. Quand le vin est pris en grande quantité par un individu, la conséquence directe est l'ivresse. L'individu ne peut plus se contrôler. Il n'a aucune maîtrise de ce qu'il dit et de ce qu'il fait. Ce qui conduit aux mésententes, aux désunions, bref aux conflits. Il suffit d'une parole mal placée ou qu'une personne sans prêter attention renverse ou brise le pot de vin d'un ivrogne que les disputes commencent. Ces disputes s'amplifient par l'effet de l'alcool et débouchent aux bagarres. C'est l'occasion pour certains de se venger, de régler les vieilles histoires mal oubliées. De simples « rixes prennent l'allure d'un grand conflit opposant les villages entiers, car c'est l'honneur qui compte. Un habitant quelconque qui déclenche une simple bagarre ou un conflit sur la place du marché sait pertinemment qu'il ne sera pas seul à affronter ses ennemis » (Kaldapa Kojekoed, 2004 : 23). Les peuples de montagne comptent sur la solidarité. C'est pour cela que lorsqu'un de leur était en difficulté ou dans les problèmes, la « chefferie épousait la cause d'un individu et partait en guerre afin de régler le conflit de celui-ci [...] La guerre devenait ainsi vastes représailles collectives et riposte parfois disproportionnée à l'incident initial » (Vincent, 1991 : 391). Les bagarres dus à la forte consommation d'alcool surviennent surtout en saison sèche où le mil est abondant et les travaux champêtres terminés. Si l'ébriété est l'une des causes des incidents, le vol en constitue une autre.

Le vol comme cause des conflits dans les monts mandara est un fait fréquent. Les auteurs de cet acte viennent le plus souvent des massifs voisins. Ils sont parfois capables de détourner tout un troupeau de bêtes. Ils opèrent en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Durant la saison sèche, les rochers les servent d'abris par contre en saison pluvieuse, ce sont les hautes herbes et les champs de mil. Ces voleurs mènent leur activité à tout moment de la journée. Ils trompent la vigilance des enfants gardiens des troupeaux pour drainer tout le bétail. Ils n'hésitent pas à employer la force pour emporter leur butin. Ce qui s'est passé en 1948 est illustratif ; les voleurs « après avoir réduit à l'impuissance les quatre enfants gardiens de leur troupeau de chèvres se sont emparés de celui-ci [...] Les gens du village de Zourou suivirent leurs traces », « à la nuit tombante, ils y trouvèrent 40 chèvres toutes égorgées et en partie mangées » (Archives non classées de Mora, 1948, Sous-préfecture de Mora, Plainte contre vol de bétail). La réaction n'était autre que la levée des boucliers. Ceci parce que les montagnards attachent beaucoup d'importance à ce qui les appartient. Les représailles se soldent par des affrontements meurtriers.

Il existe d'autres causes de conflits qui importent d'être mentionnées. La sorcellerie est une pratique qui a toujours ébranlé la cohésion sociale. L'adultère aussi, en ce sens qu'il est une source de malédictions de la part des ancêtres qui se manifestent par la sécheresse, les maladies endémiques et épidémiques, les mauvaises récoltes. Les conflits liés à l'arrêt des pluies par les faiseurs de pluies,

à la succession d'un chef, aux problèmes fonciers, à l'accès à l'eau, ont également déchirés les peuples de montagnes. A la suite de ces causes, l'on assiste à des scènes de bataille rangée entre les groupes de montagnes. Les conflits ayant opposés les Podoko aux Mouktélé, les Moufo Wazan aux Mofou Douvanger et les Mafa aux Kapsiki en sont des exemples qu'il importe de mentionner.

En somme les conflits entre les peuples de montagnes présentent plusieurs causes. Mais, ce qu'il faut retenir c'est qu'elles peuvent entraîner tout un massif contre un autre massif dans un affrontement armé en bataille rangée et meurtrière. Sachant que les vies humaines sont sacrées, les peuples de montagnes sont préoccupés à la recherche des voies de sortie de ces crises d'où l'application d'un ensemble de mécanismes de gestion des différends dont le but est la recherche de la paix. Les mécanismes sont l'ensemble des méthodes et des procédures mises en œuvre pour régler un conflit ou permettre la restauration de la paix rompue afin de mieux gérer les relations qu'un individu, un clan ou une ethnie entretient avec ses voisins. Ces mécanismes obéissent aux réalités géopolitiques, culturelles, économiques et sociales de chaque peuple. Des dispositions étaient prises pour maintenir la stabilité à l'intérieur des massifs. Qu'en était-il des influences externes ?

2. La résistance des peuples de montagne aux influences extérieures

Les relations qu'entretiennent les hommes sont diverses et varient en fonctions des individus. C'est surtout la cohabitation avec les voisins très puissants qui devient difficile. Les peuples de montagnes au cours de leur histoire ont été influencés par les conquêtes bornouane, mandara et peule.

Le Bornou fut un vaste empire où le règne tournait autour des conquêtes de nouveaux territoires et à gouverner ceux déjà conquis. C'est au XVII^{ème} siècle, sous le règne d'Idriss Alaoma que cet empire atteint son apogée. Des expéditions contre les populations païennes du Nord-Cameroun connues sous le vocable Margui furent lancées. Ces expéditions provoquèrent un mouvement de populations de grande envergure. La cause de ces migrations de peuples des massifs, résultait des « razzias opérées vers les montagnes par le Bornou pour son approvisionnement en esclaves » (Boutrais, 1973 : 109). Les razzias d'esclaves ont rendu les montagnards méfiants principalement contre les étrangers. Au début du XIX^{ème} siècle, le Bornou est en pleine décadence. La plupart des provinces reprirent leur dépendance ainsi que le royaume du Wandala.

Le royaume du Wandala atteint le maximum de son étendue à la fin du XVII^{ème} siècle et au début de XIX^{ème} siècle et c'est à la fin de ce siècle qu'il tombe en décadence lorsque Rabah conquiert la capitale Doulo. Durant cette période, la partie septentrionale des monts mandara était plus ou moins sous son contrôle. Le Tlikse s'approvisionnait dans cette région en esclaves, en céréales pour ravitailler les marchés du Wandala et « les réserves les plus

importantes pour cette sorte de marchandise s'étendaient à la périphérie méridionale et occidentale du pays Guiziga, pays Massa, Toupouri, Moundang, Guidar, Mofou et Matakam » (Eldridge Mohammadou, 1975 : 192). Autrement dit, les massifs du Mandara, les massifs isolés de la plaine tels que celui de Zoulgo, Mbokou, Molkwa, Mouyang, Mada, Guemzek, Ouldémé étaient sujets du Wandala et payaient tribut au Tliksé. A l'époque où le Wandala était une province du Bornou, les produits de récoltes, le bétail et les esclaves qui constituaient le tribut convergeaient vers le Bornou. Ce tribut selon Eldridge était versé annuellement et le « montant du tribut auquel était astreint le Wandala était de cent esclaves tous les deux ans » (1975 : 195). L'on peut déduire l'amplitude des razzias effectuées dans les villages, les massacres, les incendies et les captures d'esclaves durant le règne bornouan et mandara. Ces ravages sont encore gravés dans la mémoire collective. Les expéditions continuelles lancées vers les massifs ont ralenti l'expansion des cultures au niveau des plaines près des flancs des montagnes et même les déplacements des individus de peur d'être capturé comme esclave. Au début du XVIII^{ème} siècle, l'on est face à la conversion de la dynastie mandara à l'islam et le royaume du Wandala, l'un des puissants Etat au Sud du Bornou est conquis et assujetti à l'islam. A partir du XIX^{ème} siècle, tous les peuples montagnards voisins du royaume du Wandala sont sous l'influence musulmane. Dès ce temps, les esclavagistes peuls parcourent les montagnes pour se procurer des esclaves. En fait, le royaume du Wandala jouissait d'un prestige auprès des peuples voisins non islamisés. Engelbert Mveng relève cela quand il écrit qu'une : « quinzaine de tribus païennes lui sont soumis : les Podoko, les Mada, les Zoulgo, les Guemshék, les Muyueng, les Moulkoa, les Mbokou » (Mveng, 1963 : 192). Sa soumission était par conséquent la clé du succès auprès de ces peuples. Mais, tel ne fut pas le cas, les Peuls rencontrèrent une vive résistance de la part des peuples montagnards ceci parce que, lors de leur conquête ils procédaient par une conversion forcée, à la répression des populations, aux pillages, ainsi qu'aux enlèvements du bétail, des femmes et des jeunes filles. De 1884 à 1960, les rapports entre les peuples de montagnes et ces conquérants étaient souvent caractérisés par des confrontations, des enlèvements de part et d'autre.

C'est au XIX^{ème} siècle qu'Ousman Dan Fodio lance un appel à tous les musulmans pour défendre la cause de l'islam. Cet appel lancé contre les infidèles transforme les Peuls pacifiques en des guerriers fanatiques et propagateurs de la foi musulmane. Les Peuls du Nord-Cameroun actuel répondent massivement à l'appel, dans l'espoir de soumettre à leur tour les chefs de plaines et de montagnes qui leurs exigeaient le droit de « cuisage » et de « jambage ». Les Peuls passent de nomades saisonniers en des guerriers conquérants. Pour répandre leur influence et percevoir l'impôt qu'ils avaient fixé, les Peuls suivaient les populations jusqu'à dans leur repaire. Les chevaux inaptes aux montées escarpées, rendaient les cavaliers peuls vulnérables, et les montagnards profitaient de cette occasion pour massacrer les Peuls à l'aide de

leurs flèches. Sur les massifs, ces peuples « se sentaient invulnérables dans leur repaire » (Beauvilain, 1985 : 332). Pour échapper à la domination des Peuls les peuples de montagnes procédèrent aux razzias du bétail et aux attaques des esclavagistes peuls. En fait, ils sont présentés comme des personnes « farouches, indépendants, groupés en petits îlots fermés, tous ces traits que nous avons rencontrés ne pouvaient manquer d'avoir pour nos gens une conséquence générale : ces montagnards sont des guerriers » (Lembezat, 1961 : 40).

Les Allemands, les Français et les Anglais eurent les mêmes difficultés à les contrôler. C'est surtout lors des tournées administratives de collecte ou de perception d'impôts qu'ils rencontrèrent d'énormes difficultés. Certains désertaient les villages avec leur bétail et même les produits champêtres tels le mil et les arachides. D'autres les cachaient dans des grottes et l'administrateur colonial ne savait comment faire pour recouvrir les impôts. Les Français étaient obligés de mobiliser un nombre important de personnes pour surprendre les populations d'un massif et collecter l'impôt. Ces réactions vis-à-vis des administrateurs coloniaux français se justifient par le fait qu'avec leur système d'administration indirecte, ils avaient choisi comme collaborateur les Peuls. Or, le passé tumultueux contre les envahisseurs peuls resté gravé dans la mémoire de nombre de personnes a fait à ce que les rapports deviennent davantage antagoniques. Ces derniers ont abusé de leur pouvoir et ont profité de l'occasion pour imposer de lourds impôts aux populations païennes. Les populations accueillaient les représentant de l'autorité coloniale par des « pluies de flèches », même les administrateurs coloniaux, n'étaient pas épargnés de ces attaques. Certains auteurs pensent que sans l'intervention des colonisateurs, les peuples de montagnes auraient pu dominer les Peuls quand ils affirment qu'« il est même permis de penser que sans l'intervention du colonisateur, et la mise en place du système d'administration indirecte qui a officialisé et par la même renforcée la domination du Foulbé sur l'élément païen, le rapport des forces aurait pu rapidement s'inverser au profit de ces derniers » (Boutrais et *al.*, 1984 : 207).

Au cours de leur histoire, les montagnards ont eu à maintes reprises à faire face à l'envahisseur musulman : l'empire du Bornou, le royaume de Wandala et les Peuls. Les populations de montagnes ont pendant longtemps constitué une réserve d'esclave. La chasse aux esclaves était accompagnée de pillages et des incendies de tout ce qu'il y avait dans les villages, « même les vieux, les femmes enceintes, les enfants n'étaient pas épargnés des massacres et il fallait que les survivants se battent et ces souffrances, malheurs sont restés gravés dans la mémoire collective » (Diye, 2007, : 23). Il en est également des Peuls avec la conversion forcée à l'islam, le pillage, l'enrôlement du bétail, l'enlèvement des enfants, des femmes. Ce passé marqué par des souffrances, des douleurs liées à la perte d'un être cher, du bétail, de tout le village a engendré chez les peuples de montagne un caractère méfiant.

3. L'état actuel des relations

La colonisation selon la vision européenne a permis aux Africains d'être civilisés et mieux organisés. Pourtant avant même le début de cette colonisation, les sociétés africaines en général et ceux des monts mandara en particulier avaient développé une brillante civilisation. La preuve se situe au niveau des mécanismes traditionnels de résolution des conflits. Ces mécanismes permettaient de nouer et de renforcer l'harmonie entre les massifs. La conséquence est que, les hommes circulaient de massif en massif sans être inquiétés, attaqués.

Toutefois, la civilisation occidentale a eu une influence sur les moyens traditionnels de résolution des conflits. Cette influence se situe au niveau religieux et politique. La colonisation a réussi par le concours des fronts pionniers composés des explorateurs, des militaires, des commerçants et des missionnaires. Ces missionnaires apportèrent et présentèrent aux populations de montagnes leur manière de concevoir la religion. Le christianisme influença considérablement les rites et les sacrifices dans le cadre de résolution des litiges et du scellement des groupes réconciliés. Un nombre important de la population jugea ces pratiques dépassées, obsolètes, caduques, païens comme l'illustre cette affirmation de monsieur Coulier lors de la résolution du différend entre Guirmedeo et Guemtchek : « je répondis à monsieur Aubin que mon chef, monsieur Paillas et moi-même étions d'avis que cette cérémonie était inutile et dangereuse, le palabre étant réglée judicieusement » (Archives de la Région de l'Extrême-nord, 1956, 06.Ex1.54, Tribunal Intermassifs de Méri : règlement du différend Guirmedéo-Guemtchek). Du coup, l'on nota une recrudescence des incidents causés par les mauvais actes des sorciers, l'inceste, le vol, les vieux différends mal réglés, etc. qui s'accrochèrent dès 1960. C'est cet état d'instabilité que l'administration française légua à la République du Cameroun en 1960. C'est le cas du conflit entre les Molko et les Mbokou qui se déroulèrent en 1976, 1987 et 1994. L'abandon par certaines ethnies des moyens de gestion et de préventions endogènes des conflits eurent des conséquences sur le plan humain et matériel.

Le constat qu'on peut faire c'est qu'une bonne partie des montagnards embrassa la religion chrétienne pour échapper aux méthodes traditionnelles de détection des coupables ou aux rites de réconciliation. Dès lors, les présumés coupables nouvellement convertis au christianisme ne passèrent pas l'épreuve d'ordalie, mais furent jugés selon les préceptes de la juridiction occidentale, au pied des montagnes où se trouvent les structures tels que le commissariat, la gendarmerie, le palais de justice. Ce qui contribua à la négation des valeurs traditionnelles de résolution des litiges. Les rites d'ordalie, de sacrifice du chien ou de chèvre furent abandonnés au profit de la nouvelle juridiction apportée par les Européens. Les adeptes de la nouvelle religion brandirent cette juridiction pour masquer leur culpabilité comme relève Ndawai Zanaï interrogé

par Kaldapa Kojekoed : « l'on ne sait plus qui finalement accuser en cas de vol. Beaucoup de gens se masquent derrière la religion islamique ou chrétienne pour échapper à nos épreuves révélatrices » (Kaldapa Kojekoed, 2004 : 70). Les coupables de délits préfèrent les sanctions en amendes ou quelques jours d'emprisonnement que de subir la colère des ancêtres, capable de provoquer des malheurs.

Il n'y a pas que les résolutions traditionnelles des conflits qui ont subi une mutation à travers le temps et l'espace. Il importe de noter aussi que, le milieu de vie des populations de montagnes s'est caractérisé par la rudesse du climat.

En fait, l'on a une ingratitude du milieu naturel dans cette région de haute altitude. Les montagnes occupent 70% de l'espace plat, ce qui fait que les montagnards doivent fournir beaucoup d'effort, de courage pour maîtriser le relief accidenté. L'accroissement de la population est très important à l'Extrême-Nord. La zone de montagne a la plus forte densité de population : 70 hbts/km². La pression démographique constitue une autre cause de cette rigueur de la vie en montagne. Nombre de famille parcourt des kilomètres pour accéder et exploiter les terres cultivables. Mais, qu'à cela ne tienne, la rareté du foncier agricole persiste. Les jeunes qui constituent une bonne partie de la population migrent en direction des autres régions à la recherche d'une vie meilleure. Pour ceux qui restent au terroir, la maîtrise de l'espace reste une préoccupation quotidienne. Cette partie de l'Extrême-Nord Cameroun manque d'espace favorable aux travaux des champs surtout que l'agriculture s'avère être la principale activité des habitants des massifs. Pour remédier à cette situation, les populations pratiquent un système de culture très particulier et original qui nécessite beaucoup d'efforts, de courage et de patience : c'est la culture en terrasse. Ce système consiste à aménager les flancs des montagnes avec des pierres puis à remplir l'espace creux avec la terre pour empêcher l'écoulement de l'eau. Malgré cela, le problème de terre favorable aux cultures persiste. En plus de la pression démographique et de l'insuffisance des terres cultivables, il existe d'autres contraintes telles que l'insuffisance de pluie ou d'eau. L'eau comme cela se dit, c'est la vie. L'insuffisance d'eau peut provoquer des problèmes de santé au niveau de l'organisme. Le manque de cette denrée peut entraîner la mort d'une personne. L'eau est une denrée indispensable dans la vie de tout être vivant. Les peuples de montagnes sont confrontés au problème d'eau surtout en saison sèche. Pour avoir de l'eau, il faut parfois parcourir de longues distances. Ce sont ces difficultés qui poussent les habitants de massifs à se déplacer pour trouver un milieu où il fait bon vivre. Il faut aussi mentionner le fait que depuis les années 1982, l'on observe une migration des populations des montagnes vers les zones urbaines dans le souci de procurer à leurs progénitures un encadrement scolaire. Dans la plupart des cas ce sont les jeunes qui quittent les massifs pour la nécessité de continuer les études au secondaire et parfois, les échecs dus au manque d'enseignants pour couvrir les

programmes. Ceux qui réussissent après les études se comptent au bout des doigts. Bien que l'école soit connue de tous, le nombre de jeunes non scolarisés et d'analphabètes reste toujours élevé.

Ces jeunes vont vers les villes et surtout les chefs lieux de régions camerounaises dans le but de chercher un emploi pour subvenir à leur besoin. Ils se retrouvent alors nombreux dans ces zones urbaines. C'est dans cette perspective que l'on note l'accroissement des acteurs du « système D », c'est-à-dire le système de débrouillardise, qui désigne le secteur qui renferme tous les métiers à faibles revenus. L'on peut citer entre autres : les maçons, les boutiquiers, les transporteurs, les bijoutiers, des vendeurs ambulants (pagnes, chausseurs, friperie, tissus, canne à sucre) des gardiens de nuits, des vigiles, etc. Les jeunes s'adaptent à leur nouvel environnement et adoptent parfois certaines attitudes et valeurs des citadins. Même ceux restés au niveau des massifs d'échappent pas à ces nouvelles valeurs.

L'on observe ainsi une mutation des mentalités au niveau des massifs. Depuis les années 1990, les formes de solidarité, d'entraide s'amenuisent dans une certaine mesure au profit de l'individualisme apporté par la modernité. Au lieu de construire des cases dans les concessions avec l'aide des amis et autres membres de familles, l'on fait appel plutôt à un architecte pour la construction. L'architecture des maisons n'obéit pas à celle des cases, ceci parce que, les formes rectangulaires et carrés, supplantent les formes rondes. La paille est remplacée par les toitures en aluminium ou les tôles en tuile. Même les matériaux utilisés ne sont pas les mêmes parce que, la terre pétrie est substituée par les parpaings. Certains montagnards se spécialisent dans les constructions, les réfections des maisons au détriment de cases. La réalisation d'une telle tâche n'est pas gratuite comme dans le passé avec les constructions des cases, mais moyennant une forte somme d'argent.

Il importe de mentionner qu'il y avait des fois où certains maçons abusaient de la confiance des habitants. Etant donné qu'un maçon pouvait recevoir de l'argent nécessaire pour la réalisation ou la construction d'une maison, il arrivait souvent qu'il ne le fasse pas. Ce qui créait des tensions entre voisins, amis et frères. Pour gérer ces mésintelligences, l'on possédait à des arrangements que par la violence. Il pouvait arriver que le problème soit porté au niveau de la gendarmerie ou d'un commissariat ; ce qui suscitait des rancœurs. Dans la plupart des cas, les différends étaient résolus. Bien que s'étant injuriés, cela n'enlevait rien à l'état des rapports qui existait entre les protagonistes. L'on pouvait les retrouver le même soir ou le lendemain assis dans un marché autour d'un pot de vin de mil en train de faire des commentaires des histoires passées.

Au niveau des villes d'accueil, les valeurs de solidarité et d'entraide entre les ressortissants de montagnes tendent à disparaître. Bien que les premiers arrivant dans les centres urbains soient ceux qui servent de point de chute au nouveau venu, les solidarités ne revêtent pas les mêmes valeurs

d'antan. Seulement, les regroupements clanique ou ethnique renforcent dans une certaines mesures les rapports.

Conclusion

Les rapports entre les peuples de montagnes ainsi que leurs voisins sont un processus qui s'inscrit dans une perspective diachronique. Ils revêtent plusieurs césures historiques en fonction du cadre spatial et temporel. Notre étude portait sur l'histoire des relations entre les peuples de montagnes d'un côté et de l'autre entre eux et leurs voisins. Il ressort que l'histoire de cette région caractérisée par la présence de nombreux massifs est d'un intérêt réel dans la mesure où elle permet de comprendre le vécu quotidien des groupes en présence. Les relations entre les individus ou entre les communautés ont varié en fonction du contexte et également des groupes sociologiques en présence. Présents vers 3 000 av. J.C. dans l'espace qu'ils occupent actuellement, les peuples de montagnes ont toujours plus ou moins vécu dans l'harmonie au sein des clans ou des massifs. Les mariages interethniques, l'entraide et les réjouissances populaires à travers la célébration de certaines fêtes comme le *maray* ont renforcé les liens entre cette population diverse. Seulement, la vie quotidienne en montagne était quelquefois en proie aux rixes, ce qui conduisait aux désunions, aux mésestentes au sein des individus. Les sources de ces incidents étaient parfois les vols de bétails ou des produits des champs, le rapt des femmes et la sorcellerie. Pour rétablir l'ordre au sein du massif, les populations résolvaient leurs conflits par l'application des mécanismes de résolution endogènes des conflits. Le calme s'installait et la vie reprenait son cours. Toutefois, la stabilité au sein des massifs fut bouleversée par les expéditions lancée par l'empire du Bornou dans le but de se procurer des esclaves. Du XVII^{ème} au XX^{ème} siècles, l'on a observé une mutation des rapports entre les peuples de montagnes et leurs voisins. D'abord avec l'empire du Bornou et du royaume du Wandala, ensuite avec les conquêtes peules et enfin avec la présence allemande et française au Cameroun. Les confrontations, les razzias, les batailles, les résistances et les méfiances caractérisèrent les rapports entre les peuples de montagnes et les administrateurs coloniaux allemands, français ainsi que leurs proches collaborateurs les Peuls. Ce n'est que vers la moitié du XX^{ème} et le début du XXI^{ème} siècle qu'une nouvelle reconfiguration des rapports pousse les peuples de montagnes à migrer vers les zones urbaines à la recherche d'un travail parce que la pression sur les terres cultivables devenant de plus en plus une difficulté. Le souci de se rapprocher aussi des centres éducatifs, sanitaires, sécuritaires et administratifs constituèrent les raisons de leurs départs vers ces milieux d'accueil.

C'est dans cet état d'imbroglio que l'administration coloniale française se trouve confrontée à une vive résistance de part des montagnards. Pour garder leur indépendance, ils refusent de payer les impôts et réagissent avec des

flèches lorsque l'administrateur colonial insiste. La présence des rochers dans leurs repères se présente comme un atout pour leur résistance. Ce n'est que dans les années 1960, date de l'indépendance du Cameroun que la situation des rapports entre les peuples de montagnes et leurs voisins s'apaisent au profit de l'unité nationale. L'on observe dès lors, un établissement progressif dans les plaines et les centres urbains comme Mora, Mokolo, Maroua et les autres villes camerounaises. De 1982 à 1990, la migration en directions des zones urbaines pour diverses raisons s'accroît, ce qui inaugure des nouvelles formes de rapports. L'insuffisance d'espace cultivable à cause du nombre important de population, le problème d'approvisionnement en eau surtout en saison sèche, le souci de se rapprocher des centres éducatifs, sanitaires et administratifs sont les causes de départ des montagnards vers les villes. La cohabitation avec les ethnies dans les zones urbaines relègue le passé au second plan. La présence du montagnard dans un autre environnement pose des problèmes de son identité, de ses valeurs culturelles tels que relevé par Alawadi Zelao quand il affirme :

Longtemps coincés dans leur site écologique qu'est la montagne, les montagnards ont commencé depuis quelques années à coloniser les plaines sous la triple injonction des pouvoirs publics, de la densité démographique qui les caractérise et de la modernité. Re-localisés en plaines, les montagnards doivent désormais affronter de nouveaux défis en termes notamment d'intégration dans les zones d'accueil et la préservation de leur patrimoine culturel. Car à tout point de vue, l'abandon des montagnes a des effets directs déstructurants sur leur cadre de vie traditionnelle et leur système de représentation. C'est qu'au fond la montagne représente un « fait social total » pour les montagnards. À travers les âges, la montagne a fini par configurer les « manières d'agir, de penser et de sentir » des communautés au point d'en établir une relation symbolique (Alawadi Zelao, 2009 : 11).

Le mouvement de descente des montagnards vers les plaines ou les centres urbains ne resta pas sans conséquences. Les massifs furent vidés de leurs habitants, surtout les plus jeunes. La main d'œuvre ainsi que le nombre de personnes vivant sur les massifs baissèrent considérablement. Le problème le plus sérieux se situa au niveau des traditions ancestrales. Certains lieux de cultes sacrés, aménagés pour les rites, les sacrifices, les adorations furent abandonnées. Certains aspects de la culture tels que les danses traditionnelles et même la langue vernaculaire furent reléguées au second plan et furent même dans une certaine mesure abandonnées par la nouvelle génération. Cette dernière fut influencée par la culture occidentale avec les rythmes de musique et les

religions occidentales. La montagne est fondamentalement importante en tant que « conservatoire de biodiversité et même en tant que maillon culturel fort [...] par les ressources qu'elle est susceptible de procurer, elle est au cœur des problèmes de développement » (Bart, 2002 : 160) du Cameroun.

Bibliographie

- Alawadi Zélao, 2009, « Dynamique spatiale et stabilité des re-présentations socio-identitaires chez les peuples des montagnes au Nord-Cameroun. Et si l'environnement inventait un peuple, et vice-versa », in Tamajong Elisabeth (dir.), *Les mutations en Afrique*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, pp. 11-40.
- Archives de la Région de l'Extrême-nord, 1956, 06.Ex1.54, Tribunal Intermassifs de Méri : règlement du différend Guirmedéo-Guemtchek.
- Archives non classées de Mora, 1948, Sous-préfecture de Mora, Plainte contre vol de bétail.
- Bart François, 2002, « Montagnes d'Afrique tropicale : espaces sous tension ? », in *Historiens & Géographes*, n°379, pp.153-162.
- Beauvilain Alain, 1985, *Nord Cameroun : Crise et peuplement*, TI, Coutances, Imprimerie Claude Bellée.
- Boulet Jean, 1975, *Magoumaz, pays Mafa (Nord-Cameroun)*, Paris, ORSTOM.
- Boutrais Jean et al., 1984, *le Nord du Cameroun, des hommes une région*, Paris ORSTOM.
- Boutrais Jean, 1973, *La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (monts mandara)*, Paris, ORSTOM.
- Diye Jeremie, 2007, « Les "incidents kirdi" dans les monts mandara sous l'administration française de 1916 à 1960 », Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré.
- Eldridge Mohammadou, 1975, *Le royaume du W'andala ou Mandara au XIX^{ème} siècle*, Tokyo, ILCAA.
- Froélich Jean-Claude, 1968, *Les montagnards "paléonigritiques"*, Paris, ORSTOM.
- Kaldapa Kojekoed, 2004, « Conflits et résolution des conflits dans les Monts-Mandara : cas des Mafa et des Boulahay de Mokolo (XIX^{ème}-XX^{ème} siècles) », Mémoire de Maîtrise d'Histoire, FALSH, Université de Ngaoundéré.
- Lembizat Bertrand, 1961, *Les populations païennes du Nord-Cameroun et de l'Adamaoua*, Paris, PUF.
- Mathey M. J. et al., 2003, « Le rôle de la femme centrafricaine dans la prévention et la résolution des conflits », in Organisation des Nations Unies, *Les femmes et la paix en Afrique, Études de cas sur les pratiques traditionnelles de résolution des conflits*, Paris, UNESCO.
- Mveng Engelbert, 1963, *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence Africaine.
- Seignobos Christian et Iyebi-Mandjek Olivier, 2000, *Atlas de la province de l'Extrême-Nord Cameroun*, Paris, IRD.

- Thierno Mouctar Bah, 1985, *Architecture militaire traditionnelle et poliorcétique dans le Soudan Occidental (du XVII^e à la fin du XIX^e siècle)*, Yaoundé, Editions CLE.
- Vincent Jeanne-Françoise, 1991, *Princes Montagnards du Nord-Cameroun*, TII, Paris, L'Harmattan.
- Von Graffenried Charlotte, 1987, «Vers une approche pluridisciplinaire des “fêtes du taureau” dans les monts mandara (Cameroun du Nord) », in Barreteau Daniel (éd.), *Langues et cultures dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, ORSTOM.

LA ROTATION DU POUVOIR : MOYEN DE STABILITE ET DE PROSPERITE DURABLES POUR LES PAYS AFRICAINS ?

Akimou TCHAGNAOU

Université de Lomé

akimou.tchagnaou@gmail.com

RESUME

En ces débuts du XXI^e siècle, l'Afrique continue de traverser des séries de crises sociopolitiques. Ceci se remarque aussi bien en Afrique du Nord qu'en Afrique Noire. Touchant l'Afrique tout entière, ces crises ne cessent d'opposer les Etats, les hommes politiques, les universitaires et les particuliers. Dans cette atmosphère de crises perpétuelles, la situation politique en Afrique est dominée par des élections et des projets de révisions constitutionnelles contestés, le printemps arabe, les rebellions armées, des marches de protestation réprimées ici et là, etc.

Quand on cherche les origines de tous ces problèmes que connaît l'Afrique d'aujourd'hui, on arrive à une réponse : la quête du pouvoir politique. La seule voie légale pour accéder au pouvoir reste le suffrage universel. Or, la plupart des élections sont toujours contestées car elles sont émaillées de toutes les catégories de fraudes.

Pour juguler ces problèmes, le présent article se donne comme objectifs d'identifier les limites du suffrage universel, de proposer un modèle de dévolution du pouvoir politique nous permettant de vivre dans des sociétés stables, gage de développement socioéconomique et culturel.

Mots clés : stabilité politique, crises sociales, dévolution du pouvoir, suffrage universel

ABSTRACT

In these early days of the new century, Africa continues to go through a series of socio-political crises. This can be seen both in North Africa and Black Africa. Affecting the whole of Africa, these crises continue to oppose governments, politicians, academics and individuals. In this atmosphere of perpetual crisis, the political situation in Africa is dominated by elections and constitutional amendments disputed projects, the Arab Spring, the armed rebellions, protest marches repressed here and there, etc.

When we seek the origins of all the problems facing Africa today, we arrive at an answer: the quest for political power. The only legal voice to gain power remains universal suffrage. Now, most elections are always challenged as they are dotted with all types of fraud.

To curb these problems, this article's objectives are to identify the limits of universal suffrage, to propose a model of devolution of political power enabling us to live in stable societies, socioeconomic and cultural development of quality.

Keywords: political stability, social crises, devolution of power, universal suffrage

Introduction

En ces débuts du XXI^e siècle, le monde continue de traverser des séries de crises sociopolitiques. Ceci se remarque aussi bien dans les pays développés que dans les pays sous-développés. Pour ce qui est de l'Afrique, ces crises ne cessent d'opposer les Etats, les hommes politiques, etc. De plus, la vie politique en Afrique est dominée par des élections contestées, des révisions constitutionnelles contestées, le printemps arabe, les rebellions armées, des marches de protestation ici et là, etc.

Quand on cherche les origines de tous ces problèmes que connaît l'Afrique d'aujourd'hui, on arrive à une réponse : la quête du pouvoir politique. Une chose est de chercher le pouvoir mais une autre est de le chercher par des voies légales. De nos jours, la seule voie légale dominante pour accéder au pouvoir reste le suffrage universel. Or, la plupart des élections sont toujours contestées car elles sont émaillées de toutes les catégories d'irrégularités.

C'est pour juguler ces problèmes que le présent article se donne comme objectifs d'identifier les limites du suffrage universel, de proposer un modèle de dévolution du pouvoir politique qui permettra aux Africains de vivre dans des sociétés stables, gage de développement socioéconomique et culturel durable.

Il s'articule autour des points suivant : historique du suffrage universel, limites du suffrage universel, historique et contexte de la rotation du pouvoir et raisons fondamentales de l'instauration de la rotation du pouvoir en Afrique.

Développement

1. Historique du suffrage universel

Il est important de faire une brève historique du suffrage universel. En effet, c'est le 2 mars 1848 que le suffrage universel fut proclamé en France. Ainsi, la France devint le premier Etat de la planète à s'engager dans cette voie et le vote fut étendu aux femmes en 1944 (**Garrigou, 1998**). **De la France, le suffrage universel est devenu le** mode par excellence de désignation par les citoyens de leurs porte-parole et de leurs gouvernants dans le cadre des régimes représentatifs (Encarta, 2009).

2. Limites du suffrage universel

Les élections ont longtemps montré leurs limites d'autant plus que dans certains pays africains, les résultats issus des élections démocratiques transparentes sont remis en cause (Palestine en 2006, Egypte en 2012) tandis que dans d'autres, les résultats issus des élections frauduleuses et contestées sont crédibilisés (Togo en 2005, Côte d'Ivoire en 2010). De plus, nombreuses sont les élections en Afrique qui sont sources de violences et de barbaries

contre les personnes civiles. Cette antinomie électorale nous amène à identifier les types de fraudes qui sont liés au suffrage universel.

2.1. Fraude portant sur la composition du corps électoral

Elle vise à l'élimination induite des électeurs a priori défavorables, et à l'inscription induite des électeurs a priori favorables à un camp. Ces deux techniques, souvent utilisées conjointement, emploient des moyens similaires et les complicités dans les services administratifs sont nécessaires pour le faire.

2.2. Fraude portant sur l'organisation du bureau de vote

On note le bourrage des urnes qui consiste à introduire des bulletins de vote supplémentaire dans l'urne. Ces bulletins de vote supplémentaires sont favorables à une liste ou à une candidature. Il y a également le problème d'échanges des enveloppes. Cette méthode de truquage du vote nécessite une bonne organisation et la complicité de membres du bureau de vote. On note également la falsification des procès verbaux qui consiste à modifier les résultats en augmentant les pourcentages favorables à une liste ou une candidature.

2.3. Fraude portant sur la campagne électorale

La propagande inégale des candidats pendant les périodes électorales est extrêmement importante car elle constitue un moyen de fraude électorale. Lorsqu'une des parties en présence influence voire contrôle les médias, il lui est facile de s'assurer la maîtrise du discours et de limiter voire empêcher la propagande électorale des partis opposés.

2.4. Fraude portant sur les candidatures

On note la diffamation des candidats ou partis adverses. Si partout les campagnes électorales regorgent de coups bas et notamment de diffamations et fausses nouvelles, les pays où l'information circule mal (par exemple à cause d'une faible alphabétisation ou d'un développement insuffisant des médias) sont particulièrement sensibles à la propagation de rumeurs et de toutes sortes de fausses nouvelles visant à discréditer les opposants ou leurs options politiques. Ces manipulations de l'information peuvent être considérées comme relevant de la propagande inégale. L'imagination est sans limites, les rumeurs ou procès d'intention peuvent concerner le sexe (un tel est infidèle, un tel est impuissant), l'argent ("ils" sont financés par l'étranger), les politiques ("ils" vont transformer le pays en dictature, "ils" vont piller le pays ou le livrer à l'ennemi étranger, le livrer au grand capital international, etc.), intérêts, ("ils" vont poursuivre seulement leurs intérêts en vous oubliant), etc.

2.5. Fraude à travers les procurations

Une autre méthode consiste à connaître des électeurs qui seront absents le jour de l'élection et qui n'ont pas fait de procuration pour voter. Il suffit alors de faire de fausses procurations pour ces gens là. Il arrive que certains électeurs viennent en retard pour voter et qu'à leur grande surprise, ils constatent que d'autres ont déjà émargé devant leurs noms.

3. Historique et contexte de la rotation du pouvoir

Une analyse rétrospective de la situation sociopolitique dans le monde en général et en Afrique en particulier, nous a amené à élaborer la théorie de la rotation des pouvoirs politique. C'est donc une manière de désignation des responsables de la vie politique dans un pays pour plus de stabilité et de prospérité socio-économique. Il peut s'agir des Chefs d'Etat, des Premiers Ministres, des Ministres, des Députés, des Sénateurs, des Maires, des Conseillers Municipaux, des Préfets, des membres des institutions des pays comme les différentes Cours (Constitutionnelle, Suprême, d'Appel, etc.), la Haute Autorité de l'Audio-Visuelle et de la Communication (HAAC), les responsables des grands services des Etats, les Chefs traditionnels, etc.

Nous avons élaboré ce système pour juguler les crises perpétuelles que connaissent la plupart des pays africains qui sont liées à la gestion des pouvoirs politiques. Certains veulent se maintenir au pouvoir par les urnes, d'autres veulent s'emparer du pouvoir par la force et d'autres encore par des fraudes électorales. Les deux derniers cas abondent de nos jours en Afrique et on ne cesse d'enregistrer des cas de crises à tout moment. Dans cette situation, aucun pays africain n'est épargné.

En effet, la rotation du pouvoir politique ne date pas d'aujourd'hui. Il est déjà expérimenté dans le royaume tem de Tchaoudjo au Togo décrit par Tchagnaou (2007). L'adoption de ce principe de la rotation du pouvoir a été un long processus car selon l'auteur : « On ne peut véritablement parler du royaume tem du Tchaoudjo qu'à partir du moment où les autres villages (Tchavadi, Kadambara, Birini, Komah, Yélivo et Kparatao) se sont réunis à l'initiative de Tchavadi pour combattre Kpangalam qui avait monopolisé le pouvoir. D'une part, selon Gayibor (1997 : 346), « Kpangalam est la première à assumer le pouvoir à la tête du royaume pendant deux règnes ». D'autre part, il semble d'après Ouro-Agoro Bodjo que Kpangalam aurait fait plus de deux règnes successifs. Quand Tchavadi fit appel aux autres villages pour l'aider à reprendre le pouvoir chez leur grand frère de Kpangalam, les cinq villages se seraient engagés de participer à ce combat mais à condition qu'ils règnent à leur tour. Ce qui fut conclu. De ce fait, après la défaite de Kpangalam, Tchavadi prit le pouvoir. C'est ici que la loi de la rotation du pouvoir suprême dans le royaume de Tchaoudjo trouve son origine » (Tchagnaou, 2007 : 28).

Cette règle est respectée de 1785 à 1880, date à laquelle il y a eu usurpation du pouvoir par Kparatao avec l'accession au pouvoir de Ouro Djobo Boukari où cinq chefs se succédèrent en toute violation de la règle de dévolution du pouvoir sous la complicité des Allemands. Ainsi, se succédèrent Ouro Tcha Djobo, Ouro Djobo Tcha Godemou, Ouro Djobo Bouraïma et Ouro Anyore Tcha Godemou. La deuxième violation de la règle de dévolution du pouvoir eut lieu à Komah où le pouvoir est resté de 1948 à 1994 avec la succession de deux Ouro-Esso qui sont El Hadji Issifu Ayéva et Kura Fudu Ayéva avec la complicité des Français qui ont instauré un nouveau critère de désignation du chef qu'est l'instruction. Le chef Kura Fudu Ayéva fut le dernier Ouro-Esso du royaume qui connut son déclin à sa mort en 1994 (Tchagnaou, 2007 : 42-43).

Cependant, selon Tchagnaou (2007), seul Yélivo n'avait pas pu siéger au poste de *souverain* du Tchaoudjo car après Ouro-Koura de Birini, le pouvoir devait revenir à Yélivo selon la règle de dévolution du pouvoir royal. Mais Kparatao ravit le pouvoir par la force après un dur combat contre Yélivo qui dut céder.

Il ressort donc que la rotation du pouvoir politique est expérimentée en Afrique et avait bien réussi même si elle a été violée à un moment donné de l'histoire à cause de l'intrusion européenne plus précisément des Allemands et des Français. C'est une bonne pratique démocratique qui peut s'appliquer de nos jours et qui conditionne une tranquillité et une stabilité durable, gages du développement sociopolitique et économique des sociétés modernes du monde en général et celles africaines en particulier.

4. Les raisons fondamentales de l'instauration de la rotation du pouvoir en Afrique

Si la succession au pouvoir par voie électorale est pacifique dans les pays développés, cependant, dans les pays sous-développés, le vote est l'une des causes de l'instabilité sociopolitique surtout en Afrique. Pour pallier à cette situation, nous avons élaboré la théorie de la rotation du pouvoir politique. Quelles sont donc les raisons qui fondent notre prise de position ?

4.1. Faire une économie en vies humaines

Les élections en Afrique quelles soient législatives, sénatoriales, locales ou présidentielles sont parfois émaillées de violences de toutes sortes. Le plus souvent, ces violences sont sanctionnées par d'énormes pertes en vies humaines avec d'énormes réfugiés. C'est le cas du Togo en 2005 où l'élection présidentielle est sanctionnée par des centaines de morts (entre 400 et 500) selon le rapport de l'ONU. Cette hécatombe que nous désignons par la *mortalité électorale* n'est pas une fatalité. C'est le cas aussi en Côte d'Ivoire en 2010 avec environ 3000 morts, en Égypte en 2012, etc.

La vie humaine est extrêmement sacrée. Les assassinats issus des élections ne font qu'empirer la situation des pays africains qui pensent que le vote garantit l'alternance. Ce qui n'est pas toujours vérifié. L'alternance politique sous entend une succession de pouvoir d'une idéologie à une autre, d'un parti politique à un autre, etc. Dans cette situation, le peuple a le devoir de sanctionner les dirigeants médiocres qui ne viennent au pouvoir que pour servir leurs propres intérêts. Nous savons que dans une démocratie, la souveraineté appartient au peuple. Cependant, force est de constater que dans certains pays africains, les grandes puissances occidentales se servent des élections pour s'immixer dans les affaires intérieures des Etats. Ce qui met à mal cette souveraineté populaire étant donné que le peuple élit mais l'Occident choisit. En fin de compte, le peuple s'étonne de trouver à la tête du pays, le dirigeant qui ne fait pas l'unanimité. Aussi longtemps que les pays africains organiseront des élections pour choisir leurs dirigeants, ils seront toujours influencés par l'Occident qui les leur imposera toujours. En effet, chaque fois que le peuple constate que sa souveraineté est confisquée et qu'il manifeste pour le rétablissement de la vérité des urnes, les dirigeants en place envoient les forces de l'ordre pour le réprimer.

4.2. Faire une économie d'argent

L'organisation des élections dans la plupart des pays africains est une affaire pécuniaire. Certains citoyens en trouvent l'occasion pour se remplir les poches. Dans les pays africains, organiser une élection revient à dépenser des milliards alors qu'ils ont des problèmes sociaux à résoudre. Nous avons des priorités comme la construction et l'équipement des écoles, des centres de santé, la construction des infrastructures de communication, la subvention des agriculteurs, l'amélioration du niveau de vie des fonctionnaires dans les Etats africains, etc. Au lieu de chercher à résoudre ces problèmes courants et quotidiens, les responsables politiques cherchent à légitimer leur pouvoir qu'ils exercent sans partage. L'analyse des dépenses électorales dans nos pays révèle même que les élections sont sources leur appauvrissement. Au moment où ces pays peinent à décoller économiquement malgré l'appui financier des pays étrangers, certains pays se plaisent d'organiser des élections sur fonds propres comme le cas du Togo pour l'élection présidentielle de 2015 qui a coûté pas moins de 15 milliards de francs CFA au moment où les fonctionnaires togolais réclamaient en vain l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Ce qui est contradictoire, c'est que le gouvernement togolais estimait que l'Etat manque de moyens pour satisfaire les revendications des travailleurs mais finance lui-même l'élection présidentielle de 2015.

Le cas ivoirien mérite aussi qu'on s'y attarde. En 2010, le gouvernement ivoirien a voulu concentrer tous ses efforts pour organiser une élection libre et transparente. Pour cela, Laurent Gbagbo engagea un processus électoral très coûteux qui comprenait l'identification et le recensement des populations, la formation des agents, l'informatisation des données et la fabrication de cartes

d'identités, la couverture médiatique nationale et internationale. En tout, cette élection présidentielle a coûté près de 200 milliards de francs CFA à la Côte d'Ivoire (soit environ 305 000 000 euros). L'opération d'identification a demandé d'importants moyens financiers (appareils technologiques pour l'identification photographique et digitale, l'appui médical pour la détermination de l'âge de certaines populations rurales jamais identifiées, l'appui judiciaire, l'appui administratif pour les jugements supplétifs, le développement de transports pour les populations rurales, l'acheminement des documents, les moyens de vérification et de sécurisation des données). (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_ivoirienne_de_2010).

Par ailleurs, on cite les cas de Madagascar où l'ex Président Hery Rajaonarimampianina avait dépensé 43 millions de dollars en 2013 soit plus de 25 milliards de F CFA pour la campagne présidentielle (AFP, 2018). En 2016, le Ghana a dépensé 188 400 000 millions de dollars soit près de 110 milliards de F CFA pour organiser son élection présidentielle. Le Kenya en 2017, a déboursé 480 millions de dollars pour sa présidentielle soit 281,097 milliards de F CFA (Kouassi, 2017). Le Cameroun a dépensé en 2011 pour sa présidentielle 21 milliards FCFA (Dougueli, 2011), pour les législatives et municipales de 2013, 12 milliards de F CFA et pour l'élection présidentielle de 2018, près de 50 milliards (Andzongo, 2018). Selon La Tribune Afrique (2018) le Nigéria a reçu une enveloppe de plus de 625 millions de dollars US pour l'élection présidentielle soit plus de 366 milliards de F CFA.

Tout ceci fait croire aux observateurs de la vie sociopolitique que les dirigeants africains ne se soucient pas beaucoup des intérêts de la population mais plutôt de leurs propres intérêts et de leurs privilèges contrairement à ce qu'ils prétendent. S'il n'y avait pas d'élection, peut-être que les 15 et 200 milliards dépensés respectivement par l'Etat togolais en 2015 et l'Etat ivoirien en 2010 pour organiser les présidentielles auraient servi à satisfaire les besoins fondamentaux de ces pays respectifs pour le bien-être des citoyens et pour leur propre apaisement.

4.3. Eviter l'éternisation des chefs d'Etats au pouvoir

L'élection est pour objectif principal de favoriser la prise du pouvoir par les méritants. Ainsi, elle doit être libre, transparente, démocratique, équitable et pluraliste. Ce n'est qu'à ces conditions que l'élection peut favoriser une alternance politique apaisée et pacifique. Ce que nous remarquons dans les pays africains, c'est que les dirigeants en place se servent des élections pour s'éterniser au pouvoir. Pour le faire, ils s'accaparent les institutions organisatrices des élections en mettant à leur tête les marionnettes qu'ils peuvent manipuler et à qui ils peuvent dicter la conduite à tenir. Ils veulent à ce que les lois ne soient pas respecter à la lettre et dans ce cachot, ils peuvent

changer à tout moment les responsables indociles. Etant arrivé à la tête de l'institution non pas par compétence mais par le militantisme, le responsable est obligé de se soumettre s'il veut conserver son poste. Dans le cas contraire, il le vire en le remplaçant par une autre marionnette. Dans cette situation où les institutions fonctionnent en cercle fermé sans aucun respect des textes constitutionnels, le Chef de l'Etat est craint car il a le droit de vie et de mort sur son entourage qui lui doit respect et obéissance aveugle. Tout cet arsenal permet au Chef de l'Etat d'assouvir son rêve qui est celui de s'éterniser au pouvoir tout en éliminant physiquement ou juridiquement les adversaires potentiels.

Mettre fin au suffrage universel revient à rompre avec l'éternisation du pouvoir par les Chefs d'Etat car après un nombre défini de mandats, le dirigeant sortant cède la place à son successeur sans vote ni conflit armé. Ce qui peut être l'un des facteurs de l'apaisement politique.

4.4. Eviter la dictature d'une minorité

Dans beaucoup de pays où le suffrage universel est le mode privilégié de désignation des dirigeants politiques, les mêmes personnes se retrouvent au pouvoir. Ces personnes se contentent de réprimer la population pour asseoir leur domination, leur suprématie. Une minorité de population monopolise l'essentiel des pouvoirs alors que la majorité se trouve être exploitée. Tous les privilèges sont dans les mains de la minorité qui pille les ressources du pays et vit dans l'opulence totale et ne se soucie pas de la majorité qui s'enlise dans la pauvreté. Le plus souvent, dans les pays africains, il s'agit d'une partie de la population, d'un clan ou d'une ethnie qui prend en otage tout un pays. On est en face des régimes *oligarchico-clanico-démocratiques* qui ne sont que des régimes démocratiques de façade. Ceux qui sont au pouvoir pensent que c'est un don de Dieu et qu'ils ne doivent pas le partager avec les autres. Pire encore, lorsqu'on hérite le pouvoir du père, on pense que ce sera une malédiction de l'abandonner. Ayant tous les privilèges à sa disposition, le Chef de l'Etat se croit tout permis et il agit irrationnellement. Il pense qu'il hérite le pouvoir et en aucun cas, il ne doit pas le perdre. Ceci étant, il se permet de terroriser la population, de la massacrer sans pitié car il est convaincu qu'il sera éternellement au pouvoir. En cela, il ne peut pas se soucier de son sort.

Certains dirigeants se permettent même de toiletter les Constitutions pour modifier les articles en leur faveur. Ils se cachent derrière le peuple pour enfin le terroriser. C'est le cas des pays où il y a la limitation des mandats et que les Présidents qui arrivent au terme de leur mandat s'acharnent à modifier les Constitutions pour être Président à vie. C'est le cas du Burkina Faso dont la crise a anticipé la fuite de Blaise Compaoré du pouvoir, le cas en Mauritanie où Mohamed Ould Abdel Aziz souhaite modifier la Constitution, du Congo Brazzaville où Denis Sassou-Nguesso et du Tchad où Idriss Deby Itno ont déjà

modifié les Constitutions pour avoir un autre mandat chacun, du Togo où Gnassingbé Eyadema avait modifié la Constitution en 2002 pour supprimer la limitation de mandat, de Paul Kagamé au Rwanda, etc. Par ailleurs, il y a des pays où les Constitutions ne prévoient pas de nos jours la limitation de mandats et les Présidents sont dans l'incapacité d'opérer des modifications pour en limiter car cela va dans leur intérêt. C'est le cas du Gabon.

Dans le même ordre d'idée, la démocratie telle qu'elle est pratiquée dans les pays africains ne favorise aucunement l'alternance du pouvoir à l'exception de certains pays comme le Sénégal, le Ghana, le Cap-Vert, l'Île Maurice, la RSA, le Mali, le Bénin, etc.). C'est donc une démocratie sélective qui favorise le maintien au pouvoir des mêmes individus qui l'exercent au détriment des intérêts de la majorité populaire. Pour mettre fin à cette démocratie sélective et à la dictature de la majorité selon Alexis de Tocqueville (1880), il faut instaurer le système de rotation du pouvoir qui favorise l'avènement de la démocratie inclusive.

4.5. Bâtir des Nations stables et prospères

Les élections participent à la division des populations dans la plupart des pays africains. Il est difficile de bâtir de véritables Nations car la notion de vivre ensemble n'est pas l'apanage des populations qui s'entredéchirent à cause du pouvoir. Au moment où certains citoyens s'arrosent de privilèges à la tête des Etats en servant les intérêts d'une minorité qui les entoure, d'autres se sentent lésés et abandonnés. Les derniers éprouvent de la haine vis-à-vis des premiers. Ce qui rend impossible l'amour entre les différentes couches sociales. Cette méfiance entre les citoyens rend fragile et instable la cohésion sociale. Or, la stabilité est indispensable à la prospérité socioéconomique des pays. Pour qu'un pays soit prospère, tous les citoyens doivent coopérer et mutualiser leurs efforts.

Cependant, la suppression des élections va contribuer à cimenter les relations entre les citoyens. A cet effet, tous les citoyens se sentiront concerner par les affaires publiques étant donné que chacun sera associé à la gestion de la chose publique. Aucune catégorie de la population ne se sentira exclue. Chacun apportera sa pierre à la construction des nations prospères. Ceux qui seront au pouvoir travailleront dans l'intérêt général car ils sont appelés à quitter le pouvoir d'un jour à l'autre, c'est-à-dire à la fin de leur mandat. Sachant que chacun a son tour car le pouvoir est rotatif, personne n'abusera en étant aux affaires. Celui qui en abuse de son pouvoir subira les conséquences quand il le quittera. Cette rotation du pouvoir fera que ceux qui seront aux affaires exerceront le pouvoir avec circonspection et retenue dans l'intérêt général. Ce qui peut contribuer à créer des nations fortes et des sociétés prospères.

4.6. Créer de nombreuses populations moyennes

Tout pays a besoin de la population pour sa survie. Le pouvoir d'achat est un indicateur important dans la croissance et le développement d'un pays. Ceci, d'autant plus que la consommation intérieure est conséquente du niveau de vie de la population. Dans les pays où l'élection est le moyen par lequel on renouvelle les dirigeants ou les mandataires de la population à la tête des institutions, on y retrouve les mêmes personnes qui se changent de place. Ces personnes qui constituent une minorité s'enrichissent abondamment alors que la majorité des citoyens souffre de la misère. En effet, dans les pays africains, quand une personne vient aux affaires, la personne pense qu'elle est là pour s'enrichir et non pour servir. Ce qui est contraire à la philosophie administrative. On vient aux affaires pour travailler dans l'intérêt général. Alors, se mettre au service de la population est un acte noble dont on doit s'enorgueillir.

Cependant, au lieu d'enrichir perpétuellement une minorité au moyen des élections qu'on sait d'emblée truquées, il vaut mieux les supprimer en adoptant un autre mode de désignation des dirigeants politiques qui est la rotation du pouvoir. En faisant alterner le pouvoir, on donne la chance à toutes les couches sociales d'améliorer leur mieux être. Une fois que chacun a le revenu dont il a besoin pour s'assurer une vie décente, c'est le pays qui en profite car la consommation intérieure va augmenter. Plus le pouvoir d'achat de la population est élevé, plus les gens dépensent sans compter. Dès lors, la rotation du pouvoir fait qu'il y aura une homogénéité du *capital économique* entre tous les citoyens. Il n'y aura plus de minorité qui s'accaparerait les richesses des pays alors que la majorité croupit dans la pauvreté totale. Cette rotation du pouvoir fera que les revenus des populations seront équilibrés et aucun citoyen ne se sentira lésé au profit d'autres. Ce niveau de vie moyen et équilibré des citoyens fera que la proportion de la population moyenne va augmenter. Ce qui permettra de réduire le nombre de pauvres en évitant en même temps les enrichissements scandaleux d'une minorité. Ce n'est à cette condition qu'on créera des sociétés stables et prospères dans lesquelles tous les citoyens seront épanouis. Ainsi, chacun apportera sans hésiter sa pierre à l'édifice des États africains.

4.7. Créer des Etats forts et des institutions fortes

L'une des causes du toilettage des Constitutions, est l'éternisation des auteurs au pouvoir surtout l'instauration des présidences à vie. Lorsqu'on assume les hautes fonctions comme le poste de Chef de l'État, les privilèges obscurcissent certains dirigeants si bien qu'ils n'hésitent pas à terroriser les populations lorsque celles-ci s'opposent à leurs dérives. L'actualité au Burundi est illustrative. Selon le Haut-commissariat aux réfugiés cité par la Radio France Internationale (2015), depuis trois semaines, des Burundais, se disant menacés

par les *Imbonerakure* (les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir), fuient vers le Rwanda voisin. Le nombre de réfugiés burundais a atteint ce week-end le chiffre de 17 000, selon le Haut-commissariat aux réfugiés. Ils étaient 500 début avril. La marche du 26 avril 2015 est soldée par deux morts et de nombreux blessés (www.rfi.fr). Tous les projets de révision constitutionnelle en Afrique à l'instar du Congo Brazzaville, de la RDC, du Rwanda, etc. ne font que fragiliser les institutions de ces pays. Or, les Constitutions doivent être préservées et ne seront être touchées que dans l'intérêt général. Ce qui est loin d'être le cas des expériences que nous vivons de nos jours. Les Chefs d'Etats africains qui abusent de leur pouvoir ont peur d'être poursuivis une fois qu'ils quitteront le pouvoir pour emboîter le pas à Charles Taylor, à Laurent Gbagbo dans leur aventure à la Cour Pénale Internationale (CPI). Ils préfèrent mourir au pouvoir pour ne pas être poursuivis comme ce fut le cas de Gnassingbé Eyadema, d'Omar Bongo Ondimba, etc. La peur est donc à l'origine des révisions des Constitutions par les Chefs d'Etat africains qui le font dans leur intérêt exclusif.

En revanche, la rotation du pouvoir rendra les institutions stables et fortes car personne ne viendra les modifier dans son intérêt étant donné que les élections ne signifient plus rien. Avec le nouveau mode de désignation des dirigeants, il n'est plus possible de se sédentariser au pouvoir et il ne sert à rien de toiletter une constitution. Cela rendra les institutions des pays africains plus stables et plus fortes d'autant plus qu'elles ne seront plus au service d'un individu qui peut les manipuler à sa guise. Cela éviterait l'Afrique des rébellions qui, dans la plupart des cas, se créent dans l'intérêt exclusif de conquérir le pouvoir. De même que cela rendra nos pays moins dépendant de l'étranger qui nous crée des problèmes et qui vient en sapeur pompier au moment où les situations sont déjà dégénérées.

4.8. Eviter la corruption

Selon Transparency International (2012), « La corruption perpétue la pauvreté en Afrique ». Selon le FMI (2017), « Concrètement, la corruption affaiblit la capacité de l'État à faire son travail. Elle rabote les recettes dont il a besoin et pervertit les décisions budgétaires, car les autorités peuvent être tentées de favoriser les projets qui rapportent des pots-de-vin au détriment de ceux qui créent de la valeur économique et sociale... lorsqu'il apparaît que les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour les nantis, la confiance cède le pas au cynisme et la cohésion sociale se fragmente. Au pire, cela peut déboucher sur des dissensions et des conflits civils »

4.9. Eviter l'ingérence de l'étranger dans les choix politiques

Les grandes puissances influencent énormément les choix des dirigeants africains à cause de leurs intérêts. Exemple : la présidentielle de la Côte d'Ivoire

en 2010, l’Egypte en 2012, la RDC en 2018 où la France soutenait la victoire du candidat Martin Fayulu et les USA celle de Félix Tshisekedi. Selon l’article 6 de la Charte de l’impérialisme « Tout pouvoir et gouvernement établi par nous est légal, légitime et démocratique. Mais tout autre pouvoir ou gouvernement qui n’émane pas de nous est illégal, illégitime et dictatorial, quelle que soit sa forme et sa légitimité ».

4.10. Renforcer la cohésion et le vivre ensemble entre les communautés

L’inclusion démocratique permettra donc d’accroître le sentiment du vivre ensemble entre les Africains. La méfiance, les soupçons, la crise de confiance n’auront plus droit de cité en Afrique. Il y aura une sorte de confiance mutuelle entre les Africains et surtout entre les citoyens africains et les dirigeants politiques.

4.11. Favoriser l’alternance pacifique au pouvoir

Des élections sans alternance ne sont que des gâchis. L’ONU (2011) précise que « Des élections libres et équitables sont un préalable important pour le transfert pacifique du pouvoir et constituent un pilier de la démocratie ». Alfred Babo (2016) s’interroge « Pourquoi organiser une élection dont le processus est de toute façon remis en cause et ne débouche que rarement sur l’alternance, mais plutôt sur des violences, et des morts ? ».

4.12. Disposer des armées plus républicaines

L’ONU (2011) souligne que « l’impartialité des forces de défense et de sécurité, sous le contrôle démocratique de l’autorité civile, constitue un préalable à la conduite des élections crédibles ». La plupart des armées en Afrique ne sont pas neutres et sont à la solde des dirigeants en place qui les utilisent pour conserver le pouvoir.

La rotation du pouvoir va contribuer à rendre les armées africaines plus républicaines. Elles joueront leur rôle dans la neutralité.

4.13. Éviter des coups d’Etat

Un coup d’État est le renversement d’une personne investie d’une autorité, de façon illégale et souvent brutale. En Afrique, ce phénomène n’est pas une chose rare. Presque tous les pays africains ont déjà connu cette période sombre dans leur histoire. On distingue un coup d’État d’une révolution car cette dernière est populaire. Par ailleurs, il existe trois types de coup d’état à savoir les coups d’état militaires, constitutionnels et électoraux. Dans le cas de cette étude, nous nous limitons aux coups d’état militaire.

Tableau n°1 : Classement des pays africains par nombre de coups d'État.

NOMBRE DE COUPS D'ETAT	PAYS CONCERNES
7 coups d'État	Nigeria (2 en 1966, 1975, 1976, 1983, 1985 et 1993)
5 coups d'État	Burkina Faso, Mauritanie, Ghana, Bénin, Comores, Burundi et Soudan.
4 coups d'État	Guinée-Bissau, Niger, Centrafrique, et Ouganda.
3 coups d'État	Mali (1968, 1991 et 2012)
2 coups D'État	Liberia, Guinée Conakry, Tchad, Égypte, Rwanda, Éthiopie et Lesotho
1 coup d'État	Côte d'Ivoire, Gambie, Togo, Tunisie, Algérie, Libye, Guinée-Équatoriale, RD Congo, Congo Brazza, Somalie et Madagascar.

Source : Dossou, 2018

4.14. Favoriser l'inclusion politique ou démocratie inclusive

Les élections renforcent l'exclusion en politique qui a pour conséquence les révoltes populaires qui débouchent aussi sur des rebellions. La rotation éviterait à l'Afrique des rébellions qui, dans la plupart des cas, se créent dans l'intérêt exclusif de conquérir le pouvoir. Cela rendra aussi nos pays moins dépendant de l'étranger qui finance les rebellions et les élections dans certains pays africains.

Conclusion

L'apprentissage de la démocratie est éternel. C'est un long processus d'apprentissage étant donné que la démocratie n'est jamais statique. Comme l'a écrit Diane Ravitch, la démocratie « est un processus, une façon de vivre et de travailler ensemble. Elle est évolutive et non pas statique. Elle exige la coopération, le compromis et la tolérance parmi tous les citoyens. Il n'est pas facile de la mettre en œuvre... » (Département d'Etat américain, 1991 : 11).

Pour la renaissance africaine, l'Afrique doit revenir sur ses valeurs précoloniales fondées sur le partage, l'écoute de l'autre, la fraternité, la solidarité, la cohésion sociale, l'harmonie, etc. Ceci ne peut être possible que si l'Afrique opte pour la rotation du pouvoir politique. La politique est au cœur du développement car nous pouvons affirmer que seule la politique peut décider du destin de tout un peuple.

Les Africains doivent savoir que l'avenir de l'Afrique dépend de la conjugaison des efforts de tous les Africains. Ainsi, l'Afrique a besoin du soutien de tout un chacun de ses fils. Nous devons rompre avec les élucubrations classiques qui font que certains Africains pensent qu'on ne peut rien faire sans l'étranger. Nous devons savoir pour de bon que l'étranger ne cherche que ses intérêts en Afrique et non le développement du continent noir. Seuls les Africains peuvent œuvrer pour le développement de l'Afrique. Au lieu de demander ce que l'Afrique peut faire pour nous, il serait mieux qu'on s'interroge sur ce que nous pourrions apporter à l'Afrique pour son développement intégral.

Avec l'adoption de la rotation du pouvoir politique, on évitera l'arbitraire et la routine. Ce qui permettra d'avoir des institutions efficaces, efficientes et fortes pour la prospérité socio-politique et économique des pays africains.

Bibliographie

AGENCE FRANCE PRESSE, 2018, *Une étude sur le budget des campagnes électorales sème le trouble à*

Madagascar, [En ligne], consulté le 12 mai 2019, URL : <https://www.la-croix.com/Monde/etude-budget-campagnes-electorales-seme-trouble-Madagascar-2018-09-03-1300965955>

ANDZONGO Sylrain, 2018, L'Etat du Cameroun prévoit un budget de 50 milliards FCFA pour l'organisation des élections politiques en

2018, [En ligne], consulté le 9 mai 2019, URL : <https://www.agencecofin.com/politique/2311-52299-letat-du-cameroun-prevoit-un-budget-de-50-milliards-fcfa-pour-lorganisation-des-elections-politiques-en-2018>

ANNAN Kofi, 2007, « Cinq leçons pour la communauté des Nations », *Géopolitique Africaine*, n°26, pp.63-76.

BABO Alfred, 2016, *Faut-il continuer d'organiser des élections présidentielles en Afrique ?* [En ligne], consulté le 7 mai 2019, URL :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/09/faut-il-continuer-d-organiser-des-elections-presidentielles-en-afrique_4995283_3212.html

DAGRY Macaire, 2012, *Les crises postélectorales, une fatalité en Afrique ?* [En ligne], consulté le 7 mai 2019, URL :

<http://www.slateafrique.com/91051/politique-crisis-postelectorales-une-fatalite-en-afrique>

DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN, 1991, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Washington, Département d'Etat, 32 p.

DOSSOU Modeste, 2018, *Classement des plus long règnes : Teodoro Obiang Nguema, le plus ancien président du*

monde à ce jour, [En ligne], consulté le 7 mai 2019, URL : <https://www.afrikmag.com/classement-pays-par-nombre-coups-detat-depuis-1950/>

DOUGUELI Georges, 2011, *Présidentielle au Cameroun : les gros budgets de la campagne électorale*, [En ligne], consulté le 7 mai

2019, URL : <https://www.jeuneafrique.com/179082/archives-thematique/pr-sidentielle-au-cameroun-les-gros-budgets-de-la-campagne-lectorale/>

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, 2017, *Les dégâts de la corruption*, [En ligne], consulté le 10 mai 2019, URL :

<https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/120817f.htm>

GARRIGOU Alain, 1998, « Le suffrage universel, «invention» française » in *Le Monde Diplomatique* [en ligne], URL :

<http://www.monde-diplomatique.fr/1998/04/GARRIGOU/3690>

GAYIBOR Nicoué Lodjou (ss la dir), 1997, *Histoire des Togolais, vol I Des origines à 1884*, Lomé, Presse de l'UB, 443p.

GRESH Alain., 2006, *Sur la victoire du Hamas*, [En ligne], consulté le 10 juillet 2017, URL :

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-01-27-Sur-la-victoire-du-Hamas>

GUEYE Anna, 2013, *Le contexte et les origines du conflit au Mali* [en ligne], consulté le 7 juin 2017, URL :

<http://fr.globalvoicesonline.org/2013/02/25/139345/>

HAUT-COMMISSARIAT DES DROITS DE L'HOMME, 2005, *La mission d'établissement*

des faits chargée de faire la lumière sur les violences et les allégations de violations des droits de l'homme survenues au Togo avant, pendant et après l'élection présidentielle du 24 avril 2005, rapport de la mission des Nations unies, [en ligne], consulté le 12 juin 2017, URL :

http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/069/article_38809.asp

HAUT-COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS, 2015, *Des milliers de Burundais fuient pour se réfugier au Rwanda*, [en ligne],

consulté le 23 avril 2017, URL :

<http://www.rfi.fr/afrique/20150427-milliers-burundais-fuient-refugies-rwanda-nkurunziza-imbonerakure-hcr>

HASSAN el-Banna, 1996, *Après les Frères musulmans*, Le Caire, Maison de la pensée islamique, pp. 34-38 [en ligne], URL :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res_musulmans

HASSAN Mohamed, 2013, *Causes et conséquences de la guerre au Mali* [en ligne], [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL.:

<http://www.marx.be/fr/causes-consequences-guerre-mali>

KOUASSI Carole, 2017, Les coûts exorbitants des élections au Kenya, [En ligne], consulté le 28 avril

2017 URL : <https://fr.africanews.com/2017/07/18/les-couts-exorbitants-des-elections-au-kenya/>

LAGARDE Christine, 2017, *Les dégâts de la corruption*, [En ligne], consulté le 15 mai 2019, URL :

<https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/120817f.htm>

LA TRIBUNE AFRIQUE, 2018, *Nigeria : Buhari décroche un budget record de près de 30 milliards de dollars*, [En ligne], consulté le 4

Mars 2019, URL :
<https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2018-05-18/nigeria-buhari-decroche-un-budget-record-de-pres-de-30-milliards-de-dollars-778921.html>
 MANDELA Nelson, 2007, Tant que régnera l'injustice, in *Géopolitique Africaine*, n°25, pp 267-271
 MICROSOFT ENCARTA, 2009, 1993-2008 Microsoft Corporation.
 ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2011, *Election et stabilité en Afrique de l'ouest*, rapport de la conférence régionale sur les élections et la stabilité, Praia, ONU
 ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, 2017, *Un financement politique et des dépenses électorales équitables et transparentes*, rapport du 5è Séminaire international d'échanges, Cotonou, OIF, 160p
 TCHAGNAOU Akimou, 2007, *Les nouvelles hégémonies de la région septentrionale au Togo. Le royaume tem du Tchaooudjo (1880-1914)*, mémoire de maîtrise en Histoire, Lomé, Université de Lomé
 TOCQUEVILLE Alexis, de 1835-1840, *De la démocratie en Amérique*, [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL :

http://fr.wikipedia.org/wiki/De_la_d%C3%A9mocratie_en_Am%C3%A9rique

UNION AFRICAINE, 2012, *Les conflits et la violence politique résultant des élections. Consolider le rôle de l'Union africaine dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits*, rapport du Groupe des Sages de l'Union Africaine, Addis-Abeba, Collection Union Africaine, 120p
 WADE Abdoulaye, 2007, « L'Afrique et le monde », *Géopolitique Africaine*, n°26, pp.77-84
 ZOUMBARA Dabadi, 2012, *Égypte : Contestations électorales. Ne pas tenter l'armée* [En ligne], consulté le 28 avril 2017, URL :
<http://fr.allafrica.com/stories/201206190668.html>

Webographie ou Sitographie

<http://www.franceinter.fr/dossier-le-nord-mali-en-guerre>
<http://www.rtl.fr/actualites/article/gaza-que-s-est-il-passe-lors-de-l-assaut-israelien-5941745941>

<http://www.20minutes.fr/ledirect/990655/egypte-autorites-rouvrent-point-passage-rafah>
http://www.nytimes.com/2012/08/26/world/middleeast/hamas-says-egypt-will-reopen-crossing-into-gaza.html?_r=1
<http://toutsurtoutpourtous.webnode.fr/news/classement-des-armees-les-plus-puissantes/>
<http://africa.jeuneafrique.com/puissance-militaire-etats-unis.html>
(<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Oligarchie.htm>).
(<http://www.universalis.fr/encyclopedie/democratie>).
<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Timocratie.htm>

GESTION DES INONDATIONS DANS LES VILLES DE : NIAMEY, COTONOU, ABIDJAN EN AFRIQUE DE L'OUEST

Théodore¹ Tchékpo ADJAKPA; Chékou Koré El Hadj² MOHAMOUD ;
Amadou² Abdou BAGNA ; Léon Bani BIO BIGOU¹

1. Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Université d'Abomey-Calavi (UAC) ; 2. Département de Géographie à l'Ecole Normale Supérieure de l'Université Abdou Moumouni de Niamey(Niger) ;

adjakpatheo@yahoo.fr

Résumé : En Afrique de l'Ouest, les inondations sont de plus en plus intenses ces dernières années (Diarra, 2010). Elles ont engendré d'importants dommages matériels et humains. Dans les zones urbaines, la vulnérabilité aux inondations est accentuée avec la croissance démographique, l'urbanisation rapide et incontrôlée, la faiblesse des dispositifs de préparation et de réponses aux catastrophes, l'insuffisance des informations climatiques, les faibles capacités des institutions (GIEC 2001 et 2007 ; Osman-Elasha, 2009). Cotonou, Niamey, Abidja, enregistrent presque chaque année et de façon croissante des inondations aux conséquences dramatiques (Dasylya, 2009 ; Wallez, 2010p.2.). Face à ces inondations répétitives dont la gestion dépasse la capacité des Etats, il urge que des mesures d'adaptation soient définies pour réduire la vulnérabilité des populations urbaines. La présente étude a pour objectif d'analyser les facteurs de la recrudescence de ces inondations, d'évaluer les stratégies de gestion adoptées et de proposer des mesures de gestion adaptées. La méthodologie a été basée sur une cartographie des zones d'inondation, d'un système d'information géographique avec le logiciel Arc-GIS 10.3. La Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) ont permis de réaliser les enquêtes socioéconomiques. Les données qualitatives seront analysées et celles quantitatives recueillies sur la période 1957-2017 ont été traitées avec le logiciel Excel. Les résultats ont permis de comprendre les facteurs des inondations ; d'identifier et de cartographier les zones inondables ; de proposer pour chaque ville les types d'aménagement à faire pour réduire la vulnérabilité des populations.

Mots clés : vulnérables, inondations, Cotonou, Abidjan, Niamey.

Abstract : *In West Africa, floods have become more intense in recent years (Diarra, 2010). They caused significant material and human damage. In urban areas, vulnerability to floods is accentuated with population growth, rapid and uncontrolled urbanization, weak preparedness and response mechanisms, insufficient climate information, weak institutional capacity (IPCC 2001 and 2007, UNISDR 2007, Osman-*

Elasba 2009). Cotonou, Niamey, Abidja, record almost annually and in a growing way floods with dramatic consequences (Dasyha, 2009, Walles, 2010). In the face of these repetitive floods, the management of which exceeds the capacity of the States, it is necessary that adaptation measures be defined to reduce the vulnerability of the urban populations. The objective of this study is to analyze the factors of the recrudescence of these floods, to evaluate the adopted management strategies and to propose adapted management measures. The methodology was based on a mapping of flood zones, a geographic information system with Arc-GIS 10.3 software. The Accelerated Participatory Research Method (MARF) has been used to conduct socioeconomic surveys. The qualitative data will be analyzed and the quantitative data collected over the period 1957-2017 were processed with the Excel software. The results made it possible to understand the factors of the floods; identify and map flood zones; to propose for each city the types of development to be done to reduce the vulnerability of the populations.

Key words: *Vulnerable, flood, Cotonou, Abidjan, Niamey.*

Introduction

Le nombre des inondations catastrophiques a beaucoup augmenté au cours des deux dernières décennies dans le monde (Wang, 2009 ; Amankwah et Caputo, 2011 p. 1 et p. 150-152). En Afrique de l'Ouest, les années 2007, 2008, 2009 et 2010 ont connu de très fortes pluviométries provoquant de graves inondations dans presque tous les pays (Boko et Afouda, 2013). Les inondations à Cotonou, à Abidjan, Niamey se révèlent particulièrement préoccupants du fait de la faible capacité d'adaptation des populations et de l'importance des dégâts enregistrés à chaque fois. Il est alors important de trouver des réponses adaptées pour réduire ces inondations qui freinent dangereusement le développement socio-économique de ces pays. C'est ce qui justifie le présent sujet de recherche. Les objectifs de cette recherche sont d'analyser les facteurs de la recrudescence de ces inondations; d'évaluer les stratégies de gestion adoptées et de proposer des mesures pour renforcer les capacités d'adaptation pouvant permettre aux populations des deux villes de faire face au phénomène. Ils sont soutenus par des hypothèses suivantes lesquelles certains facteurs expliquent la recrudescence des inondations ; des stratégies de gestion des inondations existent ainsi que des mesures de renforcement de capacité et d'adaptation des populations. Le plan de cet article va s'articuler autour des points suivants : l'introduction abordant la problématique, les objectifs et hypothèses ; le milieu d'étude ; l'approche méthodologique ; les résultats et discussions ; la conclusion et suggestions

1. Le milieu d'étude

Le milieu d'étude regroupe les villes de Cotonou, d'Abidjan et de Niamey. La ville de Cotonou est située à $2^{\circ} 25'5''$ de longitude Est et $6^{\circ}21'55''$ de latitude Nord. La ville d'Abidjan est située à $4^{\circ}0'45''$ de longitude Ouest et $5^{\circ}18'34''$ de latitude Nord. La ville de Niamey est située à $2^{\circ}6'35''$ de longitude Est et à $13^{\circ}30'49''$ de latitude Nord. La figure 1 ci-dessous présente le milieu d'étude.



1. Figure 1 : présentation du milieu d'étude

2. Approche méthodologique

Cette approche comprend les types de données collectées ; les techniques de collecte ; le traitement des données et l'analyse des résultats. Les données collectées concernent les données climatiques sur la période 1958-2017, les données hydrométriques, recueillies au Service Hydraulique de la Direction Générale de l'Eau au Bénin et à l'Autorité du Bassin du Niger à Niamey. Il y a aussi les données démographiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat obtenues à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE, 1979, 1992, 2002, 2013) au Bénin, les données planimétriques, les informations socio-anthropologiques et les données sanitaires de Cotonou, d'Abidjan et de Niamey. Les techniques de collecte de ces données sont les enquêtes par questionnaire, les observations, les entretiens directs et semi-directs, la Méthode Active de Recherche Participative (MARIP), le Focus group. Pour l'échantillonnage, la technique de choix raisonné a été menée pour choisir les

personnes les mieux indiquées pour fournir des informations fiables au niveau des trois villes concernées. Il s'agit des autorités politico-administratives et des responsables des services techniques des Mairies de Cotonou ; d'Abidjan et de Niamey; des ménages sinistrés. Au total, 300 personnes à raison de 100 par pays ont été identifiées et interrogées. Le modèle d'analyse des résultats a été le cadre de gestion des risques hydro-climatiques (identification, estimation, évaluation, mesures de réduction du risque et le modèle Forces Faiblesses Menaces et Opportunités a été utilisé. Cette approche a permis d'obtenir des résultats qui ont été discutés

3. Résultats

3.1. Causes des inondations

Plusieurs facteurs naturels et anthropiques sont à l'origine des inondations dans la ville de Cotonou au Bénin; d'Abidjan en Côte d'Ivoire et de Niamey au Niger. Entre autres, il y a la croissance démographique, l'urbanisation rapide et incontrôlée de zones à risque (habitat spontané), la pauvreté endémique, le débordement du lac Nokoué et du fleuve Niger la faiblesse des dispositifs de préparation et de réponses aux catastrophes, l'insuffisance des informations climatiques, les faibles capacités des institutions en charge de gestion des crises.

3.2. Conséquences des inondations

Les conséquences sont énormes. Il y a les pertes de biens, la destruction des habitations ; l'apparition des maladies hydriques et le ralentissement des activités économiques. Les photos ci-dessous expriment la vulnérabilité des populations à Cotonou ; Niamey et Abidjan.

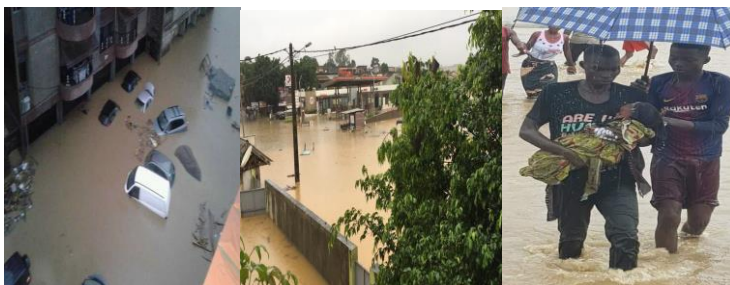


Planche n° 1: Illustration des conséquences de la pluie du 19 juin 2018 à Abidjan: Zones inondées à Cocody

Cette planche présente les véhicules englouties ; des stations d'essences et concessions envahies par les eaux et des populations sans abris désespérés.



Photo1 : Vulnérabilité à Abidjan en juin 2018 ; Cliché : AFP 2018



Photo2 : Vulnérabilité à Cotonou en 2017 ; Cliché : T. T. Adjakpa, 2017



Photo 3 : Evacuation des populations à Niamey à cause de la montée exceptionnelle des eaux du fleuve Niger en août 2010 .Source: ©AFP/Boureima Hama

Les photos 1, 2 et 3 présentent respectivement la vulnérabilité des populations face aux inondations à Abidjan ; à Cotonou et à Niamey.

La photo 1 présente une dégradation de l'environnement à Abidjan lors des inondations de juin 2018 dans la ville. La photo 2 présente des familles dans l'eau à Cotonou en 2017. La photo 3 présente des populations en déplacement

lors des inondations de 2010 à Niamey. En plus de ces des différentes situations nous avons des pertes de biens ; d'habitations. Sur le plan sanitaire, les maladies les plus graves enregistrées au cours des inondations sont le paludisme simple confirmé et le paludisme grave. Sur le plan socioéconomique, nous avons le ralentissement des activités économiques, la perte des emplois, l'accentuation de la pauvreté; la dispersion des familles; la déscolarisation des enfants

3.3. Mesures de gestion des inondations

Cette partie aborde les mesures de gestions des inondations au Bénin et à Cotonou, au Niger et à Niamey et en Côte d'Ivoire et à Abidjan

3.3.1 Mesures de gestion des inondations au Bénin et à Cotonou

Au niveau étatique il y a la préservation des zones à risques d'inondation, la législation (lois et règlements interdisant l'occupation des zones à risque d'inondation), la mise en place du Comité National de Protection Civile (CNPC), la création de l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), l'élaboration du Plan de contingence National, la mise en place de Système d'Alerte Précoce (SAP). Au niveau communal, il y a les mécanismes de coordination et de gestion (ORSEC, PCRR-ACC), la mobilisation des ressources (financières, humaines, matérielles), la logistique (eau potable, abris, kits de suivi), la communication (collecte et gestion de l'information, médiats), le plan de réponse immédiate et plan de réponse sectorielle (alimentation, eau et assainissement, santé et nutrition, sécurité et protection). Au niveau des populations, il y a la solidarité.

3.2.1. Mesures de gestion des inondations au Niger et à Niamey.

Au niveau étatique, il y a le Plan de contingence multirisque, le Secrétariat permanent régional de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires la Cellule de coordination humanitaire. Les services publics de l'État concernés sont : Le Secrétariat permanent régional du DNP/CA de la région de Niamey, la Cellule de coordination humanitaire (CCH), le service de météorologie et d'hydrologie. Les services des collectivités territoriales concernés sont : Le conseil de ville de Niamey, les arrondissements communaux, la Direction de l'hygiène et de l'assainissement du conseil de ville de Niamey. Les partenaires humanitaires concernés sont : Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres partenaires

3.2.2. Mesures de gestion des inondations en Côte d'Ivoire et à Abidjan.

Ces mesures concernent : le Plan de contingence National, l'utilisation des images satellitaires pour l'alerte précoce, la plateforme de risques et catastrophes naturels, la cartographie des zones à risques d'inondations, l'ONPC (Office National de la Protection Civile), le Plan d'Organisation des Secours (ORSEC).

3.3.4. Faiblesse de l'ensemble des mesures

L'ensemble des mesures présente des faiblesses au Niveau de chaque Etat et villes concernés. En effet, il y a le manque d'unicité d'actions dans le domaine de l'aménagement du territoire et d'une vision prospective, la faiblesse d'un système d'alerte précoce, l'infériorité de la durée de relogement des sinistrés par rapport au temps de retrait des eaux, la multiplicité des acteurs intervenant sur le terrain sans une réelle coordination, l'occupation des marécages, des berges, des plans et cours d'eau par les populations en dépit des options de préservation prise par les autorités

4. DISCUSSION

Nos résultats sont conformes à ceux des auteurs suivants : Blalogoé (2014) et Aza-Gnandji (2011) pour qui parmi les causes des inondations dans le Grand Cotonou, la crue du lac Nokoué provoquée par les apports fluviaux de l'Ouémé et le déversement de ses eaux sur les quartiers périphériques engendre les inondations et toutes les différentes mesures sont et demeurent encore peu efficaces. Sighomnou et *al* (2012) abondent dans le même sens et affirment que les dégâts causés par la crue exceptionnelle et les inondations d'août et de septembre 2012 dans le Niger moyen et inférieur du côté de Niamey et ses environs sont très importants (520000 sinistrés, 81 pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels, plusieurs ha de culture perdu). Azonnakpo (2012) dans la Commune Sèmè-kpodji confirme aussi nos résultats et déclare que sur le plan sanitaire, le paludisme, la diarrhée et les affections gastro-intestinales sont les maladies qui menacent les populations les plus vulnérables et malgré les moyens humains, matériels et financiers que les inondations mobilisent chaque année, le phénomène ne cesse de s'amplifier d'une année à l'autre. Gilard (1998) en évaluant les stratégies de gestion des inondations, montre que la vulnérabilité au sein de la population est de plus en plus fréquente bien que des mesures de prévision se soient améliorées.

Conclusion

La combinaison des facteurs naturels et humains (augmentation des débits d'écoulement du fleuve Niger, installation des populations dans les zones inondables et les insuffisances des différentes politiques d'aménagement) détermine le risque d'inondation à Niamey, à Cotonou et à Abidjan. Les inondations affectent le cadre de vie des populations et leurs activités économiques. Les stratégies de gestion adoptées par les populations, les acteurs à divers niveau et les institutions vont de la prévention du risque d'inondation à la réponse au phénomène. Cependant, la gestion des inondations dans les villes d'Abidjan; de Cotonou et de Niamey se trouve confrontée à quelques faiblesses majeures : non-respect des documents d'urbanisme élaborés pour l'orientation générale des Communes, insuffisances techniques des documents de planification qui ne prennent pas en compte expressément la question des risques d'inondation dans l'expansion communale, absence de propositions de modèles d'aménagement pour les milieux sensibles dans lesdits documents, multiplicité des acteurs intervenant dans la réponse aux inondations sans une réelle coordination des interventions, faible adhésion des populations pour manque d'informations ou leur ignorance des dangers encourus.

Il va valoir que d'autres mesures soient envisagées pour gérer les inondations dans ces trois villes afin de réduire la vulnérabilité des populations sinistrées.

Références bibliographiques

1. Amankwah, A. et J. Caputo (2011); A Guide to Integrated Urban Flood Risk Management for the 21st Century. Chapitre 2, pages 150-152, Banque mondiale: Washington, 2012.
2. Aza-Gnandji, N., (2011) ; Gestion des inondations dans la ville de Cotonou : mode et efficacité ; mémoire de master en gestion de l'environnement. CIFRED, UAC 89 pages.
3. Azonnakpo, O., (2012) ; Effets environnementaux et sanitaires des inondations dans la commune de Sèmè-Kpodji, mémoire de master en gestion de l'environnement. CIFRED, UAC, 104 pages.
4. Blalogoé, P., (2014) ; Stratégies de lutte contre les inondations dans le Grand Cotonou : Diagnostic et alternative pour une gestion durable, Thèse de doctorat unique à l'Ecole Doctorale Pluridisciplinaire de la FLASH, 242 pages.
5. Boko, M. et F. Afouda,(2013) ; Climat Agriculture et Ressources en eau d'hier à demain. XXVI^{ème} Colloque international Association Internationale de Climatologie, ISSN : 1840-5452 ISBN-10 : 99919-58-64-9, Cotonou, 557 pages.
6. Dasylyva, S. (2009) : Inondations à Dakar et au Sahel, Gestion durable des eaux de pluie. Etudes et Recherches, n° 267-268-269, Enda Editions, Dakar, 259 p.

7. Diarra, D., (2010) ; Impacts des changements climatiques en Afrique de l'Ouest. Direction Nationale de la Météorologie, Bamako, Mali. 35 pages. En ligne] <http://www.wamis.org/agm/meetings/iwacc09/S3-Diarra.pdf>(Page consultée le 15 mai 2010)
8. GIEC, (2001) ; Rapport de synthèse, résumé à l'intention des décideurs, 37 pages.
9. GIEC, (2007a); Observed changes in climat and the their effects. Fourth assement report. Synthesis report, 21 pages.
10. GIEC, (2007b); IPCC Fourth Assessment Report: Climate Change 2007, Cambridge, Cambridge University Press, 209 pages.
11. Gilard O. (1998) : Les bases techniques de la méthode Inondabilité, édition du Cemagref, 207 p.
12. INSAE, (1979) ; Recensement Général de la Population et de l'Habitation au Bénin, 33 pages.
13. INSAE, (1992) ; Recensement Général de la Population et de l'Habitation au Bénin, 98 pages.
14. INSAE, (2002) ; Analyse des résultats du RGPH 3 (Tome 1) : Répartition spatiale, structure par sexe et âge et migration de la population au Bénin, Cotonou, Bénin, 113 pages.
15. INSAE, (2013) ; Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH4). Résultats provisoires, Direction des Etudes Démographiques, 108 pages.
16. Osman-Elasha, B. (2009) : Impacts des changements climatiques, adaptation et lien avec le développement durable en Afrique. [En ligne] <http://www.fao.org/docrep/011/i0670f/i0670f03.htm> (Page consultée le 28 avril 2010)
17. Sighomnou, D., Ilia, A., Tanimoun, B., Alio, A., Zomodo, L., Olomoda, I., Coulibaly, B., Koné, S., Zinzou, D., Dessouassi, R. (2012) Crue exceptionnelle et inondations des mois d'août et de septembre 2012 dans le Niger Moyen et Inférieur, 11 pages.
18. Wallez L. (2010) : Inondations dans les villes d'Afrique de l'ouest : Diagnostic et éléments de renforcement des capacités d'adaptation dans le Grand Cotonou. Mémoire de Master II en géographie, Université de Sherbrooke / Université de Troyes, 90 p.
19. WANG, R., (2009) ; Données GLIDE sur les catastrophes, citées dans Cities and Flooding: A Guide to Integrated Urban Flood Risk Management for the 21st Century. Chapitre 1, pages 77-78, Banque mondiale : Washington, 2012.

L'ACCES A L'EAU POTABLE, UNE CORVEE POUR LES FEMMES DE DIGO (DIVO)

Thérèse Alida Gngoror ADOU,
Université Félix Houphouët Boigny,
agathe_n77@yahoo.fr
Florence Djaliah AKE-AWOMON,
Université Félix Houphouët Boigny,
florenceawomon@yahoo.fr
Marthe AdjobaKOFFI-DIDIA,
Université Félix Houphouët-Boigny,
Koffidia@gmail.com

Résumé

La Côte d'Ivoire bénéficie d'un réseau hydrographique assez intense avec de nombreux cours d'eau. Malgré cette richesse hydrique, une partie de sa population est confrontée à des problèmes d'approvisionnement en eau potable surtout en milieu rural où les équipements de fourniture d'eau potable sont souvent défectueux. Digo, un village de Divo, situé à 189 Km d'Abidjan connaît un problème crucial d'approvisionnement en eau potable. L'absence de pompes à Hydraulique Villageoise, de l'Hydraulique Villageoise Améliorée et de cours d'eau dans ce village a de nombreuses répercussions sur les femmes et leurs activités parce qu'elles ont la charge d'approvisionner leur famille en eau potable. L'objectif de cet article est d'analyser les difficultés qu'éprouvent les femmes de Digo à approvisionner leur ménage en eau potable. La méthodologie de recherche a été axée sur une recherche documentaire. Elle a été complétée par des observations de terrain, l'organisation d'un focus groupe avec les femmes et des entretiens semi-structurés réalisés auprès des services de l'hydraulique rurale, des autorités villageoises et de l'agent du centre de santé. Les résultats révèlent que la situation géographique des points d'eau constitue le principal problème de l'approvisionnement en eau potable dans cette localité. Les femmes sont obligées de descendre à une profondeur de 120 m pour l'eau de source et de remonter l'eau de puits d'une profondeur de plus de 45 m afin de se procurer de l'eau pour la boisson et les autres usages domestiques. Cette forme d'accès à l'eau potable constitue une véritable corvée pour les femmes de Digo.

Mots-clés : Digo, milieu rural, femmes, approvisionnement en eau

Summary

Ivory Coast benefits from a quite dense hydrographic network with many rivers. Despite this water abundance, a part of its population is facing drinking water supply problems, especially in rural areas where drinking water supply facilities are often lacking. Digo, a village in Divo, located 189 km from Abidjan, has a critical drinking water supply problem. The lack of Water Pumps in village, Improved Water Pumps and watercourses in this village has many repercussions on women and their activities because they are responsible to provide their

families with safe drinking water. The goal of this article is to analyze the difficulties faced by women in Digo in providing their households with safe drinking water. The research methodology was based on a literature search. It has been complemented by field observations, the organization of a focus group with women. And semi-structured interviews with rural water services, village authorities and the Health Center agent. The results reveal that the geographical location of the water sources is the main problem for the supply of drinking water in this area. Women are forced to descend to a depth of 120 m for spring water and to take water from wells deeper than 45 m in order to obtain water for drinking and other domestic uses. This form of access to drinking water is a real chore for the women of Digo.

Keywords: Digo, rural areas, women, water supply

Introduction

Dans de nombreux pays en développement, le secteur rural peine à bénéficier d'un service adéquat d'approvisionnement en eau. Dans ces pays où des millions de familles manquent encore d'eau potable, les femmes du monde rural ont la charge de l'approvisionnement en eau potable de leur famille. Elles doivent s'assurer quotidiennement que leurs familles ont de l'eau en permanence. Ainsi pour garantir cette disponibilité en eau, ces dernières et les jeunes filles effectuent la majorité des tâches liées au transport, au stockage et à l'usage en y consacrant plusieurs heures (Association Adéquation, 2009 : 2). Pour faire face à cette situation, l'Etat Ivoirien depuis 1973 a mis en place une politique de développement dans le secteur de l'eau afin d'améliorer l'accès à cette ressource tant en milieu urbain que rural. Cette politique a permis la structuration des besoins en trois (3) sous-secteurs : l'Hydraulique Urbaine (HU), l'Hydraulique Villageoise (HV) et l'Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA), (MIE, 2012 :1). Certes, cette politique a doté des villages de HV et de HVA, mais beaucoup de villages sont restés dans leur système traditionnel d'approvisionnement en eau. Dans ce système, les femmes sont les principales actrices dans le ravitaillement en eau de la famille. Et c'est encore le cas à Digo, un village situé au centre ouest de la Côte d'Ivoire. Digo ne dispose pas en effet de cours d'eau et d'équipement en hydraulique villageoise. La question de l'approvisionnement en eau potable est une préoccupation majeure pour les femmes de cette localité rurale, car cette ressource vitale n'est pas toujours disponible, surtout en saison sèche. A partir de ce qui précède, nous nous posons les questions de savoir : comment se fait l'approvisionnement en eau à Digo. Quelles sont les difficultés liées aux conditions d'approvisionnement en eau dans cette localité rurale. L'objectif de cet article est d'analyser les difficultés qu'éprouvent les femmes de Digo à approvisionner leur ménage en eau potable. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie a été mise en place.

Cette partie s'articule autour de deux points : la présentation de la zone d'étude et la méthode de collecte des données.

Digo est un village du département de Divo, situé à 189 Km d'Abidjandans le Centre Ouest de la Côte d'Ivoire et fait partie de la région du Lôh-Djiboua (figure n°1).

Carte administrative du département de Ziguinchor, République de Guinée-Bissau. La carte illustre la répartition territoriale en sous-préfectures (Digo, Nêbo, Divo, Zégo, Hiré) et les infrastructures routières. Les symboles indiquent les sièges administratifs et les localités. Une légende détaillée est fournie en bas, et une carte d'insertion en haut à droite situe le département dans le contexte régional.

193

principales cultures sont les cultures industrielles (café - cacao) et vivrières (aubergine, gombo, piment, riz, banane, manioc...).

1.2. Méthode et collecte des données

La collecte des données a été faite en deux étapes. La première a été consacrée à la fouille documentaire. Cette fouille a permis d'avoir des informations sur la problématique de l'approvisionnement en eau dans le monde rural. La seconde étape a consisté à rechercher des compléments d'informations par une enquête de terrain effectuée dans les mois d'octobre 2018 et janvier 2019 à Digo. Cette enquête a été meublée par des observations de terrain, l'organisation d'un focus groupe avec les femmes et des interviews. L'observation directe de terrain a été l'occasion de visualiser les sites d'approvisionnement en eau, de constater les efforts fournis par les femmes pour s'approvisionner en eau et d'apprécier le relief de Digo. Quant au focus groupe organisé avec 50 (cinquante) femmes, il a permis de discuter avec ces dernières des conditions d'approvisionnement en eau et des difficultés y afférentes. Enfin, des interviews semi-structurées ont été réalisées avec le Directeur Régional de la SODECI (Société de Distribution de l'Eau en Côte d'Ivoire) de Divo, les autorités villageoises et l'agent de santé sur les raisons qui n'ont pas permis au village de Digo de bénéficier des HV et HVA. Toutes les informations recueillies ont été traitées et analysées dans les résultats ci-dessous.

2. Les résultats

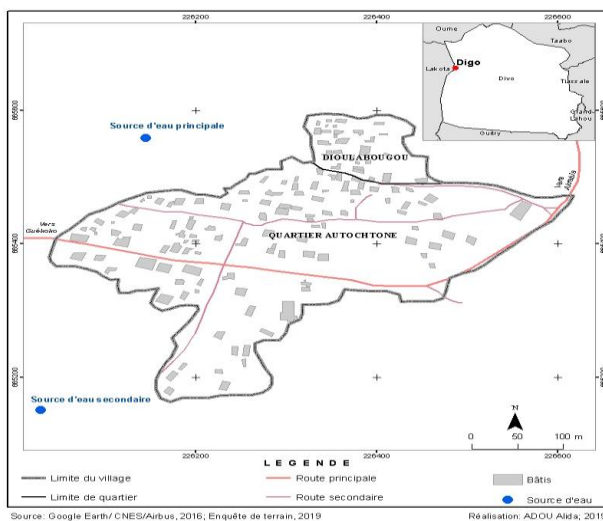
2.1. Les sources d'approvisionnement en eau des populations de Digo

Le village de Digo fait partie des villages Ivoiriens qui n'ont pas bénéficié de l'PHV et de l'HVA. L'approvisionnement en eau des populations se fait par le biais des sources naturelles, des puits et la pluie.

2.1.1. Les eaux de sources

Le village de Digo abrite deux sites de recueillement d'eau de source qui servent à l'alimentation en eau de la population. Il y a un point d'approvisionnement principal et un point d'approvisionnement secondaire, respectivement située au nord à 500 m et au sud à un (1) km du village comme indiqué sur la carte de la figure n° 2.

Figure n°2 : Présentation de Digo la zone d'étude



Il faut noter que lésite du sud est moins fréquenté que celui du nord. Les raisons évoquées par les femmes sont les suivantes : « Nous n'allons presque plus au point d'approvisionnement située de ce côté (en indiquant le côté sud), tout simplement parce qu'il est très loin du village ». « Nousavons choisi de descendre la pente, même si la montée est difficile que d'aller là-bas, à cause de la distance et du temps ».

Le point d'approvisionnement principal en eau de source a deux voies d'écoulement et est située à 120 m de profondeur au bas d'un versant où se concentrent beaucoup d'activités agricoles. Il prend sa source dans une roche (photo n°1 et n°2) qui est située en amont à environ 3 à 4 m du lieu de recueillage.

Photo n°1 : L'eau prend sa source de cette roche Photo n°2 : L'eau de source coule à partir d'une roche



Cliché : Aké-Anwomon, 2019

Le site contient deux points de recueillement aménagés (photo n°3 et n°4) depuis la création du village. Les femmes s'assailent sur des pierres pour recueillir de l'eau. Les alentours des points d'eau sont bien nettoyés et bien entretenus. Les habitants de Digo ne font ni la vaisselle ni la lessive à côté de ces points de recueillement d'eau.

Photo n°3 : Premier point aménagé de recueillement de l'eau de source



Photo n°4 : Deuxième point aménagé de recueillement de l'eau de source l'eau

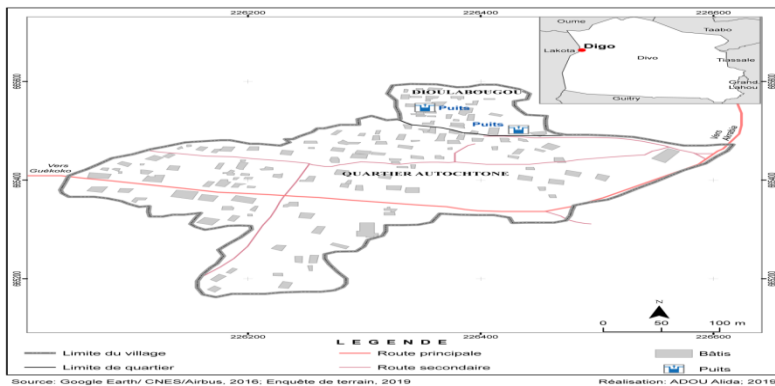


Cliché : Adou, 2019

2.1.2. Les puits traditionnels améliorés de Digo

Le village de Digocompte en son sein deux (2) puits localisés dans le quartier Dioulabougou (figure n°3) au nord-est.

Figure n°3 : Localisation des puits de Digo



Ces puits ont été réalisés à partir d'une collecte de fond de la communauté allochtone du village qui vit dans ledit quartier (photo n°5). L'eau des puits provient de la nappe souterraine située à plus de 45 m de profondeur (photo n°6).

Photo n°5 : Un puits aménagé au quartier Dionlabougou

Photo n°6 : Puits de 45 m de profondeur



Cliché : Koffi-Didia, 2019

Les responsables de cette communauté ont estimé le coût d'un puits à plus de 2 000 000 de francs CFA soit, 3 048,78 Euros. En 2018, les margelles de ces puits ont été aménagées grâce à un programme de réhabilitation des points d'eau par l'ONG (SOCOP ASG COODCA). Ils sont considérés comme une source d'approvisionnement en eau traditionnelle améliorée, car protégés par une paroi renforcée (en buse ou en béton armé), recouvert avec une margelle en fer sécurisé par un cadenas. Ils sont munis de deux poulies à motricité humaine qui facilitent et diminuent l'effort fourni par les femmes. Cette deuxième source d'approvisionnement est complétée par l'approvisionnement en eau de pluie.

2.1.3. Les eaux de pluies

Pour ce qui est du troisième mode d'approvisionnement en eau à Digo, il ne se fait qu'à la faveur des pluies. Quand il pleut, les femmes recueillent l'eau à partir des toitures des maisons et le stockent dans des récipients pour tous les usages domestiques.

Les populations de cette localité rurale s'approvisionnent principalement en eau potable à partir des eaux de sources naturelles, de puits collectifs aménagés dans le village et des eaux de pluies. L'approvisionnement dans ces différentes sources requiert l'utilisation de matériel adéquat pour le recueil de l'eau et de son stockage.

2.2. Le matériel d'approvisionnement, de stockage et les usages de l'eau à Digo

2.2.1. Le matériel d'approvisionnement en eau utilisés par les femmes

L'approvisionnement en eau se fait avec une diversité de récipients pour différents usages.

Le matériel d'approvisionnement en eau des populations sont variés. Il est constitué de bidons de différentes contenances (1,5L, 5L, 10 L, 20L, et 25L), qui sont les plus utilisés par les femmes et les enfants qui vont à la source car ils sont faciles à transporter. Il y a aussi les petites cuvettes, les assiettes qui sont utilisées pour puiser l'eau de la roche et ensuite la transvaser dans des cuvettes moyennes ou grandes et les petits seaux (photos n°7, 8 et 9).

Photo n°7 : Cuvettes et seaux d'approvisionnement en eau



Photo n°8 : bidons et bouteilles



Photo n°9 : Cuvettes et bidons d'approvisionnement en eau



Cliché : Aké- Awomon, 2019

Les petits enfants utilisent les bidons de 1,5 L, 5L et les grands celui de 10L, les petites cuvettes et les seaux de 5L pour rapporter de l'eau de source dans leur famille. Les bidons de 20L, 25L

et les grandes cuvettes sont utilisés par les femmes et les jeunes filles.

Pour l'approvisionnement en eau de puits, les femmes utilisent une puisette, généralement un seau de 5 L muni d'une corde d'environ cinquante (50) m (photos n°10 et n°11) pour recueillir l'eau qu'elles renversent par la suite dans les cuvettes (photos n°12).

*Photo n°10 : Sceau
traditionnel pour recueillir
l'eau de puits*



*Photo n°11 : L'eau de
puits recueillie dans un
sceau*



*Photo n°12 : Cuvette remplie
d'eau de puits*



Cliché : Adou, 2019

Après avoir recueilli de l'eau, que ce soit l'eau de source, de puits et de pluie, divers récipients sont utilisés pour la conservation.

2.2.2. Le matériel utilisé pour le stockage et les usages de l'eau à Digo

Le matériel utilisé pour le stockage de l'eau est composé de barriques métalliques et plastiques de 200L (photos n°13 et n°14).

*Photo n°13 : Barrique métallique de stockage de
l'eau*



*Photo n°14 : Barrique en plastique pour
conserver l'eau de source et de puits*



Cliché : Koffi-Didia, 2019

Les fûts de 1000 L sont aussi utilisés, ainsi que les jarres en ciment (photos n°15, n°16 et n°17) et les bidons. Les femmes ont signalé qu'elles conservent l'eau de boisson dans les bidons afin d'éviter de la souiller.

Photo n°15 : Fûts pour conserver l'eau de source et de puits

Photo n°16 : Jarre en ciment pour stocker l'eau



Cliché : Aké-Awomon, 2019

2.2.3. Les types d'usage de l'eau à Digo

L'eau recueillie aux sources, aux puits et l'eau de pluie sont utilisées pour l'ensemble des usages domestiques, à savoir la boisson (photos n°17), la cuisson des repas, l'hygiène corporelle (photos n°18), la vaisselle (photos n°19), la lessive, le lavage des engins à deux roues (vélos et mobylettes), etc.

*Photo n°17 : L'eau de source est bue par
un habitant du village*

*Photo n°18 : L'eau utilisée pour
l'hygiène corporelle*

*Photo n°19 : L'eau de Digo utilisée
pour la vaisselle*



Cliché : Adou, 2019

Que ce soit l'eau de source ou l'eau de puits, elle est limpide, claire, sans odeur et est agréable à boire.

2.3. Les femmes et l'approvisionnement en eau à Digo

2.3.1. Les femmes principales actrices de l'approvisionnement en eau à Digo

L'approvisionnement en eau à la source est une activité dévolue principalement aux femmes (photo n°20, n°21 et n°22). Elles sont aidées dans leurs tâches par les jeunes filles et les enfants.

*Photo n°20 : Les jeunes filles
et les femmes à la source*

*Photo n°21 : La file des
enfants qui vont à la source*

*Photo n°22 : La file des enfants qui
reviennent de la source*



Cliché : Koffi-Didia, 2019

L'explication à cette activité de fournir de l'eau au ménage se trouve dans la tradition du peuple Dida (ethnie du centre ouest de la Côte d'Ivoire). Dans cette tradition, l'homme ne se trouve nulle part dans la chaîne d'approvisionnement en eau de la famille. C'est une tâche qui est réservée aux femmes. Les petits garçons aident leurs mères, mais dès qu'ils atteignent l'âge de l'adolescence, ils abandonnent cette activité. Seules les filles restent fidèles à l'aide qu'elles apportent à leur mère.

2.3.2. Les difficultés liées à l'approvisionnement en eau à Digo

L'approvisionnement en eau est une tâche très contraignante pour de nombreuses femmes à Digo, même les nourrices et les femmes enceintes ne sont pas épargnées (photos n°23 et n°24).

*Photo n°23 : Femme enceinte de retour de la source
d'eau*



*Photo n°24 : Femme avec son enfant au dos en train
de se faire aider à charger sa cuvette d'eau*



Cliché : Aké-Awomon, 2019

Il occasionne quotidiennement non seulement de nombreux déplacements du domicile aux points d'eau, mais aussi et surtout, le principal point d'approvisionnement naturel en eau de source est situé dans une zone accidentée avec une dépression de 120 m de profondeur. Voici ce qu'elles ont relaté à cet effet, « nous nous levons tôt le matin, généralement à quatre (4) heures pour espérer avoir la dotation journalière pour tous les membres de la famille ». Les femmes et leurs enfants parcourent 1 km en aller et retour pour ramener 1,5 à 25 L d'eau par personne. Selon leurs témoignages, elles doivent faire huit (8) à dix (10) tours maximum pour remplir les barriques avant d'aller au champ pour les travaux agricoles. Si elles n'ont pas pu faire les tours nécessaires, avant les travaux champêtres, le complément est fait le soir au retour du champ. A Digo, pour aller et revenir d'un point de recueillement d'eau de source avec un récipient, il faut au moins 30 minutes. Une femme a donc besoin d'au moins 4 h pour remplir une barrique de stockage d'eau. Cette activité prend en général toute la matinée et entraîne une réduction du temps des travaux champêtres. C'est une tâche qui est difficile et pénible à accomplir pour couvrir quotidiennement les besoins en eau de la famille. Cette charge domestique devient à la longue une corvée indispensable. L'approvisionnement en eau de puits entraîne aussi des difficultés.

A cause de la texture du sol, le puits à plus de 45 m de profondeur. Donc, pour puiser l'eau, les femmes mettent au moins trois minutes pour faire remonter la

puisette de 5 L d'eau. Pour remplir un récipient de 200 L, elles doivent mettre au minimum 2 h pour remonter 40 fois le seau de 5 L. Les femmes doivent se mettre à deux pour faire remonter l'eau. Ce qui signifie que pour remplir les récipients de 200 L de chacune, les deux femmes doivent mettre au moins 5 h.

A ce temps (2 h), il faut ajouter le temps des allers et retours du domicile au puits pour transporter une cuvette de 15 à 25 L. Ce temps peut être estimé à partir de deux minutes et est fonction de l'emplacement du domicile (minimum 2 h30 min). A ce paramètre de temps, il faut ajouter l'effort physique fourni pour remonter 5 L d'eau et le transport du puits au domicile.

Les conditions d'accès assez difficile à l'eau dans ce village causent des désagréments aux populations surtout les femmes qui sont les principales actrices de l'approvisionnement en eau. Les difficultés des femmes sont de divers ordres. Il s'agit de l'exposition à certains risques sanitaires, notamment l'exposition aux piqures d'animaux (serpents et les fourmis magnans) pour celle qui s'approvisionnent en eau de source et de maladies provoquées par les efforts physiques ainsi que des retombées socio-économiques.

En effet, compte tenu de la situation de l'eau de source principale dans une zone relativement boisée, les femmes et enfants s'y rendant sont exposées aux piqures de serpents et d'insectes (fourmis) dissimulés dans les feuillages et les feuilles mortes. Selon les témoignages recueillis sur place, « Une femme a été piquée par un serpent pendant qu'elle allait chercher de l'eau à 4h du matin ». Cette dernière a été rapidement évacuée à l'hôpital et a pu être sauvée. Notons également que le portage régulier de l'eau a des effets sur la santé des femmes. Cela s'explique par la tâche physiquement pénible qui s'accroît lorsqu'elles remontent de fortes pentes avec leurs charges d'eau sur la tête. Ce qui les rendait malades selon les informations données par l'ensemble des femmes du village lors du focus groupe. Elles ont ainsi révélé plusieurs cas de maux, à savoir : des douleurs au cou, à la hanche, les céphalées à répétition, des troubles de sommeil, fatigue générale... Des femmes enceintes ont même accouché près de la source ou en chemin en voulant tout simplement s'y rendre pour s'approvisionner en eau selon les témoignages reçus sur place.

Cette situation a par ailleurs des répercussions sociales non négligeables concernant un fait de société qui est le mariage chez les populations autochtones. En effet, la future mariée doit pouvoir aller faire ses provisions d'eau à la source pour montrer sa bravoure à son prétendant et être digne de lui. Mais, compte tenu de l'accès difficile au site d'approvisionnement en eau de source, les jeunes femmes refusent de plus en plus cette épreuve fatidique et les jeunes gens peinent à se trouver des femmes. En outre, certaines personnes invalides ou malades ont forcément recours à des jeunes filles ou garçons pour leur approvisionnement en eau. Ce service est rendu moyennant le paiement d'une redevance et fait l'objet d'un commerce. Un bidon de 25 litres d'eau rempli coûte entre 100 et 200 FCFA et les cuvettes 15 à 20 L à 300 FCFA. Selon une femme d'une soixantaine d'années, l'approvisionnement en eau

occasionne des dépenses supplémentaires. « Le remplissage de nos bidons nous revient 10 fois plus cher à cause de notre incapacité de nous y rendre » dit-elle. Concernant la qualité de l'eau, il faut noter qu'à vue d'œil, l'eau des puits est potable. Les puits sont éloignés des latrines et compte tenue de la texture du sol, l'eau ruisselle. Pour ce qui est de l'eau de roche, on peut également affirmer qu'elle est de bonne qualité car on ne note aucune maladie hydrique liée à l'eau de boisson. Cela a été attesté par l'agent de santé du village et par la population elle-même. Durant notre séjour dans le village, nous avons bu l'eau de source et de puits. Les jours qui ont suivi, nous n'avions enregistré aucune douleur au ventre ni de diarrhée. Nous avons fait l'expérience en buvant ces eaux et nous pouvons attester qu'elles ne présentent pas de risques sanitaires pour la population de Digo.

En somme, il ressort de ces résultats que les femmes de Digo sont les principales actrices qui approvisionnent leurs familles en eau pour tous les usages domestiques. Elles bravent toutes les difficultés afin de fournir ce précieux liquide à leur maison.

3. Discussion

Les populations du village de Digo s'approvisionnent à partir d'une grande diversité de points d'eau que sont : l'eau de source, de puits et de pluie. L'eau de source est la plus utilisée par les autochtones et l'eau de puits par les allochtones. Par contre l'eau de pluie, est utilisée par toute la population du village sans distinction d'origine. Ces modes d'approvisionnement traditionnel sont favorisés par le fait que ce village n'a pas bénéficié d'altitude avec un sol rocailleux qui est difficilement pénétrable par les eaux de ruissellement. C'est le même constat fait par Ofouémé-Berton, (2010 : 14) en milieu rural au Congo-Brazzaville dans les localités situées sur les plateaux Batéké où les ressources en eau de surface sont limitées et celles des eaux souterraines difficiles d'accès du fait de la perméabilité des sols. Selon cet auteur, les populations du milieu rural ont une grande diversité de points d'eau : il s'agit de l'eau de pluie, l'eau des sources, des cours d'eau, l'eau souterraine (trous creusés dans la terre) et de puits traditionnels. Par contre ces résultats diffèrent de ceux de N'Guessan et al, (2018 : 204). Il ressort de leur étude que dans le milieu rural de Bonon (centre ouest de la Côte d'Ivoire), les puits traditionnels non protégés et l'eau de surface dominant considérablement au niveau des sources d'approvisionnement en eau dans les ménages. Les populations de Digo utilisent différents types de matériels de stockage pour conserver l'eau. Ce sont les barriques (métallique et plastique), les fûts, les jarres en ciment et les bidons de 20 à 25 L. Ce résultat est différent de celui de Lalanne, (2012 : 27) qui affirme qu'une majorité des villageois (83%) de la Province du Ganzourgo, (Région du Plateau Central, Burkina Faso) utilisent la jarre en terre cuite et un sceau type «poubelle» comme matériel de stockage. A Digo, les femmes sont les

principales actrices de l'approvisionnement en eau. Elles sont en première ligne et à pied d'œuvre tôt le matin dans cette fameuse course à l'eau pour assurer la chaîne d'approvisionnement en eau de la famille. Le même constat a été fait par Ofouémé-Berton, (2010 : 9) au Congo-Brazzaville. Dans ce pays, l'approvisionnement en eau fait partie des tâches dévolues aux femmes et aux jeunes filles, et est au centre de leurs activités quotidiennes ou hebdomadaires. Des études menées par Njie, (2013 : 4) dans 45 pays en développement montrent également que dans 76 % des ménages, la collecte de l'eau incombe principalement aux femmes et aux enfants. Dans 12 % des ménages, cette tâche incombe aux enfants, tandis que les filles de moins de 15 ans sont deux fois plus susceptibles d'être responsables de la collecte de l'eau que les garçons du même âge. Cela est également mis en évidence par les travaux de Djomo et *al*, (2008 : 225) dans le milieu rural au Cameroun. Pour ses auteurs le fait d'aller chercher de l'eau est un travail domestique qui incombe à 89% de la population rurale féminine camerounaise. En revanche 77,6% des hommes de plus de 5 ans ne vont jamais chercher de l'eau.

L'accès à l'eau est une véritable corvée pour les femmes de Digo. Il occasionne des risques physiques, sanitaires et impacte les activités économiques des femmes. Leur temps des travaux champêtres est considérablement réduit. Cela est corroboré par Y. Ofouémé-Berton, (2010 : 10). Son étude notifie que dans le Niari (Congo), la femme qui assure l'approvisionnement en eau perd non seulement 3 heures sur les activités agricoles, mais également, la corvée d'eau est une tâche physiquement pénible. Elle peut absorber plus d'un tiers de l'énergie produite par la ration alimentaire quotidienne faite par les femmes des villages des plateaux Batéké au Congo-Brazzaville. De même, les études menées par Diaw et *al*, (2012 : 18) au Tchad, montrent que la corvée d'eau entraîne des troubles physiques dus au soleil et la fatigue après des multiples allers retours pendant des heures. Par contre ils ont démontré aussi que la quête de l'eau représente un lourd handicap pour les femmes et les enfants. Cette corvée empêche les femmes de développer des activités génératrices de revenus et pour les enfants cela les empêche d'aller à l'école.

Conclusion

Dans le village de Digo, il y a trois sources d'approvisionnement : l'eau de source, de puits et de pluie. Celles régulièrement utilisées sont l'eau de source et l'eau de puits. L'accès à l'eau potable dans ce village se fait encore de manière traditionnelle. Cette situation contraint les femmes de Digo à jouer un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et à la sauvegarde de l'eau destinée à la boisson et aux autres usages domestiques. Ces tâches s'avèrent extrêmement difficiles et contraignantes. La situation géographique des points d'eau constitue le principal problème de l'approvisionnement en eau potable dans cette localité. Les femmes sont obligées de descendre à une profondeur de

120 m pour l'eau de roche et de remonter l'eau de puits d'une profondeur de plus de 45 m afin de se procurer de l'eau pour leur famille. Cette forme d'accès à l'eau potable constitue une véritable corvée pour les femmes de Digo, car cela nécessite quotidiennement d'importants efforts physiques qui entraînent de lourdes conséquences sur l'organisme et donc sur la santé. En outre, les femmes et les enfants astreints à la corvée d'eau, ne peuvent pas développer correctement des activités génératrices de revenus pour les premières, et aller régulièrement à l'école pour les seconds. Au regard de ce qui précède des solutions peuvent être envisagées en adoptant des systèmes d'approvisionnement en eau plus modernes et moins contraignants afin de limiter la corvée d'eau assurée par les femmes et les enfants d'une part, et d'autre part, contribuer au développement socio-économique de Digo.

Références bibliographiques

Association Adéquations, 2009, Intégrer le genre dans les actions d'adduction d'eau et d'assainissement, Extrait du Site de Association Adéquations, p. 3, Consulté le 10 mai 2019

<http://www.adequations.org/spip.php?article377>

DJOMO Tiogang Maximilien, MOULENDE Fouda Thérèse, ASSOUMOU Ebo E., WABO A., (2008), « Valeur économique de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des zones rurales au Cameroun », *Tropicultura*, Vol 26, N°4, P224-228

LALANNE Franck, 2012, Fondation 2iE, UNICEF, Etude de la qualité de l'eau le long de la chaîne d'approvisionnement au niveau des consommateurs dans 10 villages de la Province du Ganzourgou, (Région du Plateau Central, Burkina Faso), Rapport, p. 70, Consulté le 10 mai 2019, https://www.unicef.org/.../etude_de_la_qualite_de_leau_dans_dix_villages_de_la_pro...

MIE, Ministère des Infrastructures Economiques, 2012, Tout savoir sur les problèmes de l'eau potable en Côte d'Ivoire, Grand dossier, p. 9, [Consulté le 22 mai 2019](#)

www.mediaterrre.org/afrique-ouest/actu.html

DIAW Modou, El OUARDI Mohamed, FRERE-LOPEZ Jérémy, HERY Anne, HURE Christelle, HURE Françoise, MAHIOU Nacer, SOUTOU Guilhem, 2012, Au plus près des exclus de l'accès à l'eau, Recommandations pour une gestion de l'eau inclusive, efficace et durable, Illustration au Tchad, Secours Islamique France Analyse et plaidoyer, [Consulté le 10 mai 2019](#), www.secours-islamique.org

N'GUESSAN N'Guessan Francis, KOFFI Yoboué Guy Roger, KOUASSI Konan, ASSI-KAUDJHIS Joseph Paul, 2018, « De l'accès à l'eau potable aux risques sanitaires dans la sous-préfecture de Bonon (centre-ouest, cote

d'ivoire) », *Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes*, Numéro 4 Juin ISSN 2521-2125, pp. 201-2014

NJIE By Ndey-Isatou, 2013, Les femmes et la gestion des ressources en eau à des fins agricoles, une voie vers l'égalité des sexes, *Chronique ONU*, Vol. Le No. 1, Consulté le 22 mai 2019,

<https://unchronicle.un.org/.../les-femmes-et-la-gestion-des-ressources-en-eau-des-fins-...>,

OFOUEME-BERTONYolande, 2010 « L'approvisionnement en eau des populations rurales au CongoBrazzaville », *LesCahiersd'Ouvre-Mer* [En ligne], mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 30 mai 2019, URL : <http://com.revues.org/5838> ; DOI: 10.4000/com.5838

LES TRADITIONS D'ORIGINE DES PEUPLES DU TOGO : CAS DES LAMA

Aboubakar TANAI
Université de Lomé
tanaibou@yahoo.fr

RÉSUMÉ

À l'instar de la plupart des populations africaines, les Kabiye ont recours à des mythes de descente du ciel de leurs ancêtres pour justifier leur autochtonie. Ces traditions se retrouvent particulièrement à Farende dans le Lama-Dessi et dans la plupart des groupements lama du massif sud. Cette descente fait l'unanimité dans les différentes traditions du pays lama, mais présentent des divergences quant aux personnages et aux « lieux de descente ». Cependant, l'existence d'une souche pré-kabiye semble incontestable. Cela pose le problème de l'occupation du pays kabiye dont les migrations et le peuplement ancien constituent les principales phases. Le présent article a donc pour objectif de faire ressortir la conception qu'ont les Kabiye de leurs traditions d'origine.

MOTS-CLÉS : *autochtonie, traditions, migrations, pays lama, descente du ciel.*

ABSTRACT

As it is the practice in most of African communities, the lama resort to the myths of their ancestors descent from heaven to prove their autochthonism. These traditions are mainly rampant in Farende located in Lama-Dessi area as well as among most of the lama groups living in the southern massif. This descent is generally admitted in the various traditions of the Kabiye land but differs so far as important persons and the places of the descent are concerned. However, the existence of a pre-kabiye old stock is indisputable. This raises the issue of the occupation of the Kabiye land, the migration and the ancient peoples which represent its main stages. The purpose of this article is to point out the conception that the Kabiye have of the ancestral traditions about their original.

KEYWORDS : *Autochthonism, traditions, migrations, lama land, descent from heaven.*

Introduction

L'histoire de l'Afrique subsaharienne ne peut se passer des sources orales pour sa reconstitution. Mais souvent ces sources font appel aux merveilleux, aux légendes et aux divinités pour expliquer le monde. C'est ainsi que bien des peuples du Togo, comme d'ailleurs beaucoup d'autres peuples à travers tous les continents, se réfèrent à des récits difficilement recevables par des esprits cartésiens, pour expliquer leurs origines.

Les sources orales fournissent de nombreuses indications sur le peuplement ancien qui proclame son autochtonie à travers des récits mythiques désormais bien connus : ancêtres apicaux ou éponymes descendus du ciel, surgis des entrailles de la terre ou encore venus de nulle part. Ailleurs, ils sont dilués dans un amalgame faisant appel aussi bien à l'autochtonie qu'à une migration ancienne à partir des centres célèbres. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, ces traditions sont vivaces chez plusieurs groupes de populations du Togo. Dans l'aire lama, on peut regrouper les populations en deux grandes catégories. Les populations qui ont recours à des mythes de descente de ciel de leurs ancêtres pour justifier leur autochtonie et celles issues des migrations. Ainsi, certaines questions méritent d'être posées. Comment les Lama expliquent-ils leurs origines ? Quelle analyse peut-on faire de ces récits historiques d'origine ?

La problématique du peuplement ancien du pays lama est donc relativement complexe. Les réponses à ces questions sont parfois contradictoires par rapport aux récits de migrations qui fournissent des informations plus ou moins précises sur les lieux de provenance et les mobiles des migrations. Pour répondre à ces interrogations, nous avons mis à contribution les sources orales qui ont été complétées par une bibliographie. Le présent article a donc pour objectif de retracer les différentes traditions des origines en vue d'appréhender encore mieux cette phase de l'histoire de peuplement lama.

1. Présentation du cadre d'étude

L'aire lama est née avec le concept de Lama, forgé par J.-C. Froelich (1963) et correspondant aujourd'hui, du point de vue géographique, à une partie des régions de la Kra et Centrale, au Togo, et à une partie de la région de Djougou dans l'Atakora béninois. Elle est habitée par les Lama, populations dont les mythes d'origine, les pratiques culturelles et culturelles se rattachent plus ou moins implicitement à Farendè dans le Lama-Dessi. Il s'agit donc des Kabiye, Lamba, Logba (ou Lokpa) et Tem de souche lama. Ce sont en fait des groupes ethniques voisins ayant des similitudes au niveau de l'organisation de la société, des coutumes, des techniques de production et d'échanges et parlant des dialectes lama. En d'autres termes, plus que les données géographiques, ce sont les données historiques, politiques, socioculturelles et économiques qui

expliquent leur appartenance à une même aire culturelle. Cette aire, d'après A. Tanai (2013, p. 106) se subdivise en cinq éléments suivant le relief et le dialecte. On distingue :

- les groupements du massif nord, qu'on désigne sous le nom de Lama-Dessi, dans les localités de Farendè Asséré, Kpagouda, Tchiou-Kawa, Assima, Wazilao, Somdè, Pessaré, Kpangoula (Kétao) et Sirka au Togo d'une part puis celles de Tchalinga, Madjatou, Kawado, Kadolassi, Halidokoum, Tchitchakou (dans les environs de Badjoudè) au Bénin d'autre part ;

- ceux du massif sud, à qui l'appellation de Kabiyè s'applique plus particulièrement, avec les groupements de Kidjan (Kouméa Landa, Tcharè, Pya, Tchitchao, Yadè, Bohou, Lama, Lassa et Soumdina;

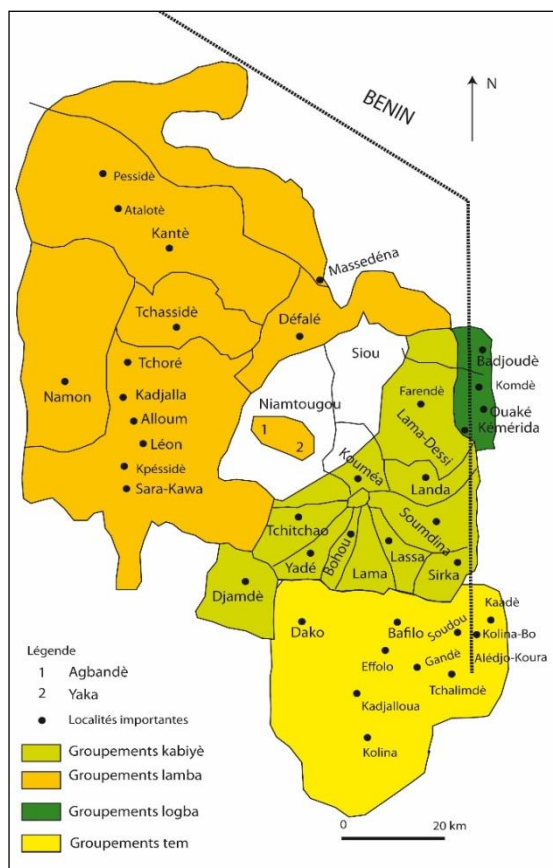
- les Lamba (ou Lama) dans les localités de Défalé, Kantè, Pessidè, Atalotè, Hélotà, Ossacré, Yaka, Agbandé, Sarakawa, Kpessidè, Alloum, Léon, Kadjalla, Massedena au Togo et dans les environs de Korontière (Boukoumbé) au Bénin,

- les Logba ou Lokpa de la Binah et de la région de Djougou avec les groupements de Kéméri, Kadjanga, Tèrouda au Togo d'une part puis ceux de Badjoudè, Ouaké, Bohomdo, Komdè au Bénin d'autre part ;

- enfin, les Tem de souche lama. Il s'agit essentiellement des clans présumés autochtones du pays tem dans les localités de Soudou, Tchilimè, Tchadjalaw, Gandè, Kolo, Agbandaoudè, Kadjalloua, Agaradè, Tagbadè, Effolo, Kolina, Kidèoudè-Bo au Togo et celles de Kaadè, Akaradè, Kolina-Tankoné (Nyoro) dans les environs de Alédjo-Kouraa Bénin.

Ainsi, en dehors des Kabiyè (massif nord et sud), on distingue les Lamba, les Logba et les Tem de souche lama.

Carte : l'aire culturelle lama



Source : Histoire des Togolais (N. L. Gayibor, 1997, p. 96).

2. Le peuplement ancien

Les Lama c'est-à-dire les Kabiye et les groupes apparentés, les Lamba, Logba et Tem de souche lama se disent autochtones, participant à la même « *civilisation de la pierre* » tout comme les Adélé, Akébou et Akposso du Sud-Togo. Ils proclament leur autochtonie à travers des récits mythiques bien connus : ancêtres éponymes descendus du ciel ou encore venus de nulle part.

2.1. Ceux dont les ancêtres « descendus du ciel »

En pays kabiye, les mythes de descente du ciel des ancêtres fondateurs se retrouvent particulièrement à Farendè dans le Lama-Dessi (massif nord) et dans la plupart des groupements kabiye du massif sud.

Selon les traditions de Farendè, le premier lama, Koumbéritou, serait “descendu du ciel” au lieu-dit Eyou Nahori ou Yorou-Nahori (mot à mot, *le Pied de l'homme*, en fait l'empreinte de l'homme). Cependant, d'autres sites également réputés lieux de “descente” du premier homme sont également signalés dans plusieurs groupements kabiye du massif sud. Il s'agit notamment de Kidjan (Kouméa), Tcharè, Pya, Bohou, Lama-Saoudè, Lassa et Soumdina (A. Tanaï, 2012, p. 188).

Photo : Nahori : emplacement présumé de la descente du premier Lama



Source : A. Tanaï (2013, p.76)

D'une manière générale, tous ces groupements, bien que s'affirmant autochtones de l'espace qu'ils occupent aujourd'hui, reconnaissent, çà et là, l'existence d'un peuplement plus ancien, symboliquement réduit à la présence d'un homme ou d'un couple. Ces traditions sont, par ailleurs, renforcées par l'existence de preuves matérielles ou archéologiques, notamment à Farendè, Lama-Saoudè, Pya Bohou, Soumdina et Djamdè où la présence de quantités de scories, en particulier au pied et sur les flancs des montagnes, prouve une importante activité métallurgique. En dépit de l'existence probable de ce peuplement ancien, les mythes d'origine des groupements de l'aire lama se réfèrent presque tous à l'apparition d'un ancêtre « descendu du ciel » à Farendè dans le Lama-Dessi. Ce dernier toponyme qui signifie « maison des Lama » qu'on pourrait traduire par « berceau des Lama », semble établir une antériorité du peuplement du massif nord sur celui du massif sud.

2.2. Ceux dont les ancêtres sont venus de nulle part

Il s'agit principalement des Koli du pays tem. En effet, avant l'arrivée des Mola d'origine gourma au XVII^e siècle, la zone montagneuse au sud de la rivière Kara était occupée par un certain nombre de clans parlant une langue du groupe lama. Il s'agit des Baro, Bogum, Koli, Kozi-Nawô, Nèkèrè et Ourouma. Ces groupes font partie du peuplement autochtone de la chaîne atakorienne et des massifs Kabiye (N. L. Gayibor, 1997, p. 345). Pour les Koli, qui linguistiquement appartiennent au groupe lama, ils affirment avoir toujours vécu les lieux qu'ils occupent actuellement, donc venus de nulle part.

Ainsi, quelques-uns informateurs⁴¹ du clan koli interrogés dans plusieurs localités du pays tem, estiment leurs ancêtres sont toujours restés sur place avant l'arrivée de tous les autres clans. Cependant, ceux-ci ont toujours montré la région des monts Soudou-Dacko, Alédjo et Malfakassa, comme le berceau de leurs ancêtres. D'après Issa-Koly Seydou⁴², interrogé à Agaradè⁴³:

« Nous sommes des Koli, propriétaires des terres en tant que fondateurs du village. Notre collectivité existait ici il y a très longtemps. Selon nos parents, le village a pris naissance à partir des falaises superposées du mont Lazî⁴⁴ pour y trouver des cailloux de fer (magnétite).

⁴¹ Akondo Moustafa (68ans) chasseur ; Akpo Kibandou (85ans), cultivateur et Apha Biao (70 ans), notable, entretien du 20/09/2008 à Bafilo

⁴² Issa-Koli Séidou (75 ans), commissaire à la retraite, entretien du 29/08/2008 à Agaradè (Bafilo).

⁴³ Un des groupements koli du pays tem, dans les environs de Bafilo Naguère, les habitants d'Agaradè travaillaient le fer. On y trouve des traces de fourneaux et aussi de nombreuses scories.

⁴⁴ Un des plus hauts sommets de la chaîne d'Alédjo. En effet, les monts Lazi, Agbangaboa, Afondo et Assoli (qui a donné son nom à la préfecture) forment ce que nous appelons les monts Alédjo.

C'est après que tous les autres clans comme les Mola, Daro, Nintché, Dikéni, Touré... s'ajoutèrent à nous. »

À Kolina et à Kidèoudè dans le Tchaoudjo, certains informateurs⁴⁵ affirment être autochtones de leurs villages respectifs il y a belle lurette. Ils considèrent Tabalo laissé aux Mola dans le Malfakassa comme la source de leur diaspora.

Une autre tradition recueillie par D. Alassani (2010, p. 28) rapporte : *« Tabalo appartenait aux Koli. C'est par un geste d'hospitalité que nos ancêtres se sont entendus pour faire de Tabalo un village mola comme signe de respect à leurs hôtes (l'expression Tabalo signifiant ami). Allez à Tabalo, cette petite pierre blanche qui s'appelle "bèsséli-bada-bizɔ" (litt. soulèvement impossible) est une propriété des Koli. Aucun Mola à part les Koli, personne ne peut la soulever. C'est l'une des preuves que Tabalo appartenait aux Koli. »* Et Akpo Kibandou⁴⁶ d'ajouter que c'est de Tabalo que les Koli se sont dispersés pour aller fonder de nombreuses localités du pays tem (Kolina, Kidèoudè, Tchalanidè, Effolo, Agaradè et même du pays kabyè.

Une autre tradition du pays tem recueillie par M. Tchanilé (1987, p. 29) rapporte :

« Toutes les montagnes qui nous entourent (monts de Fazao monts Koronga) étaient habitées dans le temps par des Kabyè dont nous sommes les descendants ; toute la région leur appartenait ; pendant les périodes de troubles (périodes de guerres et d'esclavage), les Kabyè durent abandonner la région pour aller chercher refuge ailleurs. Le mouvement de départ a été décidé après la découverte d'endroits jugés favorables... Les Kabyè de la région de Tchaoudjo durent donc émigrer vers cette région plus sûre, fuyant ainsi les razzias d'esclaves ; par la même occasion, d'autres populations quittaient la région pour celle de Bassar » Ces propos avancés par M. Tchanilé nous permettent de faire un certain nombre d'observations. D'abord, Tchanilé reprend en quelque sorte la thèse de J. C. Froelich (le repli des Lama dans les montagnes « refuges ») qui est désormais battue en brèche par les travaux de N. L. Gayibor (1997 : 95-105). Ensuite, il est désormais clair que l'utilisation du terme kabyè auquel fait allusion l'auteur n'apparaît que bien plus tard avec la conquête coloniale. Avant cette période, chaque groupe kabyè ne s'identifie qu'à son terroir. Enfin, le témoin de Tchanilé sans doute influencé par le poids du présent, confond ici les Koli aux Kabyè. Cependant, il établit bien que les Koli étaient en place avant l'arrivée des Mola. Cette étroite collaboration semble avoir établi des liens assez anciens entre Koli et Mola.

⁴⁵ Tchagbélé Akpo (70 ans), notable ; Tchassama Ali (69 ans), devin, entretiens du 30/08/2008 à Kolina.

⁴⁶ Akpo Kibandou (85 ans), cultivateur, entretien du 28 septembre 2008 à Tabalo.

Par ailleurs, en dehors de Tabalo dans le Malfakassa, le centre de gravité du peuplement koli en pays tem semble être le village d'Effolo dans la région de Bafilo (entre Tabalo et Dawdè).

Ces récits mythiques, qui se retrouvent dans beaucoup de cultures à travers le monde, sont la manière dont ces peuples expriment leur autochtonie, c'est-à-dire leur qualité de premiers occupants du territoire. Ici, Les Koli occupent leur espace depuis si longtemps que plus personne ne sait à quelle époque remontent ces migrations, ni d'où elles sont venues.

Très tôt, ce peuplement ancien va être submergé par des groupes de migrants venus d'horizon divers pour diverses raisons.

3. Les groupes issus des migrations

Le sud de l'aire lama a été pendant longtemps une zone d'intenses migrations. Ainsi, des vagues de migrations surtout soudanaises vont se succéder notamment en pays tem et logba du XVII^e siècle jusqu'à nos jours. Au fil des temps, les hommes se sont déplacés pour diverses raisons. Parfois, on se déplace pour échapper à un danger ou à des catastrophes naturelles ; dans bien d'autres cas, c'est pour fuir un ennemi ou pour rechercher d'autres endroits plus paisibles. Ainsi se dresse l'histoire des origines, façonnée par tous ces divers déplacements des hommes. Et le temps passant, certains peuples installés depuis longtemps sur un site ont tout simplement oublié leurs différents mouvements migratoires et se présument autochtones en reléguant les arrivants récents au rang d'étrangers ou d'immigrés. Mais l'historien, comme le suggère A. Toynbee (1975), doit procéder, de fond en comble et objectivement à travers les traditions, à une analyse sérieuse et probante en vue d'une reconstitution de l'histoire qui recherche sa place dans le tournant nouveau de l'histoire universelle. Quoi qu'il en soit, toutes ces considérations sont à relever de façon objective avec un regard d'historien et non celui tout court d'un conteur ou d'un fabuliste.

3.1. Les migrations anciennes du pays tem

Il s'agit principalement des clans tem tels que les Mola, Daro, Nintché, Dikéni et Lowô et de certains groupes logba qui sont venus s'ajouter aux présumés autochtones du pays tem (Nawo, Sando-Bogum, Ourouma Tcharé-Nèkèrè, Wadou...).

- Les Mola

Les Mola seraient de la première vague des envahisseurs gourma apparus à la fin du XVII^e siècle. L'origine des Mola fondateurs de plusieurs chefferies¹ du pays a fait l'objet de plusieurs études. En effet, les administrateurs coloniaux tels que J. C. Froelich (1947, 1963), P. Alexandre (1963) et R. Cornevin (1969, 1973, 1988) qui entamèrent les premières recherches sur le passé historique des Tem et certains chercheurs français comme J. C. Barbier (1983, 1984, 1988) et togolais à l'instar de K. Baba Nakom (1981), M. Tchanilé (1987), I. M. Banna (1989), N. L. Gayibor (1997, 2005), B. Tcham (1997), A. Tanaï (2013) révèlent que les Mola seraient originaires du pays gourma dans l'actuel Burkina Faso. Ces versions attribuent aux Mola une origine gourma, comme en témoignent les scarifications et les excellentes relations à plaisanterie⁴⁷ qui existent entre les deux communautés.. L'aboutissement de cette longue migration fut Tabalo au cœur de la zone montagneuse de Malfakassa d'où devraient partir plus tard les fondateurs des chefferies mola du pays tem.

À ce premier groupe de migration ancienne, d'autres (d'origines non gourma) vinrent s'ajouter.

- Les Daro

L'histoire de la migration de ce groupe semble intimement liée à celle des Mola à Tabalo en provenance du nord-ouest. D'origine dagomba, les Daro auraient cohabité avec les Mola en pays bassar avant d'atteindre le pays tem. D'après J. C. Froelich (1963), les Daro représentent un groupe dagomba anciennement installés à Bassari avant que certains éléments soient venus se fondre parmi les Kotokoli. Selon la tradition, après Tabalo où les Daro ont retrouvé leurs alliés mola, ceux-ci ont continué devant dans le Fazao pour fonder leur premier village (Ndou-Ngoni) avant leur installation définitive à Tchalo. Les Daro auraient quitté le pays dagomba⁴⁸ probablement à cause de l'insécurité grandissante liée à la chasse aux esclaves organisée par le souverain ashanti Opoku Ware. Cette cohabitation avec les Mola depuis le pays bassar serait à l'origine de la confiance que ces derniers auraient placée au clan daro d'être

⁴⁷ Elle est étendue aux Moba.

⁴⁸ Les différentes chefferies bassar semblent avoir vécu dans une rivalité permanente, source de nombreux conflits. Ces conflits opposèrent surtout Bassar aux Dagomba. Ceux-ci, sommés par les Ashanti à partir de 1744 (milieu du XVIII^e siècle) d'honorer le paiement du tribut de deux mille esclaves, entreprirent la guerre contre Bassar (N. Gayibor 1997, p. 361).

arbitre⁴⁹ et juge dans la désignation de leurs chefs dans diverses chefferies du Tchaoudjo.

- Les Nintché, Tchiéda et Adolé

À propos de ces deux clans, J. C. Froelich (1963, p. 53) écrit :

« Il y a sept générations environ, les Be-Tyamba se sont rassemblés dans la région de Bassari, tandis qu'un groupe important d'entre eux s'installait à Tchamba à l'est de Tchaoudjo. Certains Be-Tyamba se sont fondus dans le peuple kotokoli, ce sont les clans nintye (Nintché), tyada (Tcheda) et lambu (Lawbu, pl. Lawbia). »

Le clan nintché -installé à Bowouda au pied du mont Koronga à l'est de Sokodé et le clan tyeda ou tchiéda (installé entre les localités de Koumondé et Bola dans l'Assoli) sont d'origine bassar (be-tyamba). Ils sont aussi présents à Fazao où ils fondent le village de Boulohou. Au sein de ce clan, les hommes portent le nom de Tchiéda, tandis que les femmes sont connues sous l'appellation de Nada. Les Adolé forment un clan originaire de Siaré dans l'Adjouti (I. M. Banna 1989, p. 53). Leur village originel est Bola au nord de Koumondé, mais on les retrouve aussi à Kpalada à Tchalanidé où ils vivent avec les Koli. En effet, que ce soit Lawbu, Adolé ou Tchala, il s'agit du même clan. En réalité, le terme adolé est attribué aux hommes, celui de Lawbu aux femmes alors que Tchâla est la divinité protectrice de ce clan⁵⁰, Les Adolé-Lawbia ou Tchalabia partagent une responsabilité importante avec les Koli dans la chefferie mola de K'gbafoulou. Ce sont les Adolé-Lawbia qui intronisent le chef mola, après que celui-ci fut désigné par les Koli.

- Les Dikéni

Les Dikéni sont venus de Kalanga en pays bassar. Les massifs de Tchaoudjo, plus précisément le mont Koronga serait le point de chute de ce groupe dont une partie s'en alla vers l'est pour fonder Dantcho en pays tchamba. D'après les informations recueillies, les Dikéni étaient de redoutables chasseurs, une activité qui les poussa à émigrer en pays tem à Kolina où ils ont tissé de bonnes relations avec les Koli. Ces derniers fabriquent les outils de chasse pour les chasseurs dikéni.

⁴⁹ Depuis l'origine, le choix du souverain était detenu par les Nawô, pouvoir qu'ils ont perdu au temps de Ouro-Koura au profit du clan daro. C'est ainsi qu'ils faisaient (les Mola) la cour aux Daro au moment des élections qui pouvaient être truquées en faveur du candidat qui aurait obtenu la faveur de l'arbitre (A. Tchagnaou, 2007, p. 30).

⁵⁰ Tchalabia signifie les enfants de la divinité Tchâla (D. Alassani, 2010).

- Les Louwô

Les Louwô venus d'Alédjo-Koura (actuel Bénin), s'installèrent à Koumondè et à Alédjo-Kadara. En réalité, ce sont les Yao qui une fois à Koumondè et à Alédjo-Kadara ont changé de coutume et de nom pour devenir Louwô. Selon J. C. Barbier (1984 : 13), les Yao sont originaires du pays yorouba. Il note à cet effet que « *le fondateur d'Alédjo-Koura, serait Yorù Asaí du clan yao qui serait venu de la ville de Léza en pays yorouba.* » Mais les Yao ou Louwô dont il est question ici affirment venir d'Alédjo-Koura,⁵¹ chefferie que leurs ancêtres avaient créée. Les Louwô sont des chefs à Alédjo-Kadara et à Koumondè où ils partagent la chefferie avec les Bogum. Ils reconnaissent qu'à l'arrivée de leurs ancêtres, les Koli existaient déjà sur les montagnes qui entourent le site actuel d'Alédjo Kadara (D. Alassani 2010).

Il faut attendre au plus tôt le début du XVIII^e siècle et au plus tard la fin du XVIII^e siècle pour voir l'arrivée d'autres groupes d'immigrants porteurs de l'islam à ces populations anciennement établies.

3.2. Les migrations récentes

À l'arrivée de ces différents groupes, des premiers anciennement établis étaient déjà intégrés linguistiquement et culturellement aux Koli et autres groupes présumés autochtones (Nawô, Bogum, Ourouma, Tcharè-Nèkèrè et Wadou). Il s'agit notamment des commerçants musulmans d'origine mandé (reconnus par leurs patronymes) qui traversaient le pays tem par K'gbafulu (Bafilo) ou par Didaourè (Sokodé) en direction de Salaga dans l'actuel Ghana. Appelés *égoma* (étrangers), ils sont à l'origine de l'introduction de l'islam en pays tem et fondateurs des Didaourè et Zongo de Bafilo et de Sokodé. On note entre autres, les Touré d'origine mandé et venus s'installer en milieu tem, après avoir transité par le pays haoussa et la région de Djougou. C'est à juste titre que P. Alexandre et J. C. Froelich (1960 : 228) les présentent comme les premiers musulmans apparus en pays kotokoli au XVIII^e siècle ; ce qui leur confère le privilège en pays tem par rapport aux autres groupes mandé, que le *Maluma-Ouro*, ou chef des musulmans soit choisi dans leurs rangs ; un privilège qu'ils partagent avec les Traoré, qui vinrent immédiatement après eux. Ils sont réputés (les Traoré) dans l'enseignement du Coran ; ce qui fait d'eux de grands marabouts propagateurs de l'islam. Ils sont aussi spécialisés dans le commerce caravanier de la cola et dans le tissage de pagnes traditionnels *sata*.

⁵¹ Informateurs : Ouro-Agoro Tchakpedi (78 ans) ; cultivateur ; Nassam Bawa (80 ans) ; Aboudoulaye Sama (75 ans), notables, entretien du 28/11/2008 à Alédjo-Kadara.

Les Mendé quant à eux seraient originaires du pays haoussa. Mais ils sont en réalité un clan mandé (A. Ouro-Djéri, 1989, p.32) et portent au front une cicatrice très caractéristique qui permet de les identifier. Ils sont de véritables griots batteurs de tam-tam d'aisselle. En ce qui concerne les Fofana ou Fafana ils seraient d'origine mandé venus de Nounkou (Fada N'gourma) après avoir transité par Djougou, Séméré et Aledjo-Koura (J. C. Barbier, 1984, p. 20). Le commerce à longue distance les conduisit dans l'espace tem.

Les Wattara quant à eux sont des Anoufom venus de la région de Mango (R. Adom-Tchitcha, 2009, p. 39). Ils appartiennent au peuple anoufo composé de différents groupes. Les Nzoko sont ainsi des princes wattara d'origine mandé. On sait qu'une fois installés à Mango, les Anoufom poursuivent leur épopée vers le sud, pour des raisons stratégiques ou commerciales (B. Tcham, 2003, p. 319), et certains comme les Wattara se fixèrent en pays tem. Ils se firent commerçants ou tisserands et sont à l'origine de l'introduction du métier à pédale en pays tem probablement au début du XIX^e siècle. On les identifie par la marque de quatre cicatrices longitudinales du crâne au menton et trois autres aux deux jonctions des lèvres vers la tempe (R. Adom-Tchitcha, 2009, p. 23). Enfin, les Komaté (ou Konaté, Kinassè), les Bayor constituent d'autres groupes d'origine mandé venus de l'ouest. Leurs ancêtres pratiquaient vraisemblablement le commerce caravanier à longue distance. Par ailleurs, comme le pense A. Kouanda (1984), les Konaté apparentés aux Koanda du Moogo seraient des Yarsé⁵² qui auraient introduit la danse *takaye* ou danse du bâton⁵³ en pays tem. Tous ces groupes d'immigrants anciennement ou récemment installés vont s'intégrer linguistiquement et culturellement aux présumés autochtones pour former le pays tem.

Qu'est est-il des Logba dont certains groupes se réclament du Gourma historique ou du pays bariba ?

- Les Logba d'origine gourma

Outre les Logba de souche lama, on distingue d'autres groupes d'origine gourma ou mandé et bariba. Tous ces groupes vont y immigrer de manière tout à fait pacifique, ce qui ne sera pas le cas par la suite notamment dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle lorsque la chasse à l'esclave devint l'une des

⁵² Ils avaient introduit la danse *takaye* dans le Moogo (actuel Burkina Faso).

⁵³ On l'exécute souvent lors des fêtes du ramadan et de la tabaski ainsi que lors des baptêmes et mariages.

préoccupations majeures des royaumes bariba (Kouandé, Nikki, Birni). Ces différents éléments se sont assimilés aux Lama avec lesquels ils forment la communauté logba. Les causes sont, entre autres, l'insécurité grandissante liée aux conflits de succession au trône dans le Gourma, le commerce caravanier de la cola et la chasse aux esclaves.

Les Logba d'origine gourma se concentrent surtout à Boumdo qui semble être leur « berceau ». Bien qu'ils soient plus connus sous les patronymes Fofana, Konaté et Traoré (qui indiquent plutôt une origine mandé), ils se disent Gourma (G. K. Nimon-Toki, 2008, p. 17-18). La présence des Gourma dans la région serait liée au fait qu'à la tête de la chefferie de Kilir (Djougou) se trouvait un Gourma qui avait guéri la plaie de la fille du souverain des lieux (E. Solititoke, 2007, p. 29). Il existe cependant plusieurs traditions à propos des migrations gourma en pays logba.

D'après d'autres traditions logba, les localités de Boumdo et de Komdè seraient peuplées des clans d'origine gourma. Ils auraient quitté la région de Fada-N'gourma après avoir transité par le pays bariba (Kouandé et Birni)⁵⁴ et Djougou. Sous la conduite de Oula Yawou, les Gourma auraient atteint Boumdo puis Komdè où ils se seraient intégrés aux Lama (N. Gayibor 1997 ; E. Solitoké 2009).

D'après une autre version indique que les Gourma seraient à l'origine du début de la centralisation du pouvoir en pays logba. Dans tous les cas, l'arrivée des Gourma en pays logba marque le début de la centralisation du pouvoir à Boumdo et à Komdè comme le signale Y. Person (1956, p. 98) : « *Les deux antiques groupements de Koumdé, partie du clan koumaté et de Boumdo se partageaient l'hégémonie rituelle et politique selon une antique règle d'alternance.* »

Cependant, les Gourma ne furent pas les seuls à favoriser l'émergence d'un pouvoir centralisé en pays logba, il faut aussi reconnaître le rôle joué par les clans bariba.

• Les Logba d'origine bariba

Difficiles à identifier, en raison de l'importance du brassage avec les Lama, on peut cependant les reconnaître par l'activité de la forge dont ils restent les maîtres et le patronyme Worou que certains portent (E. Solitoki 2009, p. 16). À Badjoudé, un groupe de Bariba (Baatonu), venus de Kouandé se sont installés

⁵⁴ Informateurs : Alfa Kom (75 ans) cultivateur ; Yolou Aliou (80 ans), chef de lignage, entretien du 28/09/2008 à Komdè.

pour créer le lignage de Koladè⁵⁵ (chez les forgerons). Une fois sur place, ils continuèrent à exercer leur métier d'origine qui était la forge tout en participant au trafic des esclaves. Leur installation remonterait au XVIII^e siècle lorsque le Kondésékou (chef de Badjoudè) sollicita l'appui du roi de Kilir (Djougu) qui se réclamait du roi de Nikki en pays bariba (Y. Person 1956 : 40). Ils n'ont introduit aucune réforme, ni aucune institution politique. Seulement, ils étaient des tambourinaires au service de Kondésékou, chef de Badjoudè. En revanche, les Bariba installés à Komdè ont joué un rôle politique très important.

Conclusion

En somme, l'histoire de l'Afrique ne peut se passer des sources orales pour sa reconstitution. Elles fournissent de nombreuses indications sur le peuplement ancien qui proclame son autochtonie à travers des récits mythiques. Le sens véritable de ces traditions traduit l'ancienneté de l'occupation du territoire aujourd'hui togolais par ces populations. Sur ce peuplement ancien, sont venues s'installer des vagues d'immigrants en provenance d'horizons divers. En ce qui concerne l'occupation du pays lama, les migrations et le peuplement ancien constituent les principales phases.

Il ressort que Lama-Dessi ou « berceau » des Lama a constitué un centre important de dispersion des groupes de l'aire lama. A ces premiers occupants, dont les origines semblent être lointaines, sont venus s'ajouter, à partir du XVII^e siècle, des groupes de migrants, notamment dans les parties méridionales et orientales de l'aire lama. D'abord les Gourma qui sont à l'origine de l'introduction d'un embryon de pouvoir centralisé dans le sud de cette aire ; ensuite les Mandé et Bariba qui, dans le cadre du commerce caravanier de la cola, introduisent l'islam et contribuent à certaines mutations d'ordre économique, social et culturel.

⁵⁵ Informateurs : Téou Ayola (75 ans), cultivateur ; Awizoba Tchakou (70 ans), chef de lignage ; Sonkaï Brala (68 ans), notable, entretien du 25/05/2009 à Badjoudè

Sources et bibliographie

❖ Les sources orales : liste des informateurs

N°	Noms et Prénoms	Âge	Statut social	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien
01	Abéréte Nouhoum	68 ans	Cultivateur	Koussountou	28/10/2009
02	Aboudoulaye Sama	75 ans	Notable	Alédjo-Kadara	28/11/2008
03	Adjam Assélaba	70 ans	Cultivateur	Massédéna	27/09/2009
04	Adom Bouraïma	65 ans	Notable	Koumondè	28/07/2007
05	Adom Kéléou	70 ans	Cultivateur	Djamdè	23/05/2008
16	Akondo Moustapha	68 ans	Chasseur	Bafilo	8/08/2009
17	Akpo Izéfou	70 ans	Notable	Loongadè	10/03/2008
18	Akpo Kibandu	85 ans	Cultivateur	Tabalo	9/04/2008

❖ Bibliographie

ADOM-TCHITCHA Razak, 2009, Le tissage en pays tem : Bafilo de l'arrivée des Wattara (XIXe s. à la crise économique de 1929, 101 p.

AGBA Demba Kadira, 2008, *Monographie du canton de Soudou du XVIII^e siècle à 1992*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UL, 83 p.

ALASSANI Djalilou, 2010, *Histoire et travail du fer des Koli en pays tem : du XIV^e siècle à la conquête coloniale*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UK, 115 p.

- ALEXANDRE Pierre., 1963 : 1963, « Organisation politique des Kotokoli du Nord-Togo », in *Cahiers d'études africaines*, vol. 4, n° 14, 2^e cahier, pp. 228-275.
- ALEXANDRE Pierre & FROELICH Jean Claude, 1960, « Histoire traditionnelle des Cotokoli et des Bi-Tchambi du Nord-Togo in *Bulletin de l'IFAN*, Vol XXII, n° 1-2, pp. 221-275.
- ALI-NAPO Pierre., 1976, *La formation territoriale du Togo*. Thèse de doctorat de 3^e cycle en histoire, Paris I, 2 tomes, 633 p.
- BABA Nakom, 1981, *L'origine, la migration, l'installation des Kotokoli à Tchaoudjo (Tog)*. Mémoire de fin de stage de formation à la fonction d'inspecteur à l'École Normale de Saint Cloud CERE, Paris, 236 p.
- BANNA Issa Mola, 1989, *Contribution à l'histoire des Temba (Kotokoli) : histoire de la chefferie mola de K'gbafulu (Bafilo)*. Mémoire de maîtrise d'Histoire, UB/Lomé, 104 p.
- BARBIER Jean Claude, 1983-1988, *Histoire régionale du centre du Togo* ; UB/Lomé et ORSTOM, 145 p.
- BARBIER Jean Claude, 1984, « Contribution à l'histoire régionale du Centre-Togo. Exemple de la chefferie Tem de Dawdè ». Togo, Ministère de l'Éducation Nationale, Lomé, in *Acte du séminaire UCLAUB sur les sciences sociales*, Vol 1 pp. 106-119.
- CORNEVIN Robert., 1964 : « À propos des Cotokoli du Moyen-Togo », in *NA*, no 101 pp. 7-11.
- CORNEVIN Robert, 1988, *Le Togo : des origines à nos jours*, Paris, Académie des Sciences d'Outre-mer, 556 p.
- FROBENIUS Léo, 2002, *Le Nord-Togo en 1908/1909*. Texte de Leo Frobenius. Les Chroniques anciennes du Togo, n° 9 Lomé, Editions Haho, Presses de l'UL ; Paris, Editions Karthala, 520 p.
- FROELICH Jean Claude., 1947, *Ethnologie du cercle de Sokodé. Territoire du Togo placé sous mandat de la France*, Dakar, IFAN, 30 p.
- FROELICH Jean-Claude., ALEXANDRE Pierre et CORNEVIN Robert, 1963, *Les populations du Nord-Togo*, Paris, PUF, 200 p.

- GAYIBOR Nicoué Lodjou (dir.), 1997, *Histoire des Togolais*. Vol I : *Des origines à 1884*, Lomé, PUB, 443 p.
- GNON Kondi, 1998, *Bassar, des origines à la conquête coloniale*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UB/Lomé, 130 p.
- IROKO Félix, 1988, « Commerce caravanier, facteur de naissance et de développement de Djougou dans l'Atakora », in *Processus d'urbanisation en Afrique*, Paris, l'Harmattan, pp. 41-50.
- ISSAKA Iliassou, 1992, *Commerce caravanier et peuplement : le cas de Didawuré de Bafilo*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UB/Lomé, 215 p.
- KLEIN Bernard et BARBIER Jean-Claude., 1995 : *Sokodé, ville multicentrique du Nord-Togo* Paris, ORSTOM, 135 p.
- KOUANDA Assimi, 1984, Les Yarsé : fonction commerciale, religieuse et légitimité culturelle dans le pays moaga. Thèse de doctorat de 3^e cycle en histoire, Paris I, Panthéon Sorbonne, 378 p.
- MAMAH Fousséni, 1984, *La culture traditionnelle et la littérature orale des Tem*. Thèse de doctorat de 3^e cycle en philosophie, Université J. W. Goethe, Frankfurt-Sur-Le Main, Stuttgart, F. Verlag Wiesbaden GMBH, 336 p.
- NIMONTOKI Gnaku Kouméalo, 2008, *Le pays logba, des origines à la conquête coloniale*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UL, 76 p.
- OURO-DJERI A, 1989, *Eléments de polémologie en pays tem ; cas des Sémassi de Paratao (1880)*. Mémoire de maîtrise d'histoire, UB/Lomé, 111 p.
- SOLITOKÉ Essoham, 2009, *Le pays logba du XV^e au XIX^e siècle*. Mémoire de DEA d'histoire, UL, 109 p.
- TANAÏ Aboubakar, 2012, « Esclavage et traite négrière dans l'aire lama : rôle des Sémassi dans l'approvisionnement des marchés d'esclaves (XVII^e-XIX^e siècles) » in *Mosaïque*, Revue interafricaine de Philosophie, Littérature et Sciences Humaines, n° 013, pp. 269-282.
- TANAI Aboubakar, 2013, *Aire culturelle lama (Togo-Bénin) du XVII^e siècle à 1898*. Thèse de doctorat unique d'histoire, UL, 548 p.
- TCHAGNAOU Akimou, 2007, Les nouvelles hégémonies de la région septentrionale : le royaume tem du Tchaoudjo. Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Lomé, 95 p.

- TCHAM Badjow, 1997, *Histoire et traditions du Nord-Togo*, Lomé, PUB, 2^e Éd. revue et augmentée, 99 p.
- TCHAM Badjow, 2009, « Travail du fer et peuplement du centre du Togo: les Koli du XIV au XIX^e siècle », in *Cahiers du CERLESHS*, Tome XXIV^e, n° 34, pp. 50-90.
- TCHANILE Modjoliblo Baba, 1987, *Contribution à l'étude du mariage traditionnel en pays kotokol : cas du village de Kidèoudè (préfecture de Tchaoudjo-Togo)*. Thèse de doctorat de 3^e cycle (Ethnologie), EHESS, 347 p.

GESTION DES EXCREMENTS ET DES URINES HUMAINS DANS LA COMMUNE DE GLAZOUÉ (BENIN)

Christian BAMAHOSSOVI, Akibou A. AKINDELE, Mathieu C. LANOKOU
et Euloge OGOUWALE

Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

christouvi@yahoo.fr

Résumé

Au Bénin, 80 % des ménages ruraux n'ont pas accès à des latrines et les maladies hydriques représentent 49 % de la situation épidémiologique nationale. La recherche a étudié la gestion des excréments et des urines dans la Commune de Glazoué.

La démarche méthodologique adoptée est axée sur la collecte des données (à travers la recherche documentaire et les investigations socio-anthropologiques) auprès des ménages, le traitement des données (socio-sanitaires) et l'analyse (à l'aide du modèle ICR : Identification Caractérisation Réponses ;) et l'interprétation des résultats.

Dans la Commune de Glazoué, 90 % des latrines sont traditionnelles et vidangées de façon mécanique. Le manque de latrines engendre la défécation dans la nature (80 % des interviewés) qui pollue (eaux, sol, l'air) et cause des maladies (diarrhée, choléra). Les toilettes écosan assurent la valorisation agricole biologique des excréments et des urines. Les latrines ECOSAN sont construites hors sol et de sorte à séparer les urines des excréments en vue de faciliter le traitement. L'urine, recueillir et conservée dans un bidon exposé aux rayons solaires pendant 6 mois, voit tous ses nuisibles neutralisés. Les excréments humains collectés dans des fosses à couvertures métalliques exposées aux rayons solaires pendant 12 mois, ont leurs nuisibles neutralisés. En effet, les urines sont très riches en azote et moyennement riche en phosphore et en potassium tandis que les excréments sont riches en phosphore et en carbone organique. Ainsi, la combinaison des deux permet de satisfaire les besoins des plantes.

Mots clés : *Commune de Glazoué, valorisation, urine et excrément humain, modèle ICR*

Abstract

To Benin, 80 % of the farming households don't have access to latrines and the water illnesses represent 49 % of the national epidemiological situation. Research studied the management of the excrements and urines in the Township of Glazoué.

The adopted methodological gait is centered on the collection of the data (through the documentary research and the socio-anthropological investigations) by the households, the treatment of the data (socio-sanitary) and the analysis (with the help of the ICR model: Identification Characterization Answers;) and the interpretation of the results.

In the Township of Glazoué, 90 % of the latrines are traditional and drained in a mechanical way. The lack of latrines generates the defecation in the nature (80 % of the interviewees) that pollutes (waters, soil, air) and reason of the illnesses (diarrhea, cholera). The toilets écosan assures the biologic agricultural

valorization of the excrements and urines. The ECOSAN latrines are constructed out soil and in order to separate the urines of the excrements in order to facilitate the treatment. Urine, to collect and kept in a can exposed to the solar rays during 6 months, sees all his/her/its harmful neutralized. The human excrements collected in pits to metallic covers exposed to the solar rays during 12 months, have their harmful neutralized. Indeed, urines are very rich in nitrogen and fairly rich in phosphor and in potassium while the excrements are rich in phosphor and in organic carbon. Thus, the combination of the two permits to satisfy the needs of the plants.

Key words: township of Glazoué, valorization, urine and human excrement, ICR model,

Introduction

Le continent africain compte actuellement environ 300 millions de personnes n'ayant pas accès à une eau potable et une proportion encore plus élevée sans installation sanitaire adéquate. Les populations rurales sont les plus touchées et sont davantage la proie des maladies liées au manque d'eau potable et d'assainissement ; le temps et les efforts nécessaires pour assurer l'approvisionnement en eau empêchent les femmes de se consacrer à d'autres activités économiques et les enfants d'aller à l'école. Ce sont là autant de problèmes qui contribuent à perpétuer la pauvreté en milieu rural (FAD, 2004 : 14).

L'amélioration de l'assainissement et des adductions d'eau constitue un investissement qui mérite la priorité dans les pays en développement car il se situe au premier plan des progrès à réaliser en matière

d'hygiène dans les collectivités rurales et urbaines. L'importance que l'on attache à l'assainissement s'inscrit dans un mouvement pour la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme - les soins de

santé, le logement, de l'eau propre, un assainissement approprié et une nourriture convenable. Ce mouvement a contribué au passage de la médecine curative à la médecine préventive et à l'instauration,

dans les années 1980, de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (OMS, 1995 : 14).

Avec une augmentation du taux de couverture en assainissement de 5 % entre 1990 et 2004, la région d'Afrique sub-saharienne affiche le plus faible taux de couverture en assainissement à l'échelle mondiale. Avec un taux de couverture de 33 % en 2004, le Bénin est en dessous de la moyenne de la région qui a été de 37 % pour la même année (MMEE, 2007 : 4).

En matière d'assainissement, 66% de la population béninoise n'a pas accès à des services adéquats d'assainissement de base, et seulement 15% évacuent correctement leurs déchets. Actuellement, l'assainissement semble être réduit à la latrinisation. En 2007, le taux de couverture nationale en latrines familiales est estimé à 33,8% avec une déclinaison de 16,8% pour le milieu rural et 61,0% pour l'urbain (Livre bleu Bénin,

2009 : 13). De plus, 2,5 millions de béninois utilisent des latrines insalubres ou partagées et 5,2 millions n'ont pas de latrines du tout et font leurs besoins en plein air. Le quintile le plus pauvre est 25 fois plus susceptibles de pratiquer la défécation en plein air que le plus riche. Cela fait que le Bénin perd 52 milliards XOF chaque année à cause d'un mauvais assainissement (WSP, 2012 : 2).

Selon le Ministère de la Santé du Bénin (2010), plus de 61% des ménages ne disposent d'aucun type de toilettes, dont 8% à Cotonou, 42% dans les villes autres que Cotonou et 81% en milieu rural. Les latrines sèches sont les ouvrages les plus utilisés et seuls 2% des ménages disposent de toilettes avec chasse d'eau (MS, 2010 : 6).

Selon les données d'EMICOV 2009, 84,1 % des ménages en zone rurale ne disposent pas de latrine ou de toilettes contre 18,3 % en milieu urbain. Le département du Littoral (Cotonou) enregistre la plus faible proportion de ménages ne disposant pas de latrine ou toilettes (9,4 %), alors que les taux les plus élevés sont observés dans les départements de l'Atacora (92,2 %), de l'Alibori (92,1 %) et des Collines (87,8 %). En dehors de l'insuffisance de revenu, les habitudes socioculturelles pourraient expliquer ces tendances (MDAEP, 2013 : 38).

Pour faire face à ces disparités en matière de satisfaction des besoins en assainissement et réduire les conséquences négatives sanitaires induites par le manque d'assainissement, les travaux réalisés par Laminou (2006 : 14), ont montré que la séparation et la collecte à la source des excréments humains et les urines facilitent le traitement et réduit les pertes des éléments nutritifs. Cela permet aussi la valorisation des déchets, notamment en agriculture. Ainsi, ils rentrent de manière durable dans un cycle en boucle fermée. En effet, un adulte peut produire environ 400 litres d'urine par an, contenant 4 kg d'azote, 0,4 kg de phosphore et 0,9 kg de potassium. Par ailleurs, les nutriments sont en quantité plus équilibrée dans les urines que dans les engrais chimiques utilisés en agriculture. Comparativement, un adulte peut produire par an, 25 à 50 kg d'excrément humains ne contenant que 0,55 kg d'azote, 0,18 kg de phosphore et 0,37 kg de potassium.

Dans la ville de Glazoué, 90 % des ménages interrogés ne disposent que de latrines traditionnelles dont les fosses sont mécaniquement vidangées et leur contenu est rejeté à l'extérieur de la ville sans aucun traitement préalable (Bamahossovi, 2016 : 32). La Commune de Glazoué est située entre 7° 49' et 8° 35' de latitude nord et entre 2° 04' et 2° 23' de longitude est (figure 1).

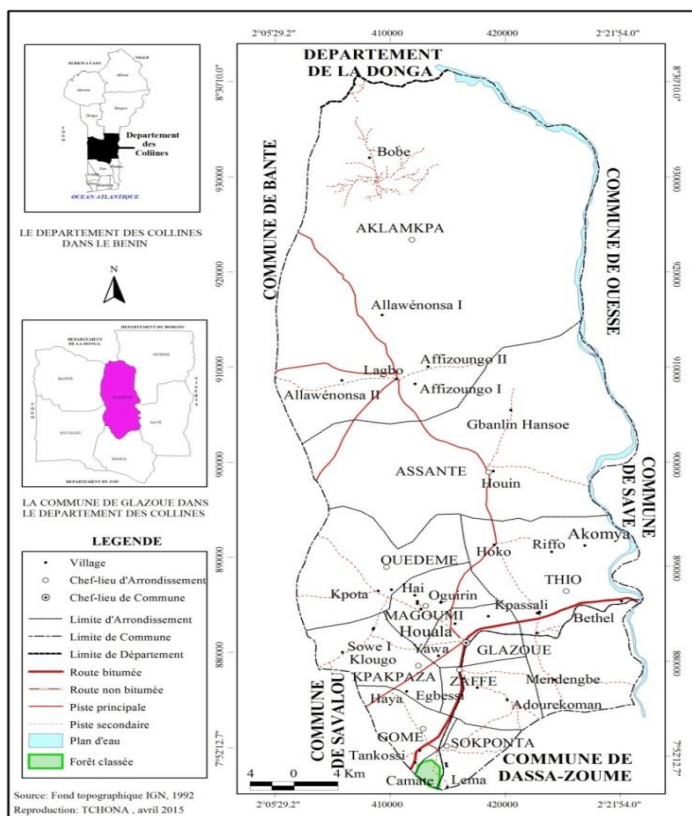


Figure 1: Carte de situations géographique et administrative de la Commune de Glazoué

La Commune de Glazoué est limitée au sud par la Commune de Dassa-Zoumé, au sud-ouest par la Commune de Savalou, au nord par le département de la Donga, au nord-ouest par la Commune de Bantè, au nord-est par la Commune de Ouèssè et à l'est par la Commune de Savè. Elle est subdivisée en quarante-huit (48) villages et quartiers de ville répartis dans dix (10) arrondissements que sont : Aklampa, Assanté, Glazoué, Gomé, Kpakpaza, Magoumi, Ouèdémé, Thio, Sokponta et Zaffé, dont un (1) urbain qu'est l'arrondissement de Glazoué et neuf ruraux.

1. Matériels et méthodes

Les dix arrondissements de la Commune de Glazoué ont été investigués et les personnes interrogées répondent aux critères non cumulatifs :

- être chef de ménage résidant dans l'un des quartiers de Commune de Glazoué au cours des dix dernières années ;
- être producteur agricole.

La taille de l'échantillon au niveau de chaque arrondissement est déterminée suivant la formule de Schwartz (1995) et qui s'écrit : $x = Z\alpha^2 \times pq/i^2$ avec x = taille de l'échantillon, $Z\alpha = 1,96$ écart réduit correspondant à un risque α de 5 % ; $p = n/N$ avec p = proportion des ménages de chaque arrondissement (n) par rapport au nombre de ménages de la ville (N) dans laquelle se situe ce dernier ; $q = 1 - p$; et $i = 5$ %. Les techniques de collecte de données utilisées sont :

- la méthode des itinéraires, qui a permis d'identifier toutes personnes pouvant fournir des informations en rapport avec l'étude ;
- la Méthode Active de Recherche Participative (MARPP) pour appréhender les effets de la mauvaise gestion des excréments et des urines sur la santé humaine ;
- les focus-group qui ont permis de recueillir l'appréciation des paysans sur les sur l'usage des urines et des excréments humains hygiénisés comme fertilisant. Les outils de collecte des données sont les guides d'entretien, grille d'observation, les questionnaires et un appareil photographique numérique.

Le traitement statistique a été réalisé à l'aide du logiciel Excel. La principale formule utilisée est la moyenne. Elle est exprimée par la formule ; $\bar{x} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i) i = \bar{i}$, avec \bar{x} = moyenne arithmétique.

2. Résultats

2.1. Etat des lieux de la gestion des excréments et des urines humains

La défécation dans la nature est l'un des modes de gestion le plus adopté par les populations de la Commune de Glazoué. En effet, 90 % des ménages interrogés ne disposent que de latrines traditionnelles et de latrines à fosses ventilées ou latrines à aération améliorée. Or, même ces types de latrines ne garantissent pas toujours la santé humaine car, une fois remplies, les fosses sont mécaniquement vidangées et leur contenu est rejeté à l'extérieur de la ville sans aucun traitement préalable. Ce type de gestion pose un problème sanitaire et environnemental puisque mal gérés, les excréments constituent une source évidente des maladies, multipliant les risques de diarrhées, de fièvre typhoïde ou de dysenterie et de contamination des nappes et des plans d'eau, rendant leurs eaux inaptes à la consommation. La planche 1, illustre les types de latrines utilisés par les ménages interrogés dans la ville de Glazoué.



Planche 1 : Types de latrines utilisés par les ménages interrogés dans la ville de Glazoué

Prise de vues : Bamahossouvi, novembre 2015

La planche 1 montre les types de latrines utilisés par les ménages interrogés dans la ville de Glazoué. L'analyse des photos de cette planche témoigne de ce que des latrines à aération améliorée grillagée (1.3) et des latrines à aération améliorée non grillagée (1.1 et 1.2) sont les types de latrines utilisées dans ladite ville. En effet, la pose de grillages permet de limiter l'action des insectes et surtout des mouches sur la santé humaine. Ainsi, les latrines à grillages, bien entretenues réduisent la présence des insectes qui y trouvent de conditions favorables et surtout les mouches qui en contact avec les excréments entravent la santé humaine de par leur contact avec les repas humains.

Dans la ville de Glazoué, le taux moyen de couverture en latrines familiales est de 12 % et cela ne garantit pas la santé des populations. En outre, les insectes tels que les moustiques, les mouches domestiques, les mouches à viande et les blattes sont attirés par les excréments puisqu'ils constituent pour eux une source abondante de matières organiques et d'eau (OMS, 1995 : 40). Lesdits insectes, une fois en contact successif avec des excréments (où ils se chargent de pathogènes) et de la nourriture destinée aux humains sont sources de

maladies. La figure 2 est une illustration de taux de couverture en latrines familiales par arrondissement de la Commune de Glazoué.

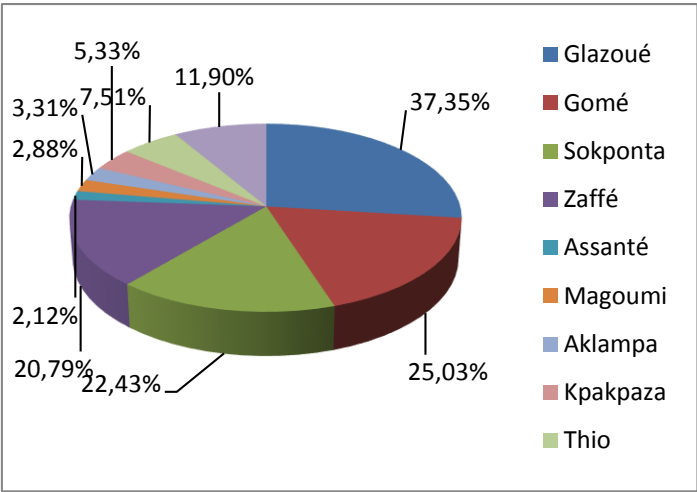


Figure 2 :Taux de couverture en latrine familiale par arrondissement dans la Commune de Glazoué

Source : SEACD/ Mairie Glazoué, 2013

L'analyse de la figure 2 montre que les arrondissements de Glazoué (37,35 %), de Gomé (25,03 %), de Sokponta (22,43 %) et de Zaffé (20,79 %) ont les taux de couverture en latrines familiales les plus élevés. Cela s'explique par l'urbanisation avancée de ces arrondissements qui absente, la broussaille des concessions sert à la défécation à l'air libre. A contrario, les arrondissements Assanté (2,12 %), Magoumi (2,88 %), Aklampa (3,31 %), Kpakpaza (5,33 %), Thio (7,51 %) et Ouédèmè (11,9 %) sont les moins alimentés en latrines familiales. Ces taux se justifient par le faible taux d'urbanisation desdits arrondissements. Lesdites latrines sont des latrines traditionnelles et des latrines à fosses ventilées ou latrines à aération améliorée. Cette situation accentue la vulnérabilité des populations des populations de la Commune de Glazoué aux risques pathologiques induits par le manque d'assainissement.

Lamise en place de procédés permettant de limiter la présence des insectes au niveau des latrines réduirait leur nocivité sur la santé humaine.

2.2. Gestion améliorée des excréments et des urines humains

Les excréments et les urines humains sont pour la production agricole des engrais biologiques qu'utilisent les producteurs agricoles pour améliorer leur rendement.

Cependant, pour disposer de ces déchets humains et les utiliser sans risque de sanitaires, des dispositions doivent être prises. Ces dispositions se résument en la mise en place d'un système de collecte desdits déchets de façon séparée et leurs expositions aux rayons ultraviolet pendant des périodes bien définies pour accélérer l'hygiénisation.

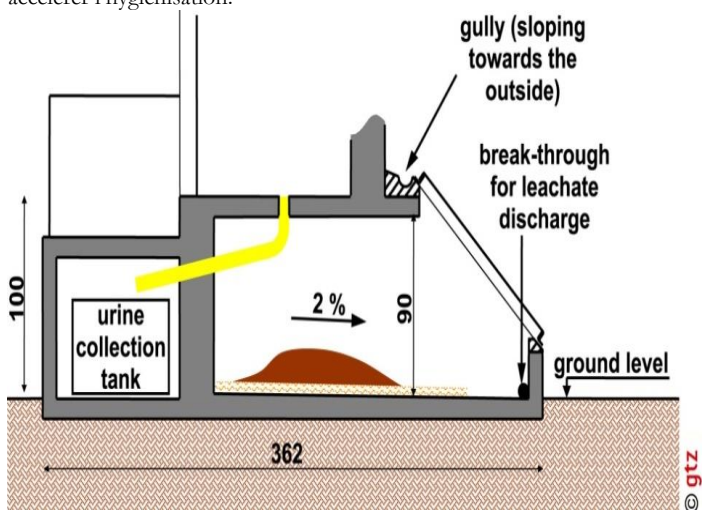


Figure 3 : Latrine écologique (latrine écosan)

Source : CREPA, 2005

La figure 3 montre un système de gestion écologique des excréments. En effet, ce système permet de séparer les urines des excréments. Les urines sont stockées dans des bidons qui, une fois pleins sont hermétiquement fermés, retirés et laissés à l'air libre pendant trois (03) mois, période au cours de laquelle sont détruits tous les pathogènes éventuels. A la suite de cette période, les bidons sont transportés aux champs pour application aux cultures. Quant aux excréments, une fois la fosse pleine, ils sont réchauffés par la plaque chauffante pendant une période allant de six (06) mois à un (01) an en fonction du rayonnement solaire. Durant cette période, sont détruits les pathogènes nuisibles à la santé. A la fin de cette période, les excréments secs sont ramassés dans des paniers et convoyés dans les champs pour la fertilisation des cultures. La manipulation sans risques morbides de ces produits nécessite l'usage de matériels de protection tels que les gants, les cache-nez et les bottes.

La planche 2 illustre un système individuel amélioré d'évacuation hygiénique des excréments et des urines par séparation.



Planche 2 : Evacuation hygiénique des excréments et des urines par séparation
Source de données : Travaux de terrain, novembre 2015

La planche 2 est une matérialisation de la figure3. Ladite planche rend plus explicite l'hygiénisation des excréments et des urines pour leur valorisation agricole. Elle fait constater que dès la construction, des dispositions sont prises pour une bonne mise en place dudit dispositif (photo 2.1). Les photos 2.2 et 2.3 sont des receptacles respectifs d'excréments et d'urines humains qui une fois rempli sont hermétiquement fermés pour tuer les organismes nuisibles.

La planche 3 présente un modèle amélioré du système de séparation des urines et des excréments humains présenté à la planche 2.





Planche 3 : Modèle Separett à déshydratation

Source : www.separett.com

Selon la source (www.separett.com) des photos de la planche 3, le modèle Separett à déshydratation est compact et conçu sur la séparation, à la source, des urines et des matières fécales : la cuvette possède 2 orifices d'évacuation. Les solides tombent dans un bac à l'intérieur du Separett et sont déshydratés à l'aide d'un ventilateur 230 V d'un débit de 60 à 95m³ h selon le besoin. Le ventilateur fonctionne en permanence pour extraire l'air vicié et la vapeur d'eau, vers l'extérieur. Au niveau du siège, un clapet cache à la vue le contenu du bac, celui-ci s'ouvre automatiquement lorsque l'on s'assied et le bac effectue une rotation pour un remplissage uniforme. Lorsque le bac est plein, plusieurs solutions sont possibles : compostage, brûlage ou ordures ménagères. Les urines sont recueillies à l'avant des toilettes et partent par tuyau vers un container de stockage. Elles sont ensuite utilisées comme fertilisant dans les cultures, ou envoyées directement sans stockage vers un système de traitement des eaux usées. Tous les Separett sont en plastique recyclable et ont une autonomie de 100 jours pour une personne (ou 2 mois pour 3 à 4 personnes). C'est un petit équipement adapté à la maison individuelle et au logement collectif. En plus, son aspect ressemble à un WC classique. Au niveau de l'utilisation, les Hommes doivent changer leurs habitudes et s'asseoir pour une simple urine. La planche 4 présente un système amélioré de gestion des excréta et des urines sans séparation.



Planche 4 :Toilette à Litière bio maîtrisée (TLB)

Source : www.redois.fr TLB

L'analyse de la planche 8 fait observer que le système est simple et esthétique. Pour ce dispositif, après chaque utilisation, les déjections sont recouvertes d'une litière sèche, généralement carbonée (sciure, copeaux, écorce de bois, paille, chanvre...), destinée à absorber l'urine et les odeurs. Elle facilite la déshydratation des excréments et apporte le carbone nécessaire à un bon compostage. Après son remplissage, le seau est vidé dans des tanks (en fer pour accélérer la déshydratation) qui après remplissages sont hermétiquement fermés et exposés en un lieu où ils bénéficient des rayons solaires.

3. Valorisation agricole des excréments et des urines humains hygiénisés

Les excréments humains conservés et exposés au rayonnement solaire pendant douze (12) mois et les urines recueillies et conservées dans des bidons exposés aux rayons solaires pendant trois (03) mois sont prêts à être utilisés. La manipulation de ces déchets humains nécessite la prise de certaines dispositions. Il faut

avant toutes manipulations se munir d'outils tels que : gants, bottes et cache-nez pour éviter tout contact direct des membres du corps humain avec les urines et les excréments humains hygiénisés en vue de prévenir tous risques sanitaires.

L'une des difficultés majeures qui se pose à la production agricole dans les pays en développement comme le Cameroun est le maintien de la fertilité des sols en condition de culture permanente. Le prix exorbitant et sans cesse croissant des engrais minéraux, le faible revenu des producteurs constituent des limites conduisant à une fertilisation marquée par l'utilisation de sous dose d'engrais, pouvant causer au niveau du sol des déséquilibres chimiques. L'utilisation des engrais minéraux surtout azotés et phosphatés pose souvent des risques de pollution des nappes et d'eutrophisation des eaux (Temgoua, 2017 : 2). Au-delà du problème de perte de rentabilité, le souci de l'environnement tient une place de plus en plus croissante dans la société en raison des externalités négatives (pollution, destruction de la biodiversité, empoisonnement) que génère la production agricole à partir des intrants chimiques. Malgré les nombreux travaux de recherche visant à réduire le recours aux produits chimiques, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine (Hougni, Kpadé et Djihinto, 2012 : 2).

Bien que les compositions des urines et des excréments soient fonction de l'alimentation, au Bénin en général les urines sont très riches en azote et moyennement riches en phosphore et en potassium tandis que les excréments sont riches en phosphore et en carbone organique. On y retrouve aussi les oligo-éléments. Tout ceci fait dire que les urines et les fèces utilisées de façon combinée peuvent apporter aux plantes les éléments nutritifs dont elles ont besoin pour croître normalement (CREPA, 2009 : 16).

Au regard des difficultés d'assainissement, des conséquences sanitaires de la mauvaise gestion des urines et des excréments humains et du fait des conséquences négatives des intrants agricoles chimiques sur l'écosystème et sur la santé humaine, l'utilisation intensive des urines et des excréments humains à des fins agricoles est une solution aussi bien à l'assainissement à travers leur bonne gestion, qu'à la production agricole néfaste pour la santé.

Conclusion

La recherche sur la gestion des excréments et des urines a permis d'appréhender l'état des lieux de la gestion faite des excréments et des urines humains dans la Commune de Glazoué.

Dans la Commune de Glazoué, la gestion des excréments et des urines est faite sans soins sanitaires appropriés dans des

arrondissements de la Commune. Dans ladite Commune, 90 % des ménages interrogés ne disposent que de latrines traditionnelles dont les vidanges sont faites traditionnellement et constituent des sources pathogènes vecteurs de maladies. Des arrondissements de la Commune de Glazoué, seuls les arrondissements de Glazoué, de Gomé et de Sokponta ont les meilleurs taux de disponibilité en latrines familiales qui sont respectivement 37,35 ; 25,03 et 22,43. Or la mauvaise gestion des urines et des excréments humains est vecteur de diverses pathogènes au nombre desquelles : le choléra, la fièvre typhoïde, paratyphoïde, diarrhée, etc.

Face à ces constats, l'utilisation intensive des urines et des excréments humains à des fins agricoles est une solution aussi bien à l'assainissement à travers leur bonne gestion, qu'à la production agricole néfaste pour la santé.

Références bibliographiques

Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (2009) : Manuel ECOSAN « rapport ». Cotonou (Bénin), 25 p.

Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (2005) : Rapport d'activités physiques « rapport ». Cotonou (Bénin), 120 p.

Fond Africain de Développement (2004) : Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural « rapport ». Cotonou (Bénin), 77 p.

Hougni A., Kpadé P. C. et Djihinto A. C. (2012) : « Culture biologique du cotonnier et commerce équitable du coton : Deux approches de niche ». *Bulletin de la Recherche Agronomique du Bénin (BRAB)*, 1025-2355 et ISSN en ligne (on line) : 1840-7099, pp. 60-74.

Laminou Saïdou (2006) : Identification des risques sanitaires et des opportunités de production de fertilisant dans le système de collecte d'urine du projet d'assainissement productif dans le département d'Aguié au Niger, « thèse de Master ». Institut International d'Ingénierie de l'eau et de l'Environnement, Burkina Fasso, 65 p.

Livre bleu Bénin (2009) : L'eau, l'assainissement, la vie et le développement humain durable « rapport ». Cotonou (Bénin), 103 p.

Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau (2007) : Stratégie nationale d'assainissement des eaux usées en milieu urbain « rapport », Cotonou (Bénin), 34 p.

Ministère de la Santé (2010) : Guide d'élaboration et de mise en œuvre du Plan d'Hygiène et d'Assainissement Communal « rapport ». Cotonou (Bénin), 77 p.

Ministère du Développement, de l'Analyse Économique et de la Prospective (2013) : Cadre d'accélération des OMD : accès à l'eau potable et à l'assainissement de base « rapport ». Cotonou (Bénin), 112 p.

OMS (1995) : Guide d'assainissement individuel « rapport ». Genève (Suisse), 102 p.

Temgoua Emile, Ntangmo Tsafack Honorine, Ngnikam Emmanuel, Takuete Gouana Raoul et Zena Dongmo Gabin Régis (2017) : « Fertilisation du maïs (*Zea mays* L.) à base d'urines humaines hygiénisées dans un oxisol de l'Ouest Cameroun ». *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, ISSN 1997-342X (Online), ISSN 1991-8631 (Print), Int. J. Biol. Chem. Sci. 11(5): 2071-2081, October 2017, pp 2071-2081.

Water and Sanitation Program (2012) : Impacts économiques d'un mauvais assainissement en Afrique« rapport ». Cotonou (Bénin), 6 p.

Webographie

www.separett.com, consulté le 01 décembre 2015 à 15 heures 41 minutes

www.redois.fr TLB, consulté le 01 décembre 2015 à 15 heures 47 minutes

VISIBILITE DES FEMMES DANS LES PRODUCTIONS MEDIATIQUES IVOIRIENNES : ENJEUX ET PERSPECTIVES

THOAT AKOISSY CLARISSE LEOCADIE

Institut National Supérieur des Arts et Action culturelle insaac

Abidjan Cote d'Ivoire cthoat@yahoo.fr

Résumé

Comment les médias ivoiriens parlent-ils des femmes ? Comment les rhétoriques médiatiques se transforment-elles en récit médiatique apte à maintenir et amplifier les stéréotypes genrés ? Cette recherche se propose d'analyser la femme en tant que sujet de couverture médiatique dans la pratique journalistique ; afin de dégager les catégories sémantiques et les structures interprétatives qui orientent et déterminent les modes d'écriture journalistique à propos des femmes et de leurs actions au sein de l'espace public ivoirien . La notion de « discours et de récit » est ici mobilisée dans une perspective foucauldienne et Greimasienne selon laquelle ceux-ci, relevant du verbal et du non-verbal, s'exprime dans la langue mais se tient aussi hors d'elle dans une dimension extra-linguistique qui la déborde et l'englobe dans des rôles pré-établis dans la société . Par cette recherche, nous entendons contribuer à une meilleure compréhension du phénomène de traitement médiatique genré, notre approche qualitative permet de voir le traitement médiatique des femmes la manière dont elles sont mentionnées et décrites dans les productions médiatique en Côte d'Ivoire à l'aune de la commémoration de la journée internationale de la femme du 8 mars.

Mots clés : production médiatique genré, femmes, représentation, stéréotype, discours

Abstract

How do Ivorian media talk about women? How do media rhetoric transform itself into a media narrative able to maintain and amplify general stereotypes? this research proposes to analyze women as subjects of media coverage in journalistic practice; in order to identify the semantic categories and interpretative structures that guide and determine the modes of day-to-day writing about women and their actions within the Ivorian public space. The notion of "discourse and narrative" is mobilized here in a Foucauldian and Greimasian perspective according to which these, being verbal and non-verbal, are expressed in the

language but also stand out in a dimension extra-linguistic that overflows and includes it in pre-established roles in society. Through this research, we intend to contribute to a better understanding of the phenomenon of gendered media processing, our qualitative approach allows to see the media treatment of women the way they are mentioned and described in the media productions in Ivory Coast by the yardstick of the commemoration of the International Women's Day of 8 March.

Introduction

Etat-membre du CEDEF (Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies 1979) depuis 1995, la Côte d'Ivoire, à l'instar de nombreux pays, a ratifié plusieurs autres conventions internationales et régionales proclamant l'égalité en dignité et en droit de tous les êtres humains, notamment *La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention sur les Droits de l'Enfant, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, le protocole de Maputo*, etc.

Sur le plan institutionnel, des instruments existent qui affirment l'égalité entre les femmes et les hommes. La Constitution ivoirienne de 2016 est un engagement collectif qui consacre l'égalité entre tous les citoyens. En ses Articles 35, 36, 37 il est énoncé

Article 35

«L'Etat et les collectivités publiques assurent la promotion, le développement et la protection de la femme. Ils prennent les mesures nécessaires en vue d'éliminer toutes les formes de violence.»

Article 36 :

L'Etat oeuvre a la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès a la représentation dans les assemblées élues

Article 37

L'Etat oeuvre a promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi.

Article 38

L'Etat encourage la promotion de la femme aux responsabilites dans les institutions et les administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises.

« Tout être humain a droit au développement et au plein épanouissement de sa personnalité dans ses dimensions matérielle, intellectuelle et spirituelle. L'Etat assure à tous les citoyens l'égal accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à l'information, à la formation professionnelle et à l'emploi... »

Mais la réalité donne à voir des déséquilibres entre les engagements nationaux, les instruments internationaux et la situation des femmes. Un clivage existe entre ces engagements et la manière dont ils prennent corps dans la société ivoirienne. Le domaine politique est dominé par les hommes: le Gouvernement compte 05 femmes sur 29 ministres. Un taux de présence féminine de 17,24 %. A l'Assemblée nationale, le nombre de femmes députés est des 25 sur un total de 255 parlementaires. En pourcentage, elles ne représentent que 9,8% de l'ensemble des députés.

Au sein de l'Armée, le nombre de femmes sur un effectif de 25.000 est de 291 dont 36 femmes officiers, 35 femmes sous-officiers et 220 femmes militaires de rang, soit un taux de 1,16%. Dans le corps judiciaire, on compte 132 femmes avocats sur un total de 508. Taux de présence : 26%. Chez les magistrats, on dénombre 166 femmes sur un corps de 646 membres. En pourcentage, elles pèsent 25,69%. Les femmes sont en nombre insignifiant dans de nombreux autres domaines.

Ces données rassemblées par le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant en Mars 2014 à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale de la femme témoignent de la sous-représentativité des femmes dans les espaces décisionnels.

Qu'en est-il des médias ? Quelle est place des femmes dans les médias en tant sujet de couverture médiatique lors de la celebration de la journee Internationale des droits des femmes, le 8 mars dans les journaux d'opinion ? Les réponses à ces différentes préoccupations seront donné à travers cet article dont l'objectif principal est d'analyser la place des femmes comme sujet de

traitement médiatique dans les quotidiens proches des partis politiques les plus en vue qui animent la scène politique.

politique régulièrement depuis plus de deux décennies.

Il sera question de déterminer dans le cadre théorique qui sous-tend la thématique de « femmes et médias »

Cadre théorique

La présence des femmes dans les médias a fait l'objet de diverses études scientifiques et institutionnelles. Cette partie de notre étude est consacrée à repertorier les recherches scientifiques antérieures ayant analysé les femmes journalistes et les femmes sujet de la couverture de la couverture médiatique mais aussi la domination masculine. Le rôle que jouent les femmes dans les salles de rédaction ainsi qu'au sein des unités rédactionnelles.

Une représentation juste et égalitaire des femmes dans les médias est un enjeu démocratique à part entière, notamment parce que le média est un lieu de socialisation en tant qu'espace public.

Le cadre théorique de cette recherche se fonde sur le modèle de la recherche féministe, l'apport des « gender studies » dans la démarche et les rapports qu'entretient le genre avec la langue, que nous abordons le discours journalistique comme traversé par des rapports de pouvoir qui influent non seulement sur notre conception du monde mais également sur la représentation des femmes dans la société ivoirienne. Étudier le discours journalistique vise à comprendre en quoi la structuration du champ journalistique et les caractéristiques particulières de la parole médiatique participent à des représentations normées de la réalité sociale, plus spécifiquement en ce qui concerne les femmes à hautes responsabilités.

Pour notre recherche, nous avons choisi trois médias imprimés de l'univers de la presse d'opinion. Nous entendons par presse d'opinion comme un média dont la ligne éditoriale est marquée par des ambitions idéologiques affichées ou des soutiens partisans explicites. En Côte d'Ivoire, trois partis politiques se disputent la scène politique ivoirienne depuis la mort du premier président Félix Houphouët-Boigny, ce sont le FPI, le PDCI et le RDR. Il est question ici de voir comment des journaux proches de ces entités politiques qui dirigent

ou ont pour ambition de diriger la Côte d'Ivoire, prennent en compte la présence numérique et considérable des femmes dans leurs productions médiatiques. Nous avons opté pour ces trois quotidiens à savoir

le Patriote, proche du RDR,

Notre voie, proche du FPI,

et le nouveau Réveil, proche du PDCI,

Ces trois quotidiens que nous avons choisis, constituent un échantillon représentatif de la presse ivoirienne en général, et de l'univers de la presse d'opinion d'une part à cause de leur tirage important (voir ANP autorité Nationale de la Presse) et d'autre part pour leur proximité avec les partis politiques d'envergure et de référence du moment. Pourquoi ce choix ? nous savons que l'ultime objectif d'un parti politique, est de s'accéder à la magistrature suprême de l'Etat. Ce faisant, cela indiquerait leur engagement pour la cause de la femme. Le choix a également été guidé par l'audience, le sérieux et la constance dans sa parution.

Le corpus va faire recours aux articles publiés entre le 1^{er} et le 15 mars 2018 ; cette période est choisie pour mettre en exergue la célébration de la journée internationale de la femme. Qu'a-t-on publié concernant les femmes, avant, pendant et après la commémoration de la journée des droits des femmes. Les médias auront-ils pris le prétexte de cette journée pour bousculer les vieilles habitudes en donnant toute la place qu'il faut aux questions liées à la femme en tant que sujet de production journalistique.

Cette recherche s'appuie sur une méthode de recherche dite mixte car elle allie des données et méthodes d'analyse aussi bien quantitatives que qualitatives, pour vérifier nos hypothèses de départ « les femmes journalistes sont moins visibles que les hommes dans la presse d'opinion et que les femmes sont moins présentes que les hommes au sein des articles en tant que sujet de couverture médiatiques ».

Afin d'évaluer concrètement la présence et le traitement médiatique des femmes dans la presse d'opinion ivoirienne, nous le nombre et le thème des articles traitant de femme en particulier ainsi que les représentations discursives des femmes diffusées par ces articles. Ensuite, nous cherchons à comprendre la distribution des rubriques. Cela permet de comprendre dans quelles rubriques les femmes sont plus souvent l'objet principal d'articles. La présence des femmes comme experte ou témoins au sein des publications afin de voir si les journalistes ont autant recours à l'expertise des femmes qu'à celle des hommes.

Ces indicateurs sont nos principaux outils de cette recherche.

Quant à l'approche qualitative, nous analysons les différentes manières dont les journalistes parlent des femmes et les décrivent afin de « mettre au jour d'éventuelles différences de traitement dans les thèmes abordés, les mots utilisés, les registres notionnels employés. Ainsi la méthode qualitative à travers l'analyse des discours, rend possible la comparaison de la place et du traitement des femmes dans les unités textuelles. La chercheuse Lise Chartier (Chartier, 2005, p.21) démontre par ailleurs que l'analyse d'une couverture médiatique vise à saisir et à comprendre le sens tout autant que l'impact de l'information médiatique tant sur le point de la quantité que de sa qualité. L'étude de la représentation des femmes dans les médias d'information nécessite certes l'analyse de leur visibilité, mais plus encore l'analyse du contenu du discours journalistique, lorsque celui-ci mentionne les femmes (Bamberger, 2012). En somme l'approche quantitative nous permettra de cerner les données obtenues à l'issue des renseignements des indicateurs. Indicateurs qui intègrent le nombre de femmes et d'hommes vues, entendus ou évoqués dans les informations et actualités ; les femmes ou les hommes directement interviewés ou cités comme sources d'information ou d'opinion. Elle prend aussi en compte les genres rédactionnels sollicités par les journalistes, les sujets et thématiques à propos desquels il est question des femmes lors de la journée Internationale des droits des femmes du 8 mars 2019.

Cette recherche s'appuie certes sur une stratégie de recherche mixte, mais elle prend appui sur un modèle constructiviste de la

réalité et du sens. En effet, le constructivisme considère le sens comme construit socialement et partagé collectivement.(Mucchielli et Guivard, 1998, P.52). Le constructivisme est un paradigme qui attribue une importance particulière à l'interaction entre l'individu et son environnement. Cette interaction produit , entre autres, une connaissance qui se révèle être une représentation subjective du monde. L' épistémologie constructiviste affirme le rôle performatif et social du langage : c'est par le langage que passe la transformation de la société.

RESULTATS

1. Nombre d'articles consacrés aux femmes durant la période

	Le patriote	Notre voie	Le nouveau Reveil
Nombre Total d'articles	436	378	423
Nombre d'articles consacre aux femmes	104	97	101
Total			
Pourcentage	23,35	25,66	23,87

Les résultats de l'étude dévoilent une très faible présence des femmes, co sujets d'information, dans les quotidiens qui constituent le corpus de travail. ***Sur un total de 1237 articles publiés par les journaux,***

seuls 302 sont consacrés à des sujets
spécifiquement destinés aux femmes et/ou consacrés
aux questions de femmes.

Nous constatons que

Les thematiques

Le theme de cette journee est « le numerique, une
solution pour l'autonomisation de la femme »

Le Patriote

1, Rubrique actu ivoire

Abdoulaye Kouyate offre 5 millions aux femmes

Mener les activites generatrices de revenu

Rendre autonomes les femmes

Materiel, broyeuse, marmites de cuisine, les casques de
coiffure

Fonds d'Appui aux Femmes de Cote d'Ivoire (FAFCI)

Quand une femme prospere, c'est toute la famille voire
la communaute qui emerge et la societe en general se
sent mieux, investir dans la femme c'est donc creer des
conditions idoines pour un monde meilleur.

Sur un ton paternaliste, il prodigue des conseils ‘
UTILISER LES FONDS A BON ESCIENT

Il ne faut pas utiliser les prets pour faire la fete mais
investir dans les activites generatrice de revenu.

Journee Internationale de la femme

Dominique Ouattara : je m'engage a continuer a vous
soutenir.

Sotra rend hommage a ses femmes

41EME edition de la journee internationale des droits des femmes

Inclusion financiere pour l'autonomisation de la femme et de la jeune fille en milieu rural,

Amelioration des conditions de vie, theme en convergence avec les objectifs du FAFCI

Prise en compte des femmes dans un systeme economique et financier adapte est un enjeu socioeconomique majeur ;

Permettre aux femmes rurales d'accéder a un financement quelque soit leur situation geographie, c'est favoriser l'amelioration de la qualite de vie de leurs famille , la situation de la femme a connu une grande evolution positive sous la gouvernance du « president ADO » nos droits ont positivement evolue en Cote d'Ivoire parce que ADO , souhaite que les aient les meme droits que les hommes , que les femmes ne meurent pas en couche , quelle soient plus presentes dans les postes de decision , le defi, est la continuite de ces actions.

Les micmacs ont failli gâcher la fête a Port Bouet

Privilégier l'alphabétisation de la femme, promouvoir son intégration dans les circuits de décision et a s'employer a l'autonomisation de la gente féminine

Dominique Ouattara, un coeur en action

Journee Internationale de la femme, des milliers de femmes mobilisees a Bouake,

Les actions d'Ouattara en faveur des femmes saluees

Le fafci passe de 10 A 12 millions

Mme Bedie aux cotes de Dominique Ouattara

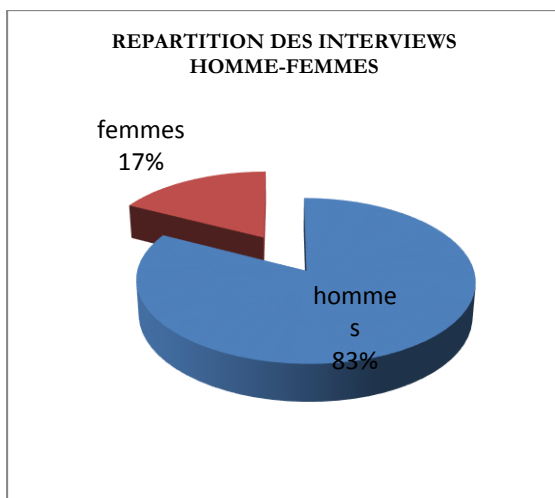
Abobo, Hamed Bakayoko en symbiose avec les femmes

Les femmes comme sources directes d'informations : des voix inaudibles

Les interviews et les contributions extérieures sont des genres qui mettent en avant des personnes qui s'expriment directement et assument un point de vue, développent des idées et prennent position. Ces deux genres consacrent l'expression directe des sources d'information. Dans ces domaines de prise de parole et de position personnalisée, les femmes sont peu disertes. Soit parce que les journalistes ne leur donnent pas la parole (interview), soit parce que les femmes refusent, elles-mêmes, de prendre la parole (contribution).

Les interviews

Portant sur des sujets divers et variés, l'ensemble des quotidiens ont publié 96 interviews dont 19 donnent la parole aux femmes, soit un taux 19,79%. Une présence faible. Même dans une démarche volontaire adoptée dans les rédactions qui décident de donner la parole à des intervenants pour parler de sujets divers, soit en tant qu'experts, spécialistes ou citoyens ordinaires, les femmes sont très peu sollicitées. Les interviews accordées à des femmes portent sur des sujets aussi divers que variés. Les femmes interviewées sont issues de l'élite politique et des milieux aisés. Les thèmes abordés dans les interviews ne parlent pas de problèmes spécifiquement féminins, ou ne sont pas une occasion pour les femmes interviewées de faire entendre les voix des femmes par rapport à leur situation ou leurs droits. Les sujets portent souvent sur la politique, l'économie, le tourisme, etc.



Graphique 1 : *Les journalistes sollicitent rarement les femmes pour des interviews.*

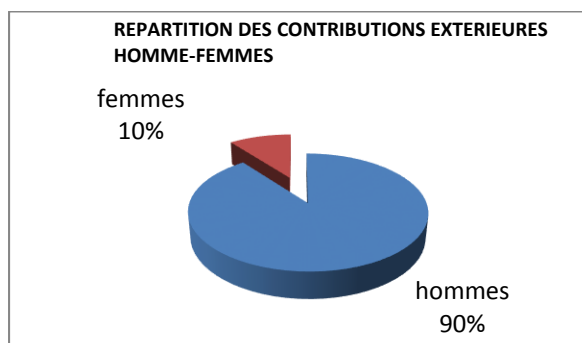
Les contributions extérieures : le silence des femmes

Ce sont 49 contributions extérieures qui ont été publiées dans l'ensemble du corpus de l'étude, avec 03 signées par des femmes. Taux global de présence féminine, 06,12%.

L'ensemble des contributions portent sur des sujets divers et aucune de celles signées par des femmes n'aborde des problèmes spécifiques renvoyant à la situation des femmes dans la société.

Comme si elles ne voulaient pas prendre aux débats dans l'espace public, les femmes ne profitent pas des espaces ouverts aux lecteurs par les rédactions pour donner leurs points de vue sur des sujets d'intérêt particulier ou général. Or, publier une contribution en tant que lecteur, c'est décider soi-même de prendre la parole pour donner son point de vue sur des sujets d'actualité ou d'intérêt personnel. Les femmes ne se font pourtant pas entendre dans ces pages ouvertes aux lecteurs.

Graphique 2 : *Le pourcentage des femmes qui prennent part à l'animation des pages*



TRANSPORT FLUVIO-LAGUNAIRE SUR LE LAC NOKOUE ET ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LES VILLES ENVIRONNANTES

Dr Marc Sènoudé AGBANDJEDJE

Laboratoire LEDUR/DGAT/FASHS/UAC/Bénin

Email : senoumata@gmail.com / asnyme@yahoo.fr Tél : (00229) 97584011 / 95616066

Dr Evariste Arsène Abiodoun SONGBE

Email : songbevariste2007@yahoo.fr Tél : (00229) 97603531

Dr Auguste T. HOUINSOU

Laboratoire L'ATEDD), DGAT/FASHS/UAC/Bénin

Tél : 97075736/95658727

Résumé

Redynamiser le transport fluvio-lagunaire sur le lac nokoué est l'idéal pour réduire la pollution et la congestion des villes environnantes. La méthodologie utilisée est axée sur la collecte des données, leur traitement et l'analyse des résultats par le modèle AFOM. Le complexe deltaïque constitué du fleuve ouémé, de la rivière Sô, du lac nokoué et des lagunes de Cotonou et de Porto-Novo, favorise la communication avec l'océan Atlantique. Il abrite selon le RGPH4 de 2013, une population de 163109 habitants qui sont contraints à échanger avec les communes environnantes de plus de 1822391 habitants. Le transport fluvio-lagunaire est le seul mode par lequel ces populations lacustres de Sô Ava et Aguégoué échangent avec les villes d'Abomey-Calavi, de Cotonou, de Sèmè-Podji, et de Porto-Novo. Les logistiques de ce mode de transport sont constituées des barques motorisées et de pirogues très mal entretenues avec des nœuds de transport en nombre insuffisant pour favoriser un bon et rapide échange entre ces deux espaces. Cependant leur déplacement est assuré par ce seul mode pour échanger les produits agricoles et halieutiques et les produits manufacturés venant de ces villes. Cet espace fluvio-lagunaire est l'autoroute pour les échanges des 100 % de ces populations mais est menacé par comblement et l'envasement des jacinthes d'eau qui ne favorisent plus une bonne circulation. Une telle situation est très vulnérable à l'économie. Il urge de renouveler les moyens de transport et de punir tout acte qui enfreignent aux principes du développement durable.

Mots clés : Transport, échanges, espace lacustre, villes.

Abstract

Redynamise the lacustrine transportation on the lake nokoué is the ideal to reduce the pollution and the congestion of the surrounding cities. The used methodology is centered on the collection of the data, their treatment and the analysis of the results by the AFOM model. The complex deltaic constituted of the stream ouémé, the river Sô, the lake nokoué and the lagoons of Cotonou and Porto-Novo, encourage the communication with the Atlantic Ocean. It shelters according to the RGPH⁴ of 2013, a population of 163109 inhabitants who is forced to exchange with the townships surrounding of more than 1822391 inhabitants. The lacustrine transportation is the only fashion by which these lacustrine populations of Sô Ava and Aguégoués exchange with the cities of Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmè-Podji, and Porto-Novo. The logistics of this fashion of transportation are

constituted of the motorized boats and of very badly kept dugouts with the burl of transportation in insufficient number to encourage a good and fast exchange between these two spaces. However their displacement is assured by this only fashion to exchange the agricultural and piscatorial products and the manufactured products coming from these cities. This lacustrine 'space is the freeway for the exchanges of the 100 % of these populations but is threatened by encomblement and the invasion of the water hyacinths that don't encourage a good circulation anymore. Such a situation is very vulnerable to the economy. It is urgent to renew the means of transportation and to punish all acts that contravenes to the principles of the lasting development.

Key words: lacustrine transportation, exchanges, lacustrine space, cities.

Introduction

« Transporter des morceaux de matières d'un point à un autre de la surface du globe, voilà toute l'activité de l'homme. » (Aldous Huxley Cité par J. RITTER, 1971:5) Mais avec l'évolution des nouvelles technologies d'information et de communication et leurs activités connexes, il faudrait ajouter à matières, des informations, des sons et d'images pour montrer ainsi l'indispensabilité du transport pour l'homme. Dès l'origine de l'humanité, l'usage des voies d'eaux, découvert bien avant l'invention de la roue avait favorisé multiples missions aux peuples, aux nations et aux continents. Elle a été utilisée à des fins de transport, de conquête, de colonisation, à des fins militaires et commerciales... Ces voies d'eau est et demeure la meilleure aujourd'hui pour les missions assignées au transport. Cependant, la répartition quantitative de cet espace d'eau, à l'échelle du globe, est très disparate et souvent très différente de la répartition des populations, il devient aujourd'hui, l'enjeu de vie et de plus en plus une question politique, source de tensions croissantes entre les Etats, notamment au Proche-Orient et en Afrique (Vissin, 2007 cité par Sossou Agbo 2014 :4). En dehors, de ses atouts classiques, les espaces des cours et plan d'eau et des eaux océaniques sont une puissante infrastructure de transport des marchandises légères ou pondéreuses et le déplacement des populations

Le Bénin a deux bassins (celui du nord et du sud) qui dispose d'énormes ressources en eau douce, indispensable pour le développement de la vie des hommes, de la faune et de la flore.

La surface des eaux de ces bassins est favorables au transport fluvio-lagunaire, capable d'assurer le déplacement des populations sans trop de nuisance à la vie. Cependant pourquoi ce mode de transport perd-il sa place dans le système de transports béninois ?

Le transport fluvio-lagunaire demeure oublié dans le système des transports où rien n'est mis en perspective, comparativement aux autres infrastructures de transport.

Et pourtant, il contribue plus à la réduction des émissions de gaz à effet de serre que le transport ferroviaire et encore moins le transport routier.

Par contre, plusieurs projets du Ministère de transport œuvrent pour l'ouverture ou la réhabilitation des infrastructures routières et ferroviaires, aménagement ou création du port et de l'aéroport, etc. Cependant peu de projet s'intéresse au transport fluvio-lagunaire. Et pourtant son aménagement ne nécessite point d'investissement comme la construction de route. Il faut juste l'aménagement des embarcadères et de bonnes pirogues ou barques motorisées pour ce mode de transport.

Le transport fluvio-lagunaire ne serait-il pas l'une des solutions les plus efficaces et les moins onéreuses pour les échanges entre les espaces d'eau et de terre ?

Quelles sont les stratégies à adopter pour viabiliser cet espace à travers les échanges entre Sô-Ava et les villes environnantes ?

Il urge d'analyser ces échanges et d'examiner les stratégies à mettre en œuvre pour le développement de ce transport fluvio-lagunaire au service des populations de l'eau dans l'espace du complexe de Nokoué.

Pour y parvenir, une méthodologie de recherche s'avère nécessaire.

1-Méthodologie de recherche

La méthodologie est constituée de la collecte et le traitement des données et l'analyse des résultats.

1.1- Collecte des données

Elle comporte la recherche documentaire et les enquêtes de terrain.

1.1.1- Recherche documentaire

Cette phase a permis de consulter les recherches antérieures qui ont abordé le transport sur le lac nokoué et les lagunes de Cotonou et de Porto-Novo et la rivière Sô, et les échanges entre les villes environnantes et cet espace d'eau.

Les centres de documentation visités à cet effet, la nature des documents et les types d'informations recueillies sont présentés dans le tableau I.

Tableau I : Centres de documentation visités

Centres de Documentation	Nature des documents	Types d'informations recueillies
Centre de documentation du Port Autonome de Cotonou et de la direction de la navigation.	Rapports, revues,	Les statistiques relatives au transport fluvial, aux échanges des villes avec les communes de Sô Ava et les Aguégué.
Centre de documentation de la FASHS	Mémoires Articles, et thèses	Informations générales à caractère méthodologique
Bibliothèque centrale de l'UAC	Livres, thèses et mémoires	Informations générales à caractères méthodologiques

Source : Enquêtes de terrain, Janvier, 2018

Le tableau I présente les centres de documentation, la nature et les types d'information recueillis pour la rédaction de cette recherche.

1.1.2-Travaux de terrain

Les données obtenues dans la documentation ont été complétées sur place par l'enquête sur le terrain, l'observation directe et des entretiens avec les autorités communales et opérateurs économiques, les piroguiers transporteurs, les commerçants de Sô-Ava et les Aguégué.

1.1.3-Echantillonnage

Cette recherche permet d'interviewer certains acteurs du transport fluvio-lagunaire et les commerçants des villes environnantes. Le choix raisonné a permis d'échanger avec les piroguiers, les guides touristiques, les commerçants venant du lac et des villes environnantes allant à leurs domiciles sur le lac. Les enquêtes de terrain ont été menées dans les villes de Cotonou, d'Abomey-Calavi, de Porto-Novo et la population du complexe fluvio-lagunaire de Sô Ava et les Aguégué.

Au total, 150 personnes ont été interviewées réparties dans le tableau 2.

Tableau II : Récapitulatif du nombre de sujets interviewés

Structures d'enquêtes	Nombre d'interviewés
Chef des villages	8
Responsable des embarcadères	12
Piroguiers et conducteurs de barques motorisées	30
Vendeurs et revendeurs des produits agricoles du lac	50
Commerçants des produits manufacturés venant des villes de Porto-Novo, de Sèmè-Kpodji, de Cotonou et d'Abomey-Calavi	50
Total	150

Source : Résultats d'enquêtes de terrain, 2018

Au total, 150 personnes ont été interviewées durant les enquêtes de terrain.

1.1.4-Techniques et outils de collecte des données

Trois techniques sont ici utilisées, il s'agit de l'observation, de l'entretien et de l'enquête par questionnaire.

- **Observation**

L'observation a duré toute la période de l'enquête.

Elle a permis d'observer certains aspects du transport fluvio-lagunaire sur le lac avec les transporteurs piroguiers et ceux ayant les barques motorisées. La déclaration des commerçants utilisant le transport fluvio-lagunaire est notée sur la grille d'observation.

- **Entretien**

Le guide d'entretien a permis d'échanger directement avec les autorités de la douane, des services statistiques des mairies et des services du CADER des communes citées ...

- **Enquête par questionnaire**

Les questionnaires ont permis d'interviewer les piroguiers, les conducteurs des barques motorisées, les gestionnaires des embarcadères. L'enquête par questionnaire a permis de collecter des données quantitatives et qualitatives sur le transport fluvio-lagunaire et les types d'échanges entre les différents espaces terre et eau.

1.1.5-Matériels de recherche

Les matériels essentiellement utilisés pour la collecte des données sont :

- un appareil photographique numérique pour la prise de vues sur le terrain ;
- la carte de la zone de recherche ;
- un GPS pour la prise des coordonnées des embarcadères.

1.2-Traitement des données

Le traitement s'est axé sur le dépouillement manuel des données, leur traitement statistique, graphique et cartographique.

1.3-Analyse des résultats

Elle se base sur les informations relatives au transport fluvio-lagunaire et les échanges qu'il favorise. Le modèle Data Envelopment Analysis (DEA), en français Analyse par Enveloppement de Données, a été utilisée pour analyser les résultats. De même, il a été relevé les stratégies efficaces pouvant maximiser les forces et opportunités du transport fluvio-lagunaire dans les échanges des marchandises entre l'espace terre et eau. En somme, tous les services contribuant à informer sur les échanges de l'espace du complexe fluvio-lagunaire marin du lac nokoué. Cette méthodologie a permis d'avoir les résultats.

2- Présentation des résultats de la recherche

Cette partie présente la position stratégique du secteur de recherche, les axes de circuit sur le complexe, les difficultés rencontrées de mode de transport et les stratégies à mettre en œuvre pour dynamiser ce type de transport.

2.1-Position géographique et strategique du complexe fluvio - lagunaire marin de Nokoué

Le complexe fluvio-lagunaire marin est formé du fleuve Ouémé, de la rivière Sô, du lac nokoué, des lagunes de Cotonou et de Porto-Novo qui débouchent respectivement sur l'océan atlantique par le chenal de Cotonou et Totchè à Badagri au Nigeria. Ce complexe forme un ensemble appelé "Delta de l'Ouémé" ou "Basse Vallée de l'Ouémé (BVO)". Sur ce complexe se développe une très grande mobilité fluvio-lagunaire par pirogue ou par barque motorisée à cause de l'enclavement des villages pour les activités économiques des populations avec des villes environnantes par leurs marchés et aussi pour les activités touristiques qu'offre le patrimoine culturel de ce complexe. Pour ces différentes activités, s'est avérée indispensable de la mobilité des biens et des personnes par transport fluvio-lagunaire.

Sur et autour de ce complexe, vivent des populations «Wemenu», «Tɔfinnu», «Xwla» et «Aizɔ» parmi lesquels certains sont des agriculteurs et d'autres des pêcheurs. A ces deux activités rurales s'ajoutent le transport fluvio-lagunaire, des marchandises et des personnes qui favorise le commerce local et international entre le Bénin et le Nigéria. Le commerce local s'appuie sur la vente des produits agricoles et halieutiques et celui international s'articule autour des produits pétroliers, des boissons et produits manufacturés. L'exploitation du sable fluvial ou lagunaire est l'exclusivité des spécialistes plongeurs du lac. Certains villages sont devenus de véritables exploitants de sable fluvio-lagunaire suite à l'interdiction de l'exploitation des carrières de sables marins par le

gouvernement du fait l'avancée de l'érosion côtière. Cette activité d'extraction et de vente de sable lagunaire a pour effet non seulement de procurer de revenu aux populations riveraines mais aussi de désensabler et d'augmenter la profondeur du lac et des lagunes concernées, toute chose favorable au transport fluvio-lagunaire et l'accroissement des ressources halieutiques.

La position de ce complexe est stratégique au plan local et international en ce sens qu'il favorise le transport fluvio-lagunaire et permettant ainsi des échanges entre les villes environnantes à savoir Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmè-Kpodji, Porto-Novo et Badagri via Lagos au Nigéria. La figure 1 présente l'espace de ce complexe fluvio-lagunaire qui constitue le secteur de cette recherche.



Figure 1 : Complexe fluvio lagunaire marin de nokoué

La figure 1 présente le complexe fluvio-lagunaire marin, composé du fleuve ouémé, de la rivière Sô du lac nokoué, des lagunes de Cotonou, de Porto-Novo et de l'océan atlantique. Sur ce complexe, 4 embarcadères de grande affluence sont installés et en plus viennent ceux ayant une moyenne et petite influence.

2.2- Circuit de transport fluvio-lagunaire sur le nokoué

Au cours de cette recherche, quatre types de transport ont été observés sur ce complexe, il s'agit de :

▪ Transport sur distance locale

Il s'agit des déplacements au sein d'un même arrondissement dont le but est de régler un besoin vital. Ce type de déplacement se fait avec de petites pirogues mouvant à l'aide des pagaies et voiles et avoisine 30 % de tout le trafic sur ce complexe de nokoué.

▪ Transport sur une moyenne distance

Ici le déplacement est intercommunal donc plus distant ; il s'agit des déplacements vers les villes environnantes de ce complexe fluvio-lagunaire pour des échanges commerciaux. Ces villes sont entre autres Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmè-Kpodji, Porto-Novo et Agouégué. Ils vendent souvent les produits halieutiques (poisson, crevette, crabe, huitre ...) et les produits agricoles et ils achètent les produits manufacturés et alimentaires. Ce trafic avoine

près 45 % du général sur le nokoué. Les photos 1 et 2 de la planche1 présentent respectivement les moyens de ce déplacement et la vente des poissons dans le marché à poisson de Tokpa Zoungo.

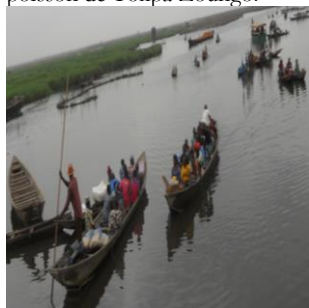


Photo 1 : transport par pirogue sur le lac nokoué



Photo 2 : Marché de poisson de Tokpa-Zoungo

Planche 1 : transport fluvio-lagunaire et vente de poissons

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018

La photo1 de la planche 1 présente les commerçants venus des communes lacustres par pirogues à pagaies et pirogues motorisées pour la vente de leurs marchandises. La photo 2 de la même planche présente les vendeuses de poissons au marché de Tokpa Zoungo à Calavi. Ces deux types de transport se font par pirogues de petites tailles et souvent sans moteurs. Elles transportent cinq personnes en moyenne avec leurs marchandises. Ces types de pirogues foisonnent dans les embarcadères installés aux abords du périmètre de ce complexe fluvio-lagunaire. Ces embarcadères sont très insuffisants et ceux qui existent sont très mal entretenus. En dehors de celui d'Abomey-Calavi à Tokpa-Zoungo bénéficiant du financement de la Direction du tourisme pour son aménagement, le reste est installé de manière artisanale avec tous les risques d'embarcation. La photo1 présente l'embarcadère d'Abomey-Calavi à Tokpa Zoungo.



Photo 1 : Embarcadère de Tokpa-Zoungo à Abomey-Calavi

Prise de vue : AGBANDJEDJE, février 2018.

La photo 1 présente l'embarcadère d'Abomey-Calavi, le mieux aménagé le long du complexe fluvio-lagunaire avec sa passerelle en bois et des escaliers favorisant la montée et la descente des passagers et des marchandises de toutes sortes.

▪ **Transport à des fins touristique, culturelle et culturelle**

En dehors de ces deux types de transport, il y a aussi le transport fait pour des fins touristiques, culturelles et culturelles. En effet, les maisons n'ayant pas de cours, les réjouissances au cours des cérémonies se font sur les pirogues. La danse populaire avec des chants rythmés par des tams-tams dans la pirogue. Les piroguiers qui font des jeux avec leurs pirogues bref tout pour séduire les spectateurs surtout ceux de la terre ferme. La photo 2 présente l'une de ces réjouissances à So-Ava après un enterrement.



Photo 2 : Réjouissance sur pirogues après un enterrement à Sô-Ava

Prise de vue : AGBANDJEDJE, février 2018

En plus du cultuel et du culturel, le transport fluvio-lagunaire favorise les activités touristiques et scientifiques sur le complexe fluvio-lagunaire de nokoué. Les villages lacustres de Ganvié, des Aguégué et ses environs sont régulièrement visités par les touristes et des scientifiques venus de tous les horizons pour satisfaire leurs curiosités. Dans leur ensemble, ce type de transport est à 15 % du trafic général de ce complexe.

La planche 2 présente une barque des touristes et des chercheurs au colloque-Marport 2016.



Photo 1 : Barque motorisée des touristes

Photo 2 :

Barque motorisée des chercheurs au

colloque Marport 2016

Planche 2 : Barques des touristes et chercheurs

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018 et novembre 2016

L'analyse de la planche 2 montre que le transport fluvio-lagunaire est un facteur du développement du tourisme et est source d'attraction des chercheurs. Une attention particulière mérite d'être apportée au transport fluvio-lagunaire pour la valorisation de ses potentialités.

Enfin sur ce complexe s'observe aussi le transport entre pays, à caractère purement commercial.

▪ **Transport international**

Sur de longue distance, ce transport international favorise le commerce transfrontalier entre les villes béninoises autour du complexe fluvio-lagunaire du nokoué (Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmè-kpodji, Porto-Novo) et les marchés de Badagri et de Lagos au Nigéria. Ce type de transport à forte capacité de main d'œuvre dure en moyenne entre 5 et 7 heures selon la vitesse du moteur des barques motorisées. Ce type de transport se fait par barques motorisées et donc avec des barques plus volumineuses pour transporter les produits pétroliers, les boissons et autres produits manufacturés du Nigeria. Les barques sont souvent dotées de double moteur pour la rapidité ou le relais en cas de panne de l'un. Ce type de transport est environ 15 % du trafic général. La planche 3 présente les barques utilisées pour ce commerce.



Photo 1 : Barque motorisée en chargement de bidons **Photo 2 :** Barque motorisée chargée de

bidons en partance pour Badagri,

Lagos

Planche 3 : Barques des touristes et chercheurs

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018

La photo 1 de la planche 3 présente l'embarquement des bidons et la photo 2 présente une barque chargée de ces bidons pour Badagriou Lagos où on achète tous les produits pétroliers, les boissons et autres produits manufacturés.

La voie fluviale-lagunaire-lacustre a été longtemps utilisée comme chemin de pénétration des territoires et donc mérite aujourd'hui une attention comme meilleure voie de développement des communes et voie de l'avenir dans le transport des biens et des personnes au Bénin. Elle ne nécessite pas de grands investissements en infrastructure sauf les embarcadères dont l'installation est très moins coûteuse que les gares, les aéroports, aérodromes et aéroports. Les moyens de transport sont à la portée des pauvres et les voies sont naturelles donc ne nécessitant pas d'investissement pour son aménagement.

2.3- Produits échangés entre le complexe fluvio-lagunaire marin et les villes environnantes

Le complexe fluvio-lagunaire marin formé de la rivière Sô, du fleuve Ouémé, du lac nokoué dont les eaux sont drainées dans l'océan Atlantique par le chenal de Cotonou et la lagune de Porto-Novo entretient de plaine d'inondation très riche pour les cultures vivrières et maraichères. Ainsi partent de ce complexe vers les villes environnantes, les produits agricoles et halieutiques vendus le long des berges et les marchés tels que Akassato, Abomey-Calavi, Dantokpa, Ekpè, Djasin... En dehors de ces lieux d'embarcadères, il y a des traversées qui ne sont pas dotées des embarcadères mais sont aménagées juste pour l'embarcation. Elles sont installées sur tout le périmètre de ce complexe. Les produits échangés sont divers, ce sont la patate, la banane, la tomate, le piment, les légumes, les produits halieutiques...

Par contre, au retour, les populations lacustres reviennent avec les produits manufacturés surtout et quelques vivriers dont elles ont besoin.

2.4–Enjeux du transport fluvio-lagunaire

Les enjeux du transport fluvio-lagunaire s'analyse au plan social, économique et environnemental.

- **Au plan social**, ce transport occupe plusieurs jeunes soit pour être piroguiers, soit pour être barreurs des barques motorisées, soit pour le commerce des produits pétroliers, des boissons, des produits manufacturés venus de Badagri ou Lagos. Ce transport favorise le brassage et l'intégration des peuples béninois et nigérian avec le mariage et la coopération entre eux sur plusieurs aspects de la vie (religion, activités économiques, culturelles,...)
Ce transport enregistre très rarement de cas d'accident et de congestion tel observé sur les autoroutes et les routes.
- **Au plan économique**, le commerce des produits pétroliers et manufacturés et boissons que favorise ce transport apporte de grands revenus aux acteurs. Le nombre de vendeurs d'essence dans les villes de Porto-Novo, de Sèmè-Kpodji, de Cotonou et d'Abomey-Calavi en est un exemple illustratif.
Ce transport ne nécessite pas trop de moyens pour l'installation de sa seule infrastructure qu'est l'embarcadère. Les moyens sont la pirogue et la barque motorisée dont le coût est à la portée des populations lacustres.
- **Au plan environnemental**, ce transport ne pollue pas l'environnement, à part les moteurs des barques qui ronflent et dégagent de petites fumées s'ils sont mal vidangés.
C'est bien un transport qui a encore le naturel en pratique et c'est ce caractère qui intéresse plus les touristes. Voyager en pleine heure avec du vent frais est bien naturel qui mérite une attention particulière.

Ce transport durant un passé récent était l'apanage des hommes mais aujourd'hui les femmes rivalisent la conduite des pirogues aux hommes et dament le pignon aux hommes sur la conduite des barques motorisées. Sur un échantillon de 150 piroguiers, il a été recensé 95 femmes soit 64 % piroguières. Par contre, sur 50 barreurs des barques motorisées, 7 % sont des femmes. La planche 6 présente la dominance des femmes dans ce transport par pirogue et une femme en train de conduire sa barque motorisée en photo 2 de la planche 6.

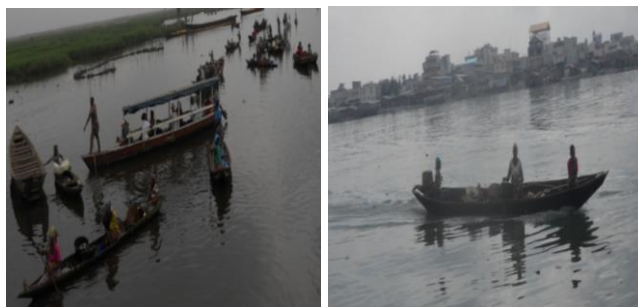


Photo 1 : Dominance des femmes pirogières **Photo 2 :** Femme conduisant sa barque motorisée

Planche 6 : Dominance des femmes-pirogières

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018

L'analyse des photos 1 et 2 de la planche montre que les femmes peuvent bien conduire les barques motorisées si elles ont les moyens de s'approprier un moteur. Ce moyen soulage plus les souffrances des femmes et rend plus aisés leur commerce et leur trajet sur l'eau.

La photo 2 montre l'aisance à laquelle cette femme manipule sa pirogue motorisée.

2.5-Contraintes liées au transport sur le complexe fluvio-lagunaire marin de nokoué

Les contraintes liées au transport fluvio-lagunaire s'analysent sur le comblement et pollution du plan d'eau. Le complexe fluvio-lagunaire marin favorise les échanges entre les communes lacustres et les villes environnantes grâce au transport fluvio-lagunaire. Cependant, l'usage fait des plans d'eau aujourd'hui crée assez de nuisance à ce type de transport. Il s'agit par exemple du comblement et de pollution des plans d'eau par les activités économiques et des pratiques peu recommandables.

• Comblement du plan d'eau

Le comblement du complexe s'explique d'abord par l'usage des Acadjas pour la pisciculture sur le plan d'eau naturel. Chaque année, plusieurs tonnes de branchages (Acadjas) sont installées sur le lac pour l'élevage des poissons. Cette activité leur procure assez de revenus mais par contre elle comble le lac car le reste de ces acadjas entretient la boue et donne la couleur noirâtre de l'eau qui dégage une odeur nauséabonde. La planche 4 présente le site de regroupement des boîtes de branchages et l'installation des acadjas sur le lac. Une telle pratique comble le lac car le reste de ces branchages se transforme en boue noirâtre avec des odeurs nauséabondes.



Photo 1 : Site des bottes de branchages (acadjas) **Photo 2 :** Installation de bottes d'acadjas avec

une barque

Planche 4 : acadjas sur le lac nokoué

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018

La photo 1 présente le site de regroupement des bottes pour les acadjas tandis que la photo 2 montre l'installation des bottes pour faire des acadjas sur le lac nokoué. Une telle quantité de branchage chaque année multipliée par le nombre de pêcheurs laisse prévoir que le lac se comble de nos jours en jours avec une telle pratique d'acadjas.

- **Pollution de la berge et le plan d'eau de nokoué**

En dehors de cette pratique, il y a la pollution du lac et ces berges par les déchets des ménages riverains et des marchés comme celui de Dantokpa. Ces ordures à côté de l'embarcadère de Dantokpa, le rend insalubre et pourtant les passagers prennent les barques sur ces ordures que présente la planche 5.

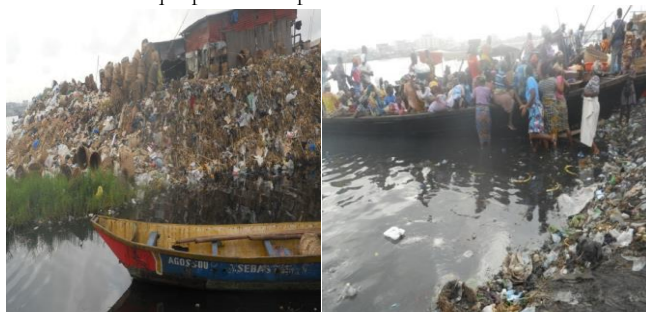


Photo 1 : Comblement du lac par les ordures **Photo 2 :** Embarcadère de Dantokpa avec ses

ordures

Planche 5 : Comblement de la lagune de Cotonou

Prise de vues : AGBANDJEDJE, février 2018

La hauteur de ces ordures sur la photo 1, atteignant celle de la toiture des hangars du marché de Dantokpa explique qu'aucune structure ne se charge de leur enlèvement et de

leur traitement. Les seuls lieux de dépôt sont la berge de la lagune et du chenal de Cotonou. Une telle pratique n'encourage pas l'entretien des embarcadères. Enfin la présence des jacinthes d'eau comble le lac et ne favorise pas la bonne circulation des pirogues et barque motorisées.

Discussion

L'importance des phénomènes sédimentaires liés aux conditions hydrodynamiques tels que la marée, les courants, la houle et le vent provoquent des situations d'envasement ou d'ensablement par décantation et piégeage de sédiments (Migniot, 1982 cité par P. Gregoire 2004 :5). Cette sédimentation des matières en suspension d'origine continentale ou marine constitue une entrave pour l'accès des navires aux infrastructures portuaires (P. Gregoire 2004 : 5). Pour maintenir ou améliorer les capacités d'accueil des sites portuaires et les embarcadères, les travaux de dragage sont indispensables à l'aide d'engins flottants au moyen de procédés mécaniques ou hydrauliques, et à les mettre en dépôt généralement par rejet en mer (immersion) ou refolement à terre (stockage, traitement, valorisation). Cependant la protection de milieux aquatiques s'est développée tant en droit interne qu'en droit international en accentuant la politique nationale sur les principes du développement durable comme l'affirme Alzieu et *al*, (1999 cité par P. Gregoire 2004 : 5), il convient donc de prendre les dispositions de nature à en limiter les impacts sur les écosystèmes. Ainsi, le dragage régulier du complexe fluvio-lagunaire de Nokoué est nécessaire pour la survie des activités économiques de ce complexe, mais ce souci ne doit oublier le développement durable des écosystèmes aquatiques : marine, fluvial, lagunaire et lacustre.

Conclusion

La mobilité des populations du complexe fluvio-lagunaire marin de nokoué est rendu possible grâce à l'usage des pirogues ou barques à voile, à rame et motorisé qui y flottent nuits et jours. Elle favorise les échanges entre les populations de ce complexe et les villes environnantes. Le transport fluvio-lagunaire est à la fois vecteur du développement socioéconomique et favorise les loisirs dans cet environnement en général. L'usage de ce complexe et sa delta concourt à de larges mutations socio-économiques et de l'organisation de l'espace avec plusieurs nouvelles activités économiques telles que le Acadjas, l'extraction du sable, le commerce des produits pétroliers, des boissons et d'autres produits manufacturiers venus du Nigeria.

L'analyse de l'implication des acteurs potentiels de ces différentes activités et les ressources financières mobilisées par jour, impose de solutionner les problèmes dans ce mode de transport. L'aménagement des embarcadères tout autour de ce complexe fluvio-lagunaire marin et l'allègement de l'achat des barques motorisées facilitent et redynamisent ce mode de transport dont les effets sur les secteurs d'activités ne sont pas négligeables.

Les enjeux de l'aménagement des berges des lagunes de Cotonou et de Porto-Novo et du lac nokoué sont énormes au plan social, économique, touristique et environnemental puisse que ce mode de transport pollue moins que les autres. Ces berges sont les vitrines du système de flux de biens et de personnes, eu égard aux enjeux économiques de chaque ville.

Bibliographie

ALZIEU ET QUINIOU 1999 : Dragages et environnement marin. Etat des connaissances-comportement des polluants, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, 223 p.

DAMIEN M., 1997 : Les transports fluviaux, Paris, Que Sais-Je., PUF, 126 p.

EBU, BVB, EICB, UE, 2009 : Le fleuve, un mode de transport à forte valeur ajoutée : l'avenir du transport de marchandise et de la navigation fluviale en Europe, 2010-2011, Rotterdam, Bureau d'information sur la navigation fluviale, 72 p.

FAES B. 1998 : La plaisance sur les voies navigables de Wallonie. Liège, 18 p.

GREGOIRE P. 2004 : Modèle conceptuel d'aide à la décision multicritère pour le choix négocié d'un scénario de dragage maritime. Thèse de Doctorat, L'Université d'Artois, 282 p.

J RITTER 1971 : Géographie des transports, presse universitaire de France 108 boulevard Saint Germain, Paris Que sais-je N° 1427, 136 p.

LECHNER G., 2006 : Le fleuve dans la ville, la valorisation des berges en milieu urbain, paris, 118 p.

SOSSOU-AGBO A. L. 2014 : La mobilité dans le complexe fluvio-lagunaire de la basse vallée de l'Ouémé au Bénin, en Afrique de l'Ouest. Thèse de Doctorat unique, Université de Grenoble 357 p

LA FILIERE DE L'OIGNON COMMERCIALISE SUR LE MARCHE DU GROS DE DAPAONG : ACTEURS, PRATIQUES ET PERFORMANCE

Dr Mandahèwa KAMINA,

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)

Email : kamina_manda@yahoo.fr

Dr NANOIN Damitonou,

Maître-assistant à l'Université de Kara,

Email : nanoini2011@2011.fr

Dr SIMYELI Abozi-Esso

Laboratoire de Recherches Biogéographiques et d'Etudes Environnementales (LaRBE).

Email : Sim_syl@yahoo.fr

RESUME

La présente étude s'est attachée à analyser la filière oignon, produit en culture de contre saison dans la Région des Savanes au Nord Togo et commercialisé sur le marché du gros de Dapaong. Elle a pour objectif de mesurer la performance économique et financière de cette activité. L'approche filière, s'appuyant sur le paradigme Structure, Comportement et Performance (SCP), a été privilégiée lors des travaux de terrain. Les résultats obtenus laissent apparaître des points positifs malgré la conjoncture dépréciative au niveau du système de production et dans le fonctionnement du marché. Les coûts de production permettent une rémunération financière et économique substantielle des producteurs, majoritairement féminins, alors que les circuits de commercialisation semblent bien rodés pour jouer correctement le rôle d'intermédiation entre l'offre et la demande. Cependant, les dysfonctionnements du marché, marqués essentiellement par des fluctuations incessantes des prix, compromettent l'efficacité globale dudit commerce. L'analyse globale de la performance économique du marché, à travers l'examen des chaînes de valeur, indique paradoxalement une faible rémunération des producteurs ruraux par rapport aux intermédiaires, notamment les Collecteurs-Stockeurs-Revendeurs qui jouent le rôle d'outsiders dans le système. Face à cette situation conjoncturelle défavorable aux producteurs, nous suggérons un appui technique et structurel de la part du gouvernement et des Organisations Non Gouvernementales (ONG). Les actions pourraient être conduites dans le sens d'aider à l'amélioration de la rentabilité productive, à la mise en place d'infrastructures efficaces de conservation et, surtout, au renforcement de la transparence du système de commercialisation du produit.

Mots clés : Dapaong, filière d'oignon, acteurs, stratégies commerciales, performance du marché.

ABSTRACT :

This study focused on analyzing the onion industry, produced in off-season crops in the Savannah Region and marketed on the wholesale market in Dapaong. It aims to measure the economic and financial performance of this activity. The chain approach, based on the Structure, Behavior and Performance (SCP) paradigm, was favored during the fieldwork. The results show positive points in spite of the depreciating state of the production system and the functioning of the market. The production costs allow a substantial and economic remuneration of producers, mostly women, whereas marketing channels seem well provided to play the role of intermediation between supply and demand. However, market failures, market mainly by incessant price fluctuations, undermine the overall efficiency of that trade the overall analysis of the economic

performance of the market, through the examination of value chains, paradoxically indicates a low remuneration of rural producers compared to intermediaries, especially the Collectors-Stock-dealers who act as outsiders in the system. In the face of this adverse economic situation for producers, we suggest technical and structural support from the Government and Non Government Organizations (NGO). Actions could be taken in the direction of helping to improve productive profitability, establishing efficient conservation infrastructures and, above all, enhancing the transparency of the product marketing system.

Key words: *Dapaong, onion sector, actors, business strategies, market performance.*

Introduction

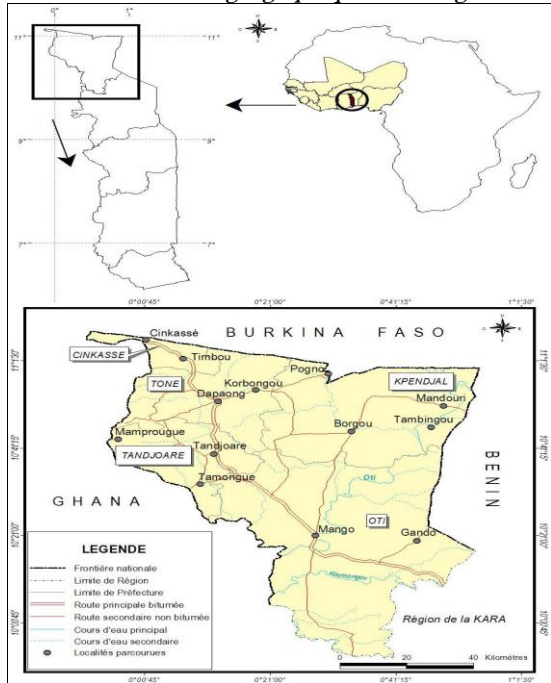
Le Togo appartient à la catégorie des pays à faible revenu avec un secteur agricole encore dualiste, essentiellement caractérisé par la coexistence d'un système de production vivrière traditionnel et de subsistance juxtaposée à un système de cultures d'exportation, introduites depuis la période coloniale (RNA, 2014 : 3). Les pratiques culturelles qui en résultent fournissent des niveaux de productivité relativement bas qui ne permettent pas aux paysans de tirer pleinement profit de leur labeur (DSID, 1996 : 8). De même, le niveau de la valeur de la production à l'hectare est très faible. Il s'établit en moyenne à 400 000 FCFA/ha au Togo (RNA, 2014 : 1). Les corolaires d'une telle situation est le niveau inquiétant de la pauvreté en zone rurale au Togo.

En effet, la pauvreté au Togo est plus aiguë en zones rurales qu'en zone urbaine et, elle s'accroît globalement du Sud vers le Nord (DISRP, 2004 : 11). Le gouvernement togolais, en collaboration avec les partenaires au développement (FIDA, BOAD, BIDC, Banque Mondiale, etc.), s'active à l'amélioration substantielle des conditions de vie et de travail de ces ruraux. Les efforts sont certes louables (QUIBB, 2006-2011 : 22), mais il y'a encore du chemin à faire. Au-delà des actions de plus en plus accrues en faveur de l'amélioration des techniques culturelles et de l'introduction de nouvelles technologies visant l'intensification agricole, l'introduction et la diversification de nouvelles filières agropastorales s'imposent dans toutes leurs plénitudes.

Dans la région des Savanes au Nord du pays, l'importance grandissante que prennent les cultures maraichères ces dernières années, permet non seulement de couvrir les besoins locaux en légumes frais et autres plantes potagères, mais aussi de dégager des excédents exportables, sources tangibles de revenus. Cette étude a pour objectif général de mettre en exergue le système global de fonctionnement de la filière oignon en émergence dans les systèmes culturels à contre saison dans les ménages ruraux de la Région des Savanes au Nord-Togo. Plus spécifiquement, il est question d'identifier les principaux acteurs impliqués dans la production et la commercialisation de l'oignon, d'élucider leurs stratégies d'optimisation de la plus-value et de mesurer la performance financière de l'activité. C'est dans cet esprit de gain pécuniaire, avec pour point de mire, la nécessité d'améliorer les conditions de vie des ruraux dans les savanes togolaises, que s'inscrit cette étude portée sur la filière oignon commercialisé sur le marché de gros de Dapaong. La Région des Savanes, dans toute sa globalité, constitue l'espace géographique identifié pour cette étude. Mais, les

1. Localisation géographique de la Région des Savanes
La Région des Savanes est située à l'extrême nord du Togo, entre 10° et 11° de latitude nord et 0° et 1° de longitude est. D'une superficie totale de 8.534 km², la Région des Savanes est limitée au Nord par le Burkina-Faso, à l'Ouest par le Ghana, à l'Est par le Bénin et au Sud par la région administrative de la Kara (Carte 1).

La Région des Savanes est située à l'extrême nord du Togo, entre 10° et 11° de latitude nord et 0° et 1° de longitude est. D'une superficie totale de 8.534 km², la Région des Savanes est limitée au Nord par le Burkina-Faso, à l'Ouest par le Ghana, à l'Est par le Benin et au Sud par la région administrative de la Kara (Carte 1).



Source : NANOINI, 2011 : 33.

Le choix du marché de grossistes d'oignon de Dapaong pour mener cette étude vise à éclairer nos lecteurs sur l'importance de la filière locale d'oignon dans l'approvisionnement national et du relèvement substantiel du niveau de vie des acteurs impliqués. La collecte des

données primaires ayant servi à la rédaction de cet article a nécessité un ensemble de matériels et une démarche méthodologique ci-après déclinés.

2. Matériels et méthodes

2.1. Matériels

Les activités de recherches se sont particulièrement intéressées aux moyens et aux conditions de travail des producteurs (évaluation financière des activités culturelles, des intrants agricoles associées aux systèmes de production et autres charges inhérentes), aux pratiques commerciales de l'oignon (l'évaluation des prix surtout), aux acteurs impliqués, à l'évaluation des coûts de production (charges) et des marges bénéficiaires.

Le matériel utilisé pour la collecte des données primaires issues de ces observations comprend essentiellement des fiches de relevés de prix qui ont servi à établir la grille annuelle des prix (décembre 2017-novembre 2018), des fiches d'interviews lors des rencontres avec les producteurs, les commerçants et les personnes ressources, un appareil photo numérique pour la prise de photos et une balance(basculé)utilisée pour évaluer quantitativement les différents instruments de mesure.

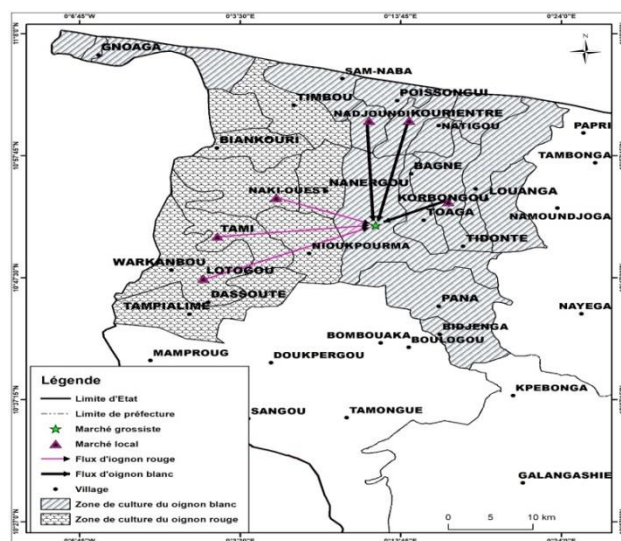
2.2. Méthodes

Cette étude a été conduite courant décembre 2017- novembre 2018. Elle a abordé deux aspects axés sur une démarche déductive tirée du paradigme Structure, Comportement et Performance (SCP) du marché élaboré par Bain (1968).

1^{er} aspect de l'étude : observation des conditions de production de l'oignon et évaluation des charges (coûts de production)

Les observations de terrain et les questions techniques relatives à la conduite des activités culturelles et d'entretien phytosanitaires des plantes ont été adressées à 82 producteurs et à 2 conseillers techniques agricoles. Cet exercice a permis d'évaluer les dépenses consenties (les charges) pour la production d'oignons et de relever les difficultés inhérentes à la pratique de cette activité au niveau des producteurs. Cette partie de l'étude a été menée dans deux zones de production selon les deux types de variétés d'oignons généralement produites dans la région (Carte 2).

Carte 2 : Les zones de production et les circuits d'approvisionnement de l'oignon au marché grossiste de Dapaong



Source : Fond de carte DGSCN, conception et réalisation KAMINA, octobre 2017.

Selon la carte 2, l'oignon localement produit et commercialisé dans la Région des Savanes provient principalement des bas-fonds localisés dans les préfectures de Tandjoré, de Tône et de Cinkassé. Deux variétés d'oignons se partagent cet espace de production agricole :

- **L'oignon « rouge »**

L'espace géographique dédié à la production de cette variété d'oignon couvre les localités situées au centre-ouest de la Région des Savanes, frontalières avec le Ghana. Il s'agit notamment des bas-fonds localisés dans les cantons de Tampialime (Préfecture de Tandjoré), Lotogou, Tami, Naki-Ouest, Nanergou (Préfecture de Tône), Biankouri et Timbou (Préfecture de Cinkassé). Le bas-fond de Kpatchiangbane, qui longe la frontière ghanéenne depuis Biankouri (au nord) jusqu'à Lotogou (au sud), a permis de réaliser cette partie technique de l'étude dans cette zone. Au totale 41 producteurs ont été interrogés dans ce bas-fond.

- **L'oignon « Blanc »**

La zone de production de cette variété d'oignon couvre globalement les localités situées à l'Est et au Nord-est de Dapaong, notamment dans les cantons de Korbongou, Katindi, Sanfatoute (Préfecture de Tône), Boadé, Noaga, Gouloungoussi et Cinkassé (Préfecture de Cinkassé). Le bas-fond de Nagbandja, qui va de Katindi (au sud) jusqu'à Poissongui (au nord, frontière avec le Burkina-Faso), a été retenu pour réaliser cette partie technique de

l'étude consacrée cette zone. Au totale 41 producteurs ont été également interrogés dans ce bas-fond.

☞ 2^{ème} aspect de l'étude : l'évaluation des prix et des marges nettes de l'activité de production et de vente de l'oignon à Dapaong

Cette partie de l'étude a porté sur trois niveaux de marché d'achat-revente : au niveau des bassins de production, au niveau des marchés locaux (ou marchés primaires de collecte) et au niveau du marché de gros à Dapaong comme l'indique la carte 2.

Au niveau de ces différents marchés, il a été question d'observer les conditions d'écoulement des marchandises (oignons), en particulier relever les prix de vente ou d'achat, peser les produits pour homologuer les instruments de mesure, relever les motifs du choix de telle ou telle variété d'oignon, etc. Une analyse intégrée des données recueillies a permis, à partir des résultats de calcul des coûts de production (charges) et des marges nettes, d'établir et de discuter la rentabilité commerciale de l'activité.

Le traitement des données a été réalisé manuellement et à l'aide de plusieurs logiciels (MapInfo Professional, SPSS Win, Microsoft Excel).

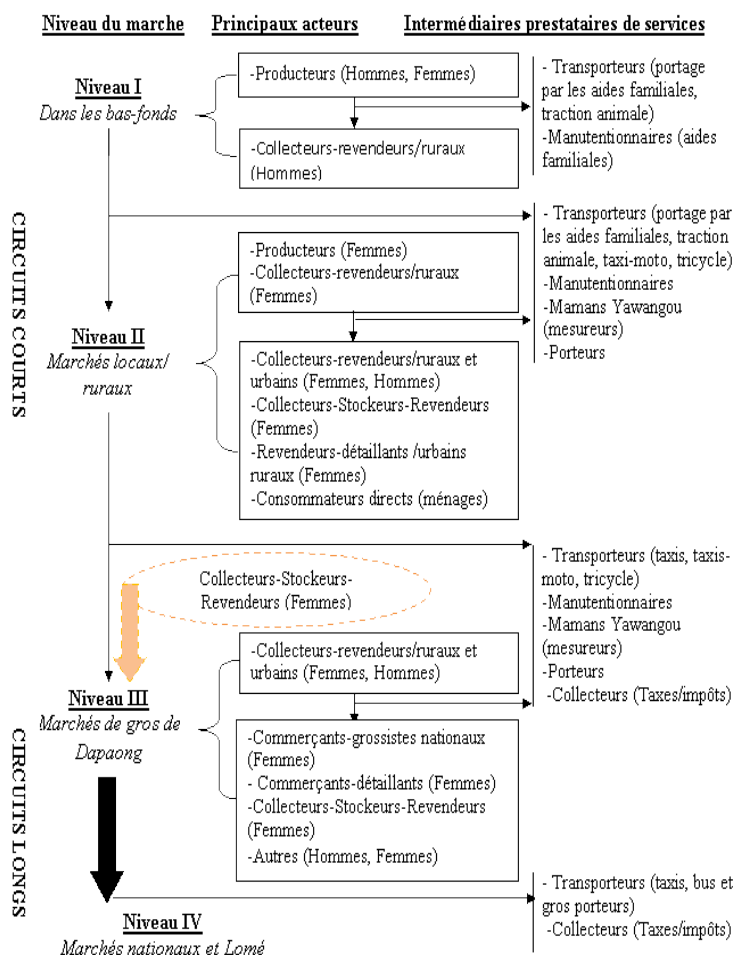
3. Résultats et discussions

Le système informel dans lequel évoluent la production et la commercialisation de l'oignon dans la Région des Savanes impose d'aborder cette étude dans une vision synoptique en vue de cerner ses grands ensembles fonctionnels, notamment ses composantes structurelles, le comportement des acteurs impliqués et la performance de la filière (KAMINA, 2016 : 48). C'est autour de ces trois thématiques que se sont structurés les résultats de ce travail.

3.1.1. Structure du marché

Cette section identifie les circuits, les différents niveaux du marché, les acteurs impliqués et leur niveau d'intervention, les infrastructures et matériels associées, l'intervention des pouvoirs publics, etc., (Schéma 1).

Schéma 1 : Circuits, acteurs impliqués et leurs niveaux d'intervention



Source : Enquête de terrain, décembre 2017-novembre 2018.

☞ Les circuits, les niveaux du marché et les acteurs impliqués

Le schéma 1 indique deux (2) types de circuits et quatre (4) niveaux de marchés achat-revente de l'oignon localement produit dans les Savanes togolaises.

Les circuits courts regroupent les marchés de collecte des bas-fonds (Niveau I), les marchés locaux répertoriés en zones rurales, dans les environs des bas-fonds de production et sur un rayon d'environ cinq (5) kilomètres (Niveau II) et le marché de grossistes de Dapaong (Niveau III). Ces circuits concernent l'ensemble des marchés de regroupement et de redistribution situés exclusivement dans la Région des Savanes et dont la sphère d'intervention ne dépasse pas un rayon de cent (100) kilomètres.

Globalement évalués, les acteurs intervenant tout au long de cette filière régionale sont dans leur majorité des femmes (76,22%) dont l'âge est compris entre 20-65 ans (77%). Leur niveau d'instruction est jugé faible puisque 32,33% n'ont jamais mis pieds à l'école occidentale, 63,19% n'ont même pas fini leurs études primaires et que seulement 04,48% ont fait le secondaire. Mais il faut reconnaître que ces données globalisantes cachent des spécificités internes à chaque niveau du marché.

Les collecteurs-Stockeurs-Revendeurs apparaissent comme les outsiders de cet ensemble d'acteurs directement impliqués sur le marché. Ils font leur entrée sur le marché en période de pléthore et de bas prix pour jouer le rôle de collecteurs et, en période de déficit et d'escalade de prix, pour le rôle de revendeurs. Ils sont dans leur majorité des femmes (plus de 70% d'acteurs interrogés). Pour plus de 37% de ces acteurs, les stocks sont garantis par le préfinancement de la production. Ils attendent les périodes de carence de l'oignon sur le marché (août-octobre) pour y injecter leurs stocks et enrichir (en produit) les circuits longs comme l'a indiqué la figure 1 plus haut.

☞ **Les intermédiaires prestataires de services**

Tout au long des circuits de commercialisation de l'oignon localement produit dans la Région des Savanes, plusieurs prestataires des services rémunérés ont été identifiés comme l'a indiqué la figure 1 :

- les transporteurs : ils sont chargés de déplacer les marchandises d'un niveau de marché à un autre, du magasin de stockage à la place du marché, de la maison au marché ou du marché au parking. Ils sont des chauffeurs de camions ou de véhicules de transports en commun des personnes ou des marchandises, des conducteurs de taxis motos (deux roues ou tricycle), porteurs (transport sur la tête), responsables des chariots appelés « pousse-pousse » (à traction animale ou humaine), etc. Le type de transport emprunté dépend de la distance et de la quantité des marchandises. Ces acteurs sont dans leur totalité des hommes d'âge mûr (20 ans et plus).

- les manutentionnaires : ils sont de jeunes garçons (âge compris entre 12 et 22 ans), élèves pour la plupart, chargés de coudre les sacs et d'organiser l'entreposage des marchandises avant embarcation. Les plus âgés du groupe assurent le chargement des camions sur le marché de gros de Dapaong. Leur rémunération est au prorata du nombre de colis chargés.

- les **mamans Yawangou** : ce sont des femmes d'âge compris entre 30 et 60 ans, facilitatrices d'échanges dont le rôle est d'assurer le fractionnement du sac d'oignon acheté en commun par plusieurs clients. Intermédiaires technico-commerciaux, ces femmes peuvent parfois assurer la vente des marchandises (oignon) pour le compte d'un grossiste empêché ou d'un vendeur opportunément arrivé sur le marché (producteur, collecteurs-stockeurs-revendeurs). Leur rémunération s'effectue par bassine d'oignon mesurée et sur négociation.

- les agents des services d'impôts et taxes : ils assurent la perception des taxes et impôts sur les marchés ruraux et le marché de gros de Dapaong. Ils sont souvent associés aux tracasseries auxquelles font face les commerçants et les transporteurs, notamment à propos de la taxe dite « *d'enlèvement* » que les commerçants venant d'autres régions se doivent de payer avant embarcation de la marchandise.

L'analyse de la structure du marché signale pour l'essentiel le rôle prédominant de la gent féminine tout au long de la filière en tant qu'actrices principales. Cela vient corroborer les travaux de ZINSOU-KLASSOU (2007) et de BALOMBA (2013), respectivement sur l'approvisionnement de la ville de Lomé en vivriers marchands et sur la filière vivrière paysanne dans le Bas-Congo. Déterminées à engranger des plus-values significatives, ces femmes ne manquent pas d'ardeur et de stratégies pour y arriver.

3.2 Le comportement des acteurs

Cette section prend en compte l'ensemble des stratégies élaborées par les commerçants en vue d'engranger des plus-values significatives et de maintenir ainsi la pérennité de leurs affaires.

3.2.1. Le marchandage des prix aux producteurs

Les paysans en situation de difficultés financières vendent une partie ou même la totalité de leur production d'oignon directement dans les bas-fonds (environ 35 à 40%). Ce qu'il faut en substance retenir à ce niveau est que les charges à la production ne constituent pas la base de fixation du prix de vente au niveau des paysans producteurs d'oignon. De manière générale et quelle que soit la situation du bas-fond, les transactions sont toujours conclues après un marchandage entre acheteur et vendeur. Pour faire basculer l'avantage du prix à sa faveur, le commerçant Collecteur-Revendeur avance très souvent des arguments d'éloignement du village par rapport au marché de regroupement de Dapaong, les charges de transport ou d'acheminement de la marchandise, les taxes du marché, etc. Néanmoins, le vendeur a lui aussi la possibilité de s'informer du prix de clôture du marché précédent (sur le marché de gros de Dapaong) avant d'accepter les arguments managériaux de l'acheteur.

3.2.2. La valorisation de la plus-value

Pour maximiser leurs gains financiers, les commerçants revendeurs d'oignon sur le marché de grossistes à Dapaong agissent sur plusieurs déterminants comme la valorisation des prix à la revente, le trucage des instruments de mesure, l'arbitrage sur le marché à travers la lutte contre la concurrence, etc.

La valorisation des prix à la revente

Contrairement aux prix fixés aux producteurs dans les bas-fonds, la fixation des prix au niveau des marchés de regroupement et de redistribution (niveau II et niveau III) tient compte des dépenses engagées tout au long du processus d'acheminement des marchandises, depuis les centres d'approvisionnement jusqu'au marché central de revente. Ils prennent également soins de faire une lecture générale de la situation de l'offre et de la demande sur le marché. Ici, le marchandage entre deux partenaires n'intervient que pour revoir le prix par rapport à la qualité du produit. Selon les informations reçues sur le marché de gros de Dapaong (niveau III), les prix de revente de l'oignon sont préalablement discutés

et arrêtés en commun accord entre vendeurs et acheteurs. C'est un exercice de marchandage collectif, challengé par le puissant syndicat des revendeurs d'oignon du marché de gros de Dapaong. L'offre et la demande constituent les seuls baromètres de définition du prix de base à ce niveau. Ce prix, une fois arrêté, s'impose à tous les commerçants exerçant sur le marché pour la journée. Toutefois, ce prix consensuel peut subir de légères modifications au cours de la journée face au jeu de la demande et de l'offre. Ces prix indicatifs consensuels varient selon le type de variété d'oignon. D'une manière générale, l'oignon rouge coûte légèrement moins chère que l'oignon blanc, surtout en période d'abondance. On a pu enregistrer environ 1000 à 2000 FCFA de différence pour le prix du sac d'oignon.

☞ **Le truchage des instruments de mesure**

Deux instruments de mesure sont couramment utilisés sur le marché d'oignon à Dapaong : un sac dont la mesure fait environ 120kilogrammes d'oignon et une bassine dont deux fois et demi à trois mesures font le sac (Planche 1).

Planche 1: Les instruments de mesure de l'oignon sur le marché grossiste de Dapaong



Source : Enquête de terrain, décembre 2017-novembre 2018.

La planche 1 présente deux photos illustrant les instruments de mesure utilisés sur le marché de l'oignon à Dapaong. Sur la première photo à gauche, on voit une dizaine de sacs blancs remplis d'oignons, cousus et posés verticalement en face des hangars où passe une femme, partiellement visible avec un sac blanc sur la tête. Sur la deuxième photo à droite, on voit partiellement une femme accroupie mesurant une bassine d'oignon que lui verse une autre revendeuse également partiellement visible. La stratégie utilisée ici pour maximiser la plus-value vient de l'utilisation frauduleuse de ce matériel de mesure.

En effet, pour mettre en évidence cette situation de tricherie, nous avons utilisé une bassine teste récupérée sur le marché d'approvisionnement (Niveau I). Par cette bassine, nous avons obtenu trois mesures pour un sac d'oignon acheté au producteur. Sur le marché de gros de Dapaong, le sac d'oignon donne deux mesures et demie de la même bassine. Cette différence de demi-bassine entre le sac acheté au producteur et le sac à la revente constitue en substance la plus-value de l'agent Collecteur-Revendeur.

☞ **La stratégie achat-stockage-revente**

Cette opération consiste à acheter l'oignon à moindre coût en période d'abondance, le conserver dans des conditions techniques rigoureuses bien établies pour être revendu à un prix exorbitant en période de pénurie (CHOHIN, 1997 : 12). Pour la campagne 2017-2018 par exemple, le sac d'oignon qui a coûté 25.000 FCFA en mars-avril passe à 70.000 en août-septembre. Si nous estimons les pertes lors de la conservation à 20% (GERGELY, 2002 : 2), le gain par sac s'élève à 31.000 FCFA, soit une plus-value largement supérieure à 100% du fond d'investissement.

Comme on le voit, les acteurs du marché informel de l'oignon localement produit et commercialisé à Dapaong ne manquent pas de manies pour réaliser des gains financiers substantiels. FIAMOHE (2009) avait également signalé l'existence de telles stratégies dans les échanges de produits vivriers sur les marchés du Bénin. Pour plusieurs auteurs (ZINSOU-KLASSOU, 2007 : 205 ; BALOMBA, 2013 : 12 ; KAMINA, 2016 : 152), ces comportements, parfois imprévisibles et totalement conjoncturels, répondent au caractère informel du système fonctionnel du marché et renforcent les liens de corrélations entre ses trois niveaux (SCP). C'est ainsi qu'il nous semble évident de s'interroger sur la performance financière de l'activité.

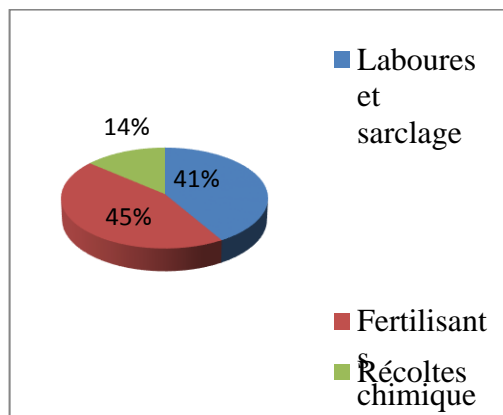
3.3. La performance financière du marché

L'analyse de la performance conduit à mesurer en termes de variables les coûts de production, les charges de la transaction et les marges bénéficiaires (KAMINA, 2005 ; BALOMBA, 2013).

3.3.1. Les coûts de production de l'oignon

Ce fut un exercice périlleux de chercher à évaluer les coûts de production chez les paysans producteurs d'oignon. Ceux-ci éprouvaient en effet des difficultés, mêmes pour les plus instruits, à estimer les charges entrant dans les calculs des coûts de production. Nous avons réussi à formuler ces charges en trois rubriques qu'illustre le graphique 1.

Graphique 1: Les charges moyennes de production d'oignon blanc et rouge sur 0,25 hectare



Source : Enquête de terrain, décembre 2017-novembre 2018.

Les données ayant permis la construction du graphique 1 sont obtenues à partir des estimations formulées par 82 paysans producteurs d'oignon interrogés dans les bas-fonds. Les estimations ainsi obtenues portent les charges moyennes totales de production d'oignon sur 0,25 hectare à 145.000 FCFA. L'analyse de ces données indique les fertilisants chimiques et les produits phytosanitaires (45%) comme les charges les plus importantes des dépenses réalisées par les producteurs d'oignon. Les activités de labours et de sarclage (41%) et celles des récoltes (14%), même si elles sont significatives à 55% lors qu'on les additionne, ne le sont pas aux yeux des paysans puisqu'elles ne sont souvent pas monnayables comme les coûts de transactions.

3.3.2 Les coûts de transactions

Ils portent sur les charges (fixes et variables) et les prix de revente de l'oignon sur le marché grossiste de Dapaong.

☞ Les charges

Les charges supportées par les commerçants collecteurs-revendeurs pour l'achat et l'acheminement de l'oignon jusqu'au marché grossiste de Dapaong sont récapitulées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Charges fixes moyennes par sac d'oignon acheminé jusqu'au marché de gros de Dapaong

Charges	Coût moyen de la charge en F CFA	% du total des charges
Transports	2.000	59,70
Manutention	400	11,94
Taxes et impôts	600	17,91
Autres	350	10,45
Total	3.350	100

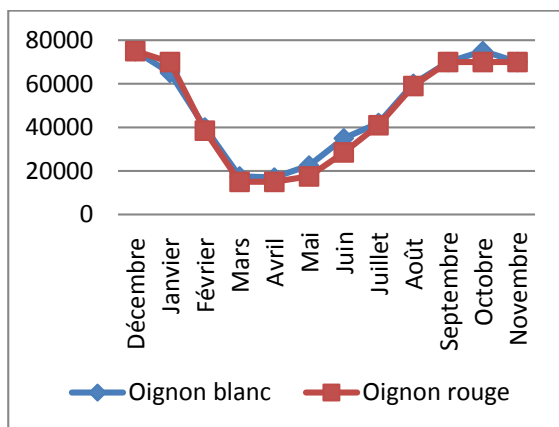
Source : Enquête de terrain, avril-mai 2018.

Le tableau 1 indique 3.350 FCFA comme le total des charges consenties par les commerçants pour acheminer le sac d'oignon depuis les marchés d'approvisionnement jusqu'au marché de grossistes à Dapaong. Les charges liées au transport sont les plus importantes avec une proportion de 59,70% du total des charges. Les autres charges sont les taxes et impôts (17,91%), la manutention (11,94%) et autres comme des commissions et pot de vin (10,45%).

☞ **Evolution annuelle du prix du sac d'oignon sur le marché grossiste de Dapaong**

Les prix de vente en gros de l'oignon sur le marché urbain de Dapaong sont soumis à de très fortes variations saisonnières, dues à la saisonnalité de la production (Graphique 2).

Graphique 2 : Evolution des prix moyens du sac d'oignon de décembre 2017 à novembre 2018 sur le marché grossiste de Dapaong



Source : Enquête de terrain, avril-mai 2018.

L'analyse du graphique 2 indique que les prix apparaissent minimaux de mars à mai (autour de 19.500 FCFA pour l'oignon blanc et de 16.500 FCFA pour l'oignon rouge) et maximaux d'août à novembre (autour de 80.000 FCFA pour les deux sortes d'oignon).

3.3.3 Les marges bénéficiaires et la performance financière du marché

Le tableau 2 récapitule les gains pécuniaires annuels estimés par types acteurs impliqués sur le marché grossiste de Dapaong.

Tableau 2 : Marges bénéficiaires annuelles évaluée par sac d'oignon à Dapaong

Acteurs	Coût de production par sac	Prix moyen par sac à l'achat	Charges moyennes par sac/charges et pertes	Prix moyen par sac à la revente	Marge bénéficiaire moyenne par sac	Quantité moyenne de sacs vendus par an	Gain financier moyen annuel
Producteur	6.000	-	-	22.000	16.000	30	480.000

Collecteur s-revendeur	-	Variab le	3.350	Variab le	3.700	392	1.450.400
Collecteur -stockeur-revendeur	-	25.000	5.000	75.000	45.000	17	765.000

Source : Enquête de terrain, décembre 2017-novembre 2018.

La lecture du tableau 2 permet de comprendre en substance que les marges bénéficiaires tout au long de la filière oignon, localement produit et commercialisé dans la Région des Savanes, varient sensiblement selon les acteurs impliqués, les quantités de produits échangés et la période choisie pour libérer les approvisionnements stockés.

Pour un sac d'oignon produit, le paysan investit environ 6.000 FCFA, le vend à un prix moyen de 22.000 FCFA et capitalise un gain estimé à 16.000 FCFA. La moyenne de production annuelle par paysan étant estimée à 30 sacs, le gain financier engrangé en moyenne par producteur s'élève à 480.000 FCFA. Pour les Collecteurs-revendeurs, le prix d'achat et de la revente d'un sac d'oignon restent variables dans le temps, mais les charges moyennes et le bénéfice pécuniaire qui y sont associés s'élèvent respectivement à 3.350 FCFA et 3.700 FCFA. La moyenne annuelle de sacs d'oignon vendus par agent Collecteur-revendeur étant estimée à 392 sacs, le gain financier engrangé en moyenne par acteur s'élève à 1.450.400 FCFA. Enfin, pour les Collecteurs-stockeurs-revendeurs, les charges consenties par sac pour l'achat, l'acheminement au magasin et la conservation sont estimées à 30.000 FCFA en moyenne. Le prix de la revente et le gain financier par sac sont en moyenne respectivement estimées à 75.000 FCFA et 45.000 FCFA. Etant donné qu'un agent Collecteurs-stockeur-revendeurs, selon les témoignages du terrain, ne peut qu'en moyenne stocker et revendre 17 sacs d'oignon par an, le gain financier qui lui est associé en calcul est évalué à 765.000 FCFA en moyenne annuelle.

En valeur absolue, l'analyse des données du tableau 3 indique une production annuelle de richesses financières de l'activité plus importante chez les agents Collecteurs-revendeurs avec une valeur moyenne de 1.450.400 FCFA de bénéfice par acteur, contre respectivement 765.000 FCFA chez les agents Collecteurs-stockeurs-revendeurs et 480.000 FCFA chez les producteurs. Mais en réalité, ces chiffres cachent des distorsions profondes qui illustrent le caractère inédit du système de fonctionnement du dit marché. En effet, en évaluant par exemple l'investissement (relatif) et le gain par sac d'oignon, on constate un taux d'intérêt de plus de 250% chez les producteurs, 150% chez les Collecteurs-stockeurs-revendeurs et seulement environ 18% chez les Collecteurs-revendeurs. Evidemment, sur cette base, les paysans sont les mieux lotis dans la distribution de la richesse tout au long de la filière oignon à Dapaong. Cependant, si l'on considère d'autres facteurs plus intrinsèques à la filière et à sa production de la richesse (temps de production et de travail, la main-d'œuvre

impliquée, difficultés et risques, etc.), les paysans se révéleraient plus exposés et moins lotis. Selon les témoignages reçus des enquêtes de terrain, la majorité des producteurs vendent leurs récoltes (35 à 40%) entre février et juin, ce qui minimise leurs gains pécuniaires. Par contre, les collecteurs-stockeurs-revendeurs attendent jusqu'à fin août avant de commencer à libérer leurs stocks, ce qui leur permet d'engranger d'importantes plus-values en termes de temps de travail et d'investissement.

A ce stade de notre travail, il est impossible de dire avec exactitude qui des acteurs impliqués fait plus de plus-value que l'autre. Une chose est cependant bien claire, la filière oignon dans les savanes togolaises est une activité rentable à tous les niveaux. Pour le monde rural, c'est une activité de rente qui ne perturbe nullement pas le cycle normal de la production végétale vivrière, puisque c'est une activité de contre saison.

Conclusion et suggestions

La présente étude a permis de comprendre certains faits inhérents à la filière oignon localement produit et commercialisé sur le marché grossiste de Dapaong. Le système de production reste encore rudimentaire et manuel, assuré par l'ensemble du ménage impliqué, y compris les enfants. Deux variétés d'oignon se partagent l'espace d'étude à savoir, l'oignon blanc dans la partie orientale et l'oignon rouge dans la partie occidentale. Globalement, la production se développe rapidement dans la région et, cela ne semble pas poser, du moins jusqu'à présent, de problème structurel majeur d'excédent de l'offre par rapport à la demande nationale, qui semble également en forte progression.

L'étude a également permis d'appréhender le système de fonctionnement global de la filière et d'en déduire ses retombées financières chez les principaux acteurs impliqués. L'analyse de la structure du marché a relevé trois niveaux à savoir les bas-fonds de collecte primaire (niveau I), les marchés locaux d'achat-revente (niveau II) et le marché de gros de Dapaong (niveau III). Plusieurs acteurs interviennent dans le processus d'acquisition, d'acheminement et de revente du produit. Chacun de ces acteurs élabore ses propres stratégies pour engranger des plus-values significatives. L'analyse de la performance financière, à travers le calcul des charges et des marges bénéficiaires, révèle une activité à haut rendement mais très mitigé. Il s'avère opportun, en termes de perspectives, qu'une étude pluridisciplinaire face un travail plus poussé afin d'en ressortir la quintessence réelle des impacts socioéconomiques positifs et des écueils.

Les principaux points négatifs observés sont entre autres, l'absence de régulation saisonnière de l'offre par rapport à la demande (la production est très concentrée saisonnièrement, tandis que le stockage est peu pratiqué par les paysans, en raison des problèmes financiers et des pertes encourues) et surtout la méconnaissance des opportunités réelles du marché.

Aux vues des difficultés observées sur le terrain et surtout pour le bien des paysans producteurs, nous suggérons, à l'endroit des pouvoirs publics et des ONG :

- Un appui technique et financier, en faveur des producteurs ruraux, afin d'améliorer leurs rendements et de leur permettre de conserver, un tant soit peu, l'oignon pour le vendre plus cher ;

- Une étude approfondie sur les possibilités d'étalement maximal de la période de production et de définir l'itinéraire technique correspondant ;
- De rendre disponible et facilement accessible, les intrants et les semences améliorées ;
- Que des bassins de production multi fonctionnelles, dotés d'un matériel agricole moderne, soient aménagés et mis à la disposition des paysans ; etc.

Références bibliographiques :

BAIN S. Joe. (1968), "Industrial organization", 2^{nde} édition, New-York, John Wiley and son, 572p.

BALOUMBA Mpanzu Patience (2013), « Filière vivrière paysanne du Bas-Congo : acteurs, fonctionnement et performance », *Dounia*, N°6, Kinshasa, pp. 26-41.

CHOHIN Anne (1997), La filière oignons au Mali, Institut du Sahel, 77p.

DISRP, 2004, Avant-projet de document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté, République Togolaise.

DSID, 1996, Recensement national de l'agriculture, rapport principal, Lomé, 120p.

FIAMOHE Rose Edwige, 2009, Déterminants des échanges de produits vivriers sur les marchés du Bénin, 3^{èmes} journées de recherches en sciences sociales, Unité d'économie rurale, Université catholique de Louvain, Belgique, 26p.

GERGELY Nicolas., 2002, Etude sur la compétitivité des filières agricoles au Mali (filières mangues, haricots verts, pommes de terre, tomate, pois sucre, sésame et coton), Fao Centre d'Investissement, 63 p.

KAMINA Mandahèwa, 2016, Le fonctionnement du marché des aliments de rue et la santé du consommateur dans l'agglomération urbaine de Lomé, thèse de doctorat unique de géographie humaine et économique, option géographie du commerce, Université de Lomé, 402 p.

NANOINI Damitonou, 2011, Infrastructures routières et structuration de l'espace dans la Région des Savanes au Nord-Togo, thèse de doctorat unique de géographie humaine, option : Transport, Université de Lomé, 310p.

QUIBB, 2006 et 2011, Questionnaire des indicateurs de base du bien-être. République Togolaise.

RNA, 2014, Principales caractéristiques de l'agriculture togolaise, République togolaise, 165p.

ZINSOU-KLASSOU Kossiwa, 2007, L'importance des marchés périphériques dans l'approvisionnement de la ville de Lomé en produits vivriers, thèse de doctorat unique de géographie humaine et économique, option géographie du commerce, Université de Lomé, 424 p.

ENGAGEMENT EN FORMATION ET DEVELOPPEMENT DE CARRIERE DES ADULTES EN REPRISE D'ETUDES

Efua Irene AMENYAH,
Enseignante Chercheure
UGB/UFR SEFS/SCEDU
Tel : +221 77330 4390
Mail : efua-irene.ameniah@ugb.edu.sn
Saint-Louis – Sénégal

Résumé :

Dans l'espace de l'enseignement supérieur public comme privé, des adultes professionnels s'engagent en formation en vue de développer leur carrière ou de se développer au plan personnel et professionnel. Ceci amène à noter que le premier diplôme, le premier emploi ou l'emploi en cours, ne répond plus aux aspirations, ni aux attentes visées. Partant de la question : Quels sont les motifs d'engagement en formation des adultes, la recherche vise à déterminer la nature des motifs et le lien possible entre l'engagement en formation et le développement de carrière. L'approche de recherche est mixte, combinant plus de quantitatif que de qualitatif. Au total, 324 adultes en formation dans différents établissements ont pris part à l'étude. Les résultats ont montré que tous les adultes ont déjà obtenu un premier diplôme académique et/ou professionnel avant de s'engager de nouveau en formation. L'analyse a montré que les adultes poursuivent le diplôme le plus élevé en lien avec des motifs opératoires économiques. Ainsi, ils visent un meilleur emploi, un nouveau rang hiérarchique, un accomplissement de soi élevé avec de hauts buts personnels afin de se réaliser professionnellement.

Mots clé : Adultes, Engagement en formation, Développement de carrière, Motifs, Reprise d'études.

Introduction

Dans les espaces de l'enseignement supérieur public comme privé, des adultes s'engagent dans des formations en poursuivant des buts divers et des motifs variés. Les espaces concernent les niveaux d'enseignement de la Licence (L), du Master (M) et du Doctorat (D) mais aussi les types d'enseignement ou de formation professionnalisant où l'entrée se fait sur concours. Dans ces espaces, les enseignements sont dispensés soit en présentiel, soit à distance ou en ligne.

Si à première vue, les adultes visent de développer leur carrière en visant, soit une promotion, soit un redéploiement, soit une revalorisation de position ; les motifs d'engagement en formation les différencient (Carré, 1998). Actuellement, se développer au plan professionnel voire personnel s'impose à presque tous les niveaux puisque de nombreux adultes considèrent que le premier diplôme, le diplôme au premier emploi ou le diplôme à l'emploi en cours, ne répond plus ni aux aspirations professionnelles, ni aux attentes visées au plan professionnel. S'il est vrai que le monde professionnel évolue de façon démesurée avec de nouvelles caractéristiques qui s'invitent dans l'exercice d'un emploi ou d'une profession, l'acquisition de nouveaux diplômes, voire de nouvelles compétences, s'avère nécessaire pour faciliter une adaptation dans le nouveau profil professionnel à développer. Nous posons ainsi la question suivante : « Quels sont les motifs d'engagement en vue du développement de carrière des adultes en reprise d'études ? »

Dans le présent article, nous allons, dans un premier temps, présenter le contexte et le cadre de référence théorique de la recherche. Ensuite, nous allons mettre l'accent sur la démarche méthodologique qui va s'ouvrir sur la réalisation de l'analyse des données en insistant sur trois (3) aspects essentiels en y incluant la discussion des résultats avant de finir par la conclusion.

Contexte

Le changement le plus important, dans le paysage de l'enseignement supérieur de ces dernières années, est le nombre de plus en plus croissant des adultes qui s'engagent en formation avec des motifs différents (Carré, 1998) et avec de différents buts personnels à réaliser (Ainley, 2004; Bourgeois, 2009; Bourdon, 2010). L'importance du nombre des adultes engagés en formation a eu pour conséquence directe la multiplication des institutions ou des établissements d'enseignement supérieur autant dans le public que dans le privé avec une multiplicité de programmes au sein desquels les adultes cherchent à se développer professionnellement et à s'épanouir dans le travail. Dans les programmes et les formations de l'enseignement supérieur qui reçoivent les adultes en reprise d'études, plusieurs adultes qui s'y engagent, disposent déjà d'un premier ou des diplômes académiques et/ou professionnels (Villemagne, 2011). Carré (2001) et Bourgeois (2006) soulignent qu'entre les motifs de participation et d'apprentissage de l'axe orthogonal d'une part, et les motifs extrinsèques et intrinsèques de l'axe des abscisses d'autre part, les adultes en reprise d'études s'engagent, fréquentent les classes, poursuivent des buts, suivent les cours pour réaliser les enseignements en choisissant les programmes ou les diplômes suivant les motifs visés et en quête de développement, d'épanouissement ou de satisfaction dans leur activité professionnelle.

Au Sénégal, dans les établissements d'enseignement supérieur du public et du privé, situés à travers l'ensemble des régions que compte le pays, ils sont de plus en plus nombreux à s'engager ou à reprendre des études. Cependant, la ville de Dakar concentre le fort taux dans le public et dans le privé. A ce jour, le pays compte des universités publiques, des

établissements nationaux d'enseignement supérieur et des institutions ou instituts privés d'enseignement supérieur.

Cadre de référence théorique

Le cadre de référence théorique repose sur les différents concepts. Il concerne ceux relatifs aux adultes en reprise des études, motifs d'engagement en formation et développement de carrière.

Adultes en reprise d'études

Plusieurs recherches se sont intéressées ces dernières années aux adultes qui retournent aux études ou en formation. D'abord, il s'agit de ceux et celles qui sont faiblement scolarisés (Villemagne, 2011 et Amenyah, 2011) mais aussi, il s'agit essentiellement de ceux et celles qui sont diplômés et qui retournent aux études ou en formation avec des objectifs ou des motifs différents de ceux qu'ils avaient lors de leur cursus primaire, antérieur et autre, et qui ont conduit à l'obtention du ou des diplôme(s) (Carré, 1998, 2001 ; Bourgeois 2006, Kaddouri, 2006).

Selon Carré & Fenouillet (2009), s'engager en formation afin de développer sa carrière ou de se développer présente différents aspects de buts à la fois opératoires et/ou identitaires. La question des motifs et/ou des qui mènent à la décision et à l'action sont au cœur de la pensée humaine. En contexte d'adultes, les motifs sont des prédicteurs de persévérance, de performance et réussite (Bourgeois, 2009). Ainsi et pour les adultes, l'engagement (en formation, aux études, au travail, en recherche d'emploi, etc.) traverse les préoccupations dominantes de l'orientation des buts, de la formation, de l'emploi (Carré, 2009). Au plan scientifique, elle rejoint la notion de motivation censée décrire les facteurs internes et externes produisant « le déclenchement, la direction, l'intensité, la persistance du comportement » (Gartner, 2005, Vallerand & Thill, 1993).

Engagement en formation des adultes

Les récentes recherches en motivation ont montré que l'engagement en formation des adultes s'appuie sur la motivation extrinsèque ou l'instrumentalité perçue (Feather, 1995; Lens, 2001). Selon le paradigme théorique de l'Expectancy-Value, les personnes s'engagent en formation parce qu'elles ont perçu la valeur de la tâche et ils croient pouvoir la réussir (Feather, 1992; Eccles and Wigfield, 2002). Phalet et al. (2004) ont remarqué dans leurs travaux qu'une distinction claire de la perception de l'instrumentalité de la formation en faveur des buts poursuivis détermine ou motive davantage l'engagement en formation. La perception de l'instrumentalité, une dimension de la composante valeur montre que les personnes, voire les adultes qui s'engagent en formation comptent utiliser les bénéfices

attendus ou les profits escomptés de la formation pour investir leurs activités en cours ou à venir (Simons and al., 2000; Pintrich and Schunk, 2002).

Motifs d'engagement en formation

Dans ses travaux, Carré (2001) a montré que les motifs pour lesquels les adultes s'engagent en formation ou reprennent des études se situent sur deux axes perpendiculaires. L'axe horizontal se situe entre deux (2) points comprenant la motivation extrinsèque et la motivation intrinsèque alors que l'axe vertical se place entre l'apprentissage et la participation montrant ainsi la nature des différents types de motifs portés en formation et qui se répartissent entre les quatre (4) parties de l'axe. En somme, l'auteur a identifié dix (10) motifs pour lesquels les adultes apprennent en formation. Il a répertorié pour l'orientation intrinsèque trois (3) motifs, à savoir : épistémique, socio-affectif, hédonique et pour l'orientation extrinsèque sept (7) motifs. Ce sont les motifs opératoire professionnel, opératoire personnel, vocationnel, identitaire, dérivatif, prescrit et économique (Carré, 1998). Par ailleurs, Comings (2007) note que les adultes qui reprennent des études ou apprennent dans les classes du supérieur, décident par eux-mêmes de participer aux programmes de formation. En fait, ils s'abstraient de l'obligation de formation imposée aux enfants en âge scolaire pour une scolarité de base. A cet effet, la croissance du nombre des adultes apprenant dans les classes a pour corolaire une multitude d'institutions d'enseignement supérieur dont la finalité est de permettre aux adultes de mener à bien leur plan de formation.

Buts visés en formation

Pour s'engager en formation, les adultes poursuivent essentiellement deux différents types de buts : des buts intrinsèques et des buts extrinsèques (Carver and Scheier, 1998). Comme l'a montré Carré (1998) en identifiant les motifs, les adultes poursuivent en formation plus de buts extrinsèques que de buts intrinsèques parce que les buts extrinsèques ont des rapports plutôt directs avec, entre autres, l'activité professionnelle et aussi l'image de soi. Ainsi, lorsque les adultes ont de la volonté d'apprendre en raison de la confiance en leurs capacités d'apprentissages et d'une attente des résultats, ils sont essentiellement motivés parce qu'ils poursuivent des buts extrinsèques et ils cherchent à les réaliser ou à les atteindre. Dans leur recherche, Hassi et Storti (2008) ont montré que les adultes en formation développent des comportements vers les buts qu'ils cherchent à réaliser puisque les buts pourront les aider à se développer dans leur carrière et aussi à s'épanouir. En clair, pour les professionnels qui cherchent un nouvel emploi, qui veulent changer de fonction ou qui veulent faire carrière dans un domaine bien personnel, le recours à la formation paraît être déterminant dans le but de les aider à trouver des opportunités qui répondent à leur attente. Et à propos de la réalisation des buts, Husman et Lens (1999) note que si la perspective temporelle des buts est courte, les adultes sont plus motivés et s'engagent dans l'atteinte des buts visées mais lorsque la perspective temporelle des buts est longue, ils sont moins motivés et prêts à quitter. En fait, nombre d'adultes en formation visent des buts

extrinsèques qui ont des perspectives temporelles courtes et c'est cela qui les déterminent dans le choix de se former en vue de la nouvelle carrière.

En clair, lorsque les adultes s'engagent en formation, ils font alors le choix d'apprendre, persévèrent dans les apprentissages et adoptent le comportement d'apprenant, surtout lorsque les apprentissages évoluent dans le sens du développement de la carrière. Les adultes qui perçoivent l'instrumentalité de la formation pour s'y engager et apprendre, font non seulement le choix de se développer professionnellement mais aussi de s'épanouir personnellement dans l'exercice d'un métier qui les conviendrait le mieux.

Développement de carrière et développement professionnel

Les écrits depuis plus d'une décennie ont montré une différence entre le développement de carrière et le développement professionnel. Uwamariya et Mukamurera (2005) ont noté le caractère polysémique du développement professionnel qui se caractérise par une multiplicité des expressions utilisée dans les recherches et ils soulignent la confusion entre le sens du concept lui-même et les moyens par lesquels il se réalise. Les auteurs indiquent que les définitions varient en fonction de la perspective théorique qui peut être développementale ou professionnalisante.

En fait, les adultes ne veulent plus poursuivre leur métier actuel ou ne veulent plus se contenter de leur diplôme. Ils sont ainsi très nombreux à ne plus croire ni en leur emploi, ni en leur diplôme. Ils trouvent qu'ils sont à la limite des connaissances précédemment acquises et ainsi ils se lancent dans de nouvelles formations dans la perspective de se développer autrement dans la carrière.

Le développement professionnel fait ainsi partie du développement personnel de chaque sujet. Le travail faisant partie intégrante de la vie de toute personne, un développement et un épanouissement professionnels sont une étape indispensable au développement personnel dans sa globalité. Ce faisant, lorsque les adultes s'engagent en formation, ils visent autant un développement et un épanouissement à travers les motifs et les buts personnels poursuivis.

Concernant les adultes, Gartner (2005) souligne dans ses recherches que les adultes perçoivent les coûts et les bénéfices desdites formations dans lesquelles ils s'engagent et choisissent alors de persévérer parce qu'elles contribueront à l'amélioration de leurs activités en cours ou futures.

En somme, au regard de l'amélioration de la carrière, principalement l'exercice des activités en cours ou futures, l'objectif poursuivi est de déterminer si la reprise des études par des adultes vise le développement de carrière, voire leur développement professionnel. Par conséquent, nous postulons l'hypothèse générale de recherche selon laquelle : « la reprise des études dans le supérieur présente une dimension positive pour le développement de carrière des adultes ».

Méthodologie

La présente étude s'est déroulée sur quatre (4) années académiques consécutives, soit de 2012 à 2016. Elle a eu lieu dans quatre (4) établissements d'enseignement supérieur qui comprennent deux (2) établissements publics et deux (2) établissements privés. Les établissements publics dispensaient des cours du jour, en présentiel où les adultes professionnels sont mis en position de stage alors que les établissements privés dispensaient des cours du soir, à horaire décalé.

L'enquête de terrain a combiné dans une approche mixte plus de méthode quantitative que qualitative. Un échantillon exhaustif a inclus tous les apprenants, inscrits dans les différentes cohortes reçues année par année. Ils ont répondu à un même questionnaire qui a combiné des questions fermées, des questions ouvertes et des questions cafétéria. Certains adultes, sur la base de volontariat, ont accepté d'être sujets à de courts entretiens portant sur les items clés relatifs aux motifs liés à leur engagement en formation.

Un total de 16 classes d'adultes à travers les quatre (4) établissements sur les 4 années, ont permis la collecte des données. Tous les établissements d'enseignement supérieur du public et du privé, sont tous situés dans la ville de Dakar. Ce sont tous des établissements où nous dispensons des enseignements, soit en présentiel, soit à horaire décalé, principalement dans la soirée.

Au total, 324 adultes professionnels ou non, jeunes et parfois très âgées, dont 37,3% de femmes et avec un âge médian de 36,9 ans, ont répondu aux différentes questions posées. En outre, ils ont su indiquer les différents motifs pour lesquels ils se sont engagés en formation dans le supérieur afin de répondre aux différents buts et besoins tant professionnels, personnels que sociaux.

Résultats

L'analyse des données de la collecte est présentée suivant trois (3) axes essentiels. Ce sont : i) le profil des adultes en reprise d'études, ii) les motifs de reprise d'études poursuivis par les adultes, et iii) les perspectives professionnelles des adultes dans les établissements du supérieur.

1. Profils des adultes professionnels en reprise d'études

Dans les établissements d'enseignement supérieur dont 2 relèvent du public et 2 du privé, les adultes en reprise d'études sont des hommes (62,7%) et des femmes (37,3%) dont l'âge médian est de 36,9 ans pour un minimum de 21 ans et un maximum de 58 ans. Parmi eux, 57,4% sont des mariés et 38,9% sont des célibataires et le reste est constitué de veufs et de divorcés (3,7%).

Concernant l'exercice d'une activité professionnelle, 65,5% des adultes en exercent une alors que 34,5% n'en exercent aucune. Les différents domaines d'activités professionnelles concernent le secteur de l'enseignement (28,7%), le secteur du service social (13,0%), le secteur de la santé (8,0%), le secteur de l'administration (6,5%) et de tous autres secteurs (9,3%).

Le diplôme actuel ou le diplôme au premier emploi est, soit d'ordre académique (31,8%) soit d'ordre professionnel (51,9%) et certains adultes cumulent parfois les deux types comme pour le secteur de l'enseignement. Ainsi, 8,9% ont commencé à travailler avec le Baccalauréat, 16,7 ont débuté avec la Licence et 13,6 ont indiqué soit la Maîtrise, le Master ou le DEA56. 21,3% et 22,2% ont indiqué différentes catégories de diplômes professionnels alors que 8,0% n'ont pas indiqué de diplôme et 9,3% ont indiqué d'autres types de diplômes académiques général et technique tels que : le Brevet de technicien supérieur (BTS), le Brevet de technicien industriel (BTI), Diplôme de technicien supérieur (DTS), le Diplôme universitaire de technicien (DUT), et autres.

A propos de l'ancienneté professionnelle, 29,0% des adultes n'ont indiqué aucune. L'ancienneté varie donc entre 1 an et 38 ans et l'intervalle médian concerne [10 - 15 ans] où ils représentent 21,6%. Ceux qui ont une ancienneté de [1 - 5 ans] représente 9,6% et celui de [5 - 10 ans], 15,7%. Les intervalles de [15 - 20 ans] et [plus de 30 ans] représentent respectivement 13,8% et 1,9%.

Relatif aux diplômes en cours de préparation, ils relèvent soit du type académique, soit du type professionnel. Les diplômes académiques comprennent exclusivement la Licence et le Master. Ainsi, 10,1% des adultes suivent les cours en vue de la Licence et 6,8% en vue du Master. Par contre, les diplômes professionnels sont orientés, soit vers le Certificat d'aptitudes en orientation scolaire et professionnelle (OSP) pour 13,0%, soit les diplômes d'État dans le domaine du service social pour 5,2% et 39,2%, respectivement pour la Catégorie B et la Catégorie A. Enfin, les adultes qui préparent le diplôme du MBA57 représentent 20,1%.

Il ressort des données que les adultes en reprise d'études visent des diplômes d'un niveau élevé ou supérieur à ce qu'ils possèdent déjà. Ainsi, les diplômes se superposent puisque les uns poursuivent un diplôme que d'autres quittent, ce qui montre un sens ou une signification différente pour leur activité professionnelle à venir, une signification qui est soutenue par des motifs qui les amènent à s'engager, à poursuivre ou carrément à reprendre les études jusqu'à son terme.

56 DEA : Diplôme d'études Approfondies

57 MBA : Management Bachelor of Administration

2. Motifs d'engagement poursuivis en reprise d'études par les adultes

Les adultes en activité s'engagent ou reprennent des études avec des motifs divers et variés. Les motifs se répartissent entre les axes compris entre la motivation extrinsèque et la motivation intrinsèque d'une part et entre l'apprentissage et la participation d'autre part. Les données de la collecte ont montré que les adultes sont plus portés sur la dimension extrinsèque de la motivation et également sur l'apprentissage (78,6%) alors que peu se retrouvent autour de la dimension intrinsèque de la motivation et la participation (21,4%). Ainsi, les motifs d'engagement identifiés en reprise d'études des adultes sont plus axés sur les motifs opératoires économiques (59,4%) et les opératoires professionnels (31,2%) et peu se retrouve avec des motifs identitaires (9,3%).

En somme, les adultes en reprise d'études en enseignement supérieur sont plus orientés sur des motifs ou des buts opératoires concrets (84,3%) que sur des buts généraux lointains (15,7%). En fonction des types de buts poursuivis, 69,8% des adultes comptent changer d'emploi dès l'obtention du diplôme alors que 59,8% d'entre eux visent de changer de fonction. Pour 58,6%, il s'agira de changer d'institution afin de mieux de repositionner dans le milieu professionnel.

Il est clair que les premiers diplômes paraissent insuffisants aux adultes pour disposer d'un emploi perenne ou d'une fonction prometteuse, les adultes qui font le choix de reprendre des études sont certains de s'engager en formation afin de disposer de nouvelles opportunités pour se développer au plan professionnel. Ainsi, pour les adultes, le premier objectif lorsqu'ils reprennent des études est le développement de carrière et le second objectif, non moins important, vise l'amélioration de l'image de soi professionnelle, une dimension importante de leur engagement en formation.

3. Perspectives professionnelles des adultes en reprise d'études

Les perspectives professionnelles des adultes en reprise d'études sont orientées sur trois (3) aspects. Notamment, il s'agit de : i) changer d'emploi, de fonction, d'institution, ii) se développer sur le plan professionnel et, iii) améliorer l'image de soi professionnelle ou personnelle.

La reprise des études pour beaucoup d'adultes professionnels ou non, qui choisissent de retourner étudier, signifie l'élargissement des perspectives ou la possibilité de nouveaux types d'emploi ou de fonctions, avec dans la ligne de mire, le changement d'institutions et/ou de vocation.

L'engagement ou la reprise des études par des adultes s'inscrivent également dans la droite ligne du développement de connaissances et de compétences, le renouvellement des choix possibles et aussi d'une réorientation de buts ou de projets personnels et professionnels de l'enfant, de l'adolescent ou du jeune adulte qui se contente d'un premier emploi ou fonction par défaut.

Sur les perspectives, les résultats ont montré des adultes en situation d'emploi, des adultes sans emploi, et parfois des adultes avec emploi mais sans diplôme ou qualification pour être confirmé voire promu à des postes de responsabilité dans leurs institutions. Un autre aspect relevé concerne les changements observés au niveau de l'emploi, de la fonction et de l'institution. Il en ressort que les adultes en reprise d'études sont principalement en quête d'un développement professionnel et personnel dans le cadre de l'exercice de leur carrière professionnelle.

Enfin, l'adulte professionnel se trouve vite confiné dans son métier, son emploi ou sa fonction s'il ne cherche pas à explorer de nouvelles dimensions, de nouvelles tâches ou de nouvelles activités reliées à ce métier, cet emploi ou cette fonction exercée. Il est clair que la personne évolue constamment et tout ce qui l'environne aussi évolue continuellement. Il ressort également que le premier métier, le premier emploi ou la première fonction exercée laisse des empreintes qui caractérisent, parfois à vie, l'adulte professionnel. Toutefois, la reprise des adultes ouvre à l'adulte professionnel de nouvelles perspectives ou d'autres opportunités en plus de ce qu'il sait faire et elles lui permettent ou l'aident à améliorer son image de soi professionnelle et personnelle, une image de soi qui, si elle est positive motive l'adulte et l'encourage à un plein exercice de son métier ou de son emploi mais si elle est négative, l'entraîne à vivre des conflits ou des tensions.

Conclusion

« Approfondir mes connaissances » ; « acquérir de nouvelles compétences dans mon métier » ; « améliorer mon niveau de formation » ; « changer carrément de métier » ; « essayer autre chose » ; « avancer en hiérarchie », telles sont les attentes ou les attentes, différentes d'un adulte à un autre qui reprend des études dans l'enseignement supérieur après un premier diplôme, parfois académique et/ou professionnel, même un premier emploi qui a été exercé pendant des années, soit environ une quinzaine d'années. Mais il s'agit d'un diplôme ou d'emploi qui ne répond plus aux aspirations personnelles et professionnelles, ni aux perspectives professionnelles.

La reprise des études des adultes influe sur la carrière en cours et/ou à venir et sur la perspective de carrière car elle entraîne d'importants différents changements que ce soit au niveau de l'emploi, de la fonction et aussi au niveau de l'institution d'appartenance ou visée.

L'analyse des données a mis l'accent sur trois aspects essentiels, qui notamment sont : i) le profil des adultes en reprise d'études ; ii) les motifs en reprise d'études poursuivis par les adultes, et iii) les perspectives professionnelles des adultes dans les établissements du supérieur. Ce faisant, les perspectives professionnelles des adultes en reprise d'études sont ainsi orientées sur trois (3) aspects. Notamment, il s'agit de : i) changer d'emploi, de fonction, d'institution, ii) se développer sur le plan professionnel et, iii) améliorer l'image de soi professionnelle ou personnelle

Il est clair que la reprise des études dans les établissements du supérieur permet à aux adultes de préparer de nouveaux diplômes en fonction de leurs besoins professionnels en vue de développer la carrière mais aussi de se développer professionnellement et personnellement. Si l'on se réfère à l'âge maximal des adultes en études (58 ans) alors que la retraite est fixée à 60 ans, et la borne maximale de l'ancienneté professionnelle 38 ans alors que la durée maximale est de 4 ans quel que soit l'âge, il est certain que le développement professionnel de la personne passant de l'enfance à l'âge adulte par la jeunesse permet le développement de la vie entière (Carré, 2001, 2009).

Bibliographie

Ainley, M. (2004). What do we know about student motivation and engagement. Melbourne, Annual meeting of the Australian Association for Research in Education.

Amenyah, E. I., Bourgeois, E. et Frenay, M. (2010). "Related Cost Value, Engagement in Learning Activities and Drop-out in Adult Literacy Classes". *Occasional Papers in Education and Lifelong Learning* 4 (1-2): 83-95.

Aubret, J. (2001). L'engagement en formation et les rapports au travail, à autrui et à soi. De la motivation à la formation. Carré, P. Paris, Harmattan: 163-182.

Bezanson, L. and Renald, C., Eds. (2004). Etablir le contact - Symposium Pan-canadien sur le développement de carrière, la formation continue et le développement de la main d'oeuvre. Ottawa, Fondation canadienne pour l'avancement de la carrière.

Bourdon, S. (2010). "L'éducation des adultes, entre le biographique et le curriculaire." *Education et Francophonie* 38(1): 1-10.

Bourgeois, E. (2009). Motivation et Formation des adultes. Carré, P. et Fenouillet, F. Book Motivation et Formation des adultes. Paris, DUNOD: 233-251.

Carré, P. (1998). "Motifs et Dynamiques d'engagement en formation. Synthèse d'une étude qualitative de validation auprès de 61 adultes en formation professionnelle continue." *Education Permanente* 136(3): 19-131.

Carré, P., Ed. (2001). De la motivation à la formation. Paris, Harmattan.

Carver, C. S. and Scheier, M. F. (1998). *On the Self-Regulation of Behavior*. Cambridge, Cambridge University Press.

Comings, J. P. (2007). "Persistence: Helping Adult Education Students Reach Their Goals." *Annual Review of Adult Learning and Literacy*: 23-46.

Eccles, J. S. and Wigfield, A. (2002). "Motivational Beliefs, Values, and Goals." *Annual Review of Psychology* 59(1): 109-132.

Feather, N. T. (1992). "Expectancy-value Theory and unemployment effects." *Journal of occupational and organizational psychology*. The british psychological society 65: 315-330.

Feather, N. T. (1995). "Values, Valences and Choice: The influence of Value on the perceived Attractiveness and Choice of Alternatives." *Journal of Personality and Social Psychology* 68(6): 1135-1151.

Gartner, J. L. (2005). Adult Basic Education Students' Perceptions of Personal/Social Costs and Benefits. Department of Human Development, University of Maryland, PhD, Pages.

Hassi, A. and Storti, G. (2008). "Qu'est-ce qui motive les adultes à se former?" *La Cité Collégiale*: 27.

Husman, J. and Lens, W. (1999). "The role of the future in the study of motivation." *Educational Psychologist* 34: 113-125.

Lens, W. (2001). How to Combine Intrinsic Task-Motivation with the Motivational Effects of the Instrumentality of Present Tasks for Future Goals. Efklides, A. et Al. Book How to Combine Intrinsic Task-Motivation with the Motivational Effects of the Instrumentality of Present Tasks for Future Goals. Printed in the netherlands, Kluwer Academic Publishers: 23-36.

Phalet, K., Andriessen, I. and Lens, W. (2004). "How Future Goals Enhance Motivation and learning in Multicultural Classrooms." *Educational Psychology Review* 16(1): 59-89.

Pintrich, P. R. and Schunk, D. H., Eds. (2002). *Motivation in Education: Theory, Research and Applications*. Columbus, Ohio, Merrill Prentice Hall.

Simons, J., Dewitte, S. and Lens, W. (2000). "Wanting to have vs. wanting to be: The effect of perceived instrumentality on goal orientation." *British Journal of Psychology* 91: 335-351.

Uwamariya, A. and Mukamurera, J. (2005). "Le Concept de "Développement professionnel" en enseignement: approches théoriques." *Revue des sciences de l'éducation* 31(1): 133-155.

Tableau : Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des adultes en formation

Caractéristiques	Modalités	Effectif	Pourcentage
Sexe	Féminin	121	37,3
	Masculin	203	62,7
Age	[20 - 30 ans [	69	21,3
	[30 - 40 ans [	125	38,6
	[40 - 50 ans [	109	33,6
	[50 - 60 ans [	21	6,5
Situation matrimoniale	Célibataire	126	38,9
	Marié(e)	186	57,4
	Divorcé(e)	9	2,8
	Veuf(ve)	3	0,9
Diplôme à l'entrée en formation	Baccalauréat	29	8,9
	Licence	54	16,7
	Maîtrise/Master/DEA	44	13,6
	Dip. professionnel/Cycle B	69	21,3
	Dip. professionnel Enseignement	72	22,2
	Autres	30	9,3
	Aucun	26	8,0
Ancienneté professionnelle	Aucun	94	29,0
	[1 - 5 ans [	31	9,6
	[5 - 10 ans [	51	15,7

Caractéristiques	Modalités	Effectif	Pourcentage
	[10 - 15 ans [	70	21,6
	[15 - 20 ans [	45	13,8
	[20 - 25 ans [	20	6,2
	[25 - 30 ans [	7	2,2
	[> - 30 ans [	6	1,9
Diplôme en cours de préparation	Licence	33	10,1
	Master	22	6,8
	Professionnel social/Cycle B58	17	5,2
	Professionnel social/Cycle A59	127	39,2
	Professionnel en Inspectorat	18	5,6
	Professionnel en OSP60	42	13,0
	MBA	65	20,1
Changement d'emploi	Oui	226	69,8
	Non	98	30,2
Changement de	Oui	193	59,6

58 Diplôme de professionnels en service social de la catégorie B,

59 Diplôme de professionnels en service social de la catégorie A,

60 Diplôme de professionnels en Orientation Scolaire et Professionnelle (OSP)

Caractéristiques	Modalités	Effectif	Pourcentage
fonction	Non	131	40,4
Changement d'institution	Oui	190	58,6
	Non	134	41,4
Emploi cours	Aucun	112	34,5
	Enseignants	93	28,7
	Secteur du Service social	42	13,0
	Secteur de la santé	26	8,0
	Secteur de l'administration	21	6,5
	Autres	30	9,3
Total	--	324	100

Source : Enquête de terrain réalisée entre 2012 et 2016

LES DISPOSITIFS FAVORABLES A LA CREATION D'UN ENVIRONNEMENT LETTRE EN LANGUES NATIONALES »

Danmigou MALEME

Université de Lomé

Julie.maleme@gmail.com

Résumé /Cet article traite de la création d'un environnement lettré dans les langues africaines comme un impératif pour rendre pertinente leur utilisation dans l'enseignement. Au Togo, dix langues endogènes sont utilisées dans l'alphabétisation et il y a eu des tentatives d'utilisation des langues nationales (ewé et kabyè) dans l'enseignement sans qu'il y ait une valorisation de celles-ci dans la société. C'est le français avec son statut de langue officielle qui est privilégié. Par conséquent, c'est la maîtrise du français qui épanouit les individus sur les plans social et professionnel. A cet égard, notre réflexion vise à identifier la contribution des dispositifs d'enseignement et ceux de l'alphabétisation à la création d'un environnement lettré dans les langues nationales. Ceci est un idéal pour l'émergence et la reconnaissance des savoirs endogènes des communautés. A la lumière des théories de réinvestissement des compétences, nous avons fondamentalement analysé les politiques linguistiques scolaires, celles de l'alphabétisation et les dispositifs pédagogiques mis en œuvre au Togo. Dans la forme où ils sont mis en œuvre, les dispositifs qui utilisent les langues togolaises ne peuvent contribuer à la création d'un environnement lettré dans nos langues. Les politiques linguistiques restent à clarifier et les dispositifs pédagogiques doivent être innovés.

Mots clés : Alphabétisation, Dispositifs d'alphabétisation, environnement lettré, langues endogènes, Togo

Abstract/This article deals with the creation of a literate environment in African languages as an imperative to make relevant their use in teaching. In Togo, ten endogenous languages are used in literacy and there have been attempts to use national languages (ewé and kabyè) in education without their being valued in society. It is French with its status as an official language that is privileged. Therefore, it is the mastery of French that flourishes individuals at the social and professional levels. In this respect, our reflection aims to identify the contribution of teaching and literacy devices to the creation of a literate environment in national languages. This is an ideal for the emergence and recognition of the endogenous knowledge of communities. In the light of theories of reinvestment of skills, we have fundamentally analyzed the linguistic policies of schools, those of literacy and pedagogical devices implemented in Togo. In the form in which they are implemented, devices that use

Togolese languages can not contribute to the creation of a literate environment in our languages. Language policies remain to be clarified and pedagogical devices must be innovated.

Key words: Literacy, Literacy devices, literate environment, endogenous languages, Togo

Introduction

Depuis 1953, l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) encourage la prise en compte des langues maternelles dans l'enseignement. Cet appel a été relayé par les conférences d'Addis-Abéba en 1961 et celle de Nairobi en 1968. En effet, la nécessité de l'authenticité et de la pertinence des systèmes éducatifs était déjà une préoccupation pour les pays africains au lendemain des indépendances. À ces conférences, les pays africains prenaient également conscience de l'importance de l'éducation dans leur développement économique et social en appelant à une refonte des curricula et aussi à une prise en compte des langues nationales dans les systèmes éducatifs. Au Togo, nous avons eu les programmes d'alphabétisation dans les langues maternelles, les dispositifs d'enseignement bilingue expérimentés avec la réforme de l'enseignement de 1975 puis celle de l'initiative Ecole et langue en Afrique (projet auquel adhère le Togo depuis 2014). Toutefois, il y a lieu de s'interroger sur la pertinence de ces dispositifs dans le processus de création d'un environnement lettré dans les langues nationales entendu comme un univers de savoirs locaux et universels transcrits dans une langue locale en vue de consolider et réinvestir les acquis de l'alphabétisation (Thierno Ousmane Wann, 2010).

Les individus sont alphabétisés dans les langues togolaises mais toutefois il leur est impossible de s'épanouir totalement dans la société avec les acquis de l'alphabétisation : les langues de l'alphabétisation ne sont d'aucune utilité dans les services publics. Il est impossible à une personne alphabétisée dans une langue maternelle d'utiliser ses compétences pour s'informer (accéder à un texte de loi, un document didactique) ou s'acquitter d'une tâche administrative (remplir un formulaire) dans sa langue maternelle. Les savoirs et techniques endogènes ne sont pas disponibles ni vulgarisés dans nos langues. L'espace public togolais montre l'absence de journaux, d'ouvrages technique, historiques et anthropologiques en langues togolaises. Il semble que les populations ne s'en plaignent pas. Elles sont plutôt motivées par l'apprentissage du français. Le Plan Sectoriel de l'Education (PSE, 2010-2020) le souligne à ce sujet :

« Par ailleurs, pour permettre une alphabétisation également fonctionnelle en français et attrayante pour les apprenants, il est prévu de promouvoir la méthode de l'Apprentissage de la Langue Française à partir des Acquis de l'Alphabétisation en langues maternelles (ALFAA). » (PSE, 2010-2020 : 25).

La question de la finalité de l'utilisation des langues togolaises dans quelque programme éducatif reste entière. Quelle est donc la pertinence d'une alphabétisation en langues maternelle ?

Nos langues sont-elles donc condamnées à rester des passerelles pour l'acquisition du français et du reste à être confinées dans les échanges intraethniques et culturelles comme le souligne Pitroipa (2008) en parlant des langues burkinbè? Or, Souleymane DIOP, alors Secrétaire Général de la Conférence des ministres des pays ayant le français en partage (CONFEMEN), fait remarquer :

« la promotion des langues n'est pas un enjeu théorique. Elle s'inscrit dans le cadre concret du développement des peuples et de leur combat pour la reconnaissance de leur identité. (...) l'ensemble du système éducatif, peut et doit jouer à cet égard un rôle déterminant... » (Diop, 1986)

Les systèmes éducatifs sont donc au centre de la promotion des langues mais les dispositifs d'enseignement qui utilisent les langues endogènes peuvent-ils favoriser l'émergence d'un environnement lettré dans ces langues ? Cette question nous paraît importante, car elle participe au débat sur la contribution des systèmes éducatifs africains dans la prise en compte des savoirs endogènes dans le développement des communautés. Les acquis fondamentaux de l'alphabétisation (lecture, écriture, calcul) permettent-ils véritablement aux apprenants d'être des promoteurs des savoirs endogènes ? Pour répondre à ces questions, nous nous sommes focalisé dans l'analyse documentaire des politiques linguistiques et les dispositifs formels. Nous avons analysé les politiques linguistique à l'école, dans l'alphabétisation dans le but de déterminer leur contribution à la création d'un environnement lettré en langue maternelle.

Les politiques linguistiques dans l'éducation

Selon Chaudenson (1989), une politique linguistique, c'est :

« l'ensemble des choix nationaux en matière de langue et de culture. Cette politique linguistique se définirait en objectifs généraux à long terme (niveaux éducatifs, formations, emplois, fonctions et statuts de langue(s), etc.) et se fonderait sur une analyse aussi précise et complète que possible de la situation de départ. » (Chaudenson, 1989, p.25).

Partant de cette définition, on distingue plusieurs phases de politique linguistique dans l'éducation. Des politiques de reconduction des politiques linguistiques de la France, le pays a expérimenté l'utilisation des langues nationales l'enseignement.

1.1. Les politiques linguistiques scolaires du Togo depuis 1960

Depuis les indépendances en 1960, les dirigeants togolais ont adopté le français comme langue officielle et comme langue d'enseignement. Parmi les raisons qui justifient ce choix, il y a le problème de la pluralité des langues et aussi la fable linguistique fort répandue selon laquelle certaines langues ne sont pas aptes à être utilisées pour des fins éducationnelles

Cette distinction entre langue écrite et langue orale doublée de la pluralité linguistique a conduit à l'exclusion pure et simple des langues togolaises de l'école. Nous étions alors en plein dans les modèles d'enseignement soustractifs : point de place pour les langues maternelles dans l'enseignement.

Avec la réforme de 1975, il y a eu une tentative d'introduction des deux langues nationales (léwé et le kabyè) dans l'enseignement. Le document du projet de ladite réforme indique clairement les motivations des autorités publiques :

« la langue est un outil de communication, de structuration et d'expression de la pensée (...) aussi, en nous privant de nos langues, le système colonial entendait-il assurer à jamais sa main mise sur nos esprits (...) tout effort pour résoudre le problème du sous-développement passe d'abord par la conquête d'une langue nationale (...) pour assurer la promotion politico-économique de notre pays, il nous faut réhabiliter nos langues ». (MENR, 1984 : pp. 31-32).

Les buts de cette réforme étaient de :

orienter le système d'enseignement en sorte qu'il puisse former l'identité des enfants togolais (ceci fait suite aux options fondamentales de l'école nouvelle à savoir : renforcer l'identité culturelle) ;

lutter contre les redoublements qui sont un problème important de notre système d'enseignement.

La même source (Réforme de l'enseignement au Togo, p. 8) indique qu' :

il faut absolument réhabiliter nos langues et nos valeurs culturelles qui ne sont pas des freins au développement socio-économique. Toutes les valeurs philosophiques positives doivent pouvoir s'exprimer à l'École ainsi que toutes les formes d'expression proprement togolaises et africaines : expression orale, plastique, musicale, technologique, etc.

Cette nouvelle politique linguistique s'est matérialisée selon le schéma suivant :

Tableau1 : Répartition des langues nationales d'enseignement selon la zone

	Langue I	Langue II
Zone I De Lomé à Blitta	Ewé	Kabyè
Zone II De Blitta à Dapaong	Kabyè	Ewé

La réforme de l'enseignement au Togo, 1975

Ce schéma vise notamment une intercompréhension entre les peuples des régions du Nord et ceux des régions du Sud du Togo. C'est pour cela que dans la zone 1, on a enseigné l'ewé à l'école Primaire et le kabyè au Deuxième degré. Dans la zone II, on a enseigné le kabyè à l'école Primaire et l'ewé au Deuxième degré.

Il était également prévu deux étapes dans l'utilisation des langues à savoir que :

dans la première étape, le français reste la langue d'enseignement et les langues nationales sont introduites dans les programmes,

dans la seconde étape lorsque l'enseignement sera donné dans nos langues, le français prendra le statut de langue étrangère.

Selon les nouveaux curricula nés de la réforme, la langue française est reconnue à la fois comme discipline et langue d'enseignement. Le français est enseigné comme langue seconde et reste également une langue de communication, de culture et d'accès à la science et à la technologie aux côtés des langues nationales. Selon les nouveaux programmes des enseignements primaires et afin de répondre à la réforme de 1975,

l'enseignement des langues nationales et celui du français débutent simultanément dès le CP1. Cependant, il apparaît indispensable de prévoir trois mois de décalage entre l'enseignement oral et l'enseignement écrit du français, et un an de décalage entre l'enseignement oral et l'enseignement écrit des langues nationales. (Programme de l'enseignement du premier degré, p. 17)

Avec ce schéma le dispositif de l'enseignement bilingue s'inscrivait dans les modèles de sortie tardive. Seulement, cette innovation s'est soldée par un échec à cause de l'insuffisante préparation du projet, de la timide adhésion des populations à l'option et à cause d'un déficit de gestion rigoureuse du dispositif. (Aféli 2003, Quashie 2005).

Depuis lors, il s'est installé un silence autour de cette question. Le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE, 2010-2020) qui présente de façon globale la vision du Togo sur son système éducatif n'en parle pas et les nouveaux curricula de l'enseignement primaire sont uniquement en français.

Depuis 2014, le Togo s'inscrit dans le projet Initiative Elan (École et Langues Nationales de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui répond à la demande d'appui des pays pour la mise en œuvre d'une politique d'éducation bilingue.

Au cours de la rencontre de production du lexique bilingue pour l'enseignement et l'apprentissage de l'écriture et des mathématiques tenue à Lomé le 26 octobre 2016, le Togo a annoncé qu'il compte désormais passer de nouveau dans l'enseignement bilingue dans les trois premiers niveaux du primaire (du CP1 au CE1). La phase pilote de ce nouveau projet qui va durer cinq ans prendra en compte 10 écoles, dont cinq dans la zone éwéphone et cinq autres dans la zone kabyèphone. Ce faisant, le Togo s'inscrit dans les modèles de dispositif d'enseignement bilingue de sortie précoce.

A ce jour, il y a un flou sur la position du Togo en ce qui concerne l'introduction des langues endogènes à dans l'enseignement.

À côté de ce dispositif formel fondamental, il existe des dispositifs d'éducation non formel notamment ceux d'alphabétisation pour lui servir d'appui ou de relais et ainsi garantir des chances à tous d'être éduqué.

1.2. Les politiques linguistiques dans les programmes d'alphabétisation

Dix langues togolaises sont actuellement utilisées dans les programmes d'alphabétisation: (10 langues nationales (éwé, kabyè, ben, ifè, tem, anufo, nawdem, n'tcham, gulma, lama) ainsi que 2 langues internationales (français et arabe). Sur le terrain, on distingue des centres d'alphabétisation en français, en langue maternelle. Nous avons des centres d'alphabétisation bilingues (français-langue maternelle et français-arabe). Selon le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2010-2020), les programmes d'alphabétisation sont offerts initialement dans les langues togolaises. Il indique à cet effet :

« L'amélioration de la couverture ne peut se faire sans une prise en compte des langues maternelles dans le processus d'alphabétisation. Ainsi, il s'agit de développer les langues maternelles par la recherche, la codification et la création d'un cadre de concertation pour la formalisation de la politique des langues nationales afin de pouvoir les utiliser dans les programmes d'alphabétisation. (ALFAA). » (PSE 2010-2020 : 25).

En marge de ce choix de politique linguistique dans l'alphabétisation, les offres d'alphabétisation destinées aux jeunes et aux adultes sont organisées en deux sessions séquentielles :

« La première session « alphabétisation de base » : cette session permet à cette population d'acquérir les savoirs premiers que sont la lecture, l'écriture, et le calcul, de les consolider pour permettre la poursuite de l'apprentissage tout au long de la vie ;

La seconde session, est nommée « post-alphabétisation » : cette session permet à tous ceux qui ont validé l'alphabétisation de base de recevoir des éléments de type préprofessionnel visant à la fois à fournir des applications opérationnelles aux acquisitions faites dans le domaine du savoir lire, écrire et calculer, et aussi d'acquérir des notions pratiques visant une amélioration de la situation économique et sociale des individus dans leur contexte. , ... » (Stratégie nationale de AENF 2014 : 27).

En marge d'une alphabétisation initiale en langue nationale, il y a « Parallèlement, afin de donner du sens aux apprentissages en langues maternelles, le développement d'un environnement lettré favorable à l'utilisation des écrits dans ces langues sera encouragé. » (PSE2010-2020 : 25).

De la possibilité de développer un environnement lettré en langue nationale

Les politiques linguistiques sont floues sur l'utilité des langues maternelles dans la société. C'est ce qui explique sans doute leur marginalisation dans les dispositifs. Une politique linguistique innovante qui rende les langues maternelles utiles au-delà de leurs fonctions de communication intraethnique et intégratives favoriserait la création d'un environnement lettré.

Place des langues dans les dispositifs d'enseignement

Les langues nationales sont marginalisées dans ces différents dispositifs. Les apprentissages en langues togolaises sont un tremplin pour l'acquisition du français. La première expérience d'utilisation des langues nationales dans l'enseignement n'a pas abouti et avec le projet Elan (en expérimentation), les LN disparaissent de l'école au bout des trois premières années de scolarisation :

1ère année: lecture, écriture, calcul.

2ème année: Lecture, calcul, grammaire, observation, histoire, géographie

3ème année: Techniques d'expression orale et écrite, lecture, conjugaison

Dans les programmes d'alphabétisation

L'alphabétisation de base (lecture, écriture, calcul dans les langues togolaises est associée à une alphabétisation fonctionnelle en français.

Apprentissage de la Langue Française à partir des Acquis de

l'Alphabétisation en langues maternelles (ALFAA). (PSE, 25)

De fait, l'utilisation des langues togolaises dans l'alphabétisation ne favorise pas:

la promotion des savoirs locaux et universels transcrits dans les langues Togoïses,

La formations d'individus (les différentes promotions d'apprenants) capables de créer et de maintenir la dynamique de la production écrite dans les langues locales,

pas un combat pour la reconnaissance de l'identité des communautés.

Pour l'instant, l'option de développement de l'environnement lettré dans les langues maternelles est un projet. Dans la stratégie nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, il est inscrit :

« Il a été retenu de promouvoir l'expression des droits linguistiques des individus et des communautés de base pour faciliter leur accès à l'éducation, aux biens et services dans les langues nationales. Pour être efficace, cette option devra être accompagnée de : l'élaboration de la politique éditoriale en langues nationales et d'un plan de développement de l'environnement lettré ; l'élaboration et la diffusion du répertoire des écrits en et sur les langues nationales ; l'appui à l'édition en langues nationales (formations, logiciels de langues nationales, subventions, ...) avec un dispositif de production et de distribution efficace des écrits en langues locales ; le développement des terminologies, des traductions/adaptations des textes clés du pays tels que la constitution, ... ; la formation des divers utilisateurs comme les journalistes, les sérigraphes, les élus,... à l'écriture des langues locales ; la mise en place dans les centres d'AENF de bibliothèques villageoises et de clubs de lecture, etc. » (...Stratégie nationale de AENF, 2014 : 27).

Les politiques linguistiques favorables à un environnement lettré

Il va sans dire que les conditions politiques sont incontournables pour l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement. C'est l'utilité des langues togolaises dans les tâches administratives, le statut social que la maîtrise de ces langues pourrait apporter aux individus qui va rendre pertinente leur utilisation dans l'enseignement. Rendre utiles et utilisables les langues togolaises revient par exemple sur le plan scolaire à :

évaluer les élèves dans les langues nationales enseignées, même pendant les examens officiels ;

avoir des ouvrages scolaires de qualité dans les langues nationales ;

développer la littérature dans les langues togolaises ;

donner la latitude aux élèves de s'exprimer dans la langue de leur choix en classe.

Sur le plan social, les langues togolaises majoritairement parlées sur toute l'étendue du territoire doivent dorénavant avoir des fonctions prestigieuses et importantes que seul le français a occupées jusqu'à présent. Sortir les langues togolaises de leurs fonctions de communication intraethniques, identitaires et intégratives est une condition sine qua non pour lever les craintes des différents acteurs sur l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement et par conséquent du succès de l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement. De façon spécifique, il s'agit entre autres :

de donner le statut de langue officielle, langue de travail aux langues nationales ;

de donner la latitude aux togolais de remplir un formulaire, quel qu'il soit, dans tous les services en langues nationales et sur toute l'étendue du territoire ;

d'exécuter toutes les tâches administratives dans les langues nationales ;

de donner davantage de place aux langues nationales dans les médias ;

d'avoir une politique de l'édition en langue nationale ;

d'avoir accès à l'emploi dans les langues nationales.

Il est question en fait de prendre des dispositions pour qu'aucune limite ne soit donnée à un individu qui a des compétences en langue nationale et qui désire s'en servir pour une quelconque tâche. Pour que les langues togolaises soient ainsi placées au centre de la vie publique, il faut leur accorder une place importante dans le dispositif d'enseignement.

Toute la littérature sur les dispositifs d'enseignement bilingue présente l'enseignement bilingue de type additif comme le modèle qui favorise le bilinguisme équilibré, mais c'est aussi celui qui, selon nos propres conclusions, porte le paradigme d'un système éducatif plus authentique, car il est bien enraciné dans la culture africaine des enfants et en même temps ouvert sur le monde comme l'indique Lambert, W.E. [1975]

un bilinguisme additif complet se refléterait dans : a) un niveau élevé des compétences communicationnelles et cognitivo académiques dans les langues maternelles et seconde, b) le maintien d'une forte identité ethnolinguistique et des croyances positives concernant sa culture et sa langue maternelle tout en gardant des attitudes d'ouverture et positives envers sa langue seconde et la culture de ce groupe, c) la possibilité d'employer sa langue sans

diglossie , c'est-à-dire que sans que sa langue soit employée dans des domaines d'activité et des rôles sociaux moins valorisés (Lambert, W.E.,1975, p.55-83)

Discussion

L'introduction des langues togolaises dans le système scolaire à connu a connu plusieurs phses. A ce jour, il est difficile de définir clairement les finalités d'introduire les langues togolaises à l'école. Les modèles de dispositifs qui favorisent le développement d'individus bilingues équilibrés est sont maginalisés au profit de modèles de transition qui sont plutôt un tremplin pour l'acquisition du français. De ce fait, le système éducatif togolais est en marge de Hima (2007) lorsqu'elle affirme que l'enseignement, dont l'une des finalités est la perpétuation dynamique du patrimoine humain, ne peut trouver de médium plus apte et de contenus plus appropriés à la transmission de ce patrimoine que ceux que lui fournit la langue naturelle de la communauté

Dans les programmes d'alphabétisation, les langues maternelles semblent privilégiées et les politiques reconnaissent l'importance de développer un environnement lettré dans les langues maternelles, « afin de donner du sens aux apprentissages en langues maternelles, le développement d'un environnement lettré favorable à l'utilisation des écrits dans ces langues sera encouragé ». (PSE, 2010-2020 : 25). Notre pays s'inscrirait dans la même dynamique que Hagnonnou (2007) qui affirme que « L'environnement lettré est un baromètre des changements qualitatifs attendus qui devaient marquer le passage progressif d'une société africaine traditionnelle essentiellement caractérisée par l'oralité, vers une société dont les populations entreraient alors dans l'ère de la communication écrite, dans leurs propres langues, comme les Coréens, les Chinois... » Le développement d'un environnement lettré est un impératif à l'utilisation des langues maternelles à l'école, elle doit faire partie du processus comme l'indique Thierno Ousmane Wann (2010): « La création d'un environnement lettré fait partie du processus d'une alphabétisation réussie. »

Conclusion

Cet article s'inscrit dans la question générale de la pertinence de l'utilisation des langues togolaises dans les dispositifs scolaires et ceux de l'alphabétisation. Nous nous sommes préoccupés principalement de savoir si dans leur formes actuelles, ces dispositifs d'enseignement pouvaient contribuer à la création d'un environnement lettré dans les langues togolaises d'enseignement. Autrement, nous nous sommes préoccupé de savoir si les dispositifs qui utilisent les langues togolaises les valorisaient suffisamment pour permettre aux apprenants de rendre compte de leur identité à travers des écrits et aussi des savoirs endogènes. Nous sommes parvenu à la conclusion que ces dispositifs sont loin de développer un environnement lettré qui est le chemin d'accès à l'informations pour nos

populations. Et ceci interpelle les responsables de l'éducation, les acteurs et les partenaires de l'éducation de base non formelle et de l'éducation des jeunes et des adultes sous toutes leurs formes selon Hagnonnou (2007) Nous en sommes encore là malgré les différents projets de l'éducation, notamment ceux de l'éducation de base. La tendance pourrait être celle de la fatalité mais ces conclusions peuvent aussi signifier le champs de la recherche sur l'authenticité et la pertinence des systèmes éducatifs en Afrique et au Togo demeure vaste.

Référence bibliographiques

Afeli Kossi. Antoine. (2003). Politique et aménagement linguistiques au Togo : bilan et perspectives. Thèse pour l'obtention du Doctorat d'État. Option : linguistique. Université de Lomé, Togo.

Bangre Yamba Pitroipa (2008). Apprentissage, appropriation et utilisation du français et des langues nationales par les jeunes lettrés du Burkina Faso : le cas des élèves-maitres. Thèse de doctorat nouveau régime, mention linguistique. Université de Poitiers

Hagnonnou Bernard (2007), Appropriation d'une stratégie de création et de renforcement de l'environnement lettré en langues africaines. <https://www.dvv-international.de/fr/education-des-adultes-et-developpement/numeros/ead-682007/renforcement-du-professionnalisme-dans-leducation-des-adultes/appropriation-dune-strategie-de-creation-et-de-renforcement-de-lenvironnement-lettre-en-langues-africaines/DE> MISE EN ŒUVRE
Togo (2014), Stratégie de mise en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle.

Hima, Adiza (2007). Intérêt et importance des langues nationales dans l'enseignement. Symposium sur les perceptions mutuelles afro-arabes dans les programmes scolaires. Kaduna (Nigéria), du 24 au 26 avril 2007. Confemen

Lambert, W. E., (1975), Culture and language as factors in learning and education, In a Wolfgang (éd.) Education of Immigrant Students. Toronto: Ontario Institute for Studies in Education.

MENR (1975), Réforme de l'enseignement au Togo

MENR (1984), Programme de l'enseignement du premier degré

Quashie 2005Quashie, Maryse. A. (2005), Relation au langage, relation aux langues. Prolégomènes à une didactique des langues nationales en Afrique. Thèse de doctorat d'Etat inédit, Université de Lomé, Togo

Souleymane DIOP (1986),Mediaterre.org - Source:
<https://www.mediaterre.org/actu,20160417170643,5.html>

Thierno Ousmane Wann (2010), Atelier d'échange d'expériences autour de la promotion de l'environnement lettre tenu à Labé, du 06-au 10 Octobre 2010.

Togo (2010). Plan sectoriel de l'Education, 2010-2020, relever le défis du développement économique, social et culturel

Unesco (1952). Définition de l'éducation de base. unesdoc.unesco.org

UTILITE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES TRAVAUX PRATIQUES A L'UNIVERSITE COMME OUTILS DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN REPUBLIQUE DU BENIN

Florentine Adjouavi HOUEDENOU, Maître de Conférences, Docteur en Sciences de l'Education et de la Formation, Enseignante-chercheure à l'Université d'Abomey-Calavi,

E-mail : houedenou1@gmail.com

Résumé

L'université forme des personnes humaines capables de contribuer au développement local, culturel, politique et économique de la société. Sa contribution dans la formation du capital humain permet disposer des gens cultivés, responsables, compétents et avertis pour effectuer des choix adéquats et s'adapter aux transitions socioprofessionnelles tout au long de leur vie. Ainsi, la présente recherche a pour objectif de montrer l'utilité de l'accomplissement des tâches pendant les parcours de formation des apprenants afin de les conduire à développer des compétences avérées pour un agir responsable d'entrepreneuriat, une véritable insertion professionnelle et/ou l'auto-prise en charge.

Pour ce faire, la démarche méthodologique basée sur l'approche quantitative et qualitative (recherche documentaire, enquête, observation et entretien), a permis d'analyser les facteurs entrant en jeu dans le développement des compétences. Il ressort des résultats obtenus que la réalisation des travaux pratiques et des tâches durant la formation conduise à acquérir des connaissances et à développer des compétences significatives chez l'apprenant. Alors, l'université formera de réelles ressources humaines de qualité, capables de participer à la construction de la société et au développement humain durable.

Mots clés : travaux pratiques, compétences, université, République du Bénin.

Introduction

L'université est un lieu de haut savoir contribuant à la formation du capital humain. Elle permet d'accompagner les étudiants à travers son utilité pour devenir un réel moteur de la société dans tous les domaines. Elle s'impliquer pleinement dans l'effort de développement national et régional et nécessite d'autre ouverture sur son environnement, l'instauration d'un

dialogue université entreprise, l'écoute en général et de la proximité en particulier afin d'être en mesure de répondre à leurs attentes, à leurs besoins mais, aussi remédier leur insuffisances. De plus, elle permet aussi d'une part, à améliorer l'efficacité interne et externe visant à répondre aux besoins des cadres supérieurs compétents et compétitifs pour le développement économique et social et, d'autre part, le développement de la recherche scientifique.

Une minorité des facultés universitaires ont des programmes clairement basés sur le professionnel. La plupart des formations universitaires, bien qu'elles soient utiles pour de l'accomplissement des travaux pratiques, elles reposent souvent sur l'illusion qu'un niveau élevé de culture théorique, méthodologique et épistémologique suffit à garantir des pratiques de recherche à la fois éthiques et fécondes. En oubliant que la recherche empirique, que ce soit en laboratoire, dans les centres d'expérimentation ou sur le terrain, est d'abord un travail, appelant, comme tel, plus que des connaissances (Perrenoud, 2005). Dès lors, l'accomplissement des travaux pratique et la place du développement des compétences sont encore plus floue dans les offres de formations universitaires. Et, ceux-ci ne sont pas sans conséquences pour la conception de la formation en matière de programmes, d'articulation théorie-pratique, d'alternance université-terrain, d'évaluation dans nos universités et du devenir des cadres supérieurs formés puisque, les compétences renvoient à l'action et au pouvoir d'agir. Ainsi, les savoirs scolaires ne sont ni théoriques, ni pratiques et ceux des universitaires sont plus théoriques, au sens fort (Astolfi, 1992). Les études universitaires n'alternent pas les temps d'acquisition de connaissances aux temps de pouvoirs d'action (Frenay et Bédard, 2004 ; Galand et Frenay, 2005).

Cependant, la vision académique de l'université est loin de développer des pouvoirs d'action fondés sur des savoirs de haut niveau. Ces savoirs deviennent des ressources pour l'action, au côté d'autres ressources, notamment connaissances plus locales, des habiletés pratiques, des schèmes opératoires, des représentations sociales, des informations, des valeurs et des attitudes (Perrenoud, 2005).

Au Bénin, les formations issues des cursus universitaires de la majorité des étudiants sont mises sur l'accumulation de savoirs et ne sacrifient à aucune heure de pratique. Les fréquentes réticences à identifier et à formuler explicitement les compétences visées et une connexion souvent floue entre ces compétences et les savoirs disciplinaires enseignés. De plus, la problématique des compétences joue un rôle mineur dans la construction des programmes de formation, qu'on donne la priorité aux contenus disciplinaires. Ainsi, les compétences qu'elle développe constituent un facteur invendu de succès des entreprises et des nations dans le monde. Car, le problème d'ordre pédagogique et socioprofessionnel lié à l'employabilité et au marché d'emploi devient de plus en plus récurrent sur le terrain de pratique. Ce qui a conduit Gillet (1991) à proposer, pour redresser la barre, que les programmes professionnels donnent explicitement aux compétences un " droit de gérance "

sur le curriculum. Ce droit va permettre de solliciter les disciplines comme pourvoyeuses de ressources plutôt que de les laisser s'imposer de leur propre chef dans les programmes.

Parmi cette multiplicité d'obstacles observés dans l'utilité de l'accomplissement dans les offres de formations des universités, celles des travaux pratiques et d'entraînement retiennent notre attention et il convient de marquer un arrêt afin de vérifier l'utilité de ces accompagnements dans le cadre universitaire Africain en général et celui du Bénin en particulier, à travers sa mise en œuvre. Alors, qu'entendons-nous par accomplissement des travaux pratiques à l'université ? Comment est-il appliqué dans les universités en République du Bénin ? Cette stratégie a-t-elle réellement d'impacts sur le développement des compétences ? Existe-t-il des limites relatives à l'utilité de ces travaux pratiques ?

Pour répondre à ces interrogations, nous avons entrepris de mener une recherche sur le sujet intitulé : utilité de l'accomplissement des travaux pratiques à l'université comme outils du développement des compétences en République du Bénin. Pour mener à bien cette recherche, des hypothèses et objectifs ont été formulés.

1. Objectifs et hypothèses de recherche

Dans l'ensemble, nous nous sommes fixés un objectif général et des objectifs spécifiques.

Objectif général

L'objectif général vise à montrer que les formations universitaires telles qu'elles sont prévues dans la démarche pédagogique en milieu universitaire ne favorisent pas développement des compétences des étudiants dès leur entrée universitaire c'est à dire au respect des principes alternance entre les temps d'acquisition de connaissances et des temps de pouvoir agir ou l'accomplissement des travaux pratiques. De manière spécifique, il s'agit de :

présenter l'utilité de l'accomplissement des travaux pratiques en milieu universitaire ;

démontrer que les travaux pratiques sont un formidable outil du développement des compétences et de savoir agir dès l'entrée à l'université ;

analyser les obstacles liés à la réalisation des travaux pratiques lors de formation des étudiants.

Ainsi, des hypothèses ont formulées.

1.2. Hypothèses de recherche

Nous avons identifié une hypothèse générale et trois hypothèses spécifiques. Ils s'agit de considérer comme un outil du développement de compétences, les travaux pratiques se présentent aujourd'hui comme le substrat ou le principe actif qui permet de développer les savoirs agir des étudiants à l'auto-prise en charge. Les hypothèses spécifiques se présentent comme suit :

les travaux pratiques en milieu universitaire obéissent à un mode de fonctionnement puisqu'ils nécessitent les instruments favorisant les temps d'entraînement ou de pouvoirs d'action ;

les pouvoirs d'action ou savoirs d'agir sont possibles grâce à l'accomplissement des travaux pratiques en milieu universitaire ;

il existe des obstacles liés au bon fonctionnement des travaux pratiques en milieu universitaire.

Approche méthodologique

Il est question dans ce chapitre d'exposer d'abord, le cadre géographique de la recherche ensuite, définir la population de recherche à travers l'échantillonnage et présenter enfin les instruments de collecte et traitement des données recueillies sur le terrain.

2.1. Aperçu de l'université du Bénin

2.1.1. Population de recherche

Cette recherche, à la fois descriptive et analytique, a pour principale cible les étudiants de la deuxième et de la troisième année, les enseignants d'université. Nous avons aussi approché les attachés de recherche et personnes ressources (Doyens, Directeurs, chefs du Département) pour vérifier si l'installation des travaux pratiques est effective dans chaque

centre de formation. Au total, nous avons interrogé 475 étudiants de la deuxième et troisième année et 18 attachés de recherche. De même, l'effectif des enseignants et des personnes ressources a été également défini. A ce niveau, 43 enseignants et 10 personnes ressources ont été approchés pour répondre à nos différentes préoccupations.

Tableau n°1 : récapitulatif de l'échantillon

Population cible	Effectif
Etudiants de la deuxième et troisième année	475
Attachés de recherche	18
Enseignants d'université	43
Personnes ressources	10
Total	546

Pour atteindre les objectifs de cette étude, nous avons fait recours à certaines méthodes qui nous ont permis de recueillir les données sur le terrain. Il s'agit de la recherche documentaire, les techniques d'entretien et l'observation. Ainsi, des entretiens ont été menés avec les personnes ressources (Directeurs/Doyens de facultés, chefs du département et les enseignants) retenus à choix raisonné dans l'échantillonnage. Les questionnaires ont été administrés à la fois aux étudiants de la deuxième et troisième année ainsi qu'aux attachés de recherche de façon aléatoire. La technique de l'observation utilisée sur la base d'une grille d'observation critériée a permis de vérifier la tenue effective du travaux pratiques et l'installation des outils du développement des compétences.

2.1.2. Déroulement de l'enquête et Outils de traitement et d'analyse des données

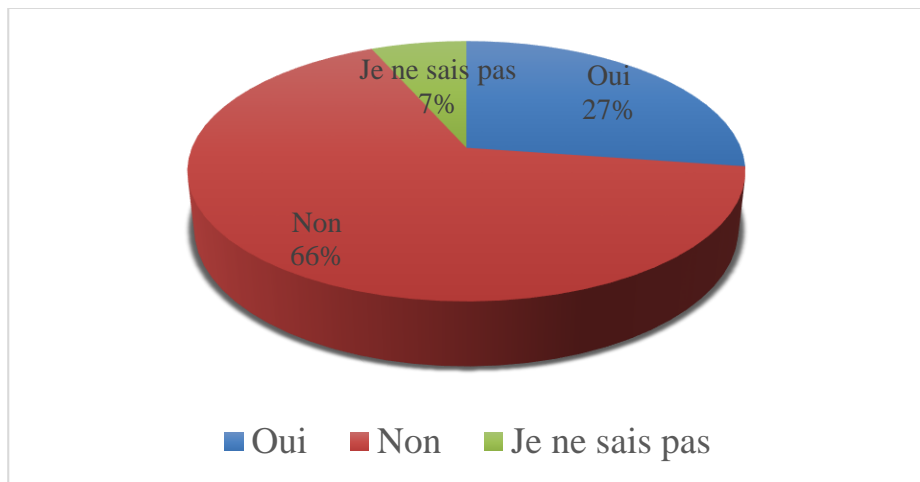
L'enquête a été réalisée la deuxième quinzaine du mois de janvier 2019. Par ailleurs, les données collectées sur le terrain ont été encodées et traitées avec le logiciel SPSS dans sa 18.0. Cela permet de présenter les résultats de réaliser les différents graphiques et histogrammes présentés pour l'analyse statistique.

3. Présentation et analyse des résultats

Dans ce présent travail, nous présentons dans une première partie les données quantitatives puis dans la seconde partie nous exposons les données qualitatives. En réalité, la pratique de travaux pratiques en milieu universitaire dans la théorie devrait permettre aux étudiants de développer les compétences. C'est justement l'installation de ces travaux pratiques que nous vérifions à travers la présentation des résultats obtenus de nos investigations.

Accomplissement des travaux pratiques en milieu universitaire

Effectivité des travaux pratiques en situation de formation

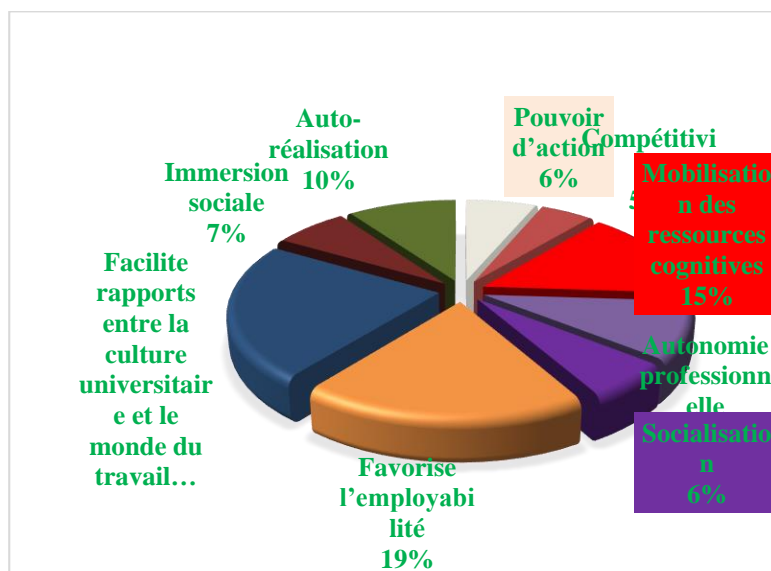


Graphique no1 : répartition des sujets enquêtés en fonction des travaux pratiques ou non

Il ressort de ce graphique que 149 soit 27% d'enquêtés ont affirmé qu'ils font réellement les travaux pratiques lors des cours dans l'amphi contre 361 soit 66% qui ont déclaré le contraire et 36 soit 7% ont répondu par je ne sais pas. Un enseignant précise justement ceci : « Je fais mon cours théorique et je rentre. Je suis dans une faculté classique. Il n'y a pas un lieu de pratique. On n'a pas de laboratoire équipé ni du terrain de pratique ». Dans la même logique une personne ressource dit « L'université manque de moyens financiers pour équiper les lieux de pratiques. Nos étudiants sont en majorité formés en théorie. Alors que

les travaux pratiques permettent aux étudiants d'appliquer et de mieux comprendre ce qui a été enseigné dans l'amphi. Ils ne sont pas formés pour la pratique ». C'est pourquoi Perrenoud (2005) démontre que : « Certains cursus universitaires misent tout sur l'accumulation de savoirs, ne sacrifiant pas une heure à l'entraînement de leur mobilisation ». Les travaux pratiques des enseignements favorisent la réappropriation des connaissances par les étudiants en les rendant plus actifs. L'université se situe dans un modèle d'enseignement dicté, par la conduite du discours et la maîtrise du contenu disciplinaire et non dans un modèle qui s'attache à connaître les étudiants et à développer des interactions avec eux de manière à guider et renforcer leurs apprentissages (Demougeot-Lebel & Perret, 2011 cité par Pons-Desoutte, 2015). Cependant, les enseignants doivent mettre œuvre la mise en scène pour développer la compétence de leurs étudiants.

Utilité de mise en scène des travaux pratiques dans les différentes facultés



Graphique n°2 : répartition des enquêtés en fonction de l'utilité des travaux pratiques

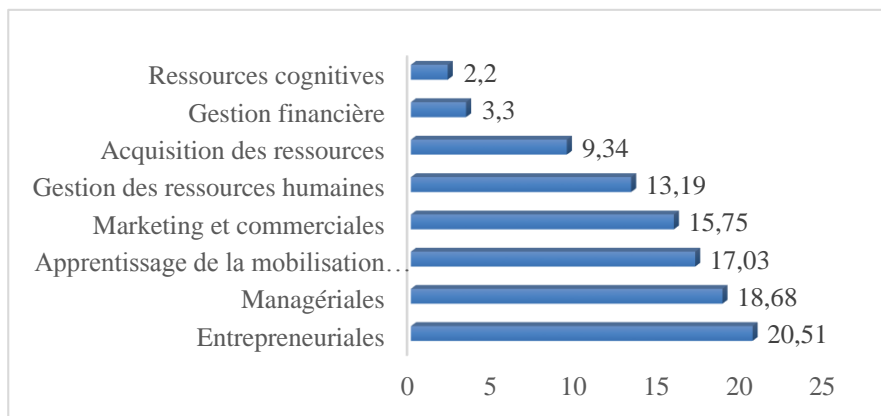
Cette question a permis de rendre compte de la qualité de r apport qui existent entre l'utilité de mise en scène des travaux pratiques dans les différentes facultés et la formation des étudiants. L'objectif étant toujours de vérifier l'accomplissement des travaux pratiques en milieu universitaire à travers sa mise en scène. Ainsi, sur les 546 sujets interrogés, environ 23 % ont affirmé que la mise en scène des travaux pratiques facilite le rapport entre la culture universitaire et le monde du travail ; environ 19 % ont estimé qu'ils favorisent l'employabilité alors que pour respectivement 15 %, 10 %, 07 % et 05 % de ces enquêtés, les travaux pratiques sont capables de mobiliser les ressources cognitives (savoirs, capacités, informations, attitudes), permettent l'autoréalisation, l'immersion sociale et la compétitivité.

Par contre, 06 % parmi eux ont déclaré qu'ils socialisent et facilitent le pouvoir d'agir. C'est ce qui fait dire une enseignante que : « La mise en scène des travaux pratiques est un bénéfice pour tout enseignement. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus donner un enseignement sans donner plus de crédit à la pratique » (Enquête, 2019). Certains étudiants des facultés classiques soulignent que : « Nos formations sont en déphasage avec les réalités du terrain. Nos confrères des facultés spécialisées sont formés pour être directement employés sur le terrain. En majorité, nous travaillons sur eux. Ils nous traitent comme ils veulent ». Parmi ceux des facultés spécialisées, d'autres démontrent que : « Grâce aux travaux pratiques que nous gagnions les jobs en vacances. Nous travaillons parfois avec les médecins au laboratoire, avec les mécaniciens dans les ateliers, avec les maçons dans la fabrication des briques et construction des bâtiments et beaucoup travaillent avec les chinois ou des entreprises intervenant dans le BTP... ». A ce résultat s'ajoute « Nul ne voudrait être soigné par un savant qui aurait lu tous les livres de médecine mais ne serait pas entraîné à poser un diagnostic et à piloter une démarche thérapeutique » Perrenoud (2005). Ainsi, comme le souligne, Paillot, (2003), « la socialisation est au carrefour du collectif (production et reproduction des structures collectives) et de l'individuel (production de soi), du cognitif (acquisition de structures de connaissances) et de l'affectif (constitution de soi). Elle s'articule autour d'une triple logique: d'acquisition ; d'intégration et d'adaptation et de positionnement social » Cité par (Rajhi, 2006 : 69). Pour Fayolle (2003c : 30), les travaux pratiques permettent de connaître, d'appliquer et de maîtriser les outils, les techniques et les principes permettant de mettre en œuvre les innovations avec les meilleures chances de succès.

Dans une autre optique, et pour traiter la relation entre l'individu et son contexte, Diakite (2004 : 88), en se référant à Rocher (1969), il n'y a pas opposition entre l'individuel et le social. Il faut plutôt parler de continuité et complémentarité dans la mesure où la cohérence et la signification du comportement sont appréciées de l'acteur et de son groupe d'appartenance ». Alors que les psychologues s'intéressent plus particulièrement à l'individu et considèrent la socialisation comme un processus de formation de la personnalité et de développement de l'identité puisque c'est l'approche interactionniste qui conçoit la

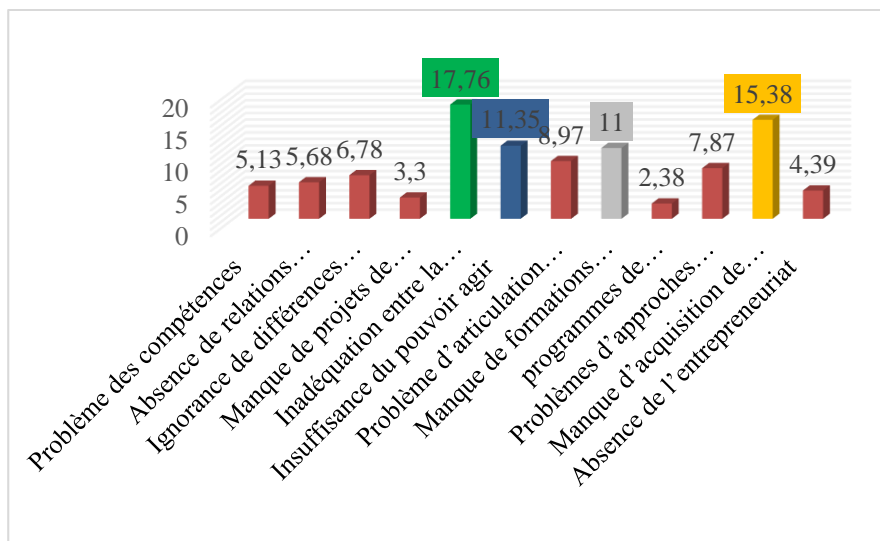
socialisation selon une logique bidimensionnelle et fondée sur l'interaction entre l'individu et la société. (Fabre, 2005). Alors, il faut développer les travaux pratiques dans toutes les facultés pour permettre aux étudiants d'avoir une formation en adéquation avec le besoin de la société et au marché d'emploi. Il faut que les universités aient un intérêt pour assumer le développement de compétences pour ne pas devenir un simple conservatoire de la culture et laisser le champ libre à des hautes écoles non universitaires qu'aucune tradition académique et critique n'empêchera de répondre immédiatement, exactement et sans états d'âme aux besoins de l'économie ou du pouvoir (Perrenoud, 2004, 2005). Par ailleurs, des travaux pratiques formidables outils du développement des compétences révèlent le niveau de compétences en question (Perrenoud, 1999, 2001). A ce sujet, plusieurs compétences sont développées par les étudiants à travers les travaux pratiques dans les différents centres formation à l'université. Quelques éléments montrent la pertinence des compétences à acquérir dans les formations.

Entre-preneu- riales	Mana- gériale s	Apprenti- s-sage de la mobilisati- on des ressource s	Marketin g et commerc iales	Gestion des ressource s humaines	Acquisi- tion des ressourc es	Gestion financiè re	Ressourc es cognitive s
112	102	93	86	72	51	18	12
20,51	18,68	17,03	15,75	13,19	9,34	3,30	2,20



Graphique no 3 : répartition des sujets enquêtés en fonction des types de compétences développés par les TP

De ce graphique, on constate que les compétences, les compétences, les compétences en, les compétences en, les compétences en, et. Donc, les travaux pratiques conduisent à la compétence d'acquisition des ressources et celle d'apprentissage pour leur mobilisation comme deux facettes de la construction de compétences (Verstraete 2003; Fayolle 2003). Alors, on peut déduire que la problématique des compétences joue un rôle déterminant dans la construction des programmes de formation, qu'on donne la priorité aux contenus disciplinaires. C'est pourquoi Gillet (1991) propose que pour redresser la barre, les programmes professionnels donnent explicitement aux compétences un droit de gérance. On note quelques obstacles liés à la réalisation des travaux pratiques dans les formations universitaires (Travaux Dirigés, Travaux Pratiques, Stage et Mémoire).



Une personne ressource dit : « Les étudiants aiment trop la facilité. Ils veulent tous travailler à la fonction publique. Ils n'ont pas conscience de ce qu'ils possèdent comme connaissance. Aussi, sont-ils en quête d'un statut plus élevé en cherchant à poursuivre les études plutôt qu'à s'installer à leur propre compte ». Les approches pédagogiques orientées vers l'action pour inventer, innover ou créer sa propre entreprise, les colloques, séminaires et autres activités extra-universitaires de promotion de l'entrepreneuriat seraient très utiles pour le développement des nations africaines.

4. Perspectives d'action et conclusion

Le développement des compétences se réalise à travers l'accomplissement des différentes tâches et des théories, puis l'usage et l'utilisation des techniques et les technologies durant le parcours formatif. Les résultats montrent que les acteurs doivent s'engager dans des démarches pédagogiques et didactiques originales permettant l'interaction constante théorie-pratique et pratique-théorie. L'analyse conduit à comprendre qu'il est nécessaire d'engager les étudiants à la pratique suffisante en vue du développement des compétences réelles pour réaliser le processus du développement durable national ou continental.

Alors, pour amener les étudiants à développer les compétences réelles durant leur formation universitaire, il est indispensable pour les acteurs et décideurs de :

spécialiser les formations universitaires en fonction de débouchés du marché de l'emploi ;

définir les intitulés de disciplines et de cours comme un référentiel de compétences ;

développer un programme de formation en relation avec le référentiel de compétences ;

formuler des objectifs de formation en termes de compétences à développer pour construire le curriculum de contenus disciplinaires ;

former à l'entrepreneuriat durant tout le cursus afin d'amener les étudiants à interagir avec à la fois, la théorie à la pratique afin de réaliser le développement à la base ;

encourager les différences individuelles chez des étudiants dans le processus d'apprentissage pour développer le sens de la coopération, de la responsabilité et du travail en équipe ;

préparer les étudiants à la culture d'entreprise, du moins à un rapport acritique au monde et notamment aux aptitudes et attitudes de la gestion de l'économie ;

envisager dans les situations d'apprentissage, la connaissance des exigences et principes de la vie professionnelle ainsi que du développement personnel;

rendre fondamentalement les situations d'apprentissage en des lieux d'entraînement ou milieux d'apprentissage professionnel en vue de la mise en pratique des actions du développement durable;

faire acquérir les aspects sociaux et éthiques pour former les étudiants à la dignité humaine, à la promotion des droits de la femme et de l'homme et à l'équité responsable.

Références bibliographiques

Astolfi, J.- P. (1992). L'école pour apprendre. Paris, ESF.

Fabre, M. (2005b). Formation et problématisation. Recherche et Formation, 48, 5-14.

Fabre, M. (2005a). Introduction - La problématisation, approches épistémologiques. Les Sciences de l'éducation pour l'ère nouvelle, 38 (3), 7-10.

Gillet, P. (1991). Construire la formation. Paris: ESF.

Perrenoud, Ph. (2005). L'évaluation des élèves, outil de pilotage ou pare angoisse ? Cahiers pédagogiques, n° 438, décembre pp. 14-16.

Perrenoud, Ph. (2004). Évaluer des compétences. Éducateur, n° spécial " La note en pleine évaluation ", mars, pp. 8-11.

Perrenoud, Ph. (2001). L'obligation de compétence ou comment rendre compte de son travail quand on enseigne ? Éducateur, n° spécial " Souriez, vous êtes évalué ! ", pp. 44-61.

Perrenoud, Ph. (1999). Construire des compétences, tout un programme ! Entrevue avec Philippe, Perrenoud. Propos recueillis par Luce Brossard. Vie pédagogique, n° 112, septembre-octobre 1999, pp. 16-20.

Perrenoud, Ph. (1999). Construire des compétences, est-ce tourner le dos aux savoirs ? Pédagogie Collégiale (Québec). Vol. 12, n° 3, mars, pp. 14-22 (déjà paru in Résonances. Mensuel de l'École valaisanne, n° 3, Dossier " Savoirs et compétences ", novembre 1998, pp. 3-7)

Olivier Toutain et Suivre cet auteur Alain Fayolle. (2008) Compétences entrepreneuriales et pratiques d'accompagnement : approche exploratoire et modélisation, , Dans Marché et organisations 2008/1 (N° 6), pages 31 à 72.

Richard Étienne et Marguerite Altet et ali., (2009). L'université peut-elle vraiment former les enseignants ? Quelles tensions ? Quelles modalités ? Quelles conditions ? Bruxelles. De Boeck Supérieur.

Viau, R., Joly, J. & Bédard, D. (2004). La motivation des étudiants en formation des maîtres à l'égard d'activités pédagogiques innovatrices. Revue des sciences de l'éducation, 30 (1), 163–176.

Verstraete, Th. (2003). Proposition d'un cadre théorique pour la recherche en entrepreneuriat. Editions de l'ADREG.

ALPHABETISATION ET DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE : CAS DES FEMMES DE L'ONG ACATBLI AU TOGO

Akouvi Ométima AGBEKOH & Sena Yawo AKAKPO-NUMADO

Institut National des Sciences de l'Education (INSE)-Université de Lomé-Togo

E-mail : sœur_yagbekoh@yahoo.fr

Résumé : La plupart des pays africains sont confrontés à la pauvreté des populations et mettent en œuvre plusieurs actions pour éradiquer ce phénomène. Parmi ces actions, l'alphabétisation des adultes occupe une place prépondérante, car ces pays connaissent des taux d'analphabétisme très élevés. En effet, l'on ne peut plus penser aux stratégies de développement durable sans accorder une attention particulière aux politiques et stratégies d'alphabétisation des jeunes et des adultes non scolarisés, car l'alphabétisation est la clé ultime pour l'acquisition, par les jeunes et adultes non scolarisés, des connaissances, des savoir-faire, savoir-être et savoir vivre ensemble qui fondent le développement durable. Au Togo, les efforts de développement se veulent inclusifs et passent par la participation de tous les acteurs des milieux urbains et ruraux, ce qui implique la mise en place de structures d'alphabétisation des jeunes et adultes. Cet article aborde la problématique de l'impact de l'alphabétisation sur les transformations sociales et économiques des femmes des zones rurales et plus spécifiquement celles qui ont fréquenté les centres d'alphabétisation de l'Association Chrétienne pour l'Alphabétisation et la Traduction de la Bible en Langue Ifè (ACATBLI). A partir d'un test d'aptitude, d'un questionnaire et d'une grille d'observation, nous avons recueilli des données sur les niveaux de connaissance en lecture, en écriture et en calcul, les compétences pratiques, les opinions sur l'utilité de ces savoirs et les données sur l'usage qui se fait de ces nouvelles aptitudes auprès de trente femmes. Les résultats montrent que l'alphabétisation fonctionnelle permet le développement de compétences utiles qui influent favorablement sur le statut économique, la participation sociale et le bien-être général des personnes alphabétisées.

Mots-clés : alphabétisation, alphabétisation fonctionnelle, développement social, développement économique.

Abstract: Most African countries are facing the poverty of the people and are implementing several actions to eradicate this phenomenon. Among these actions, adult literacy occupies a prominent place, as these countries have some of the highest illiteracy rates in the world. Indeed, we can no longer think about sustainable development strategies without paying particular attention to the literacy policies and strategies of young people and out-of-school adults, because literacy is the ultimate key to the acquisition, by the out-of-school youth and adults, knowledge, know-how, life skills and living together that underpin sustainable development. In Togo, development efforts are meant to be inclusive and involve the participation of all actors in urban and rural areas, which implies the setting up of literacy structures for young people and adults. This article discusses the problem of the impact of literacy on the social and economic transformations of rural women and more specifically those from literacy centers of the Christian Association for Literacy and Bible Translation in Ifè Language (ACATBLI). From an aptitude test, a questionnaire and an observation grid, we collected data on levels of knowledge in reading, writing and numeracy, practical skills, and opinions on the subject usefulness of these knowledge and the data on the use of these new aptitudes among thirty women. The results show that functional literacy enables the development of useful skills that have a positive influence on the economic status, social participation and general well-being of literate people.

Keywords: literacy, functional literacy, social development; economic development

Introduction

L'alphabétisation est un processus d'automatisation et de transformation qui permet au néoalphabète de relever les défis du monde et de son milieu de vie afin de mieux s'épanouir. C'est un moyen d'ascension sociale et économique si la personne parvient à se faire alphabétiser même à l'âge adulte car, l'essentiel reste à trouver le moyen adéquat pour sortir de l'ignorance dans laquelle elle baigne depuis l'enfance. L'alphabétisme est un droit fondamental ainsi qu'un tremplin vers l'éducation pour tous, pour éliminer la pauvreté et accroître la participation sociale. C'est ce que précisent les derniers objectifs mondiaux.

Depuis l'indépendance, la plupart des pays africains sont confrontés à la pauvreté des populations et mettent en œuvre plusieurs actions pour éradiquer ce phénomène. Parmi ces actions, l'alphabétisation des adultes occupe une place prépondérante, car ces pays connaissent des taux d'analphabétisme très élevés. En effet, l'on ne peut plus penser aux stratégies de développement durable sans accorder une attention particulière aux politiques et stratégies d'alphabétisation des jeunes et des adultes non scolarisés, car l'alphabétisation est la clé première pour l'acquisition, par les jeunes et adultes non scolarisés, des connaissances, des savoir-faire, savoir-être et savoir vivre ensemble qui fondent le développement durable. Au Togo, les efforts de développement se veulent inclusifs car ils passent par la participation de tous les acteurs des milieux urbains et ruraux, ce qui implique la mise en place de structures d'alphabétisation des jeunes et adultes. Aussi l'apport de la femme pour la construction d'un lendemain harmonieux n'est-elle pas négligeable. C'est sur ce postulat d'intégration des différentes couches dans le développement de nos sociétés que

se base notre étude. En clair, l'objectif de cet article est de mettre en relief comment les programmes d'alphabétisation fonctionnelle permettent aux femmes de l'ONG ACATBLI (Association Chrétienne pour l'Alphabétisation et le Traduction de la Bible en Langue Ifè) d'acquérir non seulement des connaissances en lecture, écriture et calcul dans la langue locale, mais aussi de développer des compétences sociales et économiques. Notre étude est d'ordre qualitatif. L'article est structuré en deux parties : la première partie est consacrée à la problématique et à la méthodologie de collecte et de traitement des données. La deuxième partie présente et analyse les résultats de la recherche.

1. Problématique de recherche et démarche méthodologique

1.1. Identification du problème

L'alphabétisation au Togo remonte au début de l'évangélisation avec l'arrivée des premiers missionnaires chrétiens (évangéliques et catholiques) dans l'espace ouest-africain situé sur la côte des esclaves entre le fleuve Mono à l'Est et la Volta à l'Ouest, bien avant l'occupation coloniale. En effet, le 5 juillet 1884, lorsque cet espace a été officiellement placé sous la domination coloniale allemande, certaines missions chrétiennes étaient déjà présentes dans le milieu depuis plusieurs années : les missionnaires méthodistes venus de la Grande Bretagne en 1843, la mission protestante de Brême venue de l'Allemagne du nord en 1847, la Société des missions africaines (SMA) de Lyon (France) en 1861 et la mission protestante suisse venue de Bâle en 1863 (Gayibor, 1997 cité par Tsigbé, 2013, p. 71-72). Ces sociétés seront rejointes après l'occupation coloniale, en 1892, par la mission catholique de Steyl, appartenant à la Société du Verbe Divin.

L'initiative de l'alphabétisation menée par les missionnaires avait pour objectif primordial de permettre aux chrétiens de lire et de comprendre la bible par eux-mêmes. L'alphabétisation était donc exclusivement une œuvre missionnaire, qui s'était préoccupée de l'éducation de la jeune fille et de la femme. Il s'agissait d'une formation extrascolaire qui devrait offrir à la gente féminine, les moyens nécessaires pour devenir une bonne éducatrice, gage de transmission des nouvelles valeurs chrétiennes en famille.

Après l'indépendance en 1960, en application des recommandations de la Conférence mondiale des ministres de l'éducation nationale en matière de lutte contre l'analphabétisme tenue à Téhéran (Iran) en 1965, le Togo a créé une section alphabétisation en 1967 et une division de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes en 1968. La priorité du gouvernement togolais dans la lutte contre l'analphabétisme a été clairement exprimée dans les orientations nationales en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes depuis 1970, reprise dans le Plan national d'EPT (1991), réaffirmée lors des Etats Généraux de l'Education (1992), et prise en compte par le Plan Sectoriel de l'Education au Togo (PSE, 2010). Dans ce plan, l'Etat a opté pour la stratégie du faire faire en matière d'éducation non formelle. La stratégie du faire faire vise à confier aux organisations de la société civile

actives dans le sous-secteur de l'éducation non formelle, la responsabilité de l'ouverture des centres et de développement des activités d'alphabétisation de manière contractuelle. Les services étatiques se positionnent davantage dans leurs rôles d'orientation, de définition des politiques et plans d'action, de contrôle de qualité des programmes, de suivi-évaluation externe, de certification et de mobilisation des ressources financières pour contribuer au renforcement des capacités des acteurs. Dans ce contexte, ce sont les opérateurs (ONG, les associations, les communautés locales...) qui conçoivent et mettent en œuvre les programmes d'alphabétisation avec l'appui technique et financier des partenaires et de l'Etat. Le Plan Sectoriel de l'Education (PSE) endossé en 2010, a été révisé en 2013 et est mis en cohérence avec les dispositions du document de stratégie de réduction de la pauvreté qui présente les orientations stratégiques et les actions que le gouvernement entend engager dans différents secteurs pour améliorer les conditions de vie des populations togolaises. Quoique l'Etat ait placé la lutte contre l'analphabétisme au centre de ses préoccupations pour la réalisation d'une société démocratique et responsable, le document du PSE n'a pas satisfait au diagnostic posé en matière d'AENF dans le but d'atteindre la réduction de la pauvreté. En 2014, un document de Stratégie Nationale d'Alphabétisation et d'Education Non Formelle (SNAENF) a été élaboré sur une période couvrant 2014 à 2025 pour plus d'efficacité du sous-secteur. Il porte un double objectif : améliorer la politique du sous-secteur de l'AENF et la mise en œuvre des programmes d'AENF sur la période concernée. Cette politique sectorielle prévoit le développement d'un programme d'alphabétisation et d'apprentissage tout au long de la vie pour les jeunes de 15 à 45 ans et d'un programme d'éducation non formelle destiné aux enfants âgés de 9 à 14 ans déscolarisés et non scolarisés. La SNAENF trouve son inspiration dans le document de Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), élaboré en 2013 et dans lequel, « pour l'alphabétisation des adultes (15-45 ans), l'ambition du gouvernement est de porter le taux d'alphabétisation de 62,5% en 2012 à 72,7% en 2017 (64,5% en 2013, 66,6% en 2014, 68,7% en 2015, 70,7 en 2016) et d'augmenter l'offre d'alphabétisation, en impliquant les acteurs de la société civile et du secteur privé » (SCAPE, 2013 : 85). Tout ceci vise à résoudre les problèmes de l'insuffisance de l'offre en Alphabétisation et Education Non Formelle, peu diversifiée et non accessible à toutes et à tous, la faible qualité des offres/programmes d'AENF qui n'arrive pas à prendre en compte tous les besoins en alphabétisation et l'inadéquation de l'organisation et du fonctionnement du sous-secteur avec les ambitions de l'AENF. Le mise en œuvre de la SNAENF a-t-elle permis au Togo d'atteindre les objectifs définis dans la SCAPE ? La présente recherche qui porte sur un opérateur d'alphabétisation des femmes au Togo, l'ONG ACATBLI, veut analyser l'impact des programmes d'alphabétisation mis en œuvre en faveur des femmes sur leur vie familiale, sociale et économique.

1.2. Cadre théorique

Nous avons inscrit l'étude dans le cadre de la théorie de la pédagogie de l'autonomie de Freire (1974) et de la capacité d'Amartya (2000). Ces théories pensent l'éducation à partir du pouvoir qu'a l'individu sur sa propre vie. L'autonomie est conçue à la fois comme finalité et comme moyen. Au regard des travaux des différents auteurs susmentionnés, notre étude se focalise sur la théorie de l'autonomie et la capacité productive de la femme à travers l'alphabétisation.

Freire a mis en place l'alphabétisation conscientisante dans laquelle les programmes d'alphabétisation doivent amener les participants à prendre conscience et à s'engager pour le changement social. Ce modèle d'alphabétisation est basée sur la pédagogie de l'autonomie que Freire centre alors sur l'Homme qu'il considère comme un être capable de développement physique, affectif, cognitif et social durant toute sa vie biologique, sous l'effet du processus d'éducation. A travers sa théorie, il croit au changement de la personne et au processus éducatif qui lui offre des capacités à améliorer son état pouvant être toujours plus. Il est un pédagogue très connu pour ses efforts dans le domaine de l'alphabétisation des adultes et des personnes vivant en milieu pauvre. L'autonomie selon lui, renvoie à l'idée de partage comme synthèse d'une prise en compte personnelle d'une loi et de son partage avec la communauté humaine à laquelle le sujet appartient. Cette autonomie permet à un individu de bien vivre soi-même et ensemble. Pour Freire, il s'agit d'une autonomie responsable qui est loin d'être prise comme libertinage. A travers sa théorie, Freire montre que la pédagogie de l'autonomie passe par l'enseignement-apprentissage, par la théorie et la pratique. Il ne s'agit pas uniquement d'un transfert de connaissances mais de créer des possibilités pour sa propre production ou construction. C'est le fait de susciter la conviction de changement dans l'apprenant et lui offrir les moyens de sa propre créativité. Etre autonome suppose se créer une spécificité humaine qui sache prendre conscience de son inachèvement et déclenche le processus de changement qui s'appuie sur l'engagement et le don de soi. Cette autonomie qui se veut pratique, confère à l'apprenant et dans notre cas aux femmes, une certaine autonomie sur la vie.

Evoluant dans le sens de l'acquisition d'une autonomie sur la vie, la théorie des capacités que plusieurs auteurs et parmi lesquels Amartya Sen (2000) dont les travaux ont marqué la fin des années 1960 et le début des années 1970, montre qu'il existe un lien entre les deux théories. Grâce à la théorie de la capacité, l'éducation est pensée à partir du pouvoir qu'a l'individu sur sa propre vie. Il s'agit de valoriser le bien-être et les avantages qu'une personne peut retirer par ses capacités à effectuer un certain nombre d'actes auxquels elle accorde de la valeur et à être la personne qu'elle souhaite être. C'est alors une combinaison de ce qu'une personne est apte à faire, c'est-à-dire sa capacité d'agir, et à être, c'est-à-dire les différents types de fonctionnements qu'elle est en mesure de réaliser. Les femmes alphabétisées sont désormais capables de combiner leurs différents savoirs : cognitif, affectif et psychomoteur. Ainsi, il en découle que la théorie des capacités et celle de l'autonomie sont compatibles en ce sens qu'elles permettent le développement des compétences dans un processus de transformation qui rend l'homme autonome. Le processus d'alphabétisation serait donc comparable à un processus de transformation de l'individu afin de le rendre autonome dans la vie.

1.3. Démarche méthodologique

Pour notre étude, nous avons sélectionné par choix raisonné 30 femmes qui ont suivi avec succès les séances d'alphabétisation fonctionnelle, 03 moniteurs et 1 responsable de l'ONG ACATBLI . Nous avons aussi observé 30 ménages et 30 activités économiques des femmes.

Pour collecter les données, nous avons utilisé quatre instruments : l'analyse documentaire, un test d'aptitude aux femmes alphabétisées, une grille d'observation des ménages et activités économiques, un guide d'entretien individuel avec les femmes, les moniteurs et le responsable de l'ACATBLI.

Toutes les données collectées ont été traitées par les logiciels Excel, Sphinx et SPSS pour obtenir les tableaux de fréquence, les tableaux croisés, le calcul des pourcentages et pour générer les différentes figures. Les données issues des entretiens ont été retranscrites et utilisées sous forme de verbatim pour appuyer les données quantitatives. Nous avons numéroté et utilisé des codes pour chaque répondants. Il s'agit de (FM...) pour les femmes et (MO...) pour les moniteurs.

2. Résultats de la recherche

Présentation et analyse des données

L'analyse des données est organisée autour de trois principaux axes : il s'agit des connaissances de base en alphabétisation, des compétences sociales et enfin des compétences économiques des femmes.

2.1.1 Résultats des femmes aux tests d'aptitude par compétence

Tableau n°1 : compétence en lecture selon le niveau d'instruction des femmes

Niveau d'instruction	Compétence en lecture			
	Echec		Succès	
Non scolarisée	2	12,5%	14	87,5%
CP	0	0,0%	6	100,0%
CE	0	0,0%	4	100,0%
CM	0	0,0%	2	100,0%
Premier cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Deuxième cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Total	2	6,7%	28	93,3%

Source : notre enquête, juillet 2018

Les résultats de ce tableau montrent une très bonne réussite en ce qui concerne les compétences en lecture. Le pourcentage de réussite du test de la lecture en langue Ifè dépasse 70% à chaque niveau d'instruction. Les femmes qui ont un niveau primaire et secondaire ont réussi le test à 100% tandis que celles non scolarisées ont un pourcentage de 87,5%. Ces résultats montrent que le niveau d'instruction avant l'inscription pour les cours d'alphabétisation influe positivement sur la réussite au test de lecture et donc sur la maîtrise de cette compétence. Le taux d'échec le plus élevé de cet item est enregistré chez les femmes qui n'ont aucune expérience scolaire préalable, 12,5%.

Tableau n°2 : lien entre les compétences en écriture et le niveau d'instruction des femmes

Niveau d'instruction	Compétence en écriture			
	Echec		Succès	
Non scolarisée	6	37,5%	10	62,5%
CP	0	0,0%	6	100,0%
CE	2	50,0%	2	50,0%
CM	0	0,0%	2	100,0%
Premier cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Deuxième cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Total	8	26,7%	22	73,3%

Source : notre enquête, juillet 2018

D'après le tableau susmentionné, le pourcentage de réussite au test de lecture varie entre 50,0% et 100%. Le plus fort taux d'échec soit 37,5% est enregistré du côté des femmes n'ayant aucun niveau d'étude avant l'alphabétisation. Les femmes du niveau élémentaire ont un taux d'échec de 50,0%. Ce taux d'échec ne permet pas de conclure qu'il existe un lien entre les résultats en écriture et le niveau d'instruction précédent des enquêtées. Toutefois, la réussite de la majorité des femmes à ce test d'aptitude dénote une maîtrise de la lecture.

Tableau n°3 : Compétences en calcul selon le niveau d’instruction des femmes

Niveau d’instruction	Compétence en calcul			
	Echec		Succès	
Non scolarisée	7	43,7%	9	56,2%
CP	2	33,3%	4	66,7%
CE	2	50,0%	2	50,0%
CM	0	0,0%	2	100,0%
Premier cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Deuxième cycle du collège	0	0,0%	1	100,0%
Total	11	36,7%	19	63,3%

Source : notre enquête, juillet 2018

Les résultats du tableau concernant le calcul montrent qu’il y a des difficultés de maîtrise de la compétence requise. Les taux de réussite dépassent légèrement la moyenne pour celles dont le niveau est inférieur au cours moyen. Le taux de réussite le plus faible se trouve au niveau du cours élémentaire avec 50,0%. On comprend alors que la compétence en calcul est très peu maîtrisée par les apprenants.

Au regard des résultats aux tests d’aptitude, nous pouvons conclure partiellement que le niveau d’instruction préalable des femmes alphabétisées influe sur le développement des compétences en lecture, écriture et calcul. Les femmes qui ont un niveau d’instruction plus élevé réussissent mieux les tests d’aptitudes.

Avantages des connaissances de base en alphabétisation pour la vie sociale et professionnelles des femmes

D’après les données de l’enquête, les enseignements reçus, l’apprentissage de la lecture, de l’écriture et du calcul sont bien conçus et favorisent le développement des compétences professionnelles des femmes.

- Avantages de la maîtrise de la lecture pour la vie socioprofessionnelle

Pour 95% des femmes enquêtées, la lecture est la compétence la plus développée, moteur de tout changement socioprofessionnel. La maîtrise de la lecture est un grand indicateur de connaissance de la langue d'apprentissage. « Elle est plus sollicitée dans presque toutes les situations problèmes de la vie » a déclaré (FM5), propos soutenu par un moniteur en ces termes : « une femme qui sait lire a les yeux ouverts sur le monde. Elle comprend et interprète à sa juste valeur tout ce qu'elle voit, lit et écrit. Elle utilise la lecture partout et à tout moment ». L'usage de la lecture améliore le quotidien de la femme et fait d'elle une personne intégrée. « A travers la lecture des récits historiques et les différentes illustrations, j'ai une meilleure compréhension des réalités Ifè » (FM27) ; « je lis et comprends les textes de mon niveau par moi-même, par exemple : les notices des produits, les techniques d'utilisation de l'engrais, les cahiers de mes enfants. » (FM23). La lecture est un moyen de repérage de lieux et d'orientation grâce à la compréhension qu'elle fournit. 88% des femmes ont déclaré qu'elles arrivent à lire les panneaux et les noms des villes et villages au cours du voyage. Toutes les femmes chrétiennes ont exprimé leur satisfaction quant à la lecture et la compréhension de la bible dans la langue Ifè. Une femme a affirmé : « Je fais régulièrement la lecture de la parole de Dieu pendant les cultes. Lors des grandes réunions et assemblées de prière, je suis celle qu'on sollicite pour la lecture. J'en suis vraiment fière et me sens valorisée dans mon milieu ». Une autre confie : « un jour, j'ai été désignée à l'église pendant la messe pour faire une lecture en Ifè et j'ai lu toute seule. A la fin l'assemblée a applaudi. » (FM18). Contrairement aux répondantes précédentes, quelques femmes enquêtées (7,1%) ont affirmé ne pas savoir lire et ne savent pas quel intérêt pour leur vie professionnelle. « J'ai des difficultés à lire en Ifè à cause de la complexité des accents » (FM10) ; dans un autre entretien une répondante poursuit en ces termes : « je ne sais pas ce que concrètement l'écriture va m'apporter. Elle est trop compliquée et je préfère me contenter des enseignements et conseils pratiques pour savoir me prendre dans la vie » (FM07). L'apprentissage de la lecture est donc très utile pour les femmes alphabétisées.

Avantages de la maîtrise de l'écriture pour la vie socioprofessionnelle

Pour 80% des femmes enquêtées, l'écriture est un facteur de libération d'un asservissement de l'individu. Certaines répondantes ont exprimé leur fierté de pouvoir écrire non seulement dans leur propre langue mais aussi dans celle d'autrui. L'écriture aide à garder aussi longtemps que possible les informations sans les oublier. Selon une couturière (FM 11), « je prends les mesures de mes clients et je note le nom de chacun sur les commandes pour ne plus les confondre ». A une autre de mentionner « je note les dates auxquelles je fais telle ou telle semence pour un bon suivi ». C'est également le cas de (FM30) lorsqu'elle affirme « je prends note de tout ce que je vends pour ne plus être victime de tricherie et j'écris dans un cahier le nom de mes débiteurs ». Pour soutenir ces déclarations, un moniteur, (MO 01) affirme que « les femmes évitent l'oubli à travers la prise de note » ; un autre ajouta : « l'écriture permet de garder secrètes les informations importantes pour les générations futures ». Une éleveuse affirme : « J'arrive à écrire mon nom et à signer dans notre association ». Une autre ajoute : « Avant je ne savais pas écrire mon nom, maintenant j'écris mon nom sur mes sacs de maïs et de soja, je les compte et ils ne se perdent plus ». Une autre indique : « j'écris mon nom lors des réunions des ressortissants de mon village ».

L'écriture permet de matérialiser chaque fait et de s'en rappeler au moment opportun « je note les noms des produits à chaque commande. La femme qui sait écrire acquiert la capacité de faire des synthèses des activités en prenant note uniquement de l'essentiel. Certaines monitrices confirment le fait que plusieurs femmes grâce à l'écriture sont devenues secrétaires dans leurs associations et mouvement de développement communautaire. D'autres aussi le sont au niveau de l'église. On constate que c'est un moyen d'ascension sociale et culturelle. Par contre 14,5% reconnaissent qu'elles n'arrivent pas à écrire et confirment les difficultés de l'alphabet Ifè. Bien qu'ayant le désir d'apprendre et de maîtriser la langue locale et ensuite le français, les femmes qui ne savent pas écrire font plus usage de l'expression orale. Elles font rarement usage de l'écriture. L'écrit est moins développé que le parler. A ce niveau, la lecture prend le pas sur l'écriture. Une femme enquêtée déclare que « sans pouvoir écrire, elle retient facilement tout ce qu'elle fait et arrive à s'en souvenir au moment opportun ».

Avantages de la maîtrise du calcul pour la vie socioprofessionnelle

En calcul, les affirmations des femmes enquêtées sont assez convaincantes et montrent une facilité de gestion financière des activités acquise par les femmes. Une cultivatrice de soja dit : « Lorsque je dois vendre et rendre la monnaie, je fais le calcul toute seule ». Une autre qui exerce aussi le commerce d'autres céréales : « Je peux faire des achats d'intrants sans l'aide de quelqu'un. Pour mon commerce, je mets les prix des produits plus les frais de déplacement avant de fixer les prix de vente ». Une autre ajoute : « Pour la vente des marchandises, je calcule les prix d'achats et le bénéfice avant de vendre ». Une autre affirme : « Je fais les comptes de mon commerce le soir après la journée et j'épargne les bénéfices à AVEC ». Une autre déclare : « Lors de la remise de la monnaie dans mon commerce, je fais les comptes et j'utilise parfois la calculatrice quand le client a beaucoup acheté ». La maîtrise du calcul permet aux enquêtées d'utiliser les différentes opérations sans plus avoir recours à un tiers. De plus, il rassure l'utilisateur et lui permet d'éviter ou de réduire les marges d'erreur dans le compte. L'usage régulier du calcul dans les activités professionnelles est formateur : une productrice de coton réagit en ces termes : « Avant, il m'était difficile de calculer la valeur de mes produits et je ne comprenais pas le système de pesée et de commercialisation du coton mais aujourd'hui je peux moi-même faire les pesées et noter la quantité de tous mes produits. Je sais le nombre exact de ce que je possède et ce qu'il va me revenir après-vente ». Le tableau suivant montre comment les femmes utilisent les notions du calcul au quotidien.

Tableau n°4 : Amélioration de la vie professionnelle par le calcul

Activités	Fréquences	Pourcentages
Sait faire les comptes	27	90%

Calcule le bénéfice	23	76,66%
Planifie les dépenses	27	90%
Ne sait pas faire le calcul	7	4,28%
Calcule les semences	29	96,66%
Calcule les prix mentalement	22	73,33%
Arrive à donner les reliquats	22	73,33%
Est vigilante et éveillée	25	83,33%
Fait mieux ses travaux champêtres, paye les métayers	23	76,66%
Calcule le prix de revient	25	83,33%
Fait l'addition et la soustraction	20	66,66%
Déchiffre le mètre ruban	8	26,66%

Source : notre enquête, juillet 2018

Il se dégage du tableau ci-dessus, que l'usage des notions du calcul devient une habitude pour la plupart des femmes. Les enquêtées ont appris à dresser le compte de leur activités chaque fois qu'elles les effectuent. Elles arrivent également à programmer les périodes de semences et à suivre leur évolution sans difficultés. Les différentes activités menées par les femmes sont soutenues et bien conduites grâce aux compétences acquises en calcul. La maîtrise de la monnaie après avoir effectué une dépense, le calcul des bénéfices et l'éveil mathématique sont devenus des atouts permettant aux femmes de bien gérer leur quotidien. Cependant le tableau révèle des limites de ces dernières pour ce qui concerne la maîtrise des notions de calcul et leur intégration dans la vie pratique. Certaines déclarations montrent que quelques femmes ont des difficultés en calcul, ce qui confirme les résultats au test d'aptitude. Toutes les opérations en calcul ne sont pas maîtrisées. Leur usage se limite seulement à l'addition et à la soustraction et ceci dans bien des cas, l'opération est mentale. On pourrait conclure à ce niveau que les opérations de division et de multiplication ne sont pas maîtrisées ou bien que leur maîtrise n'est pas nécessaire pour que les femmes résolvent les problèmes.

2.1.3. Développement de compétences sociales par les femmes

Les compétences de bases nécessaires en lecture, écritures et calcul doivent être complétées et par d'autres compétences pour que chaque adulte alphabétisé puisse faire face, avec confiance, à des situations de vie. Pour cette recherche, le renforcement des capacités sociales des femmes se manifeste essentiellement à travers les changements à plusieurs niveaux : éducation et suivi scolaire des enfants, l'impact sur la gestion du ménage et la participation à la vie communautaire.

Impact sur l'éducation et l'encadrement scolaire des enfants

L'alphabétisation a beaucoup influencé les comportements des femmes dans l'éducation de leurs enfants. Plusieurs ont compris leur rôle de parents responsables aux côtés de leurs enfants. Les enfants ne sont plus considérés comme des charges qu'elles portent toutes seules ; ils constituent plutôt une responsabilité à partager avec les époux. « Avec l'alphabétisation, je ne fais plus automatiquement recours à l'utilisation du bâton pour corriger mes enfants » confie une femme enquêtée (FM26). A la question, comment l'alphabétisation vous aide-t-elle dans l'éducation de vos enfants, plusieurs tendances se dégagent. « Je suis plus exigeante sur l'éducation de la maison. Je prends beaucoup plus soin de mes enfants et leur donne régulièrement des conseils pour bien réussir dans la vie ». De plus la perception de l'importance de la scolarisation des enfants a considérablement évolué. L'alphabétisation a permis à la grande majorité des femmes de comprendre l'importance de se faire instruire soi-même et surtout de permettre aux enfants d'aller à l'école. En effet, il ressort de l'analyse des fréquences des déclarations que les enseignements reçus au cours de l'alphabétisation ont un impact réel sur l'encadrement scolaire des enfants. Dans nos entretiens, 86,7% des femmes ont répondu que l'alphabétisation les aide à encadrer le travail scolaire de leurs enfants. Parmi les déclarations des femmes, on note des propos comme : « je ne demande plus à mes enfants de venir m'aider au champ au détriment de leurs études ». Plusieurs disent « qu'elles contrôlent et surveillent les cahiers des enfants, elles ne se laissent plus tromper sur leurs mauvais résultats. »

L'avis des femmes sur leur implication dans l'encadrement scolaire se fait également sentir par la relation de confiance qu'entretient la mère avec ses enfants. Une autre femme déclare (FM13) : « le rendement scolaire de mes enfants s'est beaucoup amélioré grâce au suivi régulier que je fais ». Il y a un pont qui s'établit entre l'éducation de la maison et celle de l'école. Les enfants ne sont plus laissés au seul encadrement des enseignants sans l'implication des parents. Une femme alphabétisée comprend mieux si son enfant réussit à travers le contrôle de son rendement scolaire et le changement positif de son comportement. L'attitude de cette femme devient un facteur de motivation pour la réussite scolaire des enfants. « Lorsque le soir, je me mets à réviser les enseignements reçus au cours d'alphabétisation et à traiter les devoirs de maison, mes enfants n'ont rien d'autres à faire que de se mettre aussi devant leurs cahiers. Je ne parle plus beaucoup avant que chacun

n'accomplisse ses devoirs. C'est comme cela qu'on se soutient dans les études » déclare l'une des femmes enquêtées (FM25).

Apport de l'alphabétisation pour la vie du ménage

La gestion du foyer devient de plus en plus facile pour la femme alphabétisée d'après les données collectées. En effet, 91,80% des femmes enquêtées affirment que les enseignements reçus en alphabétisation leur permettent de bien assurer la gestion du foyer. Ceci étant, la majorité des femmes sont satisfaites des changements positifs advenus dans leurs ménages grâce aux apprentissages de l'alphabétisation.

Impact sur l'application des règles d'hygiène

En réponse à la question posée : les notions d'alphabétisation vous permettent-elles d'appliquer les règles d'hygiène ? (FM17) une femme a répondu : « nous pratiquons les règles d'hygiène dans le quotidien de la vie car nous savons que son manquement est nuisible à notre vie » Sur la totalité des enquêtées, 96,1% affirment que les notions d'alphabétisation leur permettent d'appliquer les règles d'hygiène parce que « nous évitons les ordures et les eaux stagnantes dans ou auprès de la maison » (FM01). Plusieurs exemples tirés des leçons d'alphabétisation explicitent bien et clairement les conséquences d'une telle négligence. D'après l'une des femmes (FM23), « nous dormons sous moustiquaire pour éviter le paludisme. On a compris que ce n'est plus les rayons solaires qui sont la cause de cette maladie mais plutôt les moustiques ».

Impact sur la participation aux initiatives de développement communautaire

Quant aux informations concernant les initiatives de développement communautaire, il a été mentionné que 76,9% des femmes pensent que l'apprentissage d'une langue et sa maîtrise dans un contexte qui est le leur favorise des aptitudes de participation aux projets de développement communautaire contre 15,7% qui estiment n'avoir acquis aucune compétence pouvant permettre une participation aux initiatives de développement local. 7,5% des femmes sont restées indifférentes à cette question relative à la participation communautaire. D'après les déclarations et témoignages recueillis auprès des femmes et moniteurs, certains projets ont été incorporés au programme d'alphabétisation pour un plein épanouissement des néo-alphabètes par l'amélioration de leurs conditions de vie. Les femmes ont à ce niveau participé au projet de reboisement dont le but est d'arrêter l'avancée anarchique de la déforestation. Selon une femme alphabétisée interrogée : « nous avons été sensibilisées pendant l'apprentissage, sur la protection et la sauvegarde de l'environnement écologique et en même temps encouragées à faire le reboisement. Ainsi, à chaque campagne, nous plantons au moins un arbre chacun, de préférence un arbre fruitier tel qu'un manguié, un palmier, un oranger, un cocotier, un arbre du cure-dent, un acajou, un teck ou un eucalyptus » (FM10). A cela s'ajoute d'autres actions communautaires que mènent les femmes alphabétisées telles que la participation à la tontine communautaire, la prise de conscience au travail de groupe, la prise de parole en public, l'adoption d'un bon

comportement en public, la prise de responsabilité ou de direction dans les associations et groupement, le partage des expériences, les entraides communautaires, la participation au dialogue social.

2.1.4. Développement de compétences économiques

Les compétences telles qu'énumérées par les répondants sont nombreuses et embrassent les différents domaines de la vie des femmes. Ainsi dans le processus de développement intégral, les femmes ont accordé une place remarquable aux activités économique.

Impact sur une bonne gestion financière des activités

Concernant les bienfaits de l'alphabétisation dans la gestion financière des biens, 96,7% des femmes ont confirmé ayant acquis des habiletés de gestion de leurs revenus. Pour celles-ci, il n'est plus question de gaspiller ou de dépenser sans avoir programmé au préalable les besoins. (FM18) L'une des femmes affirme dans ses propos : « je suis moins dépensière et cela ne signifie pas que je suis avare mais plutôt que j'ai acquis la capacité de pouvoir planifier chacune de mes dépenses. Même s'il y a des imprévus qui arrivent dans la vie, ils sont aussi programmés dans mon épargne ». Les enseignements reçus au cours du dialogue participatif sur la gestion rationnelle des biens et de l'argent ont changé positivement les habitudes de la majorité des néo-alphabètes. La prudence et la prévoyance dans la gestion des biens et argent sont devenus des pratiques régulières des femmes qui ont suivi et bien assimilé les enseignements de l'alphabétisation.

Les résultats de l'entretien avec les femmes ont montré aussi que le fait de savoir bien gérer ses finances a permis de développer d'autres aptitudes toujours dans le but de maximiser ses revenus. Ainsi, la majorité des femmes associent toujours à leur activité première un petit commerce qui leur permet de gérer les dépenses de la vie courante et de pouvoir planifier des épargnes sur les revenus. Les femmes alphabétisées font beaucoup de bénéfices dans leurs activités champêtres, elles ont une gestion saine des revenus de la vente de produits agricoles, scolarisent leurs enfants et connaissent une relative stabilité familiale. Elles ont appris à diversifier leurs sources de revenus en allant au-delà d'une seule activité.

Capacité de création des activités génératrices de revenus

A la lumière des données d'entretiens, les femmes ont dans la grande majorité acquis les capacités à réinvestir leurs savoir-faire dans la création des activités génératrices de revenus. Ces revenus leur permettent de venir à bout des dépenses quotidiennes de la famille. 71,0% femmes déclarent exercer des activités lucratives comme l'élevage, le jardinage, la vente de nourriture dans les écoles et pendant les jours de marché, le tissage de pagne, etc. Cette pratique leur permet de diversifier les activités et d'éviter d'éventuelles surprises lorsque les activités champêtres ne réussissent pas durant certaines saisons. « Grâce aux économies

réalisées à travers les activités champêtres, j'achète les friperies que je revends dans mon village et dans les villages environnants » (FM25) ; « avec l'argent de la tontine, je fais du commerce saisonnier » (FM20).

71% des femmes affirment avoir développé des capacités leur permettant de créer des activités génératrices de revenus. Ce pourcentage dénote l'aide essentielle de l'alphabétisation comparativement aux 19% des femmes qui estiment ne pas être capables d'entreprendre autres activités financières durables. 9,8% des femmes enquêtées sont restées indifférentes à cette question. Toutefois, nous concluons au regard des différentes données collectées que l'alphabétisation permet de développer des compétences pour créer des activités génératrices de revenus.

Capacité à épargner les bénéfices et à posséder un cahier de compte

Sur les 30 femmes enquêtées, 82,4% affirment qu'elles arrivent à épargner sur leurs bénéfices. 16,1% estiment qu'elles ne parviennent pas à s'en sortir après avoir effectué les dépenses. Elles se donnent de la peine mais il leur est difficile de s'en sortir. Une femme (FM 24) confie à ce propos : « à chaque fin de récolte, je me retrouve comme au départ après avoir payé ce que je dois aux métayers, aux produits agricoles et autres. Ce qui me reste suffit seulement pour reprogrammer la saison prochaine et ainsi chaque année ». Ce qu'on déduit des enquêtes auprès des femmes est qu'il existe encore des difficultés à tirer des avantages de leurs différentes activités. Les investissements et efforts sont déployés à perte.

2.1.5. L'observation des femmes dans leurs ménages et dans leurs activités professionnelles

Les femmes enquêtées ont été observées à leur domicile et sur leur lieu de travail selon leur disponibilité dans la journée. Sur les 30 femmes, 20 ont été observées dans l'après-midi, 6 dans la matinée et 4 dans la soirée.

La gestion du ménage est beaucoup plus liée au respect des règles d'hygiène, de propreté et de bonne tenue des habitants de la maison. Les femmes ont appris et savent que la propreté est de rigueur et a un impact réel sur la santé des enfants.

D'après nos observations faites dans la matinée, les maisons sont bien ordonnées. Toutes les cours sont bien balayées, les foyers aménagés sont entretenus et recouverts par des feuilles de tôles pour empêcher qu'ils soient salis par la poussière. Les ustensiles de cuisine sont aussi lavés et rangés à leur place. Les enfants sont propres dans des tenues acceptables.

Par contre, nous avons observé dans certains foyers que cette propreté est passagère et varie selon les moments de la journée. Il y a besoin de plus d'insistance pour garder l'hygiène et la propreté à la maison et dans les alentours. Les animaux salissent en fin de journée les endroits entretenus lorsqu'ils ne sont pas dans leurs enclos et surtout en l'absence des propriétaires de maison. Les raisons évoquées sont souvent le manque d'eau

pour satisfaire les besoins de la famille et nourrir les animaux et l'insouciance des enfants à bien entretenir la cour en l'absence des parents.

Les enfants connaissent les règles d'hygiène qu'ils pratiquent avant et après le repas. Ils se lavent soigneusement les mains avec du savon ou à défaut pour certains avec de la cendre. Pour appuyer nos observations, nous avons interrogé les enfants sur leur relation avec la maman en ce qui concerne leur éducation. Ces derniers affirment être soutenus par la maman dans leur différents besoins. D'après les propos d'un enfant, « elle rappelle constamment les bonnes manières et le respect des règles de politesse. Aussi participe-t-elle fréquemment aux réunions des parents d'élèves et n'hésite pas à venir s'informer du travail et de la conduite des enfants à l'école ».

Nous avons également constaté que les femmes qui sont souvent impliquées dans les associations et coopératives de développement communautaire exercent avec un certain charisme leur rôle de femme au foyer. Leurs maisons sont propres et bien tenues ; les maris nous ont réservé un bon accueil et sont fiers de leur épouse dont les performances au foyer et à l'extérieur sont louables. A cet effet, un mari déclare :

« Depuis que ma femme a intégré l'école des adultes, ma maison jouit d'une paix véritable et mes enfants sont mieux éduqués. Sa présence à mes côté est très précieuse est très réconfortant. Aussi le rendement scolaire de mes enfants s'est-il nettement amélioré au point où je ne considère plus mes investissements dans leur scolarité comme une perte. Désormais je suis prêt à investir davantage car je fais partie des familles qui sont pris en exemple dans notre village ».

Interprétation et discussion des résultats

Cette recherche nous a permis d'appréhender liens existant entre l'acquisition des compétences de base en alphabétisation par des adultes dans une langue locale et les retombées sociales et économiques sur les bénéficiaires de cette formation. Dans le cas de cet article, il s'agit des femmes issues d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle. Nous sommes alors parvenus à deux catégories de résultats. Premièrement à partir d'un test d'aptitude, nous avons apprécié les capacités des femmes en lecture, écriture et calcul aux fins d'une amélioration de leur vie sociale et professionnelle. Et dans un deuxième temps, nous avons fait ressortir à partir d'entretiens et d'observations les changements socioéconomiques chez les femmes néoalphabètes.

Lien entre l'alphabétisation et le développement économique et l'autonomisation des femmes

Dans un premier sens, nos résultats montrent que le contenu du programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes est en lien avec la croissance économique et le changement social. Cette approche fonctionnelle a pour but de promouvoir l'approche pratique de l'autonomisation des femmes. Nous avons pu constater à travers nos résultats que les femmes ont développé des compétences qui les rendent indépendantes et promotrices de plusieurs activités. Leur capacité en matière d'économie s'est accrue et leur vision pour un changement des conditions de vie meilleure deviennent des valeurs auxquelles elles aspirent constamment. Nos résultats concernant le développement d'activités économiques, vont dans le même sens que ceux de Joshi et Ghose (2012). Selon eux, les concepteurs des programmes ont continué à privilégier les projets d'apprentissage des adultes axés sur la génération de revenus et alliant formation professionnelle, numératie et alphabétisation pour la tenue de comptes. De même, Carson et Hanemann (2005 : 102) analysant l'approche axée sur l'alphabétisation et la génération de revenus, estime que la plupart des programmes ont adopté une « vision économique étroite des moyens de subsistance » en privilégiant les activités génératrices de revenus. Ils ont ainsi perdu de vue la définition de la « subsistance » qui, pour les bénéficiaires, englobe aussi les ressources sociales et culturelles. En associant l'alphabétisation des adultes au savoir-faire requis pour les activités économiques, aussi bien le développement durable que l'ancienne approche axée sur la génération des revenus ont eu tendance à adopter une approche étroite de l'autonomisation des femmes en privilégiant les compétences fonctionnelles sur la sensibilisation au genre et la mobilisation politique (UIL, 2014 : 10). Nous partageons ces propos dans le sens où le savoir devient pratique et permet de résoudre les problèmes économiques. Le savoir pratique par l'alphabétisation n'est pas une fin à laquelle les femmes aboutissent, mais plutôt un moyen, un processus de développement continu. Pour Cornwall (DFID, 2012 : 3), le savoir permet de prendre en compte toute les capacités disponibles en soi pour faire face aux situations multiples de la vie. Le rapport du DFID (Department For International Development) privilégie l'apprentissage informel. Il s'inspire de la compréhension des moyens par lesquels les femmes découvrent de nouvelles possibilités et acquièrent diverses expériences, par exemple par la TV, et du rôle important des organisations féminines en termes de création de relations qui renforcent les processus d'autonomisation. L'idée d'agir sur « l'imaginaire des femmes mais aussi sur les aspects matériels de leur vie pour changer leur perception d'elles-mêmes et celle des autres » (UIL, 2014, p. 10). L'idée du développement économique des femmes en lien avec leur l'autonomisation met l'accent sur la participation des femmes au développement communautaire à partir de leur propre expérience. Leur autonomie passe par le fait qu'elles identifient, analysent et résolvent leurs problèmes par elles-mêmes. Dans son étude, DFID donne l'exemple des femmes d'une classe de taleem (groupe de discussion de textes religieux) du Bangladesh qui voulaient comprendre les textes islamiques pour améliorer, contester et critiquer les pratiques traditionnelles (2012 : 12). Toujours dans l'approche participante de l'autonomisation, (Longwe, 2008 : 31), décrit comment les femmes lububa de Zambie ont spontanément initié une action collective en formant des comités parce que

le contexte du camp de réfugiés affaiblissait leur « sphère traditionnelle d'influence liée au genre » et leur droit de regard sur la répartition équitable des vivres. Les femmes sont désormais douées de compétences pouvant leur permettre d'interagir sur les événements de leur milieu de vie à partir des acquis de leur apprentissage. Nos résultats ont également révélé les aptitudes relationnelles indispensables aux femmes pour s'organiser et accéder à de nouveaux domaines d'action économique et sociale.

2.2.2. Du savoir-faire aux transformations sociales des femmes

L'acquisition de compétences doit aller au-delà des « compétences techniques » (UNESCO-INRULED, 2012 : 13), ce que nos résultats ont prouvé en lien avec le développement social des femmes enquêtées. Les femmes ont mis en évidence l'importance de développer les aptitudes relationnelles dans une nouvelle vision de la réalité communautaire. Ces capacités englobent les différents aspects du savoir-vivre ensemble, tels que l'ouverture, la communication, le travail d'équipe, les compétences créatives et le comportement interpersonnel. Il s'agit du concept de « capacité » défini par Amartya dans son étude, concept dans lequel nous nous inscrivons et qui est similaire aux « compétences vertes » (UNESCO-INRULED, 2012 : 30). Nos résultats vont alors dans le sens des compétences vertes relatives aux aptitudes sociales des femmes. Celles-ci incluent les capacités de leadership, l'adaptabilité aux nouvelles technologies, la sensibilité aux questions environnementales et le changement de comportement articulé autour des trois R (réduire, réutiliser et recycler) (ONU, 2012b : 26). Ces travaux de recherches montrent que les adultes doivent acquérir ces capacités pour s'adapter au changement rapide de l'environnement agricole rural, marqué par la multiplication des risques et l'accès réduit à la terre et aux ressources (FIDA-UNESCO, 2014). Les femmes deviennent de plus en plus aptes à résoudre les situations-problèmes de la vie. Ce sont des atouts qu'elles n'avaient pas avant leur alphabétisation et qui viennent ajouter de la valeur à leur vie de femmes, d'épouses et de mères. C'est ce que montre Moser (1993) dans son approche qui vise à rendre les femmes plus efficaces dans leurs rôles d'épouses et de mères en s'appuyant sur leur rôle reproductif et sur des arguments économiques. Ce sont des compétences nouvelles qui sont éveillées en alphabétisation de base et acquisition de connaissances en assainissement, santé maternelle/infantile, nutrition et planification familiale.

Conclusion

L'éducation pour tous, la promotion humaine, l'égalité des genres sont tous autant importants en soi et nécessaires pour un mieux-vivre. Le développement est un processus d'expansion des libertés qui doit profiter également à tous, hommes et femmes (Sen, 2009). Il consiste à prendre en compte la participation de tous les acteurs de la vie sociale aussi bien des milieux ruraux qu'urbains. Les femmes représentant maintenant dans le monde 40 % de la population active, la productivité mondiale augmentera si leurs compétences et leurs aptitudes sont davantage exploitées. De même si l'accès à l'information via l'éducation

était assuré à toutes les femmes, les pays de l'Afrique et en particulier le Togo aurait connu l'amélioration de leurs conditions de vie, l'assurance d'une influence égale dans les ménages et la société, et la limitation de la transmission intergénérationnelle des inégalités.

Les résultats obtenus de cette recherche valident notre hypothèse d'après laquelle l'alphabétisation fonctionnelle contribue au processus de développement socioéconomique des femmes. Notre étude a montré combien l'alphabétisation des femmes est importante, voire déterminante dans le processus de développement social et économique. La femme alphabétisée est un moteur de développement et un pilier solide pour la vie familiale et sociale. Elle reste également un agent de promotion et de développement communautaire efficace. Selon les femmes de l'ACATBLI, leurs milieux de vie sont engagés sur la voie du progrès grâce à l'ouverture qu'apporte l'éducation. Par conséquent, les obstacles liés à la maîtrise et au développement des différentes compétences de l'alphabétisation doivent être relevés pour une réussite parfaite de tous.

Références Bibliographiques

Freire Paulo, (1974), *La pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero

Freire Paulo, (2013), *Pédagogie de l'autonomie*, traduit et commenté par Régnier Jean-Claude, Toulouse, Erès

Gayibor Nicoué-Lodjou. (dir.), 1997, *Le Togo sous domination coloniale (1884-1960)*, Lomé, Presses de l'Université du Bénin

Joshi M., Ghose M., (2012), *India : Literacy and women's empowerment, a tracer study*. In : ASPBAE (ed) *The Power of literacy: women's journey in India, Indonesia, Philippines and Papua New Guinea*, ASPBAE, Manila

Longwe Sara Hlupekile, (2008), *l'éducation pour l'autonomisation des femmes : l'exemple d'un camp de réfugiés en Zambie*, éditions AED70. Repéré en ligne sur <https://www.dvv-international.de/en/adult-education-and-development/editions/aed-702008/migration-and-integration/education-for-womenrsquos-empowerment-the-example-of-a-refugee-camp-in-zambia/>, consulté le 25 mai 2019

Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, (2012), *Stratégies nationale d'alphabétisation et de l'éducation non formelle*, version provisoire, Lomé, DAENF

Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, (2014), *Stratégie de mise en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle*, Lomé, DAENF

République Togolaise, 2014, Présentation du Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation du département de l'alphabétisation. Repéré sur <http://actionsociale.gouv.tg/fr/content/historique-de-lalphabetisation>, consulté le 15 mars 2017

République togolaise, (2010), Plan sectoriel de l'éducation 2010-2020, maximiser la contribution de l'éducation au développement économique et social du pays, Lomé, République togolaise

République togolaise, (2012), Stratégie de Croissance Accélérée et de la Promotion de l'Emploi, Lomé, République togolaise

Sen Amartya, (2009), Development as Freedom, New York, Anchor Books

Tsigbe Koffi Nutefé, (2013), Évangélisation et alphabétisation au Togo sous domination coloniale (1884-1960), Lomé, Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs pp. 89-110 ; repéré sur : <http://cres.revues.org/2325>, consulté le 15 mars 2017

Uil/Unesco, (2014), L'importance de l'égalité des sexes : autonomiser les femmes à travers des programmes d'alphabétisation. Note d'orientation n°3 de l'UIL, Hamburg, Unesco

Unesco/Inruled, (2012), Education and Training for Rural Transformation: Skills, Jobs, Food and Green Future to Combat Poverty. Unesco, Beijing

LES INEGALITES SOCIALES ET L'ACCES A UNE EDUCATION DE QUALITE EN AFRIQUE

André KONE

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB)

Kone.andre@gmail.com

Résumé: L'accès à une éducation de qualité est un leitmotiv et un slogan qui revient constamment dans les campagnes présidentielles en Afrique et dans les programmes et projets de développement pour, respectivement, faire la cour aux électeurs et obtenir des financements. Cet article tente, à partir d'analyses antérieures et de documents sur le sujet, d'expliquer comment l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants africains est devenu un objectif pratiquement impossible à atteindre, en raison des inégalités sociales persistantes qui séparent les riches des pauvres. En effet, l'origine sociale, en Afrique, détermine aujourd'hui l'accès à une éducation de qualité et les enfants des couches privilégiées ont accès aux écoles prestigieuses et onéreuses tant en Afrique qu'en dehors du Continent.

Mots clés: Afrique, inégalités sociales, éducation de qualité, privilégiés

Summary: Access to quality education repeatedly comes as a hobbyhorse and a slogan in presidential campaigns in Africa, as well as in development programs and projects, to respectively get the most votes and to get funds from partners. The present article seeks, on the basis of previous studies and available documents on the subject, to explain how access to quality education for all African children can hardly be achieved, due to the enduring social inequalities existing between rich and poor African citizens. In fact, in Africa, the social background of people, nowadays, determines the access to quality education and the children of the well-off and the most privileged have access to the most prestigious and expensive schools both in Africa and overseas.

Keywords: Africa, social inequalities, quality education, well-off

Introduction

L'Afrique, en particulier, l'Afrique subsaharienne, a fait sienne les principes universels en matière de droits et d'égalité. Ces principes sont souvent édictés et consignés dans la constitution de nombreux pays et dans les actes de certains regroupements comme l'Union Africaine (notamment, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, dans la vie de tous les jours, l'Afrique se caractérise par l'existence d'inégalités sociales qui créent un fossé abyssal entre une majorité de pauvres et une minorité de riches, de happy few. Ce fossé se traduit par des différences au niveau de ce qu'on mange et boit à la maison, de la qualité de la maison et souvent du quartier où l'on réside, de la valeur des habits qu'on porte au quotidien, de la valeur et de la nature du moyen de transport qu'on utilise, des relations humaines qu'on entretient, du pays où la femme va faire son shopping, passer ses vacances ou ira accoucher, quand sa grossesse arrivera à terme et, aujourd'hui, de l'école que les enfants fréquentent, selon que l'on soit d'une famille riche ou pauvre.

Au lendemain des indépendances de la grande majorité des pays africains, dans les années 1960, une des priorités des nouvelles autorités était d'assurer à tous les enfants du Continent un accès à l'éducation. La plupart des pays avait même rendu cet accès obligatoire pour tous les enfants ayant atteint l'âge d'être scolarisés et on faisait appel aux forces de répression, soit pour amener de force, à l'école, certains enfants récalcitrants, soit pour amender, voire punir des parents dont les enfants, ayant atteints cet âge, les auraient soustraits à l'obligation de les inscrire. Plus tard, certains pays, à obédience socialiste (Mali, Ghana, Guinée, par exemple), avaient privilégié une éducation de masse. Au Mali, avec la réforme de 1962, il était question d'une « éducation de masse et de qualité. » Ce nouveau paradigme allait déterminer le contenu des lois sur l'éducation, des programmes scolaires et de toute la politique éducative du pays pendant des décennies. La loi fondamentale du Mali indiquait également que « la formation des citoyens était une priorité » et la loi d'orientation sur l'éducation ajoutait que le « service public de l'éducation contribue à l'égalité des chances » (Ministère de l'éducation du Mali, 1999).

D'autres pays (Côte d'Ivoire, Sénégal, entre autres) avaient opté pour une éducation sélective de qualité, plus élitiste et méritocratique. Cette seconde tendance prospère de nos jours et les inégalités sociales, qui se sont exacerbées au cours des dernières décennies, influencent fortement l'accès à cette éducation de qualité dans les pays africains.

Des études ont été menées en France, aux Etats-Unis, en Afrique et ailleurs pour souligner les liens intrinsèques entre les inégalités sociales et l'accès à une éducation de qualité. Dans la présentation de son cours de sociologie de l'éducation, Alain Léger (2003), observe que « l'idéologie néolibérale présente l'école comme un marché et les parents comme des 'consommateurs d'écoles' ». Il se trouve que dans la loi du marché et de la consommation, le pouvoir d'achat varie disproportionnellement, selon les catégories sociales.

L'analyse de Léger passe par des questionnements sur les disparités de fréquentations scolaires, les résultats obtenus et les conséquences des inégalités sur une éventuelle « démocratisation de l'enseignement ». Entre autres questions soulevées par le chercheur : A qui l'école profite-t-elle ? L'enseignement s'est-il démocratisé ? Le niveau des élèves baisse – t-il ?

Léger s'inspire des travaux de Ballion (1983), de ses propres recherches antérieures (Langouet & Léger, 1997) pour approfondir son analyse et aboutir au fondement de sa démarche : L'Effet Etablissement. « L'effet établissement sera donc mis en évidence chaque fois que l'on démontrera que des élèves tout à fait comparables socialement et scolairement ont des chances très différentes de réussite selon l'établissement qu'ils fréquentent ». Mais qu'advient-il, si ces mêmes étudiants ne sont pas socialement comparables ? La réponse est peut être trouvée dans la question suivante, posée par le même auteur : Faut-il démocratiser l'école ? L'auteur indique :

Les enfants d'origine populaire sortaient directement du primaire pour aller au travail. En 1945 seulement 20% d'une génération était scolarisé dans le second degré : ce taux passe à 55% en 1965 et atteint près de 100% à l'heure actuelle. Le baccalauréat ne concernait qu'une infime minorité d'élèves privilégiés issus principalement de la bourgeoisie : actuellement près de 62% des jeunes accèdent au niveau de la terminale.

C'est dire que la différence dans l'accès à un niveau supérieur dans la hiérarchie (les différents cycles) du système d'éducation ne date pas d'aujourd'hui. Les couches les plus défavorisées n'avaient aucune chance d'envoyer leurs enfants dans les écoles supérieures.

Aux Etats-Unis, dès l'après-guerre, des études qui vont des courants ethnocentriques, à une approche culturaliste, ensuite à une « pédagogie de compensation » vont souvent converger vers cette évidence au fil des études et de leurs conclusions : tant que les inégalités sociales persisteront, il sera illusoire de penser qu'un accès équitable à une éducation de qualité est réalisable.

Durkheim (1992) avait déjà tiré sur la sonnette d'alarme : « L'éducation varie avec les classes sociales ou même avec les habitats. Celle de la ville n'est pas celle de la campagne, celle du bourgeois n'est pas celle de l'ouvrier ». Un siècle plus tard, Bourdeau, Passeron, Baudelot et Estabiet renchérisaient en estimant que l'école n'était ni unique, ni égalitaire, encore moins démocratique et neutre et qu'elle était le prolongement d'une société fortement divisée en classes.

Duru-Bella (2002, p.2) de son côté révèle que « ce qui définit une inégalité sociale, c'est 'le résultat d'une distribution inégale, au sens mathématique de l'expression, entre les membres d'une société, due aux structures mêmes de cette société et faisant naître un sentiment d'injustice au sein de ses membres' » (Bhir et Pfefferkorn, 1999).

De même manière, l'inégalité sociale crée d'autres situations d'injustice dont un accès inégal à l'éducation, à une éducation de qualité. L'auteur le concède en des termes clairs :

Au sein des inégalités sociales, les inégalités devant l'éducation et la formation revêtent un caractère spécifique : elles ne sont pas seulement une inégalité parmi d'autres, qui se cumulent avec d'autres (avec des inégalités devant le logement, la santé ou les usages du temps). Elles sont aussi une courroie de reproduction des inégalités. Il en découle que la description des inégalités à l'école, l'analyse de leur genèse, éclaire sur les processus qui engendrent et reproduisent les inégalités sociales. (p.3)

Une particularité que déplorent certains spécialistes de l'éducation est le fait que les

inégalités à l'école ne s'estompent pas au fil du temps. Bien au contraire, elles se consolident : « Les inégalités se construisent progressivement au cours de cursus plus longs, par un processus continu, dilué, de sélection et d'orientations successives, parfois anodines en apparences, mais qui marquent inexorablement le vécu et les dessins scolaires. La scolarité devient une compétition et donc une épreuve personnelle, avec à la clef l'expérience du succès mérité ou de la dévalorisation, de la culpabilité (Dubet, 2006 b) ».

L'Afrique n'est pas épargnée par les disparités d'accès à l'éducation, en générale, à une éducation de qualité, en particulier. La situation y est d'ailleurs exacerbée par le contexte de rareté des ressources. Pourtant, au lendemain des indépendances, il était également question de « décolonisation du système scolaire » et la réforme de 1962 au Mali en est une illustration. Cette décolonisation était une volonté manifeste des initiateurs de la réforme de démocratiser le système scolaire en le libérant des séquelles héritées de l'administration coloniale.

Une des particularités africaines, selon le journaliste Marwane Ben Jahmed, est « l'abysses qui peut séparer les riches des pauvres. Aucun autre continent ne supporte une telle fracture sociale, à aussi grande échelle. » In Jeune Afrique N° 2528. Du 21 au 27 juin 2009.

Le journaliste, qui fait une liste de couches considérées comme des couches privilégiées: patrons de l'immobilier, as de la finance, grands pontes de la médecine privée, patrons de

grandes entreprises publiques, ne pouvait si bien les désigner. A cette liste de citoyens africains, il faudrait sans doute ajouter les hauts cadres et les diplomates, les hauts gradés des armées de certains pays, les responsables politiques, les descendants de familles dites royales (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin) ou, comme c'est le cas au Mali, les grandes familles fondatrices. Les enfants issus de ces couches privilégiées fréquentent, le plus souvent, des établissements onéreux et très souvent hors de portée des enfants issus des couches les moins bien nanties.

Les privilégiés et leurs enfants

Une boutade de l'actuel Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita (IBK), quand il était premier ministre du Président Alpha Oumar Konaré⁶¹, lui avait valu beaucoup d'inimitié et de rancœur de la part de certains de ses administrés. Exaspéré par les grèves incessantes, menées par l'Association des Elèves et Etudiants du Mali⁶², l'homme politique avait prévenu les responsables de l'association estudiantine que s'ils enfants (de pauvres) refusaient d'étudier dans nos facultés, les enfants de ceux qui avaient les moyens d'envoyer les leurs à l'étranger partiraient sous d'autres cieux et reviendraient un jour diriger ceux qui sont restés au pays (comme le font déjà leurs parents !). IBK venait d'en rajouter à la conviction de ceux qui le traitaient de « bourgeois » qui utilisait l'argent du contribuable malien pour envoyer ses enfants à l'étranger, lui et les autres hauts cadres de l'administration malienne.

Au Mali, comme dans la plupart des pays africains, les parents qui ont les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleurs établissements africains et étrangers—considérés comme riches—font l'objet d'enquête par le quotidien jeune Afrique (No 2528. Du 21 au 27 juin 2009). Cette « tribu », comme il les appelle, est constituée d'anciens et de nouveaux riches, ceux qui étalent leur richesse et ceux qui la dissimulent, les riches 'propres' et les riches de l'ombre, les 'vrais' riches et les 'escrocs'.

En Afrique, comme dans les autres parties du monde, les richesses et les revenus sont très inégalement répartis. Souvent, ils sont concentrés entre les mains d'une minorité de privilégiés, qui vivent dans l'opulence, tandis la plus grande partie de la population connaît des conditions de vie difficiles. Ces privilégiés évoluent souvent dans des secteurs qui rendent possible l'accumulation des richesses: les banques et la finance, l'immobilier, les assurances, les hautes fonctions dans l'administration publique, la médecine privée, le

61 Ancien Président du Mali (1992-2002)

62 L'Association des Elèves et Etudiants du Mali, l'AEEM, avait combattu l'ancien régime auprès des associations et partis politiques mais avait par la suite adopté des modes de revendications violentes

monde des affaires, les familles royales et les notabilités coutumières, la haute hiérarchie militaire, etc.

Le destin des enfants issus de parents évoluant dans les secteurs précités, le parcours scolaire et académique de ces enfants et leur réussite doivent souvent l'essentiel à leur ascendance, plutôt qu'à leur intelligence ou à leurs performances sur les bancs.

Les hommes politiques, les diplomates et leurs progénitures

Le chemin le plus court pour se faire une place au soleil, en Afrique, c'est souvent par la politique, où le coup de piston peut facilement et rapidement changer le destin d'un individu. En effet, il s'est constitué sur le Continent une sorte de syndicat d'hommes politiques dont le mérite est d'appartenir aux partis fondés par des « pères de l'indépendance », d'être les descendants et des proches de ces derniers, ou tout simplement, de savoir faire la politique. A ce titre, nous pouvons citer les fondateurs des différentes branches du Rassemblement Démocratique Africain⁶³ (Soudan Français, Haute Volta, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Guinée, Niger, Tchad, Moyen-Congo, Gabon): Felix Houphouët-Boigny, Gabriel d'Arbousier, Modibo Keita, FilyDabo Sissoko, Doudou Gueye ou encore Jean-Félix Tchikaya. Si certains parmi ces pères fondateurs et leurs descendants n'ont pas pu s'enrichir—ils avaient la fibre patriotique, à des degrés différents—ce ne sera pas le cas pour les dirigeants des générations futures et même certains parmi les précités. En effet, des hommes politiques, devenus présidents de la République dans leurs pays: Oumar Bongo Ondimba (Gabon), Denis SassouNguesso (Congo Brazza), Eduardo Dos Santos (Angola), Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Ben Ali (Tunisie), Mobutu Sese Seko (Zaire), Théodore ObiangNguema (Guinée équatoriale), entre autres, et leur entourage, se sont constitués d'énormes fortunes. Il en va de même pour des ministres africains et des diplomates. Leurs progénitures sont souvent allées dans les meilleures et les plus onéreuses écoles d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Selon le témoignage de Philippe Perdrix : « Cette progéniture choyée de chefs d'Etat, de ministres...marche sur les traces des 'petits Mobutu' et des 'enfants d'Houphouët' envoyés à Bruxelles, en Suisse ou en France durant les années 1970-1980 ». (p. 23)

Il est à noter que certains de ces hommes politiques sont venus des rangs de l'armée: Hosni Mubarak (Egypte), Mobutu Sese Seko, Gnassingbé Eyadéma (Togo). Certains de leurs enfants et proches, pour avoir fréquentés les meilleurs établissements d'Afrique et d'ailleurs, ont pu accéder à de hautes fonctions de Présidents ou de Vice-présidents (Faure Gnassingbé, Uhuru Kenyatta, Ali Bongo Ondimba, TheodoroObiangNguéma), de conseillers ou de ministres et parfois des deux, alternativement (Karim Wade, Alpha Mohamed Condé, Zakaria Déby), de l'armée (Mohamed Lamine Konaré, Mahamat Idriss DébyItno, Denis Christel SassouNguesso, MuhooziKainerugalaMuseveni), du monde des

63 Créée lors du Congrès de Bamako, du 18 au 21 Octobre 1946

affaires (Isabel dos Santos, Franck Emmanuel Biya), de l'évènementiel (Malika Bongo Ondimba), entre autres.

En ce qui concerne les diplomates et leurs familles, ils profitent souvent de leurs positions d'ambassadeurs, de conseillers d'ambassades, de fonctionnaires d'organisations internationales siégeant et opérant dans les pays d'accueil pour inscrire leur progéniture dans les meilleurs établissements qu'abritent ces pays : Lycées français, Ecoles américaines, Ecoles Internationales de Commerce, etc. C'est le cas de Georges Ouégnin Ouattara dont les enfants ont fréquentés le Lycée Molière, comme ceux du Président Houphouët-Boigny.

Paul Deschamps (Président fondateur du Lycée Molière) interviewé par Abdel Pitroipa

Les banquiers, les entrepreneurs, les grandes familles francophones

Une autre catégorie de riches africains qui envoient leurs enfants dans les meilleures écoles, car ils ont les moyens de le faire, sont les parents qui se sont enrichis dans des secteurs tels que les banques, les assurances, les hydrocarbures, les grandes entreprises étatiques ou privées, la médecine privée et les descendants de familles royales, de chefferies traditionnelles. Un exemple est cet homme d'affaires tunisien, ayant une épouse consultante. Très tôt, leur fille fait ses études à l'école des Roches, en Normandie. Elle poursuit ensuite son cursus scolaire aux Etats-Unis, bénéficie d'un stage au New-York Times, collabore au Huffington Post à Paris et au quotidien tunisien, le Temps. Puis, elle collectionne les diplômes (master en relations internationales, master en communication publique, etc.).

Les écoles pour riches et le profil des étudiants africains qui les fréquentent

Plusieurs raisons peuvent être déterminantes dans le choix d'un établissement : le lieu de résidence par rapport à l'emplacement ou la distance d'avec l'établissement, la religion (écoles publiques, privées, catholiques, coraniques, laïques, écoles pour filles ou pour garçons), la notoriété de l'établissement, la nature de la formation qu'il offre et les perspectives en termes de débouchés, d'emplois futurs et de perpétuation du statut de privilégié, le contenu et la qualité des enseignements, les conditions d'accueil (présences d'internats, par exemple) l'accès et les conditions d'accès, etc. Aujourd'hui, avec la massification des effectifs (En 1960, la Côte d'Ivoire comptait 150 diplômés de l'université, aujourd'hui (voir Jeune Afrique No 2767 du 19 au 25 janvier 2014), il y a 100 000 nouveaux étudiants chaque année), les grèves interminables, notamment dans les écoles publiques d'Afrique de l'Ouest et du Centre, les familles privilégiées choisissent d'envoyer leurs enfants dans des écoles pour riches. Certaines de ces écoles sont implantées dans les quartiers chics des capitales africaines, comme les Collèges Horizons (Bamako, Dakar), l'école Safak (Kinshasa, Abidjan) toutes d'eux inspirées par la confrérie islamiste turque de l'imam Fethullah Gulen ; les Lycées français et les Ecoles américaines qu'on trouve dans la plupart des capitales africaines et dont l'accès n'est possible qu'aux enfants de riches. C'est dire que pour ces écoles, de gros moyens sont souvent engagés pour offrir la meilleure

formation possible aux enfants, quel que soit le pays d'accueil. Dans les Collèges Horizons, par exemple, le corps professoral est constitué d'enseignants du pays hôte et d'enseignants turcs, les programmes sont souvent riches, agrémentés d'activités parascolaires ; les cours se tiennent dans des salles respectant les normes internationales et les étudiants font l'objet de suivi individualisé. Le quotidien panafricain francophone ne pouvait si bien dire en indiquant : « Les enfants des milieux privilégiés fréquentent les meilleurs établissements privés du pays, avant de partir étudier dans les universités américaines et britanniques. » (In Jeune Afrique N0 2528. Du 21 au 27 juin 2009, p. 30)

2.1 les écoles subsahariennes pour riches

Tableau 1: quelques établissements d'excellence au Sénégal et au Mali

Etablissements	Pays	Scolarité	Profil des étudiants subsahariens
Lycée Mariama Bâ	Sénégal	15 Euros/an	Etudiantes d'excellence (lycée public)
Lycée Français Jean Mermoz de Dakar	Sénégal	2700 Euros (primaire) 3474 à 5000 Euros (secondaire)	Sénégalais et autres nationalités
ISM, IAM, Sup de co	Sénégal	564 Euros/an	Etablissement privé, majorité de sénégalais
Ecole Maarif de Turquie à Sébénicoro	Mali	750 000 à 850 000 FCFA/an	Enfants maliens aisés et d'expatriés

Ecole Maarif de Turquie à ACI 2000	Mali	1650000 (1 ^{er} cycle)	Enfants maliens aisés et d'expatriés
		1750000 (2 nd cycle)	
		1850000 (lycée)	

Source: l'Indépendant

2.2 les écoles maghrébines pour riches

Il y a encore trois décennies, l'Egypte et la Libye accueillait beaucoup d'étudiants subsahariens, au nom d'une certaine solidarité panafricaine. Aujourd'hui, avec les crises et l'imbroglie politique que ces pays ont connu, les étudiants étrangers se sont tournés vers d'autres destinations au Maghreb: Tunisie, Maroc et Algérie. Ce ne sont plus que les bénéficiaires de bourses octroyées par les états qui se rendent dans ces pays pour poursuivre leurs études. Les parents nantis choisissent ces destinations, où les établissements sont moins onéreux que ceux des pays européens et des Etats-Unis et parce que les formalités d'obtention des visas y sont moins rigoureuses. Et ces pays sont géographiquement proches des pays subsahariens.

Par exemple, le rôle du Maroc comme grand pôle universitaire, en l'espace de deux décennies, est reconnu dans Jeune Afrique N0 2699 du 30 septembre au 6 octobre 2012. Le pays reçoit près de 1500 nouveaux inscrits étrangers chaque année. « La cité universitaire de Rabat à elle seule réunit quelques 56 nationalités...Au total, ils sont environ 15 000 étudiants subsahariens attirés par la qualité et les coûts des formations... ».

Parmi les étudiants subsahariens qui ont choisi le Maroc, car leurs parents ont les moyens, il y a S. Coulibaly, un étudiant malien, qui a trouvé en son pays d'accueil une alternative à l'Europe. Pour son établissement marocain (école d'ingénieurs en informatique), il paye la moitié (3 000 euros annuels) du montant qu'il aurait payé sur la même période et pour la même formation dans un établissement français (6 000 euros annuels).

La Tunisie est également devenu un pôle d'attraction, tant pour les étudiants boursiers que pour les non boursiers subsahariens. Ici, les universités privées se taillent la part du lion.

Jeune Afrique No 2674-2675. Du 8 au 21 avril 2012 (p. 141). « Depuis les années 2000, c'est le privé qui mise sur les étudiants étrangers, dont 80% viennent du Gabon, du Cameroun, de Côte-d'Ivoire, du Congo et du Mali ». L'hebdomadaire panafricain nous apprend qu'ils sont 8000 subsahariens inscrits dans les établissements supérieurs tunisiens.

Ainsi, la Tunisie, comme le Maroc, est devenue une alternative aux pays occidentaux. Elle offre aux étudiants subsahariens des filières qui n'existent pas dans leurs pays (gestion, économie, sciences appliquées, ingénierat, informatique, génie électrique, etc.). Les frais d'études sont beaucoup plus abordables : 3500 euros en moyennes.

Tableau 2: quelques établissements maghrébins de qualité

Etablissements	Pays	Scolarité et Internet	Profil des étudiants
Dauphine - Tunis	Tunisie	7500 à 8000 euros (Licence), 1680 à 6500 euros (Master)	Tunisiens et étrangers, unis autour de 12 clubs, exposés à l'entrepreneuriat, l'art, la culture, les sciences.
Esca Casablanca	Maroc	20000 à 72000 Dh	Marocains et étrangers des quatre coins du globe, profitant de l'expérience du « Global Classroom » marocain
Iscae Casablanca	Maroc	5200 euros (BTS), 5700 euros (Bachelor), 6700 euros (Master professionnel)	Marocains et étrangers, en plus du commerce et de l'administration des affaires, expérience du travail en équipe, en leadership, sport et culture.
Esaa Alger	Algérie	450000 DZD/an (Licence), 550000/an (Master)	Étudiants algériens et étrangers, diplômes validés par un consortium européen

Source:site des différents établissements

2.3 les établissements européens pour riches

« Bon nombre de hauts dignitaires subsahariens confient leurs enfants à de prestigieuses et onéreuses écoles privées suisses, françaises, belges... » (In Jeune Afrique N0 2714. Du 13 au 19 janvier 2013, p. 23)

« Les enfants des milieux privilégiés fréquentent les meilleurs établissements privés du pays, avant de partir étudier dans les universités américaines et britanniques ». Jeune Afrique No 2828 du 21 au 27 juin 2009 (p. 30) sur l'Algérie.

Tableau 3: Quelques collèges et Lycées prestigieux et coûteux

France	Effectif	Scolarité et Internet	Exemples d'étudiants subsahariens
Ecole des Roches	450 élèves	18 000 euros	Enfants Bongo, Téodorin Obiang Nguéma, Marcel et Leslie Soro
Saint-Martin de-France	1100 élèves	9 000 euros	Enfants Houphouet-Boigny, James Nguesso, Birama Konaré, Karim Wade
Notre-Dame-de Sainte-Croix	2100 élèves	1145 à 2130 euros	Ali B. Ondimba
Lycée Louis-le-Grand	1 822 élèves (2016-2017)	Forfaits internes et externes élevés	Marocains, tunisiens et Libyens
Lycée Henri IV	2101 élèves	Scolarité gratuite (un an, voir site)	Marocains, tunisiens et Libyens

Suisse			
Collège Léman	2200 élèves	7800 euros	Familles Boganda, Bokassa, Mobutu, Biya (Paul Junior et Théo), Anastasie Brenda
Belgique			
Lycée Molière	120 élèves, dont 20% d'africains	12 000 euros	Famille Mobutu, enfants de Kandolo ⁶⁴ , du diplomate Justin-Marie Bomboko et du ministre Sakombi
Angleterre			
London School of Economics	Plus de 9000 étudiants, dont moins de 2 pour cent d'africains	9250 à 18 408 GBP	Lamido Sanusi
King's College London	Over 12, 800 postgraduates and 2,197 undergraduate enrollment	19, 742 dollars	Desmond Tutu

Source : Jeune Afrique

2.4 les établissements américains et canadiens.

« La meilleure publicité est le bouche à oreille »

⁶⁴ Premier Président congolais de la Gécamines

« Bruxelles étant la capitale de l'Europe, les représentations diplomatiques africaines y sont nombreuses. Les parents se rencontrent dans les réunions d'ambassade, lors de célébrations de fêtes nationales ».

« En bout de course : le retour au pays avec un diplôme étranger reconnu, plus côté sur le marché de l'emploi, ou la possibilité de suivre une formation doctorale en Europe ou en Amérique du Nord ». (Jeune Afrique No 2674-2675. Du 8 au 21 avril 2012 (p. 141).

Tableau 4 : quelques institutions nord-américaines de qualité

Etats-Unis	Effectif	Scolarité et Internet	Exemples d'étudiants subsahariens
Thunderbird School of Global Management	297 students	37, 783 dollars en 2017-2018	Alpha Mohamed Condé
Harvard	22, 947	69, 600 dollars en 2017	SaheelaIbrahem
Stanford	16, 914	De 49, 617 à 51, 354 dollars	
HEC - Montréal	12, 252 inscrits	27, 400 dollars pour les étrangers	Pape Ndaw et Ousmane Ouédraogo

Source : sites des établissements

Discussion

Une éducation de qualité a un coût, en Afrique plus que dans d'autres parties du monde, à cause de la rareté des ressources en Afrique et de la mauvaise répartition de celles qui existent. Du Maghreb à la partie sud du continent, en passant par l'Afrique centrale, orientale et de l'ouest, il faut dépenser de grosses sommes d'argent pour accéder aux meilleures institutions de formation et d'enseignement, qu'elles soient publiques ou privées, qu'elles soient implantées sur le continent ou à l'étranger. Or l'africain moyen, qui se bat pour le pain quotidien, ne peut pas envoyer ses enfants dans des écoles qui coûtent chères. Seuls quelques privilégiés peuvent se le permettre. D'aucuns disent qu'il faut démocratiser l'enseignement. Même en le faisant, les enfants des riches et ceux des pauvres n'ont pas les mêmes chances, car les conditions d'apprentissage et d'études diffèrent, selon que l'étudiant soit issu d'une famille riche ou pauvre.

Conclusion

La nouvelle tendance qui consiste pour les promoteurs d'écoles onéreuses à délocaliser leurs institutions vers le Continent ou à développer des partenariats avec des écoles implantées dans nos pays dans le même souci sera-t-elle la solution au problème d'accès à ces écoles par les enfants des moins nantis ? Rien n'est moins sûr car il existe tout aussi des écoles pour riches, dont les promoteurs sont des africains et qui fonctionnent déjà dans nos quartiers et dont l'accès, pour le moment, n'est possible que pour les enfants de privilégiés. On ne résoudra pas le problème d'accès à une éducation de qualité en le déplaçant mais en luttant efficacement contre les causes qui sous-tendent les disparités qui sont éminemment d'ordre économique et sociale.

Les partenariats créés pour rapprocher les meilleures écoles du continent africain foisonnent : Montplaisir (venant de Tunisie) à Bamako, Enko Education Investment à Johannesburg, l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (une école parisienne) dans douze pays africains, Institut Tunis-Dauphine, etc. En plus, des clubs sont fondés pour favoriser l'insertion professionnelle d'anciens élèves des écoles célèbres (les Clubs de Columbia Business School et de Harvard Business School en sont des exemples). Les initiateurs de ces partenariats visent souvent les enfants issus de familles aisées et, aux clubs, adhèrent les anciens étudiants qui bénéficient du soutien de leurs anciennes universités, d'entreprises et d'anciens élèves.

Le développement de l'Afrique, de l'Afrique subsaharienne en particulier, ne sera possible que si tous les fils des différentes régions du Continent ont les mêmes chances d'accès à l'éducation, à une éducation de qualité. Pour ce faire, des réformes vigoureuses et courageuses sont indispensables pour démocratiser le secteur de l'éducation et réduire les inégalités persistantes, ou, du moins, amoindrir leurs répercussions dans les domaines de l'éducation et de la formation et, plus tard, de l'emploi. Des critères de bonne gouvernance, une sélection et un accès basés surtout sur les résultats scolaires et la performance académique des apprenants et non en fonction de leurs patronymes ou des moyens dont disposent leurs parents doivent éclairer les décideurs politiques et ceux du monde scolaire, qui conçoivent les politiques en matière d'enseignement, d'éducation et de formation, afin de favoriser une approche basée sur des principes d'éthique, d'équité et de justice sociale.

Références

Ballion, R. Le lycée, une cité à construire. Paris : Hachette éducation. Collection « Pédagogie pour demain », 239 p.

Dubet, F. L'Expérience des Inégalités au Travail (2006). Seuil, Coll. « H.C. essais », mars 2006.

Duru-Bellat, M. Les Inégalités Sociales à l'Ecole. Genèses et Mythes. (2002). Imprimerie des Presses Universitaires de France.

Jeune Afrique. No 2525. Du 21 au 27 juin 2009/

Jeune Afrique. No 2674 – 2675. Du 8 au 21 avril 2012.

Jeune Afrique. No 2767. Du 19 au 25 janvier 2014.

Ministère de l'éducation du Mali. (1999). Loi 99-046 AN RM, portant loi d'orientation sur l'éducation : Ministère de l'Education du Mali.

ALPHABETISATION DE CAPACITATION ET DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DE PROXIMITE

Moussa DOUMBIA

Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

dm.doumbiamoussa@gmail.com

Résumé : L'alphabétisation de capacitation est une approche développée par des chercheurs de l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan avec à leur tête Téra Kalilou. Elle est fondée sur le développement endogène et de proximité des communautés analphabètes. C'est un processus inclusif et démocratique impliquant l'ensemble du corps social de sorte que l'alphabétisation puisse favoriser l'émergence d'une masse critique qui constituera le fer de lance de la communauté dans la marche vers le développement harmonieux. Le contenu de formation est instrumental et fonctionnel ; en plus, chaque leçon doit donner une capacité précise à l'apprenant afin que ce dernier, au terme de la formation, soit compétent dans son domaine d'activités et être outillé pour aspirer et se donner une meilleure qualité de vie. Avec l'utilisation du téléphone portable basique ou le smartphone, l'alphabétisation de capacitation permet de réduire la fracture numérique et intègre le néo-alphabète à la globalisation.

Cet article se propose d'évoquer successivement la base théorique, les principes de mise en œuvre, les contenus de formation, la stratégie de mise en œuvre, les outils andragogiques et les supports de formation de l'alphabétisation de capacitation.

Mots-clés : alphabétisation de capacitation, vision, formation, andragogie, compétence

Abstract: Capacitation literacy is a find of researchers from the University Felix Houphouet-Boigny from Abidjan headed by Téra Kalilou. It is based on the endogenous development and proximity of illiterate populations. It is an inclusive and democratic process involving the entire social body so that literacy can foster the emergence of a critical mass that will be the spearhead of the community in the march towards harmonious development. The training content is instrumental; in addition, each lesson must give the learner a precise capacity so that the latter, at the end of the training, is competent in his field of activities and is equipped to aspire and give himself a better quality of life. With the use of basic mobile phone or smartphone, capacitation literacy helps reduce the digital divide and integrates the neo-literate in globalization.

This article proposes to discuss successively the theoretical basis, the implementation principles, the training contents, the implementation strategy, the andragogical tools and the training materials for capacitation literacy.

Key-Words: capacitation literacy, vision, training, andragogy, competence

Introduction

L'alphabétisation de capacitation se décline en tant que processus de formation à la carte. Le terme capacitation est composé du nom "capacité" et du suffixe "tion". Associée à l'alphabétisation, la capacitation devient l'ensemble des actions menées, avec pour prétexte l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul écrit, sur un individu ou un public donné afin de le rendre capable de résoudre de façon autonome ses problèmes personnels liés à sa vie socioéconomique et ceux de sa communauté. En effet, dans un monde en mutation constante, les analphabètes souffrent du manque de compétences dans la réalisation des actions nécessaires à la rentabilité maximale de leur activité économique afin de s'offrir une meilleure qualité de vie. Par conséquent, ils sont très souvent loin de répondre aux standards et exigences de qualité et de productivité de leur activité.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'analphabétisme sous ses formes diverses -primaire, secondaire ou de retour- touche environ la moitié de la population adulte. En effet, seulement 69% des jeunes et 52% des adultes sont alphabétisés dans la zone CEDEAO (Unesco, 2014 : 10). De même, dans la volonté de ces pays d'accéder à l'émergence économique puis au développement socioéconomique, il est nécessaire pour les commerçants, artisans et paysans entre autres de moderniser leurs activités professionnelles afin de devenir respectivement des petites et moyennes entreprises (PME) ou encore des petites et moyennes industries (PMI) bien structurées et des unités de production agricole. L'alphabétisation de capacitation se propose comme une innovation qui place l'apprenant dans une dynamique d'apprentissage/formation tout au long de la vie pour son bien et celui de sa communauté. Dès lors, quels sont les bases théoriques, les principes de mise en œuvre et les contenus de formation en contexte de capacitation ? Par ailleurs, quels sont les stratégies, les méthodes et outils pédagogiques dans le processus de capacitation ? Cet article se propose de clarifier ces quelques aspects.

Base théorique

L'alphabétisation de capacitation vient en complément aux méthodes et théories d'alphabétisation déjà existantes qu'elle enrichit. Elle s'appuie, en effet, sur l'alphabétisation fonctionnelle et la REFLECT (Regenerated freirean literacy through empowering community techniques). L'alphabétisation fonctionnelle a vocation à aider l'analphabète à intégrer ses acquis en lecture, écriture et calcul écrit dans son activité économique. Il s'agira donc pour le néo-analphabète produit de cette approche et travaillant dans une usine de

transformation par exemple de lire et comprendre les exigences de son poste dans la chaîne de production. La commerçante quant à elle pourra également appliquer ses compétences en arithmétique à son commerce en faisant des calculs de rentabilité et des budgets prévisionnels entre autres. En ce qui concerne la REFLECT, c'est la méthode freirienne régénérée en vue de la conscientisation des couches défavorables. C'est une méthode qui incite à la révolution (Freire, 1982).

A ces deux concepts déjà en usage depuis des décennies dans plusieurs pays qui les contextualisent, nous sollicitons le concept de développement de proximité inspiré de l'expérience trentenaire de Marcel Zadi Kessy. Cadre ivoirien, notamment dirigeant pendant de nombreuses années des sociétés de distribution d'électricité et d'eau en Côte d'Ivoire, ce dernier a réussi à créer une dynamique de développement endogène dans son village de Yacoli-Dabouo, une bourgade située dans la région de Soubré au sud-ouest du pays. En effet, de paysans sujets à l'agriculture de subsistance et dépendant des aides extérieurs provenant notamment d'Abidjan par les ressortissants du village ayant réussi socialement, les habitants de Yacolidabouo sont devenus des agriculteurs modernes par non seulement l'alphabétisation fondée sur une vision claire de l'avenir et l'acquisition de techniques nouvelles d'une part et l'inclusion de toutes les forces vives du village dans une perspective d'inclusion et de démocratie d'autre part (Zadi Kessy, 2013). Cela a changé irréversiblement l'organisation sociale du village en question. Il s'est agi de donner une vision à court, moyen et long terme à la communauté. Dès la compréhension et l'adhésion à la vision en question, il a été question pour la communauté toute entière de se donner les moyens de réaliser cette vision d'un avenir meilleur. Cette expérience est théorisée sous l'appellation "développement de proximité", c'est-à-dire un développement global qui s'auto-génère.

L'alphabétisation de capacitation capitalise ce modèle. Elle a donc vocation à faire de l'alphabétisation un tremplin pour booster le changement socioéconomique dans la communauté en proie à la pauvreté et à l'illettrisme notamment.

Principes de mise en œuvre

L'alphabétisation de capacitation n'exclut pas les publics hétérogènes mais elle s'adresse à des communautés, associations, groupements corporatifs et groupes d'affinité en vue, à terme, de favoriser l'émergence d'une masse critique capable de déclencher une dynamique de changement qualitatif au niveau professionnel, social et intégré. De même, l'alphabétisation de capacitation, en tant que moyen d'acquisition de capacités, compétences et connaissances nouvelles, peut être considérée aussi comme une méthode de gestion de connaissances. En effet, la gestion de connaissances est une démarche managériale pluridisciplinaire qui regroupe l'ensemble des initiatives, des méthodes et des techniques permettant de percevoir, identifier, analyser, organiser, mémoriser et partager les connaissances des membres d'une organisation en vue d'atteindre un objectif fixé. Ainsi, en ce qui concerne les bénéficiaires (associations, organisations ou groupements corporatifs), les connaissances générées permettront de mieux se structurer administrativement d'une part et de produire une masse critique nécessaire au basculement

dans une dynamique de productivité et donc de progrès. Les néo-alphabètes pourront acquérir des connaissances et compétences nécessaires non seulement à leurs activités économiques, mais également à l'acquisition d'une meilleure qualité de vie (hygiène, santé, éducation des enfants, nutrition, sécurité sociale ...).

Au regard de tous ces défis, les principes convoqués sont, primo, l'inclusion de toutes les forces vives de la communauté ciblée au lieu d'alphabétiser les individus isolément. Secundo, il s'agit de l'application des principes démocratiques, notamment l'égalité de tous. Ce principe vient fortifier l'inclusion déjà entamée. Tertio, l'engagement de la communauté dans le processus d'apprentissage/formation. En effet, on ne peut forcer une personne ou une communauté à s'inscrire dans un processus auquel il ne s'est pas engagé fermement. L'entêtement malgré la non-adhésion de la communauté condamne le projet à l'échec avant même son démarrage. Cette non-adhésion peut être due au facteur temps et est donc différé dans la plupart des cas de ce type. En effet, vouloir alphabétiser une communauté à une période où tous ses membres sont préoccupés par les travaux champêtres par exemple peut ne pas connaître le succès espéré. On aboutit au même résultat négatif en imposant les horaires de cours aux bénéficiaires.

A ces principes cardinaux, inspiré du modèle de développement de proximité dont nous avons parlé plus haut, il faut adjoindre d'autres : ce sont notamment le civisme, la solidarité et l'engagement à vouloir dépasser positivement sa condition.

Contenus de formation

Le contenu de formation est arrêté aux termes de négociations sociales qui s'arriment aux recueils de données en vue de répertorier minutieusement les besoins de formation en fonction des réalités économiques de la communauté ciblée d'une part et des réalités socio-anthropologiques d'autre part. Toutefois, des contenus fondamentaux se dégagent au terme de quelques expérimentations. On peut les classer en trois principales catégories : le contenu instrumental, le contenu fonctionnel ou professionnel et le contenu transversal ou intégré.

Le contenu instrumental

Il est ce que tous les projets d'alphabétisation devraient avoir en commun ; c'est-à-dire l'apprentissage de la lecture, l'écriture et le calcul écrit. Toutefois, nous préférons à ces appellations "traditionnelles" les concepts de littératie et de numératie. Ces deux approches étant plus opérationnelles car incitant le bénéficiaire à utiliser concrètement ses acquis dans la résolution de ses problèmes professionnels et sociaux. Ce contenu peut être consigné dans un manuel papier ou une application numérique (alphatique). C'est un prétexte pour apprendre à lire, écrire et cerner progressivement les concepts fondateurs de la formation. Il concerne les lettres-sons de l'alphabet, les syllabes, les mots et les phrases dans la langue choisie comme medium de formation pour ce qui concerne la littératie et les chiffres, les signes d'opérations mathématiques (addition, soustraction, multiplication et division), les

nombre et leur manipulation dans des situations de plus en plus complexes ainsi que la comptabilité simplifiée pour la numération.

Le contenu fonctionnel ou professionnel

Il s'acquiert en même temps que le contenu instrumental. Il a pour cadre d'expression les MARP introductives des leçons et des exercices pratiques. Pour le paysan, par exemple, il s'agit entre autres de la maîtrise du compte d'exploitation prévisionnel (CEP), les techniques agricoles et l'itinéraire technique des cultures concernées, le budget familial, la gestion de stock et la bancarisation. Quant au commerçant apprenant, son contenu de formation sera concentré sur les techniques commerciales (marketing), le calcul de rentabilité et aussi les outils de gestion de commerce moderne. Des simulations sont réalisées dans un cadre participatif avec les apprenants, par le formateur-alphabétiseur, sur la base des activités et réalités quotidiennes de ces derniers. La diffusion de ce contenu ne se fait pas toujours en classe, elle se fait au lieu le mieux indiqué par rapport à la thématique à l'étude : plantation, marché, l'atelier de l'artisan ...

Le contenu transversal ou intégré

Comme son nom l'indique, c'est la catégorie dans laquelle on peut déverser toutes les autres compétences n'appartenant pas aux deux premiers types de contenu. Il touche différents aspects de la vie des candidats à l'alphabétisme, notamment le volet social. Ce contenu concerne l'hygiène, la santé, le contrôle du travail scolaire des enfants, le civisme, la citoyenneté, la gouvernance des associations, l'usage des TIC, l'information, la promotion du vivre ensemble, la conscience écologique, l'engagement politique et l'éducation aux droits de l'homme entre autres (Doubmbia, 2018). Ces compétences se transmettent, elles aussi, à travers les MARP introductives et les discussions d'introduction du cours par l'alphabétiseur d'une part et par des exercices pratiques (mise en scène, cas pratiques ...) d'autre part. Grâce à ces contenus, le néo-alphabète ainsi formé, a, pour ainsi dire, la capacité de jouer un rôle de plus en plus important dans sa famille et au sein de sa communauté.

Stratégie de mise en œuvre

La stratégie se décline en trois phases. Il s'agit d'abord des négociations sociales, ensuite, la construction d'une vision, enfin, la formation à la réalisation de la vision.

Les négociations sociales

Elles déterminent la faisabilité du projet et sont réalisées par le promoteur et les experts consultants en capacitation du projet. Elles permettent de rentrer en contact avec les populations ciblées et faire l'état des lieux des acquis en matière d'éducation/formation. Elles agréent d'explicitier aux forces vives de la communauté à travers des brainstormings et des focus groupes les bienfondés de l'alphabétisation et de l'ensemble du processus de

capacitation pour la communauté. C'est l'occasion, à travers la soumission à des questionnaires et/ou des entretiens, de relever l'ensemble des informations économiques, sociales et culturelles en vue de tenir compte de toutes ces pesanteurs dans la formation à venir. Au final, elles permettent de définir les besoins de formation et décider si la formation est possible ou non relativement au degré d'adhésion de la communauté. Dans le meilleur des cas, deux alphabétiseurs par groupe-classe sont sélectionnés pour formation, Ce choix met à l'abri de surprises désagréables dans le cas où l'alphabétiseur principal est empêché de conduire la session jusqu'à son terme. De même, un comité de gestion de centre d'alphabétisation (CGCA) est mis en place. Ce comité est composé de quatre postes clés : la présidence qui est généralement attribuée au chef de village (cas du milieu rural), le secrétariat à la mobilisation pour maintenir un taux de fréquentation élevé et constant, le secrétariat à l'organisation pour l'organisation matérielle de la session et des activités liées à l'alphabétisation et enfin la trésorerie pour gérer rigoureusement le patrimoine du centre. De même, une liste provisoire des bénéficiaires est dressée en vue de la constitution de groupes d'apprentissage/formation. La période propice et les horaires de cours (qui peuvent être provisoires à ce moment) sont proposés par la communauté. La durée de cette activité varie d'une communauté à une autre.

La construction d'une vision

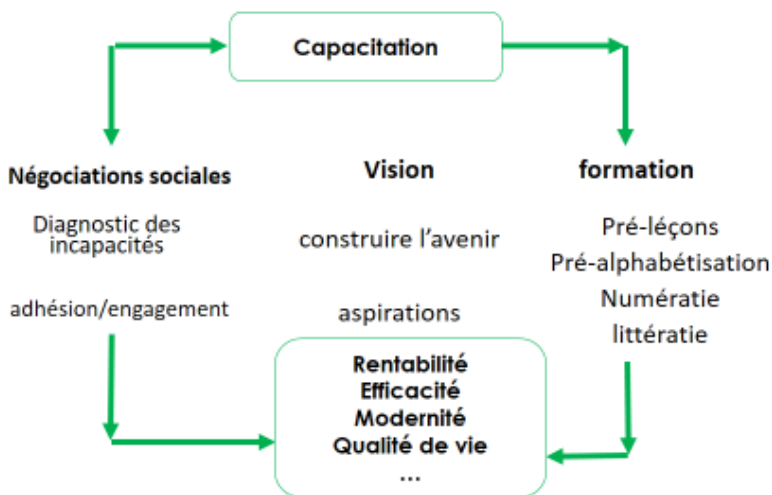
Il est certain que l'analphabète a une marge de progression, que ce soit dans son activité économique ou sa vie sociale (Téra, 2011, Achandé, 2013 et kouassi, 2017). Combler un tel déficit ne peut se faire précipitamment, sans planification à court et moyen terme au moins. Les négociations sociales mettent le public-cible face à la situation meilleure auquel il ne peut accéder du fait même de son statut intellectuel et de ses incapacités ou inefficiences. Pour dépasser une telle condition, il faut construire un idéal. Celui-ci s'articule autour d'une maison dont les différentes parties sont symbolisés. En effet, vivre dans une maison avec sa famille dans des conditions optimales est un objectif chéri par bon nombre de personnes. Ainsi, le toit de la maison va représenter la concertation entre l'homme et la femme ; la ligne inclinée vers la droite (/) étant la femme qui consulte son mari et le contraire, le bâton incliné à gauche (\) étant l'homme qui discute avec sa femme afin de trouver un consensus sur les objectifs de la famille. Les bâtons verticaux qui représentent les piliers de la maison constituent des enfants bien éduqués (|) tandis que la droite horizontale représente la bonne gestion du patrimoine de la famille (_). Ces différentes droites représentant quatre des dix symboles de pré-alphabétisation.

Au demeurant, la vision s'articule autour de l'idée d'une famille unie qui gère bien son patrimoine (activités professionnelle et sources de revenu) en vue de se réaliser.

La formation à la réalisation de la vision

La formation s'effectue à travers l'interaction entre alphabétiseur (encore appelé moniteur, facilitateur ou formateur) et apprenants (bénéficiaires). Elle s'appuie sur un support didactique inspiré des besoins de formations recensés lors des enquêtes de terrain à l'occasion des négociations sociales. Elle est constituée des trois catégories de contenu dont nous avons parlé dans la section précédente (instrumental, fonctionnel et transversal). Elle se subdivise en trois phases : premièrement, la pré-alphabétisation qui consiste à étudier les dix symboles de base (droites, courbes et point) à partir d'objets concrets (calebasse, battons, gourde et grain de maïs) ; en second lieu, l'alphabétisation initiale constitué de littératie et de numératie ; en troisième lieu, la post-alphabétisation fait de renforcements de capacités au niveau des contenus faiblement acquis lors de l'alphabétisation initiale. Dans un manuel d'alphabétisation de capacitation, on dénombre en moyenne quatre-vingt leçons dont une douzaine consacrée à la pré-alphabétisation. Les deux premières parties de la formation se diffusent en trois cents heures en raison de cent cinquante séances de deux heures. Le rythme des séances peut varier de trois à cinq fois par semaine en accord et selon la disponibilité du groupe-classe.

Figure : schéma directeur de l'approche de capacitation



Outils andragogiques

Il s'agit des instruments dont le formateur use pour atteindre les objectifs idéologiques (idée nouvelle que le formateur doit faire passer auprès de ses apprenants à l'occasion de chaque leçon : la salubrité, la citoyenneté, la solarisation...) et instrumentaux de ses leçons. Il s'agit, dans un premier temps, de la méthode accélérée de recherche participative (MARP). Elle permet, à travers la manipulation d'objets concrets de matérialiser la finalité visée par l'alphabétiseur/formateur. En effet, en contexte agricole, si ce dernier veut expliquer l'itinéraire technique et tout ce que son respect constitue comme avantages, il matérialisera le nettoyage de l'exploitation par une machette et l'activité de pulvérisation qu'il matérialisera par un pulvérisateur qu'il apportera à l'occasion de cette leçon. De même, pour ce qui concerne le budget familial, une facture d'électricité désignera le montant à allouer à cette charge et un carnet de santé ou une ordonnance matérialiseront le montant à consacrer à la santé des membres de la famille. La MARP doit être un véritable moyen de passage du concret à l'abstrait. Pour rappel, l'écriture elle-même est une abstraction (Mandel, 1992).

En ce qui concerne la symbolisation, elle permet de fortifier la vision qui sous-tend l'ensemble de la formation. Pour rappel, le pilon ou le bâton, la calebasse, la gourde et le grain de maïs constituent les objets concrets qui servent à représenter les signes de pré-alphabétisation. Ainsi, on préférera l'appellation "enfant bien éduqué" à "bâton debout" ou "bâton vertical" dans la mesure où elle apporte une dimension supplémentaire à la simple désignation de l'objet. Cette leçon spécifique (portant sur l'enfant bien éduqué) évoquera les caractéristiques d'un enfant bien éduqué et les avantages liés à avoir un tel type d'enfant ainsi que les efforts pour y parvenir. En ce qui concerne la calebasse ouverte à droite, on la désignera par l'investissement. Ce choix apporte une valeur ajoutée à l'apprentissage dans la mesure où elle incite à une attitude économique de la part des apprenants qui favorisera la croissance de leurs revenus et donc l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'explication détaillée de la symbolisation des signes de pré-alphabétisation fera l'objet d'une publication séparée. L'objectif de ce choix est l'adoption d'une vision en vue d'un changement qualitatif pour le candidat à l'alphabétisme.

Supports de formation

On distingue deux types de support : le papier et le numérique. Le premier est une pratique déjà ancienne à travers l'alphabétisation fonctionnelle et bien avant celle-ci d'ailleurs. Il s'agit de manuel imprimé sur papier contenant les leçons. En ce qui concerne le support numérique, il consistera à convertir ce manuel en application numérique pour tablettes et smartphones en vue de l'autoapprentissage de la lecture et de l'écriture toujours dans une dynamique de capacitation. Cela place le néo-alphabète en pole position dans un monde

dominé par le clavier et l'écran et la communication par les TIC. On parlera alors d'alphanique ; c'est-à-dire l'alphabétisation ayant comme support et moyen les technologies de l'information et de la communication. L'alphanique permet au néo-alphabète, à travers la découverte et la maîtrise progressive de la navigation sur internet, de s'ouvrir au monde par les nouveaux moyens de communication auxquels il a désormais accès.

Conclusion

L'alphabétisation de capacitation est fondée sur le développement de proximité avec comme objectifs l'avènement d'une masse critique au sein de la communauté ciblée et l'amélioration progressive des conditions de vie. Ainsi, elle a pour principe l'inclusion, la solidarité, l'adhésion et l'engagement affirmé des bénéficiaires. Elle se donne comme stratégie d'évaluer les besoins de formation à travers des enquêtes de terrain pour recueillir des données factuelles. Ensuite, ces besoins sont convertis en contenus puis en modules de formation diffusée à travers les pré-leçons, la pré-alphabétisation, la numératie et la littératie. Le contenu de la session de formation porte sur les capacités pratiques liées à l'activité professionnelle et sur les capacités instrumentales. Pour ainsi dire, est alphabétisée toute personne capable d'user de la lecture et de l'écriture pour régler les problèmes auxquels elle est confrontée dans sa vie professionnelle et sociale. En plus du stylo et du papier, le clavier et l'écran font partie du processus d'apprentissage en vue de réduire la fracture numérique au niveau des candidats à l'alphabétisme.

Références bibliographiques

ACHANDE Chambi Julien (2013), Précis d'alphabétisation fonctionnelle, Parakou, Edition Ola Parakou.

DOUMBIA Moussa (2018), Education non formelle et promotion des droits de l'homme, pour l'insertion socioéconomique de la jeunesse en crise, Beau Bassin, Editions universitaires européennes.

FREIRE Paulo (1982), Pédagogie des opprimés Paris, La Découverte.

KOUASSI Arsène B. (2017), Alphabétisation de capacitation et amélioration de la performance des organisations professionnelles : cas des O.P bénéficiaires des projets praprep et propacom, Abidjan, Thèse de doctorat en science du langage, université Félix Houphouët-Boigny.

MANDELL adislas (1992), « La magie de l'écriture : du visible à l'invisible et du dicible à l'indicible », in communication et Langages, No 91, pp. 75-97.

TERA Kalilou (2011), Etude diagnostic de l'alphabétisation en Côte d'Ivoire, Abidjan, Unicef.

UNESCO (2014), Rapport de l'Afrique subsaharienne 2013, Réunion Mondiale sur l'Education Pour Tous Muscat, Sultanat d'Oman, 12-14 mai.

ZADI KESSY Marcel (2013), Le village-école - Yacolidabouo, une expérience de développement, Abidjan, Frat-mat éditions.

PERCEPTION DU NIVEAU DE REMUNERATION ET ENGAGEMENT DE CONTINUITE CHEZ LES ENSEIGNANTS DES ECOLES PRIVEES

Pazambadi KAZIMNA

Université de Lomé-Togo

Dekazimna@yahoo.fr

Résumé

La présente étude a pour objectif de vérifier le lien entre la perception du niveau de rémunération et engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées laïques de Lomé. L'étude a porté sur 200 enseignants des écoles privées laïques du premier cycle du secondaire auxquels un questionnaire a été administré à cet effet. L'hypothèse qui sous-tend cette étude est qu'il existe une relation significative entre la perception du niveau de rémunération et engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées.

La théorie des besoins de Maslow (1943), la théorie d'équité d'Adams (1963) et la théorie de l'engagement organisationnel de Allen et Meyer (1990, 1996) ont servi de référence pour l'interprétation des résultats.

Les résultats obtenus montrent une relation positive entre l'engagement de continuité et la perception du niveau de rémunération.

Mots clés : perception, niveau de rémunération, engagement de continuité, enseignants des écoles privées

Abstract:

The present study aims to verify the link between the perception of the level of remuneration and commitment of continuity among the teachers of the private secular schools of Lomé. The study included a sample of 200 teachers from private secular schools in junior high school to which a questionnaire was administered for this purpose. The hypothesis underlying this study is that there is a relationship between the perception of the level of remuneration and commitment of continuity among teachers of private schools.

Maslow's theory of needs and Allen and Meyer's theory of organizational commitment (1990, 1996) served as a reference for the interpretation of the results.

The results obtained show a weak but positive relationship between the commitment to continuity and the perception of the level of remuneration.

Key words: perception, level of remuneration, commitment to continuity, teachers in private schools

Introduction

L'intérêt de comprendre et d'identifier les éléments de l'environnement de travail pouvant être considérés comme des facteurs stimulants ou inhibiteurs en milieu professionnel est primordial pour les responsables des organisations. A cet effet, que l'on soit dans une organisation publique ou privée, la nécessité pour les dirigeants d'offrir aux membres un cadre de travail propice favorisant le maintien d'une ligne d'action consistante pour un rendement meilleur reste un véritable leitmotiv (Kazimna & Dogble, 2016). A cet effet, les acteurs font souvent face au problème lié aux conditions favorables à créer pour assurer un meilleur engagement (Chew & Chan, 2008). Dans ce contexte, Morin, Aranha & Audebrand (2007) ont montré que six (6) facteurs du sens du travail notamment le plaisir, la réussite, l'utilité, la tranquillité d'esprit, l'éthique et l'autonomie sont corrélés significativement avec l'engagement affectif. La compréhension de l'impact de l'engagement organisationnel des salariés est importante à plus d'un titre. En effet, à cette ère du savoir où les talents se font rares, l'engagement permet aux acteurs de tenir tête à la criticité et d'éviter les ruptures organisationnelles (Bourion, 2011).

L'engagement organisationnel des salariés dans l'entreprise a fait l'objet de nombreux travaux (Meyer, Stanley, Herscovitch, et Topolnytsky, 2002 ; Borion, 2011). En effet, la pertinence de ce concept s'est imposée dans les milieux scientifiques et professionnels du fait qu'il présente un lien empirique avec la rétention et la fidélisation du personnel.

Les professionnels de la gestion des ressources humaines considèrent l'engagement organisationnel comme la pierre angulaire de toute politique destinée à conserver son personnel de talent (Chaminade, 2003).

Le concept d'engagement organisationnel illustre la qualité de la relation qui lie le salarié à son organisation (entreprise). Il aide à la compréhension du comportement organisationnel (Mowday, Porter & Steers, 1979). C'est au fait un état psychologique qui caractérise la relation de l'employé à son organisation et qui a des effets sur la décision de rester ou de ne plus rester membre de celle-ci (Meyer & Allen, 1991).

L'engagement organisationnel est vu comme une force qui pousse l'employé à initier des actions bénéfiques à l'organisation (Meyer et al., 2002). Il est également considéré comme le degré d'identification et d'implication dans une organisation donnée, caractérisé par une

forte croyance dans les buts et les valeurs de l'organisation, une volonté de réaliser des efforts considérables en faveur de l'organisation et un fort désir d'en rester membre (Mowdayetal.,1982).

Quant à l'engagement de continuité, il fait référence à « une analyse du rapport coûts/bénéfices qui vise la protection par le travailleur des acquis accumulés au sein de l'organisation »(Allen et Meyer, 1990 :3).

L'engagement de continuité tire son origine dans la théorie des échanges de Becker (1960). Cette théorie indique que l'individu va manifester un attachement envers l'organisation en lien avec les bénéfices qu'il en tire. Ces avantages peuvent être entre autres la rémunération, la sécurité d'emploi, les opportunités d'obtenir une promotion etc. Il est très important de noter que ces avantages seront perdus si l'employé venait à quitter l'organisation. Cette théorie est aussi connue sous le nom d'approche échangeiste. Hrebiniack et Alluto (1973) vont étudier l'engagement organisationnel comme un échange qui se produit entre l'employé et l'entreprise. Ainsi, l'employé aura un niveau d'engagement élevé lorsque l'échange lui est favorable et un niveau d'engagement faible lorsque l'échange lui est défavorable.

L'engagement de continuité illustre à quel degré l'employé a conscience des coûts associés à son départ éventuel de l'entreprise. Le salarié dont la relation principale à l'organisation se réfère à l'engagement de continuité reste au sein de l'organisation par nécessité ou obligation morale. En effet, son ratio coûts/bénéfices associé à un départ ne serait pas avantageux pour lui (Meyer et Allen, 1991).

Le salarié qui manifeste ce type d'attachement à l'organisation évaluerait les conséquences possibles advenant son départ éventuel. Les pertes ne constituent pas seulement un manque à gagner pécuniaire, mais aussi également un manque d'alternatives d'emploi sur le marché du travail. En se mettant au service de l'organisation, l'individu fait avancer ses propres objectifs ; en réalité, c'est la perception de ces pertes qui retient l'individu dans l'organisation (Meyer et Allen, 1984).

La rémunération constitue un élément de référence sur la base duquel le salarié va fonder ses décisions. C'est un besoin qui pousse l'individu vers le travail. Plusieurs auteurs ont eu à se pencher sur les besoins qui poussent les individus à se mettre au travail en élaborant certains modèles explicatifs ou en réalisant des études empiriques.

A cet effet, Maslow (1943) développe le premier modèle théorique qui sera appliqué plus tard et abondamment dans les organisations. Il propose une théorie de hiérarchie des besoins à partir d'observations cliniques. Cette théorie est une réponse à la question, qu'est-ce qui motive l'homme au travail? Quels sont les facteurs de la motivation? La motivation de tout individu serait suscitée par la volonté de satisfaire des besoins. Maslow (op. cit.) observe que l'individu hiérarchise ses besoins et cherche à les satisfaire selon un ordre de priorité croissante : (i) besoins physiologiques, (ii) besoins de sécurité, (iii) besoins d'amour

(de rapports sociaux, d'affection, d'appartenance à un groupe), (iv) besoins d'estime (de reconnaissance), (v) besoins de réalisation de soi (de progresser, de se développer, de s'épanouir). La non satisfaction d'un besoin crée la tension. Cette tension peut être expliquée par un phénomène de perception de l'équité.

Par ailleurs, Adams (1963, 1965) a travaillé sur le concept d'équité et a élaboré une théorie. La théorie de l'équité établie une relation explicative entre la motivation, la satisfaction au travail et la disposition de l'individu à comparer sa situation personnelle à celle d'autres individus. Adams s'est référé à plusieurs théories et surtout celle de la dissonance cognitive de Festinger (1957) dont l'idée fondamentale est que l'existence d'une dissonance entre ce qui est perçu et ce qui est désiré est source de tension psychologique. Selon cette théorie, l'individu tend à évaluer ses contributions et ses rétributions. Si de cette évaluation comparative, il résulte que le salaire versé est équitable aux prestations, alors il ya satisfaction. Dans le cas contraire il ya insatisfaction.

Plusieurs auteurs ont montré qu'il y existe une association positive et forte entre la justice distributive et l'engagement organisationnel (Colquitt et al. 2001 ; Kumar et al, 2007 ; Sulu et al. 2010 ; Behson, 2011).

En somme, il y a d'abondante littérature sur la relation entre la rémunération et l'engagement organisationnel. Toutefois, dans le contexte togolais, rares sont des études qui se sont intéressées au lien entre la rémunération et l'engagement de continuité. De plus, une observation naïve ces cinq dernières années, montre que le secteur de l'enseignement privé est marqué par des plaintes et la mobilité élevée des enseignants, quittant une école à l'autre.

La question qui sous-tend cette étude est de savoir s'il existe une relation entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité chez des enseignants des écoles privées.

La présente étude part de l'hypothèse qu'il existe une relation significative entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées. Plus explicitement, l'étude postule que la perception du niveau de rémunération comme ne correspondant pas tout à fait au travail fourni par l'enseignant entraîne un engagement de continuité faible, et qu'une perception du niveau de rémunération comme conforme au travail fourni entraîne un fort engagement organisationnel.

La présente étude a pour objectif de vérifier le lien entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement organisationnel chez les enseignants des écoles privées laïques.

Elle est articulée en trois points : le premier traite de la méthodologie, le deuxième concerne les résultats et le troisième est relatif à la discussion des résultats obtenus.

1. Méthodes

1.1. Participants

La présente étude a concerné les enseignants des écoles privées de la ville de Lomé. La technique de recrutement des répondants est celle de « tout venant ». Au total, 200 enseignants ont accepté volontairement se soumettre au questionnaire. Par rapport à ces 200 répondants, 75,5% sont des hommes et 24,5 % sont des femmes ; 43,5% ont un âge compris entre 18 - 30 ans, 32,5% ont un âge compris entre 31 – 40, 13,5% ont un âge compris entre 41 – 50 et 10,5 % ont un âge compris entre 51 ans et plus. Les participants à l'enquête sont donc majoritairement plus jeunes. Il faut remarquer aussi que 53, 5% des répondants, sont mariés et 43, 5% ont un niveau d'étude de licence.

1.2. Procédures de collecte et d'analyse des données

La méthode d'enquête a été utilisée pour recueillir les informations. Elle a été menée à l'aide d'un questionnaire ad hoc (concernant l'identité et la perception de la rémunération) et d'une échelle adaptée pour évaluer l'engagement de continuité.

Dans le cadre de cette recherche, l'administration directe a été optée (l'enquêteur remplit lui-même le questionnaire) afin d'éviter toute influence pouvant entraîner des biais dans les résultats obtenus.

L'outil administré est composé alors de trois parties : la première partie porte sur la perception de la rémunération, la seconde partie sur l'engagement de continuité et la troisième partie sur l'identité des enquêtés.

Perception du niveau de rémunération

Un questionnaire ad hoc a été élaboré à cet effet pour mesurer la perception du niveau de rémunération. Ce questionnaire est composé de trois questions. La première est relative à l'indication de l'intervalle de rémunération reçue par mois, la deuxième traite de l'appréciation de la convenance de rémunération par rapport aux prestations fournies et la troisième concerne le nombre de mois rémunérés dans l'année.

Engagement de continuité

L'engagement est évalué par l'échelle de Meyer & Allen à six items relative à la dimension « engagement de continuité ». C'est une traduction du questionnaire OCQ (Organizational Commitment Questionnaire) de Meyer et Allen (1997).

Dans le cadre de la présente étude, le coefficient de fidélité (alpha de Cronbach) acquis par la somme de ces six énoncés a une cohérence interne de 0,85.

L'engagement de continuité regroupe deux variables, associées à deux attitudes : (i) les sacrifices personnels encourus si l'individu quittait son organisation (grands sacrifices) et (ii) le manque de possibilités de trouver un autre emploi (manque d'alternatives). Ces deux variables comprennent chacune trois énoncés.

Questions concernant l'identité des enquêtés

L'identité des participants à l'enquête a concerné le sexe, l'âge, le diplôme et le statut matrimonial.

Les données recueillies sont quantitatives et qualitatives. ; Nous avons procédé au calcul des pourcentages, des corrélations et du coefficient de contingence.

Le traitement des données recueillies a abouti aux résultats présentés et commentés ci-dessous.

2- Les résultats

Les résultats saillants sont présentés et commentés comme suit :

Tableau 1 : répartition de l'échantillon d'étude selon le niveau de rémunération

Rémunération	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
inf ou égal à 35000F	25	12,5	12,5	12,5
36000F - 40000F	35	17,5	17,5	30
41000F - 45000F	29	14,5	14,5	44,5
46000F - 50000F	42	21	21	65,5
51000F - 55000F	15	7,5	7,5	73
56000F - 60000F	19	9,5	9,5	82,5
61000F - 65000F	10	5	5	87,5
66000F - 70000F	8	4	4	91,5

70000F et plus	17	8,5	8,5	100,0
Total	200	100,0	100,0	

C

Ce tableau montre que 12, 5% des enquêtés reçoivent une rémunération inférieure au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) au Togo. Ces enquêtés ont donc un salaire inférieur aux normes admises dans le Pays.

Tableau 2 : Relation entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité

		Engagement de continuité		TOTAL
		Faible	Fort	
Rémunération par rapport au travail	Pas du tout convenable	135	28	163
	Convenable	10	12	22
	Très convenable	8	7	15
TOTAL		153	47	200

$X^2=16,693$ S.02 ; $C=0,3$

Ce tableau indique qu'il y a une relation significative entre la perception du niveau de rémunération par rapport au travail fourni et engagement de continuité. La contingence calculée est moyenne ($C= 0,3$), ce qui signifie que ceux qui pensent que la rémunération n'est pas du tout convenable ont un faible engagement de continuité.

Tableau 3 : Relation entre la fréquence de rémunération sur les 12 mois de l'année et l'engagement de continuité.

			engagement de continuité		TOTAL
			Faible	Fort	
Rémunération sur les 12 mois	OUI		64	21	85
	NON		88	27	115
TOTAL			152	48	200
X2=0,04 NS.05					

Les résultats du tableau ci-dessus montrent que la relation entre la fréquence de rémunération sur les 12 mois de l'année et l'engagement de continuité n'est pas significative. Très souvent, dans les établissements à caractère privé, on remarque que certains enseignants ne sont payés que pendant neuf (9) mois, correspondant à l'année scolaire. Les vacances ne sont pas rémunérées pour cette catégorie d'enseignants, obligée de trouver d'autres activités à effectuer afin de survivre pendant cette période.

3. Discussion

Cette étude vise à déterminer le lien entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées de Lomé. Les résultats du tableau 2 révèlent qu'il existe une liaison entre la perception du niveau de rémunération par rapport au travail que les enseignants fournissent et leur engagement de continuité. Il faut donc noter que la tendance à un engagement de continuité faible des répondants est expliquée par leur perception de la rémunération comme pas du tout convenable au travail qu'ils fournissent. Par ailleurs, le tableau 3 montre qu'il n'y a pas de relation significative entre la fréquence de rémunération dans l'année et l'engagement de continuité.

Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que pour les enseignants des écoles privées, ce qui compte c'est la consistance de la rémunération dans l'ensemble et non le fait que cette rémunération soit étalée sur les 12 mois. Ces attitudes des enseignants sont expliquées par leurs besoins. En effet, selon Maslow (1943), les besoins qui poussent l'individu à entrer dans une organisation de travail sont sans cesse croissants. S'il n'arrive pas à les satisfaire ou s'il reste bloqué à un niveau, il sera démotivé. Ce qui conduit selon Allen et Meyer à avoir

des tendances et des attitudes de rupture de lien avec l'organisation. Cette rupture de lien entre l'organisation et l'individu qu'Allen et Meyer appellent engagement organisationnel, se manifeste à travers ses différentes composantes dont l'engagement de continuité. L'engagement de continuité regroupe les sacrifices personnels encourus si l'individu quitte son organisation et le manque de possibilités de trouver un autre emploi (manque d'alternatives).

Il faut noter que la tension créée par la non satisfaction des besoins du sujet est aussi liée à un processus de comparaison intra et inter organisation (Adams, 1963). L'enseignant compare non seulement sa contribution et sa rétribution, mais aussi sa rétribution par rapport aux collègues de son organisation et d'autres personnes des organisations environnantes ; Ce qui crée alors chez l'enseignant des attitudes d'engagement ou de désengagement.

L'hypothèse de la présente recherche selon laquelle l'engagement de continuité des enseignants des écoles privées laïque de Lomé est lié à leur perception du niveau de rémunération est vérifiée. Le faible engagement de continuité est expliqué par la perception pas du tout convenable de la rémunération.

La présente recherche corrobore celle de Vandenberghe et Tremblay (2008), selon laquelle l'engagement de continuité est influencé par des dimensions impliquant un bénéfice concret.

Les résultats obtenus vont également dans le sens que ceux de Chew et Chan (2008) qui ont mis en lien les pratiques de rémunération et de reconnaissance et l'engagement organisationnel. Mais il faut remarquer que la présente étude a été plus approfondie en mettant en relation la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité, une variable de l'engagement. Cette étude se démarque de celle de Fiorito et al. (2007), selon laquelle il n'y a pas de relations significatives entre les pratiques de rémunération incitative et l'engagement organisationnel.

La présente étude présente des limites relatives aux participants à l'enquête, qui sont recrutés seulement à Lomé. Une autre limite est relative à la méthode de collecte des données qui devrait être longitudinale pour permettre de vérifier si les attitudes, les intentions de départ volontaire pourront effectivement se transformer en comportements ou conduites observables (démissions, retrait effectif de l'organisation). Toutefois, le nombre de répondants assez élevé et la pertinence des résultats obtenus limitent ces biais.

Par ailleurs, les résultats obtenus entraînent des implications théorique et pratique. Sur le plan théorique, les résultats obtenus confirment les théories de la justice distributive d'Adams (1963) et de l'engagement organisationnel de Meyer & Allen (1991) relatives aux mobiles des attitudes et comportements organisationnels des travailleurs. En outre sur le plan pratique, ces résultats permettent de suggérer des actions en matière d'élaboration d'une politique de rémunération basée sur un système juste et inclusif.

Conclusion

L'objectif de la présente étude était de déterminer le lien entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité chez les enseignants des écoles privées de Lomé. À l'issue du traitement des données recueillies à cet effet, les résultats montrent une relation significative entre la perception du niveau de rémunération et l'engagement de continuité des répondants.

En effet, une rémunération perçue comme juste ou injuste par le salarié a des effets sur ses attitudes, ce qui va influencer la relation qu'il entretient avec son organisation. C'est un salaire considéré comme juste qui va amener le salarié à faire son travail de manière satisfaisante et à rester dans l'organisation pour apporter ses savoirs et savoir-faire. Ce qui est important à noter, est que chaque salarié évalue ce qu'il apporte à l'organisation et ce que cette dernière lui accorde en retour, la comparaison de ce ratio à celui de ses collègues à l'interne et à l'externe (Adams, 1963). Si les ratios sont équivalents, il ressent un sentiment de justice et est prêt à s'engager au travail.

Par ailleurs, la présente étude présente des limites d'ordre méthodologique. Toutefois, la pertinence des résultats obtenus suscite des suggestions d'amélioration du système de rémunération dans les écoles du secteur privé au Togo.

À cet effet, il est important que l'Etat initie en collaboration avec les promoteurs et les enseignants des écoles privées, l'élaboration d'une convention collective sectorielle qui pourra aboutir à la mise en place d'une grille salariale juste et équitable. Car, dans le monde du travail, les acteurs doivent être « en permanence à la recherche d'un système de rémunération qui soit à la fois équitable, compris et accepté par tous ceux dont on recherche l'engagement » (Sire et Treblay, 2000 : 16).

Dans la perspective de l'approfondissement de cette recherche, il serait souhaitable d'envisager une étude similaire en mettant en relation les conditions de travail et l'engagement organisationnel d'une manière générale. Il serait aussi intéressant de réaliser une étude longitudinale mettant en relation le niveau de rémunération, l'intention de quitter l'organisation et le turn-over.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADAMS, J.Stacy (1963). Toward an understanding of inequity, *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 67 (5), 422-436.

ALLEN, Natalie J & MEYER, John P. (1996). Affective, continuance and normative commitment to the organization: An examination of construct validity. *Journal of vocational behavior*, 49 (3), 252–276.

ALLEN, Natalie J. & MEYER, John P. (1990). The measurement and antecedents of affective, continuance and normative commitment to the organization. *Journal of Vocational Psychology*, 49, 252-276.

BEHSON, Scott J. (2011). The relative importance of organizational justice dimensions on employee outcomes: A critical reanalysis using relative weights analysis, *Organization management journal*, 8, 205-217.

BECKER, Howard S. (1960). Notes on the concept of commitment, *American Journal of Sociology*, 66, 32-42.

BOURION, Christian (2011). L'ère des talents, *Revue Internationale de psychologie et de gestion des comportements organisationnels*, 2011/41 (vol. XVII), P. 376.

CHAMINADE, Benjamin (2003). Identifiez et fidélisez vos salariés de talent. Paris: AFNOR.

CHEW, Janet. & CHAN, Christopher C.A. (2008). Human resource practices, organizational commitment and intention to stay. *International Journal of Manpower*, 29(6) 503-522.

COLQUITT, Jason A., CONLON, Donald E., NG, Yee K., WESSON, Michael J. et PORTER Christopher O.L.H. (2001). Justice at the millennium: A Meta-analytic review of 25 years of organizational justice research. *Journal of Applied Psychology*, 86(3), 425 à 445.

FESTINGER, Leon (1957). A theory of cognitive dissonance. Peterson: Evanston, Ill., Row.

FIORITO, Jack, BOZEMAN, Dennis P., YOUNG, Angela. et MEURS, James A. (2007). Organizational commitment, human resource practices, and organizational characteristics. *Journal of Managerial Issues*, 19(2), 186-207.

HREBINIACK L.G, ALLUTO J.A. (1973). Personal and role-related factors in the development of organizational commitment, *Administrative Science Quarterly*, 18, 555-572

KAZIMNA, Pazambadi, DOGBLE, Yao Atana (2016). Quel style de leadership pour une implication organisationnelle des collaborateurs ? Une étude dans le contexte togolais. *Revue du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)*. 007, pp 235-246.

KUMAR, Kuldeep, BAKHSKI, Arti et RANI, Ekta (2007). Organizational justice perceptions as predictor of job satisfaction and organizational commitment. *The IUP Journal of Management Research*, 8(10), 24-37.

MASLOW, Abraham (1943). A theory of human motivation. *The Psychological Review*, 50 (4), 370-396.

MEYER, John P., STANLEY, David J., HERSCOVITCH, Lyne & TOPOLNYTSKY, Laryssa (2002). Affective, Continuance, and Normative Commitment to the Organization: A Meta-analysis of Antecedents, Correlates, and Consequences. *Journal of Vocational Behavior*, 61, 20-52.

MEYER, John P. & ALLEN, Natalie J. (1997). *Commitment in the workplace: Theory, research, and application*. Newbury Park. CA: Sage.

MEYER, John P. & ALLEN, Natalie J. (1991). A three-component conceptualization of organizational commitment. *Human Resource Management Review*, 1, 61-89.

Meyer, John. P., & Allen, Natalie. J. (1984). Testing the "side-bet theory" of organizational commitment: Some methodological considerations. *Journal of Applied Psychology*, 69(3), 372-378.

MORIN, Estelle M., & ARANHA, Francisco (2007). *Sens du travail, santé mentale au travail et engagement organisationnel*. Rapport final 099-193, IRSST, Montréal.

Mowday, R.T., Porter, L.W. & Steers, R.M. (1982). *Organizational linkages: The psychology of commitment, absenteeism, and turnover*. San Diego, CA: Academic Press.

SIRE, Burno & TREMBLAY, Mechel. (2000). Contraintes et objectifs d'une politique de rémunération, chapitre 1. In *Les rémunérations : politiques et pratiques pour les années 2000*, Edition Vuibert, pp. 15 – 33 ; 377.

SULU, Seyfettin, CEYLAN, Adnan et RAMAZAN, Kaynak (2010). Work Alienation as a Mediator of the Relationship between Organizational Injustice and Organizational Commitment: Implications for Healthcare Professionals. *International Journal of Business and Management*, volume 5, numéro 8, p. 27 à 38

VANDENBERGHE, Christian & TREMBLAY, Michel (2008). The role of pay satisfaction and organizational commitment in turnover intentions: A two-sample study. *Journal of Business and Psychology*, 22(3), 275-286.

Collecte des données pendant les quatre (4) années évoquées.